N°14
2020-2021

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

chd.lu

Compte rendu des séances publiques n° 14 | Session ordinaire 2020-2021

Politique d'intégration au Luxembourg	p. 459	Sommaire des séances publiques nos 33 et 34	p. 495	33e séance	Jeudi 28 janvier 2021
Mesures de lutte contre la pandémie	p. 482	Sommaire des questions parlementaires	p. Q335	34e séance	Vendredi 29 janvier 2021

14e Conférence des présidents de parlement des petits États d'Europe au Monténégro

« La transparence est le principe de base des démocraties »

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a participé à la 14e rencontre des présidents de parlement des petits États d'Europe, qui a eu lieu du 3 au 5 octobre 2021 au Monténégro. Les participants ont discuté des défis que rencontrent les petits États en termes de digitalisation et d'innovation. M. Fernand Etgen a souligné que les parlements ont dû faire face, pendant la pandémie, à un défi commun : celui de l'utilisation accrue et innovante des technologies numériques.

Les représentants des petits États ont par ailleurs mis en avant la nécessité de transparence des parlements en tant que principe de base du bon fonctionnement des démocraties. La question du rôle des parlements face aux défis écologiques a également préoccupé les élus politiques. La pandémie de Covid-19 a montré à quel point la planète est fragile. Les sociétés les plus touchées par la crise de Covid-19 sont également celles qui souffrent le plus des événements liés au changement climatique. Les représentants des petits États ont déclaré dans ce cadre qu'il est important que les pays élaborent de nouvelles stratégies de relance postpandémie en accord avec une reprise verte, durable et inclusive. Finalement, les présidents de parlement des petits États d'Europe ont insisté sur l'importance de la diplomatie parlementaire et de la solidarité pour renforcer leur position et faire entendre leur voix. « Nous savons que l'ouverture aux autres fait la différence. Nous savons que la coopération avec les autres fait la différence. La solidarité, l'amitié et la confiance entre nous sont la clé du renforcement de nos parlements », a insisté M. Fernand Etgen. L'année prochaine les présidents de parlement des petits États d'Europe se rencontreront à Monaco. Le Luxembourg les accueillera en 2023

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen (3e de droite), a participé à la Conférence des présidents de parlement des petits États d'Europe.

Lisbonne a accueilli la 67e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

« Renforcer la résilience face à un large éventail de défis »

(de gauche à droite) M. Gusty Graas, Mme Nancy Arendt, Mme Lydia Mutsch et M. Sven Clement

Les parlementaires de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN plaident en faveur du renforcement de la résilience sociétale et démocratique et de la création d'un centre pour la démocratie au sein du siège de l'OTAN.

Pour la première fois depuis le début de la pandémie, les parlementaires des 30 États membres de l'Alliance ont pu se réunir physiquement à Lisbonne pour discuter des défis actuels auxquels est confrontée l'OTAN. À l'occasion de la 67e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN), les députés membres ont reconnu la nécessité de revoir le concept stratégique de l'Alliance et de renforcer la résilience de l'ensemble de la société face à un large éventail de défis, qui vont bien au-delà des menaces traditionnelles pour la sécurité. L'Alliance est confrontée à un environnement de plus en plus imprévisible et complexe. Les parlementaires ont signalé que les pays membres de l'Alliance devraient être mieux préparés pour répondre aux cyberattaques ou à des attaques visant les infrastructures critiques, à la désinformation destinée à déstabiliser les démocraties, à l'impact du changement climatique et aux risques pour les systèmes de santé illustrés par la pandémie de la Covid-19.

Selon les députés, la résilience devrait être au centre des réflexions visant à revoir le concept stratégique de l'Alliance et pour le processus OTAN 2030, dont l'objectif est d'assurer l'avenir de l'Alliance. L'Assemblée parlementaire a lancé un appel en vue de la création d'un Centre pour la résilience démocratique au sein de l'OTAN, afin d'aider les Alliés à renforcer les systèmes et les institutions démocratiques. Le Président de l'APOTAN, M. Gerry Connolly (États-Unis), a rappelé combien il était nécessaire, d'une part, de renforcer les liens de sécurité collective unissant les Alliés et, d'autre part, de réaffirmer « les valeurs démocratiques partagées » par ces derniers. Présentant le rapport sur les menaces biologiques et le spectre du bioterrorisme pour l'après-Covid-19, M. Sven Clement (Piraten) a souligné qu'il y a eu des progrès rapides dans le développement de la biotechnologie notamment pour lutter contre la pandémie. Il a précisé que ces technologies pourraient cependant être utilisées à des fins malveillantes et que des agents pathogènes dangereux pourraient tomber entre de mauvaises mains.

M. Clement a remercié l'Alliance d'avoir répondu si rapidement à la demande du Luxembourg pour la livraison d'un hôpital de campagne mobile. Il a également été nommé rapporteur spécial sur le changement climatique. Lors de son intervention devant les députés, le Secrétaire général de l'OTAN, M. Jens Stoltenberg, a insisté sur la nécessité de réviser le concept stratégique de l'Alliance qui date de plus de dix ans et qui a été adopté dans un environnement très différent.

« Depuis lors, le monde a totalement changé et nous assistons à une recrudescence des rivalités entre États », a-t-il ajouté. La 67e session a permis de donner le coup d'envoi de la phase de consultation de l'Assemblée et le Secrétaire général compte sur « une contribution dynamique » de l'Assemblée à l'élaboration de la nouvelle version du concept stratégique. La Chambre des Députés était représentée par Mme Lydia Mutsch (LSAP), présidente de la délégation, M. Gusty Graas (DP), vice-président, Mme Nancy Arendt (CSV) et M. Sven Clement (Piraten).

66e séance plénière du Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Le télétravail et la formation en alternance à échelle transfrontalière

(de gauche à droite) M. Karl-Heinz Lambertz, Président du Parlement de la Communauté germanophone de Belgique, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre des Députés, Mme Isolde Ries, Membre du Landtag de la Sarre, Mme Brigitte Torloting, Présidente du CPI, M. Yves Evrard, membre du Parlement wallon, M. Marc Zingraff, membre du Conseil régional Grand Est, Dr. Katrin Rehak-Nitsche, membre du Landtag de Rhénanie-Palatinat, Mme Carole Hartmann, membre de la Chambre des Députés

Le 8 octobre 2021 s'est tenue la première séance plénière sous présidence de la Région Grand Est, avec Mme Brigitte Torloting, élue Présidente du CPI en début de session.

Lors de son rapport sur les travaux, M. Jean Rottner, Président du Sommet des exécutifs de la Grande Région a affirmé se réjouir des travaux que prépare le CPI et a signalé se mettre à l'écoute des parties exécutives de la Grande Région, une région que Mme Torloting a qualifiée de « carrefour européen ». Deux recommandations ont été adoptées à l'unanimité par l'assemblée : « La formation en alternance dans la Grande Région » et « Le télétravail dans la Grande Région ». La première a été présentée par M. Yves Evrard, Président de la commission « Affaires économiques ».

L'élu du Parlement wallon a constaté que de multiples difficultés se dressent en ce qui concerne la formation en alternance. La non-reconnaissance des diplômes, des réglementations divergentes ou encore la problématique des langues n'en sont que quelques exemples.

Cette recommandation appelle à renforcer la mobilité transfrontalière, élargir la reconnaissance des compétences et établir une cartographie des pénuries de main-d'œuvre au niveau de la Grande Région.

Le conseiller régional du Grand Est, M. Marc Zingraff, a exposé les lignes du rapport sur le télétravail dans la Grande Région, préparé au sein de la commission « Affaires sociales ». Y sont revendiquées la création d'un statut européen du télétravailleur transfrontalier, la nécessité d'intensifier la coopération en matière fiscale et sociale, tout comme la mise en place des outils adéquats pour un suivi administratif.

La députée luxembourgeoise et Présidente de la commission « Environnement et Agriculture », Mme Carole Hartmann (DP), a informé sur la suite des travaux en commission qui auront trait à la mobilité transfrontalière à vélo. En effet, différents soucis sont actuellement percevables, notamment des infrastructures déplorables, voire inexistantes et le manque d'espace dans les trains.

Les membres présents ont également approuvé l'idée de contribuer à la Conférence sur l'avenir de l'Europe et les commissions ont été appelées à présenter des recommandations à la prochaine séance plénière.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a souligné l'urgence de remettre ces contributions à la Commission européenne dans le temps imparti et a proposé de les faire adopter via voie circulaire.

La gestion des comptes du CPI est une tâche revenant au Parlement luxembourgeois. À cet effet, M. Etgen a présenté le rapport sur la situation financière actuelle ainsi que les prévisions budgétaires pour l'année suivante.

La documentation adoptée au cours de cette session est consultable sur le site Internet du CPI (https://cpi-ipr.eu/).

M. Fernand Etgen, Président, et Mme Carole Hartmann ont représenté la Chambre des Députés au Conseil régional à Metz.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...

... S. E. Mme Alexandrina-Livia Rusu, Ambassadrice de Roumanie

... S. E. Mme Claire Lignières-Counathe, Ambassadrice de France

NOUVELLES LOIS

Prolongation des mesures de lutte contre la pandémie

7752 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Au vu de l'évolution de la situation sanitaire, il est prévu de prolonger, jusqu'au 21 février 2021 inclus, l'application des mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 qui viennent à échéance le 31 janvier 2021. Le projet de loi sous rubrique vise par ailleurs à apporter quelques précisions, voire modifications dérogatoires, à la loi en vigueur, à savoir :

- étendre la liste des personnes qui peuvent se voir accorder l'autorisation temporaire d'exercer les activités de médecin ou certaines activités relevant de l'exercice de la médecine aux médecins en voie de spécialisation ;

- prévoir une dérogation à l'article 11, alinéa 2, de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques, afin de permettre pour le seul exercice comptable 2020 une validation de la situation financière de l'entité constituée au niveau des circonscriptions électorales, de la section locale et de l'organisation sectorielle d'un parti par le comité, à condition que la situation financière ait été contrôlée par les commissaires aux comptes ;

- proroger, pendant la période se situant entre le 1er janvier 2021 et le 30 juin 2021, la suspension temporaire du calcul des intérêts moratoires par le Centre de la sécurité sociale pour les cotisations sociales non payées à l'échéance permettant ainsi aux employeurs et aux travailleurs non salariés qui, suite à la crise actuelle, se trouvent dans une situation financière précaire, de ne pas devoir craindre des sanctions pécuniaires en cas de retard de paiement des cotisations sociales dues ;

- prolonger, dans le cadre de la contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises, la disposition permettant la prise en compte de l'intégralité des charges d'exploitation pour les mois de février et de mars 2021.

Dépôt par Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, le 22.01.2021

Rapporteur : M. Mars Di Bartolomeo

Travaux de la Commission de la Santé et des Sports

(Président : M. Mars Di Bartolomeo) :

26.01.2021 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

27.01.2021 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 29.01.2021

Loi du 29 janvier 2021

Mémorial A : 2021, n° 83, page 1

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Dépôt d'une motion par M. Pim Knaff**
   - M. Gilles Baum - M. Pim Knaff
3. **Interpellation de M. Paul Galles au sujet de la politique d'intégration au Grand-Duché de Luxembourg**

   Débat de consultation sur l'intégration
   - Exposé de l'interpellation : M. Paul Galles (intervention de M. François Benoy)
   - Exposé du débat de consultation : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - Débat : M. Paul Galles - M. Max Hahn (dépôt de la motion 1) - Mme Simone Asselborn-Bintz (intervention de M. Fred Keup) - M. Charles Margue - M. Fred Keup (dépôt de la motion 2) (intervention de M. Georges Engel) - M. David Wagner - M. Marc Goergen - M. Paul Galles (dépôt des motions 3 et 4)
   - Prise de position du Gouvernement : Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration - M. Marc Goergen (parole après ministre) - Mme la Ministre Corinne Cahen - M. Fred Keup (parole après ministre) - Mme la Ministre Corinne Cahen - M. Paul Galles (parole après ministre) - Mme la Ministre Corinne Cahen
   - Motion 1 : M. Paul Galles
   - Vote sur la motion 1 (adoptée)
   - Motion 2 : M. Gilles Baum - M. Fred Keup - M. Paul Galles - M. Sven Clement - Mme Lydie Polfer (intervention de M. André Bauler) - M. David Wagner
   - Vote sur la motion 2 (rejetée)
   - Motion 3 : M. Max Hahn - M. Paul Galles - M. Max Hahn - M. Paul Galles - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration
   - Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission (adopté)
   - Motion 4 : Mme Josée Lorsché - M. Fernand Kartheiser - M. Paul Galles - Mme Josée Lorsché - M. Paul Galles
   - Vote sur la motion 4 (rejetée)
4. **Dépôt d'une motion par M. Sven Clement**
   - Exposé : M. Sven Clement
5. **7547 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu**
   - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
   - Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Claude Haagen - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. David Wagner (intervention de M. André Bauler) - M. Sven Clement
   - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
   - M. Laurent Mosar - Mme Josée Lorsché
   - M. David Wagner (parole après ministre)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi
6. **Motion de M. Pim Knaff relative à l'analyse juridique de l'arrêt de la Cour administrative du 26 janvier 2021**
   - Exposé : M. Pim Knaff (interventions de M. David Wagner)
7. **7547 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (suite)**
   - Dispense du second vote constitutionnel
8. **Motion de M. Pim Knaff relative à l'analyse juridique de l'arrêt de la Cour administrative du 26 janvier 2021 (suite)**
   - Discussion générale : M. Gilles Roth - M. Sven Clement - M. Pim Knaff (interventions de M. Sven Clement et M. Gilles Roth) - M. Gilles Roth - M. David Wagner - M. Roy Reding
   - Renvoi de la motion à la Conférence des Présidents
9. **Ordre du jour**
   - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Sven Clement)
10. **Motion de M. Roy Reding relative à la mise à disposition de la Chambre des Députés de toute la convention entre l'État, RTL Group, CLT-UFA et Bertelsmann AG**
    - Discussion générale : M. Sven Clement - M. Gilles Roth - M. Gilles Baum - M. David Wagner - M. Roy Reding - M. Georges Engel (interventions de M. Gilles Roth) - M. Fernand Kartheiser - M. Gilles Roth (intervention de M. Georges Engel) - M. Marc Baum
    - Vote sur la motion : M. Fernand Kartheiser (point d'ordre) - Mme Josée Lorsché (intervention de M. Sven Clement) - M. Léon Gloden
    - M. Sven Clement (point d'ordre) (intervention de Mme Lydie Polfer) - Mme Simone Beissel (intervention de M. Sven Clement) - Mme Martine Hansen (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Fernand Kartheiser (point d'ordre)
    - Nouveau vote sur la motion (vote nominal) (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna et Mme Corinne Cahen, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Nee, dat ass net de Fall, Här President.

2. Dépôt d'une motion par M. Pim Knaff

M. Fernand Etgen, *Président.*- Ech ginn dann d'Wuert un den Här Gilles Baum fir den Depot vun enger Motioun.

M. Gilles Baum *(DP).*- Ech ginn d'Wuert u mäi Fraktiounskolleeg Pim Knaff, fir dat ze iwwerhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Okay. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

M. Pim Knaff *(DP).*- Merci, Här President. Ganz kuerz wollte mer eng Motioun hei ofginn am Kader vun deem Urteel, wat gëschter vun der Cour administrative geholl ginn ass an der Affär betreffend RTL. Mir wollten do de Gouvernement invitéieren, fir schnellstméiglech en Avis juridique vun deem Arrêt vun der Cour administrative maachen ze loosse fir ze wëssen, wéi eng Konsequenzen dat kann op eis Aarbecht hunn a wéi eng Konsequenzen dat och kann op d'Obligation d'information vun der Regierung hunn.

Wéi gesot, mir deposéieren dës Motioun a mir hoffen dann, datt se eng breet Zoustëmmung fënnt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Knaff.

Motion

La Chambre des Députés,

- prenant en considération l'arrêt de la Cour administrative du 26 janvier 2021 (n° 43866 du rôle),

invite le Gouvernement

- à faire dans les meilleurs délais une analyse juridique pour étudier les conséquences de l'arrêt, ainsi que des modalités de son application.

(s.) Pim Knaff.

3. Interpellation de M. Paul Galles au sujet de la politique d'intégration au Grand-Duché de Luxembourg

Débat de consultation sur l'intégration

Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtten u mat der Interpellatioun vum Här Paul Galles, déi zesumme mat der Consultatiounsdebatt iwwert d'Integratioun zu Lëtzebuerg behandelt gëtt. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, den Här Max Hahn, d'Madamm Simone Asselborn-Bintz, den Här Charles Margue, den Här Fred Keup, den Här David Wagner an den Här Marc Goergen.

(Brouhaha)

An d'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Exposé de l'interpellation

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, léif Madamm Minister, egal wou ech an der Welt gereest sinn, waren d'Leit, déi ech begéint hunn, ëmmer immens interesséiert un Erzielungen iwwer Lëtzebuerg. Well se gemierkt hunn, dass mer net nëmmen ee Schlaraffeland fir räich Mënsche sinn, wéi mer leider op ville Plaze vun däser Welt ëmmer nach e bësse bekannt sinn, mee villméi en immens spannend Land mat immens beandrockenden Defien: nämlech e bëssen déi ganz Welt op engem klengen Territoire. An dass mer aus enger Bevëlkerung bestinn, déi eng immens Oppenheet un den Dag leet an déi sech drop agestallt huet, net wëllen als eng Insel ze funktionéieren. Et mécht immens Freed, iwwert dësen Aspekt vu Lëtzebuerg am Ausland an zu Lëtzebuerg iwwer Integratioun ze schwätzen.

Zugläich awer läit den Däiwel am Detail. Well an engem Land, an deem mer, zu Recht, houfreg kënne sinn op eis vill Kulturen, kann et geschéien, dass een d'Hänn ze séier an de Schouss leet. Mir dierfen eis net mam schéine Schäin zefridde ginn, Mee hannendru muss ee staarkt Sein stoen. An do leie menger Meenung no nach eng ganz Rei Krommen an der Heck.

An anere Wierder: Ech wëll an dëser Interpellatioun eng realistesch a gutt Approche huelen, net verharmlosend oder beschéinegend, awer och net hyperdramatiséierend oder katastrophistesch. Et ass awer meng fest Iwwerzeegung, dass immens vill ze soen ass zum Theema Integratioun, dass mer vill an d'Detailer musse kucken, dass mer nei Iddie brauchen an dass mer eis virun allem froe mussen, woufir dëst Theema esou relevant ass fir d'Kombinatioun vun enger Interpellatioun an engem Débat de consultation nom Modell 2.

"Always first ask why", domat wëll ech elo ufänken, duerno erklären, woufir d'Coronakris et nach méi dréngend gemaach huet, iwwer Integratioun ze schwätzen, an engem drëtte Schrëtt Krittäre formuléieren an an engem leschte Punkt se uwenden op e puer spezifesch Politikfelder.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi ech virun ongeféier engem hallwe Joer d'Heure d'actualité hei an der Chamber iwwer Rassismus an Diskriminatioun zu Lëtzebuerg preparéiert hunn, déi iwwregens parallell mam Kolleeg Sven Clement ugefrot ginn ass deemools, hunn ech, fir faktebaséiert ze schwätzen, mat villen Organisatiounen a Leit probéiert ze schwätzen. Et waren immens vill interessant an deelweis immens déif a perséinlech Gespréicher, déi mech beréiert hunn.

An ech erënnere mech un ee Schlësselmoment, an dat am Gespréich mam CLAE, dem Comité de liaison pour les associations d'étrangers. Si hu mer erzielt, wéi ustrengend a schwiereg et fir hir Membere wär, wa mer an eisen Discourse ëmmer géifen ënnerdeelen a Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger. A wéi ongerecht et eigentlech wär, mëttlerweil bal d'Hallschent vun eiser Bevëlkerung als „Net-" ze bezeechnen - net dat, wat se sinn, mee eppes, wat se „net" sinn. An ech muss zouginn: Dat ass e Punkt!

Ech hu mer geduecht, et këint een d'Leit jo no hirer Nationalitéit bezeechnen, an da schwätze mer eebe vu Fransousen, vun Däitschen, vu Belsch, vun Italieener, vu Portugisen, Hollänner, Tierken, Dänen, Montenegriner an esou weider an esou virun.

Ech hunn och mam CLAE doriwwer diskutéiert. A si wollte mer net ganz Recht ginn, an ech hunn och verstanen, woufir. Well wann een e Mënsch op seng Nationalitéit reduzéiert, schaaft een oft Geleeënheete fir Mobbing. Et gëtt vill Plazen, wou een de Bäigeschmaach zimmlech gutt erausspiert, wann d'Leit vun „den Tierke" schwätzen oder „de Rumänen" oder vläicht souguer „de Portugisen". Dat mat den Nationalitéite war also och keng ganz zefriddestellend Léisung, zemools well d'Identitéit vun all Mënsch vill méi ass wéi just seng Nationalitéit.

Dunn hunn ech si gefrot, wéi si da vun de Leit schwätzen. An déi Leit vum CLAE hu mer erklärt, dass si schwätze vun „histoires". Jiddwereen huet seng Geschicht. Jiddwereen vun eis schreift seng Geschicht. An zu menger Geschicht gehéieren tatsächlech Länner, aner Länner nach wéi eleng Lëtzebuerg, och wann eist Ländchen e groussen Haaptdeel - vu mengem Liewen zumindest - ausgemaach huet. Mee zu menger Geschicht gehéieren Italien, Däitschland, Brasilien an nach vill aner Plazen, déi mech ganz gepräägt hunn. A verschidde Beruffer. An och e puer grouss Iddien. An de Wëllen, aus deem Ganzen eng Geschicht ze schreiwen, dat op meng Aart a Weis, an dobäi ëmmer oppen ze si fir déi, déi mat mer liewen, vun deenen ech ka léieren, mat deenen ech mech ka konnektéieren an déi mäi Liewen doduerch méi räich maachen. A fir jiddwereе vun eis ass et héchstwarscheinlech ganz änlech: Geschichten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, jiddwereе vun eis schreift seng Geschicht. An dës Geschichten treffen dann zesummen, fir eng gewëssen Zäit op enger gewëssener Plaz. An et ass eis Aufgab als Politik, d'Zesummentreffe vun deene Geschichten ze gestalten a mat der Geschicht vun där Plaz, wou se sech treffen, ze verbannen, mat den Traditiounen, der Sprooch, de Gewunnechten, de Gesetzer, de Wäerter, dem politesche System, awer och dem Selbstverständnis vu Gesellschaft op där Plaz, eeben hei zu Lëtzebuerg.

Eis Aufgab ass et, d'Entscheedung ze treffen, ob mer wëllen, dass dës Geschichte sech tatsächlech begéinen oder laanschtenaner lafen. Ob mer Integratioun liewen oder net. An heiansdo sinn ech mer do net ganz sécher, ob mer eis net scho längst an d'Existéiere vu Parallelwelten erginn hunn an dat do just nach passiv da begleeden oder ob mer wierklech aktiv eng Gesellschaft wëlle gestalten.

Dës Erfarung beim CLAE, awer och aner immens inspiréierend Gespréicher, wéi zum Beispill mat der ASTI oder mam CEFIS (ndlr: Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales) hu mech motivéiert, iwwert d'Theema Rassismus, Diskriminatioun a Mobbing eraus ze kucken an iwwer Integratioun am grousse Ganzen nozedenken. Well Diskriminatioune sinn nëmmen do méiglech, wou Integratioun iergendwéi mësslongen ass. Also musse mer eis virun allem ëm dat Lescht bekëmmeren.

Et ass esou, dass dës Interpellatioun, déi ech ugefrot hunn, op den Débat de consultation trëfft, deen Dir, Madamm Minister, hei an der Chamber ugefrot hutt, fir d'Integratiounsgesetz vun 2008 ze iwwerschaffen. Vläicht ass et eng gutt Saach, dass déi Saache beieneentreffen, vläicht och net. Ech ka mech op alle Fall net bekloen, well ech hat selwer ugereegt, dass dës Interpellatioun hir sechs Méint Zäit fir drunzekommen ofwaart, well ech net wollt, dass se mëtten an déi Zäit géif falen, wou mer wéinst dem Budget a stänneg neie Covidgesetzer eigentlech fir soss aneres net de Kapp fräi hätten.

Mee ech wëll lech awer net ganz den Terrain iwwerloossen, Madamm Minister. An ech wäert lech herno och erklären, woufir. Ech sinn nämlech der Meenung, dass et ëm vill méi geet wéi eleng ëm d'Iwwerschaffe vum Integratiounsgesetz. An ech si mer sécher, dass d'Kolleeginnen an d'Kolleegen aus deenen anere Fraktiounen och méi wäit kucke wéi just en fonction vun engem Gesetz.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat Gespréich iwwert d'„histoires", d'Geschichte vu jiddwerengem, huet mech selwer zu follgenden zwou Asiichte bruecht. Déi Éischt ass: Ech wëll net iwwert d'Integratioun schwätzen am klassesche Sënn. Dee klassesche Sënn ënnerscheet nämlech tëschent deenen, déi integréieren, an deenen, déi integréiert ginn, also deenen, déi eppes sinn, an deenen, déi dat net sinn. Ech fannen dat eng schwiereg Sprooch am 21. Jorhonnert. An dat aalt Integratiounsgesetz setzt déi dote Vue an déi dote Sprooch och nach viraus.

Villméi géif ech gäre schwätze vun enger eenzeger, gesamter, faarweger, multiformer Gesellschaft, zu där mer alleguerte gehéieren, Residenten an Netresidenten, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, déi mer hei dee ganzen Dag oder zäitweis zesummeliewen. Also enger Gesellschaft, wou een deen aneren integréiert an dat méi Grousst eran, nämlech déi Gesellschaft, déi mer zesumme sinn. Eng Gesellschaft, an där mer ee fir deen anere verantwortlech sinn, dass mer och wierklech derzougehéieren.

Ech selwer hunn d'Erfarung gemaach, dass Expats mir Realitéiten an der Stad gewisen hunn, déi ech soss net entdeckt hätt. A wann ech iergendwann eng Kéier probéiert hunn, Salsa ze léieren, mat méi oder manner Succès, dann Dank den Expats. An ech sinn och fest dervun iwwerzeegt, dass si eis lues a lues derzou bruecht hunn, och aner Traditiounen hei zu Lëtzebuerg ze entdecken. An ech mengen zum Beispill, sou hunn ech dat am Gefill, dass déi Traditioun vum Vëlofueren als Mobilitéit och eng Traditioun ass, déi vun hinne matbruecht gouf. Ech schwätzen dofir léiwer vum Vivre-ensemble wéi vu klassescher Integratioun. Ech schwätze léiwer och vu Cohésion sociale.

Aus enger änlecher Approche eraus huet d'ASTI zum Beispill eng interessant Iddi an d'Spill bruecht: E „contrat citoyen", dee fir eis alleguerte gëlle géif an dee mer alleguerten zesummen agoe géifen, fir géigesäiteg op eis Uecht ze ginn an zesummen un enger Gesellschaft ze bauen, op déi mer alleguerten zesumme kënnen houfreg sinn. E sollt de CAI, de Contrat d'accueil d'intégration, ersetzen, deen iwwregens zesumme mam PIA, dem Parcours d'intégration accompagné, an dem nationalen Integratiounsplang eent vun den nationalen Instrumenter fir d'Realiséierung vun der Integratioun ass.

Dat entsprécht och deem bekannten Avis vum Conseil économique et social vun 2014, deen oft a gären zitéiert gëtt: Integratioun ass « un processus dynamique qui évolue en permanence et dans lequel est impliqué chaque résident selon le principe à double sens afin de vivre, de travailler et de décider ensemble sous une optique de respect mutuel, de solidarité et de cohésion sociale ».

An dat Zweet, wat ech an deem Gespréich mam CLAE geléiert hunn, ass: Mir hunn oft berechtegt Suergen an Ängschten an eng vun deenen Ängschten, déi ech ganz gutt verstinn, ass déi vun de Lëtzebuerger, dass eist Land lues a lues këint säi Charakter verléieren. Déi Angscht, déi hannert den Aussoe stécht, dass fréier jo alles besser gewiescht wär wéi haut an dass mer jo net méi ganz richteg hei doheem wären. Do gëtt et ee ganz klore Malaise, an ech wëll dee Malaise ganz seriö huelen!

Duerfir fannen ech et ganz wichteg, dass mer driwwer schwätzen, dass esou eng enorm multikulturell Gesellschaft wéi déi lëtzebuergesch eng Mëtt brauch, eng Mëtt, ronderëm déi se sech uerdne kann: d'Geschicht, déi dëst Land Lëtzebuerg schreift a geschriwwen huet. An dozou gehéieren dann eis Sprooch, awer och eis Sproochenausbildung, déi eis mindestens dräisproocheg mécht. Dozou gehéiert eisen demokratesche System, eis Gesetzer, eise Rechts- a Sozialstaat, eis Verfassung, eis Kultur, eisen Humor, eis Wäerter, eis Oppenheet, vläicht an hoffentlech och eise Bléck an d'Grossregioun an an Europa eraus.

Et ass e bësse wéi bei de Speechele vun engem Vëlosrad, a gleeft mer, ech weess, wouvun ech schwätzen: Wann Der op de Speechele fiktiv Punkten hutt an déi réckele méi no alleguerte bei d'Mëtt, da réckele se zugläich och ee méi no bei deen aneren. Et muss eng Mëtt do sinn, déi net ausschléisst an ofweist, mee déi zesummenzitt a vereenegt. An och iwwert dës Mëtt musse mer zesumme schwätzen.

"Always first ask why": Et geet also ëm e Vivre-ensemble ronderëm eng gemeinsam Mëtt, eng lieweg Gesellschaft, déi eppes dorop hält, net eleng e Konglomerat ze si vun Individuen, mee eng richteg Gesellschaft, déi zesummenhält an zesummelieft. Deemno e Vivre-ensemble a Gemeinschaften an net eleng déi klassesch Integratioun, déi eng Rei spezifesch Politikfelder beschreiwen. Als Éischt eng grouss Visioun, duerno konkreet a spezifesch Iddien an eng gemeinsam Mëtt als Gesellschaft amplaz vun engem Nieftenanerliewen.

Esou stellen ech mer Integratioun vir. An esou wëll ech se elo haut am Nomëtteg hei politesch thematiséieren. Dat ass zumindest meng Visioun vu Gesellschaft.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo stellt sech natierlech d'Fro: Wie sinn dann all déi Mënschen, déi hei derzougehéieren, a wéi kënne mer hinnen hëllefen, derzouzegehéieren oder dat ze wëllen? An op wie musse mer vläicht besonnesch an deem ganze Prozess Uecht ginn? A wat bedeit dat da politesch am Detail?

Déi Fro: „Wie gehéiert dann de Moment hei derzou?" kann een, wann ee wëllt, mat Zuele beäntwerten. Wéi vill Prozent vu wiem a wou a wéini? Dat ass wichteg. An et ka gutt sinn, dass eng Rei vun de Kolleeginnen a Kolleegen dat herno och maachen. Mee ech wollt mech de Mëtte selwer net an den Zuele verléieren. Ech wollt vun der Visioun fir eng gemeinsam Gesellschaft schwätzen an d'Konsequenzen doraus zéien, well hannert deenen Zuele steet eng vill méi perséinlech Donnée, déi ech am Gespréich mat de Wëssenschaftler an de Fuerscher beschwat hunn. Entscheedend ass nämlech bei der Fro vum Vivre-ensemble de Lien affectif, dee Mënschen opbauen, entweeder zu anere Mënschen hei am Land oder zum Land selwer.

An do musse mer eis ëmmer erëm virun Aen halen, éier mer ufänken, iwwer gewësse Kategorië vu Mënschen ze schwätzen an hir spezifesch Besoinen ze kucken, dass een dervun ausgoe kann, dass kaum een hei am Land ass, deen net wéilt derzougehéieren, dee sech net géif wënschen, e Lien zu eisem Land an zu senger Gesellschaft opzebauen.

Esou ee Lien affectif, dat kënne verschidde Saache sinn. Mee dëse Leit ass gemeinsam, esou hu mer d'Fuerscher erkläert, dass se hei am Land „investéieren": entweeder perséinlech an emotional, well se hei e Liewenspartner kenne geléiert hunn, oder well se hei doru schaffen, dass d'Liewe mat hire Léifste besser ka ginn, oder finanziell investéieren, andeems se hir finanziell Moyenen an eist Land stiechen.

Wie privat oder finanziell investéiert, huet all Interessi dorun, eis Gesellschaft matopzebauen, identifizéiert sech mam Land a wëllt mat allen aneren zesumme virukommen. Dat erkläert och schonn, woufir et esou wichteg ass, abordabele Wunnraum ze schafen. Well Mënschen, deenen et geléngt, hei ze wunnen, hunn e Lien zum Land, esou wéi déi, déi hei eng Aarbecht hunn oder deenen hir Kanner hei an d'Schoul ginn. Et entsteet e Lien zum Land. An et entsti Begéignungen a Lienen zu anere Mënschen. An esou entsteet eng Gesellschaft. Si entsteet, andeems mer eis ronderëm eng Mëtt géigesäiteg firenaner oppe weisen an andeems dës Gesellschaft hire Leit Méiglechkeeten ubitt, fir e Lien affectif zum Land opzebauen.

Mee, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass richteg ze kucken, op wie mer da musse ganz besonnesch Uecht ginn. Wien oft déi Kontakter eeben net kritt oder wien an der Gefor ass, déi Kontakter ze verléieren, oder wie vläicht net deem entsprécht, wat gemengerhand als Norm ugesi gëtt, oder wien extra Bedierfnesser huet oder wie besonnesch an der Gefor ass, aarm ze sinn oder keng Lienen zum Land an zu senge Leit opzebauen.

An do fale mir eng ganz Rei Leit an, déi mer eigentlech alleguerte missten am Detail kucken, wa mer Integratioun als eppes Breedes verstinn. Theoreetesch an och praktesch kënne mir dat alleguerte sinn.

Leit, déi hei wunnen, Lëtzebuerger, Residenten, Lëtzebuerger Bierger. Mee op dëser Plaz ass et sécherlech och richteg a wichteg ze kucken, wou déi Leit hierkommen, vläicht aus anere Länner, déi heimat gemengt sinn: engersäits déi Netlëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg wunnen, mee anerersäits och déi, déi all Dag hei mat eis schaffe kommen, déi sougenannt Frontalieren. Wat iwwregens och keen immens schéint Wuert ass. An all déi Netlëtzebuerger, déi hei schaffen, entweeder well se am Bankenoder Finanzsecteur ugestallt sinn oder an den europäeschen Institutiounen, wou oft Parallelwelten entstinn, oder am Gesondheetssecteur oder soss enzwousch, wou se mat de Lëtzebuerger duerchmëscht ginn.

Oder ech denken un ëmmer méi Lëtzebuerger, déi déisäit der Grenz wunne ginn, also nieft de Frontaliere schonn en zweete Grond, woufir mer d'Grossregioun an Europa besonnesch mussen ukucken.

Ech denken un d'Flüchtlingen, d'DPIen an d'BPIen an déi sougenannt „Deboutéiert", déi, déi am Centre de retention sinn an drop waarden, erëm heemgeschéckt ze ginn, an dann awer och un d'Sans-papiers - och e schrecklecht Wuert - an un déi, déi duerch all d'Netzer falen.

Ech denken un déi, déi an enger spezifescher Situatioun sinn, déi riskéieren, isoléiert ze ginn. Mënschen, déi zu Minoritéite gehéieren oder dozou gezielt gi wéinst diskriminatoresche Grënn, wéinst hirer sexueller Orientéierung, wéinst hirer reliéiser oder politescher Iwwerzeegung, oder vläicht och Mënschen, déi eng einfach Sprooch brauchen, fir sech kënnen hei erëmzefannen.

Ech erwäne bewosst déi leider steeteg wuessend Gefor vun Antisemitismus oder Islamophobie, déi zu Lëtzebuerg ganz besonnesch muss gekuckt ginn. Integratioun heescht, en Equiliber tëschent all de Fräiheeten ze fannen, déi zugläich d'Flicht vum Respekt ee fir deen anere mat sech bréngen.

Ech denken un obdachlos Mënschen, déi sougenannt NEETs - not in employment, education or training -, u Mënschen, déi Affer vu Gewalt gi sinn, Mënschen, déi aarbechtslos sinn an awer gäre géife schaffen, fréier Prisonéier, mee och aktuell Prisonéier, Mënsche mat spezifesche Krankheetsbiller, Maladies graves oder Maladies rares, psychesche Krankheeten, Mënschen, déi ofhängeg sinn, oder och ganz einfach un eis eeler Leit.

Dat heescht: Eigentlech misst een iwwer all déi Theemen do schwätzen an och dat Theema vum Handicap net vergiessen an dat Theema vun der Inklusioun. Ech wäert awer haut am Nomëtteg dat hei net maachen, well ech denken, dass dat eigentlech en eegenen Debat géif verdéngen. Mee et ka jo sinn, dass deen een oder deen anere vun Iech et haut den Nomëtteg hei uschneit.

Dat alles si spezifesch Fäll, iwwert déi mer eigentlech missten alleguerte schwätzen, net virun allem, fir sech dann aktivistesch a lauter Mesuren ze stierzen, mee éischter fir ze weisen, dass mer eng gemeinsam grouss Solidargemeinschaft wëlle sinn, an där jiddwereen derzougehéiert an an där mer een op deen aneren oppassen, dass en integréiert ass, Part intégrale vun eiser Gesellschaft. Well nëmmen dann ass se inteeger, ass se ganz!

An dat, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwersteigt awer elo bei Wäitem d'Dimensioune vun dëser Interpellatioun a vun der Debatt. Wichteg ass mir virun allem elo de Gesellschaftsmodell, dee mer dobäi virun Aen hunn.

An ech mengen, et kéint awer gutt sinn, dass mer déi Debatt haut hei féieren. Et gëtt menger Meenung no dofir véier Grënn. Deen éischten ass, dass d'Coronamesuren eis gewisen hunn, wéi quokeleg et ass, den Equiliber ze fannen tëschent perséinleche Fräiheeten engersäits a gesellschaftlecher Verantwortung anerersäits. Mir hunn d'Verantwortung, fir een deen aneren net unzestiechen, well dat kéint dee krank maachen oder dee kéint dat vläicht souguer mam Doud bezuelen. Meng Fräiheet hält do op, wou deem anere seng ufänkt. An d'Fro ass: Hu mer nach e Bléck fir dat, wat do hannendrun zum Virschäi kënnt, eng kollektiv Verantwortung firenaner, dat, wat ee Gesellschaft nennt? De Barack Obama huet an der Introduktioun, an der Preface vu senge Memoirë geschriwwen: "Learn to live together."

Deen zweete Grond, woufir et elo dee richtege Moment ass: Eis Debatten iwwert de PIB du bien-être, a mir haten de Moien nach eng Kommissiounssëtzung doriwwer, hunn eis geléiert, dass sozial Kontakter frou maachen an zum Bien-être bäidroen. A vill vun deenen Theemen, déi ech virdru genannt hunn, sinn Deel vun den Indicateure vum BIP du bien-être.

Integratioun bedeit Begéignung. A Begéinung ass e Glécksfacteur, oder zumindest e Facteur vu Bienêtre. Wéi also wëlle mer zesummeliewen, sou dass mer dat frou an zefridde kënne maachen?

An iwwregens: D'Konflikter gehéieren an enger Gesellschaft ëmmer derzou. Wou ënnerschiddlech Mënschen openanertreffen, entsti Konflikter. Mee Konflikter kann ee begleeden, et kann ee se monitoren, et kann ee se léisen, soudass duerno jiddweree méi staark erausgeet. Dat ass dee sougenannten Integratiounsparadox: Do, wou Integratioun méi intensiv bedriwwe gëtt, kommen och méi Konflikter zum Virschäin, well d'Saache méi däitlech mam Numm genannt ginn. Konflikter kann ee léisen, aner Saachen net. Eng oppe Gesellschaft mat Interessi, mat Respekt a Sträitkultur: Wëlle mer dat?

Deen drëtte Grond, woufir et, mengen ech, richteg ass, haut iwwert déi Saach ze schwätzen, ass deen, an ech komme méi no bei de politesche Kär, dass d'Nohaltegkeetskonzept, wat fir mech grondleeënd als politescht Konzept ass, nieft der ekonomescher an der ekologescher Dimensioun och eng sozial Dimensioun huet. Si bedeit zweeërlee: sozial Gerechtegkeet an en erfëllt Zesummeliewen. Eng Gesellschaft, déi gutt integréiert, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass méi nohalteg.

An dee véierte Grond ass fir mech deen, dass d'Coronakris déi sozial Ongläichheete verstäerkt huet. Och dat verdéngt an nächster Zukunft nach eng Kéier méi e prezise Bléck. Mee elo kann ee soen: „Duerch déi sanitär Kris ginn net nëmmen all déi aner Krise méi däitlech, si ginn och verschäerft." A mir sollten heiheem all Näiddebatte vermeiden. Integratioun bedeit eeben och, déi sozial Ongerechtegkeeten ofzebauen. An ech verweise gären nach eng Kéier op eis Interpellatioun zum Theema Aarmut an Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg an dee sech dorun uschléissenden, immens interessanten Debat deemools, viru bal genau engem Joer, nach doiwwer um Krautmaart, am Plenarsall.

Véier gutt Grënn, woufir ech mengen, dass mer grad elo onbedéngt eng staark Visioun brauche fir eis Gesellschaft vun engem Vivre-ensemble a wéi mer een op deen aneren Uecht ginn. Eng nei Approche vun Integratiounspolitik, grad elo!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hat bis elo den Androck, dass d'Theema Integratioun vum Ministère éischter géif stéifmütterlech behandelt ginn. Am Koalitiounsprogramm ass vun deenen 235 Säiten eng eenzeg dem Theema gewidmet. Integratioun also als eppes, wat niewebäi och vläicht nach kéint geléngen?

Et gouf zwar e Gesetz vun 2008, mee déi virgesinne Mesurë gräifen nëmmen zum Deel. Et gouf awer iergendwa keen Zoch méi am Kamäin, keng Hetz, fir eppes drun ze änneren. An ech hunn den Androck, dass de Weckruf stattfonnt huet bei der Konferenz iwwer „Black Lives Matter" zu Lëtzebuerg, déi ech och an der Heure d'actualité zum Rassismus behandelt hunn. Op eemol gouf gemierkt, dass hannert dem schéine Schäi villes net gutt leeft an dass Integratioun kee Selbstleefer ass, mee dass mer alleguerten zesumme mussen doru schaffen. Dat kënnt och aus deene villen Avisen eraus, déi elo zum Iwwerschaffe vum Gesetz eragescheckt goufen.

Elo muss, mengen ech, geliwwert ginn, an dat ass net nëmmen en neit Gesetz, mee et ass virun allem eng grouss Visioun, wéi Integratioun iwwerhaapt ausgesi soll a wéi mer als Gesellschaft zesummeliewe wëllen. Et ass awer och eng „Governance", eng Gouvernance, ee Comité interministériel, dee sech oft trëfft. Et ass e Konzept vun Zesummenaarbecht op nationalem, op regionalem an op lokalem Niveau. Et ass eng Method, änlech wéi se partizipativ a ganz strukturéiert benotzt ginn ass fir de KEP, fir de Kulturentwécklungsplang, also eng Method mat Ziler, mat Objektiver, mat Moyenen, mat Budget, mat Konklusiounen an Evaluatiounen. An dat alles transparent online novollzéibar. Wéi et iwwregens déi gemeinsam Grondprinzippie vun der EU fir Integratioun an hirer Nummer 11 ausdrécklech verlaangen.

Integratioun ass net eppes, wat zoufälleg gutt oder schlecht verleeft, mee Integratioun kann a muss een aktiv gestalten. Et muss een de Wee weisen. Et ass Zäit fir e grousse Schrëtt no vir!

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll elo nach an den Detail kucke goen. An dësen Deel loossen ech och all déi Avisen afléissen, déi fir d'Iwwerschaffe vum Gesetz elo eragereecht goufen.

Déi inhaltlech Theemeberäicher, also bezunn op gewësse Gruppen an der Bevëlkerung, déi ech méi genau wëll kucken, sinn déi heite véier: d'Zesummeliewe mat den Auslänner, also den Netlëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg wunnen, d'Frontalieren, an domat och d'Grossregioun an eis Abettung an een oppene System Europa, d'Flüchtlingen an d'Sanspapiers. Well ech mengen, dass sech grad bei deenen Theemen entscheet, wéi eis grouss Gesellschaft ka funktionéieren, wa mer eng fest Mëtt hunn, déi eis kloer ass.

Wéi kann een da formuléieren, wat mer als Gesellschaft fir all déi Mënsche kënne maachen? U sech geet et jo drëms, dass zu Lëtzebuerg all Mënsch e Recht huet op seng Grondrechter, déi, gekoppelt mat enger staarker Visioun, dann derzou féieren, dass een eng gutt Gesellschaft ass. Et kann ee se a véier Niveauen andeelen. An ech wëll Iech déi kuerz nennen, well déi véier Niveauen erlaben dann och, d'Integratiounsterrainen ze identifizéieren, op deene mer musse schaffen: Et sinn de sozialen Niveau, de sozioekonomeschen, de kulturellen an de politeschen.

Um sozialen Niveau sinn et d'fundamental Rechter: d'mënschlech Würd, e Recht op human Behandlung, e Recht op d'Zesummeliewe mat der Famill, awer och de Schutz virun Diskriminatiounen.

Op sozioekonomeschem Niveau sinn et: Recht op Scolarisatioun, Aarbecht, Formatioun, Logement, mee och de Schutz virun Aarmut.

Op kulturellem Niveau sinn et: Partizipatioun um kulturelle Liewen, déi perséinlech Selbstverwierklechung am Denken, am Glawen an am Handelen, d'Begéignung mat deenen aneren.

An op politeschem Niveau ass et d'Recht op politesch Partizipatioun, Matgestaltung an och Iddien abréngen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll versichen, dës Prinzippien op déi verschidde Liewenssituatiounen ze iwwerdroen. Wat bedeit et fir d'Zesummeliewe mat allen Natiounen hei zu Lëtzebuerg, also, wéi mer oft soen, tëschent Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, mat den Auslänner?

Lëtzebuerg huet eng immens beweegt an interessant Immigratiounsgeschicht, mat engem italieeneschen an engem polneschen Deel, mat enger portugisesch gepräägter Zäit a mat der Entwécklung vun den europäeschen Institutiounen an dem Finanzsecteur, déi erëm eng ganz aner Populatioun ugezunn hunn. Ronn 180 Nationalitéite wunnen am Moment hei zu Lëtzebuerg.

Ech wëll mat der politescher Partizipatioun ufänken. Do si follgend véier Saachen ze soen. Déi Éischt: Mir kënnen eis iwwerleeën, wéi mer nach méi Auslänner méi einfach derzou invitéiere kënnen, bei de Gemengen- an Europawale mat wielen ze goen. Vläicht ass et eng Iddi, déi een eng Kéier kéint zesummen hei diskutéieren, se d'office anzeschreiwen, wa se bis zweemol matgemaach hunn. D'Informatioune mussen an deem Zesummenhang onbedéngt a méi Sprooche kommen. An do musse mer eis als politesch Parteie selwer an d'Flicht huelen.

Déi zweet Iddi: Woufir net endlech an d'Richtung vun engem „Bürgerrat", wéi an Neibelgien, denken? Wann ech richteg verstinn, ass do schonn eng Proposition de loi deposéiert ginn. Déi musse mer diskutéieren an eis an deem Moment och eis Argumenter an eis Meenung dozou bilden.

Déi drëtt Iddi: De Conseil national pour étrangers (CNE), dee jo gëschter en neie President a Vizepresident gewielt huet, muss onbedéngt gestäerkt ginn. Follgend Froe stelle sech do: Mussen net seng Missiounen en vue vum Vivre-ensemble iwwerschafft ginn? An et wär gutt, sech ze iwwerleeën, ob en esou nach representativ ass, wéi e grad ass. De CNE huet 15 Representanten aus der EU, wou dem Gesetz no d'Britten nach derzou gehéieren. Wéi ass et elo mat de Britten, déi bis elo ee Membre effectif an ee Membre suppléant haten? An dierf ech froen, wéi vill Kandidaten et bei de leschte Wale fir déi 15 Posten do gouf? An en huet och 7 Representanten aus den Net-EU-Länner. Dierf ech och froen, wéi vill Kandidaten et dofir gouf?

An et wär gutt, wann de CNE géif d'office fir déi Gesetzer, déi seng Missioune betreffen, ëm en Avis gefrot ginn, änlech wéi et bei de Beruffskummere passéiert. D'Méiglechkeet vun der Autosaisine, mengen ech, geet net duer. An ausserdeem missten d'Avise vum CNE transparent verëffentlecht ginn. Am Moment si se awer net ze fannen.

An deem Kontext wär onbedéngt ze iwwerleeën, d'Strukture vum CNE ze professionaliséieren, well si bräichten dann op alle Fall haaptamtlech Mataarbechter. An ech wëll an deem Sënn hei eng Motioun dozou areechen. Ech ginn Iech se herno, Här President, well dann huelen ech och meng Zäit, fir eppes derzou ze soen.

Déi véiert Iddi: Op Gemengenniveau géif et sech ubidden, Strukturen anzeféiere fir d'Biergerbedeelegung. Däerf ech Iech, Madamm Ministesch, froen, ob an a wéi vill Gemenge schonn d'Iddi vun engem Budget participatif ëmgesat gouf an ob dat iwwerhaapt scho geschitt ass? Ausserdeem gëtt et Gemengen, déi proaktiv an d'Biergerbedeelegung investéieren. Projeten wéi och „Quartier Stuff" um Kierchbierg sinn immens gutt Beispiller, wéi een d'Bierger vun engem Quartier ka beweegen, eppes fir hir Wunngéigend ze maachen a sech zum Beispill beim gemeinsame Schaffen am Gaart ze begéinen.

Mam Bléck op déi kulturell Partizipatioun réckelen och véier Theemen no vir. De Benevolat war a bleift eng Haaptopportunitéit fir sech ze treffen, iwwer all Ënnerscheeder eraus. D'Leit engagéiere sech nämlech fir eng gemeinsam Cause, déi hinnen alleguerte wichteg ass. An ech wëll an dësem Kontext nach eng Kéier d'Iddi vum Congé social widderhuelen, déi mir als CSV agereecht haten an déi mer an der Kommissioun diskutéiert haten a wou mer eigentlech op d'Enn vum leschte Joer verwise gi ware fir eng Etüd iwwert déi verschidde Forme vu Benevolat. Wou ass déi Etüd drun?

Déi zweet Saach: En plus ass et wichteg, dass mer all déi Associatiounen ënnerstëtzen, déi Begéignungsplaze schafen. Esou eng Begéignungsplaz kann zum Beispill sinn: d'Léieren, d'Deelen an d'Praktizéiere vun der Lëtzebuerger Sprooch. Esou Begéignungsplaze sinn awer och dat gemeinsaamt Entdecke vum Lëtzebuerger Land, vun eise kulinareschen Traditiounen, eisem Liddergutt, dem Colette an dem Fernand, oder eise Miseler Lidder oder iwwerhaapt all eise Bräich vun iwwerall, wou se hierkommen. Gemeinsaamt Kachen, einfach Tréppelen, einfach zesummen Zäit verbréngen, wann een dat organisatoresch gutt strukturéiert kritt, kann do immens vill Guddes geschéien.

Déi drëtt Saach: Dës Associatioune spillen eng Schlësselroll an eiser Gesellschaft. Mee et däerf awer net geschéien, dass sech dat op e puer Appels à projets reduzéiert. Villméi schéngt et mer wichteg, dass de Staat versicht, zesumme mat den Associatiounen e grousst Konzept vun néidegen Aktiounen auszeschaffen an hinnen déi dann unzevertrauen. Ass dat als Suite vum Iwwerschaffe vum neie Gesetz ugeduecht?

Iwwregens, fir e bëssen en Androck ze kréien, wéi wichteg den Apport vun den Associatiounen ass, lount et sech, den Avis vun der Œuvre Grande-Duchesse Charlotte ze kucken.

An dat Véiert: Natierlech sinn esou Events wéi de Festival de l'immigration oder d'Fête de la culture an de Gemenge richteg groussaarteg Geleeënheeten, fir sech kennen ze léieren, meeschtens jo dann iwwer iessen an danzen. An et ass wierklech luewenswäert, all déi Gemengen an och déi Bierger, déi Lëtzebuerger, déi an deene Gemenge sech extra op d'hënnescht Bee setzen, fir esou Events ze organiséieren.

Ech fannen esou Fester ëmmer immens spannend, mee no de Fester froen ech mech awer heiansdo, wat dann elo e Joer laang duerno geschitt. Begéine sech déi Leit weider? An ass dat vläicht souguer encadréiert an organiséiert? An ech froe mech, ob Evaluatioune gemaach ginn, bei deene sech zum Beispill d'Fro gestallt gëtt, ob d'Plaze fir Handicapéiert accessibel waren oder ob et och koscher oder halal z'iesse gouf, well dat ville Leit, déi ee besonnesch viséiert, e gudde Grond géif ginn, sech wëllkomm ze fillen.

Am Bléck op déi sozioekonomesch Partizipatioun bezéiungsweis Gerechtegkeet hei am Land wëll ech souguer sechs Saachen uschneiden. Déi éischt: Och wann ech net am Detail wëll drop agoen, wëll ech awer nach eng Kéier drun erënneren, dass den Aarmutsrisiko bei den Netlëtzebuerger méi wéi duebel esou héich ass wéi bei de Lëtzebuerger. Dat ass eigentlech inakzeptabel! An iwwerhaapt bleift en héijen Aarmutsrisiko inakzeptabel!

Déi zweet Saach: U sech ass jo d'Schoul déi éischt Plaz vun Integratioun. Duerfir wëll ech hei e puer Fuerderunge formuléieren, déi immens wichteg sinn. D'Schoul dierf déi sozioekonomesch Ënnerscheeder net nach zementéieren. D'PISA-Etüd weist eis jo all Joers op en Neits oder allkéiers op en Neits, dass Lëtzebuerg dat Land ass, an deem een an der Schoul am meeschten den Ënnerscheed tëschent Räich an Aarm mierkt.

Hëllefräich wär do, schonn am Precoce Lëtzebuergesch oder och Lëtzebuergesch ze schwätzen. Wann eis Sprooch eent vun de Kärelementer vun eiser gemeinsamer Gesellschaftsmëtt ass, da kënne mer net fréi genuch domat ufänken. An et ass op alle Fall och méi wichteg, dass mer eng gemeinsam Sprooch léieren, wéi dass eis Schüler a Schülerinnen herno am Secondaire u Sprooche scheiteren, déi se zwar jorelaang léieren, mee bei deene se awer hannen um Enn op engem Schoulniveau bleiwen oder déi hinnen einfach onzougänglech bleiwen, well se se net brauchen.

Grad d'Schoulwelt weist, wéi séier Parallellwelte geschafe kënne ginn, déi sech an Zukunft ëmmer weider verfestegen. An dofir sinn ëffentlech international Projeten eng interessant Alternativ, zu deenen onbedéngt och Lëtzebuergesch als Sprooch muss gehéieren. Mir musse bedenken, dass méi wéi d'Hallschent vun de Kanner net lëtzebuergescher Hierkonft sinn an net Lëtzebuergesch als Mammesprooch hunn. Interessant wär dofir och hei e Pilotprojet, dee versiche géif, iwwert d'Kanner och d'Eltere matanzebannen.

Am Comité interministériel ass vum SIA geschwat ginn, dem Service de l'intégration et de l'accueil, fir den Accueil vu Schüler, déi nei an d'Land kommen, an deen och déi bisheereg Aufgabe vun der CASNA (ndlr: Cellule d'accueil scolaire pour élèves nouveaux arrivants) soll iwwerhuelen. Ass schonn ausgemaach, wéini deen neie Service soll operativ ginn?

An de Wäerteunterreecht kéint eng immens wichteg Roll iwwerhuelen, fir déi Wäerter, déi mer gemeinsam als déi Kärwäerter vun eiser Gesellschaft definéieren, duerch all d'Joren erduerch ënner verschiddene Bléckwénkelen ëmmer erëm an ënnerschiddleche Situatiounen ze thematiséieren.

Dat Drëtt ass: Fir d'Theema Formatioune wär et eng gutt Iddi, de Congé linguistique auszebauen op d'Léieren och vu Franséisch an Däitsch, besonnesch wa mer an der Schoul selwer de Wäert sou staark op Lëtzebuergesch leeën. Mee d'Stonnenzuel fir d'Lëtzebuergescht muss onbedéngt erhéicht ginn.

Dat Véiert, dat ass dat ganz wichtegt Theema vum Aarbechtsmarché, well et nämlech esou ass, dass den Haaptgrond vun der Migratioun op Lëtzebuerg den ekonomeschen Aspekt ass. A wiem kann een dat verdenken?

Dee fënnefte Punkt, op dee mer onbedéngt mussen oppassen, ass dat wierklech seriöt Theema vum Logement, well nieft der Schoul ass et deen Integratiounsterrain, op deem am Moment déi ënnerschiddlech sozial Schichten am beschte spierbar ginn. Mir wëssen alleguerten, dass sech d'Situatioun ëmmer weider zouspëtzt. An et ass allerhéchsten Zäit, dass mer als Staat de Leit déi verschidde Segmenter ubidde vu méiglechem Logement, déi hire Méiglechkeeten entspriechen. Well grad d'Integratiounstheema steet immens staark ënnert dem Damoklesschwäert vum Logement:

Well mer es net genuch hunn, gi vill Lëtzebuerger an dat benopert Ausland wunnen, soudass do scho bal eng transfrontalière Diaspora entsteet, déi da vu ville Servicer vum Land net méi profitéiere kann. Wéinst dem Logementsproblem musse vill Leit pendelen a kommen net méi genuch mat der residéierender Bevëlkerung a Kontakt. A wéinst dem Logement musse vill Leit esou ee groussen Taux d'effort opbréngen, dass se an der Aarmut hänke bleiwen, wat se an der Schéier tëschent Räich an Aarm ëmmer weider isoléiert. A wéinst dem Logement komme vill Bénéficiaires de protection internationale, also Flüchtlinge mat Statut, net aus de Foyeren eraus, wat déi reell Gefor vum Communautarismus, virun där mer zu Lëtzebuerg op kee Fall d'Aen däerfen zoumaachen, weider erhéicht. A wéinst dem Logement hänke vill Leit, virun allem och d'Sans-papiers, an iergendwelleche Cafészëmmere fest, déi oft en Hon si vis-à-vis vum Grondbedierfnis vum Wunnen.

An an dësem Zesummenhang wäert ech herno och eng Motioun deposéieren, déi d'Regierung opfuerdert, e Screening vun allen ëffentleche Gebaier ze maachen, déi kéinte genotzt ginn, fir eebe méi Logement ze schafen.

An zum Schluss dee sechste Punkt an dësem Beräich: Ech fannen, mir brauchen eng nei urbanistesch Maximm. Mir mussen esou bauen, dass d'Leit sech begéinen. Schluss mat de Bëtonswüsten! Schluss mat Boulevarden, wou een deen aneren op där anerer Säit vun der Strooss kaum erkennt! Schluss mat Quartieren ouni Natur, ouni Plaze a Planzen an ouni Bänken, ouni Spillplazen an ouni iwwerdeckt Grillplazen!

An zum Schluss nach: Op déi sozial Partizipatioun gekuckt, wëll ech just nach un dräi Saachen erënneren. Nämlech, dass ech mengen, dass et nach eng Kéier däitlech gëtt, wéi wichteg et ass, dass de CET (ndlr: Centre pour l'égalité de traitement) seng Kompetenzen erweidert kritt, dass déi Etüd iwwert de Rassismus gemaach gëtt, vun där mer och als CSV op den éischte Bléck mengen, dass se wierklech gutt ugepaakt gëtt. An ech wëll awer och betounen, dass et wichteg ass, dass mer eng Politik fir den drëtten Alter hunn, déi un d'Migranten ugepasst ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wie kann dann all dës vill Iddie gestalten an ëmsetzen? An ech wëll, nodeems ech elo just schonn e puer Wuert zu den Associatiounen an der Zivillgesellschaft gesot hunn, elo kuerz op de kommunalen an den nationalen Niveau ze schwätze kommen. Deene vun eis, déi an der Kommunalpolitik engagéiert sinn, ass kloer, dass d'Gemenge mat hirer lokaler Verwuerzelung déi Plaze sinn, op deene virun allem d'Integratioun geschitt. An ech sinn ëmmer dankbar fir mäi Kolleeg, de Marc Spautz, mat deem ech ka schwätzen iwwer Saachen, déi um nationalen Niveau an um kommunalen Niveau lafen. An dozou wëll ech elo e puer Saachen hei soen.

Éischtens: Et ass wichteg, dass d'Plans communaux d'intégration, PCI, ëmgesat ginn. Am Comité interministériel vum 16. Dezember 2020 ass zu Recht festgestallt ginn, dass bis elo just d'Stad Lëtzebuerg an Esch esou ee PCI formell duerch de Gemengerot bestätege gelooss hunn an dass 30 Gemenge mat där Prozedur amgaange sinn. Et ass entscheet ginn, dass ee PCI 2.0 soll agefouert gi mat engem Fënnefstufeplang. Doraus ergi sech fir mech elo, Madamm Minister, e puer Froen:

Wat geschitt da mat de PCI 1.0? Bleiwen déi, déi bestätegt goufen, en vigueur? A wat ass mat deenen, déi an der Prozedur sinn?

Fir de PCI 2.0 gëtt mat siwe Gemengen an dem Réidener Kanton a Mäerzeg zesummegeschafft. Woufir grad dee Choix?

A wa mer grad derbäi sinn: Dat ass deen éischte Rapport vum Comité interministériel, deen ech um Internet fonnt hunn. Huet dee virdrun ni getaagt? A wann nee: Woufir net? A wann dach: Wéi oft?

Ech wëll heimat och betounen, dass mer mengen, dass et sech dobäi ëm en eminent wichtegt Instrument handelt, zemools 13 Ministèren dra vertruede sinn an och Vertrieder aus der Zivillgesellschaft derbäi invitéiert ginn. Et kënnt ëmmer erëm de Feedback aus der Gesellschaft, dass, well d'Integratioun esou eppes Komplexes ass, et e Leader, e Pilot brauch. De Ronnen Dësch proposéiert dofir, dem Comité interministériel e Conseil supérieur de l'intégration un d'Säit ze stellen.

Dat Zweet, wat ech heizou wëll soen: Eng immens wichteg Roll um kommunale Plang spillt d'Commission consultative communale d'intégration. An deem neie Gesetz muss hir Roll op alle Fall gestäerkt ginn.

Dat Drëtt: Um kommunale Plang muss och gesot ginn, wéi wichteg et ass, een oder eng Chargé(e) à l'intégration ze hunn, well et keng Plaz gëtt, wou d'Theema Integratioun an Zesummeliewe méi zentral kéint si wéi an de Gemengen.

Dat Véiert: Ech wëll onbedéngt de Projet LOKAL vun der ASTI erwänen, dee ganz einfach dora besteet, op kommunalem Plang eng Begéignungsplaz ze bidde fir déi verschidde Communautéiten. Et handelt sech heibäi ëm e reegelrecht Quartiershaus, kombinéiert, ënner anerem, zum Beispill mat ëffentleche Servicer.

Dat Fënneft: Ech si President vun der Sportskommissioun an der Stad an ech weess dofir, wéi eng wichteg Roll d'Veräiner spillen. An ech wëll nofroen, ob sech d'Regierung virstelle kéint, dass Veräiner, déi extra Aktivitéiten ubidde fir d'Integratioun, besonnesch subventionéiert kéinte ginn.

Dat Sechst: De Syvicol huet en immens gudde Guide pratique erausginn als Leitfade fir d'Gemeng, fir mat engem PCI eng proaktiv Integratiounspolitik ze maachen. Ganz besonnesch spannend sinn doran d'Best Practices. An ech wéilt der Madamm Minister un d'Häerz leeën, esou gutt Beispiller vill méi ze promoten, well oft féieren déi gutt Iddie bei anere Leit zu enger eegener Kreativitéit.

Iwwregens huet de Syvicol och e besonnescht Aemierk op e Phenomeen geluecht, dee ganz selten thematiséiert gëtt: de Phenomeen vun der Inlandsmigratioun, also vun deene Leit, déi vun enger Gemeng an déi aner plënneren, entweeder aus berufleche Grënn oder well se op enger Plaz wëlle liewen, wou eng leeft, wou een nei Leit kenne léiert a wou hir Kanner Kolleege fannen an ee vläicht nach an der Strooss spille kann.

Dat Siwent: Ech wëll awer och de GRESIL erwänen, dee jo gëschter Moien a gëschter Mëtten nach getaagt huet, de Groupe d'échange et de soutien en matière d'intégration au niveau local, deem seng Aarbecht ech genau verfollegen an deen eng grouss Panoplie vu Best Practices a vun déiwen Diskussiounen ze bidden huet.

Wéi ech de Comité interministériel erwäänt hunn, war ech scho kuerz op den nationalen Niveau ze schwätze komm. Wichteg ass hei och, éischtens, dass een eventuellen neie Plan d'action national d'intégration (ndlr: PAN intégration) zesumme mat den Acteure vun der Zivillgesellschaft an de Sozialorganisatiounen ausgeschafft gëtt, well soss gëtt dat e ganz theorielastegt Dokument.

Dat Zweet: De CAI an de PIA sinn zwee Schlësselelementer an der bisheereger Strategie, dofir géif ech d'Ministesch gäre froen, wéi vill Leit säit dem Ufank de CAI ënnerschriwwen hunn a wat de Pourcentage ass par rapport zu deenen, déi dëse Kontrakt hätte kënnen ënnerschreiwen. An ech wéilt awer och gäre froen, wéi déi sozioekonomesch Schichten dora vertruede sinn an ob een aus eventuellen Zuele schléisse kann, dass gewësse Leit de Kontrakt net an Usproch huelen, well se einfach net kënnen, an ob een doraus schléisse kéint, dass zum Beispill déi mam Kontrakt verbonne Couersen de Weekend mussen ugebuede ginn oder mat enger Garde fir d'Kanner.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann elo scho meng Auerzäit rout gëtt: Ech hunn ausgemaach mam Generalsekretär, dass ech déi zéng Minutten, fir déi ech mech herno ageschriwwen hat, elo huelen, fir de Flow vun der Presentatioun net ze verléieren.

Erlaabt mer dofir, no dësem groussen Deel iwwert d'Zesummeliewe mat den Auslänner an d'Aufgabe vu Staat a Gemenge kuerz op d'Flüchtlingen an d'Sans-papiers ze schwätzen ze kommen! Ech wëll just e puer Saachen erauspicken, well hir Situatioun jo eng spezifesch ass.

Als CSV setze mer eis a fir eng human an eng wierdeg, awer och eng gerecht an eng kohärent Flüchtlingspolitik. A ganz ofgesinn dovun, dass et fir déi grouss Froe just europäesch Léisunge gëtt, ka Lëtzebuerg awer eng dezidéiert an eng gutt Flüchtlingspolitik och am Beräich Integratioun maachen. Well et ass wouer: Integratiounsaarbecht muss sou fréi wéi méiglech ufänken, eigentlech am Moment vun der Arrivée.

An da kënnt op kee Fall dat a Fro, wat vun e puer Leit an Organisatioune monéiert gëtt, nämlech dass et Leit gëtt, déi d'Asylbewerber beim Depot vun enger Demande géifen decouragéieren, dat ze maachen. Dat geet net! De Schutz vum Staat ass wichteg, mee net um Réck vum Schutz vun de Leit!

An ech wëll hei och nach eng Kéier u meng Question-parlementairen erënneren zu den Asätz vu Frontex an un déi méiglech Abuse bei de sougenannte Pushbacks. An ech si mer bewosst, dass dat heiten eng Fro ass, déi Emotionalitéite waakreg mécht a wou et wichteg ass, en Equiliber ze fannen an net naiv drop ze kucken. Mee et ass wéi iwwerall an der Welt: D'Tatsaach, dass et eng Rei Profiteure gëtt, mécht den Asaz fir d'Mënschen net falsch. Am Contraire, et mécht en ëmsou méi wichteg, well si soss de Profiteuren ausgeliwwert sinn.

An ech hu selwer eng ganz Rei intensiv Erfarunge gemaach, déi an de Flüchtlingscampe waren, déi mech déif markéiert hunn, an ech kennen et aus de Recite vun enger ganzer Rei vu Kolleegen a Kolleeginnen, déi ganz intensiv mat Flüchtlingen zesummeschaffen.

Et gëtt an eisen Aen eng ganz Rei vu wichtege Verbesserungen, déi néideg sinn. Déi eng falen an de Beräich Accueil an Immigratioun, an ech hoffen, dass Der trotzdeem net d'Oueren zoumaacht, Madamm Minister, an déi aner fale souwisou an de Beräich Integratioun, an do misst Der dann d'Oueren am richtege Moment erëm opmaachen.

Ech wëll just follgend Saachen erwänen. Déi éischt ass: Mir brauche gutt Prozedure fir legal Migratioun. Déi zweet ass: Mir brauchen en nationale Konsens, deen onofhängeg ass dovun, wien a wat fir enger Gemeng d'Soen huet. Et gëtt iwwregens impressionnant Beispiller aus de Gemengen, mee si brauchen direkt Uspriechpartner an Hëllef. Sou hunn ech zum Beispill matkritt, dass an enger klenger Gemeng, déi sech immens vill fir d'Flüchtlingen asetzt an un hirer Integratioun schafft, elo wärend der Coronazäit all Uspriechpartner gefeelt huet. De Foyer ass vum Ministère aus geréiert ginn an dee war an deem dote Punkt iwwerfuerdert. D'Mënschen aus dem Foyer ware sech selwer iwwerlooss an hu mussen deelweis ganz schwiereg Situatioune matmaachen, wéi trotz Verdacht op eng méiglech Coronainfektioun fir den Test mam ëffentlechen Transport duerch d'halleft Land ze gondelen.

Dat Drëtt ass: Mir brauche méi Personal an de Ministèren, mengen ech, entweeder fir derfir ze suergen, dass d'Prozedure séier ginn, och wa sech do ganz villes ganz, ganz vill verbessert huet, oder dass d'Integratioun encadréiert gëtt. D'Leit brauchen onbedéngt e Suivi, wa se bis de Statut hunn, si kënne sech dann net selwer iwwerlooss bleiwen. An och, wa se da keng Flüchtlingen, mee Bierger sinn, dofir dann och Rechter a Flichten hunn, wéi mir alleguerten, brauche se zugläich och déi begleedend Hand an enger total neier Liewensphas.

An ausserdeem ass wouer: E gudde Fortschrëtt vun hirer Integratioun hänkt och dovun of, dass si selwer matmaachen. Dat si se eis och schëlleg. An et ass richteg, dass mer d'Leit ëmmer erëm doru mussen erënneren, dass Integratioun och eng Ustrengung vun hirer Säit verlaangt. Et geet jo net ëm Assimilatioun, mee ëm Appropriatioun vun eisem Land, eiser Kultur, eiser Sprooch an eise Wäerter.

Ee ganz entscheedende schwaache Punkt, an dat ass de véierten, bleift och hei grad de Logement. Et ass méi wéi bedenklech, wann DPI a BPI zesumme logéiert bleiwen, well mer net genuch Strukturen hätten.

Ass et ugeduecht, Madamm Minister, dass e Plang vu gemeinsamer Verantwortung vun alle Gemengen erschafft gëtt, sou dass d'Leit am ganze Land gutt verdeelt géife ginn? Well deen heiten Zoustand begënschtegt natierlech Parallellwelten. An dat ass Gëft fir eis Gesellschaft an och fir all Eenzelnen. Iwwregens ass bei der Kreatioun vum ONA gesot ginn, dass en Noutplang fir de Logement vun DPI géif opgestallt ginn. Och wann dat net an Är Kompetenz fält, Madamm Minister, wësst Dir vläicht awer, wou dee Plang drun ass?

Dat Fënneft: Et wär ganz hëllefräich, wa mer géife wärend der Prozedur d'Kompetenzen an déi besonnesch Bedierfnisser, also déi zwee, vun de Flüchtlingen erausfannen, engersäits fir hinne fréizäiteg scho kleng Aarbechten ze ginn, anerersäits fir se spéider bei engem positive Bescheed berufflech besser kënnen ze orientéieren.

An hei, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, si mer bei engem ganz fundamentale Punkt! Wa mer hir Kompetenzen erausfannen, ass dat, fir hinne fréistméiglech ze hëllefen, sech aktiv kënne selwer ze engagéieren, also op eegene Been ze stoen, autonom ze ginn. Well déi grouss Gefor ass déi, dass Mënschen an hirer Situatioun passiv ginn, engersäits, well se bei deem, wou se kéinten hëllefen, net gefrot ginn, zum Beispill am Haushalt an enger Struktur, anerersäits, well se do, wou se hiert eegent Liewe geréiere kéinten, keng Méiglechkeete kréien.

Dofir si mer immens gespaant op d'Evaluatioun vum Projet mat de Bezuelkaarten, dee jo e gudde Schrëtt a Richtung Autonomie ass, well grad Auto-

nomie léiert sech a géif de Leit och hëllefen, spéider bei enger eventueller Gestioun vun engem REVIS besser eens ze ginn.

De Lëtzebuerger Flüchtlingsrot plädéiert jo fir eng monatlech Allocatioun, fir d'Grondbedierfnisser selwer ze verwalten: déi alimentaire, déi medezinnesch, déi hygieenesch an déi schoulesch. De Minister Asselborn huet mer op d'Question parlementaire 3314, déi ech mat menge Kolleegen Emile Eicher, Léon Gloden a Laurent Mosar gestallt hat, geäntwert, dass esou e Pilotprojet um Lafen ass a fréistens am Abrëll ausgewäert këint sinn. Këint Dir, Madamm Minister, eis vläicht awer soen, wou dee Pilotprojet leeft a wéi vill Leit do matmaachen?

Dee sechste Punkt: Wann et stëmmt, dass nieft der Méisproochegkeet an nieft dem Respekt fir hir Hierkonftssproochen d'Lëtzebuerger Sprooch zum Kär vun eiser gemeinsamer Gesellschaft gehéiert, da brauche mer vill an och vill méi Sproochecoursen op Lëtzebuergesch. Et wär eng Iddi, d'Betriber, déi dat fërderen, extra ze ënnerstëtzen, well wann aus engem DPI ee BPI gëtt, ass säin Haaptkapital, fir gutt seng Plaz an der Gesellschaft ze fannen, d'Beherrsche vun der Lëtzebuerger Sprooch a vun enger vun deenen anere grousse Kommunikatiounssproochen.

Deen nächste Punkt: De PIA ass e ganz wichtegt Instrument fir eng begleet Integratioun. Wéi et schéngt, ass awer déi drëtt Phas vum PIA nimools a Kraaft getrueden. Kann d'Madamm Minister dat bestätegen? A wa jo: Woufir ass dat esou? Déi drëtt Phas, dat sinn iwwregens déi thematesch Seancë mat de BPIen. An ass hei och en Iwwerschaffe vum PIA virgesinn? A wa jo, da freet de Lëtzebuerger Flüchtlingsrot, dass dës Kéier d'ONGe vun Ufank u matagebonne ginn.

An dat Lescht: De Regroupement familial ass fir vill vun deene Leit dee gréisste Liichtbléck, jo, vläicht souguer d'Daseinsberechtegung vun hiren Demarchen. Mir brauchen onbedéngt eng staark an eng sensibel Begleedung vun de Leit bei deenen Demarchen.

Ech wëll awer och nach, elo bal zum Schluss, kucken, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat déi Iwwerleeunge vu ganz um Ufank bedeite fir d'Sans-papiers. Si sinn an enger besonnesch prekärer Situatioun, well wann et drëms geet, hir Grondrechter ze schützen, da feelt hinnen ee fundamentaalt Recht: nämlech dat Recht, sech hei opzehalen. An dorun hänken nach eng ganz Rei aner Rechter.

An deem Sënn wëll ech Iech, Madamm Ministesch, trotzdeem froen, ob d'Regierung vläicht virgesäit, vläicht och gestäerkt duerch d'Erfarung vu Corona, déi Mënschen ze regulariséieren, am Sënn vun enger One-Shot-Regulariséierung. Well u sech muss ee jo soen, dass se souwisou hei sinn, an dat oft zesumme mat hire Familljen, an dass mer doduerch, dass mer se regulariséieren, an doraus keng automatesch - ech betounen: keng automatesch - reegelméisseg Prozedur maachen, selwer näischt verléieren. Mee am Contraire, si a mir als Staat géife gewannen, well wa se regulär hei kënne schaffen, da cotiséiere se och hei, si kënnen hir Bäiträg leeschten an engem Land, zu deem se scho laang e Lien opgebaut hunn.

An et ass impressionnant ze gesinn, wat fir eng gutt Aarbecht hei och d'ASTI mécht, fir grad elo an der Coronakris de Leit ouni Pabeiere ganz onkompliziéiert ze hëllefen, virun allem duerch Bons alimentaires, déi iwwer Spendegelder finanzéiert ginn. Ka sech de Staat virstellen, Madamm Minister, an Zukunft selwer esou eng Ulafstell fir dës Leit anzeriichten?

An et ass impressionnant ze gesinn, wat fir eng gutt Aarbecht hei och d'ASTI mécht, fir grad elo an der Coronakris de Leit ouni Pabeiere ganz onkompliziéiert ze hëllefen, virun allem duerch Bons alimentaires, déi iwwer Spendegelder finanzéiert ginn. Ka sech de Staat virstellen, Madamm Minister, an Zukunft selwer esou eng Ulafstell fir dës Leit anzeriichten?

An domat, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, kommen ech zu mengem leschte Punkt. Ee ganz wichtegt an interessant Theema ass de Bléck op d'Frontalieren an domat och op d'Groussregioun. Et wär an eisen Aen total falsch, d'Frontaliere just ze betruechten ënnert dem Bléckwénkel vun hirem ökonomesche Bäitrag zum Wuesstum vun eisem Land. Mir schwätzen do vu Leit mat Familljen, mir schwätze vu Mënschen, déi oft laang Weeër op sech huelen, oft vill Zäit verléieren, déi se mat hire Famillje verbrénge kéinten, an déi sech grad an der Coronakris als extreem systeemrelevant erwisen hunn. Ech wëll dofir kuerz zwee Aspekter beliichten: Zum enge wär et hei nämlech Zäit fir eng visionär Politik vun der Groussregioun an zum anere geschitt déi Integratioun besonnesch an de Betriber.

Fir d'Betriber gëllen dofir eigentlech zwee Prinzippien: Deen een ass, dass se jee no hirer Situatioun versichen, hiren Employéen eng Integratiounskultur unzebidden, wuel wëssend, dass d'Situatioun bei de manuellen Aarbechten eng aner ass wéi bei den intellektuellen. Am manuelle Beräich wiesselen oft d'Chantieren an domat och d'Besetzung. An am intellektuelle Beräich si se oft op méi eng laang Dauer op där selwechter Plaz.

An deen zweete Prinzip ass dee vun der géigesäiteger Integratioun. An deene Betriber, an deenen d'Lëtzebuerger an d'Minoritéit rutschen, ass et wichteg, dass all déi Prinzippien, déi mer elo hei erwäänt hunn, ëmgekéiert genausou zu hire Gonschte gëllen, an zwar och net nëmmen an de Betriber.

An dat gëtt mer d'Geleeënheet ze betounen, wéi immens wichteg d'Roll vun de Betriber insgesamt ass, well d'Mënsche begéine sech virun allem do, wou se matenaner schaffen. Vill Secteure sinn nach ënner sech, zum Beispill och de Bau. An da gëtt do och wéineg Lëtzebuergesch geschwat. Dat kéint derzou féieren, dass déi betraffe Leit iwwert d'Aarbecht eraus an hire Parallellwelte bleiwen. An dofir ass et wichteg, dass mer hei de Congé zur Verfügung stellen, fir Sproochen ze léieren; Lëtzebuergesch, mee wann néideg, dann och anerer vun deenen offizielle Sproochen.

A wat d'Groussregioun ugeet, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, esou schéngt et mer ganz wichteg ze sinn ze bedenken, dass mer an dëser sanitärer Kris ouni Groussregioun zimmlech verluer an iwwerfuerdert gewiescht wären. Mir sinn et deene Leit an hire Géigende schëlleg, dass mer ee bewosst Konzept hunn, wéi mer mat der Groussregioun zesummeschaffen. De Ronnen Dësch huet hei e puer flott kleng Iddien an d'Spill bruecht, déi Lëtzebuerg an d'Groussregioun méi enk zesummewuesse loossen: de Jumelage tëschent Lycéeën aus der Groussregioun mat entspriechenden Austauschprogrammer, grenziwwerschreidend Vëlospisten, Kollaboratioune vu Jugendorganisatiounen a bei kulturellen Initiativen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mat dëse Gedanken net gedoen. Mir brauche fir eng gutt Integratiounspolitik, ass ee bewosste Monitoring vun der Situatioun. Mir brauchen en Optrag, deen d'Politik un d'Wëssenschaft erdeelt, fir mat sozialpoliteschen Indicateuren d'Evolutioun vu Lëtzebuerg ze begleeden. D'OECD huet esou eng Rei Indicateuren. An et gëtt och déi sougenannt Saragossa-Indicateuren. À propos OECD: D'Lëtzebuerger Regierung huet jo bei der OECD eng Evaluatioun vun der Applikatioun vum Integratiounsgesetz an Optrag ginn. Wéini kënne mer do mat Resultater rechnen?

An am Bezuch op d'Migrante gëtt et och de MIPEX (ndlr: Migrant Integration Policy Index). Dofir nach ofschléissend meng Fro un Iech, Madamm Ministesch: Ass et geplangt, an Zukunft e wëssenschaftleche Monitoring ze maachen, souwuel vun der demografescher Evolutioun vum Land wéi och vun der Effektivitéit vun de politeschen Instrumenter fir d'Integratioun?

An domat, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, follgend Schlësselsätz nach eng Kéier zum Schluss vun dëser Interpellatioun, déi ech wëll widderhuelen:

Integratioun ass en dynamesche Prozess, net just zugonschte vun den Auslänner, mee vun eis alleguerten. Et geet net virun allem an net eleng ëm politesch Mesuren, mee ëm eng Visioun vum Vivre-ensemble, vun enger Cohésion sociale. Wéi wëlle mir Gesellschaft sinn, faire société ensemble? D'Integratioun geschitt net eleng kulturell, mee och ökonomesch, politesch a sozial. A si berout net eleng op der Verantwortung an Initiative vun Eenzelnen, mee op enger proaktiver Politik vum Staat a vun de Gemengen.

Mir hunn alles ze gewannen a wierklech näischt dobäi ze verléieren. Mir brauchen eng staark Integratiounspolitik an dësem wonnerschéine Land Lëtzebuerg, déi virun allem eppes am Bléck huet: een dynamescht Zesummeliewe ronderëm eng fest Mëtt.

Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. Här Galles, erlaabt Der, datt den Här François Benoy lech eng Fro stellt?

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur*.- Ganz gären.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Jo, villmools merci, Här President. Och merci dem Här Galles fir seng Ried. Den Här Galles huet och iwwer Participatioun geschwat an huet do d'Fro opgeworf, ob d'Ministesch géif wëssen, a wivill Gemengen et Budget-participatiffe géif ginn. Ben, an der Stad zum Beispill gouf et esou ee bis 2017. Dee gouf du leider net verbessert, mee ersatzlos gestrach. Mee vläicht gëtt e jo elo erëm agefouert, mat der Hëllef vum Här Galles.

Meng Fro géif an déi heite Richtung goen: Ech hunn dem Här Galles gutt nogelauschtert, a mir wësse jo, dass mer e groussen demokrateschen Defizit hunn, notamment wat d'Participatioun vun Auslänner op nationalem Niveau an der Politik ugeet. An ech hunn net héieren, dass den Här Galles eis do gesot hätt, wéi seng Meenung zum Auslännerwalrecht zum Beispill wär, fir eeben deen Defizit do méi kleng ze kréien. Dat géif mech interesséieren an dofir soen ech dem Här Galles Merci fir eng Äntwert.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Benoy. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Galles.

M. Paul Galles *(CSV), interpellateur*.- Merci, Här Benoy, dass Dir ëmmer esou interessant Froe stellt. Et ass ganz kloer, also beim Auslännerwalrecht stinn ech total hanner eiser Positioun als CSV, well ech mengen, wéi mer et gesot hunn, dass d'Auslännerwalrecht iwwert d'Nationalitéit sollt lafen. Dat heescht, mir sinn der Meenung, dass dat den Integratiounsfacteur ass, deen ee brauch.

Dobäi wëll ech awer och soen, dass mir eebe grad dofir den Accès zur Nationalitéit, also zu engem Lien affectif zur Nationalitéit solle verstäerken. Ech mengen, dass dat de Wee ass, fir dohinnerzegoen an dee Lien opzebauen, deen ee brauch, fir dann och gären eng Nationalitéit unzehuelen, fir dann och déi vollkomme Form vun de Rechter, vun de Walrechter an Usproch ze huelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Paul Galles.

D'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen, huet elo d'Wuert.

Exposé du débat de consultation

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools merci, Här President. Léif Deputéiert alleguerten, loosst mech emol fir d'éischt wannechgelift dem Interpellant villmools Merci soen. Merci éischtens fir d'Interpellatioun. Mee merci och fir déi ganz engagéiert an interessant Ried, déi en hei gehalen huet, well dat war jo och, wéi ech decidéiert hat, den Débat de consultation unzefroen, genau de Sënn an den Zweck vum Exercice.

Ech krut vill Froe gestallt. Ech probéieren natierlech och, dorobber ze äntwerten. Mee ech wollt, well ech zweemol Zäit elo de Mëtten hei hunn, dovunner profitéieren, fir emol fir d'éischt den Istzoustand ze maachen an eng Kéier ze erklären, wou mer haut dru sinn, wat d'Defie sinn, fir lech dann och alleguerten nozelauschteren an der Consultatiounsdebatt, esou wéi ech dat elo grad beim Här Galles gemaach hunn, mat ganz vill Interessi, well ech och der Meenung sinn, esou wéi hien och, dass Integratioun eppes ass, wat ons alleguerten eppes ugeet. An ech géif dann och mat enger klenger Anekdot ufänken.

Wéi ech ugefaangen hat als Familljeministesch virun e puer Joer, du war ech bei enger däitscher Kolleegin. An déi huet mer déi ganzen Zäit geschwat vun „Deutsche mit Migrationshintergrund". „Deutsche mit Migrationshintergrund"? Bon, si hat dat op eemol esou dacks gesot, dass ech emol gefrot hunn: „Wat ass dann iwwerhaapt d'Definitioun vun ‚Deutscher mit Migrationshintergrund'?" An ech krut du geäntwert: „Ma, en ‚Deutscher mit Migrationshintergrund', dat ass en Däitschen, wou op d'mannst ee vun de Grousselteren net Däitsch war." Bon. Mat enger Boma, déi an Éistráich gebuer ass an ouni ze plënneren a Polen opgewuess ass, mat enger anerer Boma, déi an Däitschland gebuer ass an ouni ze plënneren a Frankräich opgewuess ass, well d'Grenze sech eeben am 20. Joerhonnert verschiibt hunn, hunn ech dat ganz interessant fonnt, well ech hu mech nach ni mat Migratiounshannergrond gesinn hei zu Lëtzebuerg. Ech sinn hei gebuer an ech hat net d'Impressioun, ech hätt iergende „Migratiounshintergrund". An dofir, mengen ech, ass déi Geschicht och ganz interessant.

Wéi gesot, et geet elo emol hei a menger éischter Ried drëms, en Istzoustand eng Kéier ze soen, d'Erausfuerderungen eng Kéier, alleguer d'Sujeten och ze ëmräissen, wat awer den Här Galles och scho relativ gutt gemaach huet, fir dann herno deen Debat ze hunn, Iech och nozelauschteren an da gegeebenefalls drop ze reagéieren a virun allem op alles dat ze reagéieren, wat ech de Mëtten héieren hunn, fir kënne gemeinsam a Richtung vun engem gudden Zesummeliewen hei am Land ze goen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir brauchen eeben en neit Integratiounsgesetz. Dat aktuellt Gesetz, dat ass vun 2008. A mir hunn dat effektiv am Dezember 2019 modifizéiert, fir eng Opdeelung vun de Kompetenzen am Beräich Accueil an Integratioun tëschent dem Ausseministère an dem Familljeministère ze garantéieren. Mir hunn en neien Departement vun der Integratioun am Familljeministère geschaaft, well ons dat Theema ganz besonnesch wichteg ass.

Mee et war vun Ufank u kloer, dass dëst Gesetz vun 2019 net als Missioun hat, fir den Inhalt vum Beräich Integratioun ze iwwerschaffen. Mir brauchen awer esou en Iwwerschaffen, well 2021 ass d'Situatioun hei am Land net méi déi selwecht wéi 2008. Lëtzebuerg ass nach méi international ginn. Et si vill nei Matbierger bäikomm, mat enger grousser Diversitéit. An dat ass och d'Stäerkt vu Lëtzebuerg! Mir wären net Lëtzebuerg, wa mer net dës Villfalt u Kompetenzen a Liewenserfarungen hätten, déi mer all als Matbierger vu Lëtzebuerg matbréngen.

Wann een awer ronn 23.000 nei Matbierger pro Joer empfänkt an hinne wëllt hëllefen, hire Wee hei am Land ze fannen, da muss ee sech och de gesetzleche Kader ginn, deen dat erlaabt.

Wann ee wëllt iwwer 170 Nationalitéiten an doduerch enger Villfalt vu kulturellen Hannergrënn gerecht ginn, da muss ee sech ëmmer erëm d'Fro stellen, ob déi Instrumenter, déi een huet, ugepasst sinn un d'Erausfuerderungen, déi mat dëser Diversitéit dann och kommen.

Jo, et gëtt och Erausfuerderungen! En harmonescht Zesummeliewe geet net vun eleng. A jiddereen, jidderee vun eis muss eng Hand matupaken. Et geet net duer ze soen, dass déi nei Matbierger sech eeben einfach sollen upassen an da geet dat schonn. Nee, esou einfach fonctionéiert d'Zesummeliewen net! Mir sinn alleguerte gefuerdert: mir Lëtzebuerger, mir Netlëtzebuerger, déi scho laang hei am Land wunnen, an och mir nei Matbierger, déi grad bäigezu sinn, ob Flüchtling oder net, mee awer och, an den Här Galles huet et gesot, mir Grenzgänger, déi all Dag hei am Grand-Duché schaffen, déi hei akafen a Fräizäitaktivitéite maachen an doduerch iwwer en Drëttel vum Dag hei verbréngen. Jo, wéi et grad gesot ginn ass, och de ronn 200.000 Grenzgänger musse mer e Kader ginn, deen et hinnen erlaabt, sech bei ons wuelzefillen, well och si sinn en Deel vum Grand-Duché.

Sech wuel fillen, sech doheem fillen, zesummeliewe mat mengem Noper a mat menge Frënn, Gläichberechtegung, keng Exklusioun, keen Nieftenee, dëst sinn alles Begrëffer, déi aus den Avise kommen, déi eng ronn 70 Acteure vu Lëtzebuerg an och aus der Grenzregioun ons geschriwwen hunn am Kader vun de Consultatiounen, déi mer d'lescht Joer lancéiert hunn, fir de Prozess vum Iwwerschaffe vum Gesetz unzestoussen. Dës Avise stinn iwwregens och ëffentlech op onsem Internetsite, grad ewéi och d'Avise vum CNE - iwwregens, dann hätt ech emol domadder scho geäntwert op déi eng Fro -, well mir wëllen en oppenen a mir wëllen en transparenten Dialog an Debat. An dofir och haut déi Consultatiounsdebatt hei an der Chamber, well ech mengen, mir sollte wierklech oppen heiriwwer diskutéieren, well et geet ons all eppes un.

Vill vun dësen Avise maachen drop opmierksam, dass mer ons och musse Gedanke maachen iwwert d'Terminologie, déi mer benotzen. Am Moment schwätze mer vum „Integratioun". Mir hunn e Ministère vun der Famill an der Integratioun. Mir hunn en Departement vun der Integratioun. Mir hunn och en Nationalplang vum Accueil an der Integratioun. Mee ass „Integratioun" wierklech nach dee Begrëff, deen onsen Alldag am beschten zréckspigelt? Wëlle mir d'Leit integréieren? Oder geet et drëms, dass si ons kenne léieren, dass mir si kenne léieren? A geet et net éischter drëms, dass mer ons all d'Moyene ginn, fir dass mir ons respektéieren, dass mer ons géigesäiteg schätze léieren a fir dass mer zesumme Lëtzebuerg sinn?

D'Propose vun den Acteuren um Terrain, a mir hu se och elo grad schonn am Här Galles senger Ried héieren, déi gi vun Zesummeliewe bis Citoyennetéit, iwwer Inklusioun och, Kohäsioun a Solidaritéit. Ech wënsche mer, dass den Debat haut och dës Aspekter beliicht, well wéi mer all wëssen, sinn d'Begrëffer, déi mer benotzen, net ze ënnerschätzen.

Ganz dacks gi Wierder benotzt, wou ee sech vläicht selwer näischt Béises dobäi denkt, mee déi awer en aneren aneschters erlieft. En aneren, dee vläicht en aneren Hannergrond huet. An da komme Gefiller vun Diskriminatioun an Exklusioun op. A wa mir een Zil mussen hunn, dann ass et dat, dass mer der Diskriminatioun keng Plaz hei am Land däerfe ginn!

Mir haten d'lescht Joer am Juli hei den Debat an der Chamber zum Sujet vum Rassismus. A mir waren ons all eens: Mir wäerten alles maachen, fir all Forme vun Diskriminatioun ze bekämpfen. Mir waren ons awer och eens, dass mer ons mussen d'Moyene ginn, fir déi verschidden Aspekter vum Rassismus besser ze verstoen an ze beliichten, fir dass mer och besser handele kënnen. Dofir ass den Departement vun der Integratioun amgaangen, eng Etüd ze maachen iwwert de Sujet, zesumme mam LISER a mam CEFIS (ndlr: Centre d'étude et de formation interculturelles et sociales ASBL). Aner Acteure wäerten och matagebonne ginn. D'Resultater vun där Etüd wäerten dann Enn 2021, dëst Joer also, hoffentlech hei an der Chamber kënne presentéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu virdru gesot, dass mer alleguer gefuerdert sinn, fir dass mer e gutt Zesummeliewe gestalte kënnen. Dëst ass och vun den Acteuren um Terrain an hiren Avise ganz kloer ënnerstrach ginn. Dernieft hu mer och Veräiner natierlech, déi ganz aktiv sinn. All eenzelne Bierger, hunn ech jo scho gesot, ass wichteg fir dëse Prozess, mee d'Veräiner, d'Veräiner an all eenzel Gemeng, si hunn natierlech eng extreem wichteg Roll hei ze spillen, wann et drëms geet, d'Mateneen ze gestalten.

Et ass an de Veräiner, wou d'Leit sech begéinen a wou se zesummen eppes ëmsetzen an opbauen. Et ass an de Veräiner, wou en neie Matbierger einfach

emol am informelle Kader eng Fro ka stellen, wou e sech informéiere kann an eng Hëllef ka kréie vun engem Kolleeg. Et ass och an de Veräiner, wou en neie Matbierger kann eng Hand matupaken iwwert de Benevolat a wou en esou och en Deel vum Ganze ka sinn.

D'Sportsveräiner, d'Kulturveräiner, d'Museksveräiner, d'Scouten an Honnerte vun anere Clibb kënnen e fantastesche Vecteur sinn, fir hei am Land Fouss ze faassen. Onst neit Gesetz muss sécherstellen, dass d'Veräiner kënnen déi Ënnerstëtzung kréien, déi se brauchen, fir dës wichteg Missioun kënnen ze erfëllen, iwwer Subsiden an aner finanziell Ënnerstëtzungen.

Dacks sinn dës Veräiner um lokalen a regionalen Niveau aktiv. An domat kommen ech op en Acteur, ouni deen en harmonescht Zesummeliewen net denkbar ass: d'Gemengen. Et ass an de Gemengen, wou den Alldag sech ofspillt. Wann ech mech a menger Gemeng net wuel fillen, da fillen ech mech hei am Land net wuel. Dat geet u vun deem Moment, wou ech mech bei der Gemeng aschreiwen an Informatioune brauch iwwert d'Demarchen an doriwwer, wéi d'Gemeng iwwerhaapt fonctionéiert. Et geet awer doriwwer eraus. An et ass wichteg, dass déi nei Matbierger vun Ufank un informéiert ginn iwwer hir Rechter an awer och iwwer hir Flichten, zum Beispill hiert Recht, fir um Gemengenniveau kënne wielen ze goen, oder awer och, dass se gebiede sinn, eng Hand matunzepaken, wann et zum Beispill ëm d'Trennung geet vum Offall; fir nëmmen dat elo emol als Beispill ze nennen.

Nieft der Informatioun ass awer och d'Participatioun vun den neie Matbierger wichteg. Ech kann all d'Informatioune vun der Welt hunn, wann ech dann awer net participéieren, da sinn ech erëm net en Deel vum Ganzen. Natierlech soll kee gezwonge gi matzemaachen, mee et soll een awer kucken, fir aktiv op d'Leit duerzegoen, déi vläicht nach e bësse schei sinn, well se nach net vill Leit kennen. Et soll een hinnen eng Hand ausstrecken. Et soll een hinnen ze spiere ginn, dass se wëllkomm sinn an dass se gären däerfe matmaachen.

Dës aktiv Approche gëtt och schonn a ganz ville Gemengen esou ëmgesat. An ech wëll dat och op där heiter Plaz ganz kloer ënnersträichen, well ech houfreg sinn op all déi flott Initiativen, déi um Gemengenniveau an och um regionalen Niveau ëmgesat ginn. An do gëtt et ëmmer nees Best Practices och.

Do hunn och déi vill Integratiounskommissiounen e ganz, ganz grousse Luef verdéngt, well si sech als Benevollen engagéieren, fir d'Zesummeliewen an der Gemeng ze gestalten. Och fir si gesäit dat aktuellt Gesetz e Kader vir, deen et haut kritesch ze beliichte gëllt fir ze kucken, wéi een dësen an engem neie Gesetz kann upassen.

Mir haten d'lescht Joer eng ganz grouss Consultatioun bei den Integratiounskommissioune gemaach, fir hir Besoine besser ze verstoen. Dës Iwwerleeunge wäerte mer och mat an d'Iwwerschaffe vum Gesetz afléisse loossen. Mee haut kommen an onsem Debat bestëmmt och nach déi eng oder aner interessant Iwwerleeungen derbäi. An do sinn ech ganz gespaant.

D'Gesetz setzt och de Kader fir de Plan communal d'intégration. Hei gëllt et och sech ze froen, wéi esou ee Plang soll ausgesinn. Ass e Plang dee richtege Wee? Oder muss een op e méi dynamesche Prozess setzen, deen a Form vun engem Pakt soll Aktiounen ënnerstëtzen zum Beispill?

Dat neit Gesetz muss och Instrumenter festhalen, déi d'Ëmsetzung vun de Gemengeninitiativen ënnerstëtzen. Jo, finanziell Moyenen iwwer Subsiden hëllefe sécherlech deelweis, mee dacks brauchen d'Gemengen nieft de Suen och technesch Kompetenzen. Zesumme mat onse laangjärege Partner, dem Syvicol, der ASTI, dem CEFIS, dem CLAE an der Caritas, sti mir als Ministère de Gemenge schonn zur Säit, fir hinnen dësen techneschen Knowhow ze ginn. Dofir hu mir och zwee Conseillers à l'intégration agestallt, spezifesch fir dës Missiounen. Dës Approche vun de Conseillere kéint een och an engem gesetzleche Kader iwwregens verankeren, fir deem Ganzen eeben och nach méi Gewiicht ze ginn.

Dat aktuellt Gesetz etabléiert och den interministerielle Kommitee, vun deem och scho geschwat gouf. Eng enk Zesummenaarbecht an engem esou transversale Sujet wéi der Integratioun ass eng Noutwendegkeet, mee doriwwer eraus eng Chance, fir d'Aktioune aus de verschiddene Beräicher vum Staat kënnen openeen ofzestëmmen.

Dës Ofstëmmung soll awer net ouni d'Partner vum Terrain gemaach ginn. An dofir huet den Departement vun der Integratioun och zanter Enn vum leschte Joer d'Zivillgesellschaft an dës Reuniounen agelueden, fir dass mer e konstruktiven Austausch ënnerstëtze kënnen. Dir kënnt iwwregens och de Compte rendu vun deene Reuniounen op onsem Internetsite fannen.

An dësem Gremium ass och den nationalen Aktiounsplang fir d'Integratioun ausgeschafft ginn. An dëse kann dann an Zukunft och zesumme mat der Zivillgesellschaft ugepasst ginn. Dës méi breet Kompositioun vum Gremium kéint dann och an engem neie Gesetz verankert ginn.

Den interministerielle Kommitee mécht och d'Selektioun vun de Projeten am Kader vum alljärlechen Appel à projets vum Integratiounsplang, wou all d'Acteure vum Terrain hir innovativ Projetsiddie kënnen erareechen. Den Appell vun dësem Joer huet alt erëm ganz vill Succès gehat, mat ronn 50 Projeten, déi eragereecht gi sinn. Vill sollen der och um Gemengenniveau oder um regionalen Niveau ëmgesat ginn an ënnerstëtzen doduerch dann och d'Gemengendynamik.

Nieft de Gemengen an der Zivillgesellschaft muss de Staat natierlech och seng Responsabilitéit iwwerhuelen. Och hei musse mer ons iwwerleeën, awéiwäit de legale Kader muss ugepasst ginn, fir den haitegen Erausfuerderunge gerecht ze ginn. Ons aktuell Integratiounsprogrammer, de Contrat d'accueil et d'intégration, de CAI, an de Parcours d'intégration accompagné, de PIA, musse mat der Zäit goen a si mussen un d'Besoine vun de Leit ugepasst ginn.

Véier Aspekter wéilt ech hei als Denkustouss fir den Debat mat op de Wee ginn:

Den aktuelle CAI, de Contrat d'accueil et d'intégration, deckt dräi wichteg Aspekter of, an zwar d'Sproochecoursen, d'Civiquescoursen, an da gëtt et do ëmmer eng Journée d'orientation, wou d'Leit kleng Presentatioune kréien iwwer wichteg Beräicher vum Land, wou se hir Froen an engem informelle Kader kënne stellen. Do sinn ëmmer Stänn vu Ministèren, Administratiounen, Associatiounen an aneren Acteuren.

Et stellt sech awer d'Fro, ob dës Offer net och misst weider ausgebaut ginn. Hei kéint een u weider Modüllen zum Beispill denken, déi zesumme mat aneren Acteuren a Ministèrë kéinten am Kader vum CAI ugebuede ginn. Mir sollen déi Formatiounen an Informatioune visibel a virun allem liicht accessibel maachen, déi et scho gëtt, an eventuell nach neier bäisetzen, wa se feelen. Wa mer dat wëllen, da musse mer och d'Gesetz an deem Sënn upassen. An ech denken do zum Beispill och un eng Regionalisatioun, dass een zesumme mat de Gemenge kuckt, dass ee Modüllen och ka bei sech maachen an net ëmmer muss an d'Stad fueren.

Deen zweete Punkt, ech hunn et grad gesot, dee betrëfft dann déi Regionalisatioun vun de Programmer. Ech hu schonn d'Wichtegkeet vum Gemengenniveau ënnerstrach. Hei ass dann och eng Méiglechkeet, fir ons Programmer net nëmmen an der Stad unzebidden, mee eeben an de Regiounen, a fir zesumme mat de Gemengen och Aktivitéiten auszeschaffen, déi dann och kënnen am Kader vum CAI valoriséiert a validéiert ginn.

Drëttens solle mer un d'Digitalisatioun vun de Programmer denken. Mir hunn d'lescht Joer schonn intensiv heirunner geschafft, mee nei Weeër ginn all Dag op, besonnesch an dësen Zäiten, an dëse Covidzäiten, wou mer jo ganz vill mat digitalen Instrumenter eebe léieren ëmzegoen. Mir empfänken d'Leit schonn iwwer digital Moyenen, wat hinnen och eng gewësse Flexibilitéit gëtt. D'lescht Joer hu mer eng digital Journée d'orientation gemaach, wou iwwer 500 Leit sech konnte konnektéieren an informéieren.

Digital Sproochecoursen hu sech a leschter Zäit och bewäert. Ech soen net, dass mer op dëse Wee solle goen, well mer wëllen onbedéngt de perséinleche Kontakt jo net verléieren, dee besonnesch am Beräich vun der Integratioun, vum Vivre-ensemble esou wichteg ass. Mee et kann een awer eng komplementar Offer hei virgesinn, och fir Leit, déi net esou vill Zäit hunn, wéi Dir och scho gesot hutt, déi schaffen, déi Kanner hunn an déi net ëmmer d'Zäit hunn, sech ze deplacéieren.

Dann zum Schluss sollte mer och driwwer nodenken, wéi de gesetzleche Kader kann dozou bäidroen, dass mer ëmmer erëm kucken, dass mer keng Trennung vu verschiddene Populatioune maachen. Flüchtlinge sinn a ganz villen Aspekter net aneschters wéi anerer. Dofir sollte mer och kucken, dass si mat deenen anere Matbierger kënnen an déi selwecht Formatioune goen, och wa si de Statut nach net hunn.

Natierlech brauche se dacks nach eng spezifesch Ënnerstëtzung, besonnesch am Ufank. Mee et gëtt dacks einfach iwwerhaapt kee Grond derfir, firwat e Russ, e Spuenier an e Syrer net kënnen un deem selwechte Cours participéieren! Och sollte mer d'Fro stellen, awéiwäit d'Programmer sollten oppemaach gi fir d'Grenzgänger an esouguer fir d'Lëtzebuerger, wat am Moment net virgesinn ass, well och d'Lëtzebuerger hu sécherlech iwwer onst Land nach ganz vill ze léieren!

Mir mussen och kucken, déi adequat Formatiounen am interkulturelle Beräich an an der interkultureller Mediatioun unzebidden, fir dass d'Kommunikatioun esou gutt wéi méiglech ka gestalt ginn. Dëst gëllt fir d'Agente vum Staat a vun de Gemengen, mee awer och fir d'Membere vu Veräiner an och fir d'Betriber.

An domat kommen ech op e weideren extreem wichtegen Acteur, wéi och schonn haut ugeklongen ass: d'Betriber. Jo, och d'Betriber kënnen an d'Betriber mussen eng Hand matupaken. Och hei ass d'Diversitéit Alldag. A wéi international Etüde bewisen hunn, dréit dës Diversitéit och zur Produktivitéit vun de Betriber bäi. D'„Charte de la diversité Lëtzebuerg" begleet d'Betriber zum Beispill an dësem Beräich.

Zum Schluss wëll ech dann awer och nach op e Gremium agoen, deen och am Gesetz 2008 steet an deem mir och am neie Gesetz en neie Kader musse ginn. Ech schwätzen do vum Conseil national pour étrangers, dem CNE. An ech liwweren do a menger zweeter Interventioun nach eng Kéier d'Chifferen no, wivill Leit sech gemellt hate fir e Posten am CNE, fir do eeben an de Wale Kandidat ze sinn.

De CNE, ech mengen, dat ass kee Geheimnis, dat ass fir mech eng schwiereg Geschicht, well zanter dass ech do sinn, huet dee CNE nach ni richteg fonctionéiert. Et ass déi aktuell Form, déi net richteg fonctionéiert. Et ass awer och d'Missioun, déi warscheinlech net anstänneg definéiert ass. Mir brauchen do en neit Konzept. Mir mussen ons Gedanke maachen iwwert d'Kompositioun eeben, wéi ech gesot hunn, an och d'Missiounen.

An do, Här Galles, hunn ech d'Motioun nach net gesinn, déi Der deposéiere wäert, dofir ass et elo schwéier, direkt drop ze äntwerten. Mee ech géif awer gären e Wuert dozou soen, well ech mengen, mir sollten all zesummen iwwerleeën: Firwat brauche mer e CNE? Wat ass d'Missioun? A wie soll iwwerhaapt do dra sinn? Well ech war haut a bal allem mat Iech averstanen, net grad allem, awer bal allem, mee wann ech wierklech enzwousch averstane si mat Iech, aus dem déifsten Häerz eraus, dann ass et, dass: D'Nationalitéit, dat ka jo awer wierklech net den ausschlaggeebende Punkt sinn!

Eent vun den Haaptdiskussiounstheemen am CNE ass iwwregens, wann een als Fransous do erageewielt gëtt a wann een op eemol och d'Lëtzebuerger Nationalitéit huet, well déi gouf et jo nach net, d'Double nationalité, wéi de CNE am Gesetz vun 2008 verankert ginn ass, ob een dann awer nach däerf als Fransous am CNE sëtzen oder net. Just, fir Iech emol eng Kéier ze soen, wat d'Diskussiounen do sinn. An ech mengen, mir mussen dovunner ofkommen! Mir sinn all Mënschen an et sinn der, déi engagéiere sech, an déi solle sech engagéieren an och eng Missioun kréien. An an deem Kontext soll een, zesummen och mat den Integratiounskommissiounen - dat steet och a verschiddenen Avisen, anerer sinn do net esou waarm derfir -, kucken, wéi déi Representativitéit soll ausgesinn.

Ech denken net, dass dat eng zweet Chamber ka sinn, d'Chamber vun den Netlëtzebuerger. Denken ech net. An ech fillen och net, dass dat iergendwéi d'Meenung heibannen elo sollt sinn. Mee mir sollten driwwer schwätzen. An ech sinn och frou, elo nozelauschteren, well wa mer e Gremium hunn ewéi de CNE, egal wéi mer d'Kand nennen, da muss en eng konkreet Missioun hunn a virun allem muss en och eeben eng anstänneg Kompositioun hunn.

Wéi gesot, ech ginn elo net weider dorop an. Ech lauschtere mat groussem Interessi dann, wat haut fir Iddien an dësem Debat op den Dësch kommen, déi ons dann erlaben, de legale Kader vun der Integratioun - ech nenne se nach ëmmer „Integratioun", mee um Enn vum Dag, mengen ech, sollte mer och effektiv vläicht op en anert Wuert eenegen -, vum Zesummeliewen eeben hei am Land besser ze gestalten.

Mir kënnen natierlech mat dësem Gesetz net all Beräicher ofdecken. Dir hutt se genannt: de Logement, d'Aarbecht oder Beräicher wéi Développement durable, déi sécherlech och Deel si vun der Reussite. Mee mir kënnen ons awer e Gesamtkader ginn, deen déi grouss Richtungen ugëtt a garantéiert, dass all Persoun, déi hei zu Lëtzebuerg wëllt um Alldag deelhuelen, dat och ka maachen.

Dësen Debat haut ass en Deel vun engem ganz laange Consultatiounsprozess, dee mer d'lescht Joer lancéiert hunn. Wéi scho gesot, hate mer eng grouss Ëmfro gemaach bei den Integratiounskommissiounen um Gemengenniveau. Do dernieft hu mer Enn 2020 eng ronn 130 Acteure vum Terrain hei zu Lëtzebuerg an och an der Groussregioun ugeschriwwe fir ze héieren, wéi si d'Integratioun gesinn a wat hir Zukunftsvisioune si fir d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg. Derbäi waren och déi 102 Gemenge mat hiren Integratiounskommissiounen. Och d'Veräiner, déi Member vum CLAE sinn, waren invitéiert ginn, matzemaachen. Mir hu wéi gesot ronn 70 Äntwerte kritt, déi Der alleguerte kënnt consultéieren um Internetsite vum Familljeministère.

Mir wëssen awer och vun aneren Acteuren, déi nach un hirem Avis amgaange sinn ze schaffen an dësen dann nach wäerten an den nächste Wochen erareechen.

Mir haten am Januar dëst Joer schonn zwou Fokusgruppe mat verschiddenen Acteuren, déi ons hiren Avis erageschéckt haten. Am Februar wäerte mer där nach zwou maachen. An déi Gruppen, déi erlaben am Fong geholl verschidden Theemen nach méi am Detail ze beschwätzen an och en Austausch ze förderen, e Genre Brainstorming am Fong geholl.

Wann déi sanitär Mesuren et dann erëm erlaben, da wäerte mer och esou séier wéi méiglech op de Gemengenniveau goen, wou mer zesumme mat alle Matbierger, déi wëllen, an den Acteuren aus de Gemenge kucken, wat hir Besoine si fir eeben dat neit Gesetz. Och wäerte mer hei de Grenzgänger d'Méiglechkeet ginn, fir hir Iwwerleeunge matafléissen ze loossen, well si och en Deel vun eisem Alldag sinn a Lëtzebuerg och aktiv zu hirem Alldag gehéiert.

An den nächste Woche wäert och d'OCDE ons de Rapport liwweren - den Här Galles huet gefrot, wéini dass dee Rapport kënnt; mir erwaarden dee fir Enn Februar/ugangs Mäerz -, dee mer bei hinnen an Optrag ginn hunn, fir dass si onsen aktuelle Gesetzeskader an en internationale Kontext setzen, fir dass se ons och berode kënnen, awéiwäit mer verschidde Bonnes pratiques kënne vun anere Länner iwwerhuelen.

Mat all deenen Demarchë geet et ons dréms, e Gesetz ze schreiwen, wou jiddereе sech kann dran erëmfannen, wou mer de gesetzleche Kader schafen, deen et jiddderengem erlaabt, aktiv ze sinn, a fir dass mer esou onst Zesummeliewen all zesummen eeben hei zu Lëtzebuerg gestalte kënnen.

Integratioun, dat ass d'Responsabilitéit vun all Eenzelnem vun eis. Et deet mer leed, Här President, dass deen Debat haut esou kuerzfristeg net konnt iwwersat ginn, well ech mengen, do hunn ech net driwwer geschwat, mee d'Sprooch ass ganz sécher e ganz groussen Integratiounsfacteur. Wa mer ons net verstinn a wa mer net verstinn, wat mer soen, dann ass et ganz schwéier, d'Zesummeliewen ze organiséieren.

Den Här Galles huet gesot: „Et ass Zäit fir e grousse Schrëtt no vir." Ech sinn där selwechter Meenung: Et ass Zäit fir e ganz grousse Schrëtt no vir. An dass mer dee gesetzleche Kader adaptéieren, deen, wéi mir d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg scho liewen, awer och, fir d'Zesummeliewen ze ënnerstëtzen an ze vereinfachen.

Vläicht nach séier e puer Äntwerten op Är Froen, déi ech mer zesummegekritzelt hunn. Ech hu jo herno nach eng Kéier d'Méiglechkeet, vläicht drop zréckzekommen.

De Budget participatif, dat ass d'Autonomie communale, dat sinn d'Gemengen, déi sech doréms këmmeren. D'Etüd vum Benevolat, déi ass wéinst der Crise sanitaire e bëssen a Verzuch geroden, mee do si mer amgaangen drun ze schaffen an ech hoffen, Iech déi dëst Joer dann och presentéieren ze kënnen.

Vum CNE, hunn ech Iech gesot, stinn d'Avisen op onsem Site. De PCI 2.0, deen erlaabt méi Flexibilitéit an och méi Participatioun. Mir maachen deen elo mat 18 Gemengen, déi geografesch ganz verspreet sinn am Land. De PCI 1.0 existéiert awer och nach ëmmer. Mir maachen de PCI 2.0 och mat onse Partner, der ASTI, dem CEFIS, an ech hat Iech gesot, mir hunn zwee Conseillers à l'intégration do och agestallt. Et geet eeben dréms, dass méi Aktioune gemaach ginn. En dynamesche Prozess brauche mer do, an dat ass eeben dat, wat mer mat deem PCI 2.0 wëllen hunn.

De CAI hunn ongeféier 10.000 Leit zanter dem Ufank gemaach. Wéi eng sozioprofessionell Kategorien, kann ech Iech elo hei net direkt soen. Mee 10.000 ass einfach ze wéineg. Mir haten einfach de Manpower net fir méi. Mee ech mengen, dofir sollte mer driwwer schwätzen, fir dat ze regionaliséieren a verschidde Modüllen ze maachen, dass, och wann ee sech engagéiert an engem Veräi vläicht oder wann een a senger Gemeng e Cours mécht, dass een dat dann och als Modüll ka gebrauche fir esou e CAI.

Dir hutt vum Accueil geschwat vun de Flüchtlingen, dee jo net nëmmen am Foyer geréiert gëtt, dat ass e ganzen Accueil, dat ass e Ganzt, wou d'Leit jo och begleet ginn. De PIA 3, do geet et ëm d'Aarbechtswelt, mee mir wëllen deen an de CAI integréieren. Wéi ech gesot hunn: Et soll een d'Saachen net ëmmer trennen, mir sollen och kucken, dass mer d'Leit zesummebréngen. Mir iwwerschaffen dee grad zesumme mat den ONGen, déi do e ganz wichtege Partner sinn. Dat war jo Är Demande. Do kann ech Iech direkt drop äntwerten: Jo, de MENJE wëllt onbedéngt d'Sproochecoursen ausbauen.

Dann zu de Sans-papieren, do kann ech Iech leider elo keng Äntwert ginn. Mee e Wuert zu de PAN-Projeten: Déi erlaben och, mat den ONGen nei Iddien ze testen. An duerno sollen déi PAN-Projeten da perenniséiert ginn, dat Ganzt wéi gesot transversal. An d'Iddien, déi Der bruecht hutt fir an der Groussregioun, do ass natierlech d'Crise sanitaire, déi ons elo e bëssen e Stréch duerch d'Rechnung gemaach huet. Mee effektiv, mir hate schonn an deene vergaangene Jore Schüleraustauscher an der Groussregioun, wou och d'Léierpersonal an enkem Kontakt

ass. Well ech mengen, dass mer vill méi „grossregional" mussen denken, wéi mer dat vläicht an der Vergaangenheet gemaach hunn. Dat ass och de Wonsch vun onse Partner an der Groussregioun.

Net méi spéit wéi wou Dir amgaange waart ze schwätzen, huet mäi Kolleeg aus dem Saarland probéiert u mech ze kommen. Ech hunn em gesot, ech géif e méi spéit zréckruffen. Mir hunn e ganz, ganz enken Austausch an der Groussregioun. D'Leit liewen d'Groussregioun. A wéi d'Grenzen zougaange sinn d'lescht Joer, hu se emol gemierkt, wéi se d'Groussregioun liewen, well mir schwätzen ëmmer ... Dir hutt geschwat vun deem Wuert „Frontalier", ech hunn elo vun de „Grenzgänger" geschwat. Et gëtt der effektiv 200.000, déi all Dag iwwert d'Grenz fuere fir ze schaffen. Mee wivill Leit gëtt et, déi all Dag iwwert d'Grenz fueren, fir ee gären ze hunn, fir hir Kanner ze gesi vläicht oder soss e Cousin oder hir Elteren? Wivill Leit fueren iwwert d'Grenz an zwou Richtungen, och fir anzekafen?

Ech mengen, d'Leit si sech bewosst ginn, wivill se iwwert d'Grenz fueren. An doduerch, dass se ëmmer op sinn an hoffentlech och ëmmer elo op wäerte bleiwen, si mer eis däers elo awer méi bewosst ginn. An do sollte mer och dovunner profitéieren, fir vill méi groussregional ze denken, wa mer och vun Zesummeliewe schwätzen. An d'Frontalieren, dat sinn net nëmme Leit, déi heihinner schaffe kommen, déi maache vill méi hei, déi gehéieren zu eisem Land an déi sollte mer onbedéngt an dësen Debat mat integréieren.

Villmools merci!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Ministesch fir Famill an Integratioun, der Madamm Corinne Cahen.

Als éischte Riedner vun der gemeinsamer Diskussioun ass den honorabelen Här Paul Galles agedroen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

Débat

M. Paul Galles *(CSV)*.- Et ass ganz léif, Här President. Ech géif elo wëllen op déi zéng Minutte verzichten, well ech se virdru scho geholl hunn. Ech géif mer erlaben, zum Schluss vun dësem Debat nach déi zwou Motiounen ze deposéieren an dann dee Moment nach e Wuert dozou ze soen.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles. An da wier et um honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

M. Max Hahn *(DP)*.- Merci, Här President. D'Zesummeliewen an eiser Gesellschaft, jo, dat geet eis alleguerten eppes un. Eng Gesellschaft kann nëmmen da fonctionéieren, wann déi eenzel Membere sech géigesäiteg akzeptéieren, respektéieren an ënnerstëtzen. Mir hunn zu Lëtzebuerg déi grouss Chance, an enger Gesellschaft ze liewen, déi esou villsäiteg, villfälteg an oppen ass wéi op wéineg anere Plazen op der Welt. Mir liewen an enger Gesellschaft, déi all Dag nei Memberen derbäigewënnt an ëmmer méi grouss gëtt. Dat bréngt natierlech Erausfuerderunge mat sech, déi een net ënnerschätzen däerf, well och zu Lëtzebuerg ass d'Zesummeliewe vun all de Mënschen net ëmmer perfekt. Esou realistesch an éierlech musse mer sinn!

Dofir begréisse mir als DP de Schratt vun der Ministesch Corinne Cahen, fir eng breet Consultatioun ze lancéieren, fir iwwert d'Integratioun ze diskutéieren, net nëmmen a Form vun dësem Debat an der Chamber, mee och mat all den Acteuren, sief et de Gemengen, de Veräiner, de Benevollen, de Migranten oder och de Lëtzebuerger Bierger. Well d'Zesummeliewe geet, wéi gesot, eis allegueren eppes un!

Déi éierlechst Form vun der Politik ass net ëmmer, vun uewen erof ze decidéieren an dann emol ze kucken, wéi sech dës Decisiounen um Terrain auswierken. Déi éierlechst Form vun der Politik ass et, virun enger Decisioun alleguerten déi concernéiert Leit un en Dësch ze huelen a sech hire Standpunkt unzelauschteren. No dësem Exercice ass et natierlech nach ëmmer un der Politik, fir déi richteg Schlussfolgerungen ze zéien an déi Mesuren ëmzesetzen, déi si no guddem Wëssen a Gewësse fir déi richteg hält. Ma grad bei esou engem Sujet wéi der Integratioun éiert et d'Regierung a besonnesch d'Ministesch Corinne Cahen, fir ganz oppen ze soen, dass een hei net eleng wëllt virpreschen, mee et wëllt een zesummen dee beschte Wee fannen, wéi mir d'Zesummeliewen zu Lëtzebuerg an Zukunft nach besser encadréiere kënnen.

A genau dorëms geet et: den Encadrement, deen d'Politik muss schafen, fir dass Mënschen, déi an eist Land kommen, sech esou séier wéi méiglech zurechtfannen. En Encadrement, deen et awer och deene Mënschen, déi scho méi laang Deel vun eiser Gesellschaft sinn, erméiglecht, esou gutt wéi méiglech zesummenzeliewen. Et ass mir wichteg ze betounen, dass et an dësem Debat net nëmme kann drëms goen, wéi Immigranten an Netlëtzebuerger sech beschtméiglech an eiser Gesellschaft integréieren, et muss villméi drëms goen, wéi mir alleguerten, onofhängeg vun eiser Hierkonft, beschtméiglech zesummeliewe kënnen.

Här President, den aktuellen Encadrement ass net méi zäitgeméiss. Net, well alles am aktuelle Gesetz schlecht wier, mee well et einfach net méi un déi aktuell Erausfuerderungen ugepasst ass. Ech begréissen dofir, dass d'Ministesch Corinne Cahen ugekënnegt huet, fir dat ganzt Gesetz op de Leescht ze huelen an net nëmmen op e puer klenge Plazen nozebesseren.

Zu Lëtzebuerg gëtt et schonn eng ganz Rei Mesuren a Programmer fir e bessert Zesummeliewen. Den nationalen Integratiounsplang, deen 2018 vun de concernéierten Acteuren op d'Bee gestallt ginn ass, setzt e generelle strateegesche Kader fir eis Integratiounspolitik. Den nationalen Integratiounsplang, kuerz PAN intégration, baséiert op zwee Aktiounsberäicher: zum engen dem Accueil an der Begleedung vun den Demandeure fir internationale Schutz an zum aneren der Integratioun vun all den Netlëtzebuerger, déi zu Lëtzebuerg wunnen. Des Weidere ginn dräi transversal Theemen identifizéiert: den Accès op d'Informatioun an d'Integratioun (veuillez lire: an d'Interaktioun), d'Qualitéit vun de Servicer an d'Kooperatioun an d'Koordinatioun um nationalen an internationale Plang. Déi zukünfteg Integratiounspolitik soll sech un dëse Leitlinnen orientéieren. Ma et gëllt elo, dës Leitlinne mat Liewen ze fëllen.

Här President, erlaabt mer, op zwee bestoend Integratiounsprogrammer e bësse méi am Detail anzegoen: de Contrat d'accueil et d'intégration, de CAI, an de Parcours d'intégration accompagné, de PIA.

De CAI ass e Kontrakt, deen allen Auslänner iwwer 16 Joer, déi hei am Land wunnen, ugebuede gëtt. Hei ass et egal, vu wou op der Welt ee kënnt, ob ee ganz nei ass oder scho méi laang hei lieft. Mam Ënnerschreiwe vun dësem Kontrakt verflicht sech d'Persoun, e Sproochecours an enger vun eisen dräi offizielle Sprooche matzemaachen. Och e Civiquescours vu sechs Stonnen ass virgesinn.

Een- oder zweemol pro Joer fënnt dann och en Orientéierungsdag statt, wou d'Administratiounen an d'Associatioune vertruede sinn, fir de Leit déi administrativ Prozesser ze erklären an hinnen d'Méiglechkeet ze bidden, an Zukunft aktiv um sozialen an, jo, och politesche Liewen deelzehuelen. D'Journée d'orientation an de Civiquescours si gratis. D'Sproochecoursen dogéint ginn zu engem méi bëllege Präis ugebueden.

De PIA, also de begleeten Integratiounsprozess, ass fir d'DPIen, d'Demandeurs de protection internationale also, obligatoresch. Fir d'Demandeuren op internationale Schutz gëlltet, op där enger Säit d'Landessproochen ze léieren an op där anerer Säit en Abléck an den Alldag zu Lëtzebuerg ze kréien. Natierlech kënnen och Leit, déi den internationale Schutzstatus schonn hunn, dëse Programm an Usproch huelen. Beim PIA sinn déi eenzel Ministèren a staatlech Institutioune matagebonnen an och vill Benevoller spillen hei eng immens wichteg Roll.

Souwuel de CAI wéi och de PIA hu wichteg Meritten an der Integratioun virzeweisen. Ma et ass un der Zäit, fir dës Programmer un déi haiteg Erausfuerderungen an eiser Gesellschaft unzepassen. Dofir gëllt et elo emol, fir d'éischt eng Evaluatioun vun der aktueller Offer ze maachen: Wat funktionéiert gutt? Wat kann een nach besser maachen? Och dës Evaluatioun sollt een zesumme mat den Acteuren um Terrain maachen.

Een Zil vun dëser Evaluatioun soll et och sinn erauszefannen, wéi een d'Participantë vun dësen zwee Programmer laangfristeg an d'Integratiounspolitik ka matabannen. Well ganz oft verschwannen dës Leit vun der Bildfläch, nodeems si erfollegräich un engem CAI oder PIA deelgeholl hunn. Dobäi kéint ech mir gutt virstellen, dass een dës Leit als Ambassadeure fir e bessert Zesummeliewen asetze kann.

Et sollt een och driwwer nodenken, an Zukunft spezifesch Offeren an deene verschiddene Regiounen a Gemengen unzebidden. Kleng Gemenge kéinten och zesummeschaffen, fir de CAI dezentral unzebidden, well de lokale Facteur spillt an eisem Zesummeliewen ëmmer nach eng wichteg Roll.

Wann een op Lëtzebuerg plënnert, ass d'Gemengeverwaltung deen éischte Kontakt, deen een haut huet, wann ee sech hei op senger neier Adress umellt. An d'Ministesch huet dat ganz richteg virdru gesot: Dat ass fir dës Leit vill méi wéi eng reng administrativ Demarche, ganz kloer. Et ass mat villen Emotioune verbonnen. An dat sollten d'Gemengen eescht huelen an direkt dervu profitéieren, fir déi nei Awunner vun der Gemeng esou gutt ewéi méiglech an hirer neier Communautéit wëllkomm ze heeschen. Den direkte Kontakt mat de Leit ass wichteg, fir d'Wëllkommenskultur auszebauen. Eng Broschür mat enger Lëscht vu Veräiner an e puer Gesiichter drop geet do leider net duer.

Et gëtt haut schonn eng Rei Best Practices, wéi d'Gemengen hir nei Awunner wëllkomm heeschen. Dat geet vun engem Sproochecafé, enger Sproochewanderung, engem internationale Kachowend bis hin zu Schäfferéit, déi mat hiren neien Awunner en Tour duerch d'Gemeng maachen. Mäi Kolleeg, de Gilles Baum, kéint Iech do bestëmmt déi eng oder déi aner interessant Geschicht dervun erzielen. Zesumme mam Syvicol sollt een dës Best Practices katalogiséieren an all de Gemengen zur Verfügung stellen. Hei sollt een och den interkommunalen Dialoggrupp fir d'Integratioun, de GRESIL, matabannen. D'Zil vun dësem Grupp ass en Echange vun Informatiounen, Best Practices also, tëscht de lokalen Acteuren.

Da gëtt et awer och e kommunalen Integratiounsplang, de PCI. Hei huet de Syvicol zesumme mam Ministère eng Strategie entwéckelt, déi de Gemengen, déi esou e Plang wëllen opstellen, hëllefe soll. De Ministère gesäit Subside fir déi Gemenge vir, déi sech an Integratiounsprojeten engagéieren. Hei sollt een d'Gemengen awer nach méi un hiren Efforte begleeden an dem Gemengepersonal Formatioune fir den Accueil vun neien Awunner ubidden.

Här President, ech hunn d'Veräiner schonn ugeschwat. D'Duerf- a Stadliewen zu Lëtzebuerg war nach ëmmer ganz wichteg fir e gutt Zesummeliewen. Et sinn déi vill Benevollen, déi sech net ze schued sinn, an hire Veräiner eng ganz Rëtsch un Offeren ze schafen an Evenementer ze organiséieren, déi d'Mënschen zesummebréngen. Ma et ass awer leider och eng Realitéit, dass ëmmer manner Leit Zäit a Loscht hunn, sech an hirer Fräizäit fir d'Allgemengheet ze engagéieren. Dofir musse mir am Beräich vum Benevolat weider Efforte maachen, fir dass mir och an Zukunft nach houfreg op eist Duerf- a Stadliewe kënne sinn.

De Koalitiounsaccord gesäit an dësem Kontext vir, dass eng Etüd iwwert d'Veräinsliewe soll gemaach gi fir erauszefannen, wat d'Besoine vun de Veräiner zu Lëtzebuerg sinn. Dorophi soll dann eng Strategie zesumme mat den Acteuren ausgeschafft ginn, fir d'Benevolat zu Lëtzebuerg nohalteg ze stäerken. Och d'„Stacklëtzebuerger" bleiwe jo haut net onbedéngt hiert ganzt Liewen an där selwechter Gemeng wunnen. Wann een an eng aner Gemeng plënnert, géif jidderee vun eis sech freeën, wann d'Leit eis wëllkomm heeschen an eis an engem lokale Veräin ophuelen. Ech géif et begréissen, wann erëm méi Zesummenhalt an Zesummeliewen an eisen Dierfer a Stied géif stattfannen.

Wa mir iwwert d'Gemenge schwätzen, däerf een natierlech och d'Integratiounskommissiounen net onernimmt loossen. Dës Kommissioune mussen obligatoresch an all Gemeng opgestallt sinn. Mee wa mer éierlech sinn, fonctionéiere se net an all Gemeng esou, wéi dat eigentlech de Fall misst sinn. An dofir plädéiere mir als DP och derfir, fir d'Missiounen an de Fonctionnement vun dëse Kommissiounen ze iwwerdenken. Mir wëllen och hei nach vill méi den Akzent op d'Zesummeliewen amplaz op d'reng Integratioun leeën. Firwat net eng Kommissioun fir d'Zesummeliewen an eiser Gemeng schafen? Mir mussen onbedéngt vum Denken ewechkommen, dass et an esou enger Kommissioun just ëm d'Integréiere vun Netlëtzebuerger soll goen. Et sollt och ëm d'Zesummeliewen tëscht jonken an eelere Matmënsche goen. Et sollt ëm d'Veräinsliewe goen. D'Hierkonft ass onwichteg, wann et drëms geet, wéi mir all zesummen am beschte matenee liewe kënnen.

Wat d'Integratiounskommissiounen op kommunalem Niveau sinn, ass de Conseil national pour étrangers op nationalem Niveau. Dëse Gremium soll d'Interesse vun den Auslänner zu Lëtzebuerg vertrieden. An och hei wëll ech déi nämmlecht Remark maachen: Esou laang mir a Kategorië vu Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger denken, komme mir net virun. Et muss drëms goen, dass mir all zesummen déi bescht Léisung fannen, wéi mir eist Liewen zesumme gestalten. Dofir si mir als DP der Meenung, dass och de CNE muss evaluéiert ginn a seng Zesummesetzung, säi Fonctionnement a seng Missiounen op de Leescht sollte geholl ginn.

Här President, wann et ëm Integratioun geet, da kommen ech net derlaanscht, fir och op d'Wichtegkeet vun der Lëtzebuerger Sprooch anzegoen. Fir mech ass eis Sprooch nämlech de Schlëssel zu enger gelongener Integratioun. Als Integratiounssprooch verbënnt an integréiert d'Lëtzebuerger Sprooch d'Leit mat diverse Kulturen, Hierkënft a Liewensgeschichten an dréit sou weesentlech zur Stäerkung vun der gesellschaftlecher Kohäsioun hei am Land bäi.

Dës Eegeschafte gi virun allem an eise Schoulen däitlech. D'DP wëll nämlech keng Schoul, déi sproochlech a sozial Differenze verstäerkt. Mir hunn eis ëmmer derfir staarkgemaach, dass all Kand déi nämmlecht Chancë kritt, an eiser Schoul ze reusséieren, a kee sollt vu virera benodeelegt ginn, scho guer net wéinst enger Sproochebarriär. D'Schoul soll iwwer eis Sprooch integréieren an net separéieren. An dat scho vu Klengem un.

Vun alle Projeten an Initiativen an deem Beräich wëll ech eppes besonnesch ervirhiewen, dat ass d'Aféiere vun der multilingualer Fréiférderung, eng DP-Iddi. Heibäi ass et drëms gaangen, fir vum jonken Alter ze profitéieren, fir Kanner op eng spilleresch a kandgerecht Aart a Weis un d'Sproochen erunzeféieren an esou der méisproocheger Realitéit an eise Schoulen an an eiser Gesellschaft gerecht ze ginn.

D'Regierung huet heibäi ganz kloer déi Lëtzebuerger Sprooch als Haaptintegratiounssprooch vun eisem Land gestäerkt. A ville Crèchen ass bis dohinner nämlech guer kee Lëtzebuergesch geschwat ginn. Dës spilleresch Fréiférderung mécht et zanterhier ville Kanner, besonnesch mat romanofonen Hannergrënn, méi einfach, sech an eiser Gesellschaft op Lëtzebuergesch ze integréieren an am Cycle 2 op Däitsch alphabetiséiert ze ginn. Dës Qualitéitsoffer ass awer net nëmme méisproocheg, mee si ass och wärend 20 Stonnen an der Woch gratis. D'Offer riicht sech also un all d'Kanner, onofhängeg vun der familiärer Situatioun vun den Elteren. D'Chancëgläichheet stoung kloer am Vierdergrond.

D'Lëtzebuerger Sprooch gouf awer net nëmmen an der Schoul gestäerkt. Ech erënneren un de Strategiepabeier, deen de Claude Meisch an der viregter Legislaturperiod entwéckelt huet. Fir elo net an de leschten Detail vun dësem Strategiepabeier anzegoen, soen ech Iech, wat déi véier grouss iwwergräifend Ziler waren: éischtens, de Stellewäert vun der Lëtzebuerger Sprooch ze stäerken, zweetens, d'Norméierung, de Gebrauch an d'Fuerschung vun der Lëtzebuerger Sprooch virunzedreiwen, drëttens, d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch a Kultur ze férderen, a véiertens, d'lëtzebuergeschsproocheg Kultur ze promouvéieren.

Zanterhier si jo och scho verschidde Punkten aus deem Strategiepabeier gesetzlech verankert. Ech denken un d'Schafe vun engem Kommissär fir d'Lëtzebuerger Sprooch, engem Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch an d'gesetzlecht Verankere vum Conseil fir d'Lëtzebuerger Sprooch.

Och den aktuelle Regierungsprogramm gesäit nach eng Rëtsch Mesurë vir, fir jiddereen, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, ze motivéieren, eis Sprooch ze léieren an hir eng Plaz a sengem perséinlechen Alldag ze ginn.

An der Schoul gëtt et awer och zanter e puer Joer e Fach mam Numm „Vie et société", wat de Respekt vun der Diversitéit vermëttelt a Raum fir Dialog schaaft. Fakt ass, dass haut eng immens Diversitéit a ville Schoulklassen ass. Do treffe verschidde Kulturen, verschidde Reliounen a verschidden Hautfaarwen op klengem Raum openeen. Ëmmerhi geneesou wichteg wéi d'Sproochefréiférderung ass et, de Kanner iwwert den Dialog de géigesäitege Respekt ze vermëttelen. Ech hat am Kader vun der Aktualitéitsstonn iwwert de Rassismus bemierkt, dass e Glawen oder eng Hautfaarf näischt iwwer eise Charakter oder eis Kompetenzen aussoen. Si dierfe keen Afloss op eise spéidere Liewensweе hunn. Aus deem Grond däerfe mir eise Kanner keng Plaz fir Rassismus an Diskriminatioun loossen. An et ass eis Flicht, hinne bäizebréngen, dass mir an eiser Diversitéit awer all gläich sinn: Mir sinn all Mënschen.

Här President, och bei der Lëtzebuerger Nationalitéit hält de Rassismus net op: Mir musse wëssen, dass vill Leit eis Nationalitéit hunn an trotzdeem an hirem Alldag Affer vun Diskriminéierunge sinn. Dat ass fir mech absolutt onverständlech! D'Lëtzebuerger Nationalitéit gëtt oft als lescht Etapp vun enger gelongener Integratioun ugesinn. An engem Land, an deem quasi d'Hallschent vun den Awunner eng aner Nationalitéit besëtzt, ass dëse Punkt nach méi wichteg. Mat dem neien Nationalitéitegesetz vum 1. Abrëll 2017 si mer engem gudden Zesummeliewen zu Lëtzebuerg nach eng Kéier e Schratt méi no komm. Mir hunn Inkohärenzen an Ongerechtegkeeten aus deem ale Gesetz erausgeholl. Et ass méi onkompliziéiert ginn, fir Lëtzebuerger ze ginn, ouni dass mir eis Nationalitéit bradéiert hätten. Ganz am Géigendeel, dat neit Gesetz huet mat derzou bäigedroen, dass méi Leit sech a Sproochecoursen umellen, fir Lëtzebuergesch ze léieren an d'Nationalitéit ze kréien.

D'Politik ronderëm d'Nationalitéit muss Hand an Hand goe mat enger gudder Integratiounspolitik an enger Strategie fir en harmonescht Zesummeliewen zu Lëtzebuerg. D'DP ass der fester Iwwerzeegung, dass d'Lëtzebuerger Sprooch heibäi eng essenziell Roll spillt. Mee et wier e Feeler, eng vun eise gréisste Stäerkten onernimmt ze loossen, nämlech eis Méisproochegkeet. Et ass och deem Fakt ze verdanken, dass mir Lëtzebuerger nieft dem Lëtzebuergeschen och nach Franséisch, Däitsch an Englesch schwätzen, dass mir et bis elo esou gutt fäerdegbruecht hunn, esou vill verschidde Kulturen an eiser Gesellschaft ze vereenegen. Dësen Atout dierfe mir eis net futtimaache loossen. Dofir däerf d'Férderung vun der Lëtzebuerger Sprooch ni am Géigesaz zum Erhale vun eiser Méisproochegkeet stoen.

Här President, aus Aktualitéitsgrënn wëll ech och e Wuert iwwert d'Zesummeliewen a Covidzäite soen. Eng Pandemie mécht et eis net onbedéngt méi einfach, de Kontakt ze halen. Stellt Iech vir, Dir plënnert ënnert den aktuellen Ëmstänn an e Land, wou

Dir kee kennt, wou d'Veräinsliewen op ville Plazen am Standby ass, wou Dir keen an engem Restaurant oder an engem Café kënnt begéinen, wou d'Leit a physescher Distanz zuenee liewen. Grad an dësen Zäiten ass et wichteg, dass mir no Léisunge sichen, fir eis nei Matbierger kennen ze léieren a si bei eis wëllkomm ze heeschen.

Déi digital Moyene spillen hei eng ganz wichteg Roll. FaceTime, Skype a Co sollen awer och no der Pandemie net vergiess ginn. Et fält ville Mënschen hautdesdaags méi einfach, fir d'éischt den digitale Kontakt zu hire Matbierger ze sichen, an dofir fuerdere mir als DP, dass déi nei Integratiounspolitik och op d'Moyene vun der Digitalisatioun soll zréckgräifen.

Här President, ech hunn elo den Tour vun deene verschiddenen Acteure gedréint. Mir sinn eis heibanne warscheinlech alleguerten eens, dass si, déi all Dag um Terrain aktiv sinn, de Schlëssel fir eng gelongen Integratiounspolitik sinn. Mir sinn eis och eens, dass déi aktuell Legislatioun op de Leescht muss geholl ginn, fir eng zäitgerecht Offer fir e bessert Zesummeliewen ze schafen.

Wann ee sech elo d'Avise vun deenen eenzelnen Associatiounen, Gemengen, Integratiounskommissioune vun de Gemengen an esou weider ukuckt, mierkt ee séier, dass d'Meenungen allerdéngs och heiansdo auserneeginn. An dat ass, mengen ech, och ganz logesch, well mir Mënsche sinn nun emol all verschidden, onofhängeg vun eiser Hierkonft oder eiser Nationalitéit. An awer hu mir dach all eppes gemeinsam: Mir liewen am nämmlechte Land, an där nämmlechter Gesellschaft a mir hunn alleguerten Interessi, fir gutt mateneen auszekommen.

Loosst eis an deem Zesummenhang och d'Frontalieren net vergiessen. Déi ronn 200.000 Persoune wunnen zwar net zu Lëtzebuerg, mee si kommen all Dag bei eis schaffen. Besonnesch elo an der Covid-19-Pandemie ass eis all nees bewosst ginn, wéi wichteg si fir eis sinn. Allgemeng fënnt e groussen Deel vum Zesummeliewen op der Aarbecht statt. Fir d'DP ass dofir kloer, dass och si an dësen Debatten net vergiess dierfe ginn.

Här President, et ass mir wichteg, nach eng Kéier ze ënnersträichen, dass d'Zesummeliewen eis alleguerten eppes ugeet. Mir all droen eng Responsabilitéit, eise Matmënschen ze hëllefen, si ze respektéieren an, jo, si och an eis Gesellschaft ze integréieren. Wann ee vun Integratioun geschwat huet, huet ee bis ewell just d'Netlëtzebuerger gemengt. Dës Approche ass fir eis als DP net méi zäitgeméiss. Fir eis als DP sollt et an Zukunft méi drëms goen, wéi mir mat eisen ënnerschiddleche Liewensweisen eens ginn. Et geet ëm Akzeptanz, Toleranz a Respekt. Vunenee léieren a matenee wuessen! Dat huet Lëtzebuerg an der Vergaangenheet staark gemaach a wäert eis och an Zukunft staark maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, erlaabt mer op dëser Plaz, am Sënn vun dëser Consultatiounsdebatt am Numm vun de Fraktioune vun der Demokratescher Partei, der LSAP an déi gréng eng Motioun ze deposéieren. Mir fuerderen d'Regierung an dëser Motioun éischtens op, hir Efforten, wat d'Integratioun an en harmonescht Zesummeliewen zu Lëtzebuerg betrëfft, weiderzeféieren. Zweetens soll d'Regierung e Reformprojet op den Instanzewee bréngen, fir den aktuelle legale Kader un d'Erausfuerderunge vun haut a vu muer unzepassen. Drëttens sollt d'Regierung d'Chamber bis Mëtt vum Joer 2021 iwwert de leschte Stand vum Consultatiounsprozess an déi definitiv Konklusiounen informéieren, fir dass eng Debatt stattfanne kann.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le vivre-ensemble harmonieux entre tous les résidents du Grand-Duché de Luxembourg constitue un atout qui devra être promu de manière active et constante ;

- soutenant les efforts permanents du Gouvernement pour favoriser l'intégration et renforcer les liens sociaux entre toutes les personnes qui résident et travaillent au Luxembourg ;

- considérant que les attentes et les besoins en matière de la politique d'intégration ont fortement évolué ;

- rappelant qu'un nouveau département « Intégration » a été créé au sein du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, ayant donné une impulsion supplémentaire aux actions menées en faveur de l'intégration ;

- considérant que l'accord de coalition prévoit d'accorder les moyens nécessaires au Ministère ayant l'intégration dans ses attributions pour mettre en œuvre le Plan national d'intégration, notamment pour adapter le Contrat d'accueil et d'intégration (CAI) ;

- saluant que le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a lancé un large processus de consultation avec tous les acteurs concernés, dont l'objectif est de repenser la politique d'intégration au Luxembourg,

invite le Gouvernement

- à poursuivre ses efforts pour favoriser l'intégration et promouvoir un vivre-ensemble harmonieux au Luxembourg ;

- à élaborer un projet de réforme de la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg en vue d'adapter notre cadre légal actuel aux attentes et défis de notre société d'aujourd'hui et de demain ;

- à faire part à la Chambre des Députés de l'état des discussions entamées dans le contexte du processus de consultation d'ici la fin du premier semestre 2021 et à lui communiquer également les conclusions finales qu'il tire du processus de consultation, en vue d'un débat y relatif.

(s.) Max Hahn, Simone Asselborn-Bintz, Charles Margue.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Max Hahn *(DP)*.- Här President, ofschléissend merci eisem Kolleeg Paul Galles fir dës Interpellatioun, merci der Madamm Ministesch Corinne Cahen fir dësen Débat de consultation. An lech, léif Kolleegen, villmools merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Hahn. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz agedroen. Madamm Asselborn-Bintz, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, gëschter war den Holocaust-Gedenkdag. Et ass e wichtege Rendez-vous, well mer jo esou Joer fir Joer drun erënnert ginn, wat geschitt, wann Haass, Rassismus an Exklusioun op eng entsetzlech Spëtzt gedriwwe ginn. Mee och haut gesi mer nach vill ze vill Beispiller vun Exklusioun an Diskriminatioun an der Welt. A leider och an der EU.

Als LSAP, als Lëtzebuerg, als EU sti mer géint dës Iwwel a férderen dogéint e Bild vun enger oppener Gesellschaft, déi an hirer Diversitéit vereent ass. Dat ass e gutt Stéchwuert fir Lëtzebuerg. Mir sinn e Land, dat bal zur Hallschent aus Netlëtzebuerger besteet, eppes, wat vill Opportunitéite bitt fir eist Land, mee och fir vill Leit, déi heihinner kommen, mee sécherlech och Erausfuerderunge mat sech bréngt.

Fir dass dat Zesummeliewe gutt klappt, fir dass mer wierklech matenee liewen an net just laanschteneen, muss d'Integratiounspolitik eng Prioritéit hei am Land sinn. E liewegt an harmonescht Zesummeliewe vun alle Mënschen an enger Gesellschaft, also e gudde Vivre-ensemble, mee och d'Garantie vun enger sozialer Kohäsioun, dat sinn eiser Meenung no transversal Ziler vun der Politik. Eng Gesellschaft ze bauen, an där jidderee sech erëmfënnt, an där mer universell Prinzippien a Wäerter respektéieren a liewen, mee ënnert deene sech och jiddereen op seng Aart a Weis ausliewe kann, am Respekt vun eisen Ënnerscheeder an eiser géigesäiteger Mënschlechkeet, dorop solle mer all Dag hischaffen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, heiansdo erwëschen mer eis bei deem Gedanken, dass Lëtzebuerg schonn ëmmer e Magnéit fir all Mënsch war. Jo, ab dem Wirtschaftsopschwong duerch d'Eisen- an d'Stolindustrie hu mer tatsächlech vill Leit ugezunn a sinn zu engem Awanderungsland ginn. E Land an eng Gesellschaft sinn awer nëmmen esou gutt, wéi se och hir eege Geschicht kennen. Zu där Geschicht vun eisem Lëtzebuerger Land gehéiert nun emol och, dass mer laang Zäit en Auswandererland waren. Ufank vum 20. Joerhonnert beispillsweis hu 16.000 Lëtzebuerger zu Chicago gewunnt. Ënner hinnen och e bekannten Numm, an zwar den Edward Steichen, deen duerch seng Konscht a Fotografie d'Kultur an Amerika notamment am New Yorker Museum of Modern Art matgepräägt huet.

Dat, wat deemools den Edward Steichen an Amerika war, sinn haut fir Lëtzebuerg eis vill Kolleegen a Frënn, déi aus dem Ausland hei bei eis kommen. Si prägen dëst Land mat, maachen aus eiser Kultur eng richteg grouss Kultur, droen zur Villfalt an eiser Gesellschaft bäi.

A wat wier eis Ekonomie ouni déi vill „Netlëtzebuerger"? Dozou gehéieren natierlech och déi knapp 200.000 Frontalieren, déi all Dag iwwert d'Grenz heihi schaffe kommen. Virun allem an der Pandemie hu mer gesinn, wéi liewenswichteg dës Mënsche fir eist Land sinn. Schwätze mer vu knapp der Hallschent Lëtzebuerger, déi hei am Land wunnen, sou gesäit et op eisem Aarbechtsmarché nach emol aneschters aus: Ongeféier 70 % vun der Main d'œuvre hei zu Lëtzebuerg sinn „Netlëtzebuerger".

Här President, elo stellt lech emol just vir, mir géifen de Stëmmen nolauschteren, déi „Lëtzebuerg de Lëtzebuerger" fuerderen. Ech fir mäin Deel wéilt net an deem Lëtzebuerg liewen.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Am drëtten Trimester 2020 huet Lëtzebuerg eng 445.300 Salariéë gezielt a just 30 % heivu si Lëtzebuerger, also eng ronn 135.000 Salariéen. Ech verroden lech kee Geheimnis, wann ech lech soen, dass Lëtzebuerg esou net fonctionéiere kéint! Léif Lëtzebuerger, léif „Netlëtzebuerger", léif Frontalieren, léif Leit alleguer hei zu Lëtzebuerg, mir si frou, dass Dir Lëtzebuerg dobäi ënnerstëtzt an zu deem maacht, wat et ass. Mir sinn all Lëtzebuerg!

An deem Kontext begréisse mer och ausdrécklech, dass d'Ministesch d'Frontaliere bei dësem Debat matabezitt. Jo, well si verbréngen och e gudden Deel vun hirem Dag hei zu Lëtzebuerg. Fir ze schaffe komme se heihinner, awer net nëmmen. Och si huelen deel um Liewen am Land: Si ginn hei akafen, an den Theater oder an de Kino. An op d'mannst mol fir e gudden Deel vun hirem Dag si se och hei am Land heiheem. Op hir Besoinen an Doleancë muss een och agoen. Och si sollen hire Wee an d'Gesetz fannen.

Mee jo, dës Realitéit bréngt Erausfuerderunge mat sech fir d'sozial Kohäsioun, d'Inklusioun hei am Land, déi mat enger gudder Integratiounspolitik ugaange muss ginn. Dofir si mer haut frou, dass dës Debatt hei gefouert gëtt. 2018 hate mer jo schonn iwwert de Plan d'action national diskutéiert, mat deem mer eis verschidden Ziler ginn hunn, fir den Integratiounsprozess ze stäerken. Mir fannen et follgerichteg, dass mer elo, nodeems mer gesinn hunn, dass d'Ufuerderungen an d'Besoinen a Saachen Integratioun a Vivre-ensemble evoluéieren, eng Reform vum 2008er Gesetz ustriewen.

Mir begréissen, dass d'Madamm Ministesch souwuel d'Associatioune vun der Zivillgesellschaft, déi hiert Wësse vum Terrain abrénge sollen, d'Gemenge mat hiren Integratiounskommissiounen an och elo d'Chamber consultéiert. Ausserdeem, dat huet si jo selwer gesot, sinn nach Débat-publicke virgesinn. An dat fanne mer och ganz gutt esou.

Ech wëll op dëser Plaz awer och dem Paul Galles Merci soe fir seng Interpellatioun.

Här President, Integratioun ass e breet gefächerte Begréff. Wéi de CEFIS a sengem Avis seet, kann e fir verschidden Acteuren a verschiddene Kontexter verschidde Saache bedeiten. D'Sich no enger Definitioun ass zu engem Deel och e politeschen Akt, well se matbestëmmt, wéi een d'Problemer kann ugoen. Engersäits besteet d'Gefor, e Konzept ze enk ze ëmräissen a soumat verschidden Aspekter vun engem Problem ausse vir ze loossen, oder awer eng ze large Definitioun ze ginn, woumat et bal all Wäert verléiert, well et alles an näischt ka sinn.

Als LSAP fanne mer et wichteg, d'Integratioun an hire Gesamtkontext ze setzen. Fir eis ass d'Integratioun e Prozess a keen Zoustand, e Wee a keen Zil. Wa mer Integratioun soen, solle mer am selwechten Otemzuch Vivre-ensemble, sozial Kohäsioun an Inklusioun soen. Well dat ass dat eigentlecht Zil.

Loosst mech kuerz eng Klamer opmaachen: Wa mer vun Integratioun schwätzen, vu Leit, déi op Lëtzebuerg kommen a sech hei am Land um Liewe bedeelege wëllen a sollen, da ginn et déi eng, déi fräiwëlleg heihinner kommen, zum Beispill fir hei ze schaffen, an et ginn och Mënschen, déi aus Misär, viru Verfollgung, Honger a Krich aus hirem Doheem hu musse flüchten an hei bei eis dat sichen, wat dach all Mënsch misst hunn: e séchert a friddlecht Doheem an d'Dignitéit, déi all Mënsch zousteet.

Mir hunn an der Chamber rezent iwwert d'Migratiounsfro diskutéiert an ech wëll och elo net méi hei am Detail drop agoen. Als LSAP-Vertriederin kann ech an deem Kontext awer nëmmen houfreg op den Engagement vun eisem Ausseminister, dem Jean Asselborn, sinn. Et ass esou wichteg, dass grad mir d'Stëmm vun der Humanitéit, jo, scho bal dat gutt Gewëssen an Europa an dëser schwiereger Fro vertrieden. Leider huet Europa an der Verdeelungsfro vu Flüchtlinge versot. Dat ass e klore Constat! An ech schumme mech och fir dat, wat Europa op senge Baussegrenzen zouléisst. A grad dofir muss sech weider ëmsou méi fir eng gemeinsam europäesch Léisung staarkgemaach ginn.

Och wann ech elo net am Detail drop agoe wëll, sou fänkt fir eis den Integratiounsprozess mam Accueil un, dee jo elo am Ausseministère integréiert ass. Deen ass natierlech virun allem och fir Refugiéen immens wichteg.

Um nationalen Niveau musse mer also elo derfir suergen, dass den Accueil vun den DPIe sou gutt wéi méiglech ofleeft. Wat sech méi Gemenge solidaresch weisen a Flüchtlinge bei sech an der Gemeng ophuelen, wat dës Aufgab méi einfach ka geléngen. Et ass wuel kee Geheimnis, dass et extreem schwéier ass, sech an eng Gesellschaft ze integréieren, wann ee wéi an engem Getto ouni Kontakt zu der nationaler Bevëlkerung liewe muss. Mir mussen dezentraliséiert kleng Strukture schafen, fir dass dës Aufgab sou gutt wéi nëmme méiglech geléist ka ginn. Heifir ass et wichteg, dass esou vill wéi méiglech Gemenge Responsabilitéit iwwerhuelen an an deem Fall kleng Strukturen, fir wéinstens zum Beispill eng Famill bei sech kënnen opzehuelen, schafen.

Mee zréck zur Integratioun: En Discours ronderëm d'Integratioun däerf net zu neien Divisioune féiere vun den Integréierten an den Netintegréierten. Nach däerf dat Konzept esou ausgeleucht ginn, wéi wann et eis Lëtzebuerger näischt géif ugoen. Well de Vivre-ensemble geet eis alleguer eppes un. Dofir fanne mer de Versuch, se am Gesetz vun 2008 ze definéieren, och pertinent. Et ass e Prozess, deen à double sens leeft a woubäi den Netlëtzebuerger sech bereet weist, durabel un eiser Gesellschaft deelzehuelen, wärend de Staat him bei dësem Wee um sozialen, wirtschaftlechen, politeschen a kulturellen Niveau beschtméiglech zur Säit stoe kann. D'Integratioun lieft vu Géigesäitegkeet.

Loosst mech eppes kloer soen: Mir stinn net fir eng komplett Upassung un eis Gewunnechten an Traditiounen. Mir wëlle keng Assimilatioun, wou Netlëtzebuerger hir Wuerzelen an en Deel vun hirer Identitéit mussen opginn. Natierlech brauche mer gemeinsam Wäerter a Prinzippien, déi eis ënnerteneen an d'Gesellschaft insgesamt zesummenhalen. Dat si Bindungen, déi mer all gemeinsam liewen, stäerken a verdeedege mussen: Demokratie, Mënscherechter, Dignitéit, Toleranz an Egalitéit. A jo, zu engem Deel gëtt et och eng gewësse kulturell Konvergenz.

Mee gläichzäiteg solle mer och eng Diversitéit ënnert dem Präbbeli vun deene grousse Prinzippien erlaben, jo, encouragéieren. D'Leit sollen hir Wuerzele kënnen als Repère notzen, fir eng Plaz hei an der Gesellschaft ze fannen. Well dës Diversitéit, déi mer ënnert dem Banner vun dëse Wäerter versammele kënnen, mécht eis Gesellschaft méi räich a beräichert d'mënschlech Erfarung.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech benotzen hei ganz gär d'Bild vun engem Orchester: Jidderee soll säin Instrument weider spillen, awer herno all zesummen dat selwecht Stéck. Wat wier en Orchester, wann herno just nach Trompetten do géife sëtzen? En Orchester brauch Trompetten, Flütten, Geien, Perkussioun, also all d'Instrumenter.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Gradesou langweileg wéi en Orchester aus engem Instrument wier eng Gesellschaft ouni verschidden Hannergrënn, ouni déi jeeweileg Wuerzelen a Kulturen. Soulaang mer all zesummen „d'Stéck Lëtzebuerg" spillen, jiddereen op seng Aart a Weis, op sengem Instrument, da komme mer virun.

Här President, ech sinn dovun iwwerzeegt, dass Lëtzebuerg säin Häerz op der richteger Plaz huet an a puncto Integratioun duerchaus e gudde Schüler ass. Lëtzebuerg huet an deene leschte Joren och am Verglach mat anere Länner eng gutt Integratiounspolitik gefouert. Dat soen eis och verschidden Etüden. Loosst mech just eng nennen, an zwar de Migrant Integration Policy Index, wou mer tëscht 2014 an 2019 zéng Punkten zougeluecht hunn, woumat mer kloer iwwert de Duerchschnëtt leien.

Mee, an dat hat mäi Kolleeg Yves Cruchten och schonn an der Heure d'actualité zum Rassismus gesot: Mir däerfen eis net dorobber ausrouen, well och mir hunn net alles richteg gemaach. Et gi sécherlech nach Problemer. An déi däerfe mer net mat Referenz op eis Erfolleger ënnert den Teppech kieren, mee mir sollten deene Problemer an d'Ae kucken, se proaktiv a couragéiert ugoen, well Léisunge fir dës Problemer kommen eis alleguer zegutt.

Ech hat virdrun d'Wichtegkeet vun der Géigesäitegkeet fir en erfollegräichen Integratiounsprozess ugeschwat. Fir dass deem esou ass, muss deen, deen hei an d'Land kënnt, vu wou och ëmmer en ass, en Effort maachen, fir beispillsweis eis Sprooch an eis Liewensaart a -weis kennen ze léieren. Op där anerer Säit musse mir Residenten, déi scho méi laang hei sinn, awer och all Mënsch mat oppenen Äerm an engem oppenen Häerz begéinen.

Loosst mech och e Wuert zur Sprooch soen. Als LSAP gesi mer d'Sprooch als Integratiounssprooch, also Lëtzebuergesch als Integratiounssprooch. D'Regierung huet eng Rëtsch Efforte gemaach, fir d'Lëtzebuergescht ze stäerken. Ech denke beispillsweis un d'Schafe vum Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch. A mir gesinn och ganz vill Efforte vun Netlëtzebuerger, fir dës Sprooch ze léieren. Dat beweisen eis déi ettlech dacks gutt ausgebucht Lëtzebuergeschcoursen nëmmen allze gutt. Hei kéint een nach vläicht eng Schëpp bäileeën, fir eng adequat Offer ze erméiglechen. Et kéint een och driwwer nodenken, d'Coursë fir méi Leit gratis oder zumindest méi erschwénglech ze maachen.

Mee den Integratiounsprozess däerf net op d'Lëtzebuerger Sprooch reduzéiert ginn. Eis komplex Sproochesituatioun mag heiansdo e Fluch sinn, mee et ass awer och e Seegen. Si erlaabt eis als Gesellschaft, fir vill Mënsche méi zougänglech ze sinn, an dat soll och esou bleiwen. Sécherlech kann d'Sprooch eng Barriär sinn, wann een zum Beispill op Gemengenniveau u Reuniounen deelhuele wëll,

well déi ganz dacks op Lëtzebuergesch gefouert ginn. An trotzdeem solle mer awer och eng gewësse Pragmatik un den Dag leeën. An och hei am Haus kéint ee vläicht e puer Efforte maachen, well déi meescht ëffentlech Sitzunge sinn u sech just op Lëtzebuergesch. An et kéint een do vläicht drun denken, herno déi Sitzunge mat Ënnertitelen nozereechen. Dat wär vläicht eng gutt Iddi.

Och wa mer Fortschrëtter gemaach hunn an och wa mer gutt Intentiounen hunn: Liewe mer net awer heiansdo dacks nach laanschteneen? Sinn eis auslännesch Matbierger zwar integréiert an eisem System, happert et awer nach un der Inklusioun?

Am virdrun ugeschwate MIPEX steet, datt eis Politik zwar derzou gefouert huet, dass Netlëtzebuerger als „equals", also Gläichgestallter, ugesi sinn, mee net onbedéngt als Noperen a Matbierger. Mir liewen zwar am nämmlechte Land, mee dacks iergendwéi parallell.

Ech wëll hei och nach eppes widderhuelen, wat d'Taina Bofferding 2018 an der Debatt zum PAN gesot huet a wat éischter nach u Pertinenz gewonnen huet: Mir sinn eis och bewosst, dass et an dëser Thematik Ängschte gëtt, déi mer eescht huelen. A wat mer net maachen, ass, dës Ängschten ze schüren an domadder Politik ze maachen. Mir däerfe keng Illusiounen hunn, Problemer net tabuiséieren, mee mir sollten och net dramatiséieren. Mir sollte virun allem mat Fakte schaffen an net mat Emotiounen.

Här President, an eisen Ae geschitt d'Integratioun virun allem am Alldag. Elo kann ee sech d'Fro stellen, wat dann d'Politik am Alldag a puncto Integratioun bewierke kann. Als Alleréischt kënne mer do emol schonn duerch eist Handelen, méi wéi duerch eis Sprooch, zum Zesummenhalt an enger Gesellschaft bäidroen. Mir brauchen hei am Land keng Spalter a keng Hetzer, esou wéi et där an Europa an an der Welt nach ëmmer leider gëtt.

Grad op dësem Kontinent misste mer wëssen, wouhin et féiere kann, wann een d'Sprooch vum Haass, vum Mir-géint-si, jo, vum nationalisteschen Denke féiert. Et ass eng Flicht als gewielten Deputéiert, awer och als Zivillgesellschaft, eis all Form vun Haass, Diskriminéierung a Rassismus kloer entgéintzestellen.

Integratioun ass, wéi gesot, schonn eng gesamtgesellschaftlech Aufgab. De Staat muss do eng wichteg Roll spillen, mee e brauch och aner Acteuren, notamment d'Gemengen, d'Associatiounen, de Benevolat an am Endeffekt eis alleguer, fir dass den Integratiounsprozess dann och klappt. Mee de Staat kann a muss dëse Prozess encadréieren an erméiglechen, politesch Impulser setzen, fir dass d'Integratioun am Alldag eng Realitéit gëtt.

Ech wëll och hei nach eng Kéier ënnersträichen, dass et a Saachen Integratioun ganz ënnerschiddlech Besoine ginn. Där Diversitéit musse mer och kënne gerecht ginn.

(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)

Zum Beispill hu Jonggesellen aner Besoine wéi d'Primo-arrivanten; Leit, déi eng Aarbecht hunn, anerer wéi Familljen, oder Fraen erëm aner Ufuederungen. Oder: D'Dauer, wéi laang een hei am Land bleift, spillt och eng Roll. Integratioun ass esou villfälteg, dass se sech souguer vu Regioun zu Regioun hei an eisem kleng Land anescht gestalt, mat aneren Erausfuerderungen, aneren Defien an awer och anere Chancen.

Wichteg sinn d'Kennen an d'Verstoe vun Institutiounen an dem Fonctionnement vun eise Prozeduren, fir d'Kennen an Ausübe vun hire Rechter. Och dat ass eng Grondlag fir eng aktiv Citoyennetéit. Hei gëllt et, de Leit, déi nei an eist Land kommen, déi passend Dokumentatiounen a Presentatiounen, awer och aktiv Begleedung zur Säit ze stellen.

Här President, ech ka lo leider net op alles am Detail agoen, mee loosst mech op e puer Punkte vum 2008er Gesetz agoen, virun allem op Instrumenter an Institutiounen, déi geschaaft oder reforméiert gi sinn. Et ass och scho villes virdru gesot gi vu menge Virriedner.

De Contrat d'accueil et d'intégration ass e ganz gudden Usaz, deen duerchaus déi richteg Impulser setzt mat dem Erléiere vun der Sprooch, enger Formation d'instruction civique an engem Orientéierungsdag, well justement dat eng Upak gëtt, e Repère, fir hei zu Lëtzebuerg déi éischt Schrëtt ze goen. D'Ministesch huet dat jo och selwer gesot.

Dem Departement vun der Integratioun no goufe säit Ufank vum Programm 2011 eng 10.000 esou Kontrakter gemaach. Am Ament wieren et eng 2.800 Leit mat esou Kontrakter. Dat ass net näischt, mee ech mengen, wa mer dat an de Kontext vun eisen Immigratiounszuele setzen déi lescht zéng Joer, dann ass do awer nach e bësse Loft no uewen.

Et heescht elo no Piste sichen, fir dëse Programm nach méi attraktiv ze maachen, e vläicht méi no baussen ze affichéieren. Natierlech si mer d'accord, dass dat alles op fräiwëlleger Basis soll lafen. Et kéint een och kucken, ob een dëse Kontrakt zu engem Deel u spezifesch Besoine vun de Leit upasse kann.

Här President, mir sinn eis alleguerten hei eens, an dat hunn ech och scho virdrun héieren, dass de CNE, de Conseil national pour étrangers, reforméiert muss ginn.

(Interruption)

Hunn ech elo eppes falsch gesot?

(Interruption par M. Gusty Graas)

Entschëllegt, et ass „Madamm Presidentin", pardon! Merci, Här Graas. Ech hat dat net gesinn. Ech war elo hei esou konzentréiert, pardon.

(Hilarité)

Une voix.- Hutt Dir keng Aen um Réck?

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Nee, ech hu keng Aen um Réck. Ech gesi se zwar, mee awer net direkt. Voilà.

Op jidde Fall, Madamm Presidentin, Dir a mir sinn eis alleguerten eens, dass de CNE, de Conseil national pour étrangers, reforméiert muss ginn. An och dat ass elo schonn e puermol gesot ginn.

Mir froen eis, ob et net méi pertinent kéint sinn, fir vläicht méi e klenge Grupp opzestellen, dee méi handlungsaktiv an och méi reaktiv ass. Et kann een och consideréieren, ob bei der Zesummesetzung net och den Territoire eng Roll soll spillen, dat heescht, fir dass Leit aus all Regioun aus dem Land present sinn. An déi kennen och d'Realitéit um Terrain aus dem Land.

Mir gesinn den zukünftegen CNE och vläicht éischter an enger Representatiounsmissioun. Dat heescht, amplaz en ze professionaliséieren an als Acteur ze gesinn, deen der Politik mat Expertisen zur Säit stoe sollt, kéint e sech éischter praktesch fir den Integratiounsprozess asetzen, sou de Vivre-ensemble, zesumme mat anere spezialiséierten Acteuren um Terrain. Esou kéint en nämlech de Lien tëschent dem Nationalen an dem Lokale maachen. Dat ass an eisen Aen och ganz wichteg.

Stéchwuert „lokal": D'Gemenge spillen eng wichteg Roll an der Integratioun als staatlech Autoritéit, déi am noosten um Terrain a bei de Leit ass. Dat gëllt engersäits fir den Accueil, mee natierlech och fir den Integratiounsprozess. All Persoun, déi op Lëtzebuerg wunne kënnt, muss sech bei enger Gemeng umellen. Vun enger gelongener Integratiounspolitik vun de Gemenge sinn awer net just d'Netlëtzebuerger betraff, mee all Mënsch, deen nei an eng Gemeng plënnert. Dofir sinn eeben Aktioune wéi déi Wëllkommspätt, déi vu ville Gemengen organiséiert ginn, e wichtegt Instrument, fir en éischte Kontakt mat den neie Bierger opzehuelen.

D'Integratiounskommissiounen, déi ënnert dem Gesetz vun 2008 jo obligatoresch gi sinn, spillen hei och eng eminent Roll. Déi fonctionéiere jee no Gemeng besser oder manner gutt. Dat hänkt ganz dacks vun den eenzelne Schäfferéit of, oder och vun de Presidenten an den eenzelne Memberen an de CCCIe (ndlr: Commissions consultatives communales d'intégration) selwer.

Eng Fête multiculturelle, wéi et se bestëmmt schonn an all Gemeng gouf, ass sécherlech eng ganz flott Geleeënheet, fir aner Kulture kennen ze léieren an eebe Kontakter tëscht de Mënschen hierzestellen. Och Sproochecaféen a Bustouren, déi och scho virdrun ugeschwat gi sinn, si ganz flott Projeten a sinn ze begréissen.

Als LSAP si mer awer der Meenung, dass déi Evenementer an Aufgaben zwar néideg sinn, awer net duerginn. An eisen Aen hunn dës Integratiounskommissiounen nach vill méi Potenzial, wéi dat haut an deene meeschte Fäll de Fall ass. Dofir sollten dës Kommissiounen opgewäert ginn. De Rôle vun dëse Kommissioune muss iwwert d'Organisatioun vu flotte Festivitéiten erausgoen. Si sollen och inhaltlech a berodend wierken a méi direkt um Terrain agéieren. Esou kéinte si zum Beispill eng wichteg Ulafstell si fir déi Leit, déi nei an d'Land kommen, also nei an eng Gemeng kommen. Si kéinten a missten an eisen Aen d'Bierger systematesch iwwer hir Rechter a Flichten opklären.

Et ass net einfach, seng fréier Heemecht hanneru sech ze loossen an eng nei ze fannen a sech do dann och nach direkt zurechtzefannen. Hei kéinten d'Kommissiounen e ganz wichtegen Acteur sinn a weider och nach ginn. Jo, hir Aufgab soll weider déi vum Zesummebrénge vu Mënsche sinn, mee si kënnen awer och op méi engem formelle Plang de Migranten zur Säit stoen an d'Citoyenneté locale férderen.

Et kéint ee sech och virstellen, dass d'CCCIen op Demande vum Schäfferot op ganz spezifesche Sujete schaffe kéinten. Vläicht méi wäit gekuckt, kéinten d'CCCIen e Reservoir si fir Leit mat enger spezifescher Expertis, déi emol an anere Kommissiounen och matschaffe kéinten. Dës Participatioun ass vläicht net ëmmer evident fir Netlëtzebuerger, mee de CCCI kéint do als Mëttelsmann agéieren.

A fir dass déi néideg Kompetenzen do sinn, denke mer och, dass d'CCCIen enk mam CNE sollten zesummeschaffen. Den CNE kéint effektiv als Daachverband vun de CCCIe fonctionéieren, wou Synergien opgebaut ginn an e reegelméissegen Austausch stattfanne kann. E kéint och Formatioune fir Memberen ubidden, Best Practices sammelen, d'CCCIe matenee verbannen. Hei wier eng Zort Kommunikatiounsplattform immens wichteg, fir méi Dynamik eranzekréien.

Gläichzäiteg soll natierlech och de Syvicol seng wäertvoll Aarbecht an deem Domän weiderféieren, sech weider am GRESIL engagéieren an d'Gemengen och weider encouragéieren an ënnerstëtzen, fir a Saachen Integratioun eng gutt Politik op d'Been ze kréien.

Léif Kolleegen, nieft dëse Strukture kënnt och den Associatiounen an dem Benevolat a puncto Integratioun eng ganz wichteg Roll zou. Hir Aarbecht um Terrain, hir Erfarung an hir Expertis sinn eng wichteg Dimensioun an der Integratiounspolitik. Et gëllt, de benevollen Engagement vun alle Matbierger weider ze férderen. De Benevolat ass den A an den O vun engem funktionéierende Mateneen an enger Gemeng a soumat och vun enger gelongener Integratioun. Am Koalitiounsaccord steet, a vläicht gëllt dat jo an dëser Pandemie nach vill méi wéi jee: „De Benevolat muss weider gestäerkt ginn."

De Sport ass an deem Kontext nach ëmmer ee vun de beschte Moyenen, fir sech auszetauschen an nei Kontakter ze knüpfen, wou dat am „wahrsten Sinne des Wortes" op eng spilleresch Aart a Weis ka geschéien. Ech kann Iech do e Beispill aus der Gemeng Suessem ginn, wou d'Kanner an déi Jonk aus eise Refugiéshaiser um Training vun eise Fussballveräiner deelhuele konnten. Et ass souguer eng Ekipp opgestallt ginn, déi zesumme mat anere Fussballveräiner un Turnéieren deelgeholl huet.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Dat ass geliefte Integratioun.

Här President, wichteg Vecteure fir d'Integratioun sinn d'Schoul, d'Aarbecht an d'Participatioun. De Grondstee fir eng gelongen Integratioun, virun allem fir déi Jonk, gëtt an eise Schoule geluecht. „Gläich Bildungschancë fir jiddereen" dierf net nëmmen e schéine Slogan sinn, mee muss endlech nees Realitéit ginn.

Nieft dem soziale Background ass et och de Migratiounshannergrond, verbonne mat de verschiddene Sproochesituatiounen, deen haaptausschlaggeebend fir de Succès oder den Echec grad ewéi d'Orientéierung an eise Schoulen ass. D'Zuele schwätzen hei eng ganz kloer Sprooch: Herrscht an der Grondschoul nach en Equiliber tëscht Kanner mat Lëtzebuerger an engem anere Pass, ass am Lycée eng kloer Opspléckung ze erkennen. Am Classique si knapp 80 % vun de Kanner Lëtzebuerger, a just 20 % hunn eng aner Nationalitéit. Dat kënnt dohier, dass eise Schoulsystem nach aus engem anere Joerhonnert kënnt, zemools wat d'Orientéierung an de Sproochenunterrecht ugeet.

Neen, et geet ganz kloer net drëm, en Nivellement vers le bas ze maachen, mee d'Schoul vum 21. Joerhonnert muss och d'Gesellschaft vum 21. Joerhonnert reflektéieren.

Mir mussen eis hei enger fundamentaler Diskussioun opmaachen, wéi eis Schoul op eis divers an heterogeen Gesellschaft kann agoen. Et dierf net sinn, dass Kanner opgrond vun enger Lacune an enger Sprooch e Beruff oder e Studium net kënnen ugoen. Mir kënnen an dierfen eis et definitiv net erlaben, iwwert déi nächst Jore weider wichtegt Potenzial versträichen ze loossen. Dat gëllt fir Netlëtzebuerger gradesou wéi fir Lëtzebuerger Kanner.

An deem Kontext ass et och net verwonnerlech, dass ëmmer méi international, europäesch Schoulen opkommen. Als LSAP ënnerstëtze mer dës Modeller, souwäit se vum Staat ausginn a gratis sinn, ganz kloer. Mir wëllen awer gläich Chancë fir jiddwereen, fir all d'Kanner aus alle Géigenden. A sollt de Modell vun der sougenannter „europäescher Schoul" Virdeeler bidden, da mussen dës och an de Reegelschoulen ëmgesat ginn.

Une voix.- Très bien!

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Eng Alphabetiséierung op Däitsch bitt sécherlech Virdeeler fir vill Kanner hei am Land, notamment fir déi lëtzebuergesch oder däitschsproocheg. Wann awer méi wéi d'Hallschent scho vu vireran net méi nokënnt, well se déi allgemeng Sprooch net gutt beherrscht, da muss een deem entgéintwierken an et muss eventuell iwwert d'Ubidde vun der Alphabetiséierung op Franséisch als Optioun an eise Schoulen nogeduecht ginn. Ech mengen, dass dat nëmmen eng Pist ass, wéi een d'Integratioun vu Migratiounskanner an eise Schoule verbessere kann.

Ech wëll awer och nach eemol op d'Wichtegkeet vun enger qualifizéierter gratis Nohëllef fir d'Kanner an der Schoul hiweisen. Meng Kolleegin Francine Closener gëtt es net midd, dëst ëmmer erëm ze betounen. Mee grad fir Kanner aus engem sozioökonomesch méi schwaache Stot, bezéiungsweis Kanner, déi eeben aus engem anere Land sinn, wier dëse professionellen Appui esou wichteg, fir richteg matzekommen.

„Sinn och Auslänner bei dir an der Klass?" - „Nee, just Kanner", dat ass en op d'Spëtzt gedriwwenen Dialog tëschent engem Elterendeel an engem Kand, deen awer u sech weist: Wat d'Kanner méi jonk sinn, wat d'Integratioun méi selbstverständlech ass. D'Kanner hu verstanen, dass d'Kanner eebe just Kanner sinn, egal vu wou se hierkommen. Ech mengen, eis Erwuessene géif et och heiansdo hëllefen, wa mer géife gesinn, dass mir och all just Mënsche sinn. Wann d'Integratioun also per se manner e Problem an de Schoulen ass, musse mer derfir suergen, dass och, wat d'Leeschtung ugeet, de Background vun engem Kand keen Theema ass.

En zweeten an alldeeglechen Integratiounsvecteur ass d'Aarbechtswelt. Och de PAN ënnersträicht jo, dass en Accès op d'Aarbecht en zentraalt Element vum Integratiounsprozess ass.

Mee dat ass haut, am Verglach mat fréiere Generatiounen, wéineger de Fall. Dacks gëtt et eng gewëssen De-facto-Segregatioun, déi dem Integratiounsprozess net hëlleft. Ob dat elo de Bausecteur ass oder Consultingfirme sinn, op ganz verschiddenen Niveaue kann een hei zu Lëtzebuerg schaffen a liewen, ouni wierklech mat Lëtzebuerger a Kontakt ze kommen. Dat ass net onbedéngt eng Saach vum Wëllen, mee et ass och e strukturelle Problem. An da gëtt et deemno méi schwéier, sech dann e villfältege Reseau (veuillez lire: e villfältege soziale Reseau) opzebauen. Fir Refugiéen ass dëst deels ëmsou méi wichteg. D'Aarbecht ass nämlech eng Source vu Revenu, mee et gëtt engem Mënsch och Identitéit a Sënn.

D'Associatioune sinn an dësem Kontext och ganz wichteg: D'Formation professionnelle fir Flüchtlinge leeft gréisstendeels iwwer Associatioune wéi ASTI a Caritas. A ganz hëllefräich sinn och hei zwee Programmer vun der ASTI a vun der Caritas: „Connections" an „Neien Ufank", déi bei der Integratioun vun de BPIen an den Aarbechtsmaart hëllefen. Och kéint een hei kucken, ob ee bei der Unerkennung vu Qualifikatiounen oder Kompetenze kéint nei Weeër goen.

Loosst mech awer och e puer positiv Beispiller ginn, wat d'Integratioun duerch den Aarbechtsmarché ugeet: De Projet vum „Chiche!" ass en exzellent Beispill vu sozialer Inklusioun, wou Mënschen duerch Aarbecht gestäerkt ginn, wou Leit erëm e Selbstwäert entwéckelen a sozial a Sproochekompetenzen entwéckele kënnen a gläichzäiteg d'Land duerch hir Kultur méi räich maachen.

Effektiv kënnen d'Iessen an déi kulinaresch Welt e ganz gudde Wee sinn, fir mat anere Leit an d'Gespréich ze kommen, sech méi no ze kommen, trotz verschiddenen Originnen. Den Anthony Bourdain, dat ass en amerikanesche Kach, Journalist an Dokumentarist, deen huet dat erkannt a probéiert, dat a senge Sendungen ze liewen. En Obama-Mataarbechter huet seng Philosophie esou definéiert: "If people would just sit down and eat together and understand something about each other, maybe they could figure things out."

An deem Kontext erlaben ech mer awer och, vun engem kierzleche Besuch am Luxembourg-City Incubator ze erzielen. Esou en Incubator ass eng Plaz, wou nei Wirtschaftsiddien entstinn a Startuppe sech entwéckelen. Zu Lëtzebuerg hu mer där direkt e puer, déi vu staatlecher Säit aus och ënnerstëtzt ginn.

An dësem dynameschen Ëmfeld léiert een dat wierklech Internationaalt kennen. Esou hat ech d'Chance, hei eng Madamm aus Kanada ze begéinen, déi schonns eng Rei Kannerbicher entwéckelt huet, mat deenen d'Kanner op eng spilleresch Aart a Weis nei Sprooche solle léieren. Eng flott Saach!

Nach méi flott ass awer wuel d'Tatsaach, dass si sech elo derzou entscheet huet, fir dëst Buch, wat et scho fir d'Sproochen Englesch, Spuenesch, Chineesesch, Däitsch a Franséisch gëtt - lauter Weltsproochen also -, och fir d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch erauszebréngen. Eng Fra, eng Awanderin, déi emol nach net ee Joer hei zu Lëtzebuerg schafft, setzt esou ee Projet ëm. Dat ass dach Integratioun par excellence!

En drëtte wichtege Volet, op deen ech nach ze schwätze kommen, ass d'Participatioun. Integratioun geet nëmmen iwwer Participatioun! Déi sozial, mee awer och déi politesch.

Ech wëll Iech gären och nach e Beispill aus menger Gemeng ginn, woubäi ech bemierke wëll, dass och an anere Gemenge ganz vill esou Projete lafen. Mee ech kennen eeben deen heiten am beschten, dofir zielen ech dann dovunner.

Mir hunn an eiser Gemeng mat eise Veräiner a Benevolle Gemeinschaftsgäert an d'Liewe geruff. Hei kënnen net nëmmen eenzel Matbierger sech Parzelle lounen, déi keng Chance hunn, doheem e Gaart ze hunn, mee virun allem och verschidden Acteure wéi Kanner aus eise Schoulen, Maison-relaisen, an eeben eis Matbierger, déi an eise Strukture fir Flüchtlinge liewen. Do gëtt dann zesummen

am Gaart geschafft a sech ausgetosch - och geliefte participativ Integratioun.

An da spillt d'Kultur natierlech eng wichteg Roll. Ech erënneren hei un dem Serge Tonnar säi Projet „Mir wëllen iech ons Heemecht weisen", oder och mam Sylvia Camarda zesumme „Letters from Luxembourg", wou ganz aktiv mat Flüchtlinge geschafft ginn ass. Iwwert de Wee vun der Musek, dem Theater oder dem Danz ass esou vill méiglech. An do gëtt et keng Barriären, keng sproochlech a keng sozial.

Bei Participatioun musse mer awer natierlech och iwwert déi politesch Participatioun schwätzen. Ech wëll och elo keng grouss Diskussioune lancéieren, mee trotz dem Referendumsresultat vun 2015 muss sech weiderhin awer och nach d'Fro gestallt ginn, ob mer net awer en ze groussen Demokratiedefizit hunn, wa mer e Groussdeel vun eiser Gesellschaft komplett aus dem politesche Prozess ausschléissen.

Nodenke musse mer och, wéi Netlëtzebuerger besser op Gemengenniveau participéiere kënnen.

(Interruption)

Hei kënne se zwar matwielen. Et gëllt awer, och nach aner Weeër ze sichen, fir se och an de politeschen Alldag méi matanzebannen.

Här President, e Problem, dee souwuel Lëtzebuerger wéi och Netlëtzebuerger ... „Madamm Presidentin" ass et nach ëmmer. Entschëllegt.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance*.- Kee Problem.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Dat ass, wann een eppes ofliest an net kuckt, wat ronderëm ass.

Madamm Presidentin, e Problem, dee souwuel d'Lëtzebuerger wéi och d'Netlëtzebuerger betrëfft, ass dee vun der Aarmut, deen duerch déi aktuell Logementsproblematik nach weider an d'Luucht geet an och duerch d'Coronakris sécher net besser gëtt. Wann déi sozial Ongläichheete wuessen, wann d'Leit sech keen Daach méi iwwert dem Kapp kënne leeschten, wat d'Onzefriddenheet an enger Gesellschaft ëmmer méi grouss a wat den Zesummenhalt ëmmer méi kleng gëtt.

Manner Zesummenhalt a manner Toleranz heescht manner Chancë fir eng gelongen Integratiounspolitik. Dofir muss en vue vun déser Integratiounspolitik d'Aarmutsbekämpfung d'Prioritéit Nummer eent vun der Lëtzebuerger Politik sinn a bleiwen.

Déi héich Logementspräisser sinn iwwerdeems och eng grouss Hürd fir BPIen, déi ze dacks am Foyer wunne bleiwe mussen, well se keng erschwénglech Wunnengen um Marché fannen. Dat ass natierlech och Gëft fir den Integratiounsprozess a schléit dacks Dieren zou.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, dës Beispiller weisen déi transversal Natur vun der Integratiounspolitik. Wichteg ass eng gutt Zesummenaarbecht tëscht de verschiddene Ministèren a mat all deenen aneren Acteuren, fir dass dëse Prozess reusséiere kann. Dat muss erëm kloer am Gesetz verankert ginn.

Ech wëll awer nach kuerz e weidere Volet uschwätzen, deen an eisen Aen zentral ass, an zwar d'Lutte géint d'Diskriminatioun. D'Diskriminatioun ass prinzipiell inakzeptabel, mécht den Integratiounsprozess méi schwéier an ënnergréift déi sozial Kohäsioun. Nëmme mam Ofleene vun allméiglechen onbegrënnte Virurteeler kann een iwwerhaapt oppe fir Toleranz an Integratioun sinn. Dat ass den absolutte Minimum.

Mee doriwwer eraus musse mer aktiv d'Diskriminatioun bekämpfen. Mir mussen d'Realitéit vun der Diskriminatioun akzeptéieren. Am Juli 2020 hate mer an der Chamber jo eng Debatt iwwert de Rassismus. Och mir zu Lëtzebuerg hunn eng méi staark Prise de conscience zum Problem entwéckelt am Kader vun de Protester vun der Black-Lives-Matter-Beweegung. An dat ass wichteg a richteg.

Mir hu mam modifizéierte Gesetz vun 2006 u sech e relativ robuste Kader, wat d'Diskriminatioun ugeet. Mee mir wëssen alleguer: Dat geet net duer! Mir héieren nach vill ze vill dacks vu Virfäll, respektiv vill - warscheinlech déi meescht - kréie mer der iwwerhaapt net mat, well se net konsequent erfaasst ginn. Dat ass zum Beispill beim Rassismus de Fall, mee och beim Antisemitismus. Dobäi ass et grad wichteg, esou Donnéeën ze hunn, fir d'Problemer kënnen ze ëmräissen an dann adaptéiert Léisungen ze fannen.

Wat d'Thematik vum Rassismus ugeet, huet d'Ministesch jo ugekënnegt, eng Etüd zum Phenomeen vum Rassismus duerchzeféieren an op där Basis pertinent Mesuren auszeschaffen. Mir begréissen dat an hoffen, dass mer do deemnächst och handele kënnen.

Och wat den Antisemitismus ugeet, gëtt jo un engem nationalen Aktiounsplang geschafft, deen och d'Capacitéiten zur Erfaassung vu Virfäll verbessere soll.

Mir stinn dann nach ëmmer hannert der Fuerderung, dem Centre pour l'égalité de traitement, deen un d'Chamber rattachéiert ass, méi Moyenen ze ginn, fir dass e senge Missiounen och méi effikass nokomme kann. Dat ass och eng Recommandatioun vun der ECRI, also der Europäescher Kommissioun géint de Rassismus an d'Intoleranz.

Madamm Presidentin, Kolleegen a Kolleeginnen, ech wëll nach kuerz e Wuert zu enger rezenter Diskussioun soen, déi ronderëm e Webinar „non-mixité racisée" vu Lëtz Rise Up opkomm ass. Als LSAP gesi mer schonn de Sënn a vun esou Peer-to-Peer-Reuniounen. Et ass e sougenannte Safe Space, wou ee sech sécher fillt, wou nämlech Leit mat änlechen Erfarunge sech austausche kënnen, Problemer destilléiere kënnen a gemeinsam Repèren opbaue kënnen, ouni dass dës Experienz relativiséiert gëtt oder Diskussiounen ofgewiergt ginn. D'Recherche huet d'ailleurs och gewisen, dass dës Netmixitéit positiv Effekter kann hunn.

Mee dës Methodologie soll och just en éischte Schratt zu engem Prozess ginn. Et ass kloer, dass dëst dann an en Integratiounsprozess afléisse muss, zur Mixitéit féieren a Problemer léise soll. Et däerf net nëmme bei deene Peer-to-Peer-Gruppe bleiwen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech komme sou lues zum Schluss. Eppes ass kloer: Integratioun ass e komplexe Prozess, deen een nuancéiert ugoe muss an an deem eng Rëtsch vun Acteuren eng Roll ze spillen hunn. De Vivre-ensemble ass d'Leitmotiv fir eng gutt Integratiounspolitik. Dat neit Gesetz sollt heifir de Kader ginn, mee et ass un eis alleguer, déi Strukturen da mat Liewen ze fëllen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fred Keup *(ADR)*.- Madamm President!

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance*.- Jo, Här Keup. Madamm Asselborn-Bintz, erlaabt Dir, dass den Här Keup Iech eng Fro stellt?

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Jo.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Madamm Presidentin. Ech wollt just emol eng Kéier soen: Dir hutt gesot, d'Auslänner wären ausgeschloss. Ech mengen, si kënne fir d'Gemengewale wielen, si kënne fir d'Europawale wielen, si kënne fir dat Parlament wielen, wou se d'Nationalitéit hunn, wéi dat jo virun e puer Deeg war mat de Presidentschaftswale fir Portugal, a wa se wëllen, da kënne se och d'Nationalitéit unhuelen an och hei matwielen. Dat ass net esou kompliziéiert. Ech géif also soen, dass se eigentlech net ausgeschloss sinn.

Meng Fro ass awer eng aner. Wann ech elo richteg verstanen hunn, hutt Der geschwat, fir an der Primärschoul d'Alphabetiséierung op Franséisch als Alternativ unzebidden. An do wollt ech Iech froen: Ass dat dann awer net konträr zu Ärer Iddi trotzdeem, dass mer d'Kanner gemeinsam an d'Schoul solle ginn an net trennen? Well dat géif jo am Endeffekt heeschen, dass mer d'Kanner trennen. Ech soen elo: d'Lëtzebuerger an deen traditionelle System an déi romanofon Kanner dann an dee frankofone System.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Also, fir eis kéint dat zesummespillen. Dat heescht, engersäits kann een op Däitsch alphabetiséieren an et kann een op Franséisch alphabetiséieren. Dat hänkt jee no Klassen of, jee no Schoulen of, jee no Regiounen of.

(Interruption)

Fir eis ass dat net onbedéngt eng Trennung, mee dat ka ganz gären en Zesummespill sinn.

(Interruption)

M. Fred Keup *(ADR)*.- Dat wier et jo net ...

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Dat geet och sécher, well mir hu Klassen, mir hu Schoulen, déi dat maachen. Ech kann do och vun engem Beispill zielen, erëm aus menger Gemeng, do gëtt et eng nei Schoul, déi dat och ka maachen.

(Interruption)

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci.

Mme Simone Asselborn-Bintz *(LSAP)*.- Merci.

Mme Djuna Bernard, *Présidente de séance*.- Merci, Madamm Asselborn-Bintz. Als nächsten ageschriwwene Riedner kritt den Här Charles Margue d'Wuert. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Merci, Madamm Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Paul Galles an der Madamm Minister dofir, dass mer dës Debatt hei kënne féieren. „Zesummeliewen", „zesumme Lëtzebuerg", et sinn e puer Stéchwierder an deenen Interventiounen elo grad viru mer gesot ginn, wéi mer déi Integratiounsdebatt vläicht kéinten an Zukunft ëmbenennen. D'Iddi vun der Family of Man zu Clierf huet mer och elo grad ganz gutt gefall.

Et ass e Moment vun enger politesch noutwendeger Diskussioun, déi zu engem hoffentlech breede Konsens hei féiere wäert, hei an der Chamber an an der Gesellschaft dobaussen.

An der Note de cadrage vun der Madamm Minister ass den Objet an d'Method vun der Consultatioun, fir d'Integratiounsgesetz op de Leescht ze huelen, beschriwwen. Merci dofir, dass d'Chamber zu dësem Moment agebonnen ass, an, wéi de Max Hahn et an der Motioun, déi mer zesummen deposéiert hunn, ernimmt huet, wäerte mer jo dann herno kënnen zum Konsens kommen, fir d'Konklusiounen zesummen aus där ganzer Consultatiounsdebatt hei an dësem Haus ze zéien.

Villes ass elo vu menge Virriedner gesot ginn, deem ech mech kann uschléissen. Et ass op villes higewise ginn, notamment Initiativen, déi an de Gemenge lafen, fir d'Zesummeliewen an dat gutt Mateneeliewen zu Lëtzebuerg ze erméiglechen.

D'Fro, déi sech haut zu Lëtzebuerg, also fir den Territoire, en ass genannt ginn, vun 2.586 Quadratmeter mat Leit vun iwwer 180 Nationalitéite stellt, ass déi, wéi gesot, vum alldeeglechen Zesummeliewe vun all dëse Mënschen. Näischt manner!

Liewe mir zesummen? Déi, déi mech kennen, kennen déi Froen, déi ech mer ëmmer stellen. Liewe mer niefteneen? Liewe mer mateneen? A wéi stelle mir eist d'Liewen an der Zukunft vir hei am Land?

Mir Gréng sti fir eng Integratiounspolitik, där hiert Zil de soziale Fridden an d'Zesummeliewe vun alle Leit, déi hei wunnen a schaffen, ass. Et ass scho gesot ginn, mee et ass wichteg ze ënnersträichen: D'Integratioun ass fir eis Gréng e kontinuéierlechen inklusive Prozess, an deem mer un engem gemeinsamen Nenner schaffen, engem „plus grand dénominateur commun", fir en Nenner ze schafen, dee fir eis Gesellschaft spezifesch ass, soudass jiddweree sech un der Gesellschaft ka bedeelegen a sech an hir kann entfalen.

Fir eis ass et wichteg, dass mir zu Lëtzebuerg all zesummewuessen, fir eppes Gemeinsames ze schafen. Mir schwätzen eis ganz kloer géint e Modell vun Assimilatioun aus. An de Communautarismus dierf och kee Modell fir Lëtzebuerg sinn. Fir dass d'Integratioun déi nächst Joren zu Lëtzebuerg Realitéit gëtt, brauche mir e Projet fir Lëtzebuerg, e gemeinsame Projet fir all déi Leit, déi zu Lëtzebuerg liewen a schaffen.

D'Debatt vun haut soll hëllefen, an den nächste Méint mat allen Acteuren aus der Zivillgesellschaft e Kontrakt ze erschaffen, mat alle Rechter a Flichten, déi e gutt Zesummeliewen an den nächste Jore weiderhi méiglech maachen a verbesseren hei zu Lëtzebuerg. D'Realitéit vun de Parallellwelten hei zu Lëtzebuerg muss iwwerwonne ginn.

An deene leschte Jore gouf zu Lëtzebuerg schonns vill um Nationbranding geschafft. Deen eleng geet allerdéngs net duer, mee mir brauchen och en Nationbuilding - et gouf schonn eng Aktioun „Making Luxembourg" -, well ouni dass mir eis eens sinn doriwwer, wat eis als Awunner hei am Land verbënnt, kënne mer dat och net mat Glafwierdegkeet no baussen droen a vertrieden. Oppen, zouverlässeg an dynamesch sinn déi dräi gemeinsam Charakterzich, déi schonns eng gutt Basis fir de gemeinsamen Nenner sinn. Dëse gemeinsamen Nenner, fir wat mir, fir wat Lëtzebuerg steet, soll esou breet wéi nëmme méiglech an den nächste Jore ginn.

Eng Kultur vum géigesäitege Versteesdemech, vun Interesse, vu Virwëtz, vun Toleranz a virun allem vu Solidaritéit an Inklusioun sinn an eisen Ae weesentlech, fir de Mateneen ze stäerken. Duerfir musse mer eis besser kenne léieren a méi openeen duergoen. „Mir", domat schwätzen ech jiddwereen un, deen hei am Land schafft a lieft. Mir brauchen also Plaze vun Dialog. D'Äntwerten op d'Fro, wien a wat mer als Lëtzebuerger Gesellschaft sinn a wou mer hiwëllen, fanne mer am Dialog an an der Ausenanersetzung ee mat deem aneren. An dofir musse mer där Raim schafen, wou deen Dialog gefouert gëtt. An engem Land vu méi Mateneen a manner Individualismus gëtt deen Eenzelne méi staark, méi resilient.

Ech maachen hei elo bewosst eng Allusioun op eis Debatt vun der leschter Woch iwwert de Suicide an d'mental Gesondheet. De Mënsch ass manner fragill an enger Gesellschaft, wou d'Solidaritéit keen eidelt Wuert ass: e fréndlecht Laachen, e Gespréich, nolauschteren, e gudde Rot, eng Hand reechen, e Mënsch begleeden, him de Wee weisen. E grousse Merci un all Benevoll an alle Beräicher - Soziales, Sport, Kultur, Accueil vun de Refugiéen -, si leeschte Weesentleches fir eist Zesummeliewen zu Lëtzebuerg!

Lëtzebuerg ass e Mosaik mat groussen a klenge Steng an alle Faarwen. E Mosaik ass awer e Ganzt, e grousst Bild, wat ee besser erkennt, wann een e wéineg op Distanz geet. Da gesäit een, wéi dat Bild Lëtzebuerg ausgesäit a wéi et ëmmer méi faarweg gëtt, méi Steng derbäikommen a virun allem, wéi dat Bild sech lafend verännert. An zu engem Mosaik gehéieren all déi Steng a si hunn all eng Plaz zegutt.

Mir Gréng sinn 2018 an d'Wale gaange mam Slogan: „Zukunft, Zesummenhalt, gutt Liewen. Well mer eist Land gär hunn." Dat ass net just e Slogan, mee ass richtungsweisend, wéi mir d'Integratiounsfro wëllen ugoen, wéi mir zu Lëtzebuerg wëllen an Zukunft zesummeliewen.

Madamm Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn haut an enger Situatioun, wou zwee Drëttel vun de Leit der Meenung sinn, dass mer méi niewentenee liewe wéi mateneen. Eis Ambitioun ass kloer e Méi un Zesummeliewen. Ech ka mech erënneren un Zäiten, wou méi Leit der Meenung waren, dass mer géifen niewentenee liewen. Entschëllegt déi Wuertspillereien, mee se si weesentlech.

Mee d'Zesummeliewe muss ee léieren, muss ee wëllen. Et geet ëm en dynameschen, permanente Prozess, deen duerch d'Vitess vun der Entwécklung an déi méi grouss Diversitéit zu Lëtzebuerg e besonnesch komplizéierte Prozess ass. An asoufern ass Lëtzebuerg schwéier vergläichbar mat anere Länner iwwerhaapt.

E Mënsch, deen op Lëtzebuerg liewe kënnt, ka mam beschte Wëllen net wëssen, wat hie genee erwaart. Den Alldag kritt e vläicht beschriwwen, ier en op Lëtzebuerg kënnt. Et kann ee sech och am Virfeld dokumentéieren a sech informéieren, doropshi mécht ee sech dann eng gewësse Virstellung. A wann een dann hei ass, da mierkt een, dass Lëtzebuerg richteg komplex ass, dass dat, wat ee gesot krut, net falsch ass, mee ze kuerz gegraff ass. Dass hei vill Sprooche geschwat ginn, weess jiddwereen, wann e kënnt, awer net onbedéngt, dass mer wierklech à la base en dräisproochegt Land sinn, a mat allem, wat dat heescht.

Lëtzebuerg ass e Migratiounsland, Auswanderung an Awanderung bestëmmen d'Geschicht vun dësem Land, vun dëser, eiser Regioun. D'Geschichtler ënner eis wësse besser wéi ech, wat déi Grenze vu Lëtzebuerg vun haut an der Vergaangenheet bedeit hunn. Et wandert een, wann et engem schlecht geet, op eng Plaz, wou een op e bessert Liewe fir sech a fir seng Famill hofft. Dat charakteriséiert déi grouss Migratiounsstréim, inklusiv d'Migratiounsstréim vun de Lëtzebuerger, déi d'Land verlooss hunn, wéi et hei, wéi ee géif soen, „näischt ze räissen an näischt ze bäisse gouf".

No Leit aus Italie koume Leit aus Portugal, mat de Leit aus hire fréiere Kolonien, notamment de kapverdeschen Inselen. Déi lescht Jorzéngte koume Leit op Lëtzebuerg, fir Aarbecht ze fannen, an et koume Mënschen, verdriwwen duerch de Krich an hire Länner, vum Balkan, aus dem Noen Osten an aus Afrika.

Wéi mer eis esou lues vun der Kris vun 2008 erholl hunn, koumen aus Südeuropa ganz vill héich qualifizéiert jonk Leit op Lëtzebuerg, ugezu vun eisem Besoin un Akadeemiker, aus Zentraleuropa, aus Länner wéi Bulgarien, Rumänien, Ungarn an esou weider.

An dann hu mer och Leit aus eisen Nopeschlänner. Haaptsächlech aus Frankräich komme vill Leit op Lëtzebuerg schaffen an och ëmmer méi wunnen. D'Fransouse sinn déi Communautéit, déi am stäerkste wiisst, a si sinn no dem Véierel Lëtzebuerger an der Stad mat 17 % do déi stäerkste Bevëlkerungsgrupp.

Mir hunn also verschidde successiv Migratiounswellen aus geografesch ënnerschiddleche Géigenden, mat Leit vun aneren Traditiounen a Kulturen, déi aner Sprooche schwätzen an och aner Qualifikatiounen, also Beruffsqualifikatiounen, hunn. De CEFIS schwätzt hei zu Lëtzebuerg vum Begrëff vun der „Superdiversitéit", wat Lëtzebuerg de Moment ugeet. Lëtzebuerg ass deemno en Awanderungsland par excellence, mat enger Awanderungskultur a -gewunnecht. Mee eis Integratiounspolitik, ech mengen, mir sinn eis eens, leeft der Dynamik hannendrun. Och dofir ass dës Debatt ze begréissen.

Derbäi kënnt dann och déi alldeeglech Migratioun vun iwwer 200.000 Frontalieren, mat deene mer zu Lëtzebuerg zesumme schaffen. Vill vu menge Virriedner hunn d'Problematik vun de Frontalieren ugeschwat, ech wäert haut net därmoossen dorop agoen.

Dës demografesch Eckwäerter brénge mech och direkt zur éischter Fro: Wien ass vun der Integratioun concernéiert? Fir dass Integratioun Erfolleg kann hunn, soll, misst jiddweree säint derzou bäidroen, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, ob se scho laang oder eréischt kuerz am Land wunnen, an och d'Frontalieren an engem gewëssene Mooss. An et mécht en Ënnerscheed, deen „Net-" mécht en Ënnerscheed, well et huet een aner Rechter an et huet ee verschidde Rechter net am Land. Mir sollen eis do net an enger Diskussioun verrenne vun: „Et ass alles schéin, et ass jiddweree Mënsch."

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Nee. Mir hunn net déi selwecht Chancen, deemno a wéi enger Situatioun mer sinn, deemno wéi ee Pass mer hunn.

De Moment leie mer tendenziell bei liicht iwwer 40 % vu Leit mat exklusiv Lëtzebuerger Pass an on-

geféier gradesou vill Persoune mat engem oder méi auslännesche Päss. Wat net esou aus de Statistiken ervirgeet ass, dass - schätzen ech - op d'mannst 15 % vun de Leit hei am Land déi duebel Nationalitéit hunn. D'Ministesch huet dat ugeschwat mat där kokasser Problematik, déi dann am CNE op eng Kéier opkoum.

Vun de Lëtzebuerger wësse mer schonns zanter der Etüd „Baleine" vun 1995, dass bei 45 % op d'mannst ee vun den Elteren oder Grousselteren net Lëtzebuerger war. Sou vill zum „Auslänner-Migratiounshannergrond" zu Lëtzebuerg. Domat war 1995 d'Diskussioun iwwert de Mythos vum Stacklëtzebuerger lassgetréppelt a mat deem Mythos ass quasi opgeraumt ginn deemools.

D'Bierger sinn awer och op anere Punkten differenzéiert: Mir hu soziodemografesch Ënnerscheeder, verschidden Altersgruppen, Aarbechtsprofiller, Qualifikatiounen, Ethnicitéiten, Genderidentitéiten, Leit mat Besoins spécifiques. Dës Leit mat hiren diversen Identitéiten hunn net déi selwecht Chancen, well, fir mam Pierre Bourdieu ze schwätzen, se net dee selwechte Capital économique an och net dee selwechte Capital social hunn.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- Déi demografesch Realitéit weist also, dass een net vun enger dominanter Majoritéit ka schwätzen, an déi en anere sech misst/sollt integréieren. Fir déi gréng ass esou eng Siichtweis och souwisou net wënscheswäert an net akzeptabel. Ech erlabe mer, de CEFIS ze zitéieren: « Une nouvelle société est donc à inventer et à construire ensemble. » An ech hat et schonns gesot: Mir brauchen e Projet fir Lëtzebuerg, fir zesummen eis Zukunft ze plangen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Historiker Michel Margue, deen ech hei och wéilt zitéieren, géif ech et esou soen: „Mir wëlle bleiwen, wat mer ginn."

Mir hunn net onbedéngt ausgesicht, zu Lëtzebuerg ze liewen an zesummen hei ze liewen. Mir si keng Communauté de choix. Nee, mir sinn eng Communauté de destin. Mir sollten dovu profitéieren an d'Geleeënheet notzen, méi dorauser ze maachen.

Fir eis Gréng sinn d'Ziler vun der Integratiounspolitik kloer: de soziale Fridden, en harmonescht Zesummeliewen a gläich Chancë fir jiddwereen an engem Lëtzebuerg, an deem jiddweree sech erëmfënnt a wa méiglech och wuel fillt.

Wat ass Integratioun dann? Ech widderhuelen dat, wat vill vu menge Virriedner gesot hunn, mee et ass och déi gréng Positioun, duerfir wäert ech se explizitt nach eng Kéier soen. D'Definitioun vum CES vun 2014 an och déi, déi de CEFIS, de Syvicol, d'ASTI, d'UEL an anerer benotzen, hunn eng Partie Elementer gemeinsam:

Integratioun ass e konstante Prozess. Integratioun betrëfft jiddwereen. Jiddwereen ass dru bedeelegt. Et geet also net duer, fir vun deene Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, ze verlaangen, datt si sech hei integréieren. D'Verantwortung fir eng gelongen Integratioun deele mer all. Integratioun erlaabt e bessert Zesummeliewen, fir och an der Gesellschaft ze liewen an net dernieft ze liewen an net a senger Parallelwelt ze liewen. Integratioun baséiert op gedeelten Normen a Wäerter, déi zesumme mussen ausgeschafft ginn.

Dat ass eng vun den Aufgaben, déi déi nächst Méint a Joren ze bewältege sinn. Et ass un der Politik, sech d'Mëttelen ze ginn, fir d'Adhesioun un dee gréisste gemeinsamen Nenner hierzestellen. Dat ass eis politesch Verantwortung.

Op der Madamm Ministesch hir Fro, wéi eng Approche vun Integratioun mir favoriséieren, kënne mir Gréng dann och eng kloer Äntwert ginn: Et ass déi interkulturell Approche. Dat ass eise Wonsch. Dat ass eis Method. Dat ass eisen Éiergäiz. Dat ass dat Zil, wat mer hunn, an d'Method. Fir eis ass eng interkulturell Approche och eng, déi mat der Heterogenitéit vu Besoine kann ëmgoen, déi hei am Land present sinn.

Ech erkläre mech: Egal, wéi differenzéiert d'Leit hei am Land sinn, si sinn, wéi schonns gesot, all vun der Integratiounsdemarche betraff. Si hunn trotzdeem vill ënnerschiddlech Besoinen. Déi eng Persoune brauchen Orientéierung, wéi eis Gesellschaft funktionéiert oder fir sech an administrativen Demarchen erëmzefannen. Anerer sinn zwar versséiert, fir an engem kosmopolitesche Land ze liewen, brauchen awer Ënnerstëtzung, fir Däitsch, Franséisch oder Lëtzebuergesch ze léieren.

Eis Integratiounspolitik muss also mat der grousser Heterogenitéit vu Besoine kënnen ëmgoen a muss et alle Leit erlaben, vun der Integratiounsdemarche ze profitéieren. Awer net jiddwereen am selwechte Mooss, well déi Mënschen, déi besonnesch vulnerabel sinn, brauchen natierlech och eng besonnesch Hëllefstellung, fir dass si sech och kënnen abréngen. Ech denken do notamment un d'Refugiéen, deenen hir Integratiounsdemarchen nach zousätzlech erschwéiert kënne ginn duerch déi traumatesch Erliefnisser, duerch d'Trennung vun hirer Famill an hiren eventuell och onséchere Statut wärend der Prozedur.

An de Strukturen ass d'Personal, dat si encadréiert, e wichtege Vecteur fir hir lokal Integratioun, fir si direkt am Ufank ze begleeden a Richtung vum Matmaache bei kulturellen, edukativen a sportlechen Aktivitéiten. Et ass also wichteg, dass d'sozioedukativ Ekippen an de Strukture grouss genuch sinn - ech weess, et ass net einfach -, fir dee wichtegen Encadrement ze garantéieren. Den Accès op Formatiounen oder Wunnraum, d'Virbereedung op den Aarbechtsmarché an eng méi autonom Gestaltung vun hirem Liewe sinn nëmmen e puer Punkten, op deene mer d'Refugiéë musse weider a besonnesch ënnerstëtzen. Meng Virriedner hunn dat och scho verdäitlecht.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, loosst mech kuerz op d'Acteure vun der Integratiounspolitik agoen. Fir eis ass d'Integratiounspolitik eng Politik, déi net aleng d'Responsabilitéit vum Eenzelnen ass, si concernéiert vill Acteuren: de Staat a seng Verwaltungen, d'Gemengen, d'Entreprisen, d'Beruffskummeren, d'Gewerkschaften, d'Kulturbetriber, d'Veräiner an d'Associatioune mat hire Benevollen.

Une voix.- Très bien!

M. Charles Margue *(déi gréng)*.- De Staat huet virop eng enorm Roll. An d'Verantwortung fir e gutt Zesummeliewe läit net eleng bei der Integratiounsministesch. Et ass eng transversal Aufgab, fir déi ganz Exekutiv a fir eis heibannen. Eis ass et kloer, dass sozioekonomesch Ongläichheete kee gutt Zesummeliewen ervirbréngen. Fir eis ass d'sozial Gerechtegkeet eng Konditioun, d'Basis vun engem gudden Zesummeliewen. Integratioun ass an deem Sënn, wéi gesot, en transversaalt Theema an net just eng Fro vun Nationalitéit a Sprooch, och wa Vereenzelter et virun allem heirop wëlle reduzéieren.

Och wann et laut dem MIPEX, deen d'Integratiounspoliticken evaluéiert, a ville Beräicher nach munches ze maache gëtt, esou ass et awer gutt, dass generell e positiven Trend ze gesinn ass. D'Simone Asselborn huet elo grad drop higewisen.

D'Verstäerkung vun der sozialer Kohäsioun fir e bessert Zesummeliewe muss eiser Meenung no en Zil an alle politesche Ressorte sinn - Kultur, Sport, Educatioun, Logement -, déi ech scho genannt hunn. D'Integratioun fonctionéiert och nëmmen, wann d'allgemeng Ziler op de lokalen Niveau erofdeklinéiert ginn an och do ëmgesat ginn.

Dat bréngt mech op d'Gemengen. Den aktuellen Integratiounsplang seet et ganz richteg: D'Integratioun spillt sech um lokalen Niveau of, well am Quartier oder am Duerf vill vun den tëschemënschleche Kontakter stattfannen an och hei eng Verbonnenheet mam Land kann entstoen.

Eng representativ Etüd bei 1.119 Persounen hei am Land am September/Oktober 2019 huet gewisen, dass zwee Drëttel vun den Netlëtzebuerger sech mat Lëtzebuerg als Land, 55 % mat Europa staark verbonne fillen an awer nëmmen 53 % mat der Uertschaft, wou se wunnen, sech verbonne fillen. Do ass Sputt no uewen. Wa mer Integratioun wëlle lokal gestalten, da musse mer och kucken, dass d'Leit an den Uertschaften, wou se wunnen, ukommen. An et ass virdrun ugeschwat ginn, dass vill Leit vun enger Gemeng an déi aner hei am Land plënneren. Et sinn also net just Leit, déi aus dem Ausland heihi kommen.

Vill Gemenge sinn extreem aktiv an engagéiere sech an Zesummenaarbecht mat oder op Initiativ vun hiren Integratiounskommissiounen an och den Associatiounen fir e bessert Zesummeliewen an hirer Gemeng. D'Simone Asselborn huet och e puer Beispiller elo grad genannt.

Speziell zënter der Flüchtlingskris vun 2015 gëtt et en ëmmer méi grousst Bewosstsäin, wat dëse Rôle vun de Gemengen ugeet. Dat huet zu méi Vernetzung an der Elaboratioun vun neie Konzepter an Outile gefouert. De Syvicol huet hei eng weesentlech Roll gespillt. An net méi spéit wéi gëschter war déi fënneft Editioun vum GRESIL, wou ech e wéineg derbäi war - online, wann ech richteg informéiert sinn, mat 150 Leit oder méi -, zum Theema „digital Gemeng". Et war richteg spannend, wat do schonn alles um Terrain leeft.

Wat de Syvicol nach ugebueden huet: de Plan communal d'intégration, Guide pratique; de Guide iwwert den Accueil vun den DPIen an de BPIen an der Gemeng.

Och wärend der Pandemie sinn an de Gemenge weiderhin Aktivitéite gelaf. Am Ufank hu mer all gezéckt, mir hu musse kucken, wéi mer eens ginn no an no. Et gëtt notamment d'Beispill vun der Gemeng, wou op Initiativ vun der Integratiounskommissioun de Sproochecafé online organiséiert ginn ass. Dat ass gutt géint d'Isolatioun. Et stäerkt d'Zesummeliewen. A gëschter beim GRESIL gouf och d'Noperschaftsapp virgestallt. Si ass einfach ze bedéngen, a wann Der net wësst dermat ëmzegoen, da kënnt ee laanscht an erkläert lech et.

Et gëtt also genuch positiv Beispiller um Terrain. A mir Gréng mengen, dass mer genee an dës Richtung musse weidergoen.

Wéi kënne mer also duerch d'Revisioun vum Integratiounsgesetz de Rôle vun de Gemengen an der Integratioun weider stäerken? E puer Punkte vläicht.

D'kommunal Integratiounspläng sinn e ganz wichtege Moyen, fir déi Politik op de lokalen Niveau ze bréngen, konkreet Aktioune fir e bessert Zesummeliewen an den Uertschaften auszeschaffen. Mir begréissen ausdrécklech, dass dësen Outil iwwerschafft gëtt, fir de Prozess méi dynamesch an aktiounsgeriicht ze gestalten an d'Integratiounskommissioune ganz no an d'Ausschaffe vun dëse Pläng matanzebréngen. Leider Gottes hu mer immens vill Ënnerscheeder, wéi déi Kommissioune fonctionéieren, jee no Gemeng, wou se da sinn.

Näischt géint d'Gemengenautonomie, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi hei an de Gemengeréit sinn. Mee wann ech als Bierger dat analyséieren, kann dat mech net richteg zefriddestellen, well et däerf net sinn, dass ech entweeder an där enger oder an där anerer Gemeng esou oder esou Hëllef kréien, Ënnerstëtzung kréien, fir agebonnen ze ginn ... Sou, elo hunn ech mech hei verlaf. Wat wollt ech dozou soen ...?

Vill Gemengen, a virun allem déi gréisser Gemengen, hunn haut schonn eng Persoun, déi fir Integratiounsfroe responsabel ass, e Chargé à l'intégration. D'Professionaliséierung - dat ass mäi Punkt - vun der Integratioun op lokalem Niveau ass fir eis, mat allem Respekt virum Benevolat, e ganz wichtege Schratt an déi richteg Richtung. Dës Persoun kann an Zesummenaarbecht - a si soll dat onbedéngt - mat de Mandataire vun der Gemeng an de Benevolle vun der Kommissioun a soss de Veräiner Initiativen ëmsetzen a se duerch d'ganzt Joer respektiv duerch déi ganz Mandatsdauer suivéieren. D'Problematik bei de Benevolle kenne mer: D'Energie, d'Zäitdauer an esou weider sinn net ëmmer déi, déi ee sech am Ufank virgestallt hat.

D'ASTI an de CEFIS hu rezent no zwee Integratiounsberoder gesicht fir d'Gemengen. Et ass also en Domän, wou geschafft gëtt. An ech mengen, dat ass en Ufank vun enger Politik, déi am Ministère sollt weidergefouert ginn, wann ech mer erlaben däerf, lech dat ze ënnerstellen, Madamm Minister. Mir mengen, dass mer weider op de Wee vun der Professionaliséierung sollte goen.

Wéi gesäit d'Ministesch d'Potenzial vun engem analoge Modell fir d'Integratioun respektiv d'Konventionéierung vun esou Posten, analog zum Modell, wéi mer en zum Beispill fir de Klimapakt elo schonn um Niveau vun de Gemengen hunn? Technesch Hëllef, finanziell Hëllef, fir se um Terrain ëmzesetzen.

Derbäi kënnt dann och nach, dass d'Vernetzung tëschent kommunalen Integratiounsresponsabele kéint zudeem eng weider flott Dynamik an d'Integratiounsaarbecht um Gemengenniveau erabréngen: Austausch vun Experienzen, Best Practices an esou weider, fir dass mer eis am Fong no uewe schaukelen. Roueg ee bei deem aneren ofkucken a knäipen!

D'Revisioun vum Gesetz kann och eng Opportunitéit sinn, fir nei Jalonen ze setze fir eng explizitt Wëllkommenspolitik. Eng explizitt! Et ass haut sécherlech keng Ausnam méi, dass Persounen, déi aus dem Ausland op Lëtzebuerg kommen, aleng oder mat der Famill, déi ganz Demarche iwwer Internet reegelen. Ech weess dat aus berufflecher Erfarung, ech hunn dozou enquêtéiert. Iwwer Internet reegele se dann och déi dréngendst Froen.

Hei intervenéieren dann op eng Kéier eng ganz Partie Acteuren, déi laanscht déi offiziell Weeër ginn: de Personalbüro op der Aarbecht, d'Immobilienagence, Internetplattformen an de soziale Medien, Online-Expats-Guiden, jo, an och deen ominéise „Relocator". Dat ass eng Persoun, e Personnage, dat ass e Beruff, deen zu Lëtzebuerg floréiert: Dir kommt op Lëtzebuerg, deen hëlt lech op der Grenz of oder scho virdrun, preparéiert a seet lech, wou de Wee op Lëtzebuerg higeet, an e seet lech, wou d'Zil ass. Fir mech schéisst en do iwwert d'Zil eraus a senger Missioun.

Si alleguerte sinn Ambassadeure vun eisem Land. Jo, Ambassadeuren, och wa se vläicht net all déi selwecht Messagë vermëttelen an d'Messagen eventuell net ëmmer déi sinn, déi de Staat oder d'Gemeng géife vermëttelen an déi fir eng besser Integratioun ubruecht wieren.

Am Kontext vun der Gesetzesrevisioun musse mer eis dann och d'Fro vun eisen Ambassadeure stellen. Wie kann hei verstäerkt eng Roll iwwerhuelen? Wéi kann de Staat si ënnerstëtzen iwwer Formatiounen? A wat sinn d'Messagen, déi weidergereecht ginn? Ech wëll elo kengem de Mond verbidden oder verbidden, ze zielen iwwer Lëtzebuerg, wat e wëllt. Mee mir mussen awer och oppassen, dass eng Partie Messagen däitlech vun de Leit, déi an d'Land kommen, kënne gehéiert ginn a present sinn.

Dat bréngt mech dann och zréck bei d'Gemeng. Mir Gréng mengen, dass d'Umeldung op der Gemeng net just eng administrativ Demarche soll sinn, mee et ass eng exzellent Geleeënheet, fir mat den neien Awunner an d'Gespréich ze kommen an direkt oder méi spéit mat hinnen Theemen unzeschwätze wéi d'Fonctionnement vun der Gemeng, vun de Schoulen, vun de Veräiner, vun de Sproochen, wéi d'Biergerbedeelegung, d'Walrecht, hir Méiglechkeeten, selwer aktiv ze sinn. Esou fënnt een nämlech dann och nach Multiplikatore bei de Leit selwer, déi nei an d'Gemeng kommen, sief et, dass se aus dem Ausland kommen oder aus enger anerer Gemeng hei zu Lëtzebuerg, wat am Fong den heefegste Phenomeen ass.

Ech hunn emol viru laange Joren eng Kéier erausfonnt gehat, dass zwëschent zwou Gemengewalen tëscht 15 % an 20 % vun de Wieler op Gemengenniveau d'Gemeng gewiesselt haten innerhalb vu sechs Joer. Dat heescht, mir hunn eng enorm intern Migratioun. An ech mengen net, dass dee Phenomeen fir de Moment gestoppt wär, soss géifen net sämtlech Gemengen hei am Land u Bevëlkerung zouhuelen.

Wier et net derwäert, fir sech zesummen ze iwwerleeën, am Kader vun dësem Prozess, wéi den Accueil ze organiséieren ass? Wéi eng Optioun gesäit d'Madamm Ministesch hei, fir notamment méi kleng Gemengen ze ënnerstëtzen? De Syvicol huet der a sengem Avis jo e puer ugedeit.

An natierlech ass d'Gemeng net aleng hei. Ech denke konkreet och un de Patron, ma och de Staat selwer iwwer seng Internetpresenz. Zu enger Politique d'accueil gehéiert e Guidage. Mir sollten zesummen definéieren, wéi eng Messagë mer wëlle vermëttelen a wien d'Ambassadeure sinn. Mir brauchen eng Geschierkëscht, eng Toolbox, fir modern ze schwätzen, wou op eng agreabel Manéier duergestallt gëtt, wéi ee sech zu Lëtzebuerg zurechtfënnt a wéi een do matmaache kann.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Deeg hunn ech Kontakt mat enger Rei Gemengevertrieder gehat, notamment e puer vun lech heibannen. Bis zu 40 % vun de Kanner am Alter vum Fondamental aus verschiddene Gemengen am Zentrum ginn net an hirer Gemeng an d'Schoul: 42 % zu Walfer, 35 % zu Koplescht, zu Sandweiler, zu Schëtter a bei mir zu Léntge sinn et liicht iwwer 20 %. Zu Bartreng, beim Kolleeg Colabianchi, sinn et der eppes manner wéi 20 %, awer ëmmerhin 120 Kanner, also sechs Schoulklassen. Am ländleche Raum, am Norden zum Beispill, existéiert dëse Phenomeen quasi net. Merci un d'Kolleegen, déi mech informéiert hunn op deem Punkt.

Ma fir d'Gemengen ass et awer e weesentlechen Ënnerscheed, fir d'Investissementer ze plangen an d'Infrastrukturen, awer och, wat d'Zesummeliewen op lokalem Plang ugeet. D'lokal Verwuerzelung vun de Familljen, dass d'Kanner an déi selwecht Schoul ginn, dat ass haut net méi onbedéngt en Automatismus, jiddefalls net an alle Gemengen. Et ass eng Entwécklung, déi mer mussen am A behalen, a mir mussen eis d'Fro stellen, ob mer dat esou wëllen. Ech mengen, mir hunn et net esou gewollt. Mech beonrouegt dat jiddefalls, well et dréit éischter derzou bäi, dass mer Parallelwelten hunn.

Wéi an deene Fäll d'Zesummeliewen op lokalem Plang dann organiséieren, mat där Realitéit, dass d'Kanner net all do an d'Schoul ginn? Hei musse mer iwwerleeën, wéi mer verstäerkt d'Integratioun iwwert déi aner Vecteure fërderen. Dir wësst et alleguerten, d'Veräinsliewen, Sport, Musek, Jugendaktivitéiten, do gëtt d'Interkulturalitéit jo haut scho gelieft. An do ginn och Versammlungen, zum Beispill bei de Scouten, an zwou, dräi Sprooche gehalen.

Dëst bréngt mech da weider op d'Schoul, déi och eng vun den Haaptrollen an der Integratiounsfro spillt. D'Schoul verbënnt, léisst Frëndschaften entstoen, gemeinsam Interessen erkennen an eng Perspektiv op eng gemeinsam Zukunft wuessen. D'Schoul soll all Kand déi selwecht Méiglechkeeten a Chancë bidden, fir sech ze entfalen.

Virun e puer Méint hunn d'Experte vun der OECD awer drop higewisen an enger Konferenz hei zu Lëtzebuerg, dass fir vill Kanner vun den agewanderten Elteren hei zu Lëtzebuerg d'Schoul kee soziale Lift duerstellt. Den Ascenseur social zu Lëtzebuerg fonctionéiert net. Normalerweis hutt Der an enger Migratiounsstory: Wann d'Eltere kommen, ginn hir Kanner an d'Schoul an dann huele se de Lift, de soziale Lift, an da geet et no uewen. D'Resultater hu mech wierklech erschreckt, a mir mussen eis wierklech nach de Kapp doriwwer zerbriechen, wéi mer do erauskommen.

An de leschte Jore gouf et eng Partie Usätz schonn, fir d'Chancëgläichheet ze verbesseren an de Schoulen. E puer erausgepickt: Et sinn déi international Programmer an den ëffentleche Schoulen, déi agefouert gi sinn, déi richteg gutt ze fonctionéiere schéngen - Michel Lucius, Jonglënster, international Schoul Déifferdeng.

Zënter 2017 läit an de Crèchen dann och de Fokus op der Méisproochegkeet. Hei geet et ëm d'mëndlech Sprooch a spéider ab dem Fondamental och ëm d'Schrëftsprooch.

Fir dëst Schouljoer huet den Educatiounsministère d'Mise en place vun engem spezialiséierte Service virgesinn, deem säin Zil et ass, déi schoulesch an

ausserschoulesch Integratioun vu Kanner, déi rezent an d'Land komm sinn, ze stäerken.

D'Méisproochegkeet zu Lëtzebuerg ass eiser Meenung no eng Realitéit an eise Bildungssystem muss sech deem upassen. Do wou sproochlech Facteuren dem schouleschen Erfolleg an dem Zesummeliewe vu Kanner a Jonken am Wee stinn, däerf sech d'Politik enger Diskussioun net verspären.

Fir eis Gréng ass et kee Widdersproch, fir am gläichen Otemzuch op d'Wichtegkeet vun der Mammesprooch vum Kand an op d'Roll vum Lëtzebuergeschen als Integratiounssprooch hinzeweisen. An et ass eis och wichteg ze ënnersträichen, dass d'Méisproochegkeet net nëmmen eng potenziell Schwieregkeet fir d'Léieren ass, si ass gläichzäiteg a virun allem eng Chance, fir d'Kanner op dat méisproochegt Ëmfeld virzebereeden, dat mer hei zu Lëtzebuerg hunn.

Net nëmme fir d'Kanner an d'Jugendlech ass d'Schoul eng Plaz vum Zesummeliewen, och fir Erwuessener, déi op Lëtzebuerg kommen, soll d'Schoul, d'Weiderbildung eng Méiglechkeet ginn, en Diplom ze kréien, eng Formatioun kënnen ze maachen, e Lycéesofschloss ze kréien, eng Ausbildung mam Schaffen zu gläicher Zäit ze kombinéieren. Mat enger realistescher Approche mussen där Formatioune méi ugebuede ginn. Ech weess, Efforte ginn do op villen Niveaue gemaach.

Ech erlabe mer nach, op e puer aner Initiativen, Problemer hinzeweisen. Den Integratiounskommissiounen, déi och am Gesetz verankert sinn, mat hire benevolle Memberen, deene wëll ech och heimat Merci soen. D'Kommissioune si fir eis en essenziellen Acteur an der zukünfteger Integratiounspolitik a solle gestäerkt ginn.

Wat d'Reform vum Conseil national pour étrangers ugeet, hu meng Virriedner gesot an huet och d'Madamm Ministesch ugedeit, dass eng Reform do noutwendeg ass. Ech ka mech hir nëmmen uschléissen. Déi ass iwwerfälleg.

E weidert wichtegt Instrument sinn d'Contrats d'accueil et d'intégration. A fir de PIA weist de Flüchtlingsrot op e Punkt hin, dee mer immens wichteg ass. D'Autonomie vun de Bedeelegte soll do geférdert ginn. An d'ASTI proposéiert, de Contrat d'accueil et d'intégration och op Lëtzebuerger an op Frontalieren auszeweiden an en ze dezentraliséieren, fir domat de Biergerkontakt op lokalem Niveau ze stäerken.

Ech waarden dann och, wéi mir alleguerten heibannen, op d'Resultater vun der OECD-Etüd, déi d'Ministesch an Optrag ginn huet, fir d'Integratiounspolitik a -problematik zu Lëtzebuerg ze ënnersichen.

Fir e gutt Zesummeliewen ass d'Bekämpfung vun der Diskriminatioun e wichtege Punkt. An den Diskussiounen zum Rassismus sinn ech schonn drop agaangen: Mir brauche reegelméisseg en objektiivt Zuelematerial, fir géint Diskriminatioune virzegoen. Mir mussen iwwert d'Joren d'Phenomeener vun der Diskriminatioun an dem Rassismus suivéieren.

Hei ass et dann och un eis, der Chamber, fir d'Opwäertung vum CET virunzedreiwen an eis am Detail mat de Resultater vun der Etüd zum Theema Rassismus, déi de Moment leeft, auserneenzesetzen. Ma och elo scho kënne méi Formatioun an Training hire Bäitrag leeschten, fir Diskriminatiounen ze evitéieren. Ech denken u Formatiounen an der Interkulturalitéit - also interkulturell Kompetenze férderen, mat Oppenheet mat kultureller Diversitéit léieren ëmgoen - wéi och u Formatiounen a puncto Diskriminatioun. Esou Formatioune sollte fir d'Employeuren an am Veräinsliewe promouvéiert ginn. Si sollten och bei Staat a Gemenge promouvéiert ginn. Alleguerten déi Acteuren hunn eng Virbildfunktioun, wat dat konkreet Mateneen ugeet.

Elo fir ofzeschléissen nach e puer Wuert iwwert d'politesch Participatioun. Den Demokratiedefizit ass eng Gefor, ass eng Realitéit zu Lëtzebuerg - ech stinn dozou, mir Gréng stinn dozou -, mee et ass keng Fatalitéit.

De François Benoy huet a sengem Budgetsrapport ervirgestrach, dass mer eis weider mussen ustrengen, fir d'politesch Bedeelegung vun den Netlëtzebuerger ze verbesseren. Et handelt sech hei net ëm e philosopheschen oder en theoreetesche Problem. Et handelt sech ëm e Problem vu Legitimitéit, awer och vun der Effikassitéit vun eiser Demokratie. Fir eis Gréng bleift dës Fro als eng vun de grousse politesche Prioritéite stoen. Mir solle weider driwwer schwätzen.

Allgemeng méi op Biergerbedeelegung zréckzegräifen, ass zum Beispill e Wee, wou keen ausgeschloss gëtt op Basis vu Pass oder Residenzdauer. E ganz rezent a positiivt Beispill ass de Biergerkommitee Lëtzebuerg 2050, deen eise Landesplanungsminister am Kontext vun der Reform vum Programme directeur lancéiert huet. An déi Zesummesetzung, wéi hien et och hei gesot huet, spigelt d'Land erëm. Mir fannen esou Kommiteeën e gudde Modell.

Mir sollten och iwwerdenken, wéi de Budgetsrapporter et gesot huet a wéi et schonn ugedeit ginn ass, fir eis ze inspiréieren un eisen Noperen aus der Nei-Belsch, déi eng Assemblée citoyenne consultative hunn, mat all de Residenten. An hei kéint ee jo och drun denken, d'Frontalieren anzeschléissen.

De Koalitiounsaccord gesäit jo och vir, dass mer d'Participatioun vun net lëtzebuergesche Matbierger un de Lokalwalen ënnert d'Lupp huelen.

Ech gesinn, meng Zäit ass ofgelaf. Ech si gläich fäerdeg, Här President.

Eng vun der Rei Pisten, déi misste gekuckt gi fir déi nächst Gemengewalen, ass d'Verkierze vum Delai, fir sech op d'Wielerlëschten anzeschreiwen, wa méiglech zäitno zum Datum vun de Walen, déi jo elo am Fréijoer sinn an net am Hierscht. De Gap vun der Vakanz war e Riseproblem déi leschte Kéier, fir d'Bewosstsäin ze schafen.

Da solle mer och nodenken iwwert d'Reduktioun vun der Mindestresidenzzäit, fir déi ze verkierzen. Op d'mannst solle mer deen Debat, wéi ofgemaach, féieren. An da solle mer d'Vereinfachung vun den Demarchë fir sech anzeschreiwen och op de Leescht huelen, net nëmme fir d'Auslänner, mee fir jiddwereen, deen u sech hei zu Lëtzebuerg wiele geet. D'Informatiouns- an d'Sensibilisatiounscampagnë ware bei de leschte Gemengewale scho massiv. Déi féiere mer weider. Ech mengen, doriwwer si mer eis eens.

Ech kommen zum Schluss. Eis Debatt haut iwwert d'Zesummeliewen zu Lëtzebuerg ass e wichtege Moment um Wee fir en neit Integratiounsgesetz fir eist Land a seng Mënschen. Villes hunn ech nëmme gesträift. Ech hoffen awer, d'Problematik - dat war mer en Uleies - an hirer Komplexitéit illustréiert ze hunn, an d'Noutwendegkeet vun engem neie Gesetz ass jo däitlech.

(Interruption)

All zesumme kënne mer mat den Associatiounen, de Gemengen, de Betriber, de Bierger d'Experienz aus de sëllegen Initiativen, déi elo virleien, am Consultatiounsprozess opschaffen, fir eng proaktiv - ech soen et -, eng voluntaristesch Politik vum gudden Zesummeliewen zu Lëtzebuerg fir d'Zukunft ze entwerfen. Et ass sécher net déi lescht Debatt hei an der Chamber. Entschëllegt fir d'Iwwerzéien!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Charles Margue. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Fred Keup** *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, fir d'éischt och e grousse Merci un de Kolleeg Paul Galles fir seng Interpellatioun zu dësem Theema, wat doudsécher hei a Lëtzebuerg eent vun de wichtegsten, wann net souguer dat wichtegst Theema ass, wat eis misst beschäftegen.

Ech sinn immens frou, hei iwwert d'Integratioun schwätzen ze dierfen. Ech selwer hu jo eng Famill mat Migratiounshannergrond. Ech sinn doriwwer eraus säit 35 Joer an engem Fussballveräin aktiv, wou ech mëttlerweil President sinn, an d'Fussballveräiner, och aner Veräiner, wéi Der et wësst, sinn d'Piliere vun der Integratioun.

Da war ech déi lescht Jore Professer am Lycée Guillaume Kroll zu Esch, wou eng ganz grouss Majoritéit vu Schüler e Migratiounshannergrond hunn. A schlussendlech hunn ech och nach Humangeografie, wat jo och domadder ze dinn huet, studéiert. All déi Erfarungen hu mer erlaabt, d'Dynamiken vun der Immigratioun an d'Dynamike vun der Integratioun gutt kennen ze léieren an ze verstoen.

Fir dës Ried hei hunn ech dann och vun all deene Gemengen an Associatiounen d'Avise gelies, well dat Theema mech wierklech passionéiert. An ech soen hinnen och Merci dofir. Et huet mech awer e bësse perplex gemaach, dass verschidden Associatiounen d'Perspektiv vun de Lëtzebuerger an hirem Avis ignoréieren.

Ech fänken u mat enger Geschicht: 1963 ass mäi Schwéierpapp, deen haut leider net méi lieft, zu Lëtzebuerg ukomm. En hat 17 Joer, koum aus Sardinien an zu Stengefort ass hie mat senger Wallis aus dem Zuch geklommen. Hie wollt just emol kuerz kommen.

(Interruption)

Nee, deemools op Stengefort.

Hien huet direkt ugefaange mat schaffen an ass du méi laang bliwwen. An no e puer Joer huet hien eng Fra aus Sardinie bestuet. A si kruten zu Lëtzebuerg Kanner. Bal 50 Joer schwéier geschafft, Kanner opgezunn, ganz gutt hu se hir Schoul gemaach. An dat ass en typescht Beispill, wéi et der Zéngdausenden hei am Land gëtt. An Dir kennt sécherlech och esou Geschichten.

War de Mann integréiert? Eigentlech net. Sinn d'Kanner integréiert? Kloer: Jo. An dat ass typesch. Déi éischt Generatioun integréiert sech meeschtens net. Déi zweet Generatioun ass dann normalerweis integréiert. An dat ass och hei de Fall.

Wéi konnten d'Kanner sech dann elo integréieren? Éischtens, gréisstendeels dank der Schoul, wou d'Kanner zesumme mat deenen anere sech vermëscht hunn a Lëtzebuergesch an déi aner Sprooche geléiert hunn a wou si schlussendlech e gudden Diplom kruten.

Zweetens, awer och duerch sech selwer, d'Kanner vun der Migratioun, duerch hire Fläiss an hire Wëllen, well si déi Chance ergraff hunn, well si wollte reusséieren, och wann et vläicht net ëmmer esou einfach war. An an dësem Fall och dank den Elteren, déi hinne mat vill Asaz bei den Hausaufgabe gehollef hunn, esou gutt se konnten, well oft hu si se selwer net esou richteg verstanen.

An drëttens, dank dem gudde Wëllen, an dat sollte mer net vergiessen, der positiver Astellung vun de Lëtzebuerger. Integratioun geet an zwou Richtungen, dat heescht, dass och déi aner Säit muss bereet sinn, Leit bei sech ze integréieren. D'Lëtzebuerger hu si opgeholl, hunn hinnen d'Chance ginn, hei an d'Schoul ze goen, eng adequat Aarbecht ze kréien an hiert Liewen ze maachen. Am géigesäitege Respekt hu si an der Schoul, an der Kierch, am Veräin an och soss déi néideg Hëllef meeschtens ginn.

Sinn d'Kanner integréiert? Jo, natierlech. Integratioun ass also e laangen iwwergenerationelle Prozess. An esou Beispiller sëtzen der jo och ganz vill hei och an der Chamber.

Zënter eppes iwwer 120 Joer kenne mir Immigratioun zu Lëtzebuerg. An domat och Integratioun. Elo kann ee soen, dass d'Integratioun iwwert déi 100 Joer gutt funktionéiert huet zu Lëtzebuerg. An ech géif nach eng Kéier déi dräi Haaptpilieren do eraussträichen: d'ëffentlech Schoul, d'Motivatioun vun de Concernéierte selwer an awer och d'Bereetschaft vun de Lëtzebuerger. Dat ass net selbstverständlech, mee zu Lëtzebuerg de Fall. An dat éiert eis och.

Integratioun ass an enger oppener Gesellschaft, wéi mir eng hunn, an där et quasi keng Ausgrenzung gëtt a wou jiddereen opgeholl gëtt, deen hei ass, ganz oft eng Fro vum Wëlle vun deenen, déi kommen: vun den Auslänner.

D'Integratiounskommissioun vu Käerch schreift ganz interessant an hirem Avis iwwert d'Motore vun der Integratioun, engersäits „surtout la volonté de s'intégrer de la part des étrangers" an anerersäits „l'autorisation de s'intégrer de notre part". Dat heescht, mir autoriséieren, erlaben hinnen, sech ze integréieren, awer si mussen och de Schratt maachen.

D'Integratiounskommissioun vun Hesper gesäit dat änlech a seet nach derbäi, dass d'Auslänner sollte mat de Konsequenze liewen, falls si sech net integréieren. Hesper schreift: « Cela signifie aussi que ceux qui refusent de s'intégrer avec succès doivent en subir les conséquences. »

Wann e Migrant wëllt, da kann hie sech hei ouni Barriär integréieren. Et ass sécherlech nach vill ze verbesseren, grad bei de Méiglechkeeten, fir d'Sprooch ze léieren. Awer d'Méiglechkeet huet hien! An dorop kënnen d'Lëtzebuerger och houfreg sinn. Mir missten dat jo net maachen. Mir maachen et awer gär.

An och wann een Auslänner sech net integréiere wëllt, jo, souguer da sinn d'Lëtzebuerger meeschtens zuvorkommend, si wiesselen dann an déi aner Sprooch. Wou fënnt een dat dann iwwerhaapt op der Welt? D'Zuele mat bal 50 % Auslänner beweisen et. Wa mir net korrekt wieren, da wiere si net hei! Zu Lëtzebuerg ginn Auslänner - ech soen dat esou an dat ass esou - exemplaresch gutt opgeholl.

■ **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Très bien!

■ **M. Fred Keup** *(ADR)*.- Si komme fräiwëlleg. An an deem Kontext kënne mir och roueg eppes verlaangen. An ech mengen, bei aller Korrektheet, bei aller Zurvorkommenheet, jo bei der Jovialitéit, déi mer hinnen entgéintbréngen, kënne mir roueg drop pochen, dass si och e Schratt maachen, fir sech unzepassen, ze integréieren.

An ech wëll eppes ervirhiewen hei an deem Kontext: Ech mengen, et ka jo awer net sinn, dass et op eemol op ville Plazen d'Reegel gëtt, fir Franséisch schwätzen ze mussen. Ech mengen nämlech, dass et un deenen ass, déi hei an d'Land kommen, fir Lëtzebuergesch ze léieren.

■ **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Très bien!

■ **M. Fred Keup** *(ADR)*.- Dat ass Integratioun, an net ëmgedréit.

Här President, an deene leschten honnert Joer huet d'Integratioun gutt funktionéiert iwwert déi zweet Generatioun. Awer et gëtt méi schwiereg. Dat ass och schonn ugeschwat ginn. Dat läit och net um eenzelne Lëtzebuerger oder um eenzelnen Auslänner, mee un der Gesamtsituatioun:

D'Zuele sinn déi lescht Joren explodéiert. A mir hunn zënter zéng Joer dat, wat een tatsächlech, mengen ech, eng Massenimmigratioun zu Lëtzebuerg kann nennen. All Joer kommen iwwer 20.000 Leit bäi an d'Land.

(Interruption)

Et ginn der och fort. Mee et kommen der iwwer 20.000 heihin. Dat heescht, an zéng Joer sinn hei bal 200.000 nei Leit bäikomm! Bei enger Bevëlkerung vu 630.000! Dat ass, wéi wann a Frankräich op déi 66 Milliounen Awunner 20 Milliounen an de leschten zéng Joer komm wieren. Dat ass eng gigantesch Zuel, mat der Konsequenz, dass Integratioun ëmmer méi schwéier gëtt, well et ëmmer méi schwiereg gëtt, Leit ze fannen, wou ee sech kann dran integréieren. Déi ginn ëmmer méi rar.

An d'Schoul als Motor vun der Integratioun kënnt un hir Grenzen. D'Schoule packen et nëmme méi schwéier. Zwee vun dräi Kanner, déi haut ageschoult ginn, schwätze kee Lëtzebuergesch doheem. A verschiddene Klassen hei am Land ass keen eenzege Lëtzebuerger Mammesproochler méi dran. Och nieft der Schoul gëtt net méi vill Lëtzebuergesch geschwat. D'Kanner kommen net méi richteg an de Kontakt mat der Sprooch. An an der Schoul léiere si eigentlech eng Sprooch, déi fir si ëmmer méi a ville Situatiounen notzlos ginn ass: d'Lëtzebuergescht!

Dat ass net gutt. Mir wëllen also haut vill méi Energie drastiechen, fir dass déi Integratioun geléngt. Et geet net méi esou einfach, wéi et gaangen ass.

Just fir déi däitsch Bildungsministerin Johanna Wanka vun der CDU hei ze zitéieren, déi huet gesot: „Sollte man den Anteil der Migranten in Schulklassen begrenzen, um eine bessere Integration zu ermöglichen?"

Dat ass jo fir eis hei a Lëtzebuerg absurd. Mir hu jo vill méi wéi 30 %. Mir hunn an de leschte Jore vill probéiert an der Schoul. A fir mech war déi wichtegst, courageiertst a visionärst Iddi déi vun der Aféierung vum Precoce fir Kanner vun dräi Joer un. Heimat kruten d'Kanner ee Joer Schoul bäi mam Zil, dass si dann ee Joer méi hunn, fir Lëtzebuergesch ze léieren.

Dann déi schlechtsten Iddie vun de leschte Joren - zwou Stéck: éischtens, d'Aféiere vum Franséischen an der Spillschoul, op d'Käschten - et ass esou! - vum Lëtzebuergeschen. An zweetens: d'Opmaache vun de sougenannten internationale Schoulen, déi jo esou international sinn, dass een do manner Sprooche léiert wéi an der normaler ëffentlecher Schoul. An dësen internationale Schoulen hu mer Segregatioun amplaz Integratioun!

Wa Schoulen opgeriicht ginn, wou Kanner aus Lëtzebuerg net méi mussen déi dräi Amtssproochen anstänneg léieren - den Niveau geet erof -, da brécht eis Gesellschaft genee do auserneen. Op eemol gëtt eisen typesch dräisproochege Schoulsystem ofgeschaaft, fir et de Kanner méi einfach ze maachen. Dat ass déi falsch Prioritéit! Integratioun muss Prioritéit sinn, an net jidderengem en Diplom ginn. Hei gesi mer als ADR kloer dee falschen Usaz. Als ADR soe mer Nee zu enger Verwässerung vum Schoulniveau a mir soe Jo zur Integratioun.

■ **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Très bien!

■ **M. Fred Keup** *(ADR)*.- D'Regierung spléckt mat hirer Politik d'Bevëlkerung. Et huet e Paradigmewiessel stattfonnt. An am Numm vum Neoliberalismus priméiert ënnert dem Minister Meisch haut den Individualismus. A si soe souguer selwer - gitt emol d'Slogane kucke vum Schoulministère! -: „Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Schüler." Genee dat ass Individualiséierung! Wou ass d'Solidaritéit? Wou ass do d'Schoul, déi vereent? Déi zesummebréngt? Si ass net méi do!

Fir dës Regierung ass de sozialen Zesummenhalt deemno zweetrangeg ginn. Och d'LSAP, a mir hunn et och virdrun héieren, huet hir Wäerter vun der Gesamtschoul opginn an déi dramatesch Entscheedunge géint hiert sozialistescht Gewësse matgedroen. Dat ass traureg!

(Interruption)

An déi Politik vun der Regierung, déi Politik ass net gutt. Mir brauchen nämlech manner Individualismus. Mir brauche méi Gemeinsamkeeten an eiser Gesellschaft.

A jo, ech sinn domat d'accord: D'Schoul ass schwéier fir d'Auslänner! Mee si ass och schwéier fir d'Lëtzebuerger! Well et ass och net vu Gott gi fir d'Lëtzebuerger, fir Franséisch ze léieren. An ech war elo 17 Joer Proff an ech kann lech soen: Mir hunn immens vill Jonker, Lëtzebuerger an awer och Auslänner, déi zum Beispill immens Schwieregkeeten hunn, Franséisch ze schwätzen. Well et schwéier ass! An déi awer dann - an dat ass e wonne Punkt - gezwonge ginn, dat ze maachen. A si empfannen dat als ongerecht. Do ass e Gefill: „Ech ginn a mengem eegene Land gezwongen, eng friem Sprooch ze schwätzen, déi ech net gutt kann."

Dat ass geféierlech! Do musse mer oppassen! Dat betrëfft och dacks déi méi Schwaach an der Gesellschaft, déi vläicht keng esou eng Lobby hunn. An dat ass och net fair, wa mer op där enger Säit vun engem Lëtzebuerger einfach emol esou unhuelen, dass e muss Franséisch schwätzen, wärend et op där anerer Säit esou ass, dass, wann ech vun engem verlaangen oder erwaarden, dass e Lëtzebuer-

gesch schwätzt, da gesot gëtt, dat kéint een net verlaangen oder dat wär nationalistesch. Wéi wann et nationalistesch wier, d'Sprooch vum Land ze schwätzen! Ma dat ass normal! Zu Lëtzebuerg schwätze mer normalerweis Lëtzebuergesch!

(Interruption)

Dat sinn Amtssproochen, déi um Amt gebraucht ginn. Dat ass net fir ze schwätzen, onbedéngt.

(Interruption)

Mir sinn de facto säit 1839 en eesproochegt Land. Dat kënnt Der noliese an dem Trausch senge Bicher.

An der Stad gi 50 % vun de Kanner ... - an do kommen ech op dat zréck, wat den Här Margue gesot huet -, 50 % vun de Kanner ginn an der Stad net méi an déi normal ëffentlech Schoul. An do stellt sech d'Fro, ob d'Integratioun nach méiglech ass. Am Stater Gemengerot ass viru véier Joer doriwwer rieds gaangen, an ech wëll hei dat widderhuelen, wat deemools d'Claudine Als vun der DP gesot huet. Si huet gesot, dass vill Auslänner haut an engem „vase clos" liewen, déi frankofon Communautéit do, déi anglofon Communautéit hei, an esou weider an esou fort. Mir kennen dat alleguerten! Dat ass esou! „Et gëtt ëmmer méi Integratiounsproblemer", huet si gesot. A mir riskéieren, der nach méi ze kréien! Well d'Integratioun fonctionéiert net méi esou gutt, wéi se funktionéiert huet. Einfach well déi Zuelen och ze héich sinn. An et misst vill méi eng Prioritéit si vun der Regierung.

An da komme mer op dat Wuert „multikulturell", wat vill an den Avise benotzt gëtt, wat awer menger Meenung no ganz oft falsch verstane gëtt. Ech wëll lech et eng Kéier kuerz erklären. An enger multikultureller Gesellschaft gëtt et verschidde Kulturen. A fir dass eng multikulturell Gesellschaft sech erhält, mussen déi verschidde Kulture sech erhalen. A fir dass se sech kënnen erhalen, musse se getrennt si vuneneen. Mir sinn also an enger Situatioun vun Trennung, vu Parallellgesellschaften. Besser ass Integratioun! Well dat bedeit, d'Migrante kommen op Lëtzebuerg a si an hir Kanner passe sech lues a lues un déi besteeënd Gesellschaft un. Dat féiert dann zum sougenannte Meltingpot, an deem d'Leit zesumme verschmëlzen.

Déi zwee Modeller hu mer! Ech ginn lech déi nach eng Kéier bei dräi Beispiller, fir et méi konkreet ze maachen.

An der Schoul heescht Integratioun: D'Kanner ginn zesummen an d'Schoul. Multikulturell heescht: D'Kanner gi getrennt, déi eng do, déi aner do. „Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Mënschen."

Zweetens, d'Famill: Do heescht Integratioun, dass d'Leit sech queesch iwwert d'Nationalitéiten eraus matenee bestueden. Dat ass gréisstendeels a Lëtzebuerg nach de Fall. An och bei mir selwer. Dat nennt een da „Mischehe". Dat ass e speziellt Wuert. An engem multikulturelle System, do bleiwen d'Leit ënner sech, bestueden déi Leit, déi déi selwecht Kultur hunn, déi selwecht Nationalitéit hunn. Si si getrennt.

An am soziale Liewen ass et d'selwecht. Integratioun heescht am Fong: Mir ginn zesummen an ee Veräin. Mir vermëschen eis do. Multikulturell heescht: All Kultur huet hire Veräin, huet hire Café. Dat gëtt et och hei am Land. An dat ass och typesch fir déi Leit aus der éischter Generatioun, dass déi dat maachen. An dat ass och zum Deel ze verstoen. Bei der zweeter Generatioun si mer da bei der Integratioun, mee et gëtt méi schwéier.

D'Konklusioun ass also: Integratioun ass positiv, ass Gemeinsamkeeten, ass soziaalt Zesummeliewen. Dat Wuert ass ganz, ganz, ganz positiv. An ech géif et net fale loossen. Multikulturalismus heescht: Trennung, Spléckung.

An da si mer bei engem neie Wuert, beim sougenannte „Vivre-ensemble", wat jo hei och gesot gëtt. Ech muss soen: Ech weess guer net genee, wat dat bedeit. Dat ass fir mech eng komplett sënnbefreit, eidel Floskel. Vivre-ensemble - maachen ech Vivre-ensemble mat mengem Noper, mat deem an der Strooss? Ech weess net, wat dat bedeit.

An ech froe mech eigentlech, ob dat Wuert „Vivre-ensemble" net a Wierklechkeet heescht: „nieftenee liewen", einfach net stressen, net opfalen. Dat kann awer net de Sënn sinn. Wéi solle Leit, déi net integréiert sinn an hei nieftenee liewe respektiv matenee liewen, nach zesummen eng Natioun bilden?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Integratioun ass eppes Geniales. Integratioun kann een an engem Saz resuméieren: „Du kanns Deel vun eis ginn." Dat ass de Contraire vun Diskriminatioun. Et ass en Zeeche vun enger Oppenheet, vun engem Entgéintkommen. Integratioun verhënnert Rassismus. An och wann dat Theema ewell hei bei eenzelne Leit héich Welle schléit, esou beweist déi Oppenheet, dat Entgéintkommen, wat mir hei hunn, an doriwwer eraus och den Undeel vu 50 % Auslänner, déi gär hei sinn, dass mir Rassismus zu Lëtzebuerg net méi héichspille sollten, wéi et tatsächlech ass.

Fakt ass dach - ech ginn elo e bësse gehässeg, mee ech soen et awer -: Dee gréisste Rassismus, deen ech an der Lescht erlieft hunn, war elo virun e puer Deeg, wéi d'Associatioun Lëtz Rise Up an enger ëffentlecher Versammlung ausdrécklech Leit mat wäisser Hautfaarf verbueden huet fir deelzehuelen. Dat huet mech wierklech schockéiert! An ech hätt ni geduecht, dass esou eppes méiglech wier. D'Madamm Cahen huet dat iwwregens akzeptabel fonnt. Fir eis als ADR ass Rassismus inakzeptabel!

■ **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Très bien!

■ **M. Fred Keup** *(ADR)*.- Mir als ADR wëllen, dass Auslänner sech integréieren, ...

(Hilarité)

... well et positiv ass, fir eis all.

■ **Une voix**.- Le monde à l'envers!

■ **M. Fred Keup** *(ADR)*.- An ech wollt do e schéine Saz - da lauschtert elo no! - soe vun der Integratiounskommissioun vu Käerch: « Aider les nouveaux résidents à s'intégrer dans notre pays, afin que le Luxembourg devienne leur nouvelle patrie. » Dofir sti mir och. Dat ass schéin!

Här President, dee wichtegste Facteur vun der Integratioun zu Lëtzebuerg, dat ass Lëtzebuergesch schwätzen. An et ass e ganz nobele Facteur, well et schléisst keen aus! Egal wéi eng Hautfaarf, wéi eng Wuerzelen, du kanns Lëtzebuergesch léieren! Et ass immens oppen. An duerfir soe mer als ADR: Mir kënne roueg drop pochen, mir kënne verlaangen, dass Auslänner, déi de Choix maachen, fir bei eis ze kommen, och Lëtzebuergesch léieren a sech integréieren. Natierlech ënnert der Konditioun, dass mer hinnen d'Méiglechkeet dofir ginn. Mee mir kënnen et verlaangen!

Eist Zil muss dach sinn, eist Zil vun eis alleguer am Sënn vum Mateneen a vum sozialen Zesummenhalt, dass esou vill Awunner wéi méiglech Lëtzebuergesch schwätzen. An da kommt, mir iwwerhuelen emol eng méi positiv an onkomplexéiert Astellung zu eiser Sprooch! Well mir benotzen eis Sprooch net genuch. Et gesäit fir en Auslänner dacks esou aus, wéi wann d'Lëtzebuerger sech géife schumme wéinst hirer Sprooch.

Firwat benotze mer se net no baussen? Firwat gi mir, fir e Beispill ze ginn, eisem neie Stadion kee lëtzebuergeschen Numm? Wat fir en Zeechen ass dat fir en Auslänner, deem mer soen: „Léier Lëtzebuergesch!", an da gi mer eisem Stadion, a villen anere Saachen, kee lëtzebuergeschen Numm! Dee versteet dat jo net méi!

Firwat si mer esou komplexéiert? Wat ass do geschitt? Mir sollten eis Sprooch weisen. Mir sollte se an d'Vitrinn setzen, dass jiddereen se gesäit an unhuele kann. Et ass wéi an engem Buttek: Wann Der eppes wëllt verkafen, da musst Der et an d'Vitrinn setzen. Esou ass et och mat der Sprooch. Wann Der gär hätt, dass d'Leit se léieren, da musse mer se an d'Vitrinn setzen, do, wou se se gesinn. Op e Podium! Amplaz dass mer se am Keller verstoppen, wéi e Geheimnis! Dat hëlt och kee Mënsch op der Welt eis iwwel, wa mir zu Lëtzebuerg eis Sprooch benotzen, an et deet kengem wéi. Am Contraire, et ass en Zeeche vun Oppenheet.

A vill Auslänner verlaangen dat och. Si soen: „Wéi solle mir d'Sprooch léieren, wann Dir selwer se net benotzt, grad am ëffentleche Raum?" An ech hunn an deem Sënn eng Motioun preparéiert, fir eebe grad d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch doduerch ze erliichteren, dass mer se geziilt méi, nieft deenen anere Sproochen - ganz kloer! -, geziilt méi am ëffentleche Raum benotzen: op Pannoen, fir Informatiounen ...

Wannechgelift!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

- d'Lëtzebuerger Sproochen en zentrale Faktor bei der Integratioun ass;

- et vu Virdeel wier, wann e méiglechst groussen Undeel vun den Awunner d'Lëtzebuerger Nationalsprooch schwätzen a verstoe géif;

- vill Auslänner d'Lëtzebuerger Sprooch wëlle léieren, mee domat Schwieregkeeten hunn, well ee si a villen Alldagssituatioune manner héiert a si dacks net visuell am ëffentleche Raum ass;

- et net just fir d'Lëtzebuerger, mee och fir d'Auslänner zu Lëtzebuerg wichteg ass, d'Méiglechkeet ze hunn, Lëtzebuergesch ze notzen;

- dëst duerch Coursen an duerch Kommunikatioun geschitt, mee och duerch déi visuell Konfrontatioun, also duerch d'geschriwwent Wuert am Alldag;

ënnerstäicht, datt d'Léiere vun der Lëtzebuerger Sprooch

- fir keen en Nodeel bréngt;

- net am Widdersproch zur Méisproochegkeet steet, well sech dat och net géint aner Sprooche riicht, déi ëmmer och zousätzlech kënne benotzt ginn;

fuerdert d'Regierung op,

- d'Lëtzebuerger Sprooch am ëffentleche Raum méi ze benotzen, si „méi an d'Vitrinn ze stellen", dëst och visuell bei Schëlter, Pannoen, Nimm, Beschreiwungen an Informatiounen.

(s.) Fred Keup.

■ **M. Fred Keup** *(ADR)*.- Sou! Nach e puer konkreet Punkten, déi ee misst maache fir eng besser Integratioun: Absolutt de Sproochenniveau fir déi duebel Nationalitéit erëm eropsetzen, ...

■ **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)*.- Très bien!

■ **M. Fred Keup** *(ADR)*.- ... well dat ass en Incentive, fir se besser ze léieren. Méi Sproochecoursen, och bezuelt - obligatoresch - Sproochecoursë wärend der Aarbechtszäit! An natierlech méi Ënnerstëtzung fir Sports- a Kulturveräiner, déi eng wäertvoll Aarbecht maachen.

An dann d'Gemengen, et ass vill rieds gaangen iwwert d'Gemengen an de Staat. De Sproochegebrauch - et gëtt geschwat vun Dräisproochegkeet -, wann ech kucken, déi meescht Gemengen hunn eng Internetsäit, déi ass eesproocheg: op Franséisch! Ass dat d'Integratioun an der Gemeng? E grousse Respekt hei fir den Här Engel: D'Gemeng Suessem, déi huet se zweesproocheg.

(Interruption)

Ech géif lech nach en Tipp ginn: Maacht déi Säit esou, dass een automatesch op déi lëtzebuergesch fir d'éischt kënnt an déi franséisch muss uklicken! Dat ass nach méi en Incentive, d'Lëtzebuerger Sprooch an de Viergrond ze setzen. Mee ech muss lech wierklech do luewen!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- D'Madamm Asselborn ...

■ **M. Fred Keup** *(ADR)*.- Jo, mee dat ass awer ënner lech geschitt.

(Hilarité et interruptions)

Jo. Sou! Ech kommen zum Schluss. Integratiounsschwieregkeete si méi kleng, wann déi, déi zu Lëtzebuerg wunnen an déi aus aller Häre Länner kommen, sech op Dauer an enger an där selwechter Sprooch verstännege kënnen. Lëtzebuerg däerf kee Land ginn, dat sprachlos gëtt, wann et mat sech selwer schwätze wëllt.

„Ech géif mer wënschen - ech soen dat net, well et keen anere Choix gëtt, ech soen dat, well et d'Sprooch vum Land ass -, datt all déi Leit, déi op Lëtzebuerg liewe kommen, an all déi, déi heihinner schaffe kommen, d'Lëtzebuerger Sprooch esou gutt beherrschen, datt se sech an der Gesellschaft an am Beruff kënne verstännegen." Dat do huet de Jean-Claude Juncker an der Chamber gesot am Joer 2002. An dat ass ganz aktuell! A mir als ADR soen dat haut nach!

Mir wëlle kee séilelose Multikultiwirrwarr ginn, wou dat Eenzegt, wat d'Leit nach zesummenhält, d'Gier no Geld ass. Mir wëllen eis Eegenaart erhalen: eis Kultur, eis Sprooch, eis Traditioun, eis Geschicht, jo, eis Gemeinsamkeeten, de stabille Kär vun eiser nationaler Identitéit, zu där och eis Oppenheet gehéiert an déi esou wichteg ass an déi de Mënschen Halt gëtt. A mir wëllen d'Auslänner duerch Integratioun matabezéien. Mir ginn hinnen dofir d'Hand.

Sprooch an Integratioun si staark matenee verbonnen. Si sinn d'Viraussetzung, fir eng staark, zesummenhalend Natioun ze bleiwen. Mir als ADR setzen eis dofir an.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Villmools merci, Här Keup. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. David Wagner** *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Jo, viru 50 oder 60 Joer hätte mer déi heite Ried hei an der Chamber warscheinlech guer net op Lëtzebuergesch gehalen, mee op Franséisch!

(Interruption)

Oder viru 40 Joer. Ech hu viru 40 Joer d'Debatten net esou genau suivéiert.

(Hilarité et interruption)

Dann hätte mer och ...

(Interruption)

An der Tëschenzäit gëtt, an dat ass och richteg, op Lëtzebuergesch hei debattéiert. An et ass och richteg, datt et iwwersat gëtt.

Bon! Ech wäert elo net deen Éischte sinn, deen déi Remark mécht: „Integratioun", esou heescht d'Debatt, also et geet ëm d'Integratioun. D'Madamm Cahen ass och dorop agaangen, ech mengen, si war och net déi Eenzeg: Wat versti mer dorënner?

Et ass scho wierklech kompliziéiert! Et ass net evident, sech ënnert deem Term eppes Konkreetes virzestellen, respektiv vill Leit stelle sech eppes aneres dorënner vir. Ech weess net, ob een dat Wuert soll ëmmer esou benotzen. Mee kommt, mir benotzen dat emol an deem heite Kontext!

Mee wéi gesot, politesch gesinn - well et ass eng politesch Fro - stellt sech net jiddereen dat selwecht drënner vir. Et kann ee se kulturell aschätzen, als kulturellen, sproochleche Facteur, voire eethnesche Facteur, datt jiddereen an déi selwecht Richtung misst goen. Dat ass déi méi konservativ nationalistesch Approche, déi ee kann hunn. Déi och kann assimilationistesch sinn, wat net onbedéngt äusserst fortschrëttlech ass.

Mee ech mengen, ech hunn nëmme 15 Minutten. Ech wéilt gäre vill méi laang doriwwer schwätzen, mee ech hunn déi Zäit net. Mee da gëtt gesot: „Et muss ee sech u Wäerter upassen." De Begrëff vu „Wäerter" ass souwisou scho problematesch, well et huet och net jiddereen déi selwecht Wäerter. Déi baut ee sech op, jee no senger Geschicht an esou weider an esou virun.

D'Lëtzebuerger sinn och net esou homogeen doranner. Et gëtt Leit, déi sech e politesche System wënschen, dee méi demokratesch ass, anerer een, dee manner demokratesch ass, vläicht. A si hunn all dee selwechte Pass.

Et kann een och driwwer diskutéieren: Wat ass wichteg an eiser Geschicht? Wat fir eng Momenter si wichteg an eiser Geschicht? Do ass och net jidderee sech drop eens. An dat gesi mer reegelméisseg bei de Lëtzebuerger Historiker, déi sech emol net doriwwer eens sinn, wéini ganz genau Lëtzebuerg onofhängeg ginn ass. Also, wa mer schonn iwwer eis Natioun schwätzen, da musse mer eis däers bewosst sinn.

Et gëtt och esou eng éischter symbolesch Approche oder eng juristesch Approche vun der Integratioun fir ze soen: „Haaptsaach mir suergen derfir, datt jiddereen déi selwecht Rechter virum Gesetz huet", wat quasi de Fall ass. Et sinn déi formal Rechter. Mee mir wësse ganz genau, datt et net duergeet, déi selwecht Rechter formaljuristesch ze hunn, well eeben d'Leit net all aus deene selwechte soziale Verhältnisser kommen, an datt d'Ausübe vun engem Recht och ganz staark dovunner ofhänkt, ob een dat Recht och tatsächlech real ka gräifen.

Et kann een och eng ganz aner Approche hunn, an ech mengen, dat ass och éischter eng Approche, déi mir als Lénk géife favoriséieren: Dat ass eng Approche, déi versicht, konkreet och op der Grondlag vun de Liewensverhältnisser ze foussen.

Ech hu virdru gesot, dat Wuert „Integratioun" hätte mer net immens gär, well et net prezis genuch ass, oder jiddereen huet seng eege Virstellung. Mee op jiddwer Fall: Kommt, mir kucken d'Geschicht vu Lëtzebuerg! Immigratioun, Emigratioun ass natierlech eppes, wat esou al ass wéi d'Mënschheet selwer. Aus der fréierer Geschicht vu Lëtzebuerg wësse mer ganz genau, datt mer verschidde Vaguen haten; heiansdo méi grousser, heiansdo manner grousser.

Den industriellen Opschwong vu Lëtzebuerg, Enn 19. Joerhonnert, Ufank 20. Joerhonnert huet zu staarken Immigratiounsvaguë gefouert, aus deene ganz vill vun de Vertrieder hei och entstane sinn oder entspronge sinn. Heiansdo weess een dat vläicht emol net onbedéngt.

Et koum zu Aarbechtsaccorden, och notamment tëscht Lëtzebuerg a Portugal, deemools nach als Diktatur, wéi och e groussen Deel vun eise portugisesche Matbierger heihinner komm sinn. Anerer sinn zwar och geflücht virun dem Salazarismus, mee déi ware méi minoritär.

Duerno, duerch déi ganz Politik, déi Lëtzebuerg gefouert huet, datt mer immens vill Betriber hei zu Lëtzebuerg ugezunn hunn duerch eise Steierdumping - deen och Problemer duerstellt fir d'Nopeschregiounen, déi manner Betriber hunn, bon -, hu mer de Phenomeen vu Frontaliere kritt, an déi zwou Richtungen d'ailleurs och, dat ass en anere Phenomeen.

Kricher, Aarmut op der Welt - d'Situatioun gëtt a Wierklechkeet ëmmer méi akut -, Refugiéë kommen op Lëtzebuerg. Si flüchte viru Krich oder viru Aarmut; meeschtens ass d'Resultat jo dat selwecht, nämlech den Doud! Et muss ee se empfänken, och oft, well mir e bëssen eppes domadder ze dinn hunn.

Dann hu mer natierlech och nach d'europäesch Institutiounen, d'Finanzplaz an esou weider, duerch déi och Leit aus anere Länner kommen, déi awer aus ganz anere Verhältnisser kommen, déi meeschtens aus ganz privilegiéierte Verhältnisser kommen.

Mee eis Gesellschaft, och hei zu Lëtzebuerg, ass emol guer net homogeen. Dat mierke mir ënner eis och: Ob een aus dem Minett kënnt, ob ee Stater ass, a souguer ënnert de Stater, ob een aus de Faubourge kënnt, vun der Uewerstad oder vun Hollerech, dat sinn och scho ganz verschidde Saa-

chen. Ob ee vum Duerf kënnt, vun der Musel kënnt an esou weider an esou virun. Do huet ee ganz verschidden Approchen, bon, souwuel kulturell wéi och sozial.

Mir hunn eng Approche, an eisen Aen, wou een et muss vun de soziale Verhältnisser aus ugoen. Kommt, mir huelen e ganz konkreet Beispill! Eng Supermarchésketten. Ech soe „Supermarché", ech kéint eppes aneres soen, en anere Secteur. Mee dat ass e Secteur, deen ech aus familiäre Grënn vläicht e bësse besser kennen.

Do hutt der en Direkter, meeschtens vläicht e Lëtzebuerger, oder verschidde gutt Lëtzebuerger Famillen, déi d'Direktioun maachen. De Middle Management, dat ass plus ou moins geméscht an esou weider. An dann och ënnen, d'Foussvollek: d'Verkeefer, d'Caissièren, d'Rangéierer an esou weider, do si Lëtzebuerger drënner, do sinn Netlëtzebuerger drënner, déi hei liewen, déi vläicht souguer hei groussgi sinn oder souguer hei gebuer sinn, an natierlech och Frontalieren, aus Frankräich, der Belsch oder Däitschland.

Elo stellt sech d'Fro: Wann de Lëtzebuerger Rangéierer am Supermarché do schafft, mat wiem huet hie méi Gemeinsames? Mat der franséischer Caissière, mam belsche Verkeefer oder mam däitsche Rangéierer? Oder huet e méi Gemeinsames mam Lëtzebuerger Direkter? Gi se an dee selwechte Bistro? Feiere se déi selwecht Fester? Gi se an déi selwecht Restauranten? Hu se déi selwecht glécklech Momenter? An hu se och déi selwecht Problemer?

A Wierklechkeet: De Lëtzebuerger Aarbechter wäert am Supermarché méi Gemeinsames hu mam Netlëtzebuerger, deen zesumme mat him schafft, wéi mam Lëtzebuerger, deen uewen an der Chefetage schafft. Dat hu mer d'ailleurs ganz konkreet gesi viru Kuerzem, wéi deen Aarbechtskampf war beim Cactus, wou Netlëtzebuerger a Lëtzebuerger zesummegeschafft hunn - well et geet ëm dat selwecht.

Fir eis als déi Lénk ass u sech d'Fro vun der Nationalitéit net wichteg. Mir sinn der Meenung, datt d'Fro vun der Nationalitéit d'Leit net soll kategoriséieren. Net well mir fei Jongen a fei Meedercher sinn. Ech weess net, ob mir besser sinn oder méi schlecht sinn. Ech mengen net, datt mer besser si wéi iergendeen aneren.

Mee den Déngens ass, mir sinn der Meenung: U sech, déi richteg Solidaritéit, déi existéiert, dat ass déi vun de Leit, déi zesumme liewen an zesumme schaffen, déi déi selwecht Problemer hunn a sech och zesummen engagéieren, op der Aarbechtsplaz notamment, fir hir Interessen ze verteidegen, fir besser Aarbechtskonditiounen ze hunn, fir besser Paien ze hunn an esou weider. An dat ass positiv fir d'ganzt Land! Well esou erreecht een och méi sozial Rechter fir jiddereen. A jidderee kann eropkommen.

Et gëtt natierlech Milieuen, déi hunn e ganz kloren Interêt dorunner, fir u sech d'Leit opzesplécken tëschent Frontalieren, tëscht Lëtzebuerger, tëscht Netlëtzebuerger. Well wann s de déi opspléckst, all déi Aarbechter zesummen, ma da sinn d'Aarbechter an d'Aarbechterinne geschwächt a si kënne sech manner verteidegen. Dann ass jiddereen deem anere säin Däiwel. An dann: Wien huet dorunner ze gewannen? Majo déi, déi Privileegien hunn a se onbedéngt musse verteidegen. „Divide et impera", dat ass näischt Neies. An dat gëtt och an deem Kontext do gemaach.

D'ailleurs, wat interessant ass, wa mer zréckkucken an eiser Geschicht: E Kapitel an der Lëtzebuerger Geschicht, dat bestëmmt dat spannendst ass, dat awer, ech mengen, net an der Schoul geléiert gëtt; ech ka mech net drun erënneren. Viru genau 100 Joer: 1918/1919, bon, mir wëssen all, och hei zu Lëtzebuerg ... Mir wëssen, mir haten e Referendum iwwert d'Monarchie, iwwert d'Republik an esou weider an esou virun. Et ass vill méi komplizéiert wéi dat! Mir wëssen och, datt d'allgemengt Walrecht agefouert gouf, datt d'Fraewalrecht agefouert gouf, an: D'Aarbechterwalrecht an d'Aarbechterinnewalrecht gouf och agefouert. Well deemools konnten nëmmen déi Räich wielen. Also, déi räich Männer konnten deemools nëmme wielen.

Dat war ganz spannend. Ech recommandéieren och jiddwerengem, dat Buch ze liesen, wann Der Zäit hutt an och wann Der Loscht hutt, vum Henri Wehenkel: „La République trahie". Do gëtt ee Saache gewuer - ech wousst dat och net, mee ech interesséiere mech derfir -: wat fir eng sozial Rechter an där Period géint d'Stolbaronen, géint den Haff och, erkämpft gi sinn.

Et ass och genau an där Period, wou d'Aarbechter zesummen - Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger - derfir gekämpft hunn, fir den Aachtstonnendag ze kréien. Wou gesot gouf: „O, dat geet net." An de Stolbaronen ass op eemol de Wapp gaangen, well déi Leit hu sech ganz ferm organiséiert! Si kruten och den Aachtstonnendag, vun deem mir haut all profitéieren. Dofir misst et och nach d'ailleurs weidergoen.

Här President, et kann een ...

(Interruption)

Här President, ... O, ech liesen hei Saachen, déi ech scho gesot hunn.

(Hilarité et interruptions diverses)

Ech muss awer schnell maachen.

Soulaang mer, Här President, an enger Gesellschaft liewen, wou et sozial Ënnerscheeder gëtt, wou et Klasse gëtt, wou Leit kënne bestëmmen an aner Leit bestëmmt ginn, friembestëmmt ginn, soulaang mer an Hierarchië liewen, wat net den humanen Zoustand ass, anthropologesch gesinn, soulaang mer an esou enger Gesellschaft liewen, wäerte mer d'Konzept vum Wuert „Integratioun" - dat heescht, vum Zesummeliewen, datt jiddereen zu sengem kënnt a glécklech ass - net definitiv erreechen. Dat wëllt awer natierlech net heeschen, datt een net trotzdeem kann eng Partie Saache maachen, och an dëser Gesellschaft, déi net richteg funktionéiert.

Bon, déi heiten Debatt betrëfft jo awer och Mënschen, déi de Lëtzebuerger Pass net hunn; fir dat emol esou ze soen. An do gëtt et awer och erëm eng Kéier ganz verschidde Situatiounen, et ass och schonn hei ugeklongen.

Mir hunn zum Beispill d'Expats. Expats si meeschtens Leit, Kaderen, Middle Management, éischter wäiss - net onbedéngt -, déi aus westleche Länner kommen, deenen et net esou schlecht geet an déi hei hir Karriär weiderféieren a vläicht erëm eng Kéier an en anert Land ginn. Okay, dat ass kee Problem. Déi Leit hunn et meeschtens souwisou scho relativ einfach, net onbedéngt, mee et gëtt derfir gesuergt, datt awer villes op Englesch ass an esou weider, hei an der Stad.

Ech sinn och Stater, ech weess et, mir hate souguer Debatten iwwert d'Sproochen am Gemengerot. Ech weess och, datt d'ADR sech ganz derfir staark gemaach huet, fir datt iwwerall vill Englesch gemaach gëtt fir d'Expats. Firwat net? Et ass souwisou schonn de Fall. Bon, et ginn deelweis fir ganz räich Auslänner souguer extra Gesetzer gemaach hei zu Lëtzebuerg, Golden Visa an esou weider. Et brauch ee keng speziell Logementspolitik ze maachen. De Royal Hamilius, dat kann e ganz räichen Expat sech och leeschten. Ech mengen, dat ass eng Saach.

Da gëtt et awer och dat, wat een d'Immigranten nennt, dat heescht, u sech déi, déi éischter méi aarm sinn, déi éischter aus dem Süden heihinner kommen. Déi sinn zwar och wäiss, awer manner oft, an et ass d'Proletariat. Dat sinn déi, déi schwéier Aarbechte maachen, déi schlecht bezuelt sinn, wou gemeckert gëtt, wa se net onbedéngt Lëtzebuergesch kënnen. An et dauert Generatiounen, bis se akzeptéiert ginn, eng, zwou, dräi Generatiounen, bis se akzeptéiert ginn. Fir déi Leit gi seelen extra Gesetzer gemaach. Si si frou, wa se iwwerhaapt e Logement kënne kréien zu normale Präisser. A wann natierlech dann d'Fro opkënnt: „Kënne vläicht déi Leit net och d'Walrecht kréien?" , jo, da gëtt et Leit, déi hunn natierlech Angscht, datt vläicht déi Leit Lëtzebuerg géifen iwwerhuelen.

Also, déi Debatt gouf et schonn deemools, wéi d'Auslännerwalrecht bei de Gemengen agefouert gouf: „O, d'Auslänner wäerten d'Gemengen iwwerhuelen." Dat ass natierlech net geschitt! An et ass jo gewosst, wann ee vun der Schicht vum Bau kënnt oder vun der Schicht vum Botze kënnt, wann een heemkënnt, nach fir d'Kanner d'Iesse mécht, datt een duerno net nach vill Zäit an Energie huet, fir e Plang auszehecken, fir d'Land ze iwwerhuelen. Ech mengen, et muss een awer iergendeng Kéier e bësse seriö sinn!

An et ass och e komescht Bild, wat een huet vun den Auslänner, ëmmer erëm gesot. „Si mussen Efforte maachen!" Jo, et gëtt Leit, déi kënne véier, fënnef Sproochen. Déi hu studéiert, déi hunn e gewëssene Background, an déi kënnen och Lëtzebuergesch relativ schnell léieren, zemools wa se eng germanesch Sprooch schwätzen.

Et gëtt Leit, déi hunn do Schwieregkeeten. Ech kann lech och vill Geschichten erzielen. Ech kann lech d'Geschicht erziele vun enger Fra, déi 1949 zu Marseille gebuer ass an engem ganz aarme Véierel, de Papp war Hafenaarbechter, si hat siwe Geschwëster, si waren zu aacht. D'Mamm huet doheem geschafft. D'Kanner sinn all mat 14 Joer schaffe gaangen - deemools war dat d'Scolaritéit a Frankräich -, an der Fabrick, Nuddelsfabrick, Pressing, ech weess net wat alles, a Bistroen. Iergendwéi hunn déi Leit emol net d'Geleeënheet kritt, fir Franséisch richteg schreiwen ze léieren.

An iergendeng Kéier, wann een eng Aarbecht sicht, héiert ee vu Lëtzebuerg an da kritt ee gesot: „Komm hei als Serveuse schaffen. Zu Lëtzebuerg, do kanns de eppes verdéngen!"Da mécht déi Madamm dat. Si wollt e puer Méint heihi kommen, fir e bëssen eppes ze verdéngen, Humpen ze zerwéieren. Si huet dann och dräi, véier Wierder Lëtzebuergesch geléiert. Dunn hat se Pech, si huet mäi Papp kenne geléiert. Lo sinn ech hei, voilà! Dat ass déi eenzeg Saach, déi een där Madamm ka virwerfen. Si ass elo iwwer 40 Joer hei am Land, si kann nach ëmmer kee Lëtzebuergesch. Ech hu mat néng Joer hir mussen och d'Excusë virschreiwen op Franséisch, well se och net richteg Franséisch konnt schreiwen.

Ze soen, et wier einfach, Lëtzebuergesch ze léieren, dat hänkt ganz dervunner of. Si huet et versicht, et ass net gaangen, ganz einfach. Et ass awer eng uerdentlech Biergerin, an ech mengen net, datt een hir eppes kéint virwerfen.

Et gëtt aner Leit, déi hunn déi Schwieregkeeten net. Ech hu vill ze vill geschwat. An ech hunn nach ëmmer net alles gesot, wat ech wollt, well ech wollt och e bësse méi konkreet ginn. Soss kréien ech dat erëm virgeworf. Zu Recht!

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Et gëtt awer och Leit, déi keng Openthaltsgeneemegung hunn - ech maachen elo e bësse méi schnell -, a grad elo a Covidzäiten hu mer jo och gemierkt, dass Dausende vu Leit - net Refugiéen! - hei sinn, aus verschiddene Länner, Brasilien, Latäinamerika, Cap Vert an esou weider, zënter Joren, déi aus verschiddenen Ursaache keng Openthaltsgeneemegung kënne kréien, déi trotzdeem hei schaffen, schwaarz och natierlech, an déi dunn an der Covidzäit an eng Situatioun komm sinn, déi katastrophal ass, well se natierlech keng Hëllef kënne kréien, oder nëmme schwéier, oder kee Chômage partiel kënne kréien, well se schwaarz geschafft hunn, meeschtens an der Horeca. Wat vläicht och erkläert fir deen een oder deen aneren, datt et heiansdo schwéier ass, en Aarbechtskontrakt ze justifizéieren, deen et net gouf! Mee bon, dat ass en anere Problem, dee marginal ass, mee deen awer ganz vill Leit betrëfft.

Mir mengen als déi Lénk, a mir hunn d'Fro schonn opgeworf: Déi Leit mussen elo reguliséiert ginn! Si wäerten och nimools zréckgoen an hiert Land, well d'Situatioun do souwisou katastrophal ass. Ech schwätzen zum Beispill vu Brasilianer. Zu Brasilia an der Regierung sëtze Querdenker. Dat heescht, de Covid, deen ass do amgaangen, immens vill Leit ëmzebréngen, och méi Jonker. Bon. Voilà. Mee souwisou wäerten déi Leit och an normalen Zäiten net zréckgoen an hiert Land. A si schaffen trotzdeem hei: Si schaffen an de Bistroen. Si maachen d'Botz. Si bréngen de „Buy - Wedely", dat si warscheinlech och ganz oft si. An ech mengen, deene Leit muss een och iergendeng Kéier Merci soen an hir Situatioun definitiv reguliséieren.

Fir d'Demandeuren awer och e puer Fuerderungen, déi ee muss stellen. Ech mengen, et misst een eng Allocation unique en numéraire maache fir d'DPIen, well dee Bongesystem ass bürokratesch a funktionéiert net ganz gutt. Den Accès un d'Aarbecht ass ganz wichteg. Eng Autorisation d'occupation temporaire muss ee maachen. Fir an den Heemer soll een Zivilleit ausbilden, keng Private-Security-Gesellschaften. Ech weess, dat ass eng Moud hei am Land. Déi Leit sinn net dofir ausgebilt, souguer wa se en Ziedel hunn, datt se eng Formatioun gemaach hunn. Ech hu mer soe gelooss, dass déi Formatioun guer näischt wäert ass. Loosst déi Leit och a Rou. A Wierklechkeet musse si aner Saache maachen. Si sinn net dofir gëeegent, fir sech ëm Refugiéen ze bekëmmeren. Dofir muss ee Professioneller astellen, exklusiv Professioneller, mengen ech.

A bei der Sproochepolitik: Firwat entweeder Lëtzebuergesch oder Franséisch? Et muss een alles léieren. An et ass ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Här Wagner, ...

■ **M. David Wagner** *(déi Lénk).*- Jo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- ... Dir misst esou lues zur Konklusioun kommen.

■ **M. David Wagner** *(déi Lénk).*- Dir hutt Recht.

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Dir sidd scho quasi zwou Minutten iwwert d'Zäit.

■ **M. David Wagner** *(déi Lénk).*- Dir hutt Recht. Ech organiséieren e Fait personnel herno, fir da kënne weiderzeschwätzen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Dat maacht Der net!

(Hilarité)

■ **M. David Wagner** *(déi Lénk).*- Voilà, an da just beim Walrecht, Gemengewalrecht, déi Derogatioun, déi mer hunn zu Lëtzebuerg, datt ee fënnef Joer hei muss sinn, kommt, mir schafen déi of! Well Dir wësst jo, et sinn och vill Leit, déi si just mol knapp fënnef Joer hei, da gi se erëm. Dat wier net schlecht, an et si vill Länner, déi dat net hunn. Do kann een direkt wiele goen an esou weider.

Ech hunn eng Partie ganz aner Fuerderungen ze maachen, mee ech hunn ze laang geschwat. Et ass mäi Feeler.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Mars Di Bartolomeo,** *Président de séance.*- Merci och dem Här Wagner. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen.

■ **M. Marc Goergen** *(Piraten).*- Merci, Här President. Merci dem honorabele Paul Galles an der Ministesch fir d'Ufro vun dëser wichteger Diskussioun. En Theema, wat jidderengem am Alldag begéint. Ech wëll awer, ier ech ufänken, nach eng interessant Remark vun der Madamm Asselborn-Bintz opgräifen. An zwar sinn ech jo selwer an enger Musekgesellschaft täteg gewiescht. Dat ass exzellent, muss ech lech soen. Et ass awer och esou, dass een nach ergänze kann, dass d'Musek eng universell Sprooch ass mat den Nouten an dass dat wierklech jidderee verbënnt.

Integratioun bedeit och ëmmer, sech ukomm ze fillen, sech gutt ze spieren a sech do wuel ze fillen, wou ee grad lieft. Kee Mënsch op der Welt sicht sech eraus, wou en op d'Welt kënnt, ënner wéi enge Bedéngungen, an och net, wéi en ausgesäit.

Wat ass e Pass fir eis Piraten? Dat ass fir eis e reng administratiivt Dokument, net méi. Fir sech an eng Gesellschaft ze integréieren, muss een a Kontakt mat de Leit kommen, mat de Wäerter an de Gewunnechten, déi dës Gemeinschaft ausmaachen.

Integratioun bedeit awer och net d'Opgi vu senge Wuerzelen, senge Gewunnechten. Am Géigendeel, all Persoun ass eng Beräicherung an dréit mat hirer Geschicht derzou bäi, dass eis Gesellschaft sech weiderentwéckele kann.

Fir vun enger iwwerflächlecher Upassung zu enger wierklecher Integratioun iwwerzegoen, brauch et och e Wiessel an der Gesellschaft. Mee mir si positiv agestëmmt, dass weider Virurteeler wäerten ofgebaut ginn, dass mir eng nach méi oppe Gesellschaft ginn.

Wann ee sech äusserlech zwar esou verhält, wéi et vun der Grupp gewënscht ass, ënnerlech awer kee Vertrauen a seng Matmënschen huet an net d'Gefill huet derzouzegehéieren, da kann een net vun enger gelongener Integratioun schwätzen.

Wat heescht dat fir d'Politik? Sécher, d'Méiglechkeet, an der Landessprooch ze kommunizéieren, ass wichteg, mécht d'Integratioun méi einfach. An iwwer eng fest Aarbechtsplaz gewënnt ee Sécherheet a Kontakter zu Mataarbechter, déi engem eng Hëllef kënne sinn, fir Fouss ze faassen. Méi wichteg fir eng gelongen Integratioun ass dat eegent Empfannen, engem seng eegen Aschätzung, en Deel vun der Gesellschaft ze sinn. An déi Perceptioun kann e Mënsch schonn no enger kuerzer Zäit entwéckelen, wann e sech wëllkomm fillt, an dat och, wann en eréischt e puer Wierder vun der neier Sprooch versteet. Mee dat Gefill kann och éiweg feelen, ganz egal, wivill ee schafft a léiert, wann d'Ausgrenzung den Alldag dominéiert.

D'Fro, déi mir eis als Politiker also stelle mussen, ass déi, wéi mir en Zesummeliewe fërdere kënnen, an deem et e Gemeinschaftsgefill gëtt. Well nëmmen esou gi Vertrauen, Respekt an e verantwortungsbewossten Ëmgang mateneen iwwerhaapt méiglech. D'Fro ass also: Wéi kënne mir dat elo erreechen? Sécherlech net, andeems mer Migranten aus Drëttstaaten a Flüchtlinge jorelaang a groussen Ariichtunge mat Méibettzëmmeren zesummendrécken. Do mécht d'Politik vun der éischter Sekonn u schonn alles falsch.

Dass ëmmer nach Bénéficiaires de protection internationale, also Persounen, déi viru Krich, Gewalt an Diskriminéierung geflücht sinn an deenen hir Demande bei eis ugeholl gouf, gezwonge sinn, a Foyeren ze liewen, well se sech soss néierens eng Ënnerkonft leeschte kënnen, ass eng Katastroph.

Wat déi Mënschen, déi oft schonn extreem vill Gewalt an traumatesch Erliefnisser iwwer sech ergoen hu musse loossen, méi laang an de Foyere bleiwen, wat d'Ausgangsbasis fir eng spéider Integratioun méi schlecht gëtt. D'Etüde vum Liisa Malkki hu schonn an den 90er-Jore gewisen, dass déi vun hir begleet Refugiéen, déi a Campen ënnerbruecht goufen, d'Tendenz haten, Identitéiten ze entwéckelen, bei deenen d'Roll vun der Ausgangssituatioun am Exil, déi verlueren Heemecht an d'Visioun, enges Daags nees zréckzegoen, dominéiert hunn. Flüchtlingen déi manner isoléiert gelieft hunn, konnten dogéint eng Identitéit entwéckelen, déi sech net op de Mythos vun der Vergaangenheet vum eegene Vollek, mee op d'Erfarung aus dem neien Alldag gestëtzt huet. Dës Leit haten individuell Zukunftspläng. An dat ass extrem wichteg, fir den Integratiounsprozess unzereegen. Mir mussen d'Leit also esou séier wéi méiglech aus deene Foyeren erauskréien an da mam alldeegleche Liewen hei am Land a Kontakt bréngen.

A mir hunn hei zu Lëtzebuerg och eng ganz Rei engagéiert Bierger, déi dobäi hëllefe wëllen. Mënschen, déi hir Hëllef ubidden, wann et ëm administrativ Demarchë geet, oder déi souguer bereet sinn, Mënsche bei sech doheem opzehuelen. An dat souguer elo schonns, wou et nach ëmmer un engem klore Gesetz feelt, an deem et kloer gereegelt gëtt, wéini Persounen, déi ënner engem Daach wunnen, e Menage sinn a wéini et sech ëm eng Wunngemeinschaft handelt a wat fir Rechter a Flichte sech an der jeeweileger Situatioun erginn.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Wéi vill Persoune wären dann eréischt bereet, bei der Integratioun vu Migranten a Refugiéen ze hëllefen, wa se duerch e gesetzleche Kader géife geschützt ginn an idealerweis souguer ënnerstëtzt ginn!

Et ass awer net nëmme wichteg, deene Leit d'Méiglechkeet ze bidden, bei der Integratioun vun Auslänner hëllefen ze kënnen, mee och, den Zouwanderer selwer Pisten ze weisen, wéi se sech hei am Land abrénge kënnen, duerch de Benevolat, eng Memberschaft an engem Veräin oder an enger Fräizäitgrupp. Gesetzer oder politesch Mesurë kënnen d'Integratioun net forcéieren, mee d'Politik kann e Kader setzen, deen der Gesellschaft Pisten opweist, wéi se Mënschen hëllefe kann, fir sech bei eis doheem ze fillen, an deen et de Leit vu baussen méi einfach mécht, hei Fouss ze faassen.

Wat doriwwer eraus natierlech och vun extreemer Wichtegkeet ass, ass d'Logementspolitik. Eng multikulturell Gemeinschaft kann net entstoen, wa sech d'Bevëlkerungsgruppen net mëschen, well d'Immobiliepräisser et guer net zouloossen, dass Persounen, déi just mat engem geréngе Budget bei eis an d'Land kommen, iwwerhaapt a gewëssene Regioune vum Land eppes lounen oder kafe kënnen, well de Wunnraum lues a lues onbezuelbar gëtt. Grad d'Wunnen an domat verbonnen de Fait, mat sengen Noperen a Kontakt ze kommen, een Deel vun enger Strooss oder engem Appartementsblock ze sinn, ass essenziell fir eng gelongen Integratioun. An dat net nëmmen, well et fir déi Zougewandert wichteg ass, mee och, well et fir vill Lëtzebuerger wichteg ass, an hirem konkreeten Alldag mat anere Kulturen a Kontakt ze kommen.

Et gëtt vill verschidde Projeten, an deene sech verschidde Kulture begéine kënnen, fir zesummen Aktivitéiten ze maachen. Als Beispill: Konscht genéissen, Sport, Jugendhaiser oder Theater spillen. Dat si fantastesch Projeten, déi onheemlech inspiréiere kënnen. An et ass wichteg, dass d'Offer vun esou Projeten an d'Luucht geet. Mee wien erreecht ee mat dëse Projeten? Natierlech just déi Leit, déi vu virera schonn oppe genuch sinn, fir sech an esou Projeten unzemellen. Déi, déi den Auslänner éischter skeptesch géintiwwerstinn, erreecht een domadder leider net.

Am Alldag kënnen d'Leit, wann op eemol eng auslännesch Famill an dat Haus niewendru plënnert a wann een hinne mueres d'Appartementsdier ophält um Wee fir op d'Aarbecht, de Kontakt erweideren. Andeems een e gemeinsame Liewensraum schaaft, erlaabt een et de Leit, sech vun Ugesiicht zu Ugesiicht ze begéinen. Mee dat ass nëmme méiglech, wa mir eng duerchduechte Landesplanung an eng effikass Logementspolitik bedreiwen.

Friemefeindlechkeet geet oft mat der Angscht virum Onbekannten a mat Virurteeler anhier. E konkreet Zesummentreffen an engem private Kader kann hei oft scho villes veränneren. Natierlech heescht dat net, dass all Persoun mat friemefeindlechen oder rassisteschen Astellunge sech vun engem eenzelne Kontakt iwwerzeege léisst. Do sëtzen Angscht, mee och den Näid bei vereenzelte Persounen ze déif an da loosse se sech vu rietsen oder rassisteschen Astellunge fänken.

Leider kënnt et ëmmer nach ze oft vir, dass Persoune wéinst hire Virurteeler Mënsche mat anere kulturellen Hannergrënn guer keng Chance ginn, mat hinnen op engem tëschemënschlechen Niveau a Kontakt ze kommen, oder souguer diskriminéierend oder gewalttäteg reagéieren. An esou Fäll muss kloergemaach ginn, dass Rassismus an Diskriminéierung zu Lëtzebuerg keng Plaz hunn. Dat sollt och jiddereen an der Politik, grad hei am Haus, esou kloer soen an och vertrieden.

Och mir Politiker musse mat eisen Aussoen, déi duerno an de Medie breet verbreet ginn, oppassen. Huele mer e Beispill: Wann e Minister oder Deputéierten ëffentlech seet: „D'Nigerianer si fir d'Droge verantwortlech op der Gare", dann dréit dat zu méi Friemenhaass bäi. Da gi Leit mat enger donkeler Hautfaarf direkt komesch bekuckt oder nach vill méi schlëmm. Mir Politiker mussen eis bewosst sinn, wat esou Aussoen uriichten.

Zu de rietsextreeme Gruppéierungen: Meenungsfräiheet huet näischt mat engem Recht ze dinn, aner Persoune verbal ze attackéieren oder zum Haass opzeruffen. Dat geet einfach net! Do si mir Piraten ganz kloer. Hei muss de Staat kloer Grenze setzen. Friemefeindlechkeet däerf net salonfäeg ginn, och net op Social Media. Dat ass kee rechtsfräie Raum. Wa mir wëllen, dass an eiser Gesellschaft multikulturellt Zesummeliewe méiglech ass, dat vu Respekt a Versteesdemech an net vun Ausgrenzung an Haass gepräägt ass, da si mir alleguerte gefuerdert, d'Politik an d'Gesellschaft, déi, déi scho laang hei wunnen a sech mat dësem Land identifizéieren, an déi, déi hir Plaz hei nach sichen. Et gëtt keng Patentléisung fir eng gelongen Integratioun. Mee wa mir eis alleguerte mat Respekt begéinen an eis oft, esou oft et geet op den Austausch op Aenhéicht aloossen, wa mir mat Zouwanderer, net iwwert d'Zouwanderer schwätzen, dann ass schonn e grousse Schrëtt gemaach.

Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. An da géif ech d'Wuert weiderginn un den Här Paul Galles fir den Depot vun zwou Motiounen. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci, Här President. Wéi virdrun an der Interpellatioun versprach, wëll ech zwou Motiounen deposéieren. Déi eng ass déi iwwert de Conseil national pour étrangers. Ech hat virdru gesot, dass mer mengen, dass et dréngend néideg ass, dass dee reforméiert gëtt. Et ass och a ganz ville Riede virkomm, et ass och a ganz villen Avisen esou geschriwwe ginn. Wat mir mengen, dat ass, dass et wichteg ass, dass déi Missioune vum CNE ugepasst ginn un eeben déi nei Situatioun vun der Integratioun - oder wéi och ëmmer mer et elo wëllen nennen -, wéi et dann elo an de Riede beschriwwe ginn ass. Also eng nei Missioun en vue vum Vivre-ensemble zu Lëtzebuerg.

A mir mengen och, dass et wichteg wär, déi Struktur ze professionaliséieren, soudass se gutt funktionéiert. All déi aner Theemen, wéi hir Representativitéit ze iwwerkucken, dat gehéiert dann och derzou.

Wat eis awer och wichteg ass, dat ass, dass mer der Meenung sinn, dass eebe beim Conseil national pour étrangers d'office soll en Avis gefrot gi fir all déi Gesetzesprojeten, déi seng Missioune betreffen, déi also déi Leit, déi do representéiert sinn, an och hir Familljе betreffen, also fir all déi Gesetzesprojeten, déi an deen Domän erafalen.

Dat ass dann e bëssen an der Logik vun enger Beruffskummer. An et ass dann och bewosst keng zweet Chamber, Madamm Minister. Dir hat dat virdrun nach eng Kéier esou an de Raum gestallt. Et ass also wierklech net gemengt, doraus eng zweet Chamber ze maachen. Dat wär, mengen ech, ganz kontraproduktiv. Dat ass déi eng Motioun.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- rappelant que le Luxembourg compte plus de 179 nationalités ;

- considérant dès lors, qu'il importe de donner une voix à chacun ;

- rappelant que le Conseil national pour étrangers (CNE), institué par la loi du 16 décembre 2008, est un organe consultatif du Gouvernement pour toutes les questions liées aux étrangers et à leur intégration ;

- notant qu'au vu du nombre très important de résidents de nationalité étrangère au Luxembourg, il va sans dire que les fonctions et missions du CNE revêtent d'une importance toute particulière ;

- sachant qu'il est de notoriété publique que le CNE connaît depuis ses débuts des difficultés à fonctionner de manière efficace ;

- rappelant que le Gouvernement a prévu dans l'accord de coalition de 2018 que : « Le rôle, les modalités de fonctionnement ainsi que les modalités d'élection des membres du Conseil national pour étrangers (CNE) seront soumis à une consultation au sein du CNE et auprès des acteurs concernés. Le CNE sera réformé et valorisé par la suite. »,

invite le Gouvernement

- à présenter à la Chambre des Députés les conclusions de cette large consultation auprès du Conseil national pour étrangers ;

- dans le cadre de la réforme, à renforcer les missions et professionnaliser les structures du Conseil national pour étrangers ;

- à saisir d'office d'un avis le Conseil national pour étrangers pour tous les projets ciblant la situation des étrangers et de leurs familles.

(s.) Paul Galles, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz.

An déi aner, dat ass déi iwwer e Screening vun all den ëffentleche Gebaier, déi ee kéint huelen, fir zumindest emol temporär engem Problem eng Äntwert ze ginn, nämlech deem, deen ech virdrun och a menger Interventioun beschriwwen hunn, dass et, mengen ech, eng Gefor ass vum Communautarismus, dee kéint opkommen an deem Moment, wou Demandeurs a Bénéficiaires de protection ëmmer nach zesummen an de Foyere sinn, engersäits, well déi Vermëschung, mengen ech, op Dauer net gutt ass, an anerersäits, well do och dann d'Plaze beluecht sinn an deenen d'Bénéficiairen (veuillez lire: an dann d'Demandeuren), déi nei ukommen, net onbedéngt eng Plaz do fannen. Dat heescht, och déi Foyere ginn iwwerlaascht.

An deem Sënn géife mer mengen, dass ëffentlech Gebaier, déi fräi sinn, och kéinten iwwer eng temporär Aart a Weis genotzt ginn, fir Leit do ënnerzebréngen. Et ass net déi ideal Léisung, mee et wär awer eng Léisung, fir eng Entlaaschtung ze bréngen. An et gëtt eng ganz Rei Gemengen - ech hunn dat och mat e puer vun de Kolleegen a Kolleeginnen ofgecheckt -, déi dat scho bewosst maachen, déi esou Gebaier huelen a se eeben och fir déi Zäit, wou déi Gebaier nach gebrauchbar sinn, ier vläicht eppes aneres domat passéiert, ier se eng aner Affektatioun kréien, do zur Verfügung stellen, fir dass se an deem Moment kënne genotzt ginn.

Mir halen dës Motioun och bewosst allgemeng. Mir soen: „alleguerten déi Persounen, déi eeben e Besoin hunn, déi an engem Besoin sinn." Mir wëllen e besonneschen Akzent op d'DPIen an op d'BPIe leeën. Mir wëllen op kee Fall, dass mat dëser Motioun iergendwéi den Androck kéint erwächt ginn, dass mer iergendee géint iergendeen aneren ausspillen. Dat läit wierklech net an eisem Interessi.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- rappelant qu'il existe au Luxembourg un manque général de logements ;

- soulignant dans ce contexte le manque récurrent de logements pour personnes nécessiteuses ainsi que pour demandeurs de protection internationale et bénéficiaires de protection internationale ;

- considérant que de nombreuses personnes ayant obtenu le statut ont du mal à trouver un logement abordable sur le marché immobilier luxembourgeois et continuent à vivre dans les foyers ;

- constatant qu'un bon nombre de communes font bon exemple et signalent des bâtiments non occupés pour y créer des logements et des structures d'hébergement collectif adaptées aux besoins pour accueillir des personnes nécessiteuses et des demandeurs ou bénéficiaires de protection internationale ;

- notant dans ce contexte que les communes sont un partenaire indispensable pour l'État et jouent un rôle primordial dans la mise à disposition de logements,

invite le Gouvernement

- à procéder à un screening de tous les bâtiments publics non occupés et à créer ainsi une liste complète qui sert de base pour pouvoir investir davantage dans la création de logements pour personnes nécessiteuses en général et pour les demandeurs et bénéficiaires de protection internationale en particulier.

(s.) Paul Galles, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz.

Ech soen lech villmools Merci dofir.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Galles.

An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

Prise de position du Gouvernement

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Villmools merci, Här President. Villmools merci och all de Riedner de Mëtteg fir déi ausféierlech historesch Réckblécker an och Aussiichte respektiv Meenungen, wat d'Integratioun respektiv d'Zesummeliewen hei zu Lëtzebuerg ugeet.

Ech war dem Här Galles nach e puer Äntwerte schëlleg, an ech géif dann direkt domat ufänken. 2017 waren déi lescht Wale vum CNE. Do sinn dann dem Gesetz no dräi plus dräi Posten - dat sinn ëmmer dräi Posten, plus dräi, déi eeben en sus sinn - ze besetze gewiescht de nationalité portugaise, do waren néng Kandidaten. Bei de Fransouse waren et zwee plus zwee, do ware 16 Kandidaten. Bei den Italieener war et ee plus een, do ware fënnef Kandidaten. Bei de Belsch: Ee plus een, do war ee Kandidat. Bei deenen Däitschen: ee plus een, dräi Kandidaten. Bei de Britten: ee plus een, ee Kandidat. A bei den Hollänner: Ee plus een, an do war och ee Kandidat.

Dann d'Ressortissants d'un autre pays de l'Union européenne, do ware fënnef plus fënnef Posten, do waren néng Kandidaten. A Pays hors de l'Union européenne, do ware siwe plus siwe Posten an 22 Kandidaten. Dir braucht do net matzeschreiwen, ech ginn lech dat ganz gären. Ech schécken lech dat ganz gäre weider.

Dann hat Der eng aner Fro gestallt. Dat war nämlech déi, wéi eng Leit de CAI am Moment maachen. Iwwer 70 % vun deenen, déi de CAI maachen, sinn tëschent 25 a 45 Joer al am Moment. 26 % sinn tëschent 45 a 65 Joer al. A ganz wéineg, am Fong ëmmer nëmmen 1,6 %, sinn der ënner 25 oder iwwer 65 Joer al. Déi meescht, nämlech 58,13 % schaffen, hunn eng Aktivitéit. 22,6 % si sans emploi oder sinn op der Sich no enger Aarbecht. 12 % „occupés propre ménage", steet hei, dat heescht zum Beispill Femmes au foyer. 3,29 % sinn inactif. Do sinn dann och déi, déi de REVIS kréien, derbäi. 2,15 % Étudiants. An dann nach 1,17 % Retraités. A bei 0,51 % wësse mer et net.

Den Niveau d'éducation, fir da ganz komplett ze sinn: 64,26 % sinn Universitairen, hunn en universitären Diplom. 23,58 % Secondaire, 5,16 % Primaire a 6,98 % Préscolaire oder guer keng Formatioun. Ech reechen lech dat och no. Also, Dir musst hei net matschreiwen. Ech ginn lech dat natierlech ganz gäre weider.

Et ass natierlech schwéier, wann een ech weess net wéi laang elo hei ass - véier Stonnen? -, fir e Resümmee ze maachen. An et ass jo am Fong och net geduecht, fir e Resümmee ze maachen. Dat, wat mer wëllen, dat ass en Integratiounsgesetz maachen a schreiwen, wou mer dee breetméiglechste Konsens hunn, kucken zesummen, wéi mer wëllen d'Zesummeliewen hei am Land organiséieren. A wann ee mir seet, e géif net verstoen, wat d'Zesummeliewen heescht, ech mengen, dat ass awer net ganz komplizéiert: D'Zesummeliewen heescht eebe grad net, nieftenee liewen. Mee an deem Wuert „zesummen", do ass awer scho ganz vill gesot. Et geet eeben drëms, d'Zukunft vum Land och zesummen opzebauen.

Ech muss och soen - ech iwwerraschen lech vläicht e bëssen -, et huet mer e bësse leed gedoen, dass dem honorabelen Deputéierten David Wagner seng Riedezäit eriwwer war, well ech hunn dat ganz interessant fonnt, och de Schluss. An et hätt mech interesséiert, och gewuer ze ginn, wat nach dono komm wär. Dofir muss ech soen, dass dat mer e bësse leed gedoen huet.

Ech géif awer nach eng Kéier vläicht den Iwwerschlag maachen: D'Integratiounskommissioune sinn ugeschwat ginn. Ech mengen, dass do effektiv, wéi d'Simone Asselborn-Bintz gesot huet, nach méi Potenzial ass. A mir mussen effektiv einfach och dovunner ewechkommen, dass an Integratiounskommissiounen ëmmer nëmme Leit mat „Migratiounshannergrond" sinn, fir dat Wuert dann eng Kéier ze soen, esou wéi an d'Drëtten-Alter-Kommissioun menger Meenung no och net nëmme Leit vum drëtten Alter higehéieren. Mir mussen do och kucken, horizontal Kompetenzen an de Gemengen ze schafen. A mir wëllen do och gären hëllefen. Dofir hu mer déi zwee Integratiounsbeoptraagt do astelle gelooss vun den Associatiounen. Dat war de Famillјeministère, deen dat gefrot huet, justement fir lech, de Gemengen, och ze hëllefen an der Integratioun.

A jo, firwat sollen d'Integratiounskommissiounen net d'Ulafstell sinn? Mee déi éischt Ulafstell, dat ass de Beamten, deen d'Leit empfänkt. An ech gesinn hei zwee Vertrieder aus dem Schäfferot oder aus dem Gemengerot vu Jonglënster sëtzen, an ech ka mech un e ganz flotte Projet erënnere vu Jonglënster - do waren zwar déi doten zwee weeder am Schäfferot, dat ass sécher net, an am Gemengerot, dat weess ech net -, dat sinn d'Ambassadeurs de bienvenu gewiescht. Ech weess net, ob et dee Projet bei lech nach ëmmer gëtt. Mee just fir ze soen: Esou Best Practices kann een hunn. Et kann een, wann e Bierger sech aschreiwe kënnt an d'Gemeng - dat muss jo keen Auslänner sinn, dat kann och ee sinn, dee vun Esch op Hëpperdang plënnert oder vu Jonglënster an d'Stad -, jo vläicht effektiv esou een Ambassadeur de bienvenu hunn, wou een e Bichelche kritt, wou ee kuckt: Wéi engem Ambassadeur seng Interesse gläiche mengen? Oder wéi een huet Kanner am nämmlechten Alter oder déi nämmlecht Hobbyen? An da kann ech deem uruffen an dee begleet mech am Fong geholl duerch d'Gemeng.

Mir wëllen de Gemengen hëllefen, och iwwert dat Gesetz hei, fir besser ze ginn am Accueil, wann ee sech aschreiwe kënnt, egal wie sech aschreiwe kënnt. An da kann dat jo nach um Gemengenniveau herno ëmmer adaptéiert ginn, esou eng Broschür zum Beispill, déi en Nouveau arrivant an der Gemeng da matkritt.

D'selwecht iwwregens, wat d'Walrecht ugeet bei de Gemengewalen. Och do si mer amgaangen, elo schonn drun ze schaffen, fir nach besser ze ginn. Ech mengen, d'leschte Kéier war et schonn e bësse besser. Mee mir wëllen hei nach besser ginn, fir d'Leit och op hir Rechter opmierksam ze maachen, dass se däerfe wiele goen, an och op hir Flichten, dass mir hei zu Lëtzebuerg awer fannen, dass dat eng Flicht vun all Bierger ass, fir wielen ze goen, fir matzeschwätzen a fir matzedecidéieren, wéi d'Gemeng och an Zukunft soll ausgesinn.

Jo, mir sinn der Meenung, dass mer d'Leit musse vermëschen. Net PIA a CAI separat, mee vermëschen, mat Lëtzebuerger och vermëschen, allméiglech Leit matenee vermëschen. Well et ass nëmmen esou, wéi ee sech kenne léiert. An et ass nëmmen esou, wéi d'Zesummeliewe kann organiséiert ginn. An ech sinn iwwerhaapt net där Meenung, wéi et hei gesot ginn ass, dass Leit hei an d'Land plënneren a sech dann unzepassen hunn, dass dat Integratioun ass. Ech gesinn dat iwwerhaapt net esou! Dat ass meng Meenung: Integratioun geet an zwou Richtungen. A wa Lëtzebuerg haut dat ass, wat et ass, dann ass et, well net ee sech un en aneren ugepasst huet, mee well mer zesummen ons kenne geléiert hunn, méi grouss gi sinn an d'Zukunft vum Land zesumme gestalt an opgebaut hunn.

Ech mengen, et ass och vill zu de Flüchtlinge gesot ginn. Mir mussen d'Autonomie vun de Flüchtlinge stäerken. Mir hunn dat gemaach, wéi Dir gesot hutt, Här Galles, andeems mer scho gekuckt hunn, vun de Bongen ewechzekommen. Well mer gemierkt hunn: Wa Leit ganz laang an enger Prozedur dra sinn, da si se um Enn vum Dag am Fong guer net autonom. Si wëssen net: Wou kréien ech dann elo eppes anzekafen? Oder: Wéi fonctionéiert iwwer-

haapt eng Bancomatskaart? Dat muss ee jo net onbedéngt wëssen. An ech mengen, do musse mer alleguerten nach weider Efforte maachen, dass mer déi Leit eeben autonomiséieren, dass déi Leit och direkt matintegréiert ginn an aner Programmer, dass mer do Kompetenzen opbauen, ech weess net: Wéi funktionéiert eng LuxTrust-Kaart? Wéi funktionéiert guichet.lu? Wéi kënne mer Offall triéieren? Dat hat ech elo éinescht schonn als Beispill geholl. Also, ech mengen, do musse mer déi och direkt materanhuelen.

Da just nach eng Saach: D'lescht Joer gouf et 674 Cours d'alphabétisation, déi vum Ministère de l'Éducation nationale organiséiert goufen. Dat waren der 43 % méi wéi dat Joer virdrun. Ech wëll dat awer hei och eng Kéier gesot hunn.

Et ass och gesot ginn, fir de CAI méi attraktiv maachen. Jo, dat ass onse Wonsch - also, méi „attraktiv" brauche mer en net ze maachen, well mir hunn e grousse Succès -, mee mir hunn einfach net méi méi Capacitéiten, fir nach méi Leit an de CAI eranzehuelen. An dofir vläicht d'Iddi vun de Modüllen, déi een och regional ka maachen, wou ee vläicht méi kann an de CAI materanhuelen. Mir kucken och mam Syvicol zesummen a mat de Gemengen, wéi een dat regionaliséiere kann. Ech wëll elo net direkt soen „op d'Gemengen erofdäitschen", well et gëtt och ganz kleng Gemengen, an do ass et vläicht besser, dat regional ze maachen an et net einfach just fir eenzel Gemengen ze maachen.

Dann de CNE. D'Simone Asselborn-Bintz huet vu méi klenge Gruppe geschwat, ob den Territoire net misst eng Roll spillen. An ech mengen, dat ass jo dat, wat ech am Fong genau gefrot hunn: Wie soll iwwerhaapt an dee CNE do eran? A bis elo sinn ech der Meenung, och par rapport zu deenen Avisen, déi mer kritt hunn, dass dat awer och vum Gemengenniveau muss eropkommen, dass dat aus den Integratiounskommissiounen, aus dem Engagement aus der Gemeng am Fong geholl muss eropkommen.

Do äntwerten ech elo indirekt och op d'Motioun nach eng Kéier vum Här Galles - wann ech dat richteg gelies hunn -, well Dir verstitt, mir wëllen net d'Missioune renforcéieren, mir wëlle se redefinéieren! Well mir sinn der Meenung, dass dat am Moment net klappt, oder bon, där Meenung si mer net nëmmen, dat ass e Constat.

Do sëtze jo och net nëmme Juristen, déi elo Avise kënne maachen. En plus ass et eng Tripartite am CNE. Dat heescht Patronat an d'Gewerkschafte sinn do. Déi si jo awer och schonn am CES zesummen. Dat heescht, et misst jo guer net sinn, dass déi och zesummen am CNE sëtzen.

Ech sinn dergéint, dass do nëmmen Auslänner sinn, well ech eeben der Meenung sinn, dass de Vivre-ensemble sech zesummen organiséiert. Mee, wéi gesot, also wann Der géift erlaben, och par rapport zu Ärer Motioun ... Ech wëll hei elo kengem virgräifen, mee ech mengen, mir missten emol fir d'éischt kucken, wat d'Missioun vun deem CNE an Zukunft ass. Mir misste fir d'éischt kucken, wat de Sënn an den Zweck dovunner ass.

An ech hunn hei ganz flott Iddie fonnt. Nämlech, effektiv vläicht d'Integratiounskommissiounen och ze begleeden, de Vivre-ensemble matzegestalten, ze hëllefen, wou Hëllef gebraucht gëtt; vläicht a méi klenge Gemengen an esou. Ech wär immens frou, wann Der d'accord wäert, dass mer ons do nach e bësse méi Zäit géife ginn, nach de Leit do géifen nolauschteren, well et ass net prett. Mir sinn net prett, well en einfach net fonctionéiert. Dat heescht, et huet och keen Zweck, d'Missiounen elo ze stäerken, well d'Missioune funktionéieren net, wéi se am Moment eebe gestalt ginn. Ech wollt dat just eng Kéier soen.

Et ass och ganz vill haut vu Kanner a Jugendleche geschwat ginn. Déi sinn essenziell, fir eng anstänneg Integratioun hei am Land a fir e flott Zesummeliewen. Dofir hu mer och an de PAN-Projeten den Accent op Jonker gesat, besonnesch wat d'Diskriminatioun eeben ugeet.

De Charles Margue huet vun transversalen Aufgabe geschwat. A genau dat ass, mengen ech, den A an den O. Mir schaffen hei un engem Integratiounsgesetz. Mir schwätzen hei doriwwer, mee effektiv: Do fält esou vill mat do dran - jiddwereen huet dovunner geschwat -: d'Education, de Logement, mee och ganz aner Beräicher, wéi den Environnement.

Dofir sinn ech och net ganz averstanen, wann Der schreift, Här Galles, an der Motioun an Ärem Invite: « à saisir d'office d'un avis le Conseil national des étrangers pour tous les projets ciblant la situation des étrangers et de leur famille. » Ech sinn der Meenung, dass alleguer d'Gesetz se cibléieren, ouni Ausnam. All d'Gesetzer si fir alleguer d'Bierger hei am Land! An eventuell souguer och fir d'Frontalieren. Dofir hunn ech do e bëssen de Bauch wéi. Ech verstinn awer, wat Der mengt. Mee ech probéiere just, lech ze äntwerte par rapport zu deem, wéi ech et am Moment spieren.

Dann d'Conseillers à l'intégration. Wéi gesot, déi hu mer agefouert. Et sinn der elo zwee agestallt ginn. Déi si bei der ASTI a beim CEFIS, mengen ech. Mee dat war effektiv op eis Demande hin, fir d'Gemengen och besser kënnen do ze begleeden. An effektiv wier och eng Vernetzung vun den Integratiounsbeoptraagten natierlech eng flott Saach. Och do nees vläicht e klenge Wénk op den CNE.

Wéi gesot, ech mengen, mir sinn nach net ganz zeideg. Mir mussen nach e bëssen driwwer schwätzen, nach e bëssen nolauschteren an nach e bësse kucken, wat Sënn mécht. Well dat Organ, dat dann do soll geschafen oder reforméiert ginn, soll ons jo alleguer hëllefen och hei, fir d'Zesummeliewen hei am Land besser ze organiséieren.

Da vläicht nach e lescht Wuert, well et mer ganz wichteg ass! Hei ass de Mëtten e puermol gesot ginn, mir wiere géint d'Assimilatioun. Ech sinn do total dergéint! Ech mengen net, dass mäi Modell deen ass, deen anerer musse fir sech iwwerhuelen, esou wéi ech liewen, esou wéi ech och kengem anere säin iwwerhuelen. Jiddwereen ass eenzegaarteg.

An ech kommen hei net dolaanscht, eng Kéier kuerz ze soen: Här Keup, dat wat Dir gemengt hutt, dat war Assimilatioun! „D'Leit kommen heihinner a si hu sech hei gefällegst unzepassen!" Ech sinn net där Meenung!

Ech sinn der Meenung: Déi Leit, déi heihinner kommen, déi bréngen e Räichtum mat, déi sollen ons hei kenne léieren a mir si kenne léieren. An dat Zesummeliewen, wat Dir jo net verstanen hutt als Wuert, dat Zesummeliewen, dat zesumme wuessen, mee dat ass dat, wat ons staark mécht. Dat ass dat, wat ons eenzegaarteg mécht. Dat ass dat, wat aus Lëtzebuerg Lëtzebuerg mécht! An dat wollt ech awer och nach hei gesot hunn.

Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Familljeministesch, der Madamm Corinne Cahen. An da Parole après ministre fir den Här Marc Goergen.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Merci, Här President. Et geet awer éischter an d'Richtung vun enger Fro.

Ech wollt fir d'éischt emol der Familljeministesch Merci soe fir hir Erklärungen. Also, mir sinn, denken ech, politesch do ganz no beieneen. Dir hutt d'Integratiounskommissiounen ugeschwat, wou ech och Ärer Meenung sinn, dass déi mussen ausgebaut a gestäerkt ginn. Elo ass mir awer eng Gemeng bekannt, wou et net esou ass, dass nëmme Leit, déi d'origine aus enger anerer Natioun komm sinn, do aktiv sinn, mee wou Leit mat rietspopulisteschem Gedankegutt iwwert déi Ausschreiwung an esou eng Integratiounskommissioun komm sinn.

Wär et dann do net gutt, wa mer d'Gesetzer schonn änneren, dass mer do Schrauwen abauen, dass eeben esou eppes net ka geschéien, fir dass och d'Gemengeréit méi Informatioune kréien, wie sech iwwerhaapt do wëllt mellen? Well et ass jo esou: Déi Integratiounskommissioun gëtt net vun de Parteie besat, mee do mellen einfach Leit sech aus der Gemeng. An do kann et jo geschéien, wéi et och elo an enger Gemeng geschitt ass, dass sech da Leit mat rietsradikalem Gedankegutt gemellt hunn. Ob een do net an Zukunft sollt e puer Schrauwen abauen?

Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Goergen. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Jo, merci fir d'Fro. Ech hunn natierlech elo, ech ginn dat zou, wierklech grouss Schwieregkeeten, fir heirobber ze äntwerten. Well wien definéiert, wien e rietst Gedankegutt huet? Domadder geet et jo emol schonn un.

Zweetens ginn ech hei ganz gären zou, dass ech keng Erfarung hunn an Integratiounskommissioune selwer, well ech net an der Gemengepolitik aktiv war bis elo. Mee mir sollen doriwwer schwätzen, wien iwwerhaapt an déi Integratiounskommissioune soll kommen, wien dat bestëmmt a wien doranner soll kommen. Et gëtt Integratiounskommissiounen, déi formidabel gutt fonctionéieren, an et gëtt der, déi am Fong iwwerhaapt net fonctionéieren. An ech mengen, dat ass jo och den Objet vum Gesetz. Een Deel vum Gesetz si jo déi Integratiounskommissiounen.

Dofir sinn ech de Mëtten heihinner komm. Mee mir wäerten hoffentlech och nach weider driwwer schwätzen, fir dass mer do och zu enger Konklusioun kommen, wien iwwerhaapt do an esou enger Integratiounskommissioun soll sinn, denken ech.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools. Nach Parole après ministre fir den Här Keup.

M. Fred Keup *(ADR)*.- Merci, Här President. Jo, d'Madamm Cahen huet grad gesot, dass si strikt géint Assimilatioun ass an dass si dat net gutt fënnt, wa Leit, déi op Lëtzebuerg kommen, sech upassen. Also ech kann dat net verstoen. Ech muss soen, ech kennen extreem vill Leit, déi sinn assimiléiert, ...

(Interruption)

... wat och net heescht, dass se alles opginn hunn, wat vläicht vun hiren Elteren oder Grousselteren komm ass. An déi si ganz frou doriwwer, dass se sech konnten assimiléieren, dass se sech konnten ...

Ech gesinn dat och als änlech, als Synonym vun Integratioun. Dat ass also guer näischt Schlechtes. An ech sinn och e bësse schockéiert, wéi Dir dat elo hei an d'Negatiivt zitt. Ech mengen, dat ass och par rapport zu deenen Auslänner, déi sech wëllen assimiléieren, déi sech wëllen integréieren, a mengen Aen eng Ausso, déi net gutt ass, déi net positiv ass.

An dat anert, wat ech nach wollt soen, dat hutt Der och ugeschwat, dat ass dee sougenannte Vivre-ensemble. Ech hunn a menger Ried gesot, dat wier eng Floskel. Dat kléngt ganz gutt. An Dir sot dann och: „Mir liewen am Respekt." Dat ass an der Rei: Mir halen eis un d'Gesetzer, mir gi schaffen, mir si respektvoll een zu deem aneren ...

Mee wat bedeit dee Vivre-ensemble elo wierklech? Gi mer zesummen an de Park? Gi mer zesummen an d'Veräiner? Oder gi mer getrennt? An dat ass net eng Fro vu Vivre-ensemble, dat ass eng Fro vun entweeder Integratioun oder Parallellgesellschaften.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Keup. D'Wuert geet nach eng Kéier zréck un d'Madamm Ministesch.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Ech mengen, op déi zweet Fro hat ech a menger éischter Ried scho geäntwert, déi jo schonn en long et en large erkläert huet, dass d'Haaptintegratioun an d'Zesummeliewe sech virun allem emol an de Veräiner maachen.

An ech géif do och nach eng Kéier op dat zréckkommen, wat d'Madamm Asselborn-Bintz gesot huet, nämlech: „D'Musek ass universell." D'Musekveräiner, d'Sportsveräiner: Et ass do, wou d'Zesummeliewe sech organiséiert. Et ass do, wou ee sech kenne léiert. Et ass do, wou een och deem anere seng Sprooch léiert an och emol vläicht deem anere seng Us et coutumes, déi net onbedéngt ëmmer déi nämmlecht musse si wéi bei engem selwer doheem.

Fir de Rescht, ech hunn net gesot, d'Leit dierfte sech net upassen oder misste sech upassen. Ech fannen „upassen" ass jo scho ganz schlëmm. Mir léieren ons géigesäiteg kennen a mir kucken alleguerten, dass mer och net iergendwéi virageholl an eng Integratiounsdiskussioun eraginn. Jiddwereen huet Stäerkten, jiddwereen huet Schwächten a jiddweree bréngt säint mat.

An et ass doduerch, dass mer deen Knowhow hei och hunn, deen esou grouss ass, well e vun iwwerall aus der Welt kënnt! Mee mir mussen och oppassen - an do kommen ech dann nach eng Kéier zréck op dat, wat och gesot ginn ass -, dass mer net eppes verwiesselen a mengen, Leit mat engem auslännesche Background, dass dat automatesch Leit wieren, déi a sozialer Prekaritéit sinn. Där sinn der leider ganz vill derbäi. Ech mengen, den Här Galles huet dat ganz genee erkläert. Mee mir hunn och ganz vill Leit, déi op Lëtzebuerg wunne kommen, well se hei en Job hunn, well se hei an enger Firma schaffen.

A mir wëllen och, dass och déi hei zu Lëtzebuerg mat eis zesummeliewen, dass se wëssen, wou se sinn, dass et net egal ass, wou se an der internationaler Firma schaffen, a mir wëllen hinnen och weisen, wa se ukommen, wa se sech umellen, wou se sinn, wie mir sinn. A mir wëlle si och kenne léieren, well si ons och hëllefen, d'Zukunft vun dësem Land ze gestalten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dann nach eng Kéier Parole après ministre fir den Här Paul Galles.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci, Här President, a merci, Madamm Minister, fir déi vill Äntwerten. Ech weess, dass ech ganz vill Froe gestallt hunn. An Dir hutt op ganz vill Froe geäntwert. Dat weess ech ze schätzen. Et sinn nach dräi Froen, déi iwwregbliwwe sinn. An ech froen einfach just, ob do nach eng Äntwert méiglech wär.

Dat Éischt ass, ech hat gefrot vun deem neie Service, dem SIA, dem Service de l'intégration et de l'accueil fir déi Kanner, déi nei an d'Land kommen. Deen ass, mengen ech, elo ganz nei. Deen ass am Comité interministériel virgestallt ginn. Kënnt Dir mir soen oder wësst Dir schonn, wéini dass deen operativ wäert ginn?

Déi zweet Fro ass: Et ass och e puermol erwäänt ginn, eeben déi Evaluatioun vun der OECD par rapport zu eisem Integratiounsgesetz. Wéini kann een do mat Resultater rechnen? Oder hat Der dat vläicht erwäänt? Ech hunn et vläicht net matkritt? Ech si mer do net ganz sécher.

An déi drëtt Saach, dat ass eng Propos, déi ech um Schluss gemaach hunn, nämlech vun engem och wëssenschaftleche Monitoring vun eiser Integratiounspolitik. Fir mech stellt sech d'Fro, ob Dir lech scho virstelle kënnt, am Kader vun engem neien Integratiounsgesetz och virzegesinn, dat wëssenschaftlech ze monitoren an ze begleeden, soudass eeben dann déi verschidde Fuerschungsinstituter och kënnen hiren Apport bréngen, fir dat Gesetz och op esou eng Aart a Weis da reegelméisseg ze evaluéieren.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Galles. D'Wuert geet zréck un d'Madamm Cahen.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Jo, villmools merci.

Déi éischt Fro: Jo, de SIA, dat ass beim MENJE, beim Ministère de l'Éducation nationale. Do geet et eeben effektiv drëms, dee Service de l'intégration et de l'accueil ze schafen, fir systematesch och alleguer d'Kanner, déi nei ukommen, en charge ze huelen. Do gëtt, wéi gesot, dru geschafft. Ech kann awer och noreechen, wou dat drun ass. Dat wéisst ech elo net.

Dat Zweet ass - dat hat ech gesot, mee ech hat gesinn, dass Der dee Moment beschäftegt waart -: D'OECD, do erwaarde mer eis fir hoffentlech Enn Februar, uganks Mäerz d'Resultater, well mer ons do och erhoffen, dass mer Best Practices aus anere Länner vläicht par rapport zu onsem Integratiounsgesetz eng Kéier kënne gesinn, dass si ons dat dann och matliwweren. Well, ech mengen, et brauch een net ëmmer d'Rad nei ze erfannen. Wann et op anere Plaze flott Saache ginn, da soll ee sech déi op jidde Fall emol ukucken.

An dat Drëtt ass: Ech sinn ëmmer der Meenung, dass ee muss Saachen evaluéieren. Ech wëll awer net elo schonn iwwer e Gesetz schwätzen, wat elo emol nach net geschriwwen ass. Dofir, eent nom aneren. Mee effektiv, mir mussen ons do ëmmer begleede loossen. Mir maachen dat och. Ech hat och a menger Ried gesot: Vum LISER a vum CEFIS loosse mer ons begleeden, justement fir dass mer net an d'Blannt eran einfach Integratiounspolitik oder Vivre-ensembles-Politik oder Citoyennetéitspolitik maachen, dass mer ons do och wierklech net nëmmen op d'Bauchgefill an op „Ech kennen een, deen ee kennt, dee gesot huet oder dee vun do koum" verloossen, mee dass mer dat och wierklech alles op Fakte baséieren.

Ech mengen, dass dat ganz, ganz wichteg ass, well mir hunn alleguerten - ech hat jo och meng Ried domadder ugefaangen - Erlieftes. Mir sinn alleguerte Kanner vun iergendenger Generatioun, déi vläicht net all zu Lëtzebuerg gebuer sinn an esou weider. An ech mengen, mir sollten ons do wierklech begleede loossen, fir den Discours an d'Diskussiounen och ëmmer ze versachlechen, an net nëmmen op d'Bauchgefill an op d'Héieresoe goen an op dat, wat mir kennen a wéi ons Nopere liewen, mee wierklech eng versachlecht Diskussioun féieren.

Déi hätt ech och gären, fir dëst Gesetz ze schreiwen, well et e Gesetz ass fir de Vivre-ensemble am ganze Land. An do, mengen ech, sollte mer d'Diskussioune scho versachlechen. Dat wär mäi Wonsch, jo.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Ministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Motions

Mir kommen elo zu dem Vott vun de Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1. Dat ass déi Motioun, déi vum Här Max Hahn deposéiert gi war. Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt ergräifen?

Den Här Paul Galles, wannechgelift.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech soen dem honorabele Kolleeg Max Hahn an och deenen anere Cosignatairë Merci fir dës Motioun. Mir kënnen ...

(Interruptions)

Wat sot Der?

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift, e bësse méi roueg, well soss versteet een net vun där enger Säit op déi aner. Här Galles, wannechgelift.

M. Paul Galles *(CSV)*.- Ech mengen, ech sinn einfach ze grouss, Här President.

(Hilarité et interruptions)

Ech sëtze mech. Jo.

Ech soen dem honorabele Max Hahn Merci fir dës Motioun, an och de Cosignatairen. Et ass eng Motioun, déi mir prinzipiell kënne mat ënnerstëtzen. Si ass natierlech immens allgemeng gehalen. An ech hoffen, dass mer net an dee Fall kommen, dass een d'Regierung allkéiers muss per Motioun opfuerderen „à poursuivre ses efforts". Et schéngt mer eng Selbstverständlechkeet, dass d'Regierung d'Efforte poursuivéiert.

Mee si ass esou allgemeng gehalen. Ech mengen, si geet och an déi richteg Richtung. Mir begréissen

och, dass mer da sollen eeben zum Enn vum éischte Semester 2021 eng Evaluatioun virgeluecht kréien an déi och kënnen diskutéieren. An deem Sënn si mir d'accord mat dëser Motioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Ass nach eng Wuertmeldung do?

(Négation)

Kënne mer iwwert déi Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion 1

Wien d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dann ass dës Motioun bei 4 Enthalungen ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zur Motioun Nummer 2. Dat ass déi Motioun, déi vum Här Fred Keup deposéiert ginn ass. Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt ergräifen?

Den Här Gilles Baum, wannechgelift.

M. Gilles Baum *(DP).*- Merci fir d'Wuert, Här President. Mir hunn eis alleguer déi Motioun hei ugekuckt. An ech muss soen, ech sinn awer e bëssen, jo, vläicht och an enger anerer Welt wéi verschidde Leit heibannen. Also, ech sinn der Meenung, dass zu Lëtzebuerg nach ni esou vill Lëtzebuergesch geschwat ginn ass an dass zu Lëtzebuerg nach ni esou vill Lëtzebuergesch geschriwwe ginn ass wéi an dësen Zäiten.

Kuckt emol Är SMSen! Déi sinn op Lëtzebuergesch. Är WhatsAppe sinn op Lëtzebuergesch. Är Maile sinn op Lëtzebuergesch. D'Lëtzebuergesch-Coursen an de Gemengen, déi sinn ausgebucht! D'Coursen um Institut national des langues, um INL, déi sinn ausgebucht. Do sinn immens vill Leit, déi sech aschreiwen.

An dat, wat mir immens wichteg ass: D'Lëtzebuerger Literatur war nach ni esou present wéi an dësen Zäiten! Ech géif de Kolleege vun der ADR proposéieren, eng Kéier an e Bicherbuttek ze goen. Mir hunn der jo, déi sinn net allze wäit ewech. Ech wëll keen nennen, fir keng Reklamm ze maachen. Gitt emol eng Kéier kucken, wat do alles vu Lëtzebuerger Auteure geschriwwe gëtt! Also, ech mengen, mir si wierklech an enger Zäit, wou d'Lëtzebuerger Sprooch ganz, ganz gutt dosteet.

Zu Ärer Motioun. Dir fuerdert, dass mer d'Lëtzebuergescht sollen an d'Vitrinn stellen: op Schëlter, Pannoen, Nimm, Beschreiwungen, Informatiounen. Also, ech mengen, mir sinn alleguerten Deputéierter. Mir kommen alleguerten duerch d'Land. Mir kommen a Gemengen, wou mer net wunnen. Also, kuckt emol eng Kéier d'Stroosseschëlter an de Gemengen! Wivill Gemengen hu Stroosseschëlter, déi op Lëtzebuergesch an op Franséisch sinn, oder souguer zum Deel nëmmen op Lëtzebuergesch?!

Kuckt emol déi Flouernimm, déi benotzt ginn an de Gemengen! Ech huelen der elo e puer aus der Gemeng, wou d'Madamm Hetto an ech hier sinn: „Um Bëschel", „Op der Tonn", „Op de Fréinen", den „Iernzwee"; zu Iechternach: den „Trooskneppchen". Dir kënnt mer jo awer net soen, dass dat elo Däitsch oder Franséisch ass!

An dann: déi bekannte Lëtzebuerger, déi mer hunn, ob dat elo den Edward Steichen ass oder anerer, d'Grande-Duchesse Charlotte. Wivill Nimm gëtt et an de Gemengen op Lëtzebuergesch an op Franséisch?!

An dann d'Stroosseschëlter, wann Der an eng Gemeng erakommt, wou e Stroosseschëld steet, wou Der musst hifueren. Do steet „Gemeng", do steet net „Commune" drop. Do steet „Bëschkierfecht", do steet „Sportzentrum Atert" oder do steet zu Kanech „Sportzentrum a Wëllems".

An dann eis Industriezonen. Ech kenne se net alleguer, ech nenne se awer: d'„Gadderscheier", „Hanebësch", d'„Laangwiss", „Schéleck". Dat si jo awer Lëtzebuerger Nimm! Also ech weess net, wat Der wierklech elo nach gären hätt, dass mer méi solle maachen!

An dann d'Ortstafelen, wou Der an d'Uertschaften erafuert. Also, wa mech net alles täuscht, da sinn d'Ortstafelen am ganze Land an zwou Sproochen. Also, ech mengen, dass mer wierklech do ganz, ganz gutt opgestallt sinn.

Ech weess net, wat mer wierklech solle mat dëser ADR-Motioun maachen, ausser se ze verwerfen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Baum. Da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur, den Här Fred Keup.

M. Fred Keup *(ADR).*- Jo, merci. Merci, Här Baum, fir déi Remarken. Ech mengen, Dir wunnt jo awer e bëssen an där selwechter Welt wéi ech, wann och vläicht an engem aneren Eck vum Land. Ech weess net genee, wéi et do zu Jonglënster an Ëmgéigend ass. Mee op jidde Fall do, wou ech wunnen, an op mengem Wee fir hei an d'Stad, do begéinen ech net vill op Lëtzebuergesch. Do sinn d'Stroossennimm net op Lëtzebuergesch.

(Exclamations)

Mat der Ausnam vu verschiddene Stroossen hei am Stadzentrum, ...

(Interruptions et coups de cloche de la présidence)

... wou se kursiv ënnendrënner geschriwwe sinn.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Wannechgelift, e bësse méi Andacht!

M. Fred Keup *(ADR).*- All déi nei Nimm, déi och an der Stad benotzt gi fir nei Stroossen, sinn normalerweis just op Franséisch. Dat ass an de meeschte Gemengen de Fall. An och soss, normalerweis steet do an de meeschte Gemenge „Centre sportif" an et steet net do „Sportzentrum". Esou wéi et beim neie Stadion ass. Ech hu jo gesot, dat ass esou bei ganz ville Saachen: „Maison relais", de „CGDIS". Iwwerall huele mer Nimm, déi net op Lëtzebuergesch sinn. An dat ass schued!

Wat ech hei am Fong froen, dat ass eppes, wat mer zougedroe gëtt vu ganz villen Auslänner, déi dat froen. Déi froen einfach: „Firwat hätt Der gär, dass mir Lëtzebuergesch léieren, mee Dir benotzt d'Sprooch selwer awer net?"

Plusieurs voix.- O!

M. Fred Keup *(ADR).*- Si verstinn dat net. Dat ass e Widdersproch.

(Interruptions)

Dat hei géif jo kengem Mënsch wéidoen. Ech froe mech: Wéi kann een hei dergéint si fir ze soen: Ma kommt, mir kucken, wéi mer kënnen am Land - vun den Ortstafele steet jo emol näischt do - esou vill wéi méiglech Schëlter, déi iergendwou sinn, oder Nimm vun Institutiounen, vu Stadionen, vu Sportshalen, op Lëtzebuergesch hunn?

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Keup. Dann ass d'Wuert fir den Här Paul Galles.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. A merci och hei fir dës Motioun. Ech hunn elo gutt nogelauschtert an ech verstinn u sech déi zwou Säiten. Ech versti ganz gutt. wat de Gilles Baum seet, dass eebe ganz vill Plazen zu Lëtzebuerg kloer an däitlech a gutt a schéin an och deelweis lëschteg Lëtzebuerger Nimm hunn. Et ass ganz gutt esou, dass et esou ass. Ech verstinn awer trotzdeem och zugläich d'Uleies hannert dëser Motioun, well een ëmmer nach ka méi maachen a well et trotzdeem en Uleies ass, wat och vun enger Rei Leit formuléiert gëtt.

Ech wëll awer derbäisoen, dass dat, wat u mech erugedroe gëtt ... Ech weess, dass mer alleguerten e bëssen an eiser Bulle liewen an dass mer dann eebe vun deene Leit informéiert ginn, déi mer kennen. Mee d'Leit, déi ech begéinen, soe mer virun allem, dass si Lëtzebuergesch léieren, jo, a si léiere Lëtzebuergesch gären. Auslänner léiere Lëtzebuergesch gären. Si léieren da Lëtzebuergesch. Dann hu se Lëtzebuergesch geléiert, ginn op Konferenzen, déi op Lëtzebuergesch gehale ginn, a traue sech awer net, do e Wuert ze soen, well hinnen den Niveau ze héich ass. A si wënsche sech, dass Mënschen, dass mir Lëtzebuerger do sinn, fir hinnen och beim Praktizéiere vun der Sprooch ze hëllefen, net eleng beim Léieren.

Dofir geet mir dat Wuert „an d'Vitrinn stellen" bei Wäitem net duer. Dat, fannen ech, geet net duer. Do misst nach vill hannendru kommen, nämlech och dat Léiere beim Praktizéieren. Ech géif dofir, einfach well ech probéieren, déi zwou Saache géinteneen ofzeweien, menger Fraktioun proposéieren, eis hei ze enthalen, ...

Plusieurs voix.- O!

M. Paul Galles *(CSV).*- ... wuel wëssend, dass d'Uleies ganz interessant ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. Da geet d'Wuert un den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu bis viru Kuerzem an der Sonnestrooss gewunnt.

Une voix.- A!

M. Sven Clement *(Piraten).*- Déi Strooss huet kee franséischen Numm.

Une voix.- Tipptopp.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ech wunnen elo um Bockebierg. Déi Strooss huet kee franséischen Numm!

Wann ech déi heite Motioun géif konsequent iwwerleeën, misste mer also aus der Sonnestrooss, fir d'Méisproochegkeet ze färderen, net nëmmen d'Sonnestrooss maachen, mee och nach d'Sonnenstraße a vläicht och nach eng Rue du Soleil. An aus dem Bockebierg wéisst ech net emol, wéi ech dat géif op eng aner Sprooch iwwersetzen.

(Interruption)

Ech wëll mer et zumindest net virstellen. Et kéint fir e bësse Gelächter suergen.

Et ass iwwregens net onbedéngt ëmmer praktesch, an enger Strooss ze wunnen, déi e lëtzebuergeschen Numm huet, well wann Der emol eng Kéier engem, deen lech eppes liwwere soll, musst „Sonnestrooss" buschtawéieren, mat zwee o an zwee s, an dat net nëmmen eng Kéier, mee e puermol am Dag, da wësst Der ganz séier, datt et heiansdo net praktesch ass, wann eng Strooss op Lëtzebuergesch „-strooss" heescht.

A vun aneren Termen, déi mer dann och op Lëtzebuergesch benotzen, weess ech net, ob et eng Plusvalue huet, wa mer der „Maison relais" elo e lëtzebuergeschen Term géife ginn, deen am Alldagssproochgebrauch net benotzt gëtt.

Fir mech ass dat heiten ganz kloer eng Motioun, fir eppes ze fuerderen, woubäi et u sech kee Problem gëtt. Well et geet drëm, Lëtzebuergesch ze benotzen. Dat ass am Dialog! Dat ass an den ëffentlechen Debatten! Dat ass hei an der Chamber! Dat ass dobaussen, wa mer mat Leit schwätzen!

Et ass net e Schëld, wat mécht, datt eis Sprooch méi oder manner wäert gëtt. Wat eis Sprooch méi wäertvoll mécht, ass, se ze benotzen. Een, deem dat heite wichteg ass, dee kann e Buch schreiwen op Lëtzebuergesch. Dee ka Lëtzebuergesch schwätzen. Dee kann audiovisuell Medie benotzen. Mee e Stroosseschëld ze iwwersetzen, dat ass Symbolpolitik vum Feinsten. An dat bréngt eis weeder an der Integratioun nach am Gebrauch vum Lëtzebuergesche weider. An dofir wäerten d'Piraten och géint dës Motioun stëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Sven Clement. Da geet d'Wuert un d'Madamm Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Jo, also, wéi ech elo just den Här Keup héieren hunn, do deet et mer leed, datt en d'Stad net besser kennt. Well da géif e wëssen, datt hei ganz vill Stroossen hire Lëtzebuerger Numm hunn an datt se d'ailleurs och esou markéiert sinn.

Ech huelen emol nëmme just déi hei ronderëm, do, wou mir hei sëtzen. Hei déi Strooss, déi hanne laanschtgeet, do, wou ee vis-à-vis vun dem Cité kann erakommen, wat ass dat? Dat ass d'Lantergässel. An déi steet och esou drënner. Hei virdru laanscht ass d'Dräikinneksgässel.. De Gruef, wësst Der, wou deen ass? Deen ass just do uewen. D'Fleeschiergaass. An der Bakes - dat wësse vläicht déi mannst -, dat ass uewe bei der Theaterplaz. An elo kéint ech weiderfueren: also, d'Chiggerisgaass, d'Rue du Nord ...

(Interruptions diverses)

Voilà! An nach méi an nach méi! Wie seet nach méi? Also, mir halen hei eis laang a schéi Geschicht ganz am Respekt a mir schreiwen dat och souguer op d'Schëlter.

M. André Bauler *(DP).*- Ganz gutt!

Une voix.- D'Ënneschtgaass.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- D'Ënneschtgaass nach. Voilà!

M. André Bauler *(DP).*- D'Rue Notre-Dame.

Mme Lydie Polfer *(DP).*- Ech wollt em dat awer just soen.

Une voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Polfer. Dann huet den Här David Wagner d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo, merci, Här President. Ech mengen, ech sinn dee Leschten, deen elo wäert schwätzen. Den Här Haagen, dee kuckt mech scho ganz bedroulech.

(Hilarité)

Ech kann och fir d'éischt emol menger Buergermeeschterin awer zoustëmmen.

(Exclamations)

An dat kënnt seele vir.

(Interruption)

Ech hunn et ni am Gemengerot gemaach, da maachen ech et hei.

Mee et wier awer och gutt, wann tatsächlech d'ADR sech e bësse méi mat der Lëtzebuerger Sprooch, mat hirer Geschicht a mat hirer Aktualitéit géif auserneesetzen, amplaz ëmmer nëmme mat Parolen ze kommen. Well et huet ee wierklech den Androck, datt d'ADR wierklech onbedéngt wëllt, aus ideologesche Grënn, déi näischt mat der Realitéit ze dinn hunn, esou maachen, wéi wa Lëtzebuergesch géif verschwannen.

Ech hu virdrun an der Ried gesot - ech hat se ugefaangen domadder -: „Viru 40, 50 Joer hätte mer déi Debatt hei op Franséisch gehalen an elo hale mer se op Lëtzebuergesch." Ech hunn nach ni esou vill ... Ech hunn an den 90er Jore vill manner Lëtzebuergesch geschriwwe wéi elo am Alldag. An esou weider.

A wann ee wierklech wëllt konkreet agéieren, an dat ass scho gesot ginn, och vum Här Gilles Baum, ben, ech kann nëmme soen: Meng Fra ass och ageschriwwen an de Lëtzebuergesch-Coursen. Fir beim INL, dem Institut national des langues, d'Online-Inscriptioun ze maachen, wann et lassgeet an du hues den Datum, da bass de um 8.00 Auer moies virum Computer an du wëlls dech direkt aschreiwen! Well et gëtt net genuch Plazen. Et gëtt esou vill Auslänner, déi Lëtzebuergesch wëlle léieren, net nëmme well et nëtzlech ass, mee well et si och interesséiert a well et tatsächlech och nach nëtzlech ass. D'Realitéit huet dat elo bewisen.

Do mat de Stroosseschëlter, wann Der ... Bon, ech mengen, et ass schonn alles gesot ginn. D'Madamm Polfer huet et gesot, den Här Clement huet et gesot, firwat dat superfetatoire ass, oder wéi de Marc Baum dat géif op gutt Lëtzebuergesch soen: „iwwerflësseg wéi de Schësser" ass.

Merci.

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun der Motioun Nummer 2 kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen mat 38 Nee-Stëmmen an 18 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement : la motion 2 est rejetée par 4 voix pour, 35 voix contre et 21 abstentions.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Motion 3

Da komme mer zum Vott vun der Motioun Nummero 3. Dat ass déi Motioun, déi vum Här Galles deposéiert ginn ass. Wëllt nach een d'Wuert zu dëser Motioun ergräifen?

Den Här Max Hahn, wannechgelift.

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, bon, ech mengen, ech hunn et virdrun a menger Interventioun gesot, ech ginn et awer zou, ech war net deen Eenzegen, deen dervu geschwat huet - d'Ministesch hat et annoncéiert, ech mengen, de Paul Galles hätt och esou eppes, op d'mannst nuancéiert, dra gehat, aner Kolleegen och -: Dat ass, dass de CNE net esou fonctionéiert, wéi mer eis dat virstellen! An ech däerf dat soen. D'Ministesch huet et och virdrun hei annoncéiert. An dofir soll dee reforméiert ginn. Dee soll nei opgestallt ginn. Et soll gekuckt ginn: Wat sollen an Zukunft deem seng Missioune sinn? A wéi soll d'Fonctionnement genau dervu sinn?

Dat heescht, wat den Här Galles eigentlech a senger Motioun fuerdert, dat kënnt Der ... Ech mengen, Dir kënnt déi Motioun vläicht nach versuergen, fir, wa mer dann zesumme gekuckt hunn, wéi mer de CNE opstellen, fir vläicht dann déi Motioun nach eng Kéier erauszehuelen.

Ech géif einfach mengen, se wier elo e bësse verfréit. Dofir géif ech da proposéieren: Zu dësem Moment, wéi gesot, mécht et fir eis elo relativ wéineg Sënn, aus deem Grond, deen ech lech grad genannt hunn, fir déi heite Motioun elo matzestëmmen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Hahn. Da ginn ech d'Wuert un den Auteur, den Här Galles.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Also, ech ka mer elo zwou Léisunge virstellen. Déi eng ass eeben, den Text esou ze reformuléieren, wéi d'Madamm Ministesch et och e bëssen ugedeit huet a wéi et tatsächlech och an eisem Sënn ass. Nämlech, dass een amplaz vu just „renforcer" och hischreift „renforcer et redéfinir", an dann ënnen och net schreift „tous les projets ciblant la situation des étrangers et de leurs familles", mee einfach „tous les projets de loi". Dat kéinte mer maachen.

Oder anerersäits ass och einfach d'Fro, ob awer trotzdeem eng Ouverture do ass vläicht vum President och vun der Commission de la Famille, dass ee seet: „Ma mir huelen et eng Kéier an déi Kommissioun." An dann huele mer et an engem gegeebene Moment fir de Fall, wou et dann esou wäit ass, dass mer op deem Punkt sinn, dass de CNE soll reforméiert ginn.

Merci villmools.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Galles. Ech ginn d'Wuert un d'Madamm Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen.

(Interruption par M. Max Hahn)

Nee, den Här Max Hahn kritt et fir d'éischt.

M. Max Hahn *(DP).*- Jo, well ech direkt ugeschwat gi sinn. Ech mengen, fir allgemeng nach eng Kéier iwwert de CNE ze schwätzen - ech mengen, mir hunn dat haut vill gemaach -, mee dat kënne mer awer ganz gären an enger vun den nächste Kommissiounen nach eng Kéier maachen. Virun allem och vläicht, fir dann nach eng Kéier méi déifgräifend erkläert ze kréien, firwat - wéi gesot, ech hat elo nëmmen eng kuerz Interventioun - dat am Moment eeben nach kee Sënn mécht.

An Dir kënnt dann awer vläicht och zu Ärem kommen, wann Der deen een oder deen anere Punkt awer wéilt elo nach abauen oder erabrénge fir ze kucken, wann de CNE da soll anescht oder nei opgestallt ginn, wat vläicht Är Iddien do sinn. A fir d'Kolleegen, wéi gesot, vun den anere Fraktiounen a Sensibilitéite gëllt natierlech déi selwecht Offer.

Dat heescht, ech géif proposéieren, wann Dir alleguerten averstane sidd, an haaptsächlech da fir Iech, Här Galles, well Dir d'Motioun jo agereecht hutt, dass mer déi da gären eng Kéier als Theema ..., net vläicht d'Motioun selwer, mee den Theema CNE respektiv: „Wéi solle mer en nei opstellen?", dass mer eis dat eng Kéier op den Ordre du jour huelen an eis dann domat intensiv beschäftegen.

Une voix.- Dat ass eng ganz gutt Iddi.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Hahn. Här Galles, kënnt Der mat der Propositioun vum Här Hahn liewen, fir déi Motioun an ...?

M. Paul Galles *(CSV).*- Jo, Här President. Ech weess elo net, ob dat wierklech dann d'Propositioun ass vum Här Hahn, mee ech kann awer trotzdeem mat där Propositioun, wéi ech se verstanen hunn, liewen. Ech mengen, dass d'Theema einfach soll eng Kéier an der Familljekommissioun diskutéiert ginn an dass dat e wichtege Schrëtt wär.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. D'Madamm Familljeministesch, wannechgelift.

Mme Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Villmools merci. Ech hat Iech jo och ugekënnegt, dass, wann d'sanitär Mesuren et erlaben, mer do natierlech och op den Terrain a bei d'Gemenge ginn - do wäerte mer ons alleguerte souwisou nach begéinen -, fir de Leit nozelauschteren an ze kucken, wat um Terrain genau gebraucht gëtt. An da wäerte mer souwisou an der Familljekommissioun dorobber zréckkommen, an net nëmmen op de CNE, well dat ass jo just en Deel vun deem ganze Gesetz, wat nei geschriwwe gëtt, mee op dat ganzt Integratiounsgesetz, wou dann och de CNE - oder wéi mer en da vläicht aneschters nennen, dat muss ee kucken - do dran ass.

Dat heescht, dat wäert souwisou nach geschéien. Déi Motioun haut hei, do gesinn ech am Fong elo net direkt de Sënn an Zweck dovunner, en vue vun engem ganz neie Gesetz, wou dat alles ganz nei definéiert gëtt. Mee ech verspriechen Iech natierlech, dass mer do an der Familljekommissioun, sou wéi mer dat och gewinnt sinn an der Familljekommissioun, Här President, bestëmmt wäerten driwwer diskutéieren. A mir ass et jo wichteg, wéi ech Iech haut och gesot hunn, och ëmmer nees Är Meenung ze héiere par rapport zu de verschiddene Sujeten, wéi mer d'Zesummeliewen hei am Land sollen organiséieren.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Cahen.

Vote sur le renvoi de la motion 3 en commission

Wien ass d'accord, fir dës Motioun bei d'Kommissioun ze verweisen? Dee soll d'Hand hiewen, wannechgelift.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

(La motion n° 3 de M. Paul Galles est renvoyée à la Commission de la Famille et de l'Intégration.)

Motion 4

Da komme mer zur Motioun Nummer 4. Wie wëllt nach d'Wuert zu där Motioun ergräifen?

D'Madamm Josée Lorsché, wannechgelift.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Déi Motioun, déi geet jo drëms, dass eng Lëscht vun eidel stoenden ëffentleche Gebaier opgestallt gëtt. Mir fannen et natierlech alleguer heibannen, denken ech emol, wichteg, dass all eidel stoend ëffentlecht Gebai eng gutt Affektatioun kritt.

Ech hunn och elo Récksprooch geholl mat deene betraffene Ministeren. Dat ass engersäits den Här Bausch, anerersäits den Här Kox. Den Här Gramegna sëtzt och nach hei, well och am Domaine de l'État si Gebaier, déi dann ënnert d'Kompetenz vum Finanzministère falen. Ech hu verséchert kritt, dass dat do scho laang gemaach gëtt. An d'Beispiller an der Praxis beweisen et. Ech nenne just emol de Centre de logopédie, de Foyer Don Bosco, deen a Partnerschaft mat aneren eeben och fir Logement ëmaffektéiert ginn ass, d'Weilerbaach an eng ganz Rei aner Projeten, déi lafen. Beispillsweis huet de Ministère och elo e Garage op der Areler Strooss opkaaft, e Gebai, dat elo a sengem Besëtz ass a wou dann och Wunnenge wäerten dran installéiert gi fir Bénéficiaires de protection internationale. Donieft schafft de Ministère och zesumme mat der Caritas a mat aneren Acteuren, déi am Sozialberäich aktiv sinn. Och dat ass scho laang ënnerwee an dat ass elo net en neie Moment.

Da wëll ech awer och op d'Wichtegkeet vun de Gemengen hiweisen, déi och eng ganz Rei Wunnengen eidel stoen hunn, déi awer dann och zu engem groussen Deel zesumme mam Staat mussen affektéiert ginn. Beispillsweis d'Douanierswunnengen, wou den Här Kox momentan amgaangen ass, duerch d'Gemengen ze zéien. Ech selwer kann dat bezeien als Schäffin vun enger Gemeng, wou och Douanierswunnenge sinn. Do wäert de Fonds du logement elo e Projet maachen, fir endlech dann esou wäit ze kommen, dass déi Gebailechkeeten net méi eidel stinn.

Soudass mer proposéieren, déi Motioun hei net unzehuelen. Net, well se net gutt ass, mee well déi do Saach scho längst gemaach gëtt a ganz vill och schonn an déi do Richtung geschafft ginn ass. An deem Sënn: Mir zéien un engem Strang, mee dës Motioun ass an eisen Ae superfetatoire.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Den Här Fernand Kartheiser freet d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Jo, Här President, villmools merci. Ech wëll ufänke mat engem Merci un d'Kolleege vun der CSV, well u sech ass déi Motioun hei den Ausdrock vun engem generéise Reflex. An ech mengen och, datt et, och wann et schonn, wéi d'Madamm Lorsché gesot huet, zum Deel gemaach gëtt, richteg ass fir ze kucken, wou Gebaier eidel stinn, ob mer net kënnen an engem genausou mënschleche Reflex eppes maachen, fir deenen, déi Hëllef brauchen, op deem Wee entgéintzekommen.

Mir bedaueren awer och, datt déi Motioun e bësse vag an e bësse generell gefaasst ass. Mir denken, et geet drëm, fir Leit, déi an Nout sinn, déi eng Sozialwunneng brauchen, fir deenen ze hëllefen. Awer ech muss rappeléieren, och an dëser Diskussioun, datt d'ADR eng aner Positioun wéi déi aner Parteien huet am Beräich vun der Migratiounspolitik. Mir soe selbstverständlech Jo zum Asyl. Jo, op der Basis vun deenen internationale Konventiounen, déi dat regéieren: d'Asylrechtskonventioun, d'Genfer Konventiounen. Awer mir hunn eng aner Positioun géintiwwer där Masseneimmigratioun, déi mer säit 2015 hunn. Mir hunn dat an anere Gremien oder bei aneren Diskussiounen dacks ernimmt.

Et ass esou, datt mir der Meenung sinn, datt Asyl net ze verwiesselen ass mat Immigratioun. En Asyl ass en temporairë Schutz, deen d'Leit kënnen hunn, sou laang wéi se e brauchen. A wa se en net méi brauchen, musse se an hir Länner zréck, fir do ze hëllefen, eng Friddensuerdnung opzebauen. Esou ass et am internationale Recht virgesinn. Esou ass et och vernënfteg. A mir wëllen einfach net op de Wee goe fir ze soen: Wien Asyl, wie Schutz huet, wat eng gutt Saach ass, deen huet och e Bleifrecht, eng Immigratioun gemaach an eist Land. Dat sinn zwou verschidden Diskussiounen.

An deem Sënn soe mer och ganz kloer, mir hunn dat op eisem leschten Nationalkongress och ëffentlech esou erkläert an duergestallt, datt déi Strukturen, déi mer gebaut hunn an eiser Politik nämlech ..., wann d'Leit zréckginn an hir Länner, datt do vill Strukture fräi ginn, déi mer kënnen och als Sozialwunnengen duerno benotzen oder fir Logements accompagnés an aner Saachen, déi mer hei am Land och batter néideg brauchen.

Mir wëllen also kloer soen: Jo, mir mussen eppes maache fir Sozialwunnengen. Jo, mir mussen de Personnes nécessiteuses entgéintkommen, souwäit et nëmme geet. Awer nee, Asyl ass net ze verwiessele mat Immigratioun. An dofir ass déi Vermëschung, déi hei an dëser Motioun gemaach gëtt, fir eis de Grond, fir eis ze enthalen, obscho mer dee mënschlechen a generéise Reflex am Prinzip begréissen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert un den Här Paul Galles.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Merci och fir déi Reaktiounen. Och besonnesch der Madamm Lorsché fir d'Opzielung vun all deem, wat scho geschitt, wat ech ganz interessant fannen. A si huet och ganz Recht, dass dat alles scho geschitt. Ech menge just, dass eeben eis Iddi hei e bësse méi wäit geet. Well et soll drëms goen, e Screening ze maachen, net nëmme vun deene Gebaier, déi eebe lo grad zoufällegerweis am Moment fräi stinn oder net benotzt ginn, mee och fir ze kucken: Wat ass dann déi Affektatioun, déi virgesinn ass? Wéi vill Joren dauert dat nach, bis déi Affektatioun dann esou wäit ass, bis mat deem Gebai erëm eppes Neies geschitt?

Dat heescht, do definéiere sech jo dann och Täschenzäiten, déi ee kéint notzen als eeben Täschenetappen, fir Mënschen och an deene Gebaier ënnerzebréngen. Also et géif net nëmmen drëms goen, eng 0-1-Lëscht (ndlr: eng Jo-Nee-Lëscht) - wat fir e Gebai ass elo gutt a wat fir e Gebai ass net gutt? -, mee och eeben d'Zäiten ze definéieren, wéini dass déi Gebaier kéinte genotzt ginn.

An deem Sënn mengen ech, dass dës Motioun méi wäit geet, quitte dass ech verstinn, wat d'Madamm Lorsché mengt, mee dass mer hei déi Motioun trotzdeem sollten ofstëmme loossen, well se eebe méi wäit geet wéi dat, wat schonn do ass.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Galles. D'Madamm Lorsché kritt nach eemol d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Jo, merci fir déi Propos, Här Galles. Mee ech menge schonn, wann ee Leit wëll wierdeg ënnerbréngen, da kann ee se jo awer net einfach an enger Schoul ënnerbréngen, déi awer herno erëm als Schoul soll funktionéieren. Och wa se elo, de Fall gesat, ee Joer géif eidel stoen. Eng Wunneng ass net dat selwecht wéi e Gebai fir eng Verwaltung respektiv eng Schoul oder fir aner Affektatiounen. An da géif dat jo bedeiten, dass déi Gebaier géifen ëmgebaut ginn als Wunnengen, an da wär deen Zweck, dee se herno missten erfëllen, erëm net ginn. Ech menge schonn, dass de Staat esou schlau muss virgoen, dass en awer seng Gelder, déi en zur Verfügung huet, geziilt muss asetzen an an déi Richtung schaffen, wou en dann och wëlles huet, herno méi laang weiderzeschaffen. An net an der Täschenzäit eng Kéier ganz Gebaier ëmbauen an duerno nach eng Kéier ëmbauen, fir dann hir Endaffektatioun draus ze maachen. Ech gesinn dat do elo als relativ schwiereg an der Realitéit. Mee d'Iddi ass emol ëmmer gutt.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da geet d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Här Galles.

M. Paul Galles *(CSV).*- Merci, Här President. Ech wollt just soen, dass ech d'Madamm Lorsché gutt verstinn. A si huet natierlech ganz Recht. Dofir wëll ech preziséieren: Et geet hei natierlech nëmmen ëm déi Gebaier, déi sech och dofir ubidden a wou och dann d'Ofweien tëschent Käschten an Notzen hannen um Enn och wierklech e Sënn ergëtt. Also et kéim net a Fro, e Gebai x-mol ëmzebauen an herno dann näischt dervu gehat ze hunn ausser nëmme Käschten. An deem Sënn ass et gemengt. De Screening soll jo och hëllefen, dann ze entscheeden, wat fir eng Gebaier sech dofir ubidden.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Galles. Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott komme vun dëser Motioun.

Vote sur la motion 4

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 25 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 4 Enthalungen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding.

4. Dépôt d'une motion par M. Sven Clement

Ier mer elo zum Projet 7547 kommen, géif ech d'Wuert nach un den Här Sven Clement gi fir den Depot vun enger Motioun.

Exposé

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de 24. Januar war d'Journée internationale de l'éducation, de Weltbildungsdag, an an deem Kader huet d'Directrice générale vun der Unesco, d'Madamm Audrey Azoulay, gesot, datt d'Bildung e fundamentaalt Recht ass. A virun allem huet se Zuelen devoiléiert: datt 91 % vun alle Schülerinnen, Schüler, Studenten - dat sinn 1,5 Milliarde Mënschen - dëst Joer an hirer Bildung ageschränkt goufen, ageschränkt wéinst enger Pandemie, déi mer, mengen ech, alleguerte kennen, déi eis alleguerten e bëssen zum Hals eraushänkt, déi awer do ass.

Dës Pandemie huet also zu enger Rëtsch vun Desavantagë gefouert bei enger ganzer Rëtsch och vu Kanner a Jugendlechen. An dofir géif ech hei eng Motioun deposéieren, déi u sech fuerdert, sech e bësse mat deenen Effekter auserneenzesetzen. An dat sinn am Ganze véier Punkten.

Dat Éischt ass, verstäerkt staatlech finanzéiert Nohëllefscoursen unzebidden, fir esou d'Kanner aus sozial schwaache Menagen ze ënnerstëtzen, wa se Hëllef brauchen.

Dat Zweet ass, d'digital Inklusioun net eleng der Société civile ze iwwerloossen, déi haut zwar eng heroesch Aarbecht mécht, mee déi awer heiansdo och un hir Grenze kënnt, soudatt mer e besseren Zougang zu digitalen Ekipementer kënne fir jiddwereen, ob am Apprentissage, am Studium oder an der Schoul, garantéieren.

Dann, sech derfir anzesetzen, datt d'Bachelor- an d'Masterstudie parallell zu enger Aarbecht, also „berufsbegleitendes Studieren", wéi een op Däitsch seet, verstäerkt méiglech gemaach ginn, fir datt esou en Zougang zur Bildung fir jiddweree garantéiert gëtt, net nëmme fir déi Leit, déi d'Chance haten, dat schonn an hirer Kandheet oder an hirer Jugend ze maachen.

An da schlussendlech natierlech och, d'Formation continue auszebauen.

Ech weess, datt dat heiten eng ganz komplex Motioun ka sinn. Dofir wäert ech och net drop bestoen, datt mer doriwwer haut nach ofstëmmen. Mir kënnen déi entweeder muer diskutéieren oder se och an d'Kommissioun verweisen, wou mer dann déi véier Theeme kënnen diskutéieren.

Här President, hei ass d'Motioun. Merci.

Motion

D'Deputéiertechamber stellt fest:

- dass d'Madamm Audrey Azoulay, Directrice générale vun der Unesco, dëse Weekend am Kader vum Weltbildungsdag sot: "At the peak of the pandemic, schools were actually closed for 91 % of learners, or 1.5 billion pupils and students. It then became apparent to everyone that education was a global public good and school was more than just a place of learning: it was also a place that provided protection, well-being, food and freedom [...]. On this International Day of Education, Unesco invites you to promote education as a fundamental right and the most powerful aid to development that we have. Defending the future of this right means defending the right to the future";

- dass d'Regierung am Koalitiounsaccord vun 2018 sot: « l'école publique doit continuer à s'ouvrir à la diversité de sa population en adaptant son offre éducative et scolaire aux besoins réels de ses élèves. La promotion de l'égalité des chances reste un principe directeur qui caractérisera l'action gouvernementale dans les années à venir. Il sera veillé à donner à chaque enfant des chances équitables de réussir et de construire son avenir »;

- dass d'Bildungspolitik vun der Regierung sech den Aussoen aus dem Koalitiounaccord no un der Agenda 2030 vun der UN orientéiert, déi mam Sus-

tainable Development Goal 4 (SDG 4) d'Zil setzt: "[to] ensure inclusive and equitable quality education and promote lifelong learning opportunities for all";

- dass net all Kand zu Lëtzebuerg doheem en Accès zu technesche Moyenen huet, fir vun de Méiglechkeeten, déi d'Digitalisatioun am edukative Beräich bitt, profitéieren ze kënnen;

- dass net all Kand doheem vun der selwechter Ënnerstëtzung profitéiere kann, wann et dréms geet, schoulesch Inhalter mat engem Erwuessenen ze widderhuelen oder vun engem Familljemember erkläert ze kréien;

- dass eng Universitéit, déi och Bachelor- a Masterstudiegäng ubitt, déi „en cours d'emploi" gemaach kënne ginn, dozou bäidréit, et der Gesellschaft ze erméiglechen, sech e Liewe laang weiderzebilden;

- dass et wichteg ass, an der Erwuessenebildung en Equiliber ze fannen tëscht Formatiounen, déi et Persoune mat breede Virkenntnisser an héije Qualifikatiounen erlaben, sech ze spezialiséieren, a Formatiounen, déi et Persoune mat gerénge Qualifikatiounen a Mënschen, déi sech reorientéiere wëllen, erméiglechen, nei Kenntnisser ze gewannen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung:

1. méi staatlech finanzéiert Nohëllefscoursen unzebidden, fir Kanner aus sozialschwaache Menagen ze ënnerstëtzen, wa si Hëllef brauchen;

2. d'digital Inclusioun net eleng den ASBLen ze iwwerloossen, déi an dësem Beräich e wichtege Bäitrag leeschten, mee och ee staatlechen an einfach zougängleche Service ze offréieren, deen et sozial schwaache Menagen erméiglecht, elektronesch Geräter am Kader vun engem Apprentissage, engem Studium oder enger Ausbildung um Niveau vum Secondaire ze léinen oder zu engem reduzéierte Präis ze kafen;

3. sech derfir anzesetzen, dass d'Offer u Bachelor- a Masterstudiegäng, déi een op der Uni Lëtzebuerg en cours d'emploi maache kann, eropgeet;

4. sech am Beräich vun der Formation continue derfir anzesetzen, d'Offer u Formatiounen auszebauen, déi et Persoune mat niddrege Qualifikatiounen oder Mënschen, déi sech reorientéiere wëllen, erlaben, nei Connaissancen ze gewannen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

5. 7547 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Mir kommen elo zum Projet de loi 7547 iwwert d'Akommessteier. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un de Rapporter vun dësem Projet de loi ginn, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Guy Arendt *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Gesetzesprojet geet et drém, fir den Artikel 168 vum ofgeännerte Gesetz vum 4. Dezember 1967 iwwert d'Akommessteier unzepassen.

Mat dësem Projet de loi soll Lëtzebuerg sengem Engagement nokommen, deen d'Land op europäeschem Niveau geholl huet. De 5. Dezember 2019 huet nämlech de Rot vun der Europäescher Unioun déi sougenannte Lignes directrices vum Groupe „Code de conduite (fiscalité des entreprises)" iwwert d'Verstäerke vun der Koordinatioun am Steierberäich ugeholl.

De Fokus vun dëse Lignes directrices läit bei de sougenannte „mesures défensives". Déi sollen, wéi gesot, am Beräich vun de Steiere geholl ginn. Fir d'Koordinatioun ze verbesseren, ass an deem Dokument festgehale ginn, datt déi Mesures défensives duerch op d'mannst eng gesetzlech Mesure erweidert solle ginn, an déi Mesurë sollen am Joer 2021 a Kraaft trieden.

Et ass elo eng weider Etapp, fir aggressiv Steieroptimiséierung - am europäesche Kontext gëtt vu „schiedleche Steierpraxisse" geschwat - ze ënnerbannen. Et geet besonnesch dréms, fir Finanzoperatiounen ze vermeiden tëschent Entitéiten, déi a verschiddene Juridictiounen an engem Firmegrupp sinn, déi d'Steiermesuren ausnotzen, fir wéineg bis guer keng Steieren ze bezuelen, an dat, well eng vun den Entitéite sech an engem Land respektiv engem Gebitt néiergelooss huet, an deem d'Steierautoritéiten net kooperéieren.

An de Gesetzesprojet knäppt genee do un a proposéiert eeben eng legislativ Géigemesure. Dofir kënnt en neie Punkt 5 bei den Artikel 168 derbäi, deen d'Konditioune vun der Netofsetzbarkeet vun der Zënslaascht an de geschëlte Lizenzdepensen, wat een och d'Redevancen nennt, reegelt.

Hei ginn et dräi Konditiounen. Déi éischt: D'Zënsen an d'Redevancë ginn un eng Kollektivitéit wéi am Artikel 159 vum L.I.R. ausbezuelt, déi am Ausland ass. Des Weidere gëtt d'Qualitéit vum Bénéficiaire effectif gekuckt: Viséiert sinn, wat den Text déi sougenannt „organismes à caractère collectif" nennt.

Zweetens: Et gëtt gekuckt, ob déi zwou Entreprisë vun der Operatioun sougenannt „entreprises liées" sinn am Sënn vum Artikel 56 vum Akommessteiergesetz.

Drëttens: Et gëtt gekuckt, ob den Organisme à caractère collectif, deen d'Zënsen oder d'Redevancen ausbezuelt kritt, an engem Land respektiv engem Gebitt sesshaft ass, dat op der EU-Lëscht steet. Op dee Punkt kommen ech nach zréck.

Festgehale gëtt awer och, datt déi genannten Zënsen a Redevancen nëmmen dann ofsetzbar sinn, wa se am Zesummenhang mat valabelen Handelsgrënn stinn, dat heescht, déi eng wirtschaftlech Realitéit erëmspigelen.

D'Europäesch Unioun huet an dësem Kontext eng Lëscht opgestallt, déi genee festleet, wéi eng Juridictiounen esou agestuuft kënne ginn. Dës Lëscht gëtt och reegelméisseg aktualiséiert, fir besonnesch déi Länner a Gebidder souzesoen ze belounen, déi Efforte maachen, fir d'Kooperatioun bei de Steieren ze verbesseren, wat mer jo am Fong erwaarden.

Eng lescht wichteg Remark: Dëst Gesetz trëtt den 1. Mäerz vun dësem Joer a Kraaft.

Här President, mir kruten zu dësem Gesetzesprojet e puer Avisen eran, ugefaange mam Avis vum 13. Mee 2020 vun der Handelskammer, déi de Projet de loi begréisst. Virun allem freet sech d'Chambre de Commerce, datt den Artikel 1 vum Gesetzesprojet weider d'Ofsetzbarkeet virgesäit, wann d'Operatioun enger ekonomescher Realitéit entsprécht an net d'Steieroptimiséierung dat eenzegt Zil ass.

Fir d'Chambre de Commerce ass et verständlech, datt de Legislateur hei fir de sougenannte Level-Playingfield am Beräich vun de Steieren op dem europäeschen an dem weltwäiten Niveau suerge wëllt. Trotzdeem gëtt d'Handelskummer awer ze bedenken, datt den Text en Impakt op d'Attraktivitéit vum Lëtzebuerger Standuert fir verschidden Investisseure wäert hunn, déi Geschäfter mat Länner maachen, déi op der EU-Lëscht stinn. D'Handelskummer freet sech och, firwat genee dës Mesure erausgesicht ginn ass, wärend och dräi aner Alternativen hätte kënnen a Fro kommen.

Des Weidere gouf notéiert, datt verschidden Terme kéinte preziséiert ginn, ënner anerem d'Notioune vu „bénéficiaire effectif" a vu „motifs commerciaux valables qui reflètent la réalité économique".

E leschte Punkt vun der Chambre de Commerce ass de Wonsch no enger Klausel, déi et erlaabt, fir bestoend Strukturen iwwer e limitéierten Zäitraum net ze viséieren. Dat géif deene Steierzueler erlaben, fir hir Strukturen no der Aktualiséierung vun der europäescher Lëscht unzepassen.

D'Staatsbeamtekummer huet hiren Avis den 2. Juni 2020 eraginn. Och si begréisst de Projet de loi, deen de legale Kader am Sënn vu méi Steiertransparenz an am Kampf géint Steierhannerzéiung stäerkt. D'Chambre des Fonctionnaires hofft iwwerdeems, datt dëse Projet d'Zréckgräifen op aggressiv Steierpraxissen ënnerbanne wäert, och wa se net ausschléisse kann, datt mat dësem Gesetzesprojet net all d'Schlupflächer kënne gestoppt ginn.

Si notéiert och, datt dëse Projet de loi quasi eng komplett Opléschtung vun den Urheberrecht-Redevancë beinhalt, déi eng Netofsetzbarkeet erbäiféieren.

Grad wéi d'Chambre de Commerce géif och d'Staatsbeamtekummer eng Prezisioun vu verschiddenen Terme begréissen a stellt d'Fro, ob d'Entreprises financières vun dësem Gesetzesprojet betraff sinn.

Fir ofzeschléissen huet d'Chambre des Fonctionnaires nach zwou Remarken zu der europäescher Lëscht formuléiert. Do géif sech besonnesch d'Fro stellen, wéi eng Lëscht da vun engem Steierzueler an engem gewësse Joer ze berécksiichtege wier.

D'Salariatskammer hirersäits hat an hirem Avis vum 24. Abréll keng weider Bedenken zu dem Projet de loi.

De Staatsrot huet de Gesetzesprojet eng éischte Kéier de 16. Juni 2020 aviséiert. Am initiale Projet waren déi bezuelten an déi geschëlten Zënsen a Redevancë viséiert. De Staatsrot huet sech op Basis vun der Rechtssécherheet a vum legitimme Vertraue formell opposéiert a gefrot, datt nëmmen déi geschëlten Operatiounen dierfe betraff ginn. Et géif soss zu engem retroaktiven Effet vum Gesetz kommen.

Sou wéi dat och vun der Staatsbeamten- a vun der Handelskummer bemierkt gi wor, ass d'Notioun vum „bénéficiaire effectif" am Gesetz iwwert d'Akommessteier net definéiert ginn. Déi héich Kierperschaft huet derzou eng Textpropos gemaach.

Et gouf vum Staatsrot bemierkt, datt de Gesetzesprojet mat aneren Duebelbesteierungsofkommessen, déi Lëtzebuerg mat Länner hätt, déi op der EU-Lëscht stinn, kéint a Konflikt geroden. De Staatsrot stellt kloer, datt international Traitéen, sou wéi Duebelbesteierungsofkommessen der sinn, iwwert den nationale Gesetzer stinn. Dofir gëllt a Konfliktsituatiounen tëschent dësem Gesetzesprojet an engem genannten Traité den Traité.

Eng weider Opposition formelle vum Staatsrot bezitt sech op d'EU-Lëscht. Méi genee geet et dréms, wéi d'Lëschte vun engem legale Standpunkt aus aktualiséiert ginn. Déi héich Kierperschaft huet heizou Optioune virgeschloen. Zréckbehale gouf d'Optioun, fir e Renvoi op déi lescht Lëscht aus dem Journal officiel vun der Europäescher Unioun ze maachen. A gëlteg ass déi lescht Lëscht, déi op den 1. Januar vun deem Fiskaljoer publizéiert gouf.

A sengem Avis complémentaire vum 19. Dezember 2020 huet de Staatsrot Gréng Luucht gi fir de Gesetzesprojet. Deen Ament, an dat heescht am Text vum Gesetzesprojet, wor virgesinn, datt de Projet de loi sollt den 1. Januar 2021 a Kraaft trieden. Ewéi virdru scho gesot wäert d'Gesetz awer den 1. Mäerz 2021 eréischt a Vigueur goen. De Staatsrot huet den 19. Januar 2021 a sengem zweeten Avis complémentaire säin Accord derzou ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat gesot bleift mer nach just, all deene Merci ze soen, déi un dësem Projet matgeschafft hunn, lech fir d'Nolauschteren, an ech ginn natierlech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Gesetzesprojet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Arendt.

An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo, ech fänken och u mat engem grousse Merci un de Rapporteur, deen eis erëm e Projet méi, dee juristesch relativ komplizéiert ass, an einfache Wierder duergeluecht huet. Dofir e ganz grousse Merci.

Mir wäerten och dee Projet natierlech stëmmen. Ech wollt awer nach eng Kéier ganz kuerz op dat zréckkommen, wat eigentlech de Rapporteur ganz gutt hei duergeluecht huet: déi Fro vun der Retroaktivitéit, wou jo och de Staatsrot eng Opposition formelle gemaach huet. Duerno ass et zu enger anerer Proposition de texte komm. Et ass anscheinend och elo zu engem Arrêt vun der Cour komm, wat déi Retroaktivitéit ubelaangt. Ech mengen, dat ass wierklech e Punkt - ech géif och do en Appell un de Finanzminister maachen -, bei deem mer bei all deenen Texter solle ganz virsiichteg sinn, well ech mengen, et ass ëmmer geféierlech, wann et zu Retroaktivitéite kënnt. Duerfir, wéi gesot, sinn ech frou, datt och hei direkt déi Propositioun vum Staatsrot ugeholl ginn ass.

Ech wollt awer och dervu profitéieren, datt ech d'Wuert hunn, fir nach eng Kéier ganz kuerz drop anzegoen, datt dee GAFI-Contrôle ..., deen ass jo laut Informatiounen, déi mer och kritt hunn, verluecht ginn. Dat heescht, deen ass elo net ..., oder dee geet elo net am Mäerz un, wéi dat ursprénglech geplangt war, mee dee soll jo eréischt am Summer elo iwwert d'Bün goen. An ech wär do net onfrou, wann de Finanzminister eis vläicht elo a senger Äntwert scho méi Detailer kéint ginn, well mir wëssen alleguerten, datt dat e wichtege Moment ass fir d'Land. Et ass och e wichtege Moment fir seng Finanzplaz. An duerfir wäre mer frou, wa mer do eng Rei vun Detailer nach kéinte kréien, wéi mer och elo konkreet do virginn.

Dat gesot ginn ech awer hei den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi. Merci.

Une voix.- Formidabel!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Claude Haagen.

M. Claude Haagen *(LSAP).*- Jo, merci, Här President. Felicitatiounen un de Rapporter fir deen exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Wéi scho vun de Virriedner gesot ginn ass, däerfen Entreprisen, déi hei zu Lëtzebuerg elo Zënse bezuelen, déi net méi steierlech ofsetzen, wann déi Zënsen u liéiert Entreprisen aus Drëttstaate vun der EU iwwerwisen oder bezuelt ginn, wann dës Drëttlänner mat deenen Entreprisen natierlech op de Lëschte sinn an als net kooperativ Juridictiounen ugesi ginn, op jidde Fall um fiskalesche Plang. Dat bedeit fir eis als LSAP e weidere Schrëtt a Richtung Steiergerechtegkeet. An natierlech gi mer och do den Accord vun der LSAP.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Haagen. An da wier et un der honorabeler Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Villmools merci, Här President. Fir d'éischt wéilt ech dem Här Guy Arendt an eisem Numm Merci soe fir säin explizitte Rapport a gudde Rapport. Natierlech begréisse mir als Gréng och dëse Projet de loi, well en e weidere Schrëtt duerstellt géint d'Steierhannerzéiung respektiv d'Steiervermeidung oder -optimiséierung. En ass awer och wichteg, fir méi Gerechtegkeet ze schafen an der Besteierung tëscht de Betriber an awer och an der Besteierung tëscht de Betriber an de Particulieren.

Dat anert, wat ech awer och nach wéilt soen, ass, dass dëse Projet de loi natierlech och derzou bäidréit, fir den Image vu Lëtzebuerg no baussen ze verbesseren, wou mer jo nach ëmmer e bëssen nogesot kréien, mer hätten nach net all eis Hausaufgabe gemaach. Mir sinn um gudde Wee. Dat hei ass genee dat, wat mer richteg fannen. An ech géif dofir dem Här Gramegna e Luef wëllen ausschwätzen, well ech géif emol behaapten, dass mat him an enger kuerzer Zäit méi geschitt ass op deem do Niveau wéi an den 20 Joer virdrun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Roy Reding.

M. Roy Reding *(ADR).*- Jo, merci, Här President.

(Interruptions)

Och vun eiser Säit e grousse Merci un de Guy Arendt fir dee ganz, ganz klore Rapport.

Ech sinn ëmmer dankbar, datt ech kann no deene Grénge schwätzen, well dat erlaabt mer dann awer nach, eppes derbäizesetzen. Et geet hei eebe just net ëm eng Verhënnerung vu Steieroptimiséierung. Dat ass « la voie légale la moins imposée ». Déi bleift méiglech. Hei geet et ëm Steiervermeidung, dorëmmer, datt géife Gelder offléissen, déi dann an engem Land net besteiert ginn. A genau duerfir stëmme mir als ADR dësem Projet och ganz gären zou.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Reding. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Jo. Merci, Här President. Mir wäerten deem Projet de loi och zoustëmmen, ouni gréisser Illusiounen, well mer jo och wëssen, wéi dat och scho gesot gëtt, datt dat jo nëmmen eng Partie Länner betrëfft. Ech kéint se opzielen: Barbados, Fidschi, Guam, Palaos, Panama, Samoa, Trinidad an Tobago, amerikanesch Virgin Islands, Vanuatu, d'Seychellen a sou weider.

(Interruptions)

Et fält op: Dat betrëfft natierlech keen EU-Land, wat dran ass. Et sinn och keng Territoiren drop, déi vun EU-Länner oder desormais vläicht och ex-EU-Länner ofhänken, wéi zum Beispill Mauritius oder d'Cayman Islands. An et sinn och keng Länner drop, déi vläicht kéinte zréckschéissen, wéi China mat Hongkong oder wéi d'USA mam Delaware.

Et huet een ... Dës Kéier gëtt deen heite Projet de loi unanime ugeholl an et ass och net kritiséiert ginn, wéi normalerweis géif kritiséiert gi vun enger gewësser Säit, well e jo Lëtzebuerg an deem Sënn och net betrëfft a well en esou kleng Steierparadäiser betrëfft. An dat sinn och Steierparadäiser, dat ass net de Problem, a mir si jo och der Meenung, datt et net ka méiglech sinn, datt eng Societéit, déi hei ass an déi eng Filial an deene Länner huet, seng Interêten do ka vun de Steieren ofschreiwen, quitte datt een awer och muss soen, datt et nach ëmmer méiglech ass, also d'Gesetz ass nach net esou stramm: « sauf si le contribuable apporte la preuve qu'elles correspondent à une opération qui reflète la réalité économique », also do gëtt et awer nach Echappatoiren.

Mir wäerten dat heite matstëmmen, mee mir mengen, datt een awer ... Am Kampf géint d'allgemeng Steierevasioun muss ee weiderhin d'Krittäre relativ streng gesinn. A mir sinn och der Meenung, wann déi Krittäre géifen europäesch Länner ..., an do gëtt et jo aner Lëschten, och vun der Zivillgesellschaft, wou Holland drop ass, wou Irland drop ass, wou d'Belsch drop ass, wou Lëtzebuerg drop ass, wou Groussbritannien drop ass, wou Däitschland drop ass, wou Italien drop ass, datt een och déi Krittäre vill méi muss verschäerfen an datt een dee Kampf zesumme muss ugoen an net aus falschem Patriotismus Steiervermeidung och nach weider beförderen.

Ceci étant dit wäerte mer dat hei matstëmmen.

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

M. André Bauler *(DP).*- Dir hätt dem Här Arendt och kënne Merci soe fir säi Rapport.

M. Fernand Etgen, *Président.*- De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wëssen, datt et vun der Plaz aus net ëmmer einfach ass, datt jiddwereen alles héiert. Dofir zéien ech et vir, hei erop ze kommen, virun allem, wann ech e bëssen an d'Geschicht puiséiere ginn, well de 5. November 2014 huet dëst héicht Haus, vun deem ech deemools nach net Member war, decidéiert, den Échange automatique zu Lëtzebuerg anzeféieren an esou d'Bankgeheimnis fir d'Netresidenten op en Enn ze bréngen.

Deemools sot den Här Finanzminister, datt et héich Zäit gi wier, well ouni dat Gesetz wier Lëtzebuerg den 01.01.2015 bei der OECD op d'schwaarz Lëscht komm an d'Finanzinstituter an eisem Land hätten net méi kënnen um internationale Marché fonctionéieren. Lëtzebuerg stoung deemools nach net op enger schwaarzer Lëscht, mee op der groer a mir haten nach eng Gaalgefrist vun net emol zwee Méint.

Haut steet Lëtzebuerg bei der OECD net méi op der groer Lëscht a mat dësem Gesetz solle mer dann elo zesumme mat den aneren EU-Staate Länner op dëser Welt motivéieren, fir hire System ze änneren an esou Steierhannerzéiung weltwäit ze reduzéieren. E bëssen ironesch ass dat jo schonn: Mir Lëtzebuerger, déi als grot Schof - jo, e Steierparadäis, bref, d'Wieder ass net esou schéi wéi an all deene Länner, déi hei am Gesetz genannt ginn - gegollt hunn a fir vill Leit am Ausland an, wéi mer d'lescht Woch gewuer goufen, och fir eng Rëtsch vu lëtzebuergeschen Europadeputéierten nach ëmmer gëllen, mir sollen elo mam gudde Beispill virgoen.

Mat dësem Gesetz sollen elo Primmen an Interêten net méi u Firmen ausbezuelt ginn, déi op der schwaarzer Lëscht vun der EU stinn. Länner wéi d'Seychellen oder d'Fidschi-Inselen, déi op dëser Lëscht stinn, respektéieren deels d'BEPS-Krittären net, deels hu se aner Steierpraktiken, déi net mat eise Standarden iwwereneestëmmen.

D'Europäesch Kommissioun ass 2018 dovunner ausgaangen, datt de Staaten all Joer bis zu enger Billioun Euro a Steierrecetten duerch Steierhannerzéiung verluer ginn - eng eenorm Zomm! Wann ee sech virstellt, wéi vill Vaccinen, Masken, Respirateuren een dovu kafe kéint, wann ee sech virstellt, wéi vill een an de Gesondheetssystem investéiere kéint, an den Educatiounssystem oder de Sozialbudget! Bref, déi Sue feelen.

U sech misst da jo och jiddereen heibannen an awer och dobausse mat dësem Gesetz averstane sinn, ma wéi ech den Avis vun der Chambre de Commerce gelies hunn, koum ech mer dann awer e bësse vir wéi an enger Zäitkapsel. D'Chambre de Commerce sot an hirem Avis nämlech, datt d'Zënsen awer nach solle kënnen ausbezuelt ginn, falls nëmmen d'Firma zu Guam ugesidelt ass an net d'Cheffen oder d'Associéen. Si mer dach éierlech: Kee Firmechef ass zu Guam ugemellt, seng Firma awer schonn. Domat wier d'Gesetz komplett ausgehiewelt. Als Begrënnung soe se dann: „Dat ass, fir Duebelbesteierung ze vermeiden." Et misst een de Firmen och méi Zäit loossen, fir dës Dispositiounen ëmzesetzen, soudatt der Finanzplaz kee Schued géif entstoen.

Duebelbesteierung vermeiden, waarden, bis déi grouss Länner et ëmgesat hunn - deen Discours misst ville vun eis heibannen dach bekannt virkommen. Dat ass nämlech deen Discours, mat deem Lëtzebuerg iwwer 14 Joer laang probéiert huet, säi Bankgeheimnis iergendwéi ze schützen. D'Häre Frieden a Juncker hätten dat Lidd warscheinlech am Schlof kënne sangen. Ma anscheinend ass dësen Discours och no 2014 nach ëmmer an der Moud an dat sollt eis e bëssen ze denke ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir Piraten fannen, datt et keng Ausnamen am Kampf géint Steierhannerzéiung dierf ginn. Steierhannerzéiung ass kee Kavaléiersdelikt! Firmen a Persounen, déi esou vill Suen hunn, datt se kënnen Experte bezuelen, fir et virum Staat op d'Säit ze schafen, wësse ganz genau, wat se maachen. Dat si keng Onschëlleger! An och wa Lëtzebuerg sech bei dësem Theema wierklech net ze bretzen brauch, esou sollte mer d'EU dach zu 100 % an hirer Missioun ënnerstëtzen, fir de Steierhannerzéier d'Liewen esou schwéier wéi méiglech ze maachen! Dofir ass dëse Projet, grad ewéi all anere Schrëtt a Richtung méi Transparenz a Saache Steieren, een, dee mir nëmme kënnen ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten).*- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéierter, ech freeë mech iwwert d'Unanimitéit, déi mer hei feststellen, fir dëse Projet ze stëmmen. Dat ass eng gutt Noriicht! Et iwwerrascht mech och, muss ech soen, net ze vill an et weist, dass eng Prise de conscience an dësem Parlament ass, wéi wichteg et ass, dass Lëtzebuerg seng Obligatiounen anhält, well dat, wat mer hei maachen, ass eng Transpositioun vum Europarecht. Dat hei ass net eng Lëtzebuerger Initiativ, dat hei ass Europarecht.

Dem Guy Arendt e grousse Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport, dee ganz komplett war.

Ëm wat geet et hei? Et geet hei ëm international Besteierung, et geet hei ëm Steiergerechtegkeet, et geet drëms, d'Pays-tierse vun der EU derzou ze kréien, dass se déi nei Steierlandschaft, déi vun der OECD gewollt ass säit 2015 ..., dass all d'Länner ronderëm d'Äerdkugel déi lues a lues ëmsetzen, fir esou, wéi dat esou schéin op Englesch heescht, e Level-Playingfield ze kréien, dat heescht déi selwecht Spillreegelen international.

Ech muss hei vläicht fir d'éischt emol eppes klarifiéieren, well dat vläicht bei Verschiddenen net kloer ass oder se zwar wëssen, dass et esou ass, mee et net soen: D'Europäesch Unioun mécht also eng schwaarz Lëscht. Do virdru mécht se heiansdo eng gro Lëscht. Fir d'éischt kënnt een op d'gro Lëscht, dann huet een ee Joer Zäit fir ze reagéieren a wann een dat dann net mécht, da kënnt een op d'schwaarz Lëscht.

An dat, wat d'EU de Rescht vun der Welt, de Rescht vun de Länner freet, ass, dass se sech un déi nei Reegele vun der OECD halen, well déi Reegelen, déi mir an Europa hunn, déi gi méi wäit, déi gi vill méi wäit! An déi ganz Diskussioun, déi mer och d'lescht Woch e bësse verfollegt hunn, fir ze soen, dass d'EU selwer misst eng Lëscht maachen, wou se hir eege Länner misst dropsetzen, bon, iwwert dat Theema kann ee ganz gäre schwätzen, mee ech kann lech awer versécheren, dass alleguerten d'EU-Länner dat anhalen, wat mir d'Pays-tierse froen, a largement anhalen a vill méi wäit ginn - an natierlech och Lëtzebuerg.

Mir setzen also hei eng Direktiv ëm - oder eng Injonctioun, mee et ass och eng Direktiv -, esou, wéi mer dat ëmmer maachen. Mir setzen d'EU-Recht ëm. An dat, wat déi Länner hei, déi op der schwaarzer Lëscht sinn, net gemaach hunn, dat ass also, Standarde vun der OECD ëmzesetzen, déi méi niddreg si wéi dat, wat d'EU an der Reegel selwer mécht.

An et soll een och net ënnerschätzen, dass dat heite relativ gutt fonctionéiert, well iwwert déi lescht Jore sinn 120 Régimes dommageables, Régimes fiscaux dommageables, op Drock vun der EU, op Drock vun deem heiten Instrument changéiert ginn.

Déi Lëscht ass eng dynamesch Lëscht, dat heescht, dass déi all Joer adaptéiert gëtt, an de Conseil d'État huet eng Propos gemaach, déi eis gutt gefall huet: dass mer elo en fait ëmmer op déi nei europäesch Lëscht kënne verweisen, ouni mussen en extrat Gesetz ze maachen, aus der Iwwerleeung eraus, dass d'internationaalt Recht zu Lëtzebuerg iwwert dem Nationalrecht ass an dass een dat dann net allkéiers muss nei maachen. Dat heescht, et ass dann ëmmer automatesch e Renvoi op déi lescht Gesetzgebung.

Wat hu mer hei gemaach? Mir hunn tëschent véier Méiglechkeeten, déi mer haten, eng erausgesicht, fir dann dës Länner, déi op der schwaarzer Lëscht sinn, tëschent Guillemeten ze bestrofen, andeem mer d'Deduktibilitéit vun den Zënse par rapport zu den Entitéiten, déi an deene Länner sinn, net erlaben. Dat mécht déi Länner natierlech vill manner attraktiv.

E leschte Punkt: Ech mengen, de Conseil d'État hat ganz Recht, ganz kloer ze sinn, wat d'Retroaktivitéit ubelaangt. Dat ass eppes, wat ganz wichteg ass. Dat ass e Prinzip vun eiser Constitutioun, dass d'Gesetzer net kënne retroaktiv ginn, a grad an engem Domän wéi der Fiskalitéit muss een natierlech och dorobber oppassen. Do war déi éischt Versioun vum Gesetz vläicht net optimal formuléiert, mee d'Intentioun war ni, Retroaktivitéit ze maachen.

Ganz zum Schluss, well ech d'Fro gestallt krut iwwert de GAFI: Et ass esou, dass de GAFI wéinst der Pandemie mat ville Länner a Kontakt ass, fir ze kucken, wéi de Programm soll ausgeluecht ginn. Lëtzebuerg ass de Moment mam GAFI an der Verhandlung, fir ze kucken, wéini dës Missioun dann stattfënnt. Et ass och esou, dass de GAFI déi Missioune de Moment muss physesch maachen, well e se net kann à distance maachen. An de Processus gëtt pilotéiert vum Justizministère, deen zoustänneg ass fir de GAFI, an déi sinn an der Negociatioun oder an der Diskussioun mam GAFI an ech mengen, do ass nach keen Endresultat, wéini dat dann elo definitiv stattfënnt. Et war virgesinn, dass et hätt sollen am Mäerz oder am Abrëll sinn, wat wéinst der Pandemie wierklech gréisser Schwieregkeete duerstellt, mee mir hunn, mengen ech, nach keng definitiv Äntwert. Soubal mer déi hunn, wäerte mer déi och bekannt ginn.

Nach eng Kéier merci fir d'Ënnerstëtzung vun lech alleguerten.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 75...

(Interruption)

O, Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Jo. Et ass eigentlech net Parole après ministre, mee et ass Parole après intervention vun der Madamm Lorsché, well meng Mask war mer bal vun der Nues gefall, ...

(Hilarité)

... wéi ech virdrun d'Madamm Lorsché héieren hunn - hires Zeechens Fraktiounscheffin vun der grénger Fraktioun, hei Herkel -, déi den Här Gramegna an d'Regierung gelueft huet fir déi grouss Efforten, déi se an deene leschte Jore gemaach hunn, fir datt mer erëm méi eng propper Finanzplaz kréien. Dat Luef huet den Här Gramegna sech sécherlech verdéngt. Ech ka mech zwar erënneren, datt déi selwecht gréng Fraktioun op enger anerer Plaz 220 km vun hei, nämlech zu Bréissel, an der Persoun vun der Madamm Tilly Metz, Member vun där selwechter gréngER Partei, mat Insistenz drop gepocht huet, datt Lëtzebuerg soll op déi schwaarz Lëscht vun de Steierparadäiser kommen.

(Brouhaha)

An ech muss lech awer soen, ech wéisst awer elo emol eng Kéier gär: Wat ass dann d'Positioun vun deene Gréngen? Ass dat d'Positioun vun der Madamm Lorsché oder ass dat d'Positioun vun der Madamm Metz? Well déi Duebelmoral do vun deene Gréngen, déi kënne mir net akzeptéieren!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

Une voix.- Wat en Theater!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Mosar. Ech ginn d'Wuert zréck un d'Madamm Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Ech si scho bal frou, dass den Här Mosar dat do elo net vergiess hat, ech hu scho geduecht: „Elo kënnt en haut net domat!" Ech mierken awer och, dass den Här Mosar et mat de Fakten net ëmmer esou eescht hëlt.

(Exclamations et brouhaha)

Et ass hei net drëms gaangen, Lëtzebuerg op eng Lëscht ze setzen. Et ass ëm zwee Amendementer gaangen am Europaparlament an ee Paragraf huet gefuerdert, datt d'EU-Länner deene selwechte Krittäre sollten ënnerstallt gi wéi Drëttlänner, wat d'Kooperatioun a Steierfroen ugeet. Doriwwer eraus ass eng Referenz gemaach ginn op eng Etüd vun Oxfam, wou Lëtzebuerg dra virkomm ass. Dat ass e bëssen eppes aneres wéi dat, wat den Här Mosar elo hei gesot huet. Deen aneren Amendement huet sech op e Paragraf bezunn, an deem eng Referenz gemaach ginn ass op en Index, op deem Lëtzebuerg op der sechster Plaz virkënnt.

Also et muss een dat Ganzt awer e bëssen nuancéieren, wann een esou eppes an d'Welt setzt. An ech mengen, dat, wat souwuel d'Tilly Metz wéi och de Marc Angel gemaach hunn, ass ganz an der Linn vun deem, wat mir zesumme mat der Regierung hei wëlle maachen, nämlech Gerechtegkeet ze schafen an de Kampf géint d'Steierhannerzéiung ze verstäerken.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. An dann huet den Här David Wagner nach d'Wuert gefrot.

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Merci, Här President. Ech versichen, keen Artikel ze erfannen, deen et net gëtt, dofir froen ech Parole après ministre. An ech hätt eng Fro un den Här Gramegna, mee et geet e bëssen an déi selwecht Richtung wéi dat, wat d'Madamm Lorsché gesot huet, well ech hunn hei elo héieren, Lëtzebuerg wier op eng Lëscht gesat ginn oder Europadeputéierten hätte Lëtzebuerg op eng Lëscht gesat. Ech hunn dat falsch ...

(Interruption)

Ech hunn dat net esou verstanen a vläicht kéint den Här Finanzminister eis och ..., well d'CSV behaapt dat, mee ech mengen, et ass guer net esou gewiescht. D'Madamm Lorsché ass drop agaangen, huet dat richteggestallt a vläicht kéint den Här Minister - deen ass bestëmmt gutt informéiert - eis och eng Kéier confirméieren oder net, ob et tatsächlech ëm Lëtzebuerg gaangen ass, sou wéi d'CSV dat behaapt.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Wagner.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7547. Den Text steet am Document parlementaire 7547[9].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7547

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par Procuratioun ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 58 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7547 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Mir kéimen dann och nach zur Motioun, déi am Ufank vun der Sitzung vum Här Pim Knaff deposéiert ginn ass. An ech géif dem Auteur vun der Motioun d'Wuert ginn. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

6. Motion de M. Pim Knaff relative à l'analyse juridique de l'arrêt de la Cour administrative du 26 janvier 2021

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 459 de ce compte rendu)

Exposé

M. Pim Knaff *(DP), auteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Motioun hänkt zesumme mat deem Arrêt, dee gëschter vun der Cour administrative geholl ginn ass. Et ass drëm gaangen, datt ee vun den Deputéierten aus der Chamber d'Kommunikatioun gefrot hat vun engem Kontrakt. D'Regierung hat refuséiert, déi Kommunikatioun ze maachen, well confidentiel Klauselen an deem Kontrakt waren. Doropshin ass geklot ginn. A gëschter ass dunn deen interessanten Arrêt komm vun der Cour administrative, déi de Decisioun vum Minister annuléiert huet. Dat heescht, datt mer elo am Fong erëm an deem Stadium si vu virun der Decisioun, dat heescht nach ëmmer bei der Demande ...

(Exclamations)

... vun den Deputéierte fir déi ...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dat ass nei!

M. Pim Knaff *(DP), auteur.*- ... Dokumenter - calmez-vous, jiddwereе kritt jo hei ze schwätzen, da kommt, mir halen d'Reiefolleg an, ...

(Brouhaha)

... dann ass et vill méi einfach! -, ...

(Interruption par M. Gilles Roth)

… datt mer erëm an deem Zoustand si virun der Decisioun …

(Brouhaha)

... an datt elo, wéi gesot, den zoustännege Minister do muss reagéieren.

Den Arrêt ass an deem Sënn interessant, well en de Statut vum Deputéierten nach eng Kéier preziséiert an am Fong och en valeur setzt. E consideréiert notamment, ...

M. David Wagner *(déi Lénk).*- Dee geet dogéint!

M. Pim Knaff *(DP), auteur.*- ... datt mir als Deputéierter eng Partie, eng Emanatioun vum Staat sinn an datt mir dofir déi Dokumenter, déi mir am Fong mat produzéieren, och kënnen akucken. Dat soe se ...

(Interruption)

... an deem Arrêt esou: « que le député est à considérer non pas comme tiers par rapport à l'État du Grand-Duché de Luxembourg, mais en tant qu'or-

gane de cet État habilité à avoir connaissance, ès-qualités, des contrats et conventions conclus au nom de l'État ». Dat ass, mengen ech, ...

(Brouhaha)

... deen éischte grousse Prinzip.

Den zweete Prinzip ass awer deen: Wann eng Clause de confidentialité an deene Kontrakter ass, dann applizéieren ech déi Clause de confidentialité awer och bei den Deputéierten. Dat ass den zweete Saz, dee se da soen: « De la sorte, en se voyant un jour communiquer les documents en question stipulés sous le sceau de la clause de confidentialité, le député en question est amené à partager les secrets qu'ils contiennent. Il devient de la sorte un confident nécessaire. »

Dat heescht, grad esou wéi d'Membere vun der Regierung huet dann den Deputéierten, deen dat Dokument kritt huet, och d'Obligatioun, fir de Secret an d'Confidentialitéit anzehalen. An et gëtt duerno souguer nach méi kloer gesot: « il s'accompagne d'une obligation de confidentialité partagée emportant que toute divulgation due à son fait d'éléments tombant sous le sceau de la confidentialité est a priori de nature à engager sa responsabilité ».

Bon, ech mengen deen do Arrêt, dee bréngt e puer Konsequenze mat sech: Dat eent ass, wéi mir et behandelen, an dofir ass déi Motioun net gedeucht, well mir dat jo änner eis maachen, wéi mer elo, mengen ech, op Basis vun deem Arrêt sollen do mat der Confidentialitéit vun deenen Dokumenter ëmgoen, déi mer esou soumettéiert kréien.

Mee et geet awer och drëm - an dat ass de Sens vun der Motioun - ze kucken, wéi d'Regierung sech elo uleet, fir, le cas échéant ..., an op wéi eng Aart a Weis se eis déi Dokumenter zoukomme léisst, fir datt do och all Garantië geholl sinn, datt d'Confidentialitéit an d'Garantië vun der Confidentialitéit bleiwen.

An dat ass dat, wouzou mer d'Regierung gären opfuerderen, datt se elo soll schnellstméiglech op Basis vun deem Arrêt kucken, datt se hir Analys mécht vun deem Text a sech dann och d'Moyene ausschafft, fir kënnen, wann nach ... - an et gëtt jo nach aner Kontrakter, et ass jo net nëmmen deen, ëm deen et elo hei geet, mee et gëtt nach aner Kontrakter, déi an der Schwief sinn a wou vläicht jiddwereе gäre wëll Saachen hunn an Informatiounen hunn, an dofir musse se kucken, wéi se eis déi Dokumenter dann zoustellen. An dat ass dat, wouzou mer se opfuerderen, datt se do e Vademecum ausschaffen, wéi dat soll funktionéieren.

Voilà. Ech mengen, dat ass dat, wat mir wollte mat dëser Motioun soen, an ech géif Iech bieden, där Motioun och zouzestëmmen, tout en vous priant awer vläicht, eng kleng Erreur matérielle an der Motioun ze verbesseren: Den Numéro de rôle, deen ech uginn hunn, ass dee vun der éischter Instanz. Den Numéro de rôle vun der zweeter Instanz ass de 44997C, soudatt dat deen Arrêt ass, deen elo en vigueur ass an dee mer och elo solle kommentéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Knaff.

Erlaabt mir fir d'éischt, op dee Punkt vu virdrun zréckzekommen, wou ech vergiess hat, d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze froen.

(Exclamations)

7. 7547 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (suite)

Dispense du second vote constitutionnel

Ass d'Chamber mat der Dispens vum zweete Vote constitutionnel averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

8. Motion de M. Pim Knaff relative à l'analyse juridique de l'arrêt de la Cour administrative du 26 janvier 2021 (suite)

Da komme mer elo bei deen heite Punkt zréck. An dann huet den Här Gilles Roth d'Wuert gefrot.

Discussion générale

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Merci, Här President. Ech soen och dem Pim Knaff Merci, dass en déi Motioun deposéiert huet, well ech mengen, et ass wichteg, dass d'Chamber sech och zu méi spéider Stonn mat der Sachlag vun deem Urteel, dat géschter dat héchste Verwaltungsgeriicht bei eis decidéiert huet ...

Ech muss awer soen, dass ech weeder d'Motioun verstinn, nach d'Explikatioune vum dem Auteur vun der Motioun kann novollzéien. An ech explizéiere mech: Wa mer géife virun engem Riichter stoen, Me Knaff, da géif ech soen: Dat, wat Der frot, ass e gewësse „Libellé obscur", well Dir frot - an erlaabt mer trotzdeem, mat aller Modestie, dat virzeliesen -: « invite le Gouvernement à faire dans les meilleurs délais une analyse juridique pour étudier les conséquences de l'arrêt », bon, « ainsi que des modalités de son application ». Bon, do muss ech Iech ganz éierlech soen, dat ass - fir mech zumindest, an ech mengen, fir eis ganz Fraktioun - eng juristesch Häresie. Wann en Urteel vun der héchster Verwaltungsgeriichtsbarkeet kënnt, wat d'Cour administrative ass, dann ass et net un enger Regierung, fir d'Modalités de son application ze determinéieren, mee en Urteel, wou de Staat och nach d'Partei ass, dat huet de Staat, an an dësem Fall d'Regierung, ganz einfach ze applizéieren!

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- An domat huet et sech!

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruption par M. Gilles Baum)

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här Gilles Baum, Dir kommt dann duerno an da widdersprecht Der deem, wat ech gesot hunn.

Ech kann och net novollzéien, dass den Auteur vun der Motioun da bei den Explikatioune gesot huet, no deem Urteel wier soss eigentlech näischt geschitt, wéi wann den Dossier erëm zréck géif bei de Staat goen. Et ass eigentlech esou, wéi wann dat héchste Geriicht eng Decisioun hëlt vun engem Buergermeeschter vis-à-vis vun enger Baugeneemegung, 20 Säite Motivatioun schreift, firwat dass déi Baugeneemegung eigentlech géint d'Bautereglement verstouss huet, an da seet de Buergermeeschter: „Majo, et kënnt elo bei mech zréck an ech decidéieren nach eng Kéier dat, wat ech wëll." Ech mengen, wann de Buergermeeschter esou en Dossier zréckkritt, dass en sech da wuel muss un d'Motivatioun vun deem Urteel halen an net ka géint déi Motivatioun vun deem Urteel verstoussen - dat heescht a mengem Beispill, eng Baugeneemegung ginn, déi net den Elementer vun dem Urteel vun der Cour administrative géif Rechnung droen.

An Här Knaff an Här Baum Gilles, fir Iech ze soen, dass d'Cour administrative eppes ganz aneres gemengt huet, steet och dofir am Dispositif - also dat, wat d'Cour als Konklusioun zréckbehält -, do steet ganz kloer: « renvoie le dossier en prosécution de cause ». „Prosécution", dat kënnt aus dem Laténgeschen, dat heescht ganz einfach, dass dahingehend an där Motivatioun - an et sinn 20 Säite Motivatioun - dann de Staat, an dësem Fall d'Regierung, dat nach eng Kéier misst nokucken.

Wa mer nämlech géifen eng contraire Argumentatioun, déi Dir jo da wëllt maachen, soen, jo, da froen ech: Wat ass de Sënn vun eise Geriichtsbarkeeten, wat ass de Sënn vun de Verwaltungsgeriichter, déi grad dowéinst, no dem Procola-Arrêt, ...? Et ass nämlech doropshin - dat weess d'Madamm Beissel, 1996 ass dat ugeholl ginn -, dass an engem Rechtsstaat och dem Staat seng Akte musse kënne vun de Bierger - an an dësem Fall war dat den Här Clement - kontrolléiert ginn. An de Staat muss sech an engem Rechtsstaat och deenen Urteeler vun engem Verwaltungsgeriicht beugen, well mécht en dat net, jo, dann ass den État de droit verletzt an et ass virun allem de Sënn vun enger Juridiction administrative a Fro gestallt.

Politesch gesi muss ech soen, dass ech awer gewësse Schwieregkeeten hunn, dass mer géschter en Urteel hu vun dem Verwaltungsgeriicht, vun der Cour administrative, an dass grad d'Partei vum Premier, d'Partei vum dem Staatsminister, d'Partei vun dem Kommunikatiounsminister dann eng Motioun mécht, fir d'Regierung zu eppes opzefuerderen. Dat heescht jo am Kloertext, dass an dësem Fall d'DP dem Staatsminister an dem Kommunikatiounsminister net traut, dass hien dat Urteel hei géif ëmsetzen. An dat ass fir mech u sech nach méi befriemend.

Ech soen Iech och, firwat: well Dir - bon, dat ass natierlech eng Approche, déi Der huelt - eigentlech no dem Prinzip fuert: « On ne gouverne pas avec des émotions ». Dat huet derzou gefouert, dass ënner anerem zum Beispill eng Motioun vun der CSV deposéiert gouf, fir d'Stockoptions ofzeschafen. Wat hutt Dir gemaach? Dir hutt dergéint gestëmmt - 14 Deeg drop stoung et am Budget, dass d'Stockoptions géifen ofgeschaaft ginn. Dir hutt dat selwecht gemaach bei dem Kannergeld: Beim Kannergeld hate mer gefrot, dass d'Kannergeld sollt indexéiert ginn, Dir hutt dergéint gestëmmt. Ech hunn haut matkritt an de Medien, dass et elo awer soll zu enger Indexéierung vun dem Kannergeld kommen - wat jo da gutt ass.

Mee dass Der grad an deem heiten Dossier eng Motioun deposéiert, dat léisst mech net ganz vill Guddes eranen, well ... A wann ech d'Explikatiounen héieren, souwuel vum Här Knaff wéi och déi Interventioun vum Här Gilles Baum, mengen ech, dass dee ganze Problem doranner besteet, dass d'Regierung - an de Staatsminister en particulier - Problemer huet mat deem, wat d'Cour administrative hei zréckbehalen huet. An ech kann dat och novollzéien.

An ech weisen Iech dat och schwaarz op wäiss, dass de Staat nämlech eng ganz aner Liesaart huet vun dem Régime démocratique, sou wéi en zu Lëtzebuerg applizéiert gëtt. Firwat? Mee kucke mer - de Pim Knaff huet dorobber insistéiert -: « La lecture particulièrement réductrice des attributions d'un député, faite par les mémoires étatiques, est en dysphase non seulement par rapport à l'essence même du régime démocratique dégagée ci-avant par la Cour [...] ».

Wat heescht dat? Ma dat heescht op gutt Lëtzebuergesch, dass d'Regierung, vertrueden duerch hiren Délégué du Gouvernement - an den Délégué du Gouvernement, wéi d'Wuert et seet, « il plaide la cause du gouvernement » -, ... dat heescht, dass de Gouvernement eng vill méi restriktiv Lektür hat vun de Pouvoiren, déi en Deputéierten duerch dëst Urteel zougestane krut. An dat explizéiert an eisen Aen och, firwat dass Der e bësse gepickt oder getouft waart.

Ech weess och net, ob et Är eegen Initiativ war, fir déi heite Motioun ze deposéieren, oder ob se vun enger anerer Stell koum, dat ass mir och egal. Ech wëll Iech just soen, dass dat Urteel der Lecture réductrice vun de Pouvoire vun engem Deputéierten, sou wéi se vun dem Regierungsvertrieder virun dem Verwaltungsgeriicht, virun dem héchste Verwaltungsgeriicht, virbruecht gouf, dat d'Cour administrative deem net Rechnung gedroen huet.

An Dir Dammen an Dir Hären, dat hei Urteel, dat ass weeweisend an et confirméiert eigentlech eppes: wat e Rechtsstaat ass. An dat gouf à deux reprises verletzt an ech kommen nach dorobber zréck. An Dir hutt dat festgeluecht: An Zukunft gëtt en Deputéierten net consideréiert, wéi: „Bon, mir mussen déi och alt nach hunn, d'Haaptsaach, mir hunn der 31, de Rescht interesséiert net a virun allem d'Oppositioun interesséiert et net."

Hei seet d'Cour administrative, dass an engem Rechtsstaat, a mir sinn een, dass an enger Démocratie parlementaire, an engem demokratesche Regimm, dass do och den Oppositiounsdeputéierten an d'Oppositiounsdeputéiert net iergendwéi esou en „électron libre" sinn, déi zwar gewielt sinn, mee fir de Rescht kënne se fënnef Joer, op gutt Lëtzebuergesch, de Mond halen, dass deen d'Recht huet, fir en Deel vun de staatlechen Institutiounen ze sinn.

An dat hutt Der richteg gesot, Här Knaff, nämlech gëtt den Deputéierten net als Tiers gekuckt, net als Tiers par rapport zu deenen Akten, zu deene Konventiounen, zu deenen Accorden, déi d'Regierung mécht. En huet awer doduerch och Verflichtungen, dat heescht am Kloertext an dësem Fall: Den Här Clement huet dee Prozess gefouert, en huet e gewonnen, hien huet e gewonne géint de ganze Staat - jo, als Eenzelpersoun! - an an Zukunft ka mat dësem Urteel all Deputéierten, ob en der Majoritéit oder ob en der Oppositioun zougehéiert, Asiicht hunn an d'Konventiounen, d'Kontrakter, déi de Staat, déi d'Regierung mat drëtte Leit mécht, ob dat d'CLT ass, de Konzessiounsvertrag, oder ob et aner Leit sinn, oder ob et Memorandum-of-Understandinge sinn - MoUen, wou jo och ëmmer gesot gouf vu fréiere Justizministeren: „Dat geet net, dat ass confidentiel, do kréie mer politesch Problemer, dat geet net!"

Mee an der Konterpartie, Dir Dammen an Dir Hären, huet den Deputéierten Asiicht, mee en ass och gehalen duerch déi selwecht Confidentialitéit. Dat heescht am Kloertext: Dat, wat Der eigentlech hätt misse maachen, dat wier - an et ass dat, wat mir froen -, dass d'Chamber, Här President, zesumme mat dem Bureau - ganz schnell, well dat Urteel vis-à-vis vun dem Här Clement a vis-à-vis vun deenen aneren Deputéierten ass ab haut applicabel - sech muss d'Mëttele gi fir e Liesraum.

An ech hu virdru mat der Madamm Reding - déi souwuel d'Europäesch Kommissioun als Vizepresidentin vun der Kommissioun kannt huet wéi och als laangjäreg Deputéiert vun dem Europaparlament - ..., dass een e Liesraum installéiert, wou den Deputéierte keen Handy huet, kee Bic huet, keng Posch huet, huet si gesot, a wou deen, gegeebenefalls, ënner Opsiicht, Asiicht an déi Dokumenter huet, well dat ass jo de Konzessiounsvertrag, dat kënnen awer zum Beispill och Kontrakter sinn am Kontext vun der Pandemie - dat ass eppes, wat mir elo spontan an de Kapp kënnt -, dass en Asiicht huet, mee en ass gehalen duerch d'Confidentialitéit.

Elo sot Der: „Majo, den Deputéierten, deen huet jo eng Immunité parlementaire!" Ech mengen net, dass se op deem Punkt spillt. Ech mengen, dass en net strofrechtlech ka poursuivéiert ginn, wann en déi Confidentialitéit géif violéieren, mee en hänkt mat eppes an dat ass vis-à-vis vun eisem - dat ass och richteg! - interne Reglement vun der Chamber, nämlech dann, wann ech eng confidentiel Informatioun kréien, zum Beispill an enger Situatioun à huis clos, an ech divulgéieren déi dobaussen, dann ass et menger Usiicht no d'Immunité parlementaire, déi spillt. E kann also net um Penal dofir ugesicht ginn, mee e kann ënnert de Champ d'application vun alleguerten deene Peinë falen, déi um Niveau vun der Sanction disciplinaire vun engem Deputéierten - well dat ass da Privation vun der Parole, e Blâme oder all déi Dénger - drënnerfalen. Dëst Urteel ass also weeweisend.

An ech wëll soen - an ech fannen dat gutt an ech schléissen domat, entschëllegt mech och, e bësse méi laang gewiescht ze sinn -, d'Cour administrative, also d'Verwaltungsgeriicht, confirméiert hei déi Approche, déi och gemaach gouf - ech gesinn d'Madamm Hartmann - an der Affär Gibéryen, well wat geschitt an der Affär Gibéryen? Do hat den Här Gibéryen Informatioune vu Leit aus enger Verwaltung an do huet en no enger Chamberskommissioun oder an enger Chamberskommissioun zum Staatsminister gesot: „Ma, wat Dir eis zielt, dat weess ech schonns zënter dräi Wochen."

Wat ass geschitt? De Staatsminister huet gefrot, e misst déi Nimm do kréien, an den Här Gibéryen ass jo net op de Kapp gefall, dunn huet e gesot, hie wier en ale Mann, e kéint sech net méi drun erënneren. Jo! Wat ass em dann du widderfuer? Jo, jo, jo! Wat ass em dann du widderfuer? En huet sech missen enger ganzer Enquête pénale - enger ganzer Enquête pénale! - ënnerzéien, well e gesot krut, hien hätt Heelerei vum Secret professionnel gemaach.

An et ass eréischt herno am Appell, dass mat där selwechter Motivatioun, wéi se hei zréckbehale gouf, och den Här Gibéryen fräigesprach gouf mat dem Resultat, dass d'Chamber, de Chambersbureau, him, mat Recht, de Remboursement vu senge Fraisen huet misse bezuelen, soudass am Endeffekt de Lëtzebuerger Staat dowéinst muss blechen, well hei eng Enquête géint en Deputéierte geféiert gouf, wat an engem Rechtsstaat ganz einfach net geet.

Dir Dammen an Dir Hären, mir fannen, dass dës Motioun irrecevabel ass. Dat, wat hei steet, ass eng juristesch Häresie, déi institutionell net geet. A mir verlaangen, Här President, an der Konterpartie - an ech mengen, et sinn och aner Deputéiert, zumindest vun den Oppositiounsparteien, an ech géif mer wënschen, dass d'Majoritéitsparteien an enger Grandeur d'esprit och mat op dee Wee géife goen -, dass de Chambersbureau, zesumme mat der Conférence des Présidents, an ech weess och net ëmmer ..., schleunegst géif gebiede ginn, fir dat heiten Urteel, onofhängeg vun der Analyse juridique vun der Regierung ... Déi kann déi maachen, si ka schreiwen, wat se wëllt, mee mir hätte gären, dass deen Arrêt hei fir den Här Clement a fir all aner Deputéierten a senger voller Tragweite géif exekutéiert ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Roth. An dann huet nach den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann ech haut zu där Motioun Stellung huelen, dann ass dat, well ech um Geriicht gewonnen hunn - gewonnen, obwuel jiddwereen der Meenung war, datt et onméiglech wär, datt en Deputéierte kéint e Kontrakt gesinn, deen de Staat mat engem Drëtten ënnerschreift, gewonnen, obwuel den Délégué du gouvernement viru Geriicht der Meenung war an a sengem Memoire geschriwwen huet, d'Chamber wär een Tiers par rapport zum Staat - net den Deputéierten! Do muss ee sech dach un de Kapp paken a sech d'Fro stellen, wat fir e Versteesdemech vum demokratesche Zesummespill zwëschent den Institutioune verschidde Leit, déi fir de Staat schaffen, awer hunn!

An deen huet dat net einfach esou geschriwwen! Ech ginn dervun aus, datt e Staatsminister, deen um Geriicht ugesicht gëtt, dee Memoire jo wuel gelies huet! An den Här Bettel, souwäit ech mech erënneren, ass e Jurist. Dat heescht, wann den Här Bettel dat ofgeseent huet, wat säin Délégué du Gouvernement geschriwwen huet, datt d'Chamber en Tiers par rapport zum Staat wär, ...

(Interruption)

... da stellen ech mer awer uerg Froen iwwert de Respekt, deen dës Regierung - ech stelle mer déi Fro souwisou, well et ass kee méi do - par rapport zur Chamber weist!

Dat gesot sinn ech der Meenung, datt dat heite keng Motioun däerft sinn. Dat misst, wann iwwerhaapt, wa mer ganz fei sinn, eng Resolutioun sinn. Dann invitéiere mer net d'Regierung, mee dann invitéiere mer d'Chamber, eppes ze maachen. An ech mengen, et wär richteg, datt d'Chamber sech hei géif eng Analys ginn, datt d'Chamber géif kucken, wéi mer dat kënnen ëmsetzen. An dofir hunn ech och eng Ufro fir eng Jointe vum Bureau an der Presidentekonferenz formuléiert, déi ech heimat dann dem President iwwerreechen.

Wannechgelift.

(M. Sven Clement dépose une demande de convocation d'une réunion jointe du Bureau et de la Conférence des Présidents.)

Den Här Knaff huet gesot, et wär en interessante Moment, mir wären erëm op null, mir wären erëm um Ufank, mir wären erëm do, wou ech eng Demande an enger digitaler Kommissioun gemaach hätt.

Nee! Mir sinn net erëm op null! Mir sinn um Enn vun engem Prozess, wou d'Regierung kloer gesot krut, se soll dem Deputéierten, dee geklot huet - an am Urteel steet dann och nach, datt all Deputéierten dat Recht huet, dat huet den Här Roth ganz richteg gesot -, dat Dokument ginn. Et geet net, datt d'Regierung dat Dokument do nach een Dag méi laang geheim hält!

Ech fuerderen hei, op der Tribün vun der Chamber, formell den Här Minister op, mir nach dës Woch dat Dokument ze weisen, sou wéi den Arrêt vun der Cour administrative dat verlaangt. Falls en dat net mécht, da sollte mer kucken, wat fir nächst Schrëtt et gëtt. Mee ech sinn der Meenung, wann d'Cour administrative seet: „Den Deputéierten huet dat Recht", datt de Minister sech deem net entzéien däerf. An ech ginn dervun aus, datt ech net deen eenzegen Deputéierte sinn, dee vun deem Recht haut nach wäert wëlle Gebrauch maachen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hunn e weidere Constat ze maachen an dat ass, wann de Premier ... - an ech ginn dervun aus, datt de Premier sech wäert un den Arrêt vun der Cour administrative halen -, dann hunn ech hei och nach eng Ufro, fir e Punkt op den Ordre du jour ze setze vun der nächster Digicom (ndlr: Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications), fir eeben do iwwert de Contrat d'ancrage vun RTL CLT-UFA ze diskutéieren.

(M. Sven Clement dépose une demande de mise à l'ordre du jour de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications.)

(Brouhaha)

Et ass tatsächlech e bëssen Opreegung, mengen ech, am Sall. Dat kënnt vir, wann et Texter sinn ... Déi 20 Säiten Urteeler sollen op eng Motioun vun net emol dräi Zeile kondenséiert ginn.

Dëst Urteel vu gëschter huet, mengen ech, zwou wichteg Saache gemaach. Dat eent ass: Et gouf tranchéiert, datt d'Verwaltungsgeriichter zoustänneg kënne sinn. Dat ass eng Première, doriwwer gouf haut nach net geschwat. Et ass wichteg, fir festzestellen, datt d'Verwaltungsgeriichter kënnen, a ganz speziell delimitéierte Fäll, Decisioune vun engem Minister virun der Chamber vis-à-vis vun engem Deputéierten attackéieren, datt se doriwwer tranchéiere kënnen. Dat gouf virdru vun eminente Verfassungsrechtler contestéiert. D'Cour administrative huet hei eng Lecture très large vun eiser Constitutioun gemaach an och dat wäert an Zukunft, mengen ech, en Impakt hunn. An och dofir ass et wichteg, datt d'Chamber sech d'Moyene gëtt, fir dat Urteel an d'Konsequenzen ze analyséieren.

Et geet hei net drëm, nëmmen ze soen ..., et geet net méi nëmmen ëm ee Kontrakt. Jo, dat war d'Origine. An de Refus vun der Regierung, fir dee Kontrakt ze weisen, de Refus vun der Regierung, fir, bis zum leschte Moment, deen Dol ze léisen, huet derzou gefouert, datt d'Verwaltungsgeriicht e wäitreechend Urteel net nëmmen iwwer seng Zoustännegkeet, mee och iwwert de Rôle vum Deputéierte geholl huet.

Dës Urteel stäerkt eis alleguerten; et stäerkt net mech aleng, et stäerkt net d'Oppositioun, et stäerkt jiddwereen. 60 Deputéierte goufe mat deem Urteel hei gestäerkt, d'Chamber gouf gestäerkt, well et gouf festgehalen: Dës Chamber ass en Deel vum Staat an net, wéi verschidde Leit mengen, en Tiers par rapport zum Staat.

D'Riichter hu ganz kloer festgehalen, datt all Tenancier d'une parcelle du pouvoir exécutif muss kënne kontrolléiert ginn an datt supposéiert gëtt, datt eng Majorité parlementaire ëmmer do ass, fir hinnen de Réck ze stäipen. An dat ass eeben an enger parlamentarescher Demokratie esou, datt eng Majoritéit do ass, fir hir Regierung ze stäipen.

Ëmsou méi wichteg ass et also, datt déi, déi net zur Majoritéit gehéieren, d'Moyenen hunn, fir en effikasse parlamentaresche Contrôle ze maachen. Dëst Urteel huet dat erméiglecht. Ech sinn net der Meenung, datt mer eng Motioun brauchen. Well wat d'Regierung mécht, dat ass hire Choix. D'Chamber muss hei aktiv ginn, d'Chamber muss hei d'Moyenen zur Verfügung stellen, well et kann net sinn, datt d'Deputéierten herno an e Liessall op all Ministère musse pilgeren. Déi Dokumenter hunn an d'Chamber ze kommen a se hunn hei consultéiert ze ginn an dann och, wann et muss sinn, à huis clos kënne vun den Deputéierten ënnereneen diskutéiert ze ginn. Dofir wäerte mir dës Motioun net matstëmme kënnen.

Ech soen lech Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Ech ginn d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun.

M. Pim Knaff *(DP), auteur*.- Voilà. Jo, Här President, also wéi gesot, ech constatéieren, datt mer am Fong - den Här Roth an och den Här Clement an ech - dat selwecht gesot hunn. Mir hu constatéiert, datt dat Urteel den Deputéierte stäerkt, datt et am Abléck gëtt a Kontrakter, déi, souguer wa se Clauses de confidentialité enthalen, datt mer se da kënne kucken an datt dat Urteel awer och seet, datt muss gekuckt ginn, datt de Sceau de la confidentialité gewaart gëtt, andeem et eis eng speziell Responsabilitéit operleet, an a sengem leschte Saz, datt et seet, datt muss gekuckt ginn, wéi d'Kommunikatioun vun deene confidentiellen Dokumenter vun engem Haus an dat anert da sécher funktionéieren.

An dat huet den Här Roth jo och hei gesot. Hien huet sech selwer scho mat de Modalité-pratiquen hei ausenanergesat, wéi dat kéint funktionéieren, datt mer eventuell e Sall bräichten ouni Fotoapparat, ouni hei, ouni do. Ben, déi selwecht Saach spillt och fir de Gouvernement natierlech, deen déi Dokumenter och muss da vehiculéieren a vun enger Plaz op déi aner bréngen an dee muss sech och d'Moyene ginn, ze kucken eeben, wéi dat funktionéiert. Ech mengen, an ech zweifele keng Sekonn drun, datt de Medieminister wäert dat Urteel hei vun der Cour administrative unhuelen an, bien entendu déi Dokumenter erausréckelen. Fir dat iwwerhaapt nëmmen ze mengen, an engem Rechtsstaat, datt e Minister esou eppes géif maachen, ass scho relativ verweegen, fannen ech. Ech zweifelen do keng Sekonn drun, ...

(Brouhaha)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Dat huet kee behaapt heibannen!

M. Pim Knaff *(DP), auteur*.- ... datt mer hei an engem Rechtsstaat sinn, an deem jiddwereee säi Rôle ze spillen huet, den éischte Pouvoir, den zweete Pouvoir an den drëtte Pouvoir. Elo huet deen drëtte Pouvoir hei gesot, wéi et soll funktionéiere mat deenen Dokumenter. Eh ben, da gëtt sech doru gehalen, mee et muss awer gekuckt ginn, wéi.

Bon, ech verstinn, datt Der awer elo do verschidde Bedenken hutt. Effektiv, d'Motioun ass e bësse séier geschriwwe ginn. Si sot vläicht nach aner ..., et mussen nach vläicht aner Argumenter ausgetosch ginn. Dofir déi Propositioun - ech weess net méi, vu wiem -, fir se an de Bureau vun der Chamber ze ginn. Déi géif eis och, ...

(Interruption)

... convenéieren. Wat, wat nee?

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Also, den Här Wagner oder den Här Baum an den Här Reding, ech géif soen, si sollten och nach hir Vuen derzou soen an da kéint een eng Decisioun huelen, där ech net wëll virgräifen, dass si mir gesot hunn, et sollt een de Bureau saiséieren. Ech géif lech invitéieren - dat hunn ech och virdru gemaach -, dass Der Är Motioun da géift zréckzéien.

M. Pim Knaff *(DP), auteur*.- Nee, dat maachen ech zwar elo net. Déi zéien ech net zréck.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ma, et ass gutt. Da stëmme mir ...

M. Pim Knaff *(DP), auteur*.- Da bleift se bestoen. Da kucke mer, wat mer domat maachen.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Et ass gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Hei, wannechgelift, däerf ech ee Wuert soen? Den Artikel 89 vum Chambersreglement gesäit vir: « Le Président de la Chambre est juge de la recevabilité en la forme des motions et résolutions. » Hei ass d'Recevabilitéit a Fro gestallt ginn an do seet den Artikel: « En cas de contestation, il saisit la Conférence des Présidents, qui prend la décision finale. » An et ass genau dat, wat ech der Chamber proposéieren, fir elo ze maachen. Dat heescht, datt mer dat un d'Conférence des Présidents verweisen, ob déi hei Motioun iwwerhaapt recevabel ass.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Här President, ech huelen zur Kenntnis, dass Der meng Argumentatioun awer zumindest net einfach ofweist, mee ech sinn awer nëmmen e ganz bescheidene Mann hei vu 60 Deputéierten. Ech géif awer trotzdeem soen, am Sënn vun der parlamentarescher Demokratie - Dir sidd selbstverständlech de President vun eis alleguerten - wier et awer utile, dass och déi aner Kolleegen, den Här Reding ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Absolutt!

M. Gilles Roth *(CSV)*.- ... am Numm vun der ADR an och den Här Baum am Numm vun deene Lénken däerften ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Nee, ech wollt jiddefalls kloerstellen, wat dat prozeduraalt Virgoen ass. An ech hu mech hei honnertprozenteg un d'Reglement gehalen. A grad an deem heite Punkt ass d'Reglement kloer: „En cas de contestation" kann de President dat un d'Conférence des Présidents verweisen. An den Här Wagner hat scho virdrun d'Wuert gefrot, an ech wëll him d'Wuert jiddefalls och ginn, fir sech hei ze expriméieren, grad esou gutt wéi och dem Här Roy Reding.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Et ass richteg, an dësen Zäiten ass et gutt, d'Rechter vun den Deputéierten ze respektéieren a vun dëser Chamber.

Une voix.- Très bien!

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Här President, dat, wat den Här Knaff oder dem Här Knaff seng Motioun, déi schnell geschriwwe ginn ass - an d'Iwwerleeung hätt kënnen e bësse méi fréi gefouert ginn, well déi Diskussioun ass net nei -, dat, wat den Här Knaff, wann ech richteg verstinn, seet, wat net onbedéngt dat ass, wat do steet, ass scho virexercéiert ginn. Beim TTIP hate mer e Liessall, wou een dohinner konnt goen. Beim Audit vun der Police, ech ka mech erënneren, do konnt een och den Audit, also déi extensiv Versioun, kucke goen an e Sall - do waren 200, 300 Säiten -, ouni Notten ze huelen an esou weider, do freet ee sech och iwwert d'Effikassitéit, mee op jiddwer Fall konnt een awer gewësse Saache kucken. Dat ass alles schonn duerchexercéiert ginn.

Dat gesäit och den Arrêt vir vun der Cour administrative, e seet et jo och in extenso. Also, dovunner ofgesinn ass déi heite Motioun irrecevabel, selbstverständlech. Ech mengen, do kann ee sech nëmmen eens sinn, wann een e bëssen de Rechtsstaat respektéiert. Mee, si ass net nëmmen irrecevabel, si ass superfetatoire. Si ass an deem Sënn superfetatoire, datt d'Cour administrative dat souwisou seet an datt mir dat souwisou schonn duerchexercéiert hunn. An déi Diskussioun, déi mer geféiert hunn an der Commission des Médias, wou den Här Clement, mir och an nach ..., nee, ech mengen, et ware just d'Piraten a mir, déi wierklech derfir agetruede sinn, fir kënnen dee Vertrag ze gesinn. Dat ass schonn eng Partie Méint hier, also dat ass scho ganz laang hier.

An der Tëschenzäit hätt jo och d'Chamber, d'Majoritéit vläicht och, d'parlamentaresch Majoritéit, sech kënne Gedanke maachen, wa se mengen, datt dat nach net duerchexercéiert wier oder datt mer net wéissten, wien dat géif maachen, si hätte sech dat jo kënnen iwwerleeën. Mir waren Demandeur derfir, fir iwwerhaapt do Accès ze hunn. An dofir gëtt een awer den Androck net lass, wann déi heite Motioun haut grad deposéiert gëtt, nodeems den Arrêt vun der Cour administrative koum ...

Den Här Roth sot, e geet dovunner aus, datt déi Motioun vum éischte Pouvoir emanéiert. Ech ginn och dovunner aus. Et wier jo relativ schlëmm, wann d'Iddi bei engem anere Pouvoir gewuess wier, well ech muss awer soen, wat relativ schlëmm ass: Mir sinn am Joer 2021 a mir brauchen eng Cour administrative, fir eis ze soen, datt d'Chamber, datt d'Volleksvertriedung en Deel ass vun der Natioun, en Deel ass vum Staat. Wéi och schonn dorobber Referenz gemaach ginn ass - den Här Roth huet dorobber Referenz gemaach mat der Affär Gibéryen -: Et ass déi zweete Kéier, datt mer ënnert dësem Staatsminister erëm musse kloerstellen, an datt muss kloergestallt ginn, datt d'Chamber en Deel vun den Institutiounen, en Deel vum Staat ass. Aner Länner hunn dat virun 200 Joer festgestallt.

(Interruption)

Mee mat enger DP an der Regierung muss een op eemol ..., brauch een eng Cour administrative, fir dat festzestellen. Ech fannen dat schlëmm, jo. Ech fannen dat net witzeg, mee et ass relativ ..., et ass relativ schlëmm.

Et ass elo bestätegt ginn. An a Wierklechkeet, wann déi heite Motioun géif ugeholl ginn, dann hu mer zwou Saachen. An dat ass e Problem, mengen ech, wierklech, well mir hätten eng Afrostellung vum drëtte Pouvoir. Dat muss ee fäerdegbréngen! A mir hätten eng Kastratioun vum éischte Pouvoir. Dat muss een och feststellen!

Mir hunn hei en Arrêt, gëtt gesot op eemol, dee musse mer elo interpretéieren. An de Medieministère hat Méint, Méint, Méint, fir sech Gedanken ze maachen, an e kann nach ëmmer interpretéieren, wat e wëllt, an et gouf gesot: „E ka maachen, wat e wëllt". Mee op jiddwer Fall ass den Arrêt méi wéi kloer an e soll schleunegst duerchgezu ginn. E soll d'nächst Woch ..., an den nächsten Deeg musse mer Accès hunn op dëse Contrat, well et gëtt jo näischt ze verheemlechen. Mir si jo fest dervun iwwerzeegt, datt d'Terme vun deem Contrat natierlech respektéiert goufen an datt den Inhalt vum Contrat selbstverständlech näischt mat der ganzer komescher Prozedur, mat där mer hei elo konfrontéiert sinn, ze dinn huet. Ech hoffen dat op jiddwer Fall. Mee selbstverständlech ass déi heite Motioun inakzeptabel. An et wier schlëmm, et wier e Prezedenzfall, wa mer déi géifen unhuelen. Ech mengen, mir mussen elo ganz einfach Abléck kréien an eis Aarbecht als Deputéierter maachen. Et ass traureg genuch, datt eng Cour administrative dat muss bestätegen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. Dann hat nach den Här Roy Reding d'Wuert gefrot.

M. Roy Reding *(ADR)*.- Jo, Här President, léif Kolleegen, vun der Regierung ass jo elo leider kee méi hei, fir eis nozelauschteren. Ech wollt fir d'éischt eng Minutt dem Roby Mehlen gedenken, well wann et de Roby Mehlen net gi wier a säi „Fräie Lëtzebuerger Baureverband", da wier et keen Arrêt Procola ginn an dann hätte mer haut nach ëmmer keng Cour administrative an da géif et esou en Urteel wéi dat doten net ginn.

Wann et de Gast Gibéryen net gi wier, deen et drop ukomme gelooss huet, an de Prisong gesat ze ginn, dee vun engem Minister gesot krut: „Pass op, wat s de méchs, pass op, wat s de méchs!", an deen d'Kalbliddegkeet hat, ze soen: „Ech zéien dat duerch!", dann hätte mer haut keen Arrêt vun der Cour, dee festleet, wat de Pouvoir vum Deputéierten ass, wat säi Quelleschutz ass, wat seng Immunité parlementaire ass.

An esou ongär wéi ech e Pirat luewen, hätte mer net de Sven Clement gehat, deen deen heite Wee gaange wier, dann hätte mer elo keen Arrêt, deen hei ee fir allemol Schluss mécht mat där Geheimniskréimerei, déi de Staat ëm Verträg mécht.

De Memorandum of Understanding vu Google, wéi laang hu mer do missen diskutéieren an disputéieren, bis datt mer deen endlech an enger Kommissioun virgeluecht kruten an en hunn däerfe liesen? A mir hu souguer däerfen Notte maachen. An huet ee vun eis abuséiert? Huet iergendee Präisser genannt, Nimm vu Proprietären, déi do verkaaft hunn? Nee! Mee mir hu kontrolléiert: Ënner wat fir engen Ëmstänn huet de Ministère de l'Économie dee Memorandum ënnerschriwwen?

An duerfir sinn ech och net d'accord mat Liessäll, wou ee kee Bic däerf hunn. Well wa mer wëllen eng Kontrollfunktioun hunn, dann heescht dat jo awer och, wann eppes Grausames drasteet, datt een dat muss kënne soulevéieren - net e Geheimnis, net e Betribsgeheimnis, mee wann do eppes géif drastoen, wat eisen demokratesche Grondwäerter géif widderspriechen, da muss een dat kënne soulevéieren.

Et ass elo vill iwwert déi Motioun hei geschwat ginn - recevabel oder net recevabel? Ech gesinn net, firwat datt se irrecevabel wier. Si ass an engem Punkt superfetatoire. Mir brauchen net d'Regierung ze invitéieren, en Arrêt ze liesen a sech Gedanken driwwer ze maachen. A si ass an deem anere Punkt eng Häresie - an do huelen ech d'Wuert vum Gilles Roth zréck -, et ass eng Häresie, d'Regierung opzefuerderen, d'Modalités d'application ... Ma et ass kloer, deen Arrêt seet klipp a kloer, datt deen Text muss den Deputéierte virgeluecht ginn! Point à la ligne!

Elo kann nach eng Kéier en neie Refus komme vun eisem Medieminister, eisem Staatsminister, denn dee selwechten ass, deen de Gast Gibéryen wollt aspäre loossen. Elo kann nach een zweete Refus kommen. Ma da geet een nees eng Kéier op d'Cour. An da geet en nees eng Kéier op d'Nues. E muss endlech léieren, datt en d'Chamber an all eenzelnen Deputéierten ze respektéieren huet!

An ech erlabe mer dann zum Ofschloss: Dir hutt nach eng Motioun do leien, nämlech déi vun der ADR, déi ech erabruecht hunn den 23. Mäerz 2017 zu genau deem doten Theema. An iwwert déi ass deemools net ofgestëmmt ginn. Déi ass an d'Kommissioun verwise ginn. A well se do ni traitéiert ginn ass, ass se iergendwann hei an de Plenum komm. An do hu mir, do hunn ech en accord mam Chamberspresident gesot: Mir stëmmen net iwwert se of, well et ass eng Affaire judiciaire unhängeg. Ben, ech constatéieren: Déi Affaire judiciaire ass elo net méi unhängeg an duerfir hätt ech gär, datt mer och elo iwwert dës Motioun ofstëmmen, well et ass nämlech genau dat, wat d'Cour seet: „Mir fuerderen d'Regierung op, der Chamber Asiicht ze ginn an de komplette Konzessiounsvertrag." Point à la ligne.

Dat ass dat, wat den Arrêt seet. Dat ass dat, wat eist Recht ass. An dat ass dat, wat mer fuerderen. Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Reding.

Ech bleiwen derbäi, wat ech virdru gesot hunn. Ech mengen, d'Recevabilitéit vun dëser Motioun, déi ass a Fro gestallt, an an deem Punkt ass d'Reglement kloer, datt een eeben einfach seet, en cas de

Le saviez-vous ?

DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

contestation soll dat virun d'Conférence des Présidents kommen. An da wäerte mer dat maachen.

(La motion de M. Pim Knaff est renvoyée à la Conférence des Présidents.)

An domat ass d'Sitzung vun haut ...

Plusieurs voix.- Nee!

9. Ordre du jour

(Brouhaha général)

Une voix.- Mir hätte gär d'Ofstëmmung vun der Motioun!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- D'ADR-Motioun!

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'ADR-Motioun!

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- D'ADR freet d'Ofstëmmung iwwert d'Motioun, déi den Här Reding elo nach eng Kéier virgestallt huet, aus dem Joer 2017. Den Här Reding huet dat elo proposéiert. A mir bieden Iech, ofstëmmen ze loossen.

(Brouhaha)

(La Chambre marque son accord avec cette proposition de modification de l'ordre du jour.)

10. Motion de M. Roy Reding relative à la mise à disposition de la Chambre des Députés de toute la convention entre l'État, RTL Group, CLT-UFA et Bertelsmann AG

(Motion déposée en séance publique n° 30 du 23 mars 2017 - à consulter au compte rendu n° 11/2016-2017 en page 402)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ass nach een, deen eppes zu där Motioun wëllt soen?

(Brouhaha général)

Den Här Sven Clement freet d'Wuert.

(Brouhaha)

Discussion générale

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Ech fannen et sympathesch, datt hei genau dat nämmlecht nach eng Kéier gefuerdert gëtt, fir dat d'Geriicht mer Recht ginn huet. Et ass awer, mengen ech, insofern wichteg, iwwert déi Motioun ofzestëmmen, well d'Geriicht ganz kloer gesot huet an dem Arrêt, datt eng Demande vun den Deputéierte muss virleien, fir spezifesch Dokumenter, fir d'Consultatioun dovunner ze kréien. Ech géif mech esou wäit aus der Fënster leenen a soen, datt eng Motioun, déi fuerdert, datt d'Chamber Asiicht an eppes kritt, eng kollektiv Demande vun alle 60 Deputéierte wär, fir Asiicht an dat Dokument ze kréien. Deementspriechend gesinn ech näischt, wat eis géif drun hënneren, dës Motioun ze stëmmen, tout au contraire. Si géif verhënneren, datt Dir, Här President, mat 60 eenzelnen Demandë fir dat nämmlecht Dokument konfrontéiert wäert.

Une voix.- Très, très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. Den Här Gilles Roth.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ganz kuerz, Här President: Fir d'CSV ass dat hei eng logesch Konsequenz vun engem Urteel vun der héchster Geriichtsbarkeet. A mir hätte gären, dass déi Urteeler vun der Cour administrative exekutéiert ginn. An duerfir verlaange mer och, dass iwwert dës Motioun elektronesch ofgestëmmt gëtt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci Här Roth. Dann huet den Här Gilles Baum d'Wuert gefrot.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Déi Motioun hei vun der ADR vun 2017 fuerdert eppes, wat säit zwee Deeg rechtskräfteg ass.

Une voix.- Jo.

M. Gilles Baum *(DP)*.- Mir hunn elo laang driwwer debattéiert. An ech sinn och frou, dass mer konnten deen Debat hei féieren, mat Leit, déi vill méi vun dem Fach kenne wéi ech. Déi Motioun fuerdert eppes, wat rechtskräfteg ass, an ass a mengen Aen dofir superfetatoire. An déi brauche mer net ze stëmmen.

(Exclamations)

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Baum. Den Här David Wagner freet nach d'Wuert.

M. David Wagner *(déi Lénk)*.- Jo, Merci, Här President. Ech weess net, ob se superfetatoire ass oder ob se op jiddwer Fall eng logesch Konsequenz ass u sech vum Urteel vun der Cour administrative, dat elo gesprach ginn ass. An op jiddwer Fall ass et eng Motioun, déi dës Chamber och stäerkt, well wann een dat esou interpretéiert, hätt et solle scho viru längerer Zäit geschéien. Mee mir kréien eng Assurance. An do deelen ech och d'Argumentatioun vum Här Clement, wa mer se souguer unanime ..., well mir sinn eis jo all eens hei am Sall, datt mer Asiicht wëllen an déi Dokumenter. Duerno musst Dir, Här President, dat jo mat der Regierung kläre an dann hutt Der och de Réck gestäipt vu 60 Deputéierten, déi soen: „Voilà, mir wëllen dat hunn!", also amplaz datt duerno d'Demandë sech eparpilléieren.

Deementspriechend, mengen ech, kann een déi heite Motioun stëmmen, well et ass och e symbolescht Signal, datt mer et wierklech wëllen. A wann ee sech ënnert dem „superfetatoire" verstoppt par rapport zum trauerege Spektakel vun der vireger Motioun, mengen ech, wier dat symbolesch net ganz staark fir eis Chamber.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Wagner. Dann huet den Auteur nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Roy Reding *(ADR), auteur*.- Jo, just en eenzegt Wuert zum Fraktiounschef vun der DP: Déi Motioun ass net superfetatoire! Dat eent ass d'Urteel, wou den Deputéierte Sven Clement Asiicht gefrot huet a wou e Recht krut. An dat heiten ass eis Demande als Chamber, datt mir alleguerten dat Dokument kënnen agesinn. Si ass also net superfetatoire, well soss misse mer, wéi de Sven ganz richteg gesot huet, 59 zousätzlech Demanden un de Medieminister schécken.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Reding. Et ass keng Wuertmeldung méi do - dach, den Här Georges Engel.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Jo, merci, Här President.

(Interruption)

Wat gelift? A! Merci, Här President, fir d'Wuert. U sech ginn ech dem Gilles Baum Recht, dass se superfetatoire ass, well duerch d'Urteel vun der Cour ass jo d'Asiicht an den Dossier assuréiert. A mir sinn eis jo och alleguerten heibannen eens, dass dat Urteel muss ëmgesat ginn. An déi Motioun, déi de Pim Knaff deposéiert huet, ass u sech dorëms gaangen, wéi déi Modalitéite fir déi Ëmsetzung vun deem Urteel sollen ëmgesat ginn, wéi mer dat kënnen - en toute confidentialité, esou wéi et och am Urteel drasteet - maachen. Duerfir mengen ech och, dass et richteg ass, dass mer an der Conférence des Présidents doriwwer schwätzen, eis och do direkt Gedanke maachen, wéi mer dat Urteel do kënne konkreet och direkt - an dat ass och d'Recht vun all Deputéierten heibannen - ëmsetzen.

Ech wëll och do nach just e Wuert soen zu deem, wat den Här Roth gesot huet, well den Här Roth huet e bëssen hei den Androck opkomme gelooss, wéi wann et 31 Deputéierter gewiescht wären, déi Asiicht an alles gehat hätten, an 29 Deputéierter heibannen, déi net Asiicht an alles gehat hätten.

Plusieurs voix.- Nee!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech wëll just soen, ...

(Brouhaha)

... dass een e bëssen den Androck hat, dass Der dat wollt suggeréieren.

Ech wëll Iech just soen: Wann et e Konzessiounsvertrag gouf, wou en MoU war oder et e Konzessiounsvertrag ginn ass, do hate weeder déi vun der Oppositioun nach déi vun der Majoritéit Asiicht an dat Dokument. Ech wëll dat just kloerstellen, well et hat een d'Gefill, dass Dir dat hätt wëlle soen. Ech wollt dat just hei kloerstellen, dass hei kee vun den Deputéierten, ...

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Also, ...

Une voix.- D'Gefill ass falsch!

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... déi doten Asiicht hat, ouni Iech ... Ech wollt Iech elo net beleidegen an Dir sidd elo vläicht opgereegt, mee ...

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Nee, ech sinn net ..., also, ...

M. Georges Engel *(LSAP)*.- ... voilà.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Dir reegt mech net esou séier op.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Voilà. Duerfir, ech wollt just ...

(Brouhaha)

... soen, dass kee vun den Deputéierten do Asiicht an deen Dossier hat.

Dofir, ech mengen, dass dat, wat de Gilles Baum gesot huet - dass se superfetatoire ass -, dass dat richteg ass. An dann: Ech mengen och, dass mer doriwwer esou hei sollten ofstëmmen. Ech ginn Iech awer Recht, dass et gutt ass, dass mer alleguerten déi Konzessiounsvertrag hei gesinn, an dass mer d'Ëmsetzung esou séier wéi méiglech solle maachen. Wann déi heite Motioun sollt gestëmmt ginn, da misst och hannendrustoen „selon l'arrêté de la Cour administrative", esou wéi d'Cour et och gesot huet, an net, wéi d'ADR et gefrot huet.

Duerfir mengen ech, dass déi heite Motioun esou, wéi se hei ass, superfetatoire ass. An duerfir solle mer se net stëmmen.

(Exclamations)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Engel. Dann huet nach den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot. An duerno den Här Gilles Roth.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Jo, Här President, ech wollt zwou kuerz Bemierkunge maachen. Eng ass, wa mer elo zum Vott kommen: Ech wollt just drun erënneren, datt Deputéierter, déi eventuell en Interessi hunn wéinst enger Vertriedung bei RTL oder aus engem anere Grond, warscheinlech vu sech aus elo opstinn a soen, datt se um Vott net wäerten deelhuelen.

Déi zweet Bemierkung, déi ech wollt maachen, ass eng vu politescher Natur. Ech hunn déi Debatten elo hei matverfollegt. Ech muss soen, ech sinn entsat iwwert dee Komportement vun de Regierungsparteien. Ass et dann normal, datt eng Partei wéi d'Demokratesch Partei, déi ëmmer erëm an hire Slogane seet: „Dialog an Transparenz", elo hei mat komesche Manöveren alles probéiert, fir datt mer déi Transparenz net kréien, déi awer hei als Deputéierter ..., wat eist Recht elo ass, wat vum Geriicht confirméiert ginn ass?

(Brouhaha)

Ass et normal, datt eng sozialistesch Partei, ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

... ausgerechent eng sozialistesch Partei, sech hei hiergëtt, ...

(Brouhaha et coup de cloche de la présidence)

... fir eigentlech e Manktem un Transparenz nach mat ze ënnerstëtzen? Ass et normal vun deene Gréngen ...? Ech hunn dat Gefill, datt déi Parteien, déi Essenz, firwat se eigentlech ugetruede si virun hire Wieler, fir de Staat hei ze reforméieren, „d'Fënstere grouss opzerappen", ... Ech erënnere mech nach drun, wéi se hei ugetruede si virun e puer Joer. Ma si halen d'Fënsteren zou! Si wëlle keng Transparenz, well soss géife se déi Motioun, déi mir hei presentéiert hunn, direkt matstëmmen! Si verroden eigentlech hir politesch Ziler an dat, wat se virun hire Wieler versprach hunn! Dat ass hei déi Realitéit, déi mer erliewen!

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. Dann huet den Här Roth d'Wuert.

M. Gilles Roth *(CSV)*.- Ech huelen dat, wat den Här Georges Engel gesot huet ...

(Interruption)

... - bon, lauschtert! -, awer als ...

(Interruption)

Da ginn ech dorobber.

(M. Gilles Roth se déplace vers le pupitre.)

Här Engel, mat allem Respekt: Wësst Der, ech si responsabel fir meng Akten an ech si responsabel fir dat, wat ech soen op dëser Chamberstribün. An dat, wat Dir mengt ze suggeréieren, wat ech gesot hätt a wat ech net gesot hätt, dat akzeptéieren ech net. Ech stellen awer fest: Wann Der hei als President vun der Fraktioun vun der LSAP derfir plädéiert, dass een hei déi Motioun, esou wéi se vun der ADR virgeluecht gouf, net sollt stëmmen, da plädéiert Dir als President vun der Lëtzebuerger Sozialistescher Aarbechterpartei fir eng Entmuechtung vun dem Lëtzebuerger Parlament, eng Muecht, déi dem ...

(Brouhaha)

... Lëtzebuerger Parlament duerch en Urteel vun dem ieweschte Verwaltungsgeriicht zougestane gouf.

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Ech hunn dräimol gesot, dass dat richteg wär ...

Une voix.- Dir maacht elo just dat selwecht, wat Dir net wëllt.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dann huet den Här Baum d'Wuert gefrot.

(Brouhaha général)

Une voix.- Wann dat do net Engem-Wierder-an-de-Mond-Leeën ass, Här Roth!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Den Här Marc Baum, wannechgelift!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech mengen, datt déi Motioun vun der ADR duerchaus hir Berechtegung huet. D'Cour huet festgehalen an hirem Arrêt, datt d'Chamber e Recht huet - e Recht huet! -, dat Dokument anzegesinn. Déi Motioun ass Ausdrock vum Wëlle vun der Chamber, dat Recht applikabel ze maachen.

(Brouhaha)

Duerfir ass et wichteg, datt mer déi heite Motioun stëmmen. Mir als Lénk wäerten dat op jidde Fall maachen.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ganz gutt!

Une voix.- Dofir brauche mer zwar keng Motioun!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ass nach eng Wuertmeldung do?

(Négation)

Da kënne mer zur Ofstëmmung vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

(Brouhaha général)

Duerno maachen ech ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... den Appel nominal fir déi, déi wëllen ...

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- ... Här President, Här President, ...

(Brouhaha général)

... Här President, Point d'ordre! Här President, ech hunn e Point d'ordre, wannechgelift! Ech hu festgestallt, datt verschidden Deputéierter elo de Sall verlooss hunn, warscheinlech eebe wéinst deem Punkt, deen ech virdrun ernimmt hunn, datt se net däerfe matstëmmen. Mee ech hunn awer och festgestallt, datt déi selwecht Deputéiert d'Wuert ergraff hunn an dëser Debatt. An ech géif awer gären an der Presidentekonferenz drop zréckkommen, datt wann ee schonn e Conflit d'intérêt huet an net soll un engem Vott deelhuelen, dann ass et awer a mengen Aen och selbstverständlech, datt en anere Vertrieder vun deene Parteie soll d'Wuert ergräifen zum selwechten Theema, well och do ass natierlech en Interessekonflikt, wann een eng Positioun verdeedegt, un där ee selwer en Interessi huet, well et ka jo awer net sinn ... Ech géif also proposéieren, mir stëmmen nach eng Kéier of. Awer den do Punkt, datt hei Leit, déi en Interessekonflikt hunn, selwer fir eng Saach plädéieren, fannen ech, soll een an der Presidentekonferenz awer och zur Sprooch bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- D'Madamm Josée Lorsché freet nach d'Wuert.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Et ass jo net, ...

(Brouhaha général)

Une voix.- Sch! Sch!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- ... wéi wann et hei ëm Klengegkeete géif goen. Mir hunn net d'Chance kritt, hei ënnerteneen ze schwätzen. Ech proposéieren eng kuerz Ënnerbriechung, dass mer eis kënnen op d'manst concertéieren an eiser Fraktioun.

(Exclamations)

Ech kann net hei ...

(Brouhaha général)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- De Vott ass amgaangen!

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- ... Ech ... Däerf ech schwätzen?

(Brouhaha général)

Ech kann net stante pede hei mat menge Leit schwätzen. Dat muss awer op d'manst d'Recht sinn, dass ee sech kuerz kann austauschen.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- D'Motioun ass vun 2017, Madamm Lorsché!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo, de Vott ass amgaangen. An de Vott ...

Mme Josée Lorsché *(déi gréng)*.- Do waren eis Deputéiert nach net derbäi!

M. Fernand Etgen, *Président*.- ... ass ofgeschloss.

Déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, sollen d'Hand an d'Luucht hiewen.

(Appel nominal pour votes par procuration)

(Interruption)

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Här President, wann een net däerf mat ofstëmmen, wann een e Conflit d'intérêt huet, da kann een och keng Procuratioun ginn.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Genau dat!

M. Léon Gloden *(CSV)*.- Dat ass e Principe général!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Et ass dat, wat ech am Fong elo net wollt soen. Merci, Här Gloden, jo.

Domadder hu mer follgend Resultat: Mir hunn 29 Jo-Stëmmen an 29 Nee-Stëmmen. D'absolutt Majoritéit läit bei 30. An domadder ass dës Motioun ofgeleent.

(Conformément à l'article 51 (2), la motion est rejetée par 29 voix contre 29 voix.)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Här President, Point d'ordre wannechgelift!

(Brouhaha)

Pardon, mee ech gesinn op den Ecran vun de Votten an ech gesinn, datt bei déi gréng d'Majoritéit

net ofgestëmmt huet. An ech hunn hei net héieren, datt d'Leit eenzel, esou wéi d'Reglement dat virgesäit bei engem Appel nominal, sech gemellt hätten. Et kann net sinn, datt Dir als President hei einfach sot, déi gréng hätten x oder y ofgestëmmt. Pardon, si hunn net ofgestëmmt, si hu sech net gemellt, da gëlle se als net gestëmmt. Mir kënnen hei net ufänken, à la tête du client einfach emol Votten ze verdeelen. Et ass grav genuch, datt Leit hei reegelméisseg sech ieren a sech net mellen an domadder lech an d'Laberente bréngen, mee dat doten, dat ass du jamais-vu!

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Da kommt, mir maachen en neie Vott ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo, jo. Ech wëll dem Här Clement eppes soen: Et ass wierklech all Vott, dee mer hei corrigéiere mussen. An haut ass et am Fong geholl och net aneschters. De Vott ass deen, deen en ass. Hei sinn 29 Nee-Stëmmen ...

(Interruption)

... an et sinn 29 Jo-Stëmmen. An da gëtt et eng Majoritéit, déi bei 30 läit, an déi ass net erreecht. An domadder ass dës Motioun ofgeleent.

(Brouhaha général)

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Här President!

Une voix.- Dräi Leit hunn net um Vott deelgeholl, dann ass et 57 dividéiert duerch zwee!

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Här President, wannechgelift!

(Interruptions diverses)

Här President! Dierf ech eppes soen?

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech ginn der Madamm Beissel als „Stimme der Vernunft" d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Här President, ganz kuerz. Et schéngt jo eng Konfusioun ze sinn, dass Leit vergiess hunn, op de Knäppchen ze drécken. Ech géif Iech proposéieren: Mir widderhuelen de Vott.

Une voix.- Jo!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Mathematesch geet et net!

Mme Martine Hansen *(CSV)*.- Här President, mir hunn dräi Deputéierter, ...

(Brouhaha général)

... déi net matgestëmmt hunn. Da kënne mer bei der Gesamtzuel vu Stëmmen net op 58 kommen.

(Interruptions)

Ma wa se ..., ma nee, mir hunn dräi Deputéierter, déi net matgestëmmt hunn. Dat sinn der dräi, déi am Verwaltungsrot sinn. 60 wéineger dräi gëtt net 58!

(Brouhaha général)

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Nominative Vott!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mir follegen der Madamm Beissel a mir droen deem Rechnung. Dat heescht, mir maachen de Vott fräsch. Mir stëmmen nach eng Kéier iwwert d'Motioun of.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, Här President, Point d'ordre! Ech froen, wann dat elo geet - an ech mengen, den Här Generalsekretär ass hei -, en nominative Vott.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Jo.

Nouveau vote sur la motion (vote nominal)

D'Urn, wannechgelift!

(Brouhaha général)

Mir zéien da fir d'éischt de Premier votant an dat ass d'Madamm Hemmen Cécile.

A mir géifen dann elo den Appel ...

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Wannechgelift, et wier geholl gutt, wann déi eenzel Leit sech géife sëtzen. De kéinte mer den Appel nominal maachen, fir ze kucken, ob mer dat Resultat vu virdrun nach eng Kéier erauskréien.

(Appel nominal)

An d'Resultat ass dann ...

(Concertation interne)

D'Resultat vum Vott ass: 29 Nee-Stëmmen a 27 Jo-Stëmmen. An domadder ...

Plusieurs voix.- 28!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Da sinn et 28 Jo-Stëmmen. Also wien ass dann elo ...? Et ass jo de Claude Wiseler an ...

(Concertation interne)

Et sinn 28 Jo-Stëmmen. Also, ech widderhuelen nach eng Kéier: Dës Motioun ass mat 29 Nee-Stëmmen an 28 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer de Mëtten um zwou Auer nees zesummen.

(La séance publique est levée à 20.31 heures.)

SÉANCE 34

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Vendredi 29 janvier 2021

Sommaire

1. **Ouverture de la séance publique**
   - M. Fernand Etgen, Président
2. **Question élargie n° 69 de M. François Benoy relative aux offres à bas seuil à destination des toxicomanes**
   - M. François Benoy - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
3. **Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz**
   - M. Marc Spautz
4. **7752 - Projet de loi modifiant :**
   1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
   2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises
   - Rapport de la Commission de la Santé et des Sports : M. Mars Di Bartolomeo
   - Discussion générale : M. Claude Wiseler (interventions de M. Georges Engel et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Gilles Baum (intervention de M. André Bauler) - M. Georges Engel (interventions de M. Claude Wiseler et Mme Martine Hansen) - Mme Josée Lorsché (interventions de M. André Bauler et M. Georges Engel) - M. Jeff Engelen (dépôt de la motion 1) - M. Marc Baum - M. Sven Clement (dépôt de la motion 2) (dépôt de l'amendement 1) (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)
   - Prises de position du Gouvernement : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes - Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé
   - Vote sur l'amendement 1 (rejeté) (interventions de M. Mars Di Bartolomeo, M. Sven Clement pour fait personnel et M. Marc Baum)
   - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
   - Motion 1 : Mme Josée Lorsché - Mme Martine Hansen - M. Fernand Kartheiser
   - Vote sur la motion 1 (rejetée)
   - Motion 2 : Mme Carole Hartmann - M. Marc Spautz - M. Sven Clement - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum - Mme Simone Beissel - M. Sven Clement - M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes (intervention de M. Marc Baum) - M. Sven Clement (interventions de M. le Ministre Lex Delles et M. Georges Engel)
   - Vote sur la motion 2 (interventions de M. Georges Engel et M. Sven Clement) (rejetée)
5. **Motion de M. Sven Clement relative à l'éducation**
   - M. Gilles Baum
   - Vote sur le renvoi de la motion en commission (adopté)
6. **Motion de M. Marc Spautz relative à la convocation d'une réunion du Comité de coordination tripartite**
   - M. Georges Engel
   - Exposé: M. Marc Spautz
   - Discussion générale : M. Georges Engel - M. Marc Spautz (fait personnel) - M. Fernand Kartheiser - M. Marc Baum
   - Vote sur la motion (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; Mme Paulette Lenert et M. Lex Delles, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, dat ass net de Fall.

2. Question élargie n° 69 de M. François Benoy relative aux offres à bas seuil à destination des toxicomanes

M. Fernand Etgen, *Président*.- Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mat der erweiderter Fro Nummer 69 vum Här François Benoy iwwert d'Offres à bas seuil fir Drogenofhängeger. De Froesteller huet fënnef Minutte fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Ministesch eventuell eng Zousazfro ze stellen. An der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

M. François Benoy *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Hären, um Ëmgang vun der Gesellschaft mat deene Schwächsten an deene Benodeelegsten erkennt een hiert richtegt Gesiicht. An zu deene Schwächsten an onser Gesellschaft gehéieren och Drogekranker - déi Mënschen, déi duerch d'Liewen an hire Konsum zum Deel alles verluer hunn a ganz ënnen ukomm sinn.

Dat Bild an och onsen Ëmgang domat gesi mir ronderëm den Drogekonsumzentrum Abrigado an der Diddenuewener Strooss zu Bouneweg op där anerer Säit vun der Stater Gare. An ech kennen d'Situatioun do ganz gutt, well ech just e puer Honnert Meter dovun ewech wunnen. A fir et ganz kloer ze soen: Et ass onsem Land onwierdeg!

Onsen Ëmgang mat deene Schwächsten hei ass fir sech ze schummen, Dir Dammen an Hären. Et gesäit een do vill Mënschen, déi am Bulli stinn, hir Zelter do opgeschloen hunn, fir en Daach iwwert dem Kapp ze hunn. An och d'Maueren, déi ronderëm gebaut goufen, verstoppen de Problem net, deen hei op dëser Plaz ëmmer méi visibel gëtt. Mauere si souwisou ni gutt.

Déi Situatioun ass net gutt fir déi Betraffen, net gutt fir d'Leit, déi do schaffen an eng immens engagéiert Aarbecht maachen, net gutt fir d'Awunner, déi duerch déi Konzentratioun vun de Problemer d'Nues voll hunn an och net gutt fir déi ganz Gesellschaft.

An dofir hunn ech dës erweidert Fro un d'Madamm Santésministesch gestallt fir ze wëssen, wéi d'Regierung mat der Ëmsetzung vum nationalen Drogeplang weiderkënnt, grad eebe wat déi nidderschwelleg Drogen- a Sozialaarbecht hei am Land ugeet.

Am visibelsten ass onsen Drogeproblem ronderëm den Abrigado. Mee Droge kenne weeder Landesnach Gemengen- nach Quartiersgrenzen. An dofir muss d'Regierung zesumme mat de Gemengen dëse Problem nach méi engagéiert an decidéiert ugoen, Strukturen evaluéieren an den aktuelle Besoinen upassen, hir Verantwortung iwwerhuelen.

Den Drogenhëllefszentrum Abrigado gouf 2005 gegrënnt an ass eng sozial Struktur, déi am Dag an an der Nuecht ophuet, ënner anerem mat Raum, wou d'Leit hir Droge konsuméiere kënnen ënner gudde sanitäre Konditiounen.

Zanter dem leschte Joer ginn och Substitutiounsprogrammer do gemaach. An de Joren ass den Abrigado gewuess an huet sech ugepasst. Et ass trotzdeem ëmmer nach e Provisoire. E kann a soll net de ganzen Drogeproblem vum Land opfänken.

A wann ee mat de Leit vum Terrain schwätzt, da soen déi engem ganz kloer: „Den Abrigado ass un der Limitt an d'Situatioun am a virum Abrigado muss onbedéngt entschäerft ginn, d'Offer muss méi breet an op méi verschidde Plazen opgestallt ginn!" Amplaz dass d'Haaptoffer fir Drogekranker an domat natierlech och de Konsum an d'Dealen am Quartier, am ëffentleche Raum, d'Ronderëmlungeren an esou weider, sech op enger Plaz sammelt, mussen nidderschwelleg Offere fir Drogekranker sech de Besoine vum Terrain upassen a verdeelen.

Et gëtt entre-temps no zéng Joer Diskussiounen och en Drogekonsumraim zu Esch-Uelzecht mat ugepasstem Encadrement. Mee dat geet net duer. Och déi aner Regioune brauchen esou Infrastrukturen an et muss ee menger Meenung no och an der Haaptstad den Drock vum Abrigado ewechhuelen an och hei d'Strukturen dezentraliséieren.

Am Moment huet den Abrigado eng 180 Clienten den Dag. Experte soen, dass eng 50 Clientë pro Struktur optimal wären. Mat méi, mee dofir méi klenge Strukture kann een d'Sozial- an d'Drogenaarbecht och méi cibléiert der verschiddener Clientèle upassen an déi negativ Niewenieffekter zum Beispill fir d'Noperschaft sinn esou manner héich.

Donieft brauche mer och méi Wunnstrukture fir déi drogenofhängeg Leit. Dat weist jo schonn eleng d'Zeltlager virum Abrigado. Am Moment huet den CNDS (ndlr: Comité national de défense sociale) zum Beispill 27 Wunnengen am Housing First an eng Waardelëscht vu 50 Leit. Vum Terrain héiert een, dass een déi nidderschwelleg Wunnstrukture fir Drogenofhängeger misst verdräifachen.

Madamm Santésministesch, wat ass Är Analys vun der aktueller Situatioun vun der nidderschwelleger Offer fir Drogekranker? A wou wëllt Dir prioritär den Hiewel usetzen? Am nationalen Drogenaktiounsplang ass d'Dezentraliséierung vun de Strukture virgesinn. Wéi kommt Dir domat virun, och an de verschiddene Regiounen? A wéi wëllt Der d'Situatioun an der Haaptstad verbesseren?

Wéi gesäit et aus mat spezifesche Programmer? Ech denken un Drogekonsumraim zum Beispill fir Fraen, Programmer fir Kokainofhängeger, där et ëmmer méi ginn, an och den Housing First, also nidderschwelleg Wunnstrukturen fir drogenofhängeg Mënschen.

Här President, Dir Dammen an Hären ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren an ech soen der Ministesch villmools Merci elo scho fir hir Äntwerten.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Benoy. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Gudde Mëtteg alleguerten. Déi nidderschwelleg Offeren, sougenannt bas seuil, am Beräich vun der Drogesucht hunn zu Lëtzebuerg mëttlerweil eng Virgeschicht vu bal 30 Joer. Et ass keen definitiven, a Bëton gegossenen Dispositiv, mee éischter en dynameschen Upassungsprozess, deen iwwer Jore scho leeft. Haut kritt dësen nationalen Dispositiv iwwregens ganz oft EU-Modellcharakter nogesot oder zougesprach.

Aktuell hu mer véier nidderschwelleg Offeren. Am Zentrum sinn der zwou, mer hunn eng am Süden an eng am Norde vum Land, déi alleguerte vum Gesondheetsministère konventionéiert sinn. Zwou an der Stad, dat ass eng Kéier den Abrigado vum CNDS a Kontakt 28 vun der Jugend- an Drogenhëllef. Zu Esch ass et mat Contact Esch eng Offer vun der Jugend- an Drogenhëllef an zu Ettelbréck Contact Nord och vun der Jugend- an Drogenhëllef.

Dës Servicer, déi droe säit Joerzéngten zu Verschiddenem bäi. Éischtens emol, dass Liewe kënne gerett ginn. Iwwer 2.400 Iwwerdose si geréiert gi bis haut am Abrigado. An d'Zuel vun den Drogendoudeger ass um nationale Plang an deene leschte 15 Joer markant erofgaangen.

Et huet och sécherlech derzou bäigedroen, dass d'Urgencesituatiounen éischter kënnen erkannt an traitéiert ginn. Medezinnesch Hëllef gëtt ugebueden an d'Propagatioun vu verschiddene Krankheete ka verhënnert ginn duerch eng besser Prise en charge sur place.

Et ass vill manner gebrauchte Sprëtzematerial am ëffentleche Raum an an de Virgäertercher ze fannen. Och dat dréit zu enger besserer Hygiène bei deene Concernéierte selwer bäi.

Fakt ass awer och, dass d'Haaptstad den Haaptattraktiounspunkt bleift fir Drogekonsumenten, egal aus wéi enge Regioune se kommen, well ënner anerem d'Disponibilitéit an d'Offer vun Drogen do am gréissten ass. Dofir bleift d'Stad Lëtzebuerg an deem Kontext ëmmer nach déi zentral Dréischeif, dëst onofhängeg vun de Strukturen, déi op anere Plaze vum Land geschaaft ginn oder geschaaft gi sinn. Dat ass an anere Länner leider och net ganz vill anescht.

Virun engem Joer ongeféier, et war den 3. Februar, huet de Gesondheetsministère der Stad Lëtzebuerg e Bréif geschriwwen, an deem eng Rei Pisten opgezeechent goufen, fir d'Offer oder déi verschidden Offere vun der Struktur Abrigado nach weider unzepassen an och ze optimiséieren.

Bei dëser Demarche hu mer eis op international Expertis gestäipt vu renomméierten Institutioune wéi dem ECDC, der Europäescher Gesondheetsbehörde, déi mer ganz gutt aus engem anere Kontext elo kennen, mee déi och hei aktiv ass, awer och vum Europäeschen Drogenobservatoire vu Lissabon an dem hollännesche Trimbos Instituut. Si hunn ënner anerem och d'Situatioun vum Abrigado méi genau analyséiert. An d'Konklusiounen dovunner hu mer d'lescht Joer scho mat der Stad Lëtzebuerg gedeelt.

Déi Mesuren, déi och an deem neien Drogenaktiounsplang virgesi sinn, sinn a Kuerzform: d'Delokalisatioun vum superviséierten Inhalatiounsraum vum Abrigado, dëst op en anere Site, idealerweis vun der Stad Lëtzebuerg, deen da géif getrennt gi vum Injektiounsraum. Et ass awer och virun allem de Foyer de nuit vum Abrigado, deen et géif gëllen ofzekoppelen an och eebe lokal ze dezentraliséieren, fir dass mer net all déi Offeren op engem selwechte Site hunn.

An dann och, onofhängeg vun der direkter onkompliziéierter an accessibeler Hëllef a Weiderorientéierung, ass et wichteg, dass déi verschidde Konsumente kënne mëttelfristeg stabiliséiert ginn, andeems ee fir si weidere Wunnraum schaaft, dëst fir eng Iwwergangszäit an och fir méi laang eventuell. Dat ass de Projet, dee mer ënnert dem Numm Housing First kennen an deen nach op jidde Fall soll weider ausgebaut ginn.

Hei läit e Konzept um Dësch, fir Drogenofhängeger opzehuelen, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn an déi gréisstendeels medezinnesch betreit musse ginn. Esou zousätzlech Offeren géifen derzou bäidroen, d'Situatioun am Garer Quartier ze entschäerfen, déi den Awunner vun der Stad am Alldag um Häerz läit an hinne Suerge mécht.

Mee och dat geet natierlech net ouni déi aktiv Zesummenaarbecht an Ënnerstëtzung vun de Gemengenautoritéiten. Asoufern schaffe mer och hei ganz enk mat der Stad Lëtzebuerg zesummen, fir de Konzept weider auszebauen.

An der Tëschenzäit huet d'Regierung am Oktober d'lescht Joer en neien Aktiounsplang virgeluecht kritt, wou dës Pisten, wéi gesot, mat dran agefloss sinn. Nieft der Erweiderung vun der Housing-First-Offer wëlle mer awer och den nationale Sprëtzenaustauschprogramm weider ausbauen. Deen huet ganz gutt Preuvë gemaach. An den nächste Schrëtt gesäit eng Erweiderung vun der nationaler Offer vir, dass esou propper Sprëtze kënne 24 Stonnen op 24 op verschiddene Plazen an och onofhängeg, eeben iwwert de Wee vun automateschen Distributeuren, disponibel gemaach ginn.

Et geet drëms, éischtens den Zougang zu esou gratis sterille Sprëtzen esou grouss wéi méiglech ze maachen - Drogesucht kennt bekanntlech keng Bürosstonnen -, zweetens awer och ze verhënneren, dass d'Konsumenten hir gebrauchte Sprëtzen ënnereneen austauschen, an d'Iwwerlaaschtung vun eenzelnen Offeren esou wäit wéi méiglech ze verhënneren.

Kierzlech ass och ënnert dem Lead vum Gesondheetsministère eng Permanence médicale an eng Substitution bas seuil am Abrigado en place gesat ginn, dëst duerch eng enk Zesummenaarbecht mat verschiddene konventionéierten Associatiounen. Et ass eng Offer, déi et erlaabt, Drogekonsumenten, vun deenen der vill staark marginaliséiert sinn, medezinnesch Hëllef a Substitutiounstraitementer unzebidden, dëst ouni grouss Contrainten an och onofhängeg dervunner, ob se eng Couverture sociale hunn oder net.

Bei dëser Politik steet de Mënsch an der Nout am Mëttelpunkt. An de Programm huet eis och a kuerzer Zäit schonn erlaabt, eng Rei Leit ze stabiliséieren a se dann eebe lues a lues op méi eng héichschwelleg Phas anzeleede mat engem Suivi médical, mat Demarchen, wou mer hinnen hëllefen, fir d'Affiliatioun bei der Gesondheetskeess ze maachen, mat enger Adresse de référence an och mat Léisungen am Beräich vun hirer Wunnengssituatioun.

Des Weidere si mer amgaangen ze kucken, ob et Sënn géif maachen, fir och zu Esch e Substitutiounsprogramm bas seuil unzebidden. Dat sinn Evaluatiounen, déi am Moment lafen. An och am Norde vum Land gëtt d'Evolutioun suivéiert. Do stellt sech de Problem och, awer e bëssen anescht wéi am Zentrum, well d'Konsumverhalen en anert ass. Mir hunn do manner Konsum duerch Injektioun an och d'Logementssituatioun vun de Konsumenten ass eng aner. Vill vun de Konsumenten hunn eng Wunneng. Mir gesinn do, dass eeben e grousse Deel, zwee Drëttel vun den Drogekonsumenten, reegelméisseg an d'Stad ginn, fir sech Drogen ze beschafen, déi se dann awer och da ganz dacks do sur place consomméieren.

De mëttlerweil fënnefte nationalen Drogenaktiounsplang wäert och weider nidderschwelleg a risikoreduzéierend Offeren ergänzen, dëst als complementaire Äntwert op de villschichtege Problem vum Drogekonsum a seng Konsequenzen.

Mir setzen awer och an éischter Linn op Preventioun, fir derzou bäizedroen, dass esou wéineg wéi méiglech Mënschen iwwerhaapt an dës Situatioun kommen an da mussen am Nachhinein op nidderschwelleg Offeren zréckgräifen.

Ofschléissend wëll ech awer och betounen, dass den Ament en interministeriellen Aarbechtsgrupp leeft, dee vum Ministère de la Sécurité intérieure aberuff gouf, dëst fir en État des lieux ze maachen iwwert d'Drogekriminalitéit. An do geet et natierlech och drëms, d'Situatioun am Garer Quartier an zu Bouneweg méi genau ze beliichten. Mir wäerten eis do natierlech och mat de Konklusioune befaassen, wann dat esou wäit ass, an déi néideg nächst Schrëtt dann och hei am Parlament diskutéieren.

Ech géif fir mäin Deel nach gären ënnersträichen, dass ech bei menger Visitt am Abrigado extreem motivéiert Leit virfonnt hunn. Si gesi vill Resultater mat deenen neie Programmer, déi hei en place gesat gi sinn. An et schéngt och wierklech esou ze sinn, dass duerch déi Offeren, déi mer ubidden, de Kontakt zu de Leit méi einfach gëtt an dass dat dee richtege Wee ass, fir d'Leit wierklech och an eng Therapie ze kréien a se ze begleeden. Wat d'Offer besser ass a wat mer effektiv och méi dezentral do kënne schaffen, fir net alles op engem Site konzentréiert ze hunn, wat mer besser un d'Leit wäerten erukommen, soudass ech op alle Fall ka berichten, dass d'Leit um Terrain extreem zouversiichtlech sinn, dass mer op deem gudde Wee sinn an dass mer do solle weiderfueren, wou mer ugesat hunn. Si gleewe jiddefalls drun, dass mer op deem dote Wee, wa mer hinnen déi néideg Ënnerstëtzung ginn an déi néideg Moyenen och fräimaachen, fir dat Ganzt e bësse méi auserneegezunn ze kréien, dass mer do och weiderhin als Land gutt wäerte weiderkomme mat deem Wee, dee mer engagéiert hunn.

Ech géif lech Merci soen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

3. Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz

Ier mer bei de Projet de loi 7752 kommen, géif ech nach d'Wuert un den honorabelen Här Marc Spautz gi fir den Depot vun enger Motioun. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt eng Motioun hannerleeë betreffend de Sozialdialog an de Comité tripartite hei zu Lëtzebuerg. An deene leschte Wochen, säit mer mat Covid Schwieregkeeten hunn, alleguer, ekonomesch, wirtschaftlech, gesondheetlech, an och mat der Entwécklung vum Emploi, déi net méi esou gutt ass, wéi mer dat déi lescht Jore kannt hunn, an och opgrond vun der Analys vun deene leschten Zuele vum Statec, ass et eiser Meenung no wichteg, dass d'Tripartite zesummekënnt.

D'Regierung hat den 3. Juli 2020 d'Tripartite eng Kéier zesummegeruff an och gesot, et géif nach zu Follgesitzunge kommen. Vu Gewerkschaftssäit gëtt awer reklaméiert, dass dat net de Fall wier. An dofir géife mer d'Regierung opfuerderen, schnellstméiglech mat de Sozialpartner zesummenzekommen, well et nämlech wichteg ass, elo, wou et drëm geet, d'Relance - och wa mer nach net wëssen, wéini se ugeet - ze preparéieren, dass een och alleguerten déi Diskussioune muss féieren. A grad a schwieregen Zäiten ass et wichteg, dass mer getrei dem Lëtzebuerger Modell kucken, déi Léisungen ze fannen ënnert de Sozialpartner, zesumme mat der Regierung, déi noutwendeg sinn.

A gläichzäiteg, ausser dass d'Tripartite soll zesummekommen, wier et da selbstverständlech, dass d'Regierung och d'Chamber géif iwwert déi Aarbechten, déi am Kommitee vun der Tripartite géife stattfannen, informéieren.

Villmools merci.

Motion

« Convocation d'une réunion du Comité de coordination tripartite »

La Chambre des Députés,

- considérant

• que la pandémie de Covid-19 continue de sévir au Luxembourg comme à l'étranger ;

• que les vaccins se font attendre et que dès lors une sortie de la crise sanitaire actuelle prendra probablement encore des mois ;

• que selon le Statec, « une reprise notable de l'activité économique en Europe paraît dans ces conditions largement compromise, au moins jusqu'à l'été » ;

• que le taux de chômage est reparti à la hausse sur la fin de l'année, que la durée d'inscription des demandeurs d'emploi s'établit à douze mois ou plus pour 49 % des personnes concernées, que l'absence de rotation sur le marché du travail continue à pénaliser les jeunes avec une progression notable d'inscrits disposant d'un diplôme supérieur ;

• que notre pays et ses citoyens ont dès lors besoin, non pas d'une approche attentiste, mais volontariste ;

• qu'il est dès lors primordial d'associer étroitement les partenaires sociaux aux mesures d'atténuation des effets de la crise actuelle, que ce soit sur le plan économique, social voire environnemental, comme tel a d'ailleurs été le cas dans le passé ;

- rappelant à cet égard les nombreuses initiatives parlementaires invitant le Gouvernement à réunir les partenaires sociaux au sein du Comité de coordination tripartite ;

- saluant au demeurant le fait qu'une première réunion du Comité de coordination tripartite a eu lieu le 3 juillet 2020 ;

- déplorant

• pourtant qu'aucune réunion de suivi, pourtant annoncée dès la rentrée 2020, n'a été organisée par le Gouvernement ;

• que les partenaires sociaux ont, à diverses reprises, déjà dénoncé des « promesses » non tenues par le Gouvernement ;

- notant

• pour le surplus qu'au cours des derniers mois, les partenaires sociaux ont, de manière exemplaire, démontré leur volonté de dépasser leur posture partisane et de conclure des accords dans le consensus ;

• que dès lors le déni et le refus du Gouvernement (i) d'honorer ses engagements et (ii) de davantage impliquer les partenaires sociaux dans le processus décisionnel s'avèrent insensés ;

- réitérant son attachement au « modèle luxembourgeois », acquis social et politique fondamental du pays,

invite le Gouvernement

- à convoquer au plus vite une réunion du Comité de coordination tripartite ;

- à informer, dans les meilleurs délais et à des intervalles réguliers, la Chambre des Députés des résultats obtenus au sein dudit Comité, de même qu'au sein du Comité permanent du travail et de l'emploi.

(s.) Marc Spautz, Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen, Gilles Roth, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Spautz.

4. 7752 - Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

Mir kommen dann elo bei de Projet de loi 7752, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Aféierung vun enger Rei Mesuren am Kader vun der Covid-19-Pandemie. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An d'Wuert huet de Rapporter vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Santé et des Sports

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat zéngt Gesetz, wann ech mech net verzielt hunn, am Kampf géint de Virus, wier eigentlech schnell resuméiert.

Nom 31. Januar bis den 21. Februar bleift alles, wéi et ass. Fir eng Kéier geet et net drëm, fir méi streng Moossnamen ze decidéieren oder méi opzemaachen. Nee, et geet drëm, eng dach kloer verbessert Situatioun ofzesécheren an de Virus weider zréckzedrécken.

Haut kann ee soen, dass dat strengt Gesetz virun de Feierdeeg zum Joresenn gewierkt huet an déi Ouverturen zum Joresufank bis elo keng negativ Konsequenzen haten. Mir hunn hei am Haus also sécher net alles falsch gemaach. A virun allem hunn eis Matbiergerinnen a Matbierger duerch hiert responsabelt Verhalen e weesentleche Beitrag geleescht.

Wuel kengem ass dat liicht gefall, mee d'Resultat gëtt eis Hoffnung op besser Zäiten, wa mer weider oppassen.

Esou sinn an deene leschte Wochen d'Zuele vun Neiinfektiounen däitlech erofgaangen. Aus deem leschte Rapport geet ervir, dass mer 134 Neiinfektiounen op 100.000 an der Woch vum 18. op de 24. Januar haten. Déi Woch virdru waren et der 137. An deenen dräi Woche virdrun, waren et der 165, 181 an an der Chrëschtwoch nach 202. Et ass also es däitleche Réckgang.

Och an de Spideeler huet d'Situatioun sech berouegt. Si kommen nees a Richtung Phas 2 a kënnen nees bal normal hir net urgent Aktivitéite garantéieren.

Déi méi streng Mesuren zum Joresenn hunn also gewierkt. Déi limitéiert Ouverture mat hire strengen Oplage bei de Commercen, bei de Schoulen, der Kultur, am Sport, doheem hunn net zu méi Neiinfektioune gefouert. Bon, doheem ass et jo net zu Lackerunge komm.

D'Vaccinatiounscampagne ass, wann och lues, ugelaf, an de Vaccin, egal, wat vu Verschwörungstheorië verbreet gëtt, wäert eise beschten Alliéierte sinn am Kampf géint de Virus, wann eng Rei vu Laboen, Pharmaindustrieller mat hire Spillercher ee géint deen aneren ophalen.

Dass mer elo trotzdeem keng Lackerung maachen, ass virun allem duerch déi noutwendeg Virsiicht ze erklären, well eis Zuelen zwar däitlech erofgaange sinn, awer trotzdeem nach ze vill Leit krank ginn oder stierwen a well déi nei Varianten, alle virop déi brittesch, mee och déi südafrikanesch, déi jo méi ustiechend sinn, och zu Lëtzebuerg zirkuléieren a well de Moment net kloer virauszegesinn ass, wéi sech dat op d'Evolutioun vun den Neiustiechungen auswierkt.

Och däerfe mer d'Situatioun ronderëm eis net aus den Ae verléieren a bei vergläichbaren Zuelen net ze vill virun de Won lafen. Ronderëm eis sinn iwwerall nëmme Grenzen an déi mussen opbleiwen. Lëtzebuerg brauch méi wéi jiddwer aneren oppe Grenzen. An ech mengen, ech brauch kee Bild ze molen, wat de Contraire wier, wa mer kuerzfristeg eng falsch Decisioun géifen huelen, déi anerer géif derzou verleeden, och falsch Decisiounen ze huelen am Grenzverkéier. Duerfir, mengen ech, musse mer

Le saviez-vous ?

INTERPELLATION

L'interpellation est une demande de débat public adressée par un député au Gouvernement pour qu'il puisse prendre position au sujet d'une mesure administrative déterminée ou au sujet de la politique générale du Gouvernement.

HUIS CLOS

Les séances de la Chambre sont publiques, sauf décision contraire émanant de la majorité des membres du Parlement. Dans ce cas la Chambre siège à huis clos et la séance est tenue en secret.

hei zumindest net esou maachen, wéi wa mer eng Insel wieren. Dat ware mer ni, mee an dësen Zäite besonnesch net.

Zum Theema nei Variante krute mer nach eemol confirméiert, dass mer zu Lëtzebuerg, wat d'Erkennung duerch Sequenzéierung ugeet, am nationale Gesondheetslabo ganz gutt opgestallt sinn. Sequenzéierung, dat ass d'Zerleeung vum Virus fir ze kucken, wat fir eng Souche dass et ass. An do, mengen ech, ass den LNS zu engem wierklech performanten Acteur erugewuess, wou mer virun e puer Joer déi richteg Schrëtt geholl hunn, fir net de Gesondheetslabo ofzebauen, mee en ze stäerken doduerch, dass mer ëm méi Fräiheet ginn hunn, fir och a senge wëssenschaftleche Fuerscheraktivitéiten eng exemplaresch Roll kënnen ze spillen.

Mir louche bei de Capacitéite fir d'Sequenzéierung bei 10 % a mir kéinten ouni gréisser Problemer nach eemol weider eropschrauwen.

Och d'Zesummenaarbecht zwëschent Tracing an der Sequenzéierung fonctionéiert gutt, soudass een och ganz geziilt den Entourage an d'Kontakter vu Leit ka fannen, déi mat deenen neie Varianten a Kontakt komm sinn. Dat ass och wichteg, well mer mussen dës Varianten an d'Geforen, déi vun hinnen ausginn, am A behalen a ganz no suivéieren.

D'Beispiller vun England an Irland verlaangen also, dass mir eng virsiichteg Approche mussen hunn. Do huet déi nei Variant nämlech zu enger neier Infektiounswell gefouert, well se eeben dervu profitéiert huet, dass dee Moment, no méi engem laangen an erfollegräiche Lockdown, opgelackert gouf an d'Leit gemengt haten, si hätten de Virus schonn an der Täsch oder si hätte géint de Virus gewonnen. An da gëtt en ëmmer am stäerksten, wann een en ënnerschätzt.

Dobäi kënnt, dass eis Zuelen zwar erofgaange sinn an d'Situatioun an de Spideeler jo besser ass, mee d'Zuele bleiwen awer a Beräicher, wéi se bei eisen Nopeschlänner och sinn. Et ass net, dass mer elo déi grouss Championen am Negative sinn. Mir sinn erëm bei de Leit ukomm a mir waren eng Zäit wierklech net gutt. De Moment leie mer nach liicht iwwer Däitschland an nach liicht iwwert der Belsch, mee ënner Frankräich an och virun allem ënner Holland.

Interessant sinn an deem Kontext awer d'Tendenzen. An der Belsch an a Frankräich ginn d'Zuelen erop, an Däitschland, do weist d'Tendenz wéi bei eis no ënnen.

Virum Hannergrond vun dësen Zuelen an eeben der Menace vun deenen neie Variante wier et elo net nozevollzéien an net sënnvoll, fir weider Ouverturen dëse Moment ze maachen.

Duerfir eeben hale mer déi aktuell Restriktioune bäi, an der Haaptsaach déi Restriktiounen doheem, déi wéi dinn, mee déi awer Resultater, däitlech Resultater bruecht hunn. De Couvre-feu ab 23.00 Auer, d'Caféen an d'Restaurante bleiwen zou. Dat deet jiddwerengem wéi, mee dat gehéiert awer zu där Strategie, déi mer gewielt hunn an déi och effikass ass, selbstverständlech verbonne mat staarke Begleetmoossnamen, déi och schnell wierksam ukomme mussen. An et gesäit een, dass do ganz grouss Efforte gemaach ginn, haut nach déi leschten Efforten an déi dote Richtung.

Kultur a Sport a Commercë bleiwe weider op, awer mat strengen Oplagen, an dat selwecht gëllt fir d'Schoulen.

Eng Partie kleng Ännerungen am Gesetz, virun allem krisebedéngten Derogatiounen zu Delaien, wéi se a bestoende Gesetzer stinn, esou eng Derogatioun am Parteiefinanzéierungsgesetz: Fir d'Joer 2020 kënnen d'Konte vun de Bezierker, de Lokalsektiounen an den Ënnerorganisatiounen ausnamsweis net vun enger Generalversammlung oder engem regionale Kongress, mee vum Kommitee ugeholl ginn, wann dës regulär kontrolléiert sinn.

Bei de Cotisatiounen, déi vun den Employeuren un de Centre commun de la sécurité sociale musse bezuelt ginn, ginn d'Intérêts moratoires, also d'Strofzënsen ausgesat. Et geet drëms, fir Betriber, déi mat schwéiere finanzielle Situatiounen ze kämpfen hunn, net nach weider ze belaaschten.

Zousätzlech gëtt d'Contribution temporaire vum Staat fir d'Prise en charge vun deenen net gedeckte Käschte vu verschiddenen Entreprisen no November, Dezember a Januar, elo och bis Enn Februar vu maximal 75 % op elo 100 % eropgesat.

Dann, d'Dokteren en voie de spécialisation kënnen eng Autorisation temporaire d'exercer kréie fir matunzepaken.

Zu der Prozedur, déi dëse Projet duerchlaf huet. Den Depot ass genee eng Woch al, e war de leschte Freiden. D'Kommissioun ass eng éischte Kéier en Dënschden zesummekomm. Den Avis vum Conseil d'État ass dee selwechten Dënschdeg komm, nodeem d'Kommissioun vum Conseil d'État deen Dag virdrun zesumme war. An d'Avise vun der Chambre des Métiers, dem Collège médical, der Chambre de Commerce, der Mënscherechtskommissioun sinn och an där selwechter Woch agelaf. E Mëttwoch, de 27. huet d'Kommissioun den Avis vum Staatsrot gekuckt, e Staatsrot, dee bei dësem Gesetz keng gréisser Problemer ausser legistesch Verbesserungen opgeworf huet, an de Projet de rapport gouf presentéiert an ass uschléissend mat de Stëmme vun der Majoritéit ugeholl ginn.

E grousse Merci nees un all déi Bedeelegt an och d'Membere vun der Santés- a Sportskommissioun fir déi gutt, fir déi wierklech gutt Diskussiounen, déi mer ëmmer féieren am géigesäitege Respekt, fir d'Aarbecht vum Chamberspersonal, de Conseil d'État an d'Fraktiounen am Gesondheetsministère, soudass mer bei dësem Covidgesetz wéi bei aneren zügeg konnten eis Aarbechte maachen, zügeg awer grëndlech, well mer eis esou vill Zäit duerfir geholl hunn, wéi mer gebraucht hunn. An et gëtt ganz oft Gesetzer, déi net Covidgesetzer sinn, déi net Krisegesetzer sinn, wou ee sech net esou vill Zäit geholl huet wéi bei dëse successive Gesetzer, déi mir an deene verschiddene Kommissiounen, ënner anerem an der Gesondheetskommissioun, behandelt hunn.

D'Chamberskommissioun huet sech méi laang mam Theema Dateschutz an der Konservatiounsdauer vun de perséinlechen Donnéeën am Kader vun der Impfcampagne géint de Virus befaasst. Dëst war net Objet vum Projet de loi, mee vun Amendementer, déi ee vun eise Kolleege vun de Piraten abruecht huet.

Iwwert de Projet de loi 7738, dee mer de 24. Dezember d'lescht Joer gestëmmt hunn, goufe Bestëmmungen an d'Covidgesetz ageschriwwen iwwert den Traitement vu perséinlechen Donnéeën am Kader vun der Vaccinatioun géint Covid-19. Dobäi geet et drëms, fir a ganz exzeptionelle Fäll, wou Niewewierkungen a Problemer och no längerer Zäit kënnen optrieden, kënnen nozevollzéien, wéi ee Vaccin eng bestëmmte Persoun kritt huet, ënner wéi engen Ëmstänn an eventuell och d'Grënn fir de Choix vun engem bestëmmte Vaccin an esou weider.

Dat ass am Interêt vun der geimpfter Persoun, fir eventuell Laangzäitschied kënnen ze detektéieren, hinnen op de Fong ze goen a gegeebenefalls derfir ze suergen, dass déi Persoun, an dat ass a ganz, ganz seelene Fäll de Fall - déi Zäit, wéi ech selwer am Gesondheetsministère war, konnt ech et op enger Hand iwwer laang Joren ofzielen - entschiedegt ka ginn.

D'Experienz an deem Beräich weist, dass munchmol laang Joren duerno a ganz seelene Fäll esou Niewewierkunge kënnen detektéiert ginn. Et waren also 20 Joer virgesinn, fir déi Daten ze konservéieren.

No den Diskussiounen an der Kommissioun an de Bemierkunge vum Staatsrot an der Dateschutzkommissioun hat d'Gesondheetsministesch sech engagéiert, dës Bestëmmungen an engem nächste Projet ze iwwerschaffen.

Dës Woch huet d'Gesondheetsministesch, d'Madamm Lenert, eis eng Partie Informatiounen zu deem Theema geliwwert. Si huet sech fest engagéiert, fir beim nächste Gesetz eng gutt an nuancéiert Propos virzeleeën am Sënn vun engem maximale Schutz a beschtméigleche Garantien, och wat den Dateschutz ugeet fir d'Leit, zum Beispill inspiréiert um franséische Modell, dee verschidden Daten a verschidde Kategorien astuuft, déi eng, déi een éischter muss halen, an anerer, déi net esou wichteg sinn.

D'Kommissioun huet deen Amendement also net ofgeleent, mee huet festgehalen, dass déi Fro, déi an deem Amendement opgeworf ginn ass - zu Recht opgeworf ginn ass! -, an deem nächste Projet soll eng Äntwert kréien. Deen aneren Amendement vun de Kolleege vun de Piraten gouf allerdéngs verworf, well den Amendement suggeréiert huet, dass e Fichier kéint geschaaft gi fir Leit, déi sech net vaccinéiere loossen. Dat ass net gewollt. Dat ass net geplangt!

(Brouhaha)

Dat wëllt kee maachen an dat ass och net am Gesetz virgesinn. Duerfir ass deen Amendement verworf ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss bleift mer just nach ze ënnerstäichen, dass dëst Gesetz wéi seng Virgänger de Kader fir de Kampf géint de Virus schaaft, mee dass den Erfolleg, de Wee a méi Normalitéit a vläicht an d'Normalitéit vu jiddwerengem Eenzelne vun eis ofhänkt. An duerfir, kommt mir schützen eis an déi aner mat deenen effikasse Schutzgesten, déi mer kennen, a mer verschwende keng Energië mat anonyme Bréiwer a Verschwörungstheorien.

An deem Sënn soen ech lech alleguerte Merci fir Är Mataarbecht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An ech soen dem Här Rapporter Mars Di Bartolomeo villmools Merci.

An elo ass d'Riednerpult fir déi nächst hallef Stonn reservéiert fir den honorabelen Här Claude Wiseler. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Merci, Här President. Och dem Rapporter nach eng Kéier merci. Et ass deen zéngte Merci un hien, mee et ass gutt, datt mer awer an der Kommissioun gutt weiderkomme mat eisen Aarbechten. Dat ass net onwichteg, fir dat zäitgerecht hinzekréien.

Enn November, ufangs Dezember, wéi mer hei stoungen, hate mer katastrophal Zuelen, katastrophal Zuelen un Neiinfektiounen, u Kliniksbeleeungen, un Doudesfäll. D'Madamm Lenert sot sengerzäit, mir wären duerch de Plaffong gaang, dräi-, véier, alt fënnefmol méi héich wéi déi meescht europäesch Länner, wéi all eis Nopeschlänner.

D'CSV huet sengerzäit drastesch Moossname gefrot. D'Regierung huet se am Dezember och proposéiert. Mir hu se dee Moment matgedroen. An et muss een och soen, datt d'Leit sech grosso modo dru gehalen hunn.

Haut si mer an enger Situatioun, déi zueleméisseg weesentlech besser ass wéi virdrun. 202 Fäll (ndlr: 202 Fäll op 100.000): Gekuckt op eng Millioun Awunner op siwen Deeg, wéi dat op international gerechent gëtt, da waren dat der virun e puer Wochen iwwer 1.000. 19 Doudeger déi eng Woch, 8 Doudeger déi Woch duerno. Dat waren der 43 virun engem Mount.

Elo kann ee soen: „Dat ass gutt!" Mee ech soen awer, dat wär e Feeler, ze soen: „Dat ass gutt!", well 843 Neiinfektiounen d'Woch, 18 Doudeger, 9 Doudeger d'Woch (veuillez lire: 19 Doudeger, 8 Doudeger d'Woch), dat ass eppes, wat objektiv gekuckt vill ze vill héich ass. An dee Gewinnungsfacteur, dee mer spieren, ass a sech net akzeptabel. Et sinn Zuelen, déi een net kann an déi een och net däerf akzeptéieren.

Fir eis ass et nach ëmmer kloer an däitlech, datt et prioritär ass, datt déi Zuele musse weider erofgoen an haaptsächlech, datt mer och an deenen nächste Woche mussen extreem, extreem virsiichteg sinn, fir déi drëtt Well esou wäit wéi méiglech ze vermeiden, wëssend ëm all déi Geforen, déi momentan och ronderëm eis sinn.

Wann een elo d'Lëtzebuerger Situatioun am internationale Vergläich kuckt, da kann een zwou Saache feststellen. Dat Éischt, dat ass, datt iwwert déi ganz Period gekuckt, iwwert dat ganzt Joer, wat mer elo kannt hunn, kumulativ gesinn an eropgerechent op international Moyenne mir méi Infektiounsfäll hate wéi zum Beispill Amerika, Portugal, Belsch, England, Frankräich, Irland, Däitschland, Kanada an esou weider an esou virun. Dat heescht, do ware mer immens héich, wann een et kumulativ iwwert d'ganzt Joer kuckt. Dat musse mer eis och bewosst sinn als Situatioun.

Wann een et elo kuckt op den 28., dat heescht, gëschter, da muss ee soen, datt eis Zuelen an der europäescher Moyenne sinn, an der Moyenne vun eisen Nopeschlänner, liicht méi déif wéi Frankräich, mee nach ëmmer iwwert de belschen Zuelen an iwwert den däitschen Zuele leien, also änlech wéi déi vun eisen Nopeschlänner.

An och déi Zilsetzungen, déi mer selwer geholl haten, zumindest an der Diskussioun hei de 24. Dezember, déi mer eis sengerzäit ginn haten, wann ee kuckt, ob mer se erreecht hunn, dann ass dat awer en nuancéierten Tablo. Mir hate gesot, mir géife probéieren - esou hat ech et op jidde Fall verstanen - op ënner 150 Infektiounen den Dag hinzesteieren. Do si mer bal do. Een Dag sinn et der manner, een Dag sinn et der méi, op jidde Fall si mer do effektiv erofgaangen.

Mir hate gesot, mir géife bei de Bettebeleeunge probéieren, ënner 200 ze kommen. Och do si mer ënner 200 komm bei de Bettebeleeungen. Dat heescht also, vum 24. bis haut si vun deenen Ziler der zwee hallefweegs erreecht ginn, awer wackeleg erreecht ginn, well ee gesäit, datt d'Zuelen, notamment déi vun den Neiinfektiounen, schwanken.

Beim Taux de reproduction leie mer bei 1,05, wat wäit iwwert deem 0,7 ass, dee mer eis virgeholl haten, beim Taux de positivité op 4,63 bei deenen, déi iwwer Ordonnance sech teste ginn, wat och wäit iwwert deenen 3 % läit, déi mer eis virgeholl haten.

Dofir ass et fir eis kloer an däitlech, datt haut net d'Zäit ass, fir méi opzemaachen. Et ass haut d'Zäit, fir eng virsiichteg Politik ze maachen. Et muss een net nëmme kucken, datt eis Zuelen och an deenen nächste Wochen nach erofginn, mee awer och kucken, datt mer där Risikosituatioun gerecht ginn, déi ronderëm eis an anere Länner och herrscht an déi extreem héich ass. An dee Risiko kënnt evidenterweis vun deenen neie Varianten, déi op der ganzer Welt, mee och a ganz Europa present sinn.

A wann een do kuckt, wat an anere Länner momentan amgaang ass ze geschéien, da gesäit een, wéi geféierlech dat Ganzt ass. An England si mer iwwer 100.000 Doudeger. Et ass en drasteschte Eropgoe vun den Zuele gewiescht an och drastesch Reaktioune vun der englescher Regierung. 90 % si scho vun där neier Variant do betraff. A Portugal ass et änlech. D'portugisesch Medezinn ass momentan absolutt an total iwwerfuerdert. Ech weess net, ob Der déi Fotoe gesinn hutt, wou d'Ambulanze virun de Klinicke sti mat Leit dran, well se keng Plaze méi hunn, fir et ze maachen. Dat ass dramatesch.

Si haten eng gutt Situatioun d'lescht Joer, an hunn elo eng katastrophal Situatioun, hunn och international no Hëllef gefrot. An ech muss soen, ech fannen dat ganz gutt esou, wéi ech et an der Press gelies hunn, datt d'Lëtzebuerger Regierung am Prinzip gesot huet, datt se dat, wat se kéint maachen, och géif maachen. Dofir fannen ech, datt ee ka Merci soe fir déi do Reaktioun. Ech mengen, datt elo nach näischt draus erfollegt ass, mee op jidde Fall, déi positiv Haltung fannen ech luewenswäert!

A Spuenien ass et d'selwecht, Madrid 9 %, och do sinn nei drastesch Moossname geholl ginn. Frankräich, Île-de-France 10 %, och zousätzlech Moossnamen, e Confinement an der Diskussioun. Dat heescht, et ass net d'Zäit, fir ze relâchéieren. De LIST seet eis dat, eis Lëtzebuerger Organisatioune soen dat selwecht. Mir si stabel, awer extreem héich.

D'Covid-Taskforce huet gëschter, a mir krute se haut, eng Etüd erausginn, wou se seet, datt den Developpement vun dëser Woch eng Destabilisatioun vun der epidemescher Situatioun géif heeschen a mat enger Rei Hiweiser op e potenziellen epideemesche Rebond. Si drécken dat esou aus, ech hunn elo just probéiert, et ze iwwersetzen. Mee dat heescht: Maacht net op, passt wierklech op, wat Der maacht! An haaptsächlech gëtt et begrënnt duerch déi nei Varianten, déi duerch ganz Europa kommen. D'ECDC seet u sech genau dat selwecht: « Le risque est élevé vu la grande transmissibilité » vun den neie Varianten. De Conseil d'État akzeptéiert déi ganz Argumentatioun.

An ech soen och hei kloer an däitlech, datt mer als CSV déi Meenung absolutt deelen. Et ass haut net d'Zäit, fir méi opzemaachen, d'Gefore sinn ze grouss an d'Virsiicht ass gebueden.

Dofir wëll ech och ausdrécklech hei soen, datt mer d'Decisioun vun der Regierung, fir net elo opzelackeren a fir déi aktuell Moossname fir dräi Wochen ze verlängeren, absolutt ënnerstëtzen. Dat ass haut an eisen Aen déi richteg Decisioun.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Ech géif … Ech sinn awer nach net fäerdeg.

(Hilarité et brouhaha)

M. Georges Engel *(LSAP)*.- Bis dohi war et gutt.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Jo. Ech probéieren an der Ried hei, déi ech halen, och déi Saachen, déi ech richteg fannen, an déi Saachen, déi ech net richteg fannen, ze soen, well et ass des engen an des aneren an deene Krisesituatiounen. An dofir …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Et fänkt u besser ze ginn, Här Wiseler.

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Nee, ech hunn ëmmer probéiert, Här Di Bartolomeo, dat eent an dat anert ze soen. An a Krisesituatioune fannen ech, datt ee muss kucken, en Equiliber ze maachen tëschent deenen engen an deenen anere Saachen. Mir hunn een Text matgestëmmt, well mer e gutt fonnt hunn. Aner Texter hu mer net gutt fonnt, dofir hu mer se net matgestëmmt. Ech fannen dat och de richtegen Equiliber an enger Oppositiounspartei hirer Haltung.

Ech mengen, datt mer mussen iwwert dat Net-weider-Opmaachen awer nach e Schrëtt weidergoen. An ech adresséiere mech deelweis un lech, Här President, well et ass esou, datt an deenen nächsten Deeg a Wochen awer e Monitoring muss gemaach gi vun där Situatioun.

Mir maachen haut net weider op, mee mir wëssen, datt mer eng Situatioun hunn, déi awer nach relativ héich ass. Mir wëssen, esou wéi d'Covid-Taskforce et weess, datt mer an enger destabiliséierter Situatioun sinn an datt dat all Dag ka kippen. D'Regierung weess et, mir wëssen et. Mir hunn elo fir dräi Woche Moossname geholl. Ech soen awer ganz kloer an däitlech, datt ech der Meenung sinn, datt mer all Woch, zweemol d'Woch wierklech misste kucken, vläicht och souguer an eiser Gesondheetskommissioun zesumme kucken, wéi d'Evolutioun ass. A wa mer gesinn, datt et esou bougéiert, datt mer an eng Richtung erëm ginn, wou et erëm eropgeet, datt mer eis awer haut och d'Wuert ginn, datt mer kënne méi schnell reagéieren, wéi elo dräi Woche missen ze waarden, mee datt mer eis d'Méiglechkeet ginn, direkt ze reagéieren, wann et misst sinn.

Wësst Der, déi Saache ginn all esou schnell an et ass eng Course géint d'Zäit. Dofir maachen ech wierklech un de President an un d'Regierung déi Propositioun, fir vläicht méi oft iwwert d'Zuelen dann onpoleemesch ze diskutéieren, fir de Suivi vun där Kris esou ze maachen, wéi e muss gemaach sinn.

Ech sinn och frou, datt mer haut kënne feststellen, datt dee spezifesche Wee, dee mer soss gaange sinn, sech lues a lues méi an e grousst regionaalt Handelen erabeweegt, wat ech fundamental richteg fannen. Mir hunn dat schonn e puermol hei op dë-

ser Tribün gesot, datt mer zu Lëtzebuerg musse ganz genau kucken, wat am Ausland amgaang ass ze geschéien, well fréier oder spéider déi Situatiounen, déi mer iwwer eise Grenze kennen, och op Lëtzebuerg eriwwerschwappen.

Ech sinn also wierklech iwwerzeegt, datt een all déi Moossnamen, déi een hei hëlt, déi grouss Prinzippie muss an Ofsprooch mat der Europäescher Unioun huelen an da prezis, detailléiert handelen, zesumme mat der Groussregioun, well een ansonsten eng Politik mécht, déi am Fong isoléiert ass an net der Realitéit, der geografescher Realitéit vu Lëtzebuerg entsprécht.

Ech war just ..., et huet mech e wéineg gestéiert, eis e wéineg gestéiert, datt huet deelweis misse vill Drock ausgeüübt ginn, notamment vun der Bundeskanzlerin. Ech hunn en Interview op der Tëlee gesinn, wou se den Nopeschlänner gesot huet, si sollen net drun denken, méi opzemaachen, well dat géif eng Situatioun kreéiere fir déi Nopeschlänner, déi méi héich Zuelen hätte wéi Däitschland, déi extreem schlecht wär, wat d'Konkurrenz ugeet, wat och den Import vun neien Infektiounen ugeet, a kloer an däitlech zum Ausdrock huet misse bréngen, datt dat kéint eng Fermeture vun de Grenze bedeiten.

Bon, elo si mer op enger anerer Schinn. Gott sei Dank!

Ech sinn och frou festzestellen, datt Lëtzebuerg decidéiert huet, Kontrolle bei der Entrée um Flughafen ze maachen. Mir hunn dat och schonn am Dezember verlaangt gehat. Domat schreift sech Lëtzebuerg an an eng gemeinschaftlech Haltung, déi et op villen europäesche Flughäfe säit laanger Zäit gëtt, eng Kontroll fir Leit, déi aus Net-EU-Länner kommen an eng Kontroll fir déi Leit, déi aus der EU kommen, mee déi aus Zone kommen, déi donkelrout sinn. An ech sinn och frou, datt mer zu Lëtzebuerg elo da kucken, datt d'Definitioun vun deenen donkelroude Länner eng europäesch Definitioun ass, déi vun der Kommissioun gemaach gëtt, soudatt do jiddwereen déi selwecht Grondprinzippie kann anhalen. Mir begréissen dat.

Par contre hu mer awer eng Rei Froen iwwert d'Handhabung an iwwert d'Effizienz vun deene Kontrollen ze stellen. Ech stellen och haut nämmen eng dovunner, dat ass, datt mer awer eis d'Fro stelle vun der Effizienz vun de Schnelltester, déi um Flughafe gemaach ginn, wann een erakënnt, wëssend, wa mer esou en Test maachen, datt deen eis net seet, wat déi fënnef Deeg virun der Entrée mat där Persoun geschitt ass. Dat heescht, et kann eng Persoun duerchaus infizéiert sinn an de Schnelltest, dee schléit trotzdeem negativ aus.

Eng Rei Länner hunn do deelweis Quarantänen agefféiert - Däitschland, d'Schwäiz, d'Belsch, Irland, eng ganz Rei aner Länner - fir déi, déi aus donkelrouden Zone kommen. D'ailleurs gëtt dat vun der Kommissioun recommandéiert. Mir hunn eis d'Fro gestallt, wann d'Regierung net wëllt op dee Wee goen, ob et awer net eng Iwwerleeung zumindest wäert wär, fir aus Sécherheetsgrënn esou Quarantänen anzeféiere fir Vollen, déi aus Länner kommen, wou déi nei Varianten esou staark entwéckelt sinn, datt se reell eng potenziell Gefor kënne fir eis sinn.

Der Kommissioun hir Recommandatioune sinn an deem Sënn extreem, extreem kloer. Ech liesen lech se och eng Kéier vir, fir datt Der gesitt, datt dat net vu mir kënnt. Just d'Iwwersetzung kënnt vu mir. „Fir Reesen aus Länner, wou besuergniserreegend Varianten detektéiert sinn, soll de Memberstaat systematesch Protektiounsmoossname wéi Autoisolatioun, Quarantän a Contacttracing fir eng Period bis zu 14 Deeg imposéieren. Déi, déi vun esou enger Rees kommen, sollen obligéiert sinn, a Quarantän ze goen an additionell Tester bei an no der Arrivée ze huelen."

Déi Demande vun der Kommissioun ass kloer. Vill Länner hunn dat och gemaach, wéi gesot, limitéiert op déi Zonen, wou déi ganz geféierlech Varianten extreem héich sinn. Mir verstinn net richteg déi Iwwerleeung vun der Regierung, fir net bei zumindest deene Länner op esou e Wee ze goen.

Ech hu virdrun am Numm vun der CSV gesot, datt mer et richteg fannen, datt dës Moossnamen elo verlängert ginn. Dat heescht awer net, datt mer déi Bedenken, déi mer viru 14 Deeg oder am Dezember ausgedréckt hunn iwwert den Text selwer, Bedenken iwwert de Curfew oder d'Aart a Weis, wéi d'Limitatiounen an der Famill gemaach ginn - mir sinn och fir Limitatiounen, mee esou, wéi se gemaach sinn, fanne mer se elo net richteg -, oder iwwert d'Absence vun enger Tracingapp, elo net méi do wären. Déi sinn nach ëmmer evidenterweis bei eis do, mee mir schwätze jo haut vun deem Text, deen elo proposéiert ass. Dofir wëll ech aus zäitleche Grënn net nach eng Kéier dorobber zréckkommen.

Just déi eng Ausso wëll ech awer maachen, dat ass déi Klausel, wou verschiddentlech Lëschte gemaach gi vun deene Leit, déi geimpft ginn, fir déi iwwer 20 Joer ze halen. Do hate mer schonn eng Diskussioun driwwer. Ech si frou, datt mer do elo wierklech d'Engagement hunn, fir bei deem nächsten Text eng Léisung ze fannen. Ech regrettéieren, datt mer se net elo scho konnte fannen, well et ass awer schonn iwwer e Mount hier, datt mer déi Diskussioun haten. Mir kënne liewe mat enger Solutioun, wou mer zréck op zéng Joer géife goen an dann eis awer soen: Mee, wa mer gesinn a siwen, aacht, néng Joer, datt mer déi Lëschte méi laang brauchen aus Sécherheet fir déi Leit, déi geimpft ginn, da steet jo näischt am Wee, datt d'Parlament da seet: „Ma mir verlängere se nach eng Kéier fënnef oder zéng Joer, soulaang mer se brauchen."

Oder e franséische Modell, deen ech nach net richteg an der Iwwersiicht hunn, mee wou dat, wat d'Madamm Minister eis erkläert huet, mer awer duerchaus sënnvoll schéngt.

Ech verstinn och déi Efforte vum Sven Clement, fir datt mer keng Lëscht vun net geimpfte Leit hunn. Mir ënnerstëtzen dat och. Dat kléngt gutt, ech sinn och domat d'accord. Mee ech wëll awer, well ech e wéineg méi déif do gruewen a probéieren, e wéineg Realismus an d'Diskussioun trotzdeem eranzebréngen, sinn ech d'accord mat keng Lëscht vun net geimpfte Leit. Ech liesen awer da bei der Commission nationale d'éthique op där anerer Säit, wat ech och richteg fannen, datt mer awer eng Liste d'attente solle maache fir déi Leit, déi sech an enger éischter Etapp nach net impfe loossen, datt mer déi kënnen an engem oder an zwee Méint froen, ob se sech dann net elo wëllen impfe loossen, wat ech och richteg fannen. Da muss just nach ee mer den Ënnerscheed erklären tëschent enger Lëscht vun den Netgeimpften an enger Lëscht vun den Nachzeimpfenden.

Esou! Wa mer dat do maachen, dat eent richteg fannen an dat anert richteg fannen. Ech fannen, datt mer heiansdo mussen an den Diskussioune méi wäit wéi Schlagzeile goen an eis richteg iwwert d'Konsequenze kloer ginn a bei deem, wat mer maachen, iwwerleeën, wat dat dann och an der Realitéit als richteg Konsequenzen huet.

Mir hunn och nach aner Schwieregkeete mat der Politik, déi haut gemaach gëtt, notamment déi Schoulpolitik an déi Educatiounspolitik, déi haut gemaach gëtt am Kader vum Covid. Mir si säit Méint amgaang ze froen, datt déi Decisiounen, déi momentan geholl sinn, iwwerkuckt solle ginn, well mer hei eng dramatesch Feelaschätzung vun den Decisiounen an dëser Kris feststellen. E Minister, dee laang Zäit refuséiert huet, ze soen, datt d'Schoul kann en Infektiounsherd sinn. Gott sei Dank huet dat sech liicht geännert, zumindest an den Aussoe geännert, an zumindest och an der leschter Etüd, déi mer virun enger Woch vun der Éducation nationale kritt hunn, ass do eng aner Sprooch ageschloe ginn. Mee nach wéi vor stelle mer fest, datt an der Politik, déi gemaach gëtt, déi nei Feststellunge sech net an d'Realitéit ëmsetzen.

An ech froen haut nach eng Kéier, an ech soen haut nach eng Kéier kloer an däitlech, datt déi Motiounen, déi mer erabruecht hunn, déi 13 Propositiounen, déi mer an dësem Haus méi wéi eng Kéier gemaach hunn, awer nu wierklech derwäert wären, vu déi Geforen, déi op eis zoukommen, vu déi nei Variant, déi kann op Lëtzebuerg kommen, datt mer, wa mer d'Schoule wëllen op halen, déi endlech, endlech ëmsetzen!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Sanitär wär et esou, wann ee just sanitär kuckt, datt een am Fong d'Schoule misst zoumaachen.

Mir sinn awer d'accord - mir sinn awer d'accord -, datt een dat net kann an net soll maachen, well dat aner Konsequenzen hätt op d'Elteren, op d'Kanner, Konsequenzen, déi mer net wëllen.

Mee wa mer dat wëssen a wa mer d'Schoul net wëllen zoumaachen, da soe mer nach eng Kéier dem Minister an der Regierung: „Huelt wannechglift déi maximal Sécherheetsmoossnamen an der Schoul!" Mir hunn lech der eng Rei virgeschloen. Ech mengen, dat wär an dësem Moment weesentlech, wann ee wëllt déi Politik vun der Ouverture vun de Schoule weiderdreiwen. Alles anescht wär an eisen Aen absolutt farlässeg.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Mir ënnerstëtzen déi Moossnamen, déi haut verlängert ginn. Mee mir soen awer och: De Pabeier ass gedëlleg! Wichteg ass och, datt d'Politik, déi gemaach gëtt, an e gesamte Kader eragesat gëtt, datt dee Kader erkläert gëtt mat de Perspektiven, déi mussen opgezeechent ginn, datt se novollzéibar sinn, datt erkläert gëtt, firwat een et mécht, an och wat d'Zukunftsperspektive sinn, ganz einfach, well een d'Adhesioun vun de Leit zu deene Moossname brauch.

Kritt een dat net hin, da geschéien zwou Saachen: Dat Éischt, dat ass, datt d'Leit sech net méi drun halen, well se et net verstinn. An dat Zweet, an dat ass am schlëmmste Fall, dat ass eng Revolt géint déi Moossnamen. An dat ass näischt, wat ech erfannen! Et brauch ee just an Holland ze kucken, wat an deene leschten Deeg lass war, a Frankräich, wat a verschiddene Stied lass war, an Däitschland, wat zu Berlin lass war, oder an den USA, wat lass war.

D'Lëtzebuerger sinn am Prinzip gedëlleg. Mir hunn dat net. Mee trotzdeem muss een oppassen, wéi ee mat der Geduld vun de Lëtzebuerger ëmgeet, fir se net iwwerzestrapazéieren.

Mir hunn de 15. Dezember an de 24. Dezember Motiounen erabruecht. Déi eng huet eng global Strategie iwwert déi verschidde sanitär Voleten, sozial, ekonomesch, politesch, gefrot. D'Majoritéit huet se matgestëmmt, huet se akzeptéiert. Mee se huet awer säithier keng Suite kritt!

Fir eis ass evident, datt ee muss erklären: Wou gi mer hin? Wou gi mer ekonomesch hin? Wou gi mer sozial hin? Wou gi mer hi mat eise Fräiheeten? Wou gi mer hin an eiser Schoulpolitik? Fir datt déi nächst Etappen och kloer sinn. Wéini, wann elo ëmmer méi a méi geimpft gëtt, wéini kann erëm dat eent op goen? Wéi laang mussen d'Bistroen, d'Restauranten nach zou loossen? Ass dat 30 % geimpft, 50 % geimpft, 70 % geimpft? Ech weess, datt een et zäitlech net ka soen, well mer net wëssen, wéini d'Impfunge kommen. Mee ech mengen, datt awer eng Diskussioun ka stattfannen, ob bei 50 % oder bei 70 % oder bei 80 % oder bei 90 %. Wou musse mer dann hin? Wat sinn d'Perspektiven? Wat ass déi Richtung, an déi mer eis solle beweegen? A wat sinn déi Etappen doran?

Dofir hätte mer gär déi laangfristeg Strategie gehat, well se eis essenziell schéngt fir d'Comprehensioun vun där ganzer Politik.

An, Här Staatsminister, ech hunn elo net gefrot, Dir sollt eis Datumen nennen, well ech mer jo evidenterweis bewosst sinn, datt Der dat net kënnt. Kee kann et, och Dir net! Mee ech fannen, datt een awer sollt eng Rei Etappe kënne beschreiwen, datt d'Leit verstinn, wat amgaang ass, gemaach ze ginn.

Mir hunn eng Motioun de 24. Dezember hei gemeinsam gestëmmt, wou gefrot ginn ass, datt d'Regierung eis soll kommunikéieren all déi Krittären, politescher a wëssenschaftlecher, no deenen déi Decisiounen, déi mer hei an der Chamber géifen huelen, da géifen entweeder weidergefouert ginn oder opgehale ginn. Och do ass Jo gestëmmt ginn an Unanimitéit an dëser Chamber, mee och do hu mer näischt vun der Regierung kritt!

Ech hunn dozou zwou Remarken ze maachen. Mir hate virun zwee Méint eng Diskussioun heibannen iwwert d'Aart a Weis, wéi mat de Motioune vun der Oppositioun ëmgaange gëtt, wou all Motioun refuséiert ginn ass, wou Neen einfach gesot ginn ass, well se vun der Oppositioun kommen. Hei gëtt elo bei verschiddene Motioune Jo gesot, mee da geschitt awer näischt! An d'Resultat ass genau dat selwecht, wéi wann Der Nee gesot hätt! Dir sot Jo, mee Dir maacht et net!

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler *(CSV)*.- Esou, dofir soen ech awer och den Deputéierte vun der Majoritéit: D'Chamber huet awer eng Rei Rechter, fir Äntwerten ze kréien. A wa mer eng Motioun heibanne stëmmen, dann hätte mer och gär alleguer zesummen Äntwerten. Dat ass en Appell un all déi Parlamentarier, déi heibanne sëtzen. Mir hunn eng Rei Rechter, Äntwerten ze kréien. An no Motiounen, déi mer ofstëmmen, hätte mer se och gär! An ech fannen, datt do och d'Majoritéitsparlamentarier eis missten doranner ënnerstëtzen.

A mäin zweete Punkt, dat ass, et geet mer awer net nëmmen ëm d'Parlament, et geet mer einfach ëm d'Novollzéibarkeet vun dëser Politik, ëm d'Akzeptanz. An et ass just dat, wat mer an deene Motioune gefrot hunn, datt mer se och gär hätte fir d'Verständnis vun der Politik, déi bei de Leit dobausse muss explizéiert ginn.

Dës ganz Politik schreift sech och an eng Impfstrategie an. An déi Impfstrategie muss och ofgestëmmt ginn op déi Politik, déi mer momentan amgaange sinn ze maachen. An et ass och d'Impfstrategie an haaptsächlech hir Ëmsetzung, déi e grousen Deel vum Succès an der Akzeptanz vun dësem Gesetz ausmécht, déi maassgeeblech dozou kontribuéiert.

An dozou wëll ech och eng Rei Remarke maachen, zéng Remarke wëll ech dozou maachen:

Déi éischt, dat ass: De grousse Problem, dee mer haut hunn, ass jo d'Dispositioun vu genügend Impfstoff, fir deen esou schnell wéi méiglech erbäizekréien. An do soen ech, do huet haut jiddwereen Problemer. Lëtzebuerg huet Problemer, Europa huet Problemer a weltwäit si genau déi selwecht Problemer. An ech soen och ganz kloer: Dorunner ass net d'Lëtzebuerger Regierung schold! Dat ass evident.

An ech soen och hei ganz kloer: Déi Decisioun, fir europäesch anzekafen, fannen ech fundamental eng richteg Decisioun. Well stellt lech emol vir, wa 27 Länner eenzel verhandele gaange wären, wat dann u Gewulls an u Präisser erauskomm wären! Ech fannen et eng fundamental richteg Decisioun, datt och d'Lëtzebuerger Regierung sech aschreift an de gemeinsamen Akeef vu 27 Länner.

Ob d'Lëtzebuerger Regierung nach hätt solle selwer, nodeem datt all d'Kontrakten ofkaaft sinn, probéieren, Impfstoff bei Firmen ze kréien? Vläicht. Ech hätt et als Regierung probéiert. Ech si mer awer och bewosst, ech soen dat och ganz kloer, datt et eis warscheinlech an dësem Moment net vill bruecht hätt, well mer sécher net virdrun zerwéiert gi wären. Ansonsten ass dat fir mech eng Fro, déi also elo net vu primärer Importenz ass.

Zweetens: d'Krittäre vun der Reiefolleg vun den Impfungen. Datt mer elo déi zwou éischt Phasen esou maachen, wéi d'national Eethikkommissioun dat decidéiert huet, fannen ech novollzéibar, fannen ech logesch a fannen ech och akzeptabel.

(Interruption)

Ech wëll dat och kloer heibanne soen.

Drëtte Punkt: De Prinzip vun der Decisioun, datt ee sech un d'Protokolle soll hale vun der Impfung, datt mer also eng Reserv halen, wou mer déi zweet Impfung stockéieren an net elo schonn erausginn, fir méi direkt an enger éischter Phas ze impfen, fannen ech fundamental richteg vun der Regierung, well se u sech de Protocole sanitaire befollegt, well se de Leit eng Garantie gëtt. An dofir ënnerstëtzen ech déi, ënnerstëtze mir déi Attitüd.

Elo kënnen natierlech an deenen nächste Wochen d'Protokolle changéieren. An da muss een och dat eventuell iwwerkucken, an da si mir och gär Deel vun där Diskussioun, wann et iwwerkuckt gëtt. Mee soulaang de Protokoll kloer ass, fannen ech, wat aner Länner maachen, relativ onvirsiichteg.

Véierte Punkt: Déi grouss Impfzentren duerch d'Land fannen ech vum Prinzip aus och okay. Elo kann een natierlech iwwert d'lokal Implantatiounen vun deem engen - Norden, Oste - schwätzen, an et muss een ëmmer drop oppassen, datt och d'Accessibilitéit esouwuel vun den Tester wéi vun den Impfzentren esou gemaach gëtt, datt jiddwereen dee selwechten Accès huet. Mee déi fundamental Decisioun, fir lokal Zentren ze maachen, fannen ech soulaang richteg, wéi mer et mat engem Pfizer/BioNTech-Vaccin ze dinn hunn, dee minus 70° C Stockage brauch an deen ee guer net anescht stockéieren an un d'Leit kritt.

Par contre soen ech awer hannendrun, wa mer elo an deenen nächste Wochen aner Vaccine kréien, déi ganz anescht transportabel a stockabel sinn, da kann ee sech duerchaus aner Weeër iwwerleeën, wéi een déi Impfung kann un d'Leit kréie mat Dokteren, bei den Dokteren an de Privatpraxissen an esou weider. An do war meng direkt Fro un d'Regierung: Sinn do esou Kontakter geholl? A wéi soll dat an Zukunft gestalt ginn?

Fënnefte Punkt: Ee vun de grousse Reprochen, déi ech awer hei maachen, dat ass dee vun der Vitess vun den Impfungen. Exceptioun emol erausgeholl déi zweet Impfung, déi mer reservéieren, ass et awer nach kloer, wann een international Vergläicher mécht bei deenen Dosissen, déi mer bis elo verofreecht hunn, datt mer wäit hannendra sinn an och e gutt Stéck hannert deene Länner, déi änlech Strategien hu wéi mir. Dat huet näischt ze di mat der Reserv vun der zweeter Dosis. Dat ass einfach, well mer an dësem Moment richteg lues sinn. A wann ee weess, datt mer eng Course géint d'Zäit amgaange sinn ze maachen, a wann ee weess, datt d'Leit net verstinn, firwat mer esou lues sinn, da weess een och, datt se Schwieregkeeten hunn, dat ze akzeptéieren.

Mir verlaangen haut, datt déi rapid Utilisatioun vun deenen éischten Dosissen, déi do sinn, och esou schnell wéi méiglech gemaach gëtt. Mir hunn net d'Impressioun, datt dat haut de Fall ass.

Mäi sechste Punkt, dat ass d'Aart a Weis, wéi geimpft gëtt an den Zentren a mat den Équipe-mobillen. Ech war richteg erschreckt, wéi Der mer eng Äntwert op d'Question parlementaire, eng Question urgente, ginn hutt, wou Der gesot hutt, et wäre just 30 % vun Äntwerten do vu Leit, déi sech ageschriwwen haten. Bon, dat huet sech duerno, well d'Delaien nach net ofgelaf waren, och verbessert. Ech weess elo d'Zuelen net genau. Se hu sech verbessert, mee ech mengen, datt et sengerzäit keng gutt Decisioun war, fir ze soen, datt d'Personal aus den Altersheimer misst an d'Victor-Hugo-Hal goen, fir sech impfen ze loossen, well wëssend, datt vill Grenzgänger derbäi sinn, weess een, datt dat fir déi e laangen a komplizéierte Wee ass, fir dat nach niewent hirer Aarbecht esou ze maachen.

An ech hunn d'Madamm Federspiel elo héieren, déi gesot huet, déi Decisioun wär elo geännert ginn. All déi Leit géifen och an den Haiser elo geimpft ginn. Ech fannen et also gutt, datt déi Decisioun, déi ech als falsch empfonnt hunn, elo zréckgeholl ginn ass a changéiert ginn ass an eng, déi méi sënnvoll ass.

Mee dann ass haut d'Fro, well dat jo awer weesentlech ass fir d'Perceptioun vun den Impfungen: Welchen Taux vun Impfungen hu mer momentan an de Spideeler, an den Haiser fir eeler Leit respektiv ënnert deem anere Personal? Wou si mer do drun?

An déi aner Fro, dat ass: Wann aner Vaccinen elo do sinn, kënnen dann och aner Acteuren an d'Spill kommen? Sinn do scho Virbereedungsaarbechte mat den Doktere gelaf? A wann Der eis do kéint Ex-

plikatioune ginn, wär ech ganz frou driwwer, well déi Hausdokteren, mat deenen ech schwätzen, déi soe mer, si wéisste momentan nach net, ob oder ob net. Mee dann ass et gutt, wann Der do kéint eng Äntwert drop ginn. Da kann ech déi och weidergi respektiv d'Leit kënne se op dem Chamber TV lauschteren.

Mäi siwente Punkt, dat sinn d'Invitatiounen, déi gemaach gi fir d'Impfung. Ech hoffen, datt déi e wéineg besser an anescht gi wéi déi beim Large-Scale-Testing, well soss gëtt et ganz schwiereg fir Leit iwwer 75 Joer.

Ech wëll dat awer och méi nuancéiert soen. Ech fannen dat beim Large-Scale-Testing relativ gutt organiséiert fir Leit, déi uerdentlech kënne mam Ordinateur ëmgoen. Déi uerdentlech kënne mam Ordinateur ëmgoen! Ech hunn dat tipptopp fonnt. Mee dat geet net fir déi eeler Leit. Da kréien ech gesot, hei ass telefonéiere méiglech oder zréckschreiwen. Och dat ass fir eeler Leit heiansdo och ganz, ganz ..., nee, och dat ass ganz komplizéiert heiansdo fir eeler Leit.

Dofir war meng Fro hei: Kann een net och kucken, datt déi Organismen, déi bei den eelere Leit elo souwisou doheem sinn an déi vill Kontakt mat hinnen hunn - an dat si jo dann déi Leit, fir déi et heiansdo méi schwiereg ass, eenzel Aktiounen ze maachen -, Organisme wéi Hëllef doheem, wéi Help, wéi Repas sur roues, wéi d'Stad Lëtzebuerg oder Änleches, datt déi och kënne gesot kréien, wa se bei se ginn, vläicht deene Leit kënnen hëllefen, déi Aschreiwungen, déi Telefonen ze maachen, datt mer do sécher sinn, datt mer och weiderkommen, respektiv déi Famill, déi op se kuckt, datt déi kann ugeschwat ginn, fir déi Aschreiwung ze maachen, datt mer och déi richteg Tauxe bei deene vulnerabele Leit do kënnen erreechen?

Mäin aachte Punkt, dat ass e weesentleche Punkt. Dat ass dee vum Impfplang an der Impfstrategie. Mir hunn eis schonn doriwwer auserneegesat heibannen am Haus an och dobaussen. Mir sinn der Meenung, datt een e kloeren a verbindleche Scheema brauch, no deem d'Populatioun Accès zur Impfung huet.

Dir hutt bis elo eng éischt Etapp an eng zweet Etapp festgeluecht. Mir brauchen - dat ass eis Meenung - och haut déi nächst Etappen. Net, wéini d'Leit geimpft ginn, mee a wat fir enger Reiefolleg se drukommen an a wat fir enger Etapp déi eenzel Kategorien drukommen.

Wéi wëllt Der een iwwerzeegen, sech impfen ze loossen, wann Der em iwwerhaapt keng Informatioun gitt, wéini en dann eng Chance huet, fir drunzekommen? Dir kritt do eng Diskussioun soss iwwert den Zesummenhang, den Zesummenhalt vun der Gesellschaft, wann Der elo eng Diskussioun musst féiere mat deenen eenzelne sozioprofessionelle Gruppen, wou déi eng an déi aner da froen, fir aus gerechten oder richtegen oder falsche Grënn vir bäizekommen. Déi Diskussioun kritt een nëmmen evitéiert, wann een haut iwwert d'Prinzippien an iwwert d'Etappe Kloerheet schaaft.

Ech hunn och den Avis vun der Commission nationale d'éthique gelies, deen d'ailleurs ganz interessant ass a ganz, ganz ville Punkten. An ech hunn och gelies, datt si der Meenung sinn ..., déi selwecht Meenung wéi d'Regierung hunn, andeem se kloer an däitlech soen, dat soll een elo nach net maachen. A se ginn och Argumenter un, firwat een dat nach net soll maachen, déi mer och nach aliichten, well se soen, et sinn nach eng Rei Froen iwwert d'Effikassitéit vun den eenzelne Vaccinen, iwwert d'Protektioun géint Risken oder géint d'Transmissiounen, déi se mat sech bréngen, iwwert d'Durée vum Effet protecteur nach net definitiv. An dat sinn Äntwerten op Froen, déi mer brauchen. An domat kënne mer da besser eng Andeelung an Etappen duerno maachen.

Ech verstinn déi Argumenter ganz gutt. Déi sinn och richteg, sinn och logesch. Ech soen awer hannendrun, datt et net duergeet an eisen Aen als Argumentatioun, datt och nach aner Argumenter sinn. An et ass elo keng politesch Poleemik, déi ech hei maachen. Ech menge wierklech, datt mer jo awer wierklech eng Diskussioun hei hunn iwwert d'Adhesioun zu där Impfstrategie, vill Diskussiounen a Contestatiounen, an datt et weesentlech ass, datt och aner Argumenter op den Dësch elo kommen. D'Noutwendegkeet, déi Adhesioun an déi Transparenz esou ze maachen ..., an déi kritt een och, wann een den Terrain occupéiert, wann ee ganz genau en Impfplang gëtt a wann een dann de Leit kloer an däitlech seet, wéi dat an deenen nächste Wochen an an deenen nächste Méint wäert goen.

D'Previsioun an d'Perspektiven, fir d'Adhesioun zum Impfplang ze kréien, dat ass dat, wat mer froen, wëssend, datt et och Argumenter an eng aner Richtung ginn. Mee wann ech de Stréch ënnert der Rechnung maachen, ass et fir eis wichteg, datt mer Previsioun do maachen, soss echappéieren d'Leit engem an där ganzer Strategie do. An dat wär en décke Problem fir eis.

Mäin néngte Punkt, dat ass och dee vun den Informatiounen. Ech fannen, datt och eng Rei Informatiounen, déi elo momentan net gutt lafen, missten ëmgeännert ginn. Zum Beispill d'Informatiounen an den Altersstrukturen, wou eng Rei Altersheimer mer soen, datt se zwar wëssen, datt se an der éischter Etapp dra sinn, fir datt hir Leit geimpft ginn, mee momentan nach strictement net héieren hunn, wéini déi Équipe-mobillen da géifen dohinnerkommen.

An ech wëll soen, dat ass awer net onproblematesch, dee Mangel un Informatioun, net well déi Professionell dat net géife packen - déi packen dat -, mee well d'Leit, déi an den Haiser sinn, jo awer getrennt vun hire Famillje liewen. A wa se net wëssen, wat fir eng Perspektive se hunn, dat si jo awer Haiser, déi an der éischter Etapp sollen drukommen. Wa se net wëssen, wat fir eng Perspektive se hunn, wa se net wëssen, wéini se dann erëm kënnen hir Famill méi gesinn oder anescht gesinn, ass dat awer a mengen Ae richteg problematesch.

An op där anerer Säit och e Mangel un Informatioun momentan, deen zum Beispill doranner besteet, datt mer net wëssen, ob tëschent deenen zwee Vaccinen, déi momentan um Lëtzebuerger Marché sinn, dee vu Moderna op där enger Säit, dee vu BioNTech/Pfizer op där anerer Säit, dann elo en Ënnerscheed ass oder net, wien deen een, wien deen anere geimpft kritt, ob ee ka wielen, ob een net ka wielen. Och dat si warscheinlech ganz einfach Informatiounen, mee déi ech net onwichteg fannen, datt déi kloer an däitlech no bausse gedroe ginn.

A mäi leschte Punkt, dat ass dee fir d'Campagne fir d'Vaccinatioun. Ech fannen et e Feeler fir ze waarden, bis mer méi Vaccinen hunn, datt mer och kënnen an eng zweet, drëtt Kategorie impfe goen, ier mer eng uerdentlech Campagne ufänken.

An ech fannen et e Feeler aus zwee Grënn: Deen éischte Grond, dat ass, datt et weesentlech ass, datt mer eng wichteg positiv Grondstëmmung fir d'Impfung schafen an och bäibehalen. Et soll een elo vun der Zäit profitéieren, fir villes ze erklären. An dat ass an eisen Aen absolutt noutwendeg. A mir hu gesinn, datt d'Absence vu geziilter Kommunikatioun och beim Gesondheetspersonal zu engem Mangel un Adhesioun ka féieren.

An deen zweete Punkt, dat ass deen, well een, wann een dat net elo mécht, awer e ganzen Diskussiounsraum fräi léisst, en Diskussiounsraum fir Rumeuren, en Diskussiounsraum fir déi allerkomeschst Theorien, fir d'Expressioune vu Scepticismen, fir negativ Campagnen, souguer fir eng Konspiratiounsrhetorik einfach de Raum opléisst, ouni eppes dergéintzesetzen. An dat ass geféierlech an eisen Aen!

A mir froen am Fong eng Informatiounscampagne, eng vast Informatiounscampagne op där enger Säit an eng geziilten un dee Publikum, deen Etapp pro Etapp ugeschwat gëtt, well mer et einfach wichteg fannen, datt een déi Explikatiounen un d'Leit gëtt an déi Adhesioun zu esou enger Campagne och sécherstellt. Dat net ze maachen, ass an eisen Aen e grousse Feeler.

Par ailleurs dann nach un eis Chamber selwer. Wann een deen Avis liest vun der Commission nationale d'éthique, muss ech soen, datt e wierklech interessant ass, Här President, léiwe Mars, …

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Ech héieren.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Okay. ... well en eng Rei Froen uschwätzt, déi mir heiansdo ganz schnell iwwerginn - ech zéien eis do mat eran -, déi mer heiansdo ganz schnell iwwerginn, a wou ech dankbar wär, wa mer vläicht e puer Minutte méi kéinten drop verléieren. Zum Beispill de Konflikt tëschent der Autonomie individuelle op där enger Säit an dem Solidaritéitsprinzip an der Gesellschaft. Ech sinn elo keen, deen eng Obligatioun vun der Vaccinatioun elo hei an de Raum setzt an dat wëllt. Mee wa mer soen, mir wëlle keng, wat mer jo alleguer heibanne gesot hunn, dann huet dat awer eng Rei Konsequenzen op eis Gesellschaft!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Jo.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat heescht eppes. Ech fannen, datt e Gremium wéi eis Chamber sollt onpoleemesch doriwwer diskutéiere kënnen, well et ass net innocent, wat mer do soen. Also verstitt mech net falsch: Ech plädéieren net an déi aner Richtung, mee ech plädéieren, datt mer, wa mer eppes soen, och d'Konsequenze kucken.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Mat Recht!

M. Claude Wiseler *(CSV).*- An ech fannen déi Diskussioun wichteg. Ech fannen et och wichteg, eng Diskussioun - d'Commission nationale d'éthique schwätzt och iwwert den eetheschen Enjeu vun de Certificat-de-vaccinationen - ze féieren. Wat heescht dat? Wat huet et als Konsequenz, wa mer dat eent a wa mer dat anert maachen? Iwwert d'Abezéiung vun de Frontalieren an eis Impfstrategie: Och dat huet Konsequenzen, deemno wat fir eng Strategie mer fueren, wéi mer dat uginn. Den Avis vun der Commission nationale d'éthique ass extreem interessant doran.

Iwwert de Prinzip vun de Prioritéite vu Vaccinatiounen: Wat fir eng Prioritéiten? An aus wat fir engem philosophesche Grond gi mer wat fir eng Prioritéiten? An iwwert d'Liste-d'attenten an d'Rechter, déi d'Leit hunn, fir vaccinéiert ze ginn: Och dat ass eng grondstaatlech politesch Fro, déi een, mengen ech, misst souguer ... Ech proposéieren, Här President, datt mer an där Kommissioun déi national eethesch Kommissioun eng Kéier komme loossen, fir zumindest déi eng oder aner Diskussioun mat hinnen unzefänken. Well du kriss se op e ganz aneren, also ech wëll elo net soen, Level. Ech weess net, wou ech de Level soll stellen, mee et ass eng aner Zort vun Diskussioun, déi ee vläicht ka mat hinne féieren, wéi een anescht ka féieren. Dat wollt ech op jidde Fall als Propositioun maachen, net just deen Theema mat enger Motioun mat zwee Sätz a mat véier Wierder ofzehandelen, mee eis vläicht anescht drëm ze bekëmmeren. Och dat géif enger Chamber wéi der Lëtzebuerger Chamber, mengen ech, guttdoen, wa mer dat géife maachen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Dir sidd um ganz gudde Wee.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Ech stëmme mat.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- O, ech si scho laang um gudde Wee, Här Di Bartolomeo!

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Dir sidd scho laang ënnerwee.

M. Claude Wiseler *(CSV).*- Dat ass zwar och wouer. Do huelt Der mech op mengem schwaache Punkt. Bon!

D'Konklusioun zu där ganzer Geschicht.

Deen éischte Punkt: Mir fannen, datt et wierklech net d'Zäit ass, fir méi opzemaachen. Mir fannen d'Verlängerung vun dëse Moossnamen noutwendeg.

Zweete Punkt: Mir schätzen de Risiko nach extreem héich an. Mir hunn eng Rei Bedenken, ob déi Moossnamen, déi momentan en place sinn, duerginn, respektiv wann ee wëllt eng uerdentlech Preventioun vun der neier Variant maachen - ech hunn doriwwer geschwat -, Schoulpolitik op där enger Säit respektiv Moossnamen op de Flughäfen op där anerer Säit.

Drëtte Punkt: Mir hu verschidde Beräicher, notamment d'Schoul, wou mer wierklech méi virsiichteg wären a wou mer gär eng Rei supplementar Moossnamen hätten.

Véierte Punkt, dat ass, datt mer de Kader, deen d'Regierung setzt, momentan ze vill onkloer an ze vill konfus fannen. Eis feelt eng uerdentlech mëttel- a laangfristeg Strategie. Et feelen eis eng Matrix vu wëssenschaftlechen Donnéeën, fir d'Decisioune méi einfach ze maachen a méi einfach verständlech ze maachen. Et feelt eis eng bis zum Schluss duerchduechten Impfstrategie, déi haut nach net ganz kloer ass. Et feelt eis eng sachlech Kommunikatiounsstrategie, déi haut geduecht ass, fir d'Impfung ze förderen.

An aus deene Grënn musse mer haut zu dësem Text Nee soen. Mir kënnen en net stëmmen a mir wäerte mat Nee stëmmen dozou.

Une voix.- Oo!

(Interruptions diverses)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Claude Wiseler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Den Här Baum huet d'Wuert a soss keen!

M. Gilles Baum *(DP).*- Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif gären ufänke mat engem ganz, ganz grousse Merci: E ganz grousse Merci un d'Leit dobaussen, alleguerten d'Leit dobaussen, déi sech an de leschte Wochen a Méint mat ganz vill Gedold, mat ganz vill Disziplin an och mat ganz vill Zesummenhalt un d'Reegele gehalen hunn an déi dozou bäigedroen hunn, dass mer haut do sinn, wou mer sinn.

A mir sollten eis emol, mengen ech, eng Kéier zesummen, an dann ass et mir ganz egal, ob een zu menger Rietser oder zu menger Lénker sëtzt, mir sollten eis emol eng Kéier alleguer zesumme freeën, well mer awer zesummen e gutt Stéck Wee gemaach hu mat de Leit dobaussen. D'Leit hunn op d'Zänn gebass. D'Leit hu verzicht. D'Leit hunn zesummegehalen a si hunn eis gehollef, dat ze erreechen, wat an där Phas, an där mer sinn, immens wichteg ass, nämlech Loft. Loft an de Spideeler, dat ass dat, wat mer alleguerten als iewescht Zil haten. An ech mengen, do wäert ech lech herno mat e puer Zuele beleeën, dass mer do wierklech zesummen - et ass mer wichteg, dat ze soen! -, mat alleguerten de Leit hei am Land zesummen eppes geleescht hunn.

Eis Zuele si weiderhi stabill. Si si weeder no de Feierdeeg eropgaangen nach si se no Silvester an d'Luucht geschoss. An ech mengen, dass et de richtege Choix war, dass mer wärend der Chrëschtvakanz an iwwert d'Feierdeeg net opgelockert hunn.

Zweetens weisen dës Zuelen, dass déi allermeeschte Leit - déi allermeeschte Leit - sech ganz, ganz gutt un d'Reegelen halen. Si hu verantwortungsbewosst a solidaresch gehandelt, an ech mengen, dat ass net fir jiddwereen einfach. An duerfir, mengen ech, am Numm vun eis all un d'Leit dobaussen e ganz, ganz grousse Merci!

Mëtt Dezember louche mer nach bei ronn 300 Neiinfektiounen den Dag. An zanter ufangs Januar leie mer esou tëschent 140 an 150 Infektiounen, den Taux de positivité ass ënner 2 % gefall, woumadder mer am europäesche Vergläich relativ gutt dostinn, an och d'Coronastep-Etüd weist manner héich Wäerter vum Virus am Ofwaasser. Ech mengen, dat si gutt Noriichten. Mee mir mussen eis awer bewosst sinn, dass mer hei nach laang net derduerch sinn. Mir gesi Liicht um Enn vum Tunnel, mee mir sinn nach net derduerch.

An erlaabt mer, dat hei mat e puer Zuelen ze beleeën. Wann ech déi lescht dräi Wochen analyséieren, d'Woch vum 4. Januar op d'Woch vum 11. an d'Woch vum 18. Januar, da stellt ee fest, dass mer am Duerchschnëtt erofgi vun 165 Neiinfektiounen den Dag op 137 déi Woch drop an d'lescht Woch op 134. Et ass awer ganz, ganz wichteg, dass mer déi doten Zuele vun den Neiinfektiounen nach massiv dräcken. Wann ech mech referéieren op d'Taskforce, déi gesot huet, wa mer esou ëm déi 200 géife leien, da wär et, ze handelen an de Spideeler an den Tracing wär ze handelen, da géif ech soen: Okay, am Moment si mer op enger Schinn, déi positiv ass. Mee mir mussen awer déi doten Zuelen nach massiv erofkréien.

Den Taux de positivité pour les tests effectués sur ordonnance, do gi mer vu 5,67 % erof op 5,16 % an déi Woch drop op 4,63 %. Gëschter waren et 4,75 %. Do si mer vun deem Zil, dat mer mussen hunn, dat Zil, wat d'WHO virgeschriwwen huet - d'WHO seet: „Wann Der ënner 3 % leit, dann hutt Der déi Pandemie hei am Gréff." -, do si mer also nach net an do musse mer nach Efforte maachen.

Ganz kuerz den R-Wäert: Mir wëssen, dass mer do mussen op 0,7 % kommen. Mir waren och ee Moment op 0,7 %, mir sinn awer am Moment erëm ganz liicht iwwer 1 %.

An dann dat, mengen ech, wat eis awer alleguerten, alleguerten um Häerz läit: Mir sinn an de Soinnormallen erofkomm an der Betterzuel vu 76 op 69 op 62 Better. Gëschter hate mer 49 Better beluecht. Op den Intensivstatioune si mer erofkomm vu 25 op 21 op 15 a gëschter 14. An et ass hei ugeklongen, dat gëtt eis d'Méiglechkeet, fir erëm an d'Phas 2 zréckzegoen, fir eis Loft ze ginn. An doriwwer sollte mer eis wierklech alleguerten zesumme freeën.

An déi Leit, déi hei am Land an och am Ausland gesot hunn, déi Politik, déi mer zu Lëtzebuerg géife maachen, wär verantwortungslos, déi Leit hu sech geiert. Ech kann dat awer verzeien, well ech mech och ieren am Liewen. Mir ieren eis alleguerten. Mee ech mengen, dee Wee, dee mer zesumme ginn, dee Wee, wou mer gesot hunn, et wär de Lëtzebuerger Wee, dee solle mer konsequent zesumme weidergoen, well mir wëssen net, a keen heibannen, et ass ugeklonge bei mengen zwee Vriedner, dass mer net wëssen, a wat fir eng Richtung dass dat Ganzt sech hei entwéckelt. A mir wëssen net, wéi mer an zwou oder dräi Wochen hei um Riednerpult stinn a mat wat fir engen Zuelen dass mer da konfrontéiert sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Gilles Baum *(DP).*- No der Vakanz goufen d'Schoulen emol preventiv nach eng Woch zou gelooss. D'Kanner hunn eng Woch Homeschooling gemaach. Et sinn awer och Leit aus dem Ausland zréckkomm a se hu vläicht onwëssentlech e klenge Kaddo matbruecht, e klenge Souvenir.

Une voix.- E Kaddo?

M. Gilles Baum *(DP).*- Nee, et war kee Kaddo, et war e Souvenir, wat hätt kënnen dee Virus sinn. Och an der Vakanz kann ee sech, och an der Vakanz muss ee sech un d'sanitär Reegelen halen an oppassen! Dat ass immens wichteg. Et ass e wichtegen Aspekt, wann een am Ausland ass, deen ee soll am Hannerkapp behalen, dass do net alles méiglech ass, net alles erlaabt ass an dass alles dat, wat mer zu Lëtzebuerg anhalen, dann net méi gëllt, well an anere Länner ëmmer nees nei Mutatiounen optauchen.

Aus dësem Grond gëtt et dann och elo nei Sécherheetsbestëmmunge fir d'Arees um Findel, wann ee mam Fliger kënnt. Fir an e Fliger ze klammen, muss een en Negativtest presentéieren, deen net

méi al ass wéi 72 Stonnen. An zousätzlech muss jiddwereen, deen aus engem Drëttstaat kënnt, dat heescht, net aus dem Schenge-Raum, e weidere Schnelltest bei senger Arrivée um Findel maachen. Wann dësen Test refuséiert gëtt, da gëtt direkt eng Quarantän ausgesprach. Dës Quarantän dauert 14 Deeg an déi kann een net huelen als Congé de maladie. Dës Quarantän dauert also 14 Deeg, ausser et entscheed ee sech, en Test ze maachen. A wann deen Test negativ ass, dann ass d'Quarantän natierlech opgehuewen.

Et ass wichteg, dass mir dës nei Sécherheetsmesuren aféieren, well mer och hei zu Lëtzebuerg déi brittesch an déi südafrikanesch Variant detektéiert hunn.

Loosst mech an dësem Zesummenhang e grousse Merci un den nationale Staatslaboratoire ausdrécken. Déi brittesch Variant ass warscheinlech net méi geféierlech, mee et schéngt, wéi wa se sech méi séier géif verbreeden. D'Prevalenz ass zwar hei zu Lëtzebuerg nach net esou héich, mee mir mussen d'Entwécklung am A behalen, well d'Situatioun op eemol ganz, ganz séier kippe kann. An den nationale Staatslabo mécht hei eng exzellent Aarbecht.

D'Aarbechter vum LNS sequenzéieren an der Woch bis zu 300 Prouwe vu positive Covidtester. An d'Sequenzéierung erméiglecht eng Identifikatioun vun deene verschiddene Varianten an eng Analys vun hirer Verbreedung an der Gesellschaft. Dat ass en extreem wichtegen a wäertvollen Outil fir ze iwwerwaachen, wéi dee Virus sech weiderentwéckelt.

Eis Zuele si stabill. Et gëtt also zu dësem Zäitpunkt kee Grond, fir d'Mesuren ze verschäerfen, mee et ass och net den Zäitpunkt, fir ze lackeren oder onvirsiichteg ze sinn. Nei Mutatioune vum Virus stellen eng reell Gefor duer an déi géifen eis Efforten, déi mer déi lescht Wochen a Méint alleguer zesumme gemaach hunn, erëm futtimaachen.

Den Horeca-Secteur muss seng Diere weider zouhale bis op d'mannst den 21. Februar. Ech verstinn de Frust, jo zum Deel d'Roserei vun de Restaurant- a Cafésbesëtzer, well se sech näischt méi wënschen, wéi kënnen erëm normal ze schaffen, ...

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Gilles Baum** *(DP)*.- ... well se sech näischt méi wënschen, wéi endlech erëm kënne Leit bei sech ze empfänken. Dëse Secteur ass ouni Zweifel am meeschte vun dëser Kris impaktéiert a muss och weiderhi gehollef kréien.

Ech hunn no menger leschter Interventioun hei virun dräi Wochen e Message kritt vun engem Patron. En huet gesot: „Du schwätz ëmmer vun der Santé mentale, du schwätz awer net vun der Santé mentale vun deene Leit, déi am Horeca-Beräich schaffen." Dee Mann ass Patron, en huet 80 Leit ënner sech. Mir hunn et gëschter héieren, d'Restaurante sinn elo schonn 165 Deeg cumuléiert zou, d'lescht Joer an dëst Joer. Ech wëll em soen, dass mer dat ganz, ganz seriö huelen. A wann een esou laang net däerf schaffen, hu mir Verständnis derfir, dass dat de Leit och op d'Gemitt schléit, ob ee Patron ass oder ob een am Restaurant Kach ass, zerwéiert oder an der Kiche schafft. Mir huelen dat och ganz, ganz eescht.

Zënter dem Mäerz 2020 kruten d'Betriber an d'Independanten 265 Milliounen un Direkthëllef ausbezuelt. An och elo am Januar huet de Mëttelstandsminister, de Kolleeg Lex Delles, weider finanziell Hëllefen an Héicht vun 3.000, 3.500 a 4.000 Euro fir d'Independanten zougeséchert. Et ass dat Gesetz, dat mer virun zwee Deeg gestëmmt hunn. An déi Sue brauchen net remboursséiert ze ginn an op déi Suen entfalen och keng Steieren.

Iwwer 32.300 eligibel Dossiere goufen zanter dem Mäerz 2020 traitéiert. Et schéngt awer esou ze sinn, wéi wann eng Rei Dossieren net komplett ageréecht gi wären oder wéi wann och d'Leit net wëssen, dass se fir esou munch Hëllefen eligibel sinn.

An ech wëll vun dëser Plaz hei duerfir gären e ganz, ganz dréngenden Opruff un d'Betriber an un d'Independanten dobausse maachen: Informéiert Iech och géigesäiteg, fir wéi eng Aiden dass Der eligibel sidd, wat fir eng Suen dass Der kënnt vum Staat kréien, fir gehollef ze kréien. Fir eng ganz Rei un Aiden ass et nämlech nach ëmmer méiglech, fir eng Demande anzereechen. Loosst Iech dës Geleeënheet wannechgelift net entgoen. De Staat ass do, fir Iech ze hëllefen. Passt wannechgelift op, dass Der e kompletten Dossier erareecht, fir Är Demande ze maachen, well nëmmen esou kann de Ministère Är Demande och traitéieren an esou kënnt Der Sue kréien.

An et ass mer zougedroe ginn, dass fir de Secteur vum Horeca och op der Homepage vun der Horesca e Link ass, wou een direkt gesäit, wat fir eng Aiden dass ee kritt, wou d'Formulairen drop sinn. Ech invitéieren alleguerten d'Leit aus dem Secteur vum Horeca, dohinner kucken ze goen an hir Aiden unzefroen.

■ **M. André Bauler** *(DP)*.- Ganz gutt a ganz richteg!

■ **M. Gilles Baum** *(DP)*.- Kolleeginnen a Kolleegen, et ass geschwënn e Joer hier, dass mer déi éischt Infektioun vum Coronavirus hei zu Lëtzebuerg haten. An de Wonsch, dass mer dës Kris endlech hannerun eis kréien, gëtt ëmmer méi grouss. Mee nach si mer matten an der Kris a mir musse weider zesummenhalen, akzeptéieren, dass de Wee an d'Normalitéit net vun haut op muer kann zréckgeluecht ginn. Mir kënnen alleguer zesummen eisen Deel dozou bäidroen, fir de Wee ze verkierzen, andeems mer eis och 2021 un d'Geste-barrièren halen. Well do, wou déi Mesuren agehale ginn, verschlechteren d'Zuele sech net.

Wéi schonns gesot, d'Infektiounszuele si relativ stabill. Dat ass an anere Länner leider net de Fall. A Frankräich diskutéiere se iwwer e weidere Lockdown. An Däitschland gëtt et jo elo emol e Lockdown bis de 15. Februar. An anere Länner, dorënner Spuenien, Tschechien, Portugal, schreiwe se am Januar katastrophal Rekordzuelen.

Et ass ugeklongen hei an, ech mengen, et ass eis am Kader vun dëser Kris bewosst ginn, wéi wichteg dass d'Zesummenaarbecht an der Grenzregioun ass. Mir profitéieren als Lëtzebuerger vun den offene Grenzen, awer och eis Frënn aus der Belsch, aus Frankräich an aus Däitschland. A mir mussen déi Groussregioun nach verstäerkt liewen.

E klenge Bléck just iwwert d'Grenzen, fir nach eng Kéier de Point ze maachen, wat fir eng Mesuren an eisen Nopeschlänner am Moment gëllen.

D'Belsch, mat engem Taux d'incidence vu 5,6 %, dee stabel ass zu deem, wat ech hei virun dräi Woche gesot hunn, do sinn d'Commercen, d'Schoulen op. Si hunn e Couvre-feu.

A Frankräich ass den Taux d'incidence ganz, ganz liicht erofgaange vu 7,2 op 7,1. Mee, wéi gesot, do steet en neie Lockdown am Raum, e gëtt diskutéiert. Och do sinn d'Commercen, d'Schoulen op an et gëtt e Couvre-feu.

An an Däitschland, wou mer awer nach ëmmer iwwer engem Taux d'incidence vun 10 % leien - ech mengen, dat ass awer nach e ganz groussen Ënnerscheed zu eis -, do gëtt et keng Ausgangsspär, mee et gëtt an deene Regiounen, wou den Taux d'incidence extreem héich ass, déi Limitatioun vun de 15 Kilometer, an deenen ee sech ka beweegen.

Aus dësem Grond gëtt och op EU-Niveau iwwer méi streng Reesbestëmmungen diskutéiert. An anescht wéi an der Belsch wëllt eis Regierung kee Verbuet vu Reesen decidéieren, mee si réit awer vun allen net essenzielle Reesen a Grenziwwerschreidungen of. Dem Virus a virun allem senge villfältege Mutatiounen dierfe mir net déi néideg Geleeënheet bidden, fir sech ze verbreeden.

Här President, wéi gesot, mir däerfen dem Virus elo keng Chance ginn, fir erëm op d'Féiss ze kommen, fir erëm méi staark ze ginn. An dowéinst ginn déi Mesuren, déi mer den 8. Januar beschloss hunn, ëm dräi Woche verlängert. De Message ass kloer: Och 2021 musse mer virsiichteg bleiwen an déi sanitär Mesurë respektéieren, fir eise Virsprong ze halen an och nach auszebauen.

Ech hu mer gëschter gedeecht: Wéi solls de deng Covidried ofschléissen? An do ass mäi gudde Frënd, den André Vandendries, fréiere Buergermeeschter vun der Gemeng Biermereng, mer an de Kapp komm. Dee mécht all Woch seng eegen Analys, seng pertinent Analys. Dunn hunn ech em geschriwwen, do hunn ech gesot: Wat géifs du de Leit muer mat op de Wee ginn, wann s de do uewe géifs stoen? An en huet mer fënnef Saache gesot, déi ech de Leit soll mat op de Wee ginn, déi pertinent sinn.

Éischtens huet e gesot: „Ech freeë mech immens, dass mer an de Spideeler erëm Loft hunn."

Zweetens seet en awer: „Mir sinn nach ëmmer op ze vill héijen Infektiounszuelen. Mir däerfen elo net noloossen, virun allem well mer net wëssen, wat fir eng Varianten ënnerwee sinn a wéi se wäerte bei eis aschloen."

Hien huet gesot, dass et nach ëmmer wichteg ass, un engem Strang ze zéien, d'Geste-barrièren ze respektéieren an d'Kontakter - dat huet e mer un d'Häerz geluecht - op e Minimum ze reduzéieren!

Dann huet den Här Vandendries mer gesot, d'Leit solle sech esou séier wéi et geet impfe loossen.

A ganz, ganz wichteg: Jiddwereen vun eis soll an dësem Moment esou gutt wéi et geet den Horeca-Secteur ënnerstëtzen.

Ech soen dem Här Vandendries Merci fir säin Input, fir meng Ried hei kënnen ofzeschléissen, an ech ginn am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu dësem Gesetz.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools, Här Gilles Baum. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Merci, Här President. Covid fir d'zéngt. Jo, d'Mesuren, déi mer den 8. Januar hei gestëmmt hunn, déi wierken. Si hunn net dee méi schlëmmen Zenario, dee Verschiddener heibannen opgezeechent hunn, ausgeléist. Glécklecherweis sinn d'Zuelen net an d'Luucht gaangen. Dat ass positiv. Et ass och positiv, dass déi brittesch an déi südafrikanesch mutéiert Variant net esou ausgebrach ass, wéi ee fäerte konnt. A mir hunn alles gemaach a mir maachen och nach ëmmer weider alles, fir dass dat an Zukunft och net kann antrieden.

Op d'Zuelen, Dir Dammen an Dir Hären, brauch ech net anzegoen. Dat huet de Rapporter Mars Di Bartolomeo a sengem exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport hei gemaach. Ech soen him och e grousse Merci fir säin Asaz hei an dësem Dossier. Fir d'zéngte Kéier huet en hei de Rapport presentéiert. En huet déi gutt Aarbecht och an enger Kommissioun mat enger Main de maître bis elo gefouert. E grousse Merci duerfir.

D'Zuele bleiwen awer am Endeffekt nach ëmmer héich. Se ginn zwar an déi richteg Richtung, et ass schonn e puermol gesot ginn, mee et ass awer leider nach net de Moment, fir d'Hänn an de Schouss ze leeën. Mir musse weider oppassen, keng Lockerunge maachen, geschweig vun Entwarnunge schwätzen.

Am Verglach zu eisen Nopeschlänner, déi jo, wéi ech dat scho virun dräi Wochen hei eng Kéier explizéiert hat, quasi änlech, punktuell souguer nach méi streng Moossname wéi mir hunn, gëtt et Differenzen. Dat kënnt doduerch, dass d'Ausgangsbasis net iwwerall déi selwecht war. Lëtzebuerg huet, an et ass virdrun och schonn hei gesot ginn, wärend de Feierdeeg keng Lockerunge gemaach. Dat war mat Sécherheet déi richteg Decisioun.

Mir sinn doduerjer net an eng Progressioun vun den Infektioune komm. Déi Länner, déi dat gemaach hunn - den Här Wiseler huet et virdrun hei gesot; Spuenien a Portugal huet e genannt -, déi sinn an enger ganz schrecklecher Situatioun. Déi sinn an där exponentieller Wuesstumssituatioun vun den Infektiounen, déi ganz schwéier ze stoppen ass. D'Ministesch Paulette Lenert hat och schonn eng Kéier hei op der Tribün gesot: „Wann ee bis an där exponentieller Situatioun ass, dann ass et vill méi schwéier, erëm doraus erauszekommen." Mir si glécklecherweis net an där Situatioun.

An der Belsch sinn d'Zuele méi déif wéi bei eis, mee d'Zuelen, d'Infektioune ginn an d'Luucht. A Frankräich ginn d'Zuelen och an d'Luucht. An Däitschland ass den Trend wéi hei zu Lëtzebuerg. D'Zuelen, no der ECDC, wann ech mech op déi baséieren, ginn erof: 19 % an Däitschland, 20 % hei zu Lëtzebuerg.

De Mars Di Bartolomeo huet gesot: „D'Situatioun an eise Spideeler ass besser." Mir kommen an déi Phas 2. Mir sinn also souwäit, dass mer déi net urgent Interventiounen och erëm lues a lues kënne maachen. Dat ass berouegend. Et ass gutt ze wëssen, wann een Accident iergendzwousch geschitt, dass Plaz op den Intensivstatiounen ass, dass d'Leit kënne gehollef kréien an dass se opgeholl kënne ginn, ouni dass een anere muss säi Bett ewechgeholl kréien!

Nach ëmmer ass dat fir mech ee vun de wichtegsten, wann net souguer dee wichtegste Krittär an där ganzer Pandemie hei. An dat soll och all deene gesot ginn, déi haut gesond sinn an déi net am Alter si vun deenen, déi besonnesch ufälleg si fir de Virus an déi mengen, dass d'Mesuren hei zu Lëtzebuerg iwwerdriwwe wären an dass se vill ze streng wären.

Et geet hei och ëm hir Gesondheetsversuergung. Et geet och hei dréms, dass si, dass hir Frënn, jo dass hir Kanner ugepassten héichwäerteg Soine kréien, wa si se brauchen, dass se eng Plaz an der Rea kréien, wa se eng brauchen, dass se net, wéi dat an anere Länner de Fall ass, virun der Dier vum Spidol ëmgedréit ginn, wa se Hëllef brauchen a wann hiert Liewen um Spill steet, well keng Plaz am Spidol ass, wéi dat am Moment a Portugal, a Spuenien oder och nach an anere Länner de Fall ass. Leider ass net jiddwereen sech däers bewosst.

Duerch déi manner héich Infektiounszuele kann och den Tracing besser fonctionéieren. De Familljekrees bleift d'Haaptustiechungsquell mat 38,2 %. An awer musse mer kucken, dass mer déi 33,7 %, bei deene mer net wëssen, wou dass d'Infektiounen hierkommen, musse reduzéiert kréien. Mir mussen och am Familljekrees nach méi fuerschen, nach méi Informatioune kréien, fir dass mer wëssen, vu wou dass d'Ustiechungen hierkommen, soudass mer och do kënne méi preventiv schaffen.

Jo, Lëtzebuerg geet säin eegene Wee. Mir hunn dat dacks genuch gesot. An dee Wee erweist sech och als dee richtege Wee. Lëtzebuerg huet, jo, bis elo seng eege Responsabilitéit geholl. Dat war an dat ass och couragéiert gewiescht. An et ass richteg gewiescht. Lëtzebuerg huet seng Responsabilitéit geholl an huet déi Beräicher opgemaach, déi ugepasst waren, fir an där Situatioun opzemaachen, dat, andeems mer d'Butteker erëm opgemaach hunn an andeems mer d'Schoulen erëm fonctionéiere gedoen hunn. Dat ënner ganz strenge Moossnamen a Reegele mat dem Resultat, dass d'Zuele weider erofgaange sinn an dass se net duerch de Plaffong gaange sinn.

Dat ass jo och en Zil vun eiser Politik: dat zou loossen, wat noutwendeg ass, an dat opmaachen, wat mer verantwere kënnen. Eis ass et wichteg, d'Fräiheeten net méi anzeschränke wéi néideg, net méi Restriktiounen ze ordonnéiere wéi noutwendeg. An duerfir hu mer och deen 8. Januar liicht Lockerunge geholl. Lockerungen, déi mer och verantwere kënnen an och dee Moment konnten.

Ech hunn de Constat gemaach, dass hei am Haus eng Partie Oppositiounsparteien d'Fräiheete méi streng ageschränkt hätten, an dat net - an dat soen ech hei ganz kloer -, well se gären d'Fräiheete vun de Leit aschränken, well se gären d'Fräiheete vun de Leit ewechhuelen. Sécher net! Dat géif ech heibannen och kengem wëllen ënnerstellen. Mee si soten dat aus der Suerg eraus, dass d'Infektiounszuele géifen an d'Luucht goen an dass mer an eng ganz schwiereg Situatioun hei géife kommen.

Dat soen ech, well, an dat kann ech hei ëmmer erëm widderhuelen, hei am Sall an och iwwerhaapt kee bei dësem Iwwerfall vum Virus d'Wourecht gepacht huet. An do muss een, wann een d'Analys vun deene leschten zéng Méint da mécht a wann een éierlech ass, dann awer och soen, dass eis Regierung déi Gratwanderung tëschent „der Fräiheet loossen" an „de Restriktiounen imposéiere" ganz gutt hikritt huet. Déi richteg Decisioune goufe geholl zum richtegen Zäitpunkt, well d'Virsiicht an d'Verantwortung Hand an Hand gaange sinn a well d'Gesondheet vun all eise Bierger ëmmer am Virdergrond stoung.

An dat mat deene Konsequenzen, déi mer kennen. Et ass virdrun hei gesot ginn: Den Horeca-Beräich, mee awer och den Evenementiel, de Caterer an all déi aner, déi hunn et am Moment schwéier. Ech si frou, dass mer e Mëttwoch konnten en neit Gesetz hei stëmme fir d'Independanten. D'Formulaire si vun haut un online. Ech hu mer soe gelooss, dass haut schonn 200 Demanden eragaange sinn, fir déi Hëllef ze kréien. Déi Hëllef gëtt also gebraucht. Dat ass de richtege Wee. Et ass och gutt, dass mer déi Hëllefen do gestëmmt hunn.

■ **M. André Bauler** *(DP)*.- Très bien!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- De Vaccin verspriécht Liicht am Tunnel. Heizou wéilt ech och gär e puer Wuert soen. All d'Diskussiounen ëm d'Impfen, déi alleguer Onsécherheet bréngen, déi Onsécherheet streeën, bréngen just Angscht an Zécken, fir sech impfen ze loossen, mat sech. An dat musse mer verhënneren!

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Well, op alle Fall emol a mengen Aen: D'Impfen ass deen eenzegen Auswee aus dëser sanitärer Kris. Der Regierung virzewerfen, dass se keng Strategie hätt, dat ass absolutt falsch, a fir d'Impfverhale vun de Leit och kontraproduktiv.

Wann ech dem Här Wiseler seng zéng Punkten, déi e virdru gesot huet - ech hu mer se alleguer notéiert -, hei huelen, da kann ech mat enger ganzer Partie vu senge Punkten och d'accord sinn. Dee Constat hunn d'Regierung an d'Oppositiounsparteien an d'Majoritéitsparteie jo och gemaach. Et wär u sech flott, wa mer hei net géife soen: „Mir hätten et besser gemaach. Mir sinn déi mat deene besseren Iddien", mee wa mer hei géife konstruktiv zesummen un engem Seel zéien, fir dass mer alleguer kéinten deem Virus hei Paroli bidden.

Et ass richteg, sech als klengt Land der EU ugeschloss ze hu bei der Bestellung fir de Vaccin. Och wann een haut constatéiert, dass bei der EU vläicht net alles esou gelaf ass, wéi et hätt sollen, mee en nationalen Impfkrich an der EU evitéiert ze hunn, dat ass sécherlech en Erfolleg vun dëser Initiativ. Et ass och richteg, soulaang net anescht vun de Wëssenschaftler indiquéiert, dass mer déi zweet Impfung, déi noutwendeg ass, zum Beispill beim Pfizer/BioNTech-Vaccin, reservéiere fir déi, déi schonn déi éischt Impfung kritt hunn. Och do sinn ech op enger Linn mam Här Wiseler.

Et ass och richteg, dass mer den Eethikrot mat dëser kriddeleger Fro, wie fir d'éischt soll geimpft ginn, befaasst hunn. Nee, mer hunn den Eethikrot net ze spéit domadder befaasst, mee am richtege Moment, an dass mer d'Recommandatioune vum Eethikrot och suivéieren.

D'Presidentin vum Eethikrot - si ass scho virdrun zitéiert ginn, d'Madamm Julie-Suzanne Bausch - huet gesot an engem Interview beim 100,7 zum Sujet vun de verschiddene Beruffsgruppen, fir déi impfen ze loossen, dass et am Moment nach guer net méiglech ass, esou wäit ze denken, wéi hei ëmmer gefrot gëtt. Mir sinn an der Phas 2 an déi kann eréischt am Mäerz ëmgesat ginn. Ausserdeem sot si, an dat ass fir mech mat dee wichtegste Saz, dee si gesot huet, dass een de Leit keng falsch Verspriechen maache soll bei den Impfungen.

(Interruptions diverses)

Et hätt dofir am Moment och kee Wäert, en detailléierten Impfplang mat deene ville verschiddenen Etappen auszeschaffen. Dat ass och de Problem bei de Laangzäitprognosen, déi hei ëmmer gefuer-

dert ginn. Och do soll ee keng falsch Hoffnunge maachen! Et gëtt hei gesot: „Sot de Leit dach, wéini se geimpft ginn!" Ma dat hänkt vun esou ville Krittären of, Här Wiseler! Dir wësst et! An Dir hutt se selwer opgezielt.

■ **M. Claude Wiseler** *(CSV)*.- Dat huet awer och kee gesot. Ech hu gesot ...

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Dach, Dir hutt gesot: …

■ **M. Claude Wiseler** *(CSV)*.- Nee, nee, nee.

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- ... „Sot de Leit dach wéini dass se geimpft ginn!"

■ **M. Claude Wiseler** *(CSV)*.- Nee, ech hu gesot: „Sot d'Reienfolleg, wéi se geimpft ginn!" Net wéini.

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Maja, d'Reiefolleg, wéini dass se solle geimpft ginn.

■ **M. Claude Wiseler** *(CSV)*.- Ma dat ass awer e fundamentalen Ënnerscheed. Sot d'Prinzippien, no deenen Der d'Leit wielt an d'Reiefolleg! Net den Datum.

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Ma dat hänkt vu ganz ville Krittären of. Ech zielen Iech nach emol eng Kéier déi puer op, déi ech hei wëll ernimmen. Et hänkt vum R-Wäert of. Et hänkt vun den Infektiounszuelen of. Et hänkt awer och dervun of, ob mer am Spidol nach genuch Plazen hunn. Wann elo e grousse Accident kënnt, da si mer erëm an enger anerer Situatioun. Et hänkt vun der Mutatioun vum Virus of. Et hänkt vum Impfstoff of, vun de Produktiounen, vun deem, wéi mer nokommen, déi Impfstoffer och hei zu Lëtzebuerg ze kréien.

Virun engem Mount huet nach jiddweree geduecht, mir kréichen den Impfstoff. Mee elo wësse mer, dass mer en awer net zurzäit kréien. Virun e puer Deeg wousste mer och nach net, dass de Moderna-Impfstoff géif géint déi Mutatioun wierken. Alles dat spillt jo awer mat an där ganzer Laangzäitprognos!

Et geet och drëms fir ofzeweien, wéi dass d'Santé mentale hei zu Lëtzebuerg ass. Et geet och drëms fir ofzeweien, wéi d'Leit iwwerhaapt nach matmaache bei deene Mesuren. Et ass virdru gesot ginn: „Mir soen de Leit Merci." Et ass och richteg, dass mer de Leit musse Merci soen, mee iergendwa kéint nach eng Kéier de Moment kommen, wou d'Leit soen: „Ma, mir hunn es sat!" An dee Moment musse mer awer och ze pake wëssen. An da kann een net soen: „A nee! Mir hunn elo e Plang an dee Plang, dee verfollege mer elo, well mer deen eng Kéier virun dräi Méint opgestallt hunn."

Et muss een natierlech och kucken, wéi dat am internationale Verglach ass. Och den internationale Verglach ass extreem wichteg. An et ass virdru gesot ginn: „Mir ginn emol endlech kucken, wéi mer am internationale Verglach stinn." Ma wësst Dir dann, wéi d'Impfzuelen an Däitschland, a Frankräich an an der Belsch evoluéieren an den nächste Joren ... an den nächst Wochen?! Ech hoffen net an den nächste Joren - an den nächste Wochen.

Duerfir, alles dat, wann Der sot: „Mir maachen elo e Plang an dee Plang hale mer an. Wa mer bei 30 % Geimpfte sinn, da ginn d'Restauranten erëm op." Dat ass de Leit eng falsch Hoffnung gemaach! Dat ass d'Leit op e falsche Wee gefouert. An dat ass menger Meenung no absolutt kontraproduktiv!

■ **Une voix**.- Ganz richteg!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- An der Impfstrategie - op déi ech nach eng Kéier wëll zréckkommen -, och do ass et net méiglech, en definitiven Impfplang ze kréien, well d'Lëtzebuerger Regierung orientéiert sech no gesondheetspolitesche Ziler a si kuckt nom Fonctionnement vun eisem - vun eisem! - Gesondheetssystem a fir deen och hei ze erhalen.

An natierlech, an dat bleift déi alles entscheedend Fro, niewent all deenen aneren och: Kréie mer iwwerhaapt deen Impfstoff, dee mer brauchen? A kréie mer en zu deem Zäitpunkt, wou mer e brauchen?

Ech hunn dofir am Ufank gesot - an ech si frou, dass elo e puer méi Leit vun der CSV heibanne sinn, da kann ech et nach eng Kéier soen -: Keen, Dir Dammen an Dir Hären, huet an dësem Dossier d'Wourecht gepacht. Mir maachen alleguer - jo och d'Oppositioun - eist Bescht. A si ginn alleguerten hei déi Iddien, déi se mengen, dass déi bescht wären. Mee kommt, mir maachen dat zesummen! Kommt, mir maachen dat net ee géint deen aneren! Kommt, mir soen net: „Mir hätten et besser gemaach. Mir hätten et esou an esou gemaach an duerfir wär et besser gewiescht."! Kommt, mir maachen dat net, well dat hëlleft an dëser Situatioun kengem!

(Interruption)

An ech soen Iech och: Dat hëlleft Iech als Oppositioun sécherlech net weider.

■ **Mme Martine Hansen** *(CSV)*.- Solle mir keng Propositioune maachen?

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Nee, nee, nee. Natierlech sollt Der Propose maachen. Ech hu jo gesot: „Kommt, mir maachen dat zesummen!" An net an der Form: „Mir maachen dat besser." Well dat bréngt Iech näischt.

(Interruptions)

Ech ginn heimadder den Accord vun der LSAP zu deem Projet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Georges Engel. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, et ass gesot ginn, a ville Länner sinn d'Mënsche mat radikale Moossname konfrontéiert. A wann ee sech dat esou virstellt, dann ass ee frou, datt een net do lieft.

Ech schwätze vu Confinementer oder Ausgangsspären, déi schlëmmer si wéi eis, Ausgangsspären ab 18.00 Auer owes, laange Quarantäne fir Areesender, déi laang an engem Zëmmer musse bleiwen, bis se e Schrëtt däerfen erausgoen, engem Beweegungsradius vu maximal 15 Kilometer ronderëm d'Haus, zoue Schoulen an dem Lockdown vu ville Secteuren.

Zu Lëtzebuerg verlängere mer haut e Gesetz, wat vun esou aschneidende Moossnamen awer nach e gutt Stéck ewech ass.

■ **M. André Bauler** *(DP)*.- Dat ass wuel wouer.

■ **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)*.- D'Gesetz, dat mir fir dräi Woche verlängeren, well d'Situatioun et zum Gléck erlaabt, garantéiert nämlech weiderhi vill Fräiheeten a Rechter, vun deenen d'Mënschen an anere Länner nëmme kënnen dreemen, quitte datt d'Aktivitéiten zu Lëtzebuerg noutgedrongen och streng gereegelt sinn. Esou zum Beispill: d'Grondrecht vun de Kanner an d'Schoul ze goen - fir eis e wichtegt Grondrecht; d'Grondrecht op Beweegung an d'Begéinen an engem Veräin zesumme mat aneren - natierlech ënner gereegelte Formen; d'Grondrecht op Produktioun a Participatioun an alle Beräicher vun der Kultur; d'Grondrecht ze entscheeden, wéi eng Artikele fir ee selwer als essenziell gëllen a wéi eng net. Fir déi eng sinn et Alkohol an Tubak, fir déi aner sinn et Kannerschong fir de Wanter. Ech hat dat Beispill schonn déi leschte Kéier zitéiert.

Wichteg ass awer och, datt dëst Gesetz d'Isolatioun vun elengliewende Mënsche verhënnert, och wann de Besuch am Privatberäich weiderhin extreem limitéiert bleift. Déi Moossnam, et ass bekannt, ass fir vill Mënsche ganz schwéier ze erdroen.

Op där anerer Säit muss een awer wëssen, datt e groussen Deel vun den Infektiounen am direkten Ëmfeld vun de Familljen an de Frënn stattfënnt. Dat gëtt am Kader vum Tracing ëmmer méi kloer. Et kënnt virun allem dohier, datt ee sech a Frëndes- an a Familljekreesser méi sécher fillt wéi am ëffentleche Raum, an nom Motto „mir si jo ënner eis" dervun ausgeet, datt de Virus sech eigentlech just beim Noper kann ophalen a just den Noper kann ustiechen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Medail huet ëmmer zwou Säiten. Wann ech vu Grondrechter a Fräiheete schwätzen, déi mat dësem Projet de loi weider garantéiert bleiwen, a wann ech déi explizitt ervirhiewen, dann ass dat déi positiv Säit vun der Medail.

Déi negativ Säit besteet natierlech doran, datt aner Grondrechter a Fräiheeten ageschränkt bleiwen. Wier dat net de Fall, dann hätt ech d'Fräiheeten eigentlech guer net missen ernimmen, well da wiere se an eisem Rechtsstaat eng Selbstverständlechkeet.

An engem Rechtsstaat däerfe liberticide Moossnamen - an ech wëll dat ëmmer erëm ënnerstraichen - net zur Gewunnecht ginn. Dofir musse mir se reegelméisseg hannerfroen. Dat maache mir haut an der Chamber eng zéngte Kéier. An eng zéngte Kéier setze mer se an de Kader vum Schutz virum Virus. Dat ass de richtege Wee.

D'Konklusioun, déi mir zesumme mat eise Koalitiounspartner zéien, ass déi, datt d'Verlängerung vum Gesetz mat all senge Moossname richteg an néideg ass, fir déi ëffentlech Gesondheet opgrond vun den aktuellen Zuelen ze schützen an och de Spidoolssecteur weiderhin an dréchenen Dicher ze halen.

Här President, datt d'Moossname vun dësem Gesetz bis elo gewierkt hunn, ass drop zréckzeféieren, datt se zum gréissten Deel respektéiert gi sinn. A respektéiert gi Moossnamen nëmmen dann, wa se kohärent, novollzéibar a verständlech sinn. Dat ass eng gëlle Reegel.

An där Hisiicht hu mer mam aktuelle Gesetz, wat mer jo virun dräi Woche gestëmmt hunn, e Sprong no vir gemaach, net nëmmen a puncto Kohärenz, mee och um Niveau vum Respekt vun de Grondrechter an de mënschleche Bedierfnesser. Ginn dës Bedierfnesser wärend Wochen a Méint net emol minimal erfëllt, wiisst de Risiko vu mentale Problemer.

An duerfir begréisse mir, datt déi mental Gesondheet net nëmmen an der Chamber, mee och generell an der Gesellschaft, an der Aarbechtswelt, an de Medien, an der Press ëmmer méi zur Sprooch kënnt. Dat stäerkt d'Bewosstsi fir déi verschidde Problemer an awer och fir hir Grënn, et heescht awer net, datt se domat scho behuewe sinn.

De Schutz an d'Stäerkung vun der mentaler Gesondheet sinn a bleiwen e grousse Chantier, deen ëmmer an d'Iwwerleeunge muss afléissen, wann ee vu Pandemiereegele schwätzt. An Zukunft muss dat eigentlech e „Gewönungsfacteur" ginn. Ech huelen dëst Wuert an de Mond, et kënnt vum Här Wiseler, mee en huet et an engem anere Kontext benotzt. Leider huet en net vill vun der mentaler Gesondheet geschwat.

Déi vill Problemer vu Kanner, Jonken, Erwuessenen an eelere Persoune spigele sech schonn eleng an der laanger Motioun zréck, déi mer d'lescht Woch an der Debatt iwwert de Suicide an dësem héijen Haus gestëmmt hunn an déi natierlech eng Suite muss kréien. Duerfir ginn ech elo net weider drop an.

Här President, hannert aschränkende Moossname verstoppt sech nieft dem Risiko vun de mentale Problemer, déi ech elo genannt hunn, awer nach eng zweet Gefor an et ass eng Gefor, déi carrement kontraproduktiv ass. Et ass déi, datt d'Mënschen eng gewësse Rancune géintiwwer der Politik entwéckelen an tendéieren, sech iwwert d'Reegelen ewechzesetzen, ganz einfach, wann d'Reegelen esou ausgeriicht sinn, datt se op laang Dauer net zoumuttbar sinn.

D'WHO huet dat Theema och opgegraff an der Lescht, an d'Gesondheetsorganisatioun schwätzt an deem Kontext vu „Pandemiemiddegkeet", déi sech op verschidde Manéieren ausdréckt an ëmmer negativ Konsequenzen huet. Mäi Virriedner, de Georges Engel, huet et op Lëtzebuergesch ausgedréckt an huet gesot: „Mir hunn es sat!"

Fir deem entgéintzewierken, deem do Gefill, riicht d'WHO en Appell un d'Politik, de Bols vun der Gesellschaft reegelméisseg ze fillen, amplaz sech just op de Virus ze konzentréieren.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz konzentréiert sech zum Gléck net just op de Virus, well et de Mënschen, wéi ech scho gesot hunn, eng ganz Rei Fräiheeten zougesteet. Dat verhënnert awer net, datt och de Gesondheetsschutz groussgeschriwwe gëtt, well soss wieren d'Zuelen net an deem Mooss gefall.

Natierlech ginn et Plazen, wou een iwwer Verbesserunge muss nodenken, dat stelle mir ganz sécher net a Fro, virun allem op der Aarbechtsplaz an awer och an der Schoul, well et op deenen enge Plazen zu méi Ustiechunge kënnt wéi op aneren. Ech wëll awer net dramatiséieren a kann nëmme bezeien, datt d'Schoulen awer ganz gutt oppassen an datt d'Personal, zesumme mat de Gemengen, och do seng Verantwortung iwwerhëlt.

De Schreckenszenario, deen de Kolleeg Claude Wiseler nach virun dräi Woche mat enger gewësser Melodramatik op dëser Tribün inszenéiert huet, ass also zum Gléck net agetrueden. An ech mengen, och hien ass frou doriwwer.

A wann d'CSV virun dräi Wochen nach der Meenung war, d'Moossname wieren ze labber an d'Schoule missten no der Vakanz zoubleiwen, da muss ee sech dach awer wonneren, datt de Kolleeg Paul Galles dann elo fir d'Opmaache vum Horeca-Secteur antrëtt - net hei an der Chamber, mee am „Lëtzebuerger Wort". Laut him soll dëse Secteur net anescht behandelt gi wéi all déi aner Secteuren, obwuel d'Ustiechungsgefor do méi héich ass, wat sech an internationalen Etüden ëmmer méi beweist.

Géife mir dee Secteur dann effektiv opmaachen, Dir Dammen an Dir Hären, an d'Infektioune géife wéinst deem massiven Undrang vun Horeca-Touristen aus der Groussregioun nees rasant zu Lëtzebuerg klammen, da wier d'Regierung nees déi Béis.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, si hätte villes méi kohärent a méi konsequent gemaach, huet de Kolleeg Paul Galles dann och am selwechten Interview am „Lëtzebuerger Wort" behaapt. Ech mengen, de Georges Engel hat en och gelies.

■ **M. Georges Engel** *(LSAP)*.- Jo.

■ **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)*.- Déi Kompetenzstreide mir kengem of, ganz sécher net, well et gi jo ëmmer Leit, déi alles besser wëssen an ëmmer alles besser maachen. Deem géintiwwer stinn d'Wierder vum däitsche Journalist Stefan Kornelius, déi mir perséinlech awer besser gefalen. Hien huet geschriwwen, datt d'Gréisst vun engem Politiker an Noutsituatiounen aus der Fäegkeet besteet, d'Komplexitéit vun der Situatioun unzeerkennen an dee richtegen Toun ze fannen. Dozou gehéiert laut dem Journalist och d'Ageständnis, datt een net ëmmer ka wëssen, wat richteg a wat falsch ass.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)*.- Et kann een allerdéngs säi Bescht maachen.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hiert Bescht mécht net nëmmen d'Regierung, och d'Gesellschaft huet hiert Bescht gemaach, well soss hätt d'Strategie net gegraff. An anere Wierder: D'Zuele si gutt dank intelligente Reegelen, se sinn awer och gutt dank der Bevëlkerung, well d'Bierger gréisstendeels bereet waren, d'Reegelen ze respektéieren an hir Verantwortung ze iwwerhuelen. An deem Sënn ass et net eleng de Meritt vun der Politik, wann d'Zuele gutt sinn, an et ass och net eleng d'Schold vun der Gesellschaft, wann d'Zuele schlecht sinn. Dat muss een einfach emol soen. Dat heescht, de Kampf géint d'Pandemie fonctionéiert just zesummen.

Als Gréng hoffe mir ganz staark, datt mir d'Zesummespill tëscht der Politik an der Gesellschaft och an den nächste Wochen a Méint oprechterhale kënnen. Dat ass wichteg, well mir net genee wëssen, wéi eng Geforen nach virun eis leien a mat wéi enge Mëttele mir se a wéi engem Tempo gemeeschtert kréien.

D'Suerg vu Lëtzebuerg an d'Suerg vun allen anere Länner ass virun allem déi, datt mir an der Lescht mat enger Rei wëssenschaftlechen Inconnuen an negativen Iwwerraschunge konfrontéiert waren. Et kann ee soen: De Virus huet ëmmer eng Iwwerraschung am Rucksak derbäi!

Anerersäit hu mir awer och mat politeschen Onsécherheeten ze dinn, wat déi international Zesummenaarbecht, d'Konkurrenzkämpf um Impfstoffmaart, um Medikamentemaart an awer och d'Ofstëmmung an d'Harmoniséierung vun de Reegelen tëscht de Länner ugeet.

Eng negativ Iwwerraschung ass natierlech d'Mutatioun vum Covid-19, iwwert déi scho vill bericht a geschwat ginn ass, soudatt ech do net am Detail drop aginn. Wichteg ass an deem Kontext awer, datt mir déi Entwécklung ganz kloer am A behalen, virun allem well d'Fuerschungsresultater zu dësem Moment nach net representativ genuch sinn, fir definitiv Konklusioune kënnen ze zéien. E Grond fir ze panikéieren ass dat an eisen Aen awer net. Encourageant ass schonn emol d'Erkenntnis, datt et warscheinlech méiglech wäert ginn, dee gefaarte Mutant souzesoen am Keim ze erstécken a seng Verbreedung ze stoppen.

Doriwwer eraus beschäftege sech och vill Länner mat der Fro vun der Diagnostik, wou Lëtzebuerg gutt do steet, dat muss ee kloer betounen. Fir fiabel ze sinn, dat wësst Der, setzt d'Diagnostik jo viraus, datt déi positiv Coronaprouwe komplett op hiert Ierfgutt zerluecht ginn, fir d'Mutatioun ze erkennen. Zu Lëtzebuerg gëtt dat mëttlerweil a wäit iwwer 10 % vun de Fäll gemaach. Domat leie mir laut engem leschte Rapport bei der Sequenzéierung schonn elo iwwert dem Seuil, deen déi europäesch Agence fir d'Verhënnerung vun ustiechende Krankheete virgëtt. Dat erlaabt Lëtzebuerg natierlech, déi nei Mutante méi fréi ze detektéiere wéi déi meescht aner Länner.

A wann an der Vergaangenheet oft iwwert den LNS méi negativ geschwat ginn ass, da si mer elo frou, datt den LNS, dee wierklech laang fir Diskussiounen an der Chamber gesuergt huet - dat war am Joer 2012 -, datt dee Laboratoire elo fir positiv Schlagzeile suergt.

Onofhängeg vun de Mutante gëtt d'Diskussioun ronderëm d'Antigenmedikamenter och ëmmer méi aktuell - och déi Entwécklung musse mer am A behalen - a wa se da bis vun der EMA autoriséiert sinn, dës Medikamenter, da wäerte se och zu Lëtzebuerg am Asaz sinn. Dat huet d'Madamm Ministesch eis an der Kommissioun gesot.

Dës Approche begréisse mir als Gréng ausdrécklech, well et richteg a verantwortungsvoll ass an eisen Aen, d'Medikamenter eréischt dann anzesetzen, wa se d'Préifungen alleguer duerchlaf hunn an autoriséiert sinn. E Virpresche wéi dat vun Däitschland, dat sech grouss Quantitéite vun Antikierpermedikamenter geséchert huet a se ab der nächster Woch wäert asetzen, nach éier se autoriséiert sinn, ass fir eis déi falsch Approche. Si hiewelt net nëmmen de Solidaritéitsgedanken aus, si riskéiert och, Auswierkungen op de Präis ze hunn.

Egal wéi, dës Antikierpermedikamenter kënnen d'Impfung net ersetzen. Se si vill méi geduecht, fir d'Phas vun der kierpereegener Immuniséierung ze iwwerspréngen, wann de Virus bis am Kierper ass. Och dat ass e grousse Fortschrëtt, fir e schwéiere Krankheetsverlaf ze verhënneren op alle Fall, woumat och dann den Drock op d'Spideeler wäert méi kleng ginn.

Zu der Geschicht: D'Antigenmedikamenter, dat ass awer net oninteressant, hunn eng laang Geschicht a ginn zréck op d'Joer 1890, wou de Wëssenschaftler Emil von Behring se am Kampf géint d'Diphtherie entwéckelt huet an duerfir am Joer 1901 mam Nobelpräis vun der Medezinn ausgezeechent ginn ass. Et ass also net, wéi wann d'Medezinn sech mat dë-

ser Zort vu Medikamenter op Neiland géif beginn. Dee ganze Prozess brauch awer trotzdeem seng Zäit.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu den Impfungen, bei deene mir och net Neiland betrieden, dat wësse mer. D'Chance, mee och d'Kompetenz vun de Fuerscher ass déi, datt d'Impfstoffer géint de Covid-19 séier entwéckelt gi sinn a ganz Populatiounе kënne retten. An awer stelle se nach e gewëssen Onsécherheetsfacteur duer, well d'Liwwerengpäss zu enger Verzögerung féieren.

Derbäi kënnt natierlech och, datt d'Impfbereetschaft, iwwert déi elo schonn e puermol geschwat ginn ass, zu Lëtzebuerg bis elo ënnert den Erwaardunge läit, wat zum Deel verständlech ass, awer guer net glécklech fir d'Bekämpfung vun der Pandemie. Eng positiv Informatioun koum an där Hisiicht awer gëschter vum Haut-Commissaire à la protection nationale, dem Luc Feller, deen erkläert huet, datt d'Impfbereetschaft an den Alters- a Fleegeheemer mëttlerweil bei 82 % vun de Bewunner läit, a well grad dës Mënschen zu de vulnerabelste Persoune gehéieren, ass dat do eng positiv Nouvelle.

Fir eis ass dee wichtegste Message jiddwerfalls deen, datt d'Impfung an enger Pandemie net just eng sanitär Moossnam ass, mee och eng sozial an ekonomesch Necessitéit. Dëse Message muss an eisen Aen no baussen hi verstäerkt ginn an alle Formen an an alle Sproochen, déi mer zu Lëtzebuerg hunn, fir datt en och iwwerall ukënnt. Domat stelle mir als Gréng d'Recht op Selbstbestëmmung op de Kierper net a Fro. An ech mengen, dat mécht och kee Mënsch heibannen. Mir sinn awer der Meenung, datt d'Impfungen zu der kollektiver Verantwortung gehéieren, déi een a Pandemiezäiten iwwerhuele soll.

Dir Dammen an Dir Hären, alles dat do sinn Hürden, déi mer nach mussen iwwerwannen, an Entwécklungen, déi mer mussen am A behalen, dëst och am internationale Kontext, deen oft ännert. Wéi bei all Course géint d'Zäit wäerte mir dës Hürden natierlech ëmsou méi séier iwwerwannen, wat eis Ausgangspositioun besser ass. Mam Gesetz, dat mir haut verlängeren, huet Lëtzebuerg sech virun dräi Wochen en intelligente Wee ageschloen, fir seng Ausgangssituatioun ze verbesseren - an dat ass him gelongen. Déi Chance solle mir elo net verspillen oder op d'Spill setzen an duerfir stëmme mir fir dëse Projet de loi.

A besonnesch begréissenswäert ass fir eis, datt eis Gesellschaft net op en Neits mat neie Moossnamen an Ännerunge konfrontéiert gëtt, mee datt dëst Gesetz eng Kontinuitéit duerstellt. Dat ass eng wichteg Konditioun fir seng Akzeptanz an eng gutt Basis, fir an Zukunft weiderzeschaffen a weiderzekommen. An domat soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren an natierlech och dem Mars Di Bartolomeo ...

(Exclamations et hilarité)

... merci fir säi gudde Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Lorsché.

Une voix.- Mir hunn net méi dru gegleeft!

M. Fernand Etgen, *Président*.- An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Jeff Engelen.

(Brouhaha)

Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, fir unzefänken e Merci dem Rapporter, dem Här Mars Di Bartolomeo, fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Zanter bal engem Joer lieft Lëtzebuerg an engem Ausnamezoustand an et gëtt ëmmer méi offensichtlech, datt d'Ënnerstëtzung fir der Regierung hir Politik ofhëlt. Haut sti mer schonn nees hei, fir Moossnamen ze verlängeren, déi mer als ADR net kënne guttheeschen.

Mir heesche se net gutt, well mer vun Ufank u gesot hunn, datt mer net kënnen akzeptéieren, datt de Staat an déi perséinlech Fräiheete vun de Leit agräift. De Staat soll do aktiv sinn, wou en dat däerf - dat ass den ëffentleche Raum -, an e soll sech do eraushalen, wou en näischt verluer huet - dat ass d'Privatliewe vun de Leit.

Mir hätten eis als ADR och gewënscht, datt d'Regierung op de Wee gaange wär, fir den Horeca nees opzemaachen.

Une voix.-. Asou!

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- A wann d'Regierung och keng allgemeng Ouverture akzeptéiert hätt, dann hätte se awer wéinstens kënne kleng Schrëtt maachen, selbstverständlech mat deenen néidege Sécherheetsmoossnamen.

(Interruption)

Firwat zum Beispill solle Leit aus deem selwechte Stot net kënnen zesummen an e Restaurant iesse goen? A verschiddene Länner kënnen och Leit, déi zesumme schaffen, mëttes zesummen iesse goen, esou zum Beispill a Spuenien. Wären dat net och Méiglechkeete gewiescht? An et gëtt ganz sécher nach déi eng oder aner Iddi.

(Brouhaha)

Awer d'Regierung bleift stuer op hirer Linn. Si léisst dee Secteur an der Nout, ouni jee bewisen ze hunn, datt et an deem Secteur zu engem Cluster vun Ustiechunge komm wär. Et geet deene Leit duer. Si demonstréieren elo all Woch géint d'Politik vun der Regierung. Mir sinn op hirer Säit.

Eis Konklusioun ass déi hei: Et feelt dëser Regierung u Format an Initiativ, u Verantwortungsgefill an u Wäitsiicht, fir mat dëser Kris ëmzegoen. Déi Navigation à vue mat deem dauernden Hin an Hier vu Moossname féiert zu engem Vertrauensverloscht an d'Politik.

Fir d'ADR ass kloer, datt déi aktuell Politik net ka weidergefouert ginn. Nieft deenen dramatesche sozialen an ekonomesche Konsequenzen däerfe mer och net vergiessen, datt vill Leit ënner enger Verschlechterung vun hirer mentaler Gesondheet leiden. Besonnesch bei deene Leit, deenen d'Regierung hir Existenzgrondlag ewechhëlt, wéi zum Beispill am Horeca-Secteur, gëtt et vill Fäll vun Depressioun an Hoffnungslosegkeet.

De Statec huet de sozialen an ekonomeschen Impakt vu Covid-19 ënnersicht an huet sech dobäi notamment op déi mental Gesondheet konzentréiert. Deemno sot een Drëttel vun de Leit zu Lëtzebuerg, datt hir psychesch Verfassung duerch dës Kris méi schlecht ginn ass. A besonnesch bei de Jonke war dësen Taux nach e Stéck méi héich. Ronn ee Véierel vun de gefrote Leit haten uginn, datt si sech Suerge maachen ëm hir Schaff a fäerten, datt hir Aarbechtsplaz net sécher ass.

Direkt nodeems dës Etüd de leschte Summer publizéiert gi war, sot de Premier, den Här Xavier Bettel, am Kader vun enger Regierungsdeklaratioun dat heiten - ech zitéieren: „Dat sinn Zuelen, déi eis solle beschäftegen an op d'mannst esou vill interesséiere wéi déi vun den neien Infektiounen." Zanterhier ass iwwer en halleft Joer vergaangen an déi psychesch Verfassung vun de Leit am Land ass am Laf vun dëser Kris net besser ginn. A wat huet d'Regierung bis elo hei ënnerholl?

Um gesondheetleche Plang ass net nozevollzéien, firwat d'Mesuren, d'Moossnamen einfach verlängert ginn. D'Coronafäll hei am Land sinn amgaangen zréckzegoen, virop vun de positiv gesteste Persounen. Doriwwer freeë mer eis all. D'Situatioun an de Klinicken huet sech entspaant, wat och Gott sei Dank positiv ass. Awer mir vermëssen als ADR all Dynamik op der Regierungssäit, fir eise Gesondheetssecteur ze stäerken.

Ginn d'Better erhéicht oder net? Mir hu vun eenzelne Leit aus Fachkreesser zougedroe kritt, datt d'Better nach géife reduzéiert ginn. Duerfir wollt ech d'Madamm Minister elo froen, ob dat esou ass, jo oder neen, fir do einfach emol d'Confirmatioun ze hu vun offizieller Säit, wat richteg a wat falsch ass.

Fir d'ADR ass et op alle Fall héich Zäit, fir en neien Usaz an der Gesondheetspolitik. Fir eis mussen do kuerzfristeg Moossname geholl ginn, déi zu enger nohalteger Stäerkung vum Spidols- a Gesondheetssecteur féieren.

Ganz rezent huet d'Presidentin vum OGB-L, grad wéi d'ADR scho laang virdru, bedauert, datt am Kader vum Spidolsplang déi lescht Joren iwwer massiv Better ofgebaut gi sinn. Duerfir muss elo onbedéngt séier en neit Spidolsgesetz hier. An deem Sënn hat ech eng Gesetzespropositioun gemaach an als ADR hate mer och konkreet Moossnamen, fir d'Attraktivitéit vun de Gesondheetsberuffer ze verbesseren, gefuerdert.

Ech froen d'Madamm Minister: Hat d'Regierung meng Proposition de loi schonn aviséiert? Wann nee, firwat net? Oder ass et eng falsch verstane Parteisolidaritéit, datt d'Madamm Lenert dat schlecht Spidolsgesetz net wëllt ofschafen? Kann eng Parteisolidaritéit op Käschte vun der Gesondheet vun de Leit goen?

Här Presiden, loosst mech nach zwee Sujeten uschwätzen, déi eis als ADR besonnesch vill Suerge maachen.

Deen éischten ass d'Impfstrategie. Mir sinn als ADR fir Impfungen, awer am Respekt vun der Fräiwëllegkeet. Op europäeschem Niveau gëtt et allerdéngs Bestriewungen, fir en indirekten Impfzwang anzeféieren, zum Beispill iwwer en Impfpass oder Aschränkungen an der Reesfräiheet. D'ADR hat schonn am Dezember virun esou Entwécklunge gewarnt. Deemools hunn all déi aner Parteie behaapt, dee Problem géif sech net stellen, a si hunn eis Motioune verworf.

Leider hu mer awer Recht behalen. Mir verlaange vun der Regierung, datt si sech duerfir asetzt, datt de Prinzip vun der Fräiwëllegkeet weeder direkt nach indirekt kann a Fro gestallt ginn, och net duerch d'EU. Mir stelle mat Bedauere fest, datt souwuel d'EU wéi och déi Lëtzebuerger Regierung ze vill lues gehandelt huet, fir genuch Impfstoff ze kréien. Dobäi, an dat ass dat Wichtegst, vermësse mer och eng Campagne, fir d'Leit iwwert d'Impfung ze informéieren, eng Campagne, wou de Leit de Virwéi och den Nodeel an aller Objektivitéit soll vermëttelt ginn. Ech selwer hu mech bei verschiddenen Doktere renseignéiert, awer ech konnt mech do net iwwert d'Regierungssäit genau informéieren, wat do de Vir- an Nodeel ass vun deenen Impfungen.

Mir sinn als ADR och der Meenung, datt d'Regierung deene Leit, déi Schwieregkeeten hunn, fir an en Impfzentrum ze kommen, muss dobäi hëllefen. D'Regierung muss ee séieren an en einfachen Zougang zu der Impfung garantéieren. An deem Sënn deponéieren ech eng Motioun. Mir denke virun allem un déi, déi eng ageschränkte Mobilitéit hunn, prioritär eeler Leit oder Mënsche mat enger Behënnerung. An deem Sënn géif ech dës Motioun deponéieren. Wannechgelift.

Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

ass sech bewosst,

- datt Leit, déi sech an engem vun den Impfzenteren am Land wëllen impfe loossen, net ëmmer op e privat Verkéiersmëttel zréckgräife kënnen, fir bis dohinner ze kommen;

- datt et, jee nodeem, wou eng Persoun, déi sech wëllt impfe loossen, wunnt, a jee nodeem, a wéi en Impfzentrum si wëllt fueren, schwéier ka sinn, fir dat mat dem ëffentlechen Transport ze maachen,

am Hibléck op déi Tatsaach, datt et prioritär ëm déi eeler oder vulnerabel Leit geet, déi Problemer mat der Mobilitéit hunn,

fuerdert d'Regierung op

- sécherzestellen,

• datt sech och déi Leit an en Impfzentrum deplacéiere kënnen, fir déi de Wee mat dem ëffentlechen Transport ze laang dauert oder ze komplizéiert ass;

• datt an deene Fall eventuell den Adapto agesat kéint ginn oder alternativ Taxikäschte vum Staat iwwerholl ginn, wann déi Depense onëmgänglech ass, fir an engem vernënftege zäitleche Kader an en Impfzentrum ze fueren.

(s.) Jeff Engelen.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Deen anere Sujet ass déi Tatsaach, datt ëmmer méi privat an ëffentlech Instanzen Tester verlaangen, zum Deel op Uerder vum Staat duerch nei Bestëmmungen, fir kënne gewësse Servicer ze benotze wéi zum Beispill Fluchreesen oder Concerten. Dat ass aktuell de Fall bei der Luxair, an der Coque oder an der Rockhal, déi jo dem Staat gehéiert. D'ADR huet dozou e puer Question-parlementairë gestallt.

Vum Prinzip emol ofgesinn, dee mer jo a Fro stellen, ass och nach unzemierken, datt déi Schnelltester nach manner zouverlässeg si wéi déi bekannte PCR-Tester. Dat gouf och viru Kuerzem nach vum däitsche Fuerschungsnetzwierk vun der Universitéitsmedezinn zum Covid-19 an engem Positiounspabeier festgehalen.

Da freet ee sech: Bis wouhinner geet dat? Wouhin entwéckelt sech eis Gesellschaft? Gi mer geschwënn op allméiglech Viren getest, ier mer an e Restaurant ginn oder e Fussballmatch dierfe kucke goen oder an e Fliger klammen? Wéi ass et do mam Secret médical?

Mir als ADR betounen ëmmer nees, datt et net un der Regierung ass an och net un enger privater Firma, fir de Leit hir Grondrechter ze ginn oder ewechzehuelen. D'Grondrechter huet een, well een e Mënsch ass, an dat gëllt fir gesond Mënsche genee esou wéi fir Mënsche mat enger Behënnerung wéi och fir krank Mënschen. Mir sinn net an der Volleksrepublik China, an där de Staat déi Gutt belount an déi Schlecht bestrooft. Mir liewen an engem fräie Land, an deem de Staat kengem däerf d'Grondrechter beschneiden.

Une voix.- An engen fräie Land.

M. Jeff Engelen *(ADR)*.- Här President, fir d'ADR ass et och wierklech héich Zäit, datt alleguerten déi verfassungsméisseg geschützte Rechter vun de Bierger an hir perséinlech Fräiheeten, inklusiv dem Recht vun der Privatsphär an der Beweegungsfräiheet, voll a ganz sollen hiergestallt ginn.

Mir stelle geféierlech Tendenze fest a Richtung totalitär Gesellschaft. Mir als ADR wieren eis do dergéint. Mir stinn zu enger fräier demokratescher Gesellschaft och a Covidzäiten an ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Engelen. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Marc Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Merci, Här President. Ech muss zouginn, ech fänken un, es midd ze ginn. Ech fänken un, déi zéngt Adaptatioun vun dësem Gesetz midd ze ginn. Ech fänken awer virun allem och un, déi ganz Situatioun midd ze ginn. An ech mengen, datt et ganz ville Leit hei am Land esou geet. Ech mengen och, datt et der Regierung zum Deel esou geet.

Et gëtt déi objektiv Situatioun, déi real Gefor vun engem Virus, deen déidlech ass, dee méi déidlech ass wéi aner Viren, déi mer virdru kannt hunn, op där enger Säit an op där anerer Säit déi Diskussiounen, Aschränkungen, Lackerungen, Aschränkungen, Lackerungen; dat, wat de Budgetsrapporter emol eng Kéier „Hickhack" genannt huet.

Ech sinn awer och d'Hysterie midd vu verschiddene Medien - zu Lëtzebuerg geet et nach, mee virun allem an eisen Nopeschlänner. Ech sinn es awer och midd, datt d'Majoritéitsvertrieder sech andauernd op d'Schëller klappen a soen, wéi gutt d'Regierung dat dach bis elo gemaach huet, an op där anerer Säit Verschiddener fannen, datt alles schlecht gemaach gi wär. An ech sinn es virun allem midd, datt een net weess, wéi et weidergeet. An zum Deel huet dat mat der objektiver Situatioun ze dinn, datt een net weess, wéi et weidergeet, zum Deel sinn dat awer Problemer, déi hausgemaach sinn.

An ech kéint mer, well ech deem alles esou midd sinn, mer et einfach maachen a soen: Ma dat heite Gesetz ass eigentlech just eng Verlängerung ëm dräi Woche vun deene Mesuren, déi am Moment a Kraaft sinn. An ech hunn d'Argumenter alleguer scho virun e puer ..., virun dräi Wochen och gesot, firwat mer dergéint sinn, an dobäi bleiwe mer. Ech wëll mer et awer net grad esou liicht maachen an duerfir awer vläicht kuerz op d'Situatioun agoen a wat vläicht anescht ass wéi virun dräi Wochen.

D'Situatioun haut huet sech liicht verbessert par rapport zu der Situatioun, an där mer waren, wéi mer diskutéiert hu virun dräi Wochen. D'Situatioun besonnesch an de Spideeler ass glécklecherweis méi entspaant. D'Zuel vun den Neiinfektiounen ass net weider oder net erëm an d'Luucht gaangen, wéi een hätt kënne fäerten opgrond vun der brittescher Mutatioun. An och d'Gesamtzuel vun den Infizéierten, aktuell Infizéierten, ass an deenen dräi leschte Wochen tendenziell erofgaangen.

Dat heescht, mir sinn an enger Situatioun, déi liicht - liicht! - besser ass wéi am Januar an déi awer historesch ze vergläichen ass mat der Situatioun vu Mëtt Oktober, also ze vergläiche mat enger Situatioun, an där d'Regierung nach quasi keng Mesuren ergraff huet, Mesuren, déi mer, wéi de Couvre-feu oder wéi d'Schléissung vum Horeca-Beräich, elo zënter Wochen a Méint liewen.

An doduerch ergëtt sech fir mech awer eng Feststellung, nämlech: Wann dat esou ass, dann ass et entweeder inkohärent, datt een haut aner Mesuren hëlt wéi deemools, oder et muss ee sech soen, et huet een e Feeler gemaach. An da kann een eeben net soen: „D'Regierung huet déi richteg Decisiounen ëmmer zum richtegen Zäitpunkt geholl", wéi dat haut awer erëm eng Kéier gemaach ginn ass. An dat ass Inkohärenz.

Dat ass d'Inkohärenz an der Kommunikatioun an dat mécht et, mengen ech, de Leit och schwéier, Mesuren novollzéien ze kënnen, well do ass dann d'Fro natierlech: Wat ass dann d'wëssenschaftlech Grondlag, wann d'Zuele komparabel si vun enger Situatioun mat enger anerer, et ginn awer komplett verschidden Decisioune geholl? Dat ass dann net méi novollzéibar! A wann eppes net méi novollzéibar ass, da fänkt et un, geféierlech ze ginn, well da gëtt et natierlech vu Leit och a Fro gestallt. Et ass d'Fro, wéi eng Zuelen dann a wéi enger Situatioun maassgeeblech sinn.

An dat, wat sech awer par rapport zu virun der Diskussioun, déi mer virun dräi Wochen haten, geännert huet, dat sinn a mengen Aen zwee Elementer. Dat eent Element, dat ass den Drock aus dem Ausland, dat muss een esou soen. „Am deutschen Wesen muss die Welt genesen", huet et schonn eng Kéier geheescht. An heiansdo, wann een däitsch Medien am Moment kuckt, huet ee ganz staark dat Gefill an et fillt ee sech ganz staark dorunner erënnert. Menacë ginn ausgeschwat, Menacen, déi inakzeptabel sinn, wéi och de Moien nach um Radio de lëtzebuergesche Kommissär dat zu Recht - zu Recht! - gesot huet.

An dat anert ass déi britttesch Mutatioun, déi, wéi festgestallt ginn ass, zu Lëtzebuerg wierklech ukomm ass a wou mer net wëssen, wéi se sech weider entwéckelt. Dat ass effektiv en objektiivt neit Element par rapport zu der Situatioun vu virun dräi Wochen. Mir wëssen nach ëmmer net vill iwwert déi brittesch Mutatioun. Et gëtt gesot, se wier méi ustiechend, warscheinlech net méi oder manner déidlech, mee warscheinlech méi ustiechend. An aus där Hypothees eraus, datt déi brittesch Variant sech nach méi staark zu Lëtzebuerg kéint developpéieren, aus deem Grond bleiwe mer beim Status quo oder - dat ass d'Argumentatioun vun der Regierung - bleift ee beim Status quo vu virun dräi Wochen.

An déi Fro, déi ee sech jo da stellt, an ech hunn dat och schonn Ufank Januar gesot: Mee wa mer an dräi Wochen - also d'Gültegkeet vun dësem Gesetz ass jo dräi Wochen - erëm hei stinn, wat solle mer jugéieren opgrond vu wat? Wann d'Zuele géife stabill bleiwen an d'Situatioun wier wéi virun dräi Wochen - komparabel, liicht besser, liicht méi schlecht -, wat maache mer? Bleiwe mer erëm beim Status quo? Opgrond vu wéi enge Perspektiven, opgrond vu wéi engen Entwécklungen? An dat ass dat, mengen ech, wat midd mécht; dat ass dat, mengen ech, wat schwéier novollzéibar ass; an dat ass dat, wat am meeschte feelt un der Regierungspolitik.

A mir liewen a komplett imprevisibelen Zäiten, dat ass eng objektiv Donne. Ech mengen awer, datt et d'Aufgab vun der Regierung wier, ze probéieren, do méiglechst vill Previsibilitéit eranzebréngen, ze probéieren, Uerdnung, Virausseebarkeet a politesch Mesuren eranzebréngen. An dat Gefill huet een net, well ënnert deem Zenario, wann an dräi Wochen d'Situatioun d'selwecht wier, kéint et grad esou gutt sinn, datt d'Regierung seet: „Ma elo musse mer nach weider zoumaachen." Et kann awer grad esou gutt sinn, datt d'Regierung da seet: „Ma elo ass d'Situatioun gutt, elo maache mer erëm weider op." Dat ass déi Imprevisibilitéit, déi midd mécht an déi, mengen ech, och d'Leit dobausse midd mécht.

Et mécht awer natierlech och midd, datt ee sech ëmmer erëm selwer widderhuele muss. Et mécht midd, datt een ëmmer erëm driwwer schwätze muss, datt op der Aarbecht am Moment just Recommandatioune gëllen a keng Obligatiounen. Et gëtt ee midd, ëmmer erëm ze widderhuelen, datt de Wee, deen ageschloe gëtt, reng dra besteet, Responsabilitéit ze individualiséieren an de kollektiven Deel, wou eng ganz Gemeinschaft fir eppes responsabel ass, negligéiert gëtt.

De Rôle vun de Gemengen ass a mengen Aen nach ëmmer ënnerdeveloppéiert: Grad wann een iwwer Phenomeener wéi Isolatioun schwätzt, grad wann och den Deel vu mentaler Gesondheet ëmmer erëm een ass, deen ervirgehuewe gëtt, spillt natierlech och d'Communautéit an deem Klengen, am Parzellaren eng wichteg Roll, déi am Moment net wouergeholl gëtt. An et gëtt een och net midd ze soen, datt de Couvre-feu - op jidde Fall fir mech - nach ëmmer eng Mesure ass, déi disproportionéiert ass.

Ech hunn och elo nach rezent en Avis vum Conseil scientifique aus Frankräich gelies, deen näischt anescht mécht, wéi de Luefgesang vum Couvre-feu. De Couvre-feu ass a Frankräich esou effikass - se hunn en elo op sechs Auer owes, mëttes virgezunn -, esou effikass ass de Couvre-feu a Frankräich, datt se elo driwwer schwätzen, fir an e komplette Confinement ze goen.

Zu Lëtzebuerg hu mer de Couvre-feu Enn Oktober agefouert - zwee Méint laang! -, duerno, nom Aféiere vum Couvre-feu, sinn d'Zuelen net ënner 500 Neiinfektioune gefall. Dat sinn objektiv Tatsaachen! Duerfir stellen ech weiderhin de Couvre-feu a Fro an hätt mer duerfir aner méi cibléiert Mesurë gewënscht, déi ech och ëmmer erëm widderholl hunn.

An ech ginn awer och net midd, rosen ze ginn doriwwer, datt wann ee konkreet Propose mécht, déi souguer vun der Chamber ugeholl ginn, souguer unanime ugeholl ginn - wéi zum Beispill Desinfektiounsgel am ëffentlechen Transport, eng Mesure, déi d'ECDC schonn am Juni recommandéiert huet, eng Mesure, déi a Stied wéi Paräis oder Düsseldorf Usus ass, an de 15. Dezember gëtt déi Mesure hei unanime vun der Chamber ugeholl, d'Regierung soll dat maachen -, a sechs Wochen drop ass nach ëmmer näischt geschitt! Sechs Wochen drop sinn dräi nei Gesetzer - Covidgesetzer - gestëmmt ginn, awer incapabel, op de Garë Spenderen hinzestellen! Dat ass fir mech inakzeptabel!

An da loossen ech mer et net gär gefalen, wann ee gesot kritt, et géif ee keng konkreet Propositioune maachen a mir missten alleguer zesummeschaffen. Hei war eng Propositioun, déi ganz konkreet war an déi en Ausdrock war vun eis alleguer zesummen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- An dës Middegkeet, an dës Middegkeet ass eng ganz schlecht Virausсetzung, fir dat ze maachen, wat de Premier ëmmer seet, nämlech e Marathon ze lafen, wat d'Coronakris ass. Well wann een e Marathon leeft, da muss een och kënnen d'Capacitéit hunn, seng Kräften anzedeelen, da muss een och kënnen, esouwäit et nëmme geet, virausschauend schaffen. Ech mengen, datt d'Regierung dat hei net mécht, an duerfir stëmme mer och dës Kéier géint dëst Gesetz. Merci.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Marc Baum. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Pandemie hält d'Welt ëmmer nach an Otem an duerfir si mer alt nees eng Kéier gezwongen, e weidert Covidgesetz ze stëmmen.

Dir mierkt et, motivéiert fannen ech dat elo net onbedéngt. Ech kéint mech elo opreegen iwwer verschidden Dispositiounen, mee dat hu meng Virriedner deelweis scho gemaach, dat hu mer déi lescht Wochen, Méint ëmmer erëm gemaach.

Nee, et ginn nëmme ganz wéineg positiv Aspekter vun dësem Projet, a fir déi och direkt virewechzehuelen: Et war e wichtege Schrëtt, d'Dispositiounen iwwert d'Coûts non couverts elo direkt bis Mäerz matzeverlängeren, fir de Betraffenen esou e wéineg méi Planungssécherheet ze ginn - och, wann dann eng Verlängerung bis Enn des Joers net geschuet hätt.

Unzehuelen, datt d'Ekonomie sech an zwee Méint nees vun der Kris erholl hätt a keng Aidë méi géif brauchen, ass schliisslech méi wéi utopesch. An duerfir a well d'Europäesch Kommissioun … fir direkt virewechzehuelen, wat de Lex Delles mer nämlech, mengen ech, e Mëttwoch hei op der Plaz gesot huet, datt dat jo verbuede wär. Ma d'Europäesch Kommissioun huet glécklecherweis haut kommunizéiert, datt et dann ab elo geet. An duerfir deposéieren ech eng Motioun, fir d'Regierung ze invitéieren, ze envisagéieren, zäitno d'Lafdauer vun de Bäihëllefe fir ongedeckte Käschte bis den 31.12. ze verlängeren.

Här President.

Motion 2

D'Deputéiertechamber stellt fest,

- dass d'Covid-19-Pandemie an déi domat verbonne sanitär Mesuren en net negligéierbaren Impakt op d'Wirtschaft hunn;

- dass et besonnesch wichteg ass, kleng a mëttelstänneg Betriber finanziell ze ënnerstëtzen, fir d'Villfältegkeet vun der Lëtzebuerger Wirtschaft oprecht ze erhale wärend an och no der Kris;

- dass et fir d'Betriber wichteg ass, Previsibilitéit a Finanzfroen ze hunn;

- dass net ze erwaarden ass, dass sech d'wirtschaftlech Situatioun bis Enn 2021 esou wäit wäert stabiliséiert hunn, dass d'Betriber am Land net méi op Bäihëllefen ugewise wären;

- dass d'Europäesch Kommissioun beschloss huet, deen um 19. Mäerz 2020 erloossene Kader fir staatlech Bäihëllefen zur Protektioun vun der Wirtschaft face vum Covid-19 bis zum 31. Dezember 2021 ze verlängeren.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Deputéiertechamber d'Regierung,

- ze envisagéieren, zäitno d'Lafdauer vun de Bäihëllefe fir ongedeckte Käschte bis den 31. Dezember 2021 ze verlängeren.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Da wollt ech awer och nach der Madamm Gesondheetsministesch Merci soe fir déi ganz séier an déi ganz mënschlech Äntwert op eis Question parlementaire urgente zu der Situatioun mat Portugal. Et gouf haut schonn ugeschwat, Portugal leit am Moment méi staark wéi mir ënnert dem Virus, d'Klinicke sinn iwwerlaf an ech fannen et e grousse Gest an eng grouss Bereetschaft, datt Lëtzebuerg hei mat engem Land, wat eis awer immens no steet, direkt weist: Mir sinn disponibel, wa gefrot gëtt, dann hëllefe mer. Dat éiert eis alleguerten an ech mengen, datt dat e ganz wichtegt Symbol ass, och fir all déi Portugisen an hir Descendanten, déi hei zu Lëtzebuerg liewen.

Ganz frou si mer awer och iwwert d'Tatsaach, datt an der Kommissioun zumindest nach eng Kéier an de Rapport geschriwwe gouf, datt den Dateschutz soll groussgeschriwwe ginn.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ganz frou si mer, datt d'Kommissioun eis Meenung deelt, datt ee keng Datebank vun de Leit soll schafen, déi sech net impfe loossen.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Mee ganz traureg …

Une voix.- O!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- … sinn ech awer, datt eisen Amendement an der Kommissioune esou einfach ewechgebigelt gouf. Firwat sinn ech traureg? Ma well deen Amendement näischt anescht gemaach hätt, wéi genau dat an den Text ze schreiwen, wat d'Regierung an hir Spriecher dann hei - also d'Spriecher vun de Majoritéitsparteien hei -, net midd ginn ze betounen, datt mer keng Datebank vun de Persoune schafen, déi sech net impfe loossen. A well et d'Recht ass vu fënnef Deputéierten, fir en Amendement och an der Plenière anzebréngen, Här President, hunn ech hei en Amendement, vun direkt sechs Deputéierten ënnerschriwwen, déi nach eng Kéier genau dat fuerderen.

Amendement 1

À la suite de l'article 4 du projet de loi portant 1° modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ; 2° modification de la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises ; 3° dérogation de l'article 428, alinéa 4, du Code de la sécurité sociale ; et 4° dérogation de l'article 11, alinéa 2, de la loi modifiée du 21 décembre 2007 portant réglementation du financement des partis politiques, il est inséré un nouvel article 4bis, libellé comme suit :

« Art. 4bis. À l'article 10, point (2), sous-point 3°, alinéa b) de la même loi, les termes "pour la personne à vacciner" sont remplacés par les termes "pour la personne qui se fait vacciner" ».

Commentaire

Suite aux observations formulées dans le rapport de la Commission de la Santé et des Sports du 24 décembre 2020, il est tenu compte de la précision que le stockage de données ne concerne que les personnes qui se font effectivement vacciner et qu'en aucun cas un registre des personnes refusant de se faire vacciner soit créé.

(s.) Sven Clement, Marc Baum, Jeff Engelen, Marc Goergen, Martine Hansen, Claude Wiseler.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- A, Dir kennt awer all Trick!

(Hilarité)

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Fir och op dem Claude Wiseler seng Fro: „Wat ass den Ënnerscheed zwëschent deenen, déi net geimpft sinn an zwëschent deenen, déi nach ze impfe sinn?", ze äntweren: Ech mengen, datt et einfach ass - déi, déi nach ze impfe sinn, melle sech fräiwëlleg a soe ganz bewosst an aus eegener Volontéit eraus: „Ech wëll nach op enger Lëscht stoen, fir nach eng Kéier invitéiert ze ginn"; an déi, déi sech net wëllen impfe loossen, ma déi loosse sech och net fräiwëlleg nach eng Kéier op eng Lëscht schreiwen. An ech mengen, genau do ass den Ënnerscheed zwëschent der Fräiwëllegkeet op där enger Säit an enger Verflichtung op där anerer Säit.

Dat bréngt mech dann awer och weider zu den negativen Aspekter vun dësem Projet. Iwwert den Dateschutz hu mer vill geschwat a mir hunn an der Kommissioun nach en zweeten Amendement deposéiert, wou mer awer bereet waren, well mer kompromëssbereet sinn, et elo net zum Vott kommen ze loossen. Ech wëll awer kuerz dorobber agoen, well d'CNPD (ndlr: Commission nationale pour la protection des données) huet an hirem éischten Avis schonn am Dezember gesot, datt 20 Joer Datespäicherung ze laang wär. D'CSV seet hei, si hätte gären zéng Joer. Ech si ganz éierlech, ech hätt gär eng méi kuerz Frist, mee mir waren an der Kommissioun esou kompromëssbereet, datt mer zwee, fënnef oder zéng Joer proposéiert hunn.

D'Resultat war: D'CSV war déi eenzeg Partei, déi sech an der Kommissioun kloer fir eng vun deenen dräi Optiounen ausgeschwat huet. D'Regierungsparteien op där anerer Säit waren der Meenung, mir sollte guer net eréischt mat esou Amendementer kommen, well d'Regierung hätt jo versprach, datt et sech géif änneren.

Ma d'Regierung huet eis dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Dezember eng éischte Kéier versprach. Mir hunn hir gegleeft. D'Regierung huet eis dat eng zweete Kéier versprach am Januar, wou mer d'Gesetz Mouture 1 2021 nach eng Kéier gestëmmt hunn. An elo versprécht d'Regierung eis et eng drëtte Kéier. Et gëtt esou e schéint Bon mot vum Iesel, dee sech eemol stéisst; ma ech hu mech elo scho fir d'zweete Kéier gestouss an ech wëll mech op kee Fall eng drëtte Kéier stoussen. An deementspriechend kann ech net nach eng Kéier drop waarden, datt d'Regierung eis eppes versprécht, fir et herno net ze liwweren.

Une voix.- Très bien!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- A wa mer dovu schwätzen, mir géife jo keng Datebank vun de Persoune schafen, déi sech net impfe loossen … Esou, wéi et elo am Text steet a wann den Amendement net ugeholl gëtt - wouvun een heiansdo hei ausgoe kéint -, da steet am Text weiderhin „pour la personne à vacciner".

Wa mer heibannen am Haus géifen e Vott maachen, mir wéilten eng Datebank vun all deene Persounen, déi refuséieren, sech impfen ze loossen - ech mengen, den Opschrei wär grouss. Keen heibanne wëllt esou eng Datebank, keen heibanne géif warscheinlech fir esou eng Datebank stëmmen, mee wann an engem Gesetz ënner „ferner liefen" iergendwou e Saz drasteet, deen déi Dier opmécht, dann ass et kee Problem.

A firwat et awer e Problem ass, wëll ech lech un engem Beispill däitlech maachen. D'Regierung huet iwwert den RNPP (ndlr: Registre national des personnes physiques) Zougang zu alle Biergerinnen a Bierger hiren Adressen. D'Regierung huet also eng Lëscht vun all deene Persounen, déi méiglecherweis kéinte geruff ginn, fir geimpft ze ginn - well wéi soll se se soss invitéieren? Wa mer elo also eng Datebank hu vun all deene Leit, déi sech impfe loossen, léisst sech trotzdeem nach eng Datebank schafe vun all deenen, déi sech net geimpft hunn, well wann ech zwou Lëschte matenee vergläichen an ech huelen all déi, déi net op där zweeter Lëscht stinn, ma dann hunn ech awer esou eng Lëscht!

Dat heescht, mir mussen an deem nächste Gesetz - an do imploréieren ech d'Regierung wierklech, hiert Verspriechen dës Kéier dann ze halen - eng kloer Safeguard abauen, datt et net esou wäit komme kann, datt mer Leit oder ganz kloer Lëschten aus dem RNPP zéie vun deene Leit, déi sech net impfe gelooss hunn. Dat wär nämlech e grave Problem.

An dann, firwat ginn déi Daten esou laang gespäichert? Pharmacovigilance gëtt da gesot. Jo, ech verstinn dat, mee da misste mer awer och bei all Poulet, dee mer kafen, bei all fäerdegem Gebeess am Geschäft quasi eisen Akaf an eng zentral Datebank androe loossen. Well wann et do e Réckruff gëtt, kréien d'Leit och just iwwert d'Medie gesot: „Wann Dir e Produit vun der Chargennummer XY hutt, da mellt lech wannechgelift."

Ech hunn et an der Kommissioun gesot an ech soen et hei nach eng Kéier: Mir hunn en Impfpass, an an deen Impfpass gëtt d'Impfdosis oder d'Chargennummer agedroen, an den Dokter gëtt agedroen. A fir déi Leit, déi mengen, se kéinten hiren Impfpass verléieren, ginn et hautdesdaags dank IT Méiglechkeeten, fir dezentral Kopië vun hirem Impfpass ze maachen. Mir hu souguer en DSP (ndlr: Dossier de soins partagé) zu Lëtzebuerg, wou d'Leit hir Impfung kéinten androe loossen.

Ze mengen, datt mer also en zentrale Regëster vun alle Leit brauchen, déi sech impfe loossen, mat enger Hellewull vun aneren Donnéeën, dat loossen ech net gëllen, well soss brauche mer och en zentrale Regëster vun all Pouletsschnitzel, deen an all Geschäft hei verkaaft gëtt, fir ze verhënneren, datt ee sech do eng Kéier mat Salmonellen ustécht.

An dann, Här President, kommen ech op dee leschte Punkt vu menger Ried, an dat ass - Dir wäert lech et kënnen denken - eppes, wou mer scho gëschter driwwer geschwat hunn: Kontrakter, Asiicht a Kontrakter.

D'Europäesch Kommissioun huet haut dann endlech den AstraZeneca-Kontrakt online gesat. Wien awer elo gemengt hat, e géif wëssen, wéi vill Dosen dann elo misste geliwwert ginn - bon, se hunn „the best reasonable effort" gemaach, fir déi ze verstoppen, well schlussendlech sinn all déi interessant Saache geschwäerzt ginn.

An duerfir reiteréieren ech hei nach eng Kéier d'Demande, déi mer an der Conférence des Présidents gemaach hun, déi och mëttlerweil per Courrier un de Premier an un d'Kommissiounspresidentin von der Leyen weidergaangen ass, datt d'Parlamenter - an ech mengen, datt den Arrêt vun de Mëttwoch dat och confirméiert an eis do eng Base légale gëtt - dës Kontrakter musse kënne kucken. Et kann net sinn, datt mer op der Place publique iwwer Kontrakter diskutéieren an datt d'Parlamenter net wëssen, wéi vill Impfdosen zu wat fir engem Präis kaf goufen!

Här President, ganz zum Schluss kommen ech dann nach eng Kéier op de Projet zréck. Mir musse méi wäit kucken, mir brauchen endlech e Stufeplang, mir mussen endlech e Wee opweise fir all déi Leit, déi nach ëmmer net kënne schaffen, fir all déi Leit, déi d'Hoffnung net opginn hunn, datt dat heiten iergendwann eng Kéier eriwwer ass. Mir brauche kloer Pisten, kloer Indicateuren, un deenen ee seng Hoffnung ka festmaachen. Mir kënnen net ëmmer weider am dräi-Woche-Rhythmus hei Gesetzer stëmmen, ouni ze wëssen, wéi et duerno weidergeet. Ech hoffen, d'Regierung huet méi e grousse Plang wéi nëmmen op dräi-Wochen-Horizont, mee wa se deen huet, soll se eis e presentéieren.

Mir wäerten dat Gesetz aus all deene Grënn, déi ech genannt hunn, net matstëmmen. Merci.

M. Marc Goergen *(Piraten)*.- Ganz gutt!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Sven Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

Prises de position du Gouvernement

M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Merci, Här President. Erlaabt mer, dass ech fir d'éischt dem Rapporteur, dem Här Di Bartolomeo, Merci soen. Wann ech fäerdeg sinn, géif och den Här Delles d'Wuert ergräifen, fir iwwert dee Punkt - well dee jo och haut vill zitéiert ginn ass - vum Horeca, vun de Betriber kënnen anzegoen, well mer de Moien am Regierungsrot och Decisiounen a Mesurë geholl hunn, déi den Här Delles dann och hei wäert virun Mikro annoncéieren, an dann och d'Gesondheetsministesch, well et jo och en Text ass, dee vun der Santé deposéiert ass, mee et war eis wichteg, dass mer allen dräi hei wieren.

Här President, erlaabt mer, dass ech hei fir d'éischt ufänke mat deem, wat déi leschte Kéier hei geschitt ass, dat heescht, dass mer gesot kritt hunn - an dat war de Spriecher vun der CSV, den Här Wiseler -, dass een d'Regierung einfach net géif verstoen. En huet insistéiert op engem Toun … an ech muss Iech och soen, dass ech frou sinn, dass en haut nees méi en normalen Toun fonnt huet, och fir d'Aarbecht ze beschreiwen, an nees deen Toun vu conciliant, mat deem mer wierklech probéieren, hei duerch déi Kris ze kommen, dass hien nees dee Wee fonnt huet. Och wann en ugekënnegt huet, se géifen den Text net stëmmen, war awer de Wee, fir dohinner ze kommen, een, dee vill méi conciliant war.

En huet gesot, d'Leit géifen net méi verstoen, si géifen net méi verstoen. Ech muss Iech soen, d'Leit hunn et ganz genau verstanen! D'Leit hunn et ganz genau verstanen, a wa mer haut esou Resultater hunn - an ech mengen, et war den honorabelen Här Baum, deen et wierklech och soulevéiert huet -, dann ass et, well d'Leit et verstanen hunn.

Gesi mer, wéi eng Reaktiounen am Moment am Ausland sinn? Gesi mer, wat an Holland geschitt? Gesi mer, wat an Italie geschitt? Gesi mer, wat a Frankräich geschitt? Zu Lëtzebuerg hunn d'Leit … a bei de Mesurë vu Chrëschtdag - wou ech elo net wëll poleemesch sinn, wou déi eng gesot hunn, et wier awer wichteg, mir géifen do Exceptioune maachen an anerer net - gesi mer dass d'Leit d'Mesuren akzeptéieren an dass d'Leit sech och bewosst sinn, dass si en Deel vun der Léisung sinn, wa se sech un d'Mesuren halen.

D'Resultat vun den Zuelen … a weeder d'Regierung, Här President, nach d'héicht Haus, ouni respektlos wëllen ze sinn … - et ass net eise Verdéngscht, weeder eisen nach Ären! Wann haut d'Zuele gutt sinn, dann ass et de Bierger hire Verdéngscht, déi sech un d'Mesuren halen an déi selwer op verschidde Fräiheete verzichten, elo gläich e Joer! An den Här Baum sot et, „il en a marre", mee ech mengen, mir hunn alleguerten eng gewësse Lassitude, eng gewësse Flemm an nëmme Loscht, dass mer eng Kéier déi Mask kënnen ausdoen, dass mer eis kënnen an d'Gesiicht gesinn, dass mer nees kënne Leit ëmäermelen, dass mer nees e méi normaalt Liewen hu wéi dat, wat mer bis elo kannt hunn. Dowéinster wëll ech wierklech de Leit Merci soen, dass se verstanen hunn, dass dës Regierung dee Balancenakt tëschent Virsiicht an awer och Fräiheet fonnt huet.

An de Spriecher vun der CSV ass drop agaang iwwert d'Regioun: Jo, mir hunn an der Regioun vill Gemeinsamkeeten a mir kucken och, fir gemeinsam Positiounen ze fannen, mee mir hunn och Ënnerscheeder. Ech huelen elo just d'Beispill, well déi ganzen Zäit vun Horeca geschwat gëtt: An der Belsch si säit November d'Coiffeuren zou, dovunner schwätzt keen! An Däitschland sinn d'Schoulen zou, an Däitschland ass alles zou au point de vue Geschäfter! Den Horeca ass am Moment iwwerall zou, wann ech hei och d'Nopeschregioun kucken!

D'Kultur hu mir hei op! De Sport, verschidden Aktivitéiten hu mir hei op! Firwat hu mir dat gemaach, Här President? Well mer eis bewosst sinn, dass den Aspect psychiatrique, psychologique vum Epanouissement vum Bierger an där Kris duerch déi Lassitude, duerch déi Oppressioun op eng Kéier och seng Limitte fënnt. An ech sinn och frou, dass déi lescht Deeg an déi lescht Wochen eng Rëtsch vu Psychiateren a Psychologen de Mikro kritt hunn, fir eeben och iwwert den Impakt vun där doter Matière Echo ze fannen.

Dowéinster, Här President, ass et ganz schwéier, e Verglach ze maachen an ze soen, jiddweree soll dat selwecht maachen, well d'Situatioune sinn och anerer. An ech muss Iech soen … an den Här Wiseler an den Här Clement hu vu Portugal geschwat. Gëschter hunn ech de portugisesche President an de portugisesche Premierminister ugeruff a si hu mir wierklech gesot, wéi d'Situatioun bei hinnen ass: Si ass katastrophal! Si ass katastrophal, si hunn déi Variant britannique, déi komm ass, déi wéi eng Dampfwalz iwwert dat Ganzt rullt. An dowéinster, wann Dir hei mengt, ech géif hei ni méi virun Iech stoen … an ech riskéieren nees an dräi Wochen oder an engem Mount virun Iech ze stoen, fir nees déi Mesuren, déi musse geholl ginn, ze justifiéieren, an dann ass et, well et haut esou vill Incertitudë gëtt, wéi mer an där ganzer Kris esouguer verschiddener net haten, iwwer nei Varianten, déi mer haut och net kennen.

An den Här Clement an den Här Wiseler hunn d'Solidaritéit mat Portugal ervirgehuewen. A mir hunn eis bereet erkläert - Dir wësst, dass mer jo och limitéiert Capacitéiten hunn -, dass mer zwee Bierger aus Portugal och hei géifen op d'Intensivstatioun eriwwerhuelen. Mir hunn och scho mat der Air Rescue gekuckt, wéi mer dat kënnen organiséieren.

Et ass net vill, mee et ass de Gest - an dat ass och dat, wat de portugisesche President an de portugisesche Premier mer gesot hunn - vu Solidaritéit, déi een hei weist. A Frënn huet een, wann ee Problemer huet. Wann alles gutt geet, sinn ëmmer d'Leit do. Mee meeschtens, wann ee Problemer huet, wann een eng Situatioun huet, wou et kritesch ass, do ass et, wou een och mierkt, op wien ee kann zielen. An duerfir war et fir eis och wichteg, déi dote Solidaritéit ze hunn.

Ech hunn Iech et virdru gesot, den Här Delles wäert duerno op déi Punkten agoen. Mee ech wëll awer hei och am Numm vun der ganzer Regierung - ob dat de Finanzminister Gramegna ass, ob dat de Franz Fayot als Wirtschaftsminister ass, ob dat den Dan Kersch och als Aarbechtsminister ass an de Romain Schneider als Sécurité-sociales-Minister - Merci soen, fir déi Punkten, déi de Lex Delles Iech hei och elo wäert ervirhiewen - ob dat iwwert d'Loyeren ass, ob dat iwwer Avancen ass, ob dat iwwert d'Cotisation-sociallen ass an och iwwert dee Punkt vun den Hëllefen, déi ugepasst ginn, déi jo och haut fir eis am Gesetz dra stinn.

Ech ginn elo net op déi verschidde Punkten an, well mir hunn a verschiddenen Texter jo dran … ech wëll net soe gebastelt, Här President, dat wier net gutt, mee verschidde Punkten, zum Beispill iwwert d'Parteien, wéi een déi soll organiséieren, dat ass net de But vun der ganzer Diskussioun an ech mengen, de Rapporter ass scho wäit genuch op déi dote Punkten agaang … mee eis déi awer adaptéieren, fir dass d'Liewen awer och normal ka fonctionéieren.

Här President, ech muss e mea culpa maachen. Ech muss e mea culpa maachen, an der Politik muss een dat och fäerdegbréngen. Dir hutt eis eng Missioun gi virun … - an et ass schonn e puermol zitéiert gi vun der CSV -, dass mer Previsibilitéit, Stufeplang …, mir missten de Leit soen, wéini wat géif opgoen oder wéini oder wéi eng Reiefolleg, a wéi enger Situatioun, wat sollt wéi gemaach ginn.

Mir probéieren - beim beschte Wëllen, et ass net méiglech, Här President! Et ass net méiglech an net räsonabel, de Leit ze soen, bei där doter Zuel geschitt dat do. Dir hutt dat bescht Beispill - den Här Engelen vun der ADR huet virdru gesot: „Mat deenen doten Zuele misst Der dach den Horeca opmaachen!" Ass et dat, wat mer wëllen? Ass et dat, wat mer wëllen, wou mer en Declic … - Dir hutt vun enger Matrix geschwat, dat heescht, soubal dann d'Zuele stëmmen, ob een dann eppes opmécht oder net. Et wier irresponsabel haut!

Jo, mir sinn och frou, dass d'Zuelen haut zu Lëtzebuerg, Här President, net méi déi si wéi virun engem Mount. Mee mir sinn an enger Situatioun, wou mer beim beschte Wëllen net kënne soen: „Well deen dote Cliquet elo ugaangen ass, maache mer op!", obwuel mer d'Variant net kennen, obwuel mer net wëssen, wéi een Impakt d'Variant op Lëtzebuerg kann hunn an den nächste Wochen, obwuel mer wëssen - an et ass och vum Här Wiseler zitéiert ginn -, dass awer de Risk besteet, dass verschidden Nopere Reaktioune kéinten hunn, déi eis an eng Situatioun géife bréngen, wou op eng Kéier d'Aarbecht an de Soinen net méi kéint gemaach ginn, well dann d'Grenze riskéieren, zougemaach ze ginn.

Et gëtt do keng Formule magique, wou ee seet: „Wann deen heite Punkt an deen dote Punkt an déi Richtung ass, dann ass alles an der Rei." Am Moment ginn et ze vill Incertituden an d'Madamm Gesondheetsministesch wäert Iech erklären, dass mer dès le départ ëmmer déi selwecht Strategie haten: déi vum Testen, déi vum Tracing an elo, mat enger neier Composante, déi vum Impfen. An d'Impfe gehéiert selbstverständlech zu enger Strategie, fir kënnen ze soen …

Dir hutt virdru gesot, am Horeca-Secteur kéint een zum Beispill soen, bei 50 % oder bei 60 % kéint en opgoen. Nee, Här President, nee, Här President, well ech haut nach ëmmer net weess … zum Beispill bei AstraZeneca - an ech si ganz frou, ech krut elo just d'Pushnews an ech hu gekuckt, dass mer deen elo vun der EMA erlaabt kritt hunn -, mee mir wëssen nach guer net, ob den AstraZeneca zum Beispill effikass ass bei verschidde Varianten. Mir hunn haut verschidde Composanten, wou mer nach net wëssen, wéi eng Impfung bei wéi enger Variant méi effikass ass. Hautdesdaags ass et net méiglech, Iech an däser Kris kënnen ze soen, wéi eng Variant muer entsteet.

Mir hu vun der brittescher geschwat; elo schwätze mer vun der südafrikanescher; et ass vun enger brasilianescher geschwat ginn. Ech ka muer net ausschléissen, dass eng aus engem europäesche Land kënnt oder vun engem anere Kontinent, eng japanesch, eng chineesesch, eng russesch, eng amerikanesch. Mir wëssen et net!

A fir elo ze soen, bei 50 % oder 60 % vun de Leit, déi geimpft ginn, kann dat heiten opgoen, dat wier net responsabel, well et einfach ze vill Incertitudë gëtt!

Hei ass gesot ginn, mir bräichten och e Schema iwwert d'Impfen. Mir wousste virun enger Stonn nach net, Här President, ob déi Impfung, déi haut validéiert gëtt, fir jiddweree kéint benotzt ginn. Mir woussten dat net. D'EMA - an et schéngt wéi wann dat och am Avis géif stoen - seet, Dir kënnt d'Leit ab 18 impfen.

Wann ech déi Ried hei virun zwou Stonne gehalen hätt, Här President, dann hätt ech musse soen, dass et onméiglech ass fir eis Regierung, Iech elo kënnen ze soen, wéi genau den nächste Plang, Strategieplang vun Impfunge verleeft, well mer et selwer net woussten. Wa se, wéi et gëschter behaapt ginn ass, eng Limite am Alter hätt, da wier déi Strategie, déi mir jo zréckbehalen hunn, vun ab 75 net méi méiglech gewiescht! Dann hätte mer mussen aner Schemae fannen. A mir schaffen a Permanence mam Conseil supérieur des maladies infectieuses a mat der Commission nationale d'éthique eeben, fir déi Prioritéiten ze setzen. An d'Madamm Bausch sot et dës Woch um Radio, um „100,7", de Leit ze verspriechen: „Dir sidd elo deen Nächsten!", wann ee selwer net weess, ob déi Impfung fir déi Leit och adaptéiert ass, wier de Leit eppes ze verspriechen, wat een net hale kann. An dat wëlle mer net, Här President!

Den Här Wiseler sot virdrun, d'Previsibilitéit ass och eng Adhesioun. Mir sinn déi Éischt, déi dat froen! Mee fir eng Previsibilitéit ze hunn, muss een och eng Certitude hunn. An déi Certitude hu mer haut net! An ech wëll awer wierklech net op eng Kéier den Doute bei dem Bierger kréien, well en op eng Kéier mengt: „Ech misst deen Nächste sinn, mee elo ass dat nees geännert ginn." An dat ass dat selwecht mat der Campagne: Elo eng Campagne toutes boîtes ze maachen, d'Leit ze sensibiliséieren, fir ze soen: „Dir musst elo geimpft ginn!", wier och net dat Richtegt, well da maache mer au contraire nach eng Frustratioun bei deem, dee seet: „Ech géif jo gären, mee ech kann net geimpft ginn!"

Duerfir wëll ech och der Santé Merci soe fir déi Campagnen, déi se säit Méint - Méint! - organiséieren, fir eeben och déi Echangen ze hunn - ob dat den Dokter Schmit ass, ob dat den Här … Also et sinn eng Rëtsch vu Beamten aus der Santé, déi reegelméisseg …- mee ech weess net méi, wéi se heeschen -, …

(Hilarité)

… déi reegelméisseg do och um Internet Interviewe ginn, op Froen äntweren, „De Lunch mam Här Schmit" oder, wéi gesot, déi Froestonn, déi ee ka mat deem engen oder mat deem aneren hunn.

Dowéinster, fir eis, Här President, ass et de Fait vun der Certitude, deen et eis erlaabt, och kënnen ze kommunizéieren. Mir hunn eng Rëtsch vu Länner - an ech hat de Conseil européen … ech hunn dat hei nach net op der Tribün gesot, mee ech hat dat op enger Pressekonferenz gesot -, Här President, mir hunn eng Rëtsch vu Länner, déi och … an et ass hei gesot ginn: „Jo, Dir sidd net esou héich." Mir hunn d'Hallschent vun den Impfungen och gehalen, dat ass eng Tatsaach. Et sinn aner Länner, déi 100 % vun den Impfunge gehalen hunn.

Den Här Wiseler huet och ganz fair gesot: „Hei, mir mengen, dass et och méi virsiichteg ass, d'Hallschent vun den Impfungen ze halen." Anerer sinn da wäit vir. Mee déi Länner sinn amgaangen, eis ze froen, ob mir hinnen net kënnen Impfunge ginn, well se Angscht hunn, dass se duerno net méi an där Fënster kënnen déi zweet Impfung maachen. Dat ass fir mech net politesch sécher, dat ass fir mech net responsabel, wann een dee Risiko ageet, well Diskussioune waren, dass mat der éischter Impfung ee scho vläicht kënnt eng gewësse Resistenz bei de Leit da provozéieren an dowéinster wier et elo wichteg, d'Leit esou séier wéi méiglech kënnen ze impfen.

Mir waarden, a soubal mer d'Certitude hunn, ginn déi nächst Invitatiounen och eraus. Jo, a wa mer d'Saache liwweren an d'Spideeler, an d'Spideeler hu sech do organiséiert, da muss een deenen d'Zäit loossen.

A fir d'Adhesioun zum Beispill, mir si jo och an d'Strukture gaang, mir si jo an d'Altersheemer gaang: Mir hunn ugefaangen, an d'lescht Woch hate mer en Taux d'adhésion vun 81 %, wat schonn e gudden Taux ass, e gudden Taux an den Altersheemer. A mir sinn dës Woch op 85,4 % eropgaangen an den Altersheemer.

Dat ass wichteg, dass mer dat fäerdegbréngen. Duerfir, et gëtt ëmmer vun dem Personnel de soins geschwat. Jo, do mussen nach weider Campagnë gemaach ginn. An et sinn awer eng Rëtsch vu Leit, déi elo, well se an den Haiser geimpft gi sinn, dann net op d'Invitatioun geäntwert hunn, wéi se als Personnel de soins drukomm sinn. Dee Bilan solle mer och maachen.

Duerfir, Här President, e puer Saachen. Déi éischt Saach: Mir hunn decidéiert, dass mer jo géifen dem Alter no goen, mat deenen Informatiounen, déi mer hunn. Awer nach eng Kéier, no deem, wat mer haut de Moien am Regierungsrot och festgehalen hunn, wäerte mer dann, wéi mer ugekënnegt hunn, ab 75 Joer erofgoen. Et ginn och eng Rëtsch vu Krankheeten, vu Pathologien, vu Vulnerabilitéiten - d'Madamm Gesondheetsministesch wäert méi am Detail drop agoen -, déi och eng Prioritéit ginn. An an de Pathologië ginn et der, déi wierklech méi vulnerabel si wéi anerer, also déi d'Vulnerabilitéit vun de Bierger méi impaktéieren. An dowéinster, wéi gesot, ass dat awer eng sanitär Fro, wou d'Madamm Lenert och wäert drop agoen.

Da wäerte mer dem Alter no erofgoen. Dat hu mer och festgehal, dat heescht, no 75 komme se da par tranches erof drun. Deen éischte Punkt!

Deen zweete Punkt ass: Ech hunn Iech hei gesot, déi Strategie, déi depuis le départ eis motivéiert, ass nach ëmmer déi selwecht. An dee Stufeplang, dat ass einfach net realistesch, dee kënne virzestellen, well dat wier wierklech eng Utopie. Mee mir engagéieren eis, Här President - an ech wier frou, wa mer dee Rendez-vous kéinte fixéieren, well mir sinn och virun Iech responsabel fir dat, wat mer gemaach hunn -, dass mer virun der grousser Vakanz hei en Debat sollen hunn, wou mer zesumme mat der Gesondheetsministesch eng Kéier duerch déi ganz Gestioun vun der Kris ginn, wou mer zesumme sollen en Echange hunn, wou mer sollen iwwert déi verschidde Punkte goen, wou mer méi wäit da sinn, och iwwert d'Vaccinatioun.

Ech kréien hei Froe gestallt. „Mir hätte gär Previsibilitéit iwwert d'Wirtschaft! Mir hätte gär Previsibilitéit iwwert d'Hëllefen." Mir wëssen net, wéi laang verschidde Mesuren nach mussen daueren. A soulaang een déi Certitude och net huet, solle mer wierklech net an der Chamber iwwer Kaffissazlieserei hei Diskussiounen halen, mee eis op Fakte baséieren a virun allem eis wierklech freeën, dass zu Lëtzebuerg d'Akzeptanz bei de Bierger do ass. Och wa gemengt gëtt vu Verschiddenen, dass se ëmmer méi kleng géif ginn, ass awer nach ëmmer eng grouss Majoritéit vu Leit sech bewosst, dass, wa se matmaachen, se och e groussen Deel vun der Léisung sinn. Et ass déi Solidaritéit, déi et an der Gesellschaft gëtt. Wa mer déi net hätten, Här President, dann hätte mer och net déi Resultater, déi mer haut hunn an dann hätte mer de Risk, dass, wéi an anere Länner, en totale Lockdown déi eenzeg Méiglechkeet wier, déi eng Regierung enger Chamber kéint proposéieren.

Ech sinn houfreg op eis Bierger, an ech wollt Iech dat soen. Merci.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.*- Merci villmools dem Premier- a Staatsminister Xavier Bettel. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo de Mëttelstandsminister Lex Delles. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes.*- Merci villmools, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech fir unzefänken dem Rapporter villmools Merci soe fir säi gesamte Rapport, mee besonnesch awer och fir de Volet vun den Aiden.

Wéi Der jo gesinn hutt, geet et hei drëm, eebe grad d'Aide coûts non couverts och unzepassen an iwwert de Mount Januar eraus op 100 % eropzesetze vun de Frais éligibles an der Klass 6 vum Code comptable.

Also gesäit ee jo hei, dass ëmmer erëm Upassungen un deene verschiddenen Aidë gemaach gi sinn an ëmmer erëm gemaach ginn. An duerfir wëll ech och direkt am Ufank op dem Här Clement seng Diskussioun iwwert d'Durée komme vun deene verschiddenen Aiden. Et ass wouer, gëschter Owend krute mer d'Äntwert vun Europa, dass am Kader vum Framework Ouverturë gemaach gi sinn, fir och weider kënnen auszebezuelen.

Mee eebe grad d'Stäerkt vun deene lëtzebuergeschen Aiden ass, dass mer se ëmmer erëm ugepasst hunn, dass mer ëmmer erëm konnte kucken: Wéi ass d'Situatioun? Wéi eng Secteure musse mer eranhuelen? Wéi eng Montante musse mer upassen? A wéi komme mer virun, fir kënnen deene Betriber, déi et brauchen, ze hëllefen? An zwar do ze hëllefen an esou ze hëllefen, wéi et néideg ass. An duerfir den Delai elo op den 31. Dezember - an et gesäit een dann, wéi séier et geet, wéi mer nach driwwer geschwat hunn e Mëttwoch, wéi mer solle weiderfueren - mat deem Gesetz esou weiderzeginn ass manner Meenung no keng gutt Iddi, keng gutt Iddi, well ech kann Iech elo net soen, wéi eng Secteure wäerten den November, den Oktober mussen eligibel sinn. Wëlle mer eis wierklech elo festleeën? Wéi eng Montanten? Ass et d'Aide coûts non couverts, déi mer huelen? Oder ass et awer vläicht besser, eng Aide à la relance ze hunn? Wann een et heibanne weess, ech weess et selwer net. Duerfir fannen ech et och net gutt, eis domadder festzeleeën.

Op där anerer Säit sinn déi ganz Froen do ronderëm. A wéi gesot, et ass eebe grad d'Stäerkt vu Lëtzebuerg, fir ëmmer erëm déi verschidden Upassunge kënnen ze maachen an do ze hëllefen, wou et wierklech néideg ass. Et huet ee virdru bei enger Interventioun héieren: „Et ass ëmmer en Hin an Hier." A jo, ech sinn och frou, dass deen Hin an Hier ass, well et ass hei en Hin, et ass keen Hier. Aiden, déi gemaach gi sinn, sinn do a kënnen och ausbezuelt ginn a ginn och déi Sécherheet, dass se kënne gemaach ginn.

An de Premier huet et och virdrun a senger Interventioun gesot: Déi Incertitude, déi am Moment do ass, mengen ech, versteet och jiddwereen. Et muss ee kënnen op Méint plangen. Mee fir elo ze garantéieren, dass dee Secteur keng Aide kritt oder dee

Secteur eng Aide kritt bis den 31. Dezember, dat géif ech perséinlech net ganz responsabel fannen.

De Framework ass op verschiddene Punkten ugepasst ginn. An och do an der Motioun: Et ass net nëmmen den Delai vum 31. Dezember, deen ugepasst ginn ass, et ass eng Panoplie vu Saachen, déi ugepasst gi sinn. Zum Beispill konnte mer d'Aide coûts non couverts nëmmen iwwert den Artikel 42 maachen an net iwwert den Artikel 107(2)b. Hei hu mer awer elo d'Ouverture, fir och kënne verschidde Verloschter, déi dû si wéinst enger Fermeture administrative, also déi duerfir do sinn, dass mer déi kënnen iwwert den Artikel 107(2)b huelen.

Kommt, mir kucken dach, déi Eventualitéit da mat eranzehuelen an eis net festzeleeën op en Artikel, wou mer vläicht duerno kënne besser a méi ugepassten Aiden un déi verschidde Secteure maachen!

An da sinn natierlech d'Montanten ugepasst ginn an aner Saachen. Ech wëll elo hei net ze vill an den Detail goen, well dat awer net d'Fundament ass. Ech mengen, mir komme sécherlech nach eng Kéier an der Kommissioun op déi verschidden Upassungen zréck.

Haut de Moien ass am Regierungsrot - an och dat weist jo erëm eng Kéier, dass mer eis ëmmer erëm a Fro stellen, ëmmer erëm kucken, wéi eng déi betraffe Secteure sinn, well mam Gesetz vun haut wäert den Horeca-Secteur och weiderhin nach zoubleiwen - op Propositioun vum Sécurité-socialesMinister, dem Romain Schneider, an der Madamm Lenert proposéiert ginn, d'Suspensioun vun den Intérêt-moratoiren och nach weiderzeféieren.

Wéi Der wësst, ass et jo elo vum 1. Abrëll 2020 bis den 31. Dezember esou, dass keng Intérêt-moratoirë gefrot ginn, wann ee Retarde bei der Sécurité sociale huet. Haut de Moien ass decidéiert ginn, och dat nach eng Kéier ze verlängeren, ze verlängere vum 1. Januar bis den 30. Juni, also nach eng Kéier sechs Méint do hannendrunzehänken, fir kënne keng Interêten ze huelen, fir dass grad déi Secteuren, déi am stäerkste betraff sinn, déi vläicht elo einfach d'Liquiditéiten net hunn, fir kënnen hir Cotisatiounen ze bezuelen, dann net och nach sollen dorop Interête bezuelen, well se am Retard sinn - duerfir déi Decisioun de Moien am Regierungsrot.

Op där anerer Säit sinn awer och eng Rëtsch vu fiskale Mesuren. Et ass esou, dass natierlech och do erëm eng Kéier den Horeca-Secteur dee Secteur ass, deen nach komplett zou ass. Jo, eng Panoplie vu Secteure si betraff duerch déi verschidde Restriktiounen, an ech schwätzen zum Beispill vun de Fitnesszentren. Zéng Leit maximal dierfen an ee Raum goen, dat si ganz staark Restriktiounen. Mee si kënnen awer eng minimal Aktivitéit hunn. Den Horeca-Secteur dierf keen eraloossen. E kann en Takeout maachen, mee jiddweree weess, dass et ganz schwiereg ass, wann een e ganzen Deel vun de Recetten net kann hunn. Den Horeca-Secteur ass eeben deen, dee ganz zou ass.

Duerfir koum och do vum Finanzminister Pierre Gramegna haut de Moien d'Iwwerleeung, déi och am Regierungsrot ugeholl ginn ass, fir d'Steieravancen net missen ze bezuelen, dat heescht, déi zwou éischt Avancë vum Joer 2021 net mussen ze bezuelen. Do muss een natierlech eng Demande maachen, e ganz einfache Formulaire, wou een, wann een aus dem Horeca-Secteur ass, einfach eng Demande muss maachen, fir déi zwou éischt Avancen net mussen ze bezuelen. Déi gëtt vun der Administratioun d'office ugeholl.

All déi aner Secteuren, déi grouss Schwieregkeeten hunn, ech hat der elo grad zwee, dräi genannt, Zouliwwerer, d'Fitnesszentren, alleguer déi an all déi aner Secteuren, déi grouss Problemer hunn, déi kënnen natierlech och eng Demande maachen. Déi musse se awer argumentéieren a kënnen dann och heivu profitéieren, wann eeben d'Argumentatioun do déi richteg ass.

Déi aner Saachen, déi awer ganz wichteg sinn, déi e bëssen ënnergaange sinn a verschiddenen Diskussiounen, dat sinn d'Delaie fir d'Steiererklärungen, déi no hanne gesat gi sinn, souwuel fir déi privat Leit wéi awer och fir d'Societéiten. Ganz wichteg! Mir wëssen, dass d'Fiduciairen et am Moment ganz schwéier hu fir nozekommen, well einfach ganz vill Aarbecht do ass. An d'Prioritéit ass natierlech, Liquiditéiten an d'Betriber ze kréien, fir d'Betriber grad esou wéi fir d'Fiduciairen, fir eeben dann do kënne schnellstméiglech ze hëllefen, déi Demandë fir Aiden auszebezuelen.

An dann hu mer nach eppes ugeschwat, wou och eng Décision de principe geholl ginn ass am Regierungsrot de Moien. Et geet drëm, Dir kënnt Iech alleguerten drun erënneren, d'lescht Joer ass en Abattement spécial gemaach gi bis zu engem Montant vu 15.000 Euro, wou ee konnt verduebelen, wann een de Loyer vun engem Commerce erlooss huet, an do ass de Prinzip ugeholl ginn, fir och nach eng Kéier eppes an déi heite Richtung 2021 ze maachen.

Dir gesitt also, ëmmer erëm ginn nei Upassunge vun den Aidë gemaach, ëmmer erëm gëtt gekuckt, wou mer kënnen d'Stellschrauwen a wéi enge Secteuren esou upassen, dass et jiddwerengem beschtméiglech ka geléngen, weider ze fonctionéieren.

Dat sinn déi véier Annoncen, déi de Moien am Regierungsrot ugeschwat gi sinn, an, wéi gesot, mam Vott vum Projet de loi hei ass et dann och d'Upassung am Kader vun der Aide coûts non couverts, fir do op 100 % eropzegoen.

Villmools merci.

■ **Une voix**.- Ganz gutt!

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président*.- Merci villmools dem Här Mëttelstandsminister fir dës Prezisiounen zu deene verschiddenen Aiden. An da géif ech d'Wuert weiderginn un d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

■ **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé*.- Merci, Här President. Dat, wat am Moment nach ëmmer de Mot d'ordre ass, ass Ofwaarden, et ass Ongewëssheet. Ech ka leider do net vill Neies soen am Verglach zu deene leschte Kéieren, wou ech hei stoung.

D'Realitéit weist eis, dass mer et mat engem Naturphenomeen ze dinn hunn, dee mer net maîtriséieren. Dat si Saachen, déi mer net gewinnt sinn, déi mer net gären hunn, mee leider ass et esou. Mir hunn am Moment, géif ech soen, esou vill Ongewëssheet am Raum wéi warscheinlech am Ufank vun där Pandemie hei. Mir si mat enger neier Variant konfrontéiert, vun där et geheescht huet, dass se 70 % méi schnell ass wéi déi aner. Et kommen eenzel Etüden, déi schwätzen elo vun 30 %. Am Endeffekt, Stand haut, kann een net soen, dass iwwerhaapt déi Informatioun scho stabiliséiert ass.

Mir gesinn, wat geschitt ass op verschiddene Plazen, wou awer warscheinlech d'Basis, d'Ausgangssituatioun eng aner war wéi déi hei. Wa mer kucken, an Irland zum Beispill, do war tout juste opgelockert ginn, wéi déi Variant komm ass. Do ass dat extreem eropgaangen. Mir gesi Länner wéi Portugal, wou immens vill iwwert d'Feierdeeg opgelockert gi war, wou et eropgaangen ass. Eis Situatioun ass eng aner. Mee nawell hu mer eng Variant hei, dat ass net ze niéieren. Mir fanne se hei zu Lëtzebuerg, genau wéi se an deenen anere Länner fonnt gëtt. A mir wëssen, Stand haut, nach net genau, wéi dat sech hei wäert repercutéieren.

Dat heescht am Kloertext, mir sinn an enger Situatioun, wou all eis Modellen, op deene mer schaffen an déi Deel vun eiser Strategie sinn, riskéieren, fir mussen a Fro gestallt ze ginn. Déi fonctionéiere jo op enger Premiss vun deem, wat mer hei am Land gesinn hunn. An eng vun deene Premissen ass d'Rapiditéit, mat där de Virus hei weidergeet, wéi e sech verbreet an esou weider. Dat ass dat, wat mer eraninjectéieren an eise Modell. A wann dat sech elo ännert, da wäerte mer dat an deenen nächste Woche gesinn. Wann elo méi e schlecht Virusgeschéie kënnt, musse mer eis Modellen adaptéieren. An duerfir kann ech nëmmen deem zoustëmmen, wat elo grad gesot ginn ass. D'Realitéit weist eis, wéi schwéier et ass, hei wierklech e Stufeplang ze erstellen, well d'Donnéeën à la base extreem séier variéieren.

Wa mer elo reng haut eis Zuele kucken, an dat ass ënnerstrach ginn, da gesi mer, dass mer déi Ziler, déi mer eis gesat hunn, a mir hu jo verschidde Parameteren, déi mer an eiser Strategie kucken, dass mer do iergendwéi gutt ënnerwee sinn. Also et ass an de Spideeler wierklech genau déi Entspanung do, déi mer gewollt hunn. Ech sinn och frou, dass mer dës Woch an där Phas 2 ukomm sinn. Dat war am Fong eis Zilsetzung, dass mer do erëm e bësse Raum, e bësse Loft hunn, dass ee Sputt huet, dass erëm ka méi normal geschafft ginn. An trotzdeem wësse mer net, wat déi nächst zwou Woche wäert geschéien. Kee kann eis et soen. Mir wëssen net, wéi dat sech bei eis wäert auswierken.

Mir wëssen och net, wéi déi nei Variant wäert de Verlaf vun der Krankheet, virun allem an hirer Schnellegkeet, impaktéieren, soudass mer eis, Stand haut, net esou kënnen op déi Modeller verloossen an dass mer eis, mengen ech, alleguerten eens sinn - an ech si frou, dass do quasi eng Unanimitéit hei ass -, dass et eng Zäit ass, wou een einfach elo muss virsiichteg sinn, bis mer méi wëssen. A mir hoffen all Dag op nei Erkenntnisser ronderëm déi nei Variant. D'Informatioune komme jo och schnell. A soubal mer nei Informatiounen hunn, kënne mer déi afléisse loossen.

Dofir sinn ech och der Meenung, dass mer bei deem solle bleiwen, wat mer hunn. Mir hunn eng relativ kloer Strategie, déi mer fueren - déi huet Bausteng. Dat ass d'Testen, d'Tracen, all déi Saachen, déi mer kennen. Elo kënnt d'Vaccinatioun derbäi als Achs. Dat ass eis klassesch Strategie, déi mer elo vun Ufank u fueren. An donieft hu mer Indicateuren, mat deene mer schaffen, déi Dir och alleguerte kennt, dat sinn déi Indicateuren, déi ëmmer an den Notte sinn. Wa mer nei Mesurë proposéieren, maache mer eng Analys, wéi et steet par rapport zu deenen Indicateuren. Dat ass dat, wat mer proposéieren, och weiderhin ze maachen: genaustens kucken!

Ech géif gären nach eng Kéier drop agoen. Et ass gefrot ginn, fir vläicht méi oft eng Modellisatioun ze maachen. Mee ech géif just drun erënneren, dass d'Modelliséierung eng vun den Achse vun eiser Strategie ass a mir modelliséieren dagdeeglech. Mir hunn e ganze Grupp vun enger Dose Leit, déi weider näischt maachen, wéi all Dag wierklech dee Monitoring ze suivéieren, ze analyséieren. Ech mengen, d'legislativ Achs vun eiser Aarbecht ass eng vu villen an der Gestioun vun dëser Pandemie. Verschidde Länner hunn déi guer net. Mir hunn donieft jo aner Chantieren an der Santé, déi mer dagdeeglech beaarbechten, an de Monitoring ass een dovunner. Also, dat ass souwisou elo schonn en Acquis, dass mer dat lafend maachen an dat relativ vum Ufank vun der Pandemie un.

Mir hunn also haut nach ëmmer e ganz grousse Risiko a kënnen net labber loossen. Eis Neiinfektioune sinn nach ëmmer héich. Ech géif och just gären e bësselche relativéieren. Mir wëssen, am Verglach, dass wa mir bei den Neiinfektiounen d'selwecht leie wéi eis Nopeschlänner, dass mer dach awer vill, vill méi testen. A grad op deem Parameter muss een dat e bësse relativéieren, well wat ee méi test, a virun allem, wann een esou vill méi test wéi déi aner, ass et normal, dass d'Inzidenz e bësse méi héich ass. Dat ass also gutt. Dat soll eis optimistesch stëmmen. Wat den Taux de positivité ugeet, leie mer och ganz gutt an de Paragen am Verglach mat eisen Nopeschlänner. A vun de Spideeler net ze schwätzen, do si mer am Moment wierklech nees exzellent.

Mee all dat geet leider net duer, fir haut hei fir Entspanung ze plädéieren. Et ass genau de Géigendeel. De Risiko ass héich. Mir wëssen net, wat op eis duerkënnt. Den Enjeu ass immens grouss. Mir gesinn, wat an deene Länner geschitt am Moment, wou et wierklech erëm drastesch an d'Luucht geet. D'Mortalitéit am Zesummenhang mat deem Virus ass absolutt net méi douce mat där neier Variant wéi mat enger anerer. Si schéngt och net schlëmmer ze sinn, mee se ass déi, déi se ass, a se ass net gutt.

Dat ass wierklech net ze vergläiche mat enger normaler Gripp. Also ass och den Enjeu nach ëmmer héich an d'Ongewëssheet - ech hunn et scho gesot - déi ass wierklech erëm absolutt op der Dagesuerdnung am Moment. An dat Ganzt féiert zu enger extreemer Spannung, eng extreem Spannung, déi eis natierlech alleguerte midd mécht. Ech mengen, do sëtze mer all an engem Boot. Ech weess net, wien net där Saach hei midd ass mëttlerweil. Vläicht déi, déi hiert Geschäft ronderëm maachen, där gëtt et jo och. Mee den normale Mënsch, deen ass es definitiv midd.

Positiv soll eis stëmmen, dass eis Strategie dach awer wierkt. Mir hunn iergendwéi d'Situatioun, relativ gesinn, am Grëff. Mir hunn e Pak en place, dee seng Wierkung huet. Ech kann Iech haut och net mat wëssenschaftlecher Sécherheet soen, wat genau elo dat ass, wat mécht, dass et wierkt. Mee loosse mer emol alleguerten zefridde sinn, dass et wierkt. Dat ass jo emol dat Wichtegst am Moment, well mir sinn nach ëmmer mattendran.

De Mot d'ordre also fir déi nächst Zäit, an do kann ech mech dem Här Vandendries nëmmen uschléissen, dat ass wierklech, weiderhin ënner sech ze bleiwen. Dat ass dat, wat am geféierlechsten ass, wa mer ze no beienee kommen, wa mer an d'Gesellegkeet iwwerginn. Och do gëllt et, wierklech weiderhin Efforten ze maachen. Bleift méiglechst an Ärer Famill! Bleift doheem! Mëscht Iech net allze vill! A wann een da muss ënner Leit sinn, dat musse mer jo ënner gewëssenen Ëmstänn, dann ass et natierlech ëmsou méi wichteg, Distanz ze halen, de Mask ze droen an einfach opzepassen, dass mer eis de Virus net weiderginn.

An dann och ganz wichteg, dat schéngt lues a lues ëmmer erëm e bësse vergiess ze ginn, ech héieren et och vill vum Terrain: Bei Symptomer wannechgelift bei den Dokter goen! Erënnert och d'Leit dorun! Dir sidd vill ënnert de Leit. Dat gëtt oft vergiess. Wa Leit mat Symptomer e puer Deeg ënnerwee sinn, hu se eng staark Charge virale a sinn domadder wierklech e grousse Risiko. Et ass wichteg, d'Leit drun ze erënneren, dass mer Centres de consultation Covid en place hunn. Déi sinn dofir geduecht. Do kann een higoen, an do soll een och higoe beim geréngsten Zweifel, wann ee wierklech e Verdacht huet, klassesch Erkältungssymptomer, da soll ee sech awer kucke loosse vun engem Dokter an deenen Zenteren, an dann eeben och kucken, fir getest ze ginn, fir dass ee méiglechst schnell Kloerheet huet, wat dee genauen Zoustand dann ass.

An deem Sënn wierklech och nach eng Kéier vu mir en Opruff, fir Iech testen ze loossen. Mir investéiere ganz vill doranner a mir sinn och iwwerzeegt, dass dat de Lëtzebuerger Wee kennzeechent. Dat ass eppes, wat mer massiv maachen. Et muss een dervunner ausgoen, an ech ginn och dervun aus, dass dat dach hëlleft, déi Transmissiounsketten awer ganz schnell gebrach ze kréien, wa Saache bis opflackeren, an dass een eebe ganz schnell a flexibel kann do op d'Plaz goen.

Zu den Impfdaten, et ass ugeschwat ginn ... Dat stëmmt, mir wollte vun eis aus nach eng Kéier dorobber zréckkommen. Dat ass eng Diskussioun, déi geféiert gëtt. Et ass der Regierung ganz wichteg, an och mir als Santésministesch speziell wichteg, d'Suerg, déi mer hu ronderëm dat, wat ee Pharmacovigilance nennt a wat eréischt rezent och wierklech méi an de Vierdergrond komm ass an den ëffentleche Politicken, fir wierklech Suerg ze droen, dass, wa Spéitfollge komme vu Medikamenter oder, wéi hei, vun engem Impfstoff, dass ee wierklech de Leit kann déi néideg Hëllef ginn, an dat och nach zu engem spéideren Zäitpunkt.

Dat ass d'Intentioun. Et geet drëms, d'Leit ze schützen. Dat ass déi eenzeg Intentioun, déi mer domadder hunn, an ech wéilt och gären, dass dat hei onmëssverständlech ass.

Et geet absolutt net drëms a mir hunn absolutt keng Lëschten ugesat vu Leit, déi net geimpft sinn. Dat ass zu kengem Zäitpunkt ugeduecht, dat gëtt och net gemaach, dofir ginn ech lech mäi Wuert, a wäert och net gemaach ginn! Et geet wierklech drëms, den Text esou opzesetzen, dass en is et erlaabt, déi Donnéeën ze halen, déi mer brauche fir déi Pharmacovigilance. An deem Sënn si mer och amgaangen, bei deenen anere Länner e bëssen ze kucken, wéi si sech opstellen, fir eeben e Minimum un Daten effektiv ze identifizéieren, déi ee misst halen. Déi, déi mer net onbedéngt dofir brauchen, do hu mer guer kee Problem, fir déi manner laang ze halen.

Et ass just esou, wéi ech et an der Kommissioun erkläert hunn. Hei bei der Beaarbechtung vun dësem Theema - wou mer justement net einfach soen: „Schnick, Schnack, Schnuck, et ass 10 oder 20 oder 15!" - kucke mir genau, wat gemaach gëtt an deenen anere Länner. A mir wëllen eppes Vernünfteges do proposéieren. Dat brauch e bësselchen Zäit. Wann ee bei esou komplexen Theemen, wou et ëm Dateschutz geet, wëllt e gudden Text maachen, brauch ee méi wéi e puer Deeg. A mir hunn net wierklech ganz vill Raum am Moment, fir dat do och an der Déift ze maachen. Dofir hu mer nach eng Kéier gefrot, fir eng kleng Rallonge ze kréie vun eng, zwou Wochen. Mir si bal derduerch. Den Dokter Schmit huet Iech dat och erkläert. Mir hunn och relativ vill scho gekuckt. An ech si ganz zouversiichtlech, dass mer do elo wierklech kuerzfristeg mat engem Text kommen.

Et ass an deem Sënn elo net direkt eng Urgence. Ech mengen, et geet jo net drëm, déi Date just e puer Wochen oder e Mount ze halen. Mir schwätzen hei vu Joren. Asoufern ass et mir och léiwer, wierklech op d'Expertis vu menge Leit kënnen ze zielen, wéi einfach elo eng aner Zuel do afléissen ze loossen. Da wäre mer der Saach sécher séier lass, mee ob dat awer dënglech ass, do woen ech drun ze zweifelen. Ech hu léiwer, mir kucken dat e bësselche méi an der Déift an echangéieren eis doriwwer. Dat ass eng Zäit, déi mer eis och kënnen huelen. An ech biede wierklech ëm Äert Vertrauen, dass mer an deem Sënn dorunner schaffen a weider wäerte schaffen.

Wat elo d'Impfe selwer ugeet, hu mer eis Strategie jo och presentéiert gehat, generell. Do gehéiert derzou ..., ech kommen op e puer Froen zréck, déi opgeworf gi sinn: Wéi et ass, dass mer am Moment zentral fueren, mat Impfzentren. Dat ass an der éischter Phas kloer esou ugeduecht, well déi éischt Impfstoffer, déi kommen, dat och verlaange vun der Logistik, dat ass méi effizient wéinst der Killchaîne, déi do muss respektéiert ginn.

Et ass awer an där selwechter Strategie och schonn an Aussiicht gestallt ginn, dass, soubal mer Impfstoffer hunn, déi méi einfach am Handling sinn, mer natierlech och dezentral schaffe mat den Dokteren zesummen. Dat ass eppes, wat souwisou um Dësch läit bei eiser Impfstrategie. Mir hunn och do vun Ufank u mat den Acteuren zesummegeschafft, och mat dem Secteur hospitalier. Dofir si mer jo och op déi Léisung komm, fir wierklech do bei hinne sur place ze impfen. Et ass e bessere Service fir d'Leit. Et ass méi einfach fir d'Leit, wa se kënnen am Spidol geimpft ginn. Dat huet am Ufank e bëssen zu enger Verlagerung vun der Ulafzäit geféiert, mee dofir ass et awer ëmsou méi praktesch elo, wann dat vor Ort ka gemaach ginn.

D'selwecht och bei den Altersheemer, do schaffe mer ganz enk mat der COPAS zesummen. Ech sinn erstaunt ze héieren, dass do keng Previsibilitéit ass, well déi Planung Haus fir Haus, dat gëtt wierklech mat hinnen zesumme gemaach, mat der Famill, mee virun allem mat der COPAS. An et gëtt och preparéiert, well mir brauche jo dann déi néideg Pabeieren, wie vun de Leit geimpft soll ginn.

Ech huelen dat awer gäre mat op de Wee. Ech ginn déi Kritik, oder déi Fro, déi opgeworf ginn ass, weider un d'COPAS, dass dat net fir jiddwereen um Terrain esou kloer soll sinn - eng Informatioun, déi esou net u mech erukomm ass.

Dann och nach kuerz zu der Adhesioun. Effektiv bei den Altersheemer, de Xavier Bettel huet et gesot,

leie mer elo bei 85 %. Dat ass extreem gutt. Do si mer ganz frou driwwer. Dat klappt och gutt sur place. Och de Planning, mengen Informatiounen no, klappt relativ gutt. Dat geet wierklech flockeg, een Haus nom aneren, wou mer kënnen duerchimpfen.

Wat déi éischt Invitatioune fir den Extrahospitalier ugeet - dat war deen éischte Jet vun Invitatiounen, deen erausgaangen ass -, muss ech soen, dass ech et selwer net ganz glécklech fonnt hunn, dass iwwert den Tëschebilan kommunikéiert ginn ass, well vill Leit hu just dat verhalen. Ech hunn extreem, extreem vill Messagen doropshi kritt. Dat wär jo schrecklech, et wäre just 30 %. Wéi gesot, den Delai war nach net ofgelaf. An déi eigentlech Zuel interesséiert leider elo kee méi, déi läit bei deem éischte Jet do bei 48,6 %. Mee, wéi gesot, déi aner, déi éischt, déi erausgaangen ass, ass déi, déi zirkuléiert, et ass dat, wat d'Leit opreegt a besuergt, an dat war a mengen Aen net ganz glécklech vun der Kommunikatioun hier.

An ech fannen, dass 48,6 % fir en éischten Usaz un Invitatiounen e gudden Taux ass. Et muss ee wëssen, dass mer hei vu Leit schwätzen, déi Schichte schaffen, déi aus dem Ausland kommen zum ganz groussen Deel, wou dat da schonn e gewëssenen Ëmstand ass. An an deem Sënn wäert och - an dat gesäit een - déi Offer, déi mer elo en place setzen iwwert d'Équipe-mobillen, fir hinnen d'Geleeënheet ze ginn, sur place sech impfen ze loossen, sécherlech nach derzou bäidroen, dass dësen Taux eropgeet.

Am Spidolssecteur hunn ech nach kee Bilan vun der Adhesioun vum Stand haut. Si kréien hir Dosen a si verimpfen déi. Ech weess awer, dass déi verbraucht ginn, well mer an eisem Planning ëmmer erëm nei Munitioun, wann een esou ka soen, noschéissen. Dat heescht, déi Impfstoffer, déi gi scho verimpft. De Bilan wäerte mer kënnen zéien ëm de 15. Februar bei hinnen, wann déi éischt Phas do eng Kéier ofgeschloss ass. Mee do hu mer net déi Vue drop wéi elo iwwert d'Invitatiounen.

Ech géif och nach gär eng Kéier betounen, dass de Choix, dee mer geholl hu mat eisen Impfzentren, och ëmmer e bësselchen en Delai mat sech bréngt, well mer de Leit jo d'Geleeënheet ginn, e Rendez-vous ze huelen. Do kéinte mer warscheinlech eng aner Kadenz kréien, wann een de Leit géif e fixe Rendez-vous ginn. Mee doduerch, dass mer de Leit d'Méiglechkeet ginn, fir selwer hire Rendez-vous ze huelen, kënnt eng gewësse Plage eeben, déi a Fro kënnt, wou een net ëmmer all Dag déi selwecht Zuel u Leit huet, déi dohinner ginn. Et bréngt awer am Géigenzuch natierlech fir d'Leit e gewëssene Confort an e gudde Service mat sech.

Och do denken ech, dass dat lues a lues, wann dat an d'Rulle kënnt, mat enger Rei un Invitatiounen, déi hannerenee kommen, sech méi féllt. Ech kann Iech op alle Fall versécheren, dass mer keng Impfstoffer doleien hunn, déi net benotzt ginn. Et ass eng Suerg, déi schonn oft ausgedréckt ginn ass. Dat ass guer net esou. Et gëtt verimpft, wat mer hunn. A wann eppes iergendwou iwwreg ass, ma da geet et direkt iwwer un d'Équipe-mobillen, da komme mer ëmsou méi séier an den Altersheemer weider. Et ass dat, wat mer gemaach hu par rapport zum Impfzenter. Do brauch also kee sech Suergen ze maachen: Déi Impfstoffer, déi mer hei hunn, déi kommen esou schnell wéi méiglech u Mann a Fra, wou se dann higehéieren.

Dann ass gefrot ginn - wat hate mer hei nach ...? - nom Delai: Et wär net ganz kloer, wéi elo den Delai wär mat deenen eenzelnen Impfstoffer. Do ass eng Decisioun vun der Santé virun iwwer enger Woch erausgaangen. Dat heescht, mir hunn elo en uniformen Delai, deen ass 28 Deeg fir deen ee wéi fir deen aneren Impfstoff. Bon, elo kënnt en drëtten derbäi, do muss dat gekläert ginn. Mee déi zwee éischt, déi hu mer jiddefalls gekläert, justement fir dass et eng gewësse Previsibilitéit gëtt.

Wéi een Impfstoff geholl gëtt, dat ass net de Choix vun de Leit, dat bleift e medezinnesche Choix. Wann een Impfstoff, deen do ass, fir eng Persoun net indiquéiert wär, da wär et um Dokter, fir hir dat ze erklären. Dofir ass et jo och en Dokter, deen déi Impfung mécht. Ech mengen, dat ass eng ganz normal Consultatioun, esou muss ee sech dat virstellen, wou mat dem Patient gekuckt gëtt, ob dat passt oder net. Mee et ass net esou, dass een elo kann eraussichen, wéi een Impfstoff ee wëllt kréien.

Dann zu der Kommunikatioun, do géif ech och gären ënnersträichen, dass mer ganz vill kommunikéiert hunn. Mir hunn e Site opgemaach mat ganz villen Informatiounen, FAQen - déi ginn extreem vill consultéiert. Mir hunn Espacen opgemaach, wou d'Leit hir Froe kënnen eraginn, live oder iwwer Chat. Dat fonctionéiert wierklech gutt, kréien ech gesot vun de Leit. Et ass immens vill Nofro. Allkéiers wa mer disponibel si fir d'Leit, dann huet dat säi Succès. Dat hale mer och bäi. Mir hunn och an déi Richtung - mir si jo elo an där Phas 1, wou mer haaptsächlech eebe ronderëm de Cordon sanitaire, wéi mer dat genannt hunn, schaffen - wierklech Formatiounen, Webinare gemaach, wou d'Leit aus dem Gesondheets- a Fleegesecteur sech konnten aschreiwen. Och déi ware ganz gutt besicht. Dat war e ganz grousse Succès.

D'Informatiounen, wéi gesot, gi ganz oft erofgelueden. Mir hu Material, grafescht Material, wat vill benotzt gëtt. Asoufern denken ech, dass fir dës éischt Phas ee jiddefalls net ka soen, dass do keng Kommunikatioun war. Do ass ganz, ganz vill dran investéiert ginn, et huet och eng Rëtsch Sue kascht an ass bis elo jiddefalls en zimmleche Succès, wa mer déi Zuele kucke vu Leit, déi awer do matmaachen.

Och d'Newsletter ass dës Woch erausgaang a Richtung vum Gesondheetssecteur, déi kënnt all Woch elo, wou mer d'Leit um Lafenden hale mat neien Informatiounen, déi halt interessant sinn. An do gëtt et och ëmmer d'Méiglechkeet, fir sech un eis ze wennen, wa Froe sinn. Do leeft also relativ vill a mir passen d'Kommunikatiounsstrategie der Impfstrategie un. Dat heescht, au fur et à mesure, wéi mer an nächst Kategorien iwwerginn, viséiere mer déi nächst Public-ciblen. An an deem Sënn ass et och logesch, dass deen éischten Deel vun der Campagne elo fir de Grand public vläicht manner visibel war, well mer jo elo eeben déi cibléiert hunn aus deem Secteur, deen elo als Éischt drukomm ass.

Wéi geet et elo weider mat de Phasen? Dir wësst, dass mer den Avis kritt hunn - an et freet mech, dass deen och esou genau gelies ginn ass - vun eiser Eethikkommissioun, eiser nationaler Eethikkommissioun. Déi huet eis am Fong geholl derzou opgeruff, dass mer solle preziséieren an andeelen, wat d'Vulnerabilitéite sinn. Dat ass éischter eng medezinnesch Consideratioun. Doropshin huet d'Regierung, wéi mer Iech dat d'lescht Woch gesot haten, dann och de Conseil supérieur des maladies infectieuses nach eng Kéier domadder befaasst, fir hir Aschätzung ze kréien, wéi déi Vulnerabilitéiten ze gesi sinn, wéi eng Kategorien ee ka maachen. Dat hate mer dann och haut de Moien an der Regierung presentéiert kritt, an dat huet ons erlaabt, dann elo déi nächst Phasen anzelauden, wou mer eng Propos gemaach hunn.

Wann Der erlaabt, Här President, …

M. Fernand Etgen, *Président*.- Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

Mme Paulette Lenert, *Ministre de la Santé*.- Da muss ech Iech op de Méindeg vertréischten, da wäerte mer se presentéieren. Ech ka se awer am Graffen duerchgoen. Ech denken, dass et d'Leit trotzdeem interesséiert, wéi d'Kategorië vun de Vulnerabilitéite sinn.

Mir hunn eng Distinctioun vun der Vulnerabilitéit nom Alter, no där eeben déi iwwer 75 par définition als vulnerabel gëllen. An duerno gëtt dann distinguéiert „vulnerabel nom Alter" oder „opgrond vun engem gesondheetleche Befund".

An da gëtt et déi Kategorien „hautement vulnerable", wéi gesot, dat ass déi Phas 2, déi mer schonn annoncéiert haten, fir iwwer 75 Joer oder fir eeben eng Rei Krankheetsbiller, déi elo festgehal gi sinn. Déi wäerte mer e Méindeg ..., méi am Detail wäert den Dr. Schmit dat der Ëffentlechkeet presentéieren. Dat geet e bësselchen iwwer meng Kenntnisser eraus, fir dat elo am Detail ze maachen.

Duerno gëtt et eng Kategorie, wou d'Vulnerabilitéit signifikativ ass - dat ass vum Alter hier -: Déi tëscht 70 a 75 Joer, déi gëllen als signifikativ vulnerabel opgrond vun hirem Alter. An och do gëtt et parallell nees eng Rei vu Krankheetsbiller, déi och an déi Kategorie vu „signifikativ vulnerabel" falen.

An esou geet dat da weider. Hannendru kënnt dann de „modérément vulnérable". Vum Alter hier ass ee „modérément vulnérable", wann een tëscht 65 an 69 ass. An och do kënnt dann erëm eng Kéier parallell eng Opzielung vu Gesondheetszoustänn derbäi, déi dann där Kategorie zougeuerdnet ginn.

An da kënnt nach eng lescht Kategorie, dat ass eng „exposition à un risque majoré", dat heescht, wou een engem méi staarke Risiko nach ausgesat ass. An dat ass da vum Alter hier déi lescht, dat heescht, de verstäerkte Risiko, eng verstäerkte Vulnerabilitéit ass déi lescht Kategorie, déi do ausgewise ginn ass, déi vu 55 bis 64 Joer. Am Kloertext heescht dat, dass ee bis zu 55 Joer zu der „population générale" gehéiert, wat de Virus ugeet, a kee spezielle Risiko vum Alter hier mat sech bréngt. An där Kategorie gëtt et awer och nach eng Kéier erëm gesondheetlech ...,

(Interruption)

Et ass 55, genau ...

(Hilarité)

... drënner si mer bei de Leit nach. An duerno si mer dann an der „population générale", déi gestaffelt ass vu 16 bis 54 Joer. Voilà!

Detailer derzou, wéi gesot, wäert et e Méindeg ginn. Do maache mer och eng Pressekonferenz, wou den Dr. Schmit dat wäert presentéieren. Mir sinn, falls Der Iech déi Fro stellt, och do elo ganz intensiv mat der Dokterschaft amgaangen eis auszetauschen iwwert déi lescht Deeg an och iwwert de Weekend, well si si jo déi, déi dat Ganzt mussen a Musek setzen. Et muss fir si och kloer sinn. Si sinn déi, déi de Certificat erstellen. Dofir ass et wichteg, dass elo déi Gespréicher lafen, dass si genau verstinn, wat déi eenzel Kategorien ..., wat dat bedeit, an dass dat eebe vun engem medezinnesche Standpunkt och kloer ass.

Voilà! Ech géif Iech Merci soen.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Ier mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7752 kommen, stëmme mer fir d'éischt iwwert den Amendement Nummer 1 vun de Piraten of, deen als Objet huet, nom Artikel 4 en Artikel 4bis derbäizesetzen.

(Brouhaha)

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmme fänkt un.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dësen Amendement mat 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Här President!

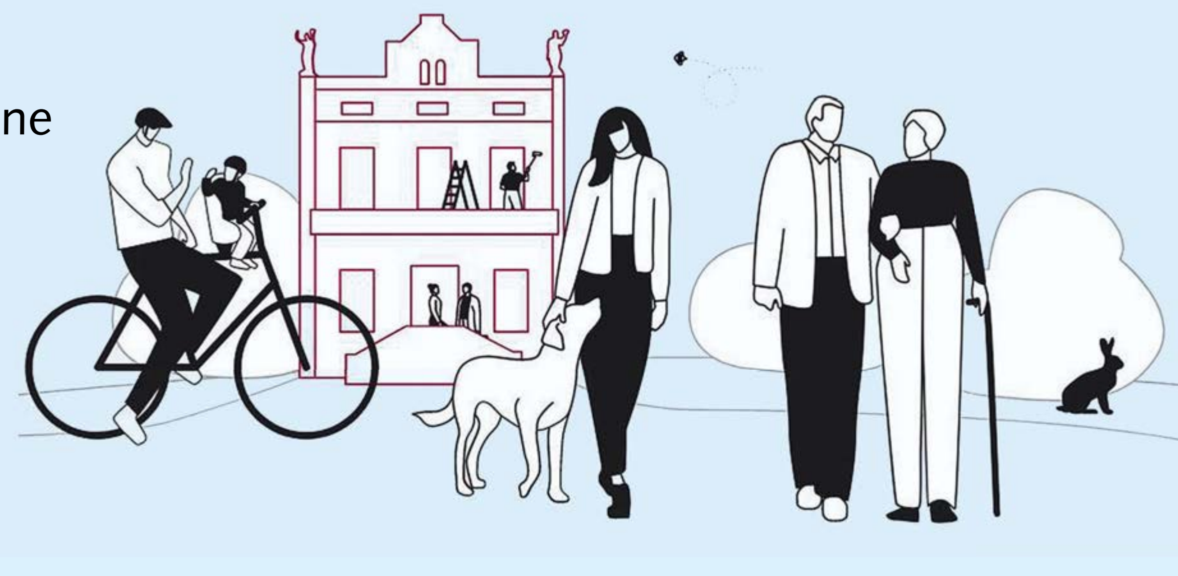
M. Fernand Etgen, *Président*.- Da ginn ech d'Wuert nach un den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President. Mir haten effektiv an der Kommissioun eng gutt Diskussioun iwwert deen doten Amendement. Am Text, dee mer elo gestëmmt hunn, steet, dass déi Persounen, déi

De Petitiounssite vun der Chamber

Start Är eege Petitioun
oder ënnerstëtzt aner Petitioune
mat Ärer Ënnerschrëft op
www.petitions.lu.

Et ginn zwou Zorte
vu Petitiounen:
d'**Pétitions publiques** an
d'**Pétitions ordinaires.**



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :
brain&more, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :
Mediahuis Luxembourg SA
60, rue des Bruyères
L-1274 Howald

Editpress SA
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette

geimpft ginn - „personnes à vacciner" -, Donnéeë ginn, an déi ginn och gespäichert.

(Interruption)

Dat … Lauschtert no!

M. Sven Clement *(Piraten).*- ... erzielt d'Wourecht!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Lauschtert no!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert, fir Explikatiounen ze ginn. An hien huet elo eleng d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- „Des personnes à vacciner", dat sinn déi, déi ze impfe sinn. Nun ass d'Argumentatioun komm vum Här Clement, dass et méi kloer wär, wa mer géife schreiwen: ...

(Brouhaha)

„Deen, dee sech net impfe léisst, däerf net an e Fichier erakommen." Dat ass en Argument, dat ee ka gëlle loossen. An doppelt gemoppelt hält besser.

Ech hunn och Récksprooch mat der Regierung geholl. Et ass net, dass mer deen Amendement hei elo einfach ewechwëschen, mee den Engagement ass do, ...

(Interruption)

... dass an deem nächste Projet déi Prezisioun kënnt. Dat ass e festen Engagement.

(Interruptions)

Voilà! Wa mer nämlech deen Amendement hei gestëmmt hätten, gutt, da wär et den 31. kee Relais gi vum Covidsgesetz.

Une voix.- Et voilà!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Punkt!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci, Här Di Bartolomeo, fir déi Prezisioun. An da ginn ech d'Wuert dem Här Sven Clement fir Fait personnel.

M. Sven Clement *(Piraten).*- Merci, Här President. Als Éischt emol froen ech mech, a wat fir enger Prozedur den Här Mars Di Bartolomeo hei d'Wuert ergraff huet, well och als éischte Vizepresident vun dësem héijen Haus misst ee wëssen, datt een net einfach esou ka schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Pardon! Pardon! De Rapporter ka jidderzäit …

M. Sven Clement *(Piraten).*- Wien huet d'Wuert, Här President?

M. Marc Baum *(déi Lénk).*- De Vott ass ofgeschloss! De Vott ass ofgeschloss!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Clement huet d'Wuert ...

M. Sven Clement *(Piraten).*- … a soss keen. Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- De Vott iwwert d'Gesetz ass net ofgeschloss.

(Interruption)

M. Fernand Etgen, *Président.*- De Vott huet nach net ugefaangen. Den Här Clement huet nach kuerz d'Wuert, ...

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Pardon!

M. Fernand Etgen, *Président.*-... fir wéinst Fait personnel op dat ze reagéieren, ...

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

... wat den Här Rapporter virdru gesot huet.

(Brouhaha)

M. Sven Clement *(Piraten).*- Ben, en huet sech net als Rapporter gemellt, well en huet, mengen ech, hei als President vun der Santéskommissioun geschwat, wat liicht en anere Posten ass, och wann een zwou Kapen unhuet.

(Exclamations)

Mee dovun emol ofgesinn.

(Interruptions)

Merci fir de Fait personnel, well Dir hutt mech namentlech erwäänt. Ech fannen dat doten eng ganz grob Deenung vun der Wourecht. An ech soen och, firwat. Ech hunn deen Amendement matzäiten an d'Kommissioun abruecht. En hätt kënne gestëmmt ginn an der Kommissioun, ier de Staatsrot en Avis ofginn hätt. Mir hätten also net dat Argument kënne gëlle loossen, datt mer hei op Zäit spillen. Tout au contraire ware mir konstruktiv, kompromëssbereet a mir hunn e matzäite proposéiert, fir datt keen Delai géif opkommen.

Datt et zu engem Delai kéint kommen, dat huet de President vun där Kommissioun ze verantworten, well en deen Amendement partout net wollt stëmme loossen. Dont acte!

Dat Zweet ass: Et kann ee sech zu eppes engagéieren, mee da kann een et och stëmmen. A wat déi Interpretatioun vun deem „personne à vacciner" ugeet, do sollen d'Leit sech dobaussen hiert Bild maachen, wien do warscheinlech méi Recht huet. Ech weess op alle Fall, datt meng Meenung do eng ganz kloer ass an de Rapporter do eng aner huet. Dont acte!

M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP), rapporteur.*- Dont acte!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Dont acte! Merci, Här Clement.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7752.

(Brouhaha)

Den Text steet am Document parlementaire 7752[6].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7752 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par Procuratioun ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 31 Jo-Stëmme géint 29 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Da komme mer elo zu deene Motiounen, déi bei dësem Projet ofgi gi sinn.

Motion 1

Fir d'éischt d'Moitioun Nummer 1 vun der ADR. Ass nach een, deen d'Wuert zu dëser Motioun wëllt ergräifen? Madamm Josée Lorsché.

Mme Josée Lorsché *(déi gréng).*- Merci, Här President. Wann een dem Här Engelen esou nogelauschtert huet, dann huet ee jo héieren, datt d'ADR guer net frou ass, wann de Staat sech an de Privatberäich améscht, an e wiert sech och géint all kleng Moossnam, déi mam Privatberäich ze dinn huet. Op där anerer Säit ass en awer dann dee gréissten Demandeur, wann et drëms geet, alles bezuelt ze kréien, wat nëmme méiglech ass, esouguer dann, wann et iwwerhaapt keng Krittäre ginn, déi do kloer ze definéiere sinn. An da si mer bei dëser Motioun.

Wann ee vum Staat eppes finanzéiert wëllt kréien, da misst et op d'mannst Krittäre ginn, op wéi enger Basis een do opbaut. Hei gëtt geschriwwen, wann e Mënsch fënnt, datt den ëffentlechen Transport ze laang dauert oder datt en ze vill komplizéiert ass, da misst en eigentlech eng Alternativ finanzéiert kréien. Ech mengen, wa mer op dee Wee ginn, dann huele mer d'Strenz an de Grapp a mer fueren duerch d'Land a mer deelen nëmme fir alles aus, wat jiddweree fënnt, wat fir hien net bequeem am Liewen ass.

Mir mengen, mir mussen déi Krittären hunn. Déi sinn hei net ze definéieren. Wat awer ze definéieren ass, sinn d'Krittäre vu Mobilité réduite. Déi si längst definéiert. Do gëtt et den Adapto. Do hunn d'Leit d'Méiglechkeet, gefouert ze ginn. Dat ass längst en place. An den Adapto huet och eng kloer Fonctioun, déi ass och definéiert. Doriwwer hu mer schonn oft op dëser Plaz geschwat. A vun dohier wäert den Adapto natierlech déi Leit féieren, déi net gutt op de Bee sinn, déi hir Kaart hunn. An déi aner missten eigentlech da Krittären erfëllen, déi net just heeschen: „Et dauert mir ze laang". Duerfir soe mir Nee zu dëser Motioun.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Lorsché. Da freet d'Madamm Hansen d'Wuert.

Mme Martine Hansen *(CSV).*- Merci, Här President. Also et gëtt nach ëmmer Leit, déi och schlecht ze Fouss sinn, och schlecht kënne mam eegenen Auto fueren an och schlecht kënne mat engem ëffentlechen Transport sech beweegen, well en net onbedéngt do ass an déi awer net onbedéngt den Adapto kënne kréien. Duerfir wäerte mer déi heite Motioun ënnerstëtzen.

Mir hätten natierlech nach léiwer, et géif nach ergänzt ginn, ...

(Brouhaha)

... datt zum Beispill d'Reseauen doheem, datt déi och kënnen impfen oder datt och op déi géif zréckgegraff ginn. Mee mir ënnerstëtzen dëst.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Hansen. An da ginn ech d'Wuert un den Här Fernand Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Här President, ech soen éischtens emol der Madamm Lorsché an der Madamm Hansen Merci, datt se Stellung geholl hunn zu dëser Motioun vun der ADR. Ech muss awer soen, ech hat Problemer, fir der Madamm Lorsché hire Räsonement kënnen nozevollzéien aus engem ganz einfache Grond.

(Interruption et hilarité)

D'Linn vun der ADR ass déi, datt mer net wëllen, datt de Staat sech an d'Grondrechter vun de Leit améscht. An ech muss hei leider feststellen, datt mir déi eenzeg Partei sinn, déi dat mat Vehemenz a Konsequenz verträtt. Et ass awer extreem wichteg. Mee dat hei geet net ëm d'Grondrechter.

(Brouhaha)

Et geet drëm, Leit ze hëllefen, déi Schwieregkeeten hunn, fir an en Impfzentrum ze fueren. Dat kënnen eeler Leit sinn.

(Brouhaha)

Dat kënne Leit si mat gesondheetleche Problemer. Dat ka vill Ursaachen hunn. Et ass en Zeeche vu Mënschlechkeet, vun Asaz, …

(Coups de cloche de la présidence)

… fir deenen ze hëllefen, déi sech wëllen impfe loossen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Den Här Kartheiser huet d'Wuert, wannechgelift!

M. Fernand Kartheiser *(ADR).*- Merci, Här President. Et ass en Zeeche vu Mënschlechkeet, fir sech fir déi anzesetzen, déi sech gär wëllen impfe loossen, awer op Problemer stoussen.

Ech wëll just der Madamm Lorsché a Kolleegen heibannen, déi vläicht zweifelen un der Pertinenz vun esou enger Propositioun, soen, datt dat am Ausland mat vill Méi iwwerduecht an och zum Deel schonn applizéiert gëtt. Et gëtt däitsch Bundeslänner, wou mat de Krankekeesen zum Beispill gekuckt gëtt, fir Léisungen ze fanne fir de Remboursement vun esou Méiglechkeeten, wéi mir se hei och proposéieren, fir Leit, déi Problemer hunn, wou et ze laang dauert, wou den ëffentlechen Transport net esou accessibel ass oder déi aus gesondheetleche Grënn deen Transport net kënne benotzen, fir déi net auszeschléisse vum Impfen.

An ech verstinn net, datt déi Regierungskoalitioun, déi sech jo och esou asetzt fir d'Impfen - an och mir soen, Impfen ass sënnvoll, wann een dat fräiwëlleg mécht -, datt se awer net dës Geleeënheet hëlt, fir dat Zeechen ze setze géintiwwer all Mënsch, fir ze soen: „Wann Dir Iech wëllt impfe loossen, dann hëllefe mir Iech dobäi!" Wéi een dat hei ka refuséieren, kann ech net verstoen.

Ech soen Iech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Här Kartheiser.

Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

Vote sur la motion 1

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 27 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Une voix.- Très bien!

Motion 2

M. Fernand Etgen, *Président.*- Da komme mer zur Motioun Nummer 2, déi vun de Piraten deponéiert ginn ass. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Madamm Hartmann, wannechgelift.

Mme Carole Hartmann *(DP).*- Merci, Här President. Ech mengen, mir sinn eis alleguerten heibannen eens, dass mer an där schwiereger Situatioun, an där mer aktuell sinn, a mat deenen Aschränkungen, déi mer huelen, eisen Entreprisen an och den Independanten ënnert d'Äerm gräifen. Hei gëtt proposéiert, par rapport zu enger konkreeter Mesure, nämlech der Aide coûts non couverts, eng Verlängerung elo schonn ze decidéiere bis den 31. Dezember.

Mir hunn, wat déi generell Mesuren ugeet, déi mer hei a Relatioun zu der aktueller Situatioun huelen, gesot, dass mer reegelméisseg evaluéieren an dass mer d'Mesuren decidéieren en fonction vun der Situatioun, an där mer dee Moment sinn. Ech mengen, dass mer dat bei den Aiden, déi mer fir Entreprisen an Independanten decidéieren, och bis elo esou gemaach hunn. Dat heescht, et ass ëmmer gekuckt ginn: A wéi enger Situatioun si mer? Wéi eng Aidë kënne mer elo adaptéieren? A fir wéi eng Secteure brauche mer och Aiden?

Dat heescht, ech mengen, dass mer och weiderhi sollte kucken, wéi d'Situatioun evoluéiert a wéi eng Mesurë mer dann an deene bestëmmten Zäiten och fir verschidden Entreprisë bräichten. Dat heescht, ech géif hei proposéieren, dass mer dës Motioun hei net géife stëmmen, mee dass mer weider, esou wéi et och gemaach ginn ass, au fur et à mesure en fonction vun der Situatioun, hei géifen Aiden, wann et néideg ass, och stëmmen an dofir eeben dës Motioun hei net géifen unhuelen.

M. Fernand Etgen, *Président.*- Merci villmools, Madamm Carole Hartmann. An dann huet den Här Marc Spautz d'Wuert gefrot.

M. Marc Spautz *(CSV).*- Merci, Här President. Mir haten och am November schonn eng Diskussioun heibannen an der Chamber, ob een déi Mesuren net kéint méi laang lafe loossen. Do huet den Här Minister eis drop higewisen, dass dat net geet, dass dat nom europäesche Recht net méiglech

wier. Dat ass zanter gëschter anescht. Dofir fanne mir déi Propositioun hei vun de Piraten ganz gutt.

Ech wëll och dorun erënneren, et ware jo och schonn aner Projete vun der groussherzoglecher Regierung ënnerwee, wou bei Hëllefen oder Mesuren am Covidpak am Gesetz stoung, se hätten eng Durée bis den 31. Dezember 2021. A just, well de Staatsrot gesot huet, en hätt awer e Problem mat deem Projet, ass dee Projet herno hei net gestëmmt ginn, soudass dat jo net déi éischte Kéier ass, dass esou eng Durée drakomm ass bis den 31. Dezember 2021.

Dofir wäerte mir och déi hei Motioun vun de Piraten op alle Fall matstëmmen, och mat deenen Erklärungen, déi ech ginn hunn. Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Spautz. An dann huet den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, merci, Här President. Dat, wat d'Madamm Hartmann elo grad gesot huet, ass „same, same but different" vun deem, wat de Minister e Mëttwoch gesot huet.

E Mëttwoch war d'Argument: „Et ass verbueden." Bon, dat Argument ass säit haut net méi méiglech. Elo gëtt gesot: „Mir wëssen net, wat kënnt." Ma genau doweinster, well mer net wëssen, wat kënnt, sollte mer eis d'Moyene ginn, et an d'Gesetz ze schreiwen - an ech soen net emol, an d'Motioun, se sollen et an d'Gesetz schreiwen. Ech invitéieren d'Regierung, explizitt ze envisagéieren, zäitno d'Lafdauer bis den 31.12. ze setzen. Dat ass nach net emol ze soen: „Maacht et muer!" Et ass just: „Maacht et zäitno, fir datt déi Leit, déi vun déser Mesure betraff sinn, gehollef kréien!"

An et ass eng wichteg Mesure. A mir hu se hei matgestëmmt, datt mer deene Leit d'Méiglechkeet ginn, fir Planungsssécherheet ze kréien. Grad an ongewëssen Zäiten ass all Grëtz Planungssécherheet hëllefräich. Wann de Virus virdru bekämpft ass, tant mieux, da musse se déi Aide net ufroen.

Wa mer awer bis Enn des Joers déi Aiden nach brauchen, da géife mer eis domadder d'Basis ginn. Ech bieden d'Regierung ze envisagéieren. Wann d'Majoritéit net emol méi kann eppes stëmmen, wou d'Regierung invitéiert gëtt ze envisagéieren, eppes ze maachen, bon, da weess ech net méi, wat mer hei nach iwwerhaapt duerchkréien.

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

(Brouhaha)

Hei wannechgelift, e bësse méi roueg.

(Coups de cloche de la présidence)

Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser *(ADR)*.- Här President, villmools merci. Déi Motioun, déi mir hei virgeleucht kruten, dat ass einfach gesonde Mënscheverstand. Et ass en Zeechen, datt mer eis solidaresch erkläre géintiwwer Leit, déi wirtschaftlech musse plangen an déi am Abléck net wëssen, wat op se zoukënnt.

An dann: De Räsonement à l'inverse vun deem, wat d'Madamm Hartmann esou frëndlech erklärt huet, ass dee richtegen. Well mer eng Period vun Onsécherheet hunn, musse mir Sécherheet schafen. Wann et esou ass, datt eventuell am Laf vum Joer d'Ëmstänn änneren oder datt déi Hëllef net méi an deem Mooss gebraucht gëtt, da geet een hin an et reduzéiert een oder et passt een un.

Awer eis éischt Flicht ass et, fir ze kucken, datt mer deene Leit eng Planungssécherheet verschafen an eng kloer materiell Assurance vun der Solidaritéit an der Gesellschaft. An dofir wäerte mir dëst och ënnerstëtzen. Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. An dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Jo, merci, Här President. Mir fannen déi Motioun vun de Piraten och ganz gutt. Mir mengen nämlech, datt vun deem Gesetz „coûts non couverts" natierlech virun allem kleng a mëttelstänneg Betriber am Moment profitéieren. A grad do schéngt mer d'Fro vun der Planungssécherheet immens wichteg. An et ass jo eebe grad net esou, wéi wann een an deem dote Fall géif mat der Strenz duerch d'Géigend fueren, well fir iwwerhaapt déi Aiden ze kréien, muss ee jo eng ganz Rëtsch Krittären erfëllen. Hei geet et awer virun allem ëm d'Lafdauer. An déi Lafdauer ze erweideren, dat schéngt mer awer eppes ze sinn, wat immens wichteg ass, fir grad deene Betriber ënnert d'Äerm ze gräifen, an ech verstinn eigentlech net, firwat eng liberal Partei dat net och mécht.

Une voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Marc Baum. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

Mme Simone Beissel *(DP)*.- Jo, merci, Här President. Merci de Kolleege fir d'Suergen, déi se sech maachen an deem Secteur an och fir d'Planungssécherheet. Mee ech mengen, et ginn hei Saache vermëscht.

Dir wësst alleguerten, an den Här Minister Lex Delles huet et elo x-mol repetéiert, dass mir, dass d'Regierung eng ganz breet Serie vu Mesuren op d'Bee gesat huet, déi eng am Kader vun „de minimis" an dann eng ganz Serie nach aner Mesuren, fir esou vill Problematiken, Deeler vu Secteure wéi méiglech ofzedecken.

Mir hunn eis eng Ligne de conduite ginn - dat heescht, d'Regierung huet sech eng Ligne de conduite ginn -: An all deene Mesuren, erënnert Der lech, si relativ kuerz Delaien, et sinn e puer Méint - déi eng gi bis Mäerz, déi aner gi bis Juni. Firwat gouf dat gemaach? An dofir sinn ech wierklech hei.

Ech respektéieren Är Propositioun. Et ass natierlech elo, well déi Info komm ass vu Bréissel, dass Saache machbar sinn - ech respektéieren dat, mee ech sinn do net mat lech d'accord. Well déi Delaien, déi do agesat ginn, déi sollen eebe just der Regierung d'Méiglechkeet ginn, fir dauernd kënnen d'Situatioun ze evaluéieren: Wou sti mer? Well Dir wësst allegeurten, dass mer Problemer hunn, fir ze wëssen, wéi dee Virus evoluéiert, fir déi Mesuren ze adaptéieren, an dann - wat ganz wichteg ass jee no Secteur a jee no Problematik - fir ze wëssen: Déi eng oder déi aner Mesure verlängere mer zum Beispill bis den Dezember, awer sech hei elo net op eng stierzen! Mir sinn elo am Januar a wëssen net, wat am Juli ass - an da bis den Dezember ze verlängeren! Ech verstinn Äre Souci, mee verstitt och eis Ligne de conduite. Dir huelt eis d'Flexibilitéit vun de ganzen Instrumenter ewech, wa mer hei elo eppes vu Januar bis Dezember festsetzen!

An dofir géif ech déi ganz Kolleege bieden, dat do net ze droen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci villmools, Madamm Beissel. Da ginn ech d'Wuert nach eng Kéier zréck un den Auteur, den Här Sven Clement.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Jo, merci fir déi ureegend Diskussioun. Wou ech awer der Madamm Beissel net ka Recht ginn - et wäert si net wonneren, datt ech hir net ka Recht ginn -, dat ass éischtens emol: Wa mer en Datum drasetzen, wa mer elo Mäerz drasetzen, ma da musse mer am Abrëll spéitstens reagéieren a mir musse verlängeren, wann et néideg ass. Wa mer Dezember drasetzen, kënne mer et och duerno nach eng Kéier verkierzen, dat wär och méiglech.

Mee kommt mir sinn éierlech, Dir wëllt dat doten net stëmmen, dat ass Äert gutt Recht, dat ass an enger Demokratie esou. Ech kann och domadder liewen, datt mir an der Oppositioun sinn an ech kann domadder liewen, datt och heiansdo gutt Iddien dem parteipolitesche Zwang geaffert ginn.

Dat gesot, mengen ech, datt Der e bësse kuerz gekuckt hutt, well eng Ligne de conduite gesinn ech am Moment net. Ech gesinn am Moment en Ad-hoc-Verfaren, ech gesinn am Moment ëmmer erëm kuerzgestéckelt Gesetzer, déi de Leit genau dat huelen, wat se dréngendst bräichten, wa se an der Incertitude sinn: nämlech Planungssécherheet. An et wär besser, mir géife laangfristeg plangen an de Leit domadder - grad deene klengen a mëttelstännege Betriber - e bësse Garantië ginn, amplaz datt mer hei all dräi Méint oder wéi an der Santé all dräi Wochen ëmmer erëm iwwert dat nämmlecht diskutéieren.

Wéi ech virdru sot, „same, same but different" - dat ass e bëssen de Problem. Mir kéinten hei definitiv e grousse Jet maachen, Bréissel erlaabt et. D'leschte Kéier krut ech gesot: „Et geet net, well Bréissel et verbitt." Dës Kéier kréien ech gesot: „Et geet zwar, mee mir wëllen et net." Ma dat ass wéinstens éierlech!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Clement. An dorobber wëllt den Här Mëttelstandsminister Lex Delles reagéieren.

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Den Här Clement freet hei Éierlechkeet, da soll en awer vläicht emol selwer éierlech sinn!

Ech si just fir unzefänke ganz erstaunt an ech fillen e bëssen „le monde à l'envers", wann ech hei d'Iwwerleeunge vum Här Baum vun deene Lénken héieren, deen der liberaler Partei seet: „Ma dajee, Dir sidd dach méi "liberal" - entre guillemets -, gitt méi Aiden un d'Betriber!" Et ass e bëssen ... Ech mengen, et muss een eng Kéier méi laang doriwwer schwätze virun der Dier.

M. Marc Baum *(déi Lénk)*.- Fir d'Ënnerstëtzung vu klengen a mëttelstännege Betriber ware mir nach ëmmer!

M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*.- Formidabel! Dann hu mer dat awer en commun, da sinn ech do ganz frou!

Wourëm geet et hei? A wa mer ganz éierlech sinn, Här Clement, da kucke mer ... wann Der dat do wëllt, wat Der grad gesot hutt, dann hätt Der net drageschriwwen, „ze envisagéieren, zäitno" ze kucken an ze maachen .... Dann hätt Der gesot: „Mir verlaangen dat do direkt elo fir dat do!" Dat hutt Der net gemaach! Dat hutt Der net gemaach!

An da kommt, mir sinn och éierlech a mir kucken awer ... Bevir Der elo hei probéiert, lénks a riets ze schwätzen, lauschtert mer just wannechgelift fäerdeg no. Hei si Konkurrenzreegelen, déi ausser Kraaft gesat ginn! Wësst Der, dass, wann Der dat do wëllt maachen - dat do einfach esou elo fir all déi Secteuren an den Text ze schreiwen, sot Der, wéi et am Moment am Gesetz steet vun den Aides coûts non couverts -, alleguer déi Secteuren, déi eligibel sinn, fir dat do ze maachen, net mussen opmaachen, och wa se kënnen opmaachen; se musse just eng Perte hu vu 40 %. Dat heescht, Dir géift dann heimat de Fräifaartsschäin ginn, fir dass d'Betriber, wann am August, am September keng Restriktioune méi do sinn, da vun deene 75 % vun der Klass 6 90 % a 70 % bezuelt kréien.

Ass et dat, wat Der wëllt? Da sot: „Jo!" Ass et wierklech, dass Der also heimat net wëllt, dass een ëmmer erëm kann Upassunge maachen? An hei geet et net ... Et ass ëmmer flott, hei den demokratesche Prinzip erauszehuelen - dat ass et net! Ech mengen, d'Madamm Beissel, d'Madamm Hartmann an alleguerten déi aner hu ganz kloer argumentéiert, firwat et net dee richtege Moment ass, fir dat doten ze maachen, ouni dass awer hei, mengen ech, iergendeen lech ka soen, dass et net vläicht esou laang wäert verlängert ginn.

Et ka sinn, wann d'Kris undauert, dass et herno bis September gëtt, bis Dezember gëtt. Mee Dir sot: „Wann net, da kann een ëmmer nach verkierzen." A grad dat wëlle mer net! Grad dat, falsch Hoffnunge maachen, fir dann am August ze soen: „A nee, deen do Secteur huele mer elo eraus." Oder: „Dat do sträiche mer fir eng Aide." Dat ass keng Planungssécherheet an dat ass net räsonabel!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, *Président*.- Merci, Här Delles. Den Här Sven Clement wëllt nach eemol d'Wuert ergräifen.

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Dir hutt de Choix: „Parole après ministre" oder „Fait personnel" oder als Auteur vun der Motioun ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Kommt zur Saach, Här Clement!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Majo, da kommen ech zur Saach, well ech hu mer jo elo hei missen e magistrale Cours unhéieren, vu weegen ech wéisst net, wéi eng Reegelen et sinn.

(Brouhaha général)

Majo, ech weess net ...

M. Fernand Etgen, *Président*.- Wannechgelift! Den Här Clement huet d'Wuert!

M. Sven Clement *(Piraten)*.- Ech fannen et op alle Fall ... Ech aktéieren haut, datt d'liberal Partei hei-

Le saviez-vous ?

COMPTE RENDU

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

QUESTIONS

Dans le cadre de ses moyens de contrôle et de surveillance par rapport aux affaires gouvernementales, la Chambre, par le biais de ses membres, a le droit de poser des questions aux membres du Gouvernement. La question constitue une demande de renseignements d'un député à un ministre au sujet d'une affaire administrative ou de gouvernement. Le Règlement de la Chambre des Députés prévoit diverses sortes de questions : les questions écrites, les questions urgentes, les questions élargies ainsi que les questions posées lors des heures de questions ou d'actualité.

PROJET DE LOI

Le Grand-Duc dispose du droit d'initiative en matière législative, tout comme les membres de la Chambre des Députés. Son initiative, encore appelée initiative gouvernementale, s'appelle « projet de loi ». Celui-ci constitue un texte proposé pour être adopté par la Chambre des Députés. Les projets de loi sont accompagnés d'un exposé des motifs qui contient des développements sur l'objectif et la teneur de la loi proposée ainsi que d'un commentaire des articles.

SENSIBILITÉ POLITIQUE

Le(s) député(s) qui ne fait (font) partie ni d'un groupe politique ni d'un groupe technique forme(nt) une sensibilité politique.

ENQUÊTE PARLEMENTAIRE

L'article 64 de la Constitution réserve à la Chambre le droit d'enquête qui lui confère la possibilité d'entendre des témoins et de consulter des experts pour réunir des éléments d'information sur une question d'intérêt public. La Chambre exerce ce droit par une commission formée en son sein. L'exercice du droit d'enquête est réglé par la loi du 27 février 2011 qui a abrogé l'ancienne loi du 18 avril 1911. La commission, ainsi que son président, peuvent prendre toutes les mesures d'instruction prévues par le Code de procédure pénale.

bannen de Patronen ënnerstellt, an der Form vun hirem Classe-moyennes-Minister de Patronen ënnerstallt huet, datt si wéilten zouloossen, wa si kéinten opmaachen, fir 10 % …

■ **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes.-* Dat ass net wouer dat do! Dat do ass gelunn! Dat ka jiddwereen nolauschteren!

■ **M. Sven Clement** *(Piraten).-* Dat hutt Dir gesot!

(Brouhaha général)

■ **Une voix**.- Esou zwar net!

■ **M. Georges Engel** *(LSAP).-* Wien hëlt et hei net eescht mat der Wourecht? Wien hëlt et hei net eescht mat der Wourecht?

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.-* Ech mengen, mir kënnen elo zum Vott vun dëser Motioun vun de Piraten kommen.

Vote sur la motion 2

Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

■ **M. Georges Engel** *(LSAP).-* Iech ass en Urteel an de Kapp geklommen!

■ **M. Sven Clement** *(Piraten).-* Här Engel, wannechgelift, mir kënnen hei och ouni Ad-hominem-Attacken eens ginn!

(Brouhaha général)

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.-* Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

5. Motion de M. Sven Clement relative à l'éducation

(Motion déposée en séance publique n° 33 du 28 janvier 2021 - à consulter en page 475 de ce compte rendu)

Mir kéimen dann elo nach zur Motioun, déi den Här Sven Clement gëschter iwwert d'Educatioun ofginn huet. Dozou wëllt am Fong geholl nach den Här Gilles Baum Stellung huelen. Mir war zu Ouere komm, datt do de Wëllen do wier, fir déi an d'Kommissioun ze verweisen, an dat wëlle mer dann duerch e Vott bekräftegen. Här Baum, kënnt Der dat confirméieren?

■ **M. Gilles Baum** *(DP).-* Merci. Genau dat ass et. Ech mengen, den Här Clement huet hei eng ganz extensiv Motioun hannerluecht iwwer Nohëllefcoursen, iwwer digital Inklusioun, iwwert de Bachelor „en cours d'emploi" an iwwert d'Formation continue. Et ass wierklech esou eng extensiv Motioun an en huet selwer d'Propositioun gemaach, se an d'Kommissioun ze huelen. Ech fannen dat eng ganz gutt Iddi.

■ **Une voix**.- Très bien!

Vote sur le renvoi de la motion en commission

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.-* Wien ass d'accord, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen? Dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

(La motion est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.)

6. Motion de M. Marc Spautz relative à la convocation d'une réunion du Comité de coordination tripartite

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 482 de ce compte rendu)

Da kéime mer nach zum Vott vun der Motioun, déi am Ufank vun der Sitzung vum Här Marc Spautz deposéiert ginn ass iwwert d'Tripartite. Wie wëllt nach zu dëser Motioun d'Wuert ergräifen? Den Här Georges Engel.

■ **M. Georges Engel** *(LSAP).-* Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech maachen et ganz kuerz. Ech wollt proposéieren, déi Motioun hei an d'Aarbechtskommissioun ze verweisen - awer net nëmmen an d'Aarbechtskommissioun, well et ass jo net nëmmen den Aarbechtsminister, dee bei der Tripartite à charge ass, do sinn der jo nach e puer -, an dass mer se vun do aus nach an aner Kommissioune weiderginn. Esou, wéi se hei steet, mengen ech, kann ee se net direkt matstëmmen, duerfir proposéieren ech, se an d'Kommissioun ze huelen.

Ech wëll awer ganz kloer soen, dass ech et op alle Fall ënnerstëtzen, dass eng Tripartite zesummekënnt, an d'Regierung huet mer gesot, dass si dat och wéilten. Mee do virdru muss awer nach e bësse Viraarbecht geleescht ginn, dat kann net einfach esou geschéien. An den Här Spautz weess als fréieren a laange Gewerkschaftler, wéi dat ass, dass een dat muss uerdentlech preparéieren. Eng Preparatioun dovunner kéint da schonn emol an der Aarbechtskommissioun gemaach ginn.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.-* Merci villmools, Här Georges Engel. Ech géif dann d'Wuert zréckginn un den Auteur, den Här Marc Spautz.

Exposé

■ **M. Marc Spautz** *(CSV), auteur.-* Merci, Här President Och merci fir déi Aussoe vum Här Engel.

Ech verstinn zwar net, firwat mir an der Aarbechtskommissioun sollen d'Preparatioun maache fir de Comité de coordination tripartite. Ech ka mer virstellen, dass an der Tripartite nach Aarbechtsgruppe sinn, déi vläicht amgaange sinn ze schaffen, mee ech weess awer net, dass et soll d'Chamber sinn, déi duerfir do ass. An duerfir si mir der Meenung, et soll een heibannen ofstëmmen.

Mir hu geschriwwen, dass de Comité de coordination tripartite esou séier wéi méiglech soll zesummekommen, dat ass déi Opfuerderung, déi mer gemaach hunn, a wa se bis zesumme war, solle mir och informéiert ginn, wat lass ass.

Ech ginn e bëssen d'Gefill net lass - Här Engel, huelt dat net perséinlech -, mir huelen elo all Motioun an d'Kommissioun an duerno waatsche mer se gären of an dofir verstitt, mir hätte gär, dass ofgestëmmt gëtt.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.-* Ech ginn d'Wuert zréck un den Här Georges Engel.

Discussion générale

■ **M. Georges Engel** *(LSAP).-* Jo, merci, Här President. Bon, d'Motioun kënne mer net matstëmmen, et stinn nämlech Saachen dran, déi net richteg sinn: dass hei eng Approche attentiste vun der Regierung géif geholl ginn, dass d'Regierung en Deni an e Refus vu hiren Engagementer geholl hätt … Ech mengen, dass mir esou eppes net kënne matstëmmen.

Ech muss Iech awer soen, Här Spautz: E Mëttwoch hutt Dir hei eng Motioun deposéiert; en Donneschden de Moien hu mer déi Motioun an der Aarbechtskommissioun traitéiert - elo hei e bësse virzewerfen, mir géifen dat esou opschiben, fannen ech nun awer wierklech net ganz fair! Merci.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.-* Merci, Här Georges Engel.

■ **M. Marc Spautz** *(CSV), auteur.-* Fait personnel …

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.-* Da fir Fait personnel, den Här Spautz fir d'éischt.

■ **M. Marc Spautz** *(CSV), auteur.-* Also den Här Engel huet mech elo zitéiert; den Här Engel huet elo eng Motioun bruecht, déi am Travail …, wou ech d'accord sinn, méi séier ass et net gaangen. Mee soll ech Iech emol de Package vun all deene Motiounen weisen, déi mir déi lescht fënnef Méint heibanne bruecht hunn, wou et ëmmer geheescht huet, se kommen an d'Kommissioun, wou iwwert d'Hallschent emol nach bis haut net an der Kommissioun diskutéiert ginn ass! An dorop, Här Engel, huet sech meng Remark mat de Motioune bezunn an net spezifesch op d'Commission du Travail!

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.-* Merci, Här Spautz. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

■ **M. Fernand Kartheiser** *(ADR).-* Villmools merci, Här President. Ech hunn déi Debatt elo nogelauschtert an ech wëll dem Kolleeg Marc Spautz an zwee Punkte Recht ginn.

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Den éischten ass, datt mer selbstverständlech mussen drop Uecht ginn - zemools a schwéieren Zäite wéi mer se elo hunn -, datt de Sozialdialog hei am Land, déi Traditioun, déi mer hu mat den Tripartitten, seriö virugeféiert gëtt. Den Opruff, deen dës Motioun formuléiert, fir dat ze maachen, kënne mir nëmmen ënnerstëtzen.

Den zweete Punkt, wou ech dem Här Deputéierte Marc Spautz ausdrécklech wëll Recht ginn, ass, datt d'Motiounen, déi an d'Kommissioune verwise ginn, notamment vun der Oppositioun, do och mat allem Seriö an aller Vitess sollen traitéiert ginn. Heiansdo ass dat de Fall, dacks ass et net de Fall.

Mir denken, datt d'Motiounen och vun der Oppositioun - a vläicht besonnesch vun der Oppositioun -, et an engem demokratesche Staat verdéngen, diskutéiert ze ginn an dann an d'Plenière zréckzekommen.

Dat selwecht gëllt, Här President, wann en Oppositiounsdeputéierten e Gesetzesvirschlag mécht. Och do sollt sech dës Chamber ëmmer bewosst sinn, datt och déi Kontributioun vun all Deputéierten zum legislative Prozess, ob Oppositioun oder Majoritéit, mat Respekt an Diligence muss behandelt ginn.

Ech soen Iech Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.-* Merci, Här Kartheiser. Ech mengen, da kënne mer zum Vott vun dëser Motioun kommen. Nee, fir d'éischt nach den Här Marc Baum.

■ **M. Marc Baum** *(déi Lénk).-* Merci, Här President. Ech wollt dann awer och just selwer zur Motioun schwätzen, déi eis och ganz sympathesch ass.

Dir wësst, datt d'Vertrieder vum Salariat, d'Gewerkschaften, schonn zënter méi Laangem d'Fuerderung vun enger nationaler Tripartite hunn - si fille sech am Moment och net genuch oder falsch gehéiert vun der Regierung -, an datt do effektiv e Besoin besteet, fir dat Instrument, dat Kriseninstrument ze benotzen. Wat mir awer besonnesch wichteg erschéngt, dat ass, datt d'Tripartite hei och net als Huis clos verstane gëtt, wou da Fakte geschafe ginn, mee - e besonneschen Tiret - datt et wichteg ass, datt och d'Chamber reegelméisseg a koordinéiert iwwert dat, wat do diskutéiert gëtt, soll informéiert ginn. Dat ass eis ganz sympathesch an duerfir wäerte mer dat natierlech och matstëmmen. Merci.

■ **M. Fernand Etgen,** *Président.-* Merci, Här Marc Baum.

Da kéime mer elo zum Vott.

Vote sur la motion

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

(Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun bei 29 Jo-Stëmme géint 31 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles (par M. Georges Mischo), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth)et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Reunioune si fir den 9., 10. an 11. Februar virgesinn.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.56 heures.)

Sommaire des séances publiques nos 33 et 34

33e séance

Ouverture de la séance publique .... p. 459

Dépôt d'une motion par M. Pim Knaff .... p. 459

Interpellation de M. Paul Galles au sujet de la politique d'intégration au Grand-Duché de Luxembourg
et
Débat de consultation sur l'intégration .... p. 459-475

Dépôt d'une motion par M. Sven Clement .... p. 475-476

7547 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu .... p. 476-477

Motion de M. Pim Knaff relative à l'analyse juridique de l'arrêt de la Cour administrative du 26 janvier 2021 .... p. 477-478

7547 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (suite) .... p. 478

Motion de M. Pim Knaff relative à l'analyse juridique de l'arrêt de la Cour administrative du 26 janvier 2021 (suite) .... p. 478-480

Ordre du jour .... p. 480

Motion de M. Roy Reding relative à la mise à disposition de la Chambre des Députés de toute la convention entre l'État, RTL Group, CLT-UFA et Bertelsmann AG .... p. 480-481

34e séance

Ouverture de la séance publique .... p. 481

Question élargie n° 69 de M. François Benoy relative aux offres à bas seuil à destination des toxicomanes .... p. 481-482

Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz .... p. 482

7752 - Projet de loi modifiant :
1° la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 ;
2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises .... p. 482-495

Motion de M. Sven Clement relative à l'éducation .... p. 495

Motion de M. Marc Spautz relative à la convocation d'une réunion du Comité de coordination tripartite .... p. 495

Sommaire

Question n°	Auteur	Objet
3569	François Benoy	Épandage de sel
3659	Carole Hartmann, Claude Lamberty	Priorisation vaccinale pour les personnes appartenant à des catégories socioprofessionnelles considérées comme essentielles et particulièrement exposées
3760	Fred Keup	Accord de Paris sur le climat
3773	Fred Keup	Rapatriement de demandeurs de protection internationale déboutés
3796	Fred Keup	Chômage chez les jeunes
3797	Fred Keup	Élèves non résidents
3823	Jeff Engelen	Vandalisme dans les transports publics
3838	Fred Keup	Missions de rapatriement de demandeurs de protection internationale déboutés accomplies par la Police grand-ducale
3839	Fred Keup	Postes à responsabilités particulières dans la Police grand-ducale
3842	Simone Asselborn-Bintz	Utilisation du QTrobot dans l'inclusion scolaire
3855	Max Hahn, André Bauler	Installations photovoltaïques
3858	François Benoy	Unités de contrôle
3865	Djuna Bernard, François Benoy	Statut des chargés de cours dans l'enseignement musical
3875	Fred Keup	Parcs éoliens dans des zones de préservation de grands ensembles paysagers
3877	Nancy Arendt épouse Kemp, Paul Galles	Disparitions inquiétantes
3906	Marc Goergen	Avertissements taxés
3915	Guy Arendt	Augmentation de l'efficacité de la chasse
3916	Carole Hartmann, André Bauler	Tests rapides de dépistage de la Covid-19 utilisés dans les hôpitaux
3919	Dan Biancalana	Changement de carrière au sein de la Police grand-ducale
3921	Semiray Ahmedova	Guichet unique des demandeurs d'un logement social
3922	Fred Keup	Matériel didactique pour l'enseignement du luxembourgeois
3923	Fred Keup	Hotline Covid-19
3924	Fred Keup	Espèces exotiques envahissantes
3925	Fred Keup	Mesures sanitaires dans les écoles
3927	Marc Goergen	Animaux domestiques
3931	Yves Cruchten, Claude Haagen	Transport scolaire
3933	Fernand Kartheiser	Définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA
3934	Jeff Engelen	Service de transport Adapto
3935	Fernand Kartheiser	Collecte de données des automobilistes
3938	Carole Hartmann, Guy Arendt	Contrôles dans le secteur Horeca
3939	Jeff Engelen, Fred Keup	Électromobilité
3940	Sven Clement	Service de transport Adapto
3941	Sven Clement	Accord entre le Gouvernement et le Consistoire israélite de Luxembourg
3942	Tess Burton	Aides pour le secteur agricole
3945	Jeff Engelen, Fred Keup	Électromobilité dans le cadre des auto-écoles
3949	Jeff Engelen	Port d'un masque lors de l'accouchement
3950	Jeff Engelen	Conditions de livraison des vaccins
3951	Fred Keup	Charte européenne des langues régionales et minoritaires
3952	Diane Adehm, Laurent Mosar	Activités du RTL Group
3953	Jeff Engelen	Vaccination des éducateurs
3955	Martine Hansen	Service de transport Adapto
3956	Stéphanie Empain, Djuna Bernard	Sanctions de l'Union européenne contre la Chine
3958	Martine Hansen	Attaques de petits animaux par des renards
3960	Lydia Mutsch	Premier microsatellite birman
3961	Marc Goergen	Avion militaire luxembourgeois
3962	Max Hahn	Vëlosummer 2021
3963	Françoise Hetto-Gaasch, Paul Galles	Prise en charge des ex-détenus
3965	Martine Hansen, Laurent Mosar, Claude Wiseler	Réseaux d'aides et de soins à domicile dans le cadre de la pandémie Covid-19
3968	Marc Spautz	Apprentissage transfrontalier
3969	Martine Hansen, Marc Spautz	Apprentissage d'un métier dans le cadre de la Covid-19
3971	Jeff Engelen	Statistiques sur les décès dans les structures pour personnes âgées
3972	Paul Galles	Action hiver
3973	Dan Biancalana	Condamnations suite à une infraction routière
3975	Jeff Engelen, Fred Keup	Tests Covid-19 à l'École internationale
3977	Jeff Engelen	Immunité collective Covid-19 au Luxembourg
3979	Fernand Kartheiser	Comité pour une paix juste au Proche-Orient (CPJPO)
3980	Viviane Reding	Traitement des données collectées par Amazon
3982	Fernand Kartheiser	Coopération entre le Comité pour une paix juste au Proche-Orient (CPJPO) et écoles luxembourgeoises
3983	Marc Spautz	Service de transport Adapto
3984	Françoise Hetto-Gaasch	Écoles de danse dans le cadre de la pandémie Covid-19
3985	Fred Keup	Nouveau hall sportif à Echternach
3986	Marc Lies	Littering sur les routes et places publiques
3987	Marc Goergen	Mariage forcé
3988	Jeff Engelen	Accompagnement lors de l'échographie de grossesse dans le cadre de la pandémie Covid-19
3989	Fernand Kartheiser	Accès aux messages cryptés
3990	Francine Closener	Congé payé en cas de fausse couche
3991	Fred Keup	Trains à hydrogène
3992	Fred Keup, Roy Reding	Personnes sous tutelle dans les structures pour personnes âgées
3993	Jeff Engelen, Roy Reding	Vaccination forcée par l'employeur
3994	Mars Di Bartolomeo	Blocage au canal de Suez
3996	Semiray Ahmedova	Protection des consommateurs lors de l'achat de biens immobiliers
3997	Guy Arendt	Maladie de Carré sur des cadavres de renards
3998	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	Droit d'être entendu de l'enfant mineur en cas de divorce
3999 cf. 4114	Jeff Engelen	Effets à long terme de la pandémie Covid-19
4002	Tess Burton	Aides pour le secteur porcin
4005	Martine Hansen, Claude Wiseler	Cabinet de conseil dans le cadre de la campagne de vaccination
4114 cf. 3999	Josée Lorsché	Long-Covid
	Session ordinaire 2021-2022	
5120 urgente	Martine Hansen, Georges Mischo	Application des mesures contre la Covid-19 dans le secteur sportif
5128 urgente	Nancy Arendt épouse Kemp	Application des mesures contre la Covid-19 dans le secteur sportif

Question 3569 (02.02.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant l'**épandage de sel :**

En cas de neige et de gel persistant, les pouvoirs publics prennent des mesures afin d'assurer la sécurité sur les voies, trottoirs et places publiques. Une solution facile dans ce contexte est l'épandage de sel. Néanmoins, l'utilisation excessive de sels de voirie pourrait avoir des effets négatifs sur la faune et la flore, les sols, ou encore les eaux souterraines ou de surface.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Madame la Ministre de l'Environnement peut-elle me fournir des précisions quant aux effets de l'épandage de sel sur la faune, la flore ainsi que les sols abordant les routes ? Est-ce que le salage a eu des incidences négatives sur la qualité des eaux (de surface, souterraines ou potables) dans le passé ?

2) Quelles recommandations le Gouvernement donne-t-il aux services qui s'occupent du déneigement, notamment des administrations communales et de l'Administration des ponts et chaussées, afin de réduire les éventuels effets nocifs du sel sur la nature et les ressources naturelles ? Est-ce que des alternatives au salage sont recommandées dans ce contexte et, dans l'affirmative, lesquelles ?

3) Comment ces recommandations sont-elles communiquées aux destinataires ? En l'absence d'une communication régulière au sujet de l'épandage de sel, le Gouvernement jugerait-il opportun de transmettre les messages y relatifs de manière périodique aux services concernés ?

Réponse commune (08.03.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1) L'impact du sel de déneigement sur les sols et les écosystèmes terrestres situés à proximité des voiries n'est pas quantifié au Luxembourg. Toutefois, des études, notamment canadienne[1] et françaises[2] [3], ont montré que l'impact négatif du sel sur le sol est généralement localisé à proximité immédiate des voiries et est très fluctuant en fonction des saisons. Ceci s'expliquerait par le fait que le sel est facilement lixivié des sols et fortement dilué sous notre climat, lors des épisodes pluvieux hivernaux et printaniers. Ces éléments appuient l'hypothèse que le sel de déneigement aurait un impact limité sur les sols luxembourgeois.

Le volet préventif de la future loi sur les sols prévoit de réaliser un état des lieux national de la qualité des sols. Cet état des lieux s'intéressera, entre autres, aux phénomènes impactant la qualité des sols à proximité des zones d'activités humaines. L'impact du sel de déneigement pourra être pris en compte dans cet état des lieux, ce qui apportera des éléments pour le quantifier dans le contexte luxembourgeois.

Aucune masse d'eau de surface ni d'eau souterraine luxembourgeoise n'ont été classées en mauvais état écologique suite à un dépassement des normes de qualité environnementale liées au sel (notamment aux chlorures). Des effets locaux et temporaires ne peuvent pas être exclus, mais aucune étude approfondie n'a été réalisée à cet effet.

Même si les masses d'eau de surface et d'eau souterraine ne sont pas déclassées suite à des dépassements de normes de qualité environnementale liées au sel, des effets locaux ne peuvent pas être exclus et une réduction ou une utilisation plus raisonnable et rationnelle du sel d'épandage est judicieuse. Notons d'ailleurs qu'une grande partie des eaux de ruissellement dans le milieu urbain (où

[1] Cain N.P., Hale B., Berkalaar E., Morin D., 2000. Review of effects of NaCl and other road salts on terrestrial vegetation in Canada. 226 p.

[2] Sétra, 2011. L'impact des fondants routiers sur l'environnement : État des connaissances et pistes d'actions. Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements. Note d'information du Sétra - Économie, Environnement, Conceptions 94. Mars 2011. 25 p.

[3] Sétra, 2013. Viabilité hivernale : fiches pratiques « aide-mémoire ». Service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements. Décembre 2013. 34 p.

l'utilisation du sel par les particuliers est souvent plus « généreuse ») est déversée dans la canalisation des eaux mixtes et se retrouve dans les stations d'épuration où le sel n'est pas éliminé et peut également avoir des effets au niveau de celles-ci.

Des renseignements concernant les effets de l'épandage de sel sur la faune, la flore ainsi que les sols abordant les routes ont déjà été donnés dans la réponse à la question parlementaire n° 1000 de l'honorable Député Monsieur Marc Spautz en 2015, dont la réponse est annexée à la présente.

ad 2) + 3) L'organisation et l'exécution du service hivernal sur la voirie étatique constituent un facteur essentiel des activités de l'Administration des ponts et chaussées, qui s'occupe de façon continue des questions relatives à la viabilité hivernale. Parmi toutes les thématiques de l'organisation du service hivernal, les courbes d'épandage sont régulièrement analysées et adaptées aux règles de l'art de façon à garantir les effets de déneigement et de dégivrage désirés, tout en veillant à ne pas gaspiller le sel. En plus, avant toute période hivernale, toutes les épandeuses sont contrôlées et calibrées par les services de l'Administration des ponts et chaussées.

À part le remplacement des anciennes épandeuses à dosage imprécis par des épandeuses réglables de façon très précise et économe, depuis quelques années, l'Administration utilise exclusivement du sel de déneigement simple (NaCl) dans la qualité adaptée pour le déneigement et le dégivrage. En parallèle, sur le réseau autoroutier, l'Administration a échangé pour le salage préventif, les épandeuses classiques par des épandeuses de saumure, ce qui a permis un salage plus efficace et une réduction de la consommation de sel.

À côté du fondant routier, il existe l'alternative de l'épandage de gravillons. De prime abord, il faut noter que cette méthode est adaptée dans des régions avec des longues périodes neigeuses continues, où les gravillons se mélangent avec la neige. Dans notre région avec des périodes de neige passagères et de faibles chutes de neige, les effets sont nettement inférieurs à celui d'un épandage combiné sel/saumure et chasse-neige. En effet avec la fonte de la neige, l'écoulement des eaux de surface est obstrué par les quantités non négligeables de gravillons épandues avec le résultat que les cunettes et caniveaux sont bouchés. Le gravillon n'est pas adapté pour des périodes répétées de gel/dégel. De ce fait, cette méthode est inadaptée voire contreproductive et non recommandée pour des régions telle que le Luxembourg.

De manière générale, le Gouvernement analysera de près l'évolution dans le domaine du service d'hiver et notamment le développement de nouvelles méthodes ou technologies.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3659 (17.02.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Claude Lamberty** *(DP)* concernant la **priorisation vaccinale pour les personnes appartenant à des catégories socioprofessionnelles considérées comme essentielles et particulièrement exposées** :

Début février, Madame la Ministre de la Santé a dévoilé les détails de la deuxième phase de la campagne vaccinale au Luxembourg. Sur recommandation de la Commission nationale d'éthique, l'âge et le degré de vulnérabilité des personnes demeurent les critères déterminants pour établir une priorisation des personnes à vacciner contre la Covid-19.

Sur base de ces critères, il a été procédé à une répartition de la population en six phases de vaccination successives, sans tenir compte de l'appartenance des personnes à un groupe socioprofessionnel déterminé.

Dans ce contexte, nous aimerions poser la question suivante à Madame la Ministre de la Santé, à Madame la Ministre de l'Intérieur, à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Les Ministres ne sont-ils pas d'avis que les personnes appartenant à des catégories socioprofessionnelles considérées comme essentielles et particulièrement exposées, telles que par exemple et à titre non limitatif, la Police grand-ducale, le CGDIS ou l'enseignement, qui, de par leurs fonctions relevant des missions essentielles d'État, sont souvent en contact direct avec des groupes de personnes sans distanciation sociale et sans possibilité de recourir au télétravail, devraient aussi bénéficier d'une priorisation vaccinale ?

Réponse commune (27.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

La stratégie vaccinale du Luxembourg s'est appuyée dans une première phase sur l'avis de la Commission nationale d'éthique (C.N.E.) du 21 janvier 2021 qui préconise une approche selon laquelle les personnes appartenant aux différentes catégories socioprofessionnelles ne devraient pas profiter d'une priorisation vaccinale (à l'exception des professionnels de santé et du personnel des établissements de santé et de soins), mais qu'elles devraient être invitées à la vaccination en fonction de leur tranche d'âge.

Le Gouvernement tient à relever qu'il a été décidé, suite à l'avis du Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI), que les personnes âgées entre 30 et 54 ans ont la possibilité de s'inscrire sur une liste et y manifester leur intérêt de se faire vacciner volontairement avec Vaxzevria. Ainsi, toute personne appartenant à cette tranche d'âge a la possibilité de se faire vacciner, indépendamment de la catégorie socioprofessionnelle à laquelle elle appartient.

La Confédération générale de la fonction publique (CGFP) a exprimé quant à elle en date du 26 avril le souhait de faire vacciner les personnes travaillant dans des métiers essentiels en priorité. Suite à cette revendication, le Gouvernement rencontrera les représentants syndicaux lors d'une entrevue prévue pour le 3 mai prochain au cours de laquelle ces questions seront discutées.

Question 3760 (04.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**accord de Paris sur le climat :**

Am Kader vum Klimaaccord vu Paräis huet Lëtzebuerg sech verflicht, säin Deel dozou bäizedroen, datt déi global Temperature bis 2100 net iwwer 2° C vis-à-vis vum virindustriellen Zäitalter klamme sollen.

An deem Kontext hätt ech un den Här Energieminister, den Här Finanzminister an un d'Madamm Ëmweltministesch follgend Nofroen:

1. Wéi ee Montant gëtt Lëtzebuerg 2021 insgesamt aus, fir seng Verflichtunge vum Klimaaccord vu Paräis kënnen ze erfëllen?

2. Wéi ee Pourcentage mécht dëse Montant um Lëtzebuerger Bruttosozialprodukt aus?

3. Wéi engen Depensë steet e Revenu oder e geplangte Revenu vis-à-vis?

4. Wéi ee Montant vun deenen Depensë gëtt zu Lëtzebuerg ausginn?

5. Wéi presentéiert sech d'Opstellung vun de Beneficiairen:

Wéi een Undeel vun dësen Depensen entfält op Gemengen an allgemeng ëffentlech Administratiounen?

Wéi een Undeel entfält op ëffentlech Betriber, wéi een Undeel op privat Betriber?

Wéi een Undeel entfält op Netregierungsorganisatiounen?

Wéi een Undeel entfält op d'Participatioun un der Klimapolitik vun der Europäescher Unioun?

Wéi een Undeel gëtt an Drëttlänner iwwerwisen?

Wéi presentéiert sech d'Opdeelung vun deem zulescht genannte Posten no eenzele Länner?

Réponse commune (23.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

Mat dem neie Klimagesetz huet Lëtzebuerg sech e Kader ginn, fir zur Ëmsetzung vum Klima-Accord vu Paräis bäizesteieren an esou d'global Temperaturhausse op 1,5° C ze begrenzen. D'Gesetz vum 15. Dezember 2020 hält d'laangfristegt Zil vun der Klimaneutralitéit fir allerspéitstens 2050 fest. Mëttelfristeg, dat heescht bis 2030, mussen d'Zäregasemissiounen ëm 55 % par rapport zum Niveau vun 2005 reduzéiert ginn. Konkreet Handlungsfelder a Piste fir dës Ziler ze erreechen hat d'Regierung schonn am Mee 2020 am Kader vum nationalen Energie- a Klimaplang (PNEC) fir d'Period 2021 bis 2030 festgehalen.

D'„relance verte", ee qualitative Wuesstem en ligne mat den ëmwelt- a klimarelevanten Zilsetzungen, bleift eng kloer Prioritéit vun der Regierung an huet och hiren Nidderschlag am Budgetsgesetz fir den Exercice 2021 fonnt. De finanziellen Impakt vun de 5 Dimensioune vum PNEC gouf am Kader vum Projet vum Budgetsgesetz (document parlementaire n° 7666) duergeluecht, a beleeft sech, wéi schonn am Budget 2021 festgehalen, fir d'Joer 2021 op 1,11 Milliarden Euro. Dëse Montant stellt een äischten Aperçu vun den Ausgabe vum PNEC duer. Doniewent beinhalt de Budget nach eng ganz Rei vun anere klimarelevanten Ausgaben.

Vun deenen 1,11 Milliarden Euro si 588 Millioune Euro fir de Budget vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte virgesinn, woumat virun allem an Infrastrukturen an den ëffentlechen Transport am Sënn vun der Dekarboniséierung investéiert gëtt. Ëm déi 253 Millioune fléissen och an deem Sënn an de Fonds du rail an an de Fonds des raccordements ferroviaires. 128 Millioune sinn am Joer 2021 fir de weideren Ausbau vum Tram virgesinn. Eng ronn 110 Millioune Euro ginn un de Fonds climat et énergie an an de Fonds pour la protection de l'environnement, mat deene virun allem a Projete fir méi Energieeffizienz an erneierbar Energien investéiert gëtt. Weider 10 Millioune ginn un de Ministère de l'Énergie an de Logementsministère fir Energieeffizienz am Land ze fërderen. Iwwert de Klimaschutz eraus droen dës Investissementer all dozou bäi, d'Lëtzebuerger Ekonomie méi kompetitiv an nohalteg opzestellen an domat weider d'Land am Interêt vun de Biergerinnen a Bierger op d'Zukunft virzebereeden.

Kloer ass, datt et keng Alternativ zu engem séieren an entschlossenen Handele fir méi Klimaschutz gëtt. Ee Verschibe vu klimarelevanten Investissementer wier, mëttel- a laangfristeg, mat weesentlech méi héije gesamtwirtschaftleche Käschte verbonnen, mol ofgesi vun den net méi réckgängeg ze maachenden Auswierkunge vum Klimawandel. Vun den Investissementer an erneierbar Energien, respektiv fir méi Energie- a Ressourceneffizienz, profitéieren net nëmmen d'Bierger, mee och eis Entreprisen. Och d'Gemenge ginn am Kader vum Klimapakt mat järlech ronn 15 Millioune Euro ënnerstëtzt.

Zousätzlech zu den nationalen Efforten huet Lëtzebuerg sech och verflicht, deenen am meeschte vun den Auswierkunge vum Klimawandel betraffenen Entwécklungslänner ënnert d'Äerm ze gräifen. Fir d'Joren 2021 bis 2025 stellt Lëtzebuerg eng finanziell Enveloppe vun insgesamt 200 Millioune zur Verfügung, dëst zousätzlech zu de Gelder fir Entwécklungshëllef.

Question 3773 (05.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **rapatriement de demandeurs de protection internationale déboutés :**

Eng vun den Aufgabe vun der Police ass, datt si betraffe Persoune bei der Réckféierung an déi jeeweileg Hierkonftslänner begleet.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Aus wéi engen Ursaache gi Leit vum Lëtzebuerger Staat an hir Hierkonftslänner zeréckbruecht?

2. Wéi vill därer Réckféierunge sinn 2019, 2020 an elo am Januar a Februar 2021 duerchgefouert ginn?

3. Iwwert wéi eng Transportweeër ginn dës Réckféierungen duerchgefouert? Geet dat iwwer Linneflich oder Charterflich?

4. Kann d'Regierung d'Länner opschlësselen, an déi déi betraffe Leit am uewe genannten Zäitraum zeréckbruecht goufen?

5. Wéi vill Poliziste begleeden déi Réckféierungen a wéi gestalt sech an deem Kontext den Zäit- a Personalopwand fir esou Réckféierungen?

6. Wéi laang hale sech d'Poliziste bei esou Réckféierungen ausserhalb vum Land op? Ass fir si an esou Fäll eng speziell Entschiedegung virgesinn?

7. Sinn an de leschte Jore scho Réckféierungen ofgebrach ginn? Wa jo, aus wat fir enge Grënn?

Réponse commune (24.03.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

Fir d'Ursaachen, wéisou Persounen aus Drëttstaaten an hir Hierkonftslänner zeréckbruecht ginn, sief op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 1042 vum 16. September 2019 verwisen. D'Unzuel u Réckféierungen an Destinatioune sinn am rezente Bilan iwwert d'Immigratioun, den Asyl an den Accueil, deen och der Chamberkommissioun den 1. Mäerz 2021 presentéiert gouf, ze fannen.

Bei de fräiwëllege Réckféierungen ass et der Persoun selwer iwwerlooss, wéi een Transportmëttel si well huelen. Bei de forcéierte Réckféierunge gëtt op Linnen- an Charterflich zeréckgegraff.

Wéi vill Polizisten un enger forcéierter Réckféierung deelhuelen, hänkt vun der Unzuel u Persounen of, déi musse begleet ginn. Wéi laang sech d'Polizisten am Ausland ophalen, hänkt vun der Destinatioun of.

Wat d'Entschiedegungen ubelaangt, gëllen aktuell de Règlement du Gouvernement en Conseil du 18 décembre 2020 fixant les indemnités prévues aux articles 16, alinéa 1er, 18 et 20, paragraphe 1er du règlement grand-ducal du 14 juin 2015 sur les frais de route et de séjour an den Accord ministériel relatif au temps de travail et de repos dans la police vum 17. Juni 2019.

D'Grënn, firwat Réckféierungen ofgebrach ginn, si ganz villfälteg.

Question 3796 (08.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **chômage chez les jeunes :**

Laut dem Artikel „Nackte Zahlen, verfälschte Realität" vu „Reporter.lu" waren 2020 ronn 26 % vun deene jonke Leit ënner 25 Joer, zu Lëtzebuerg als aarbechtslos gemellt.

Duerfir hunn ech un den Här Schoulminister, den Här Mëttelstandsminister an den Här Minister vun der Ekonomie follgend Nofroen:

1. Op Basis vu wéi enger Definitioun gëtt d'Jugendaarbechtslosegkeet zu Lëtzebuerg berechent?

2. Gëtt et en allgemenge soziale Profill vun deenen aarbechtslose Jonken?

3. Wéi verdeelt sech d'Jugendaarbechtslosegkeet no Geschlechter?

4. Wéi verdeelt sech d'Jugendaarbechtslosegkeet op Lëtzebuerger an Net-Lëtzebuerger?

5. Wéi verdeelt sech d'Jugendaarbechtslosegkeet op déi verschidde Kategorië vun Diplomer?

6. Wéi vill jonk Leit sinn 2020 wéinst de Covid-aschränkungen aus dem Aarbechtsmaart erausgefall oder konnte wéinst deenen Aschränkungen net Fouss an der Aarbechtswelt faassen?

7. Wéi vill jonk Leit konnten 2020 keng Léier ufänken, well den zouständege Secteur vun de Covid-aschränkunge betraff war?

8. Wéi huet sech d'Zuel vun de Stagë vu jonke Leit 2020 par rapport zu 2019 verännert?

9. Wéi vill jonk Leit konnten 2020 insgesamt e Stage en vue vun der Beruffsausbildung suivéieren?

10. Wéi hunn sech dës Stagen op déi eenzel Secteure verdeelt?

11. Wéi eng Moossnamen huet d'Regierung geholl, fir deene jonke Leit weiderhin d'Méiglechkeet ze ginn Stagen a Léieren am Horesca-Secteur ze erméiglechen?

12. Wéi beurteelt d'Regierung d'Gefor, datt mir duerch d'Covidmesurë riskéieren, um Aarbechtsmaart eng „verluere Generatioun" ze schafen?

Réponse commune (23.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. Lex Delles,** *Ministre des Classes moyennes,* de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. D'Jugendaarbechtslosegkeet gëtt vun Eurostat op Basis vun der Enquête sur les forces de travail gerechent. Dat ass eng harmoniséiert Enquête, déi europawäit ausgefouert gouf. Zu Lëtzebuerg geschitt dat duerch de Statec (https://statistiques.public.lu/fr/enquetes/espace-menages/forces-travail/index.html) via eng Online- an Telefonsenquête. Do kréien d'Leit eng Rëtsch Froen zu hirer beruffflecher Situatioun gestallt. Leit, déi follgend Konditioune gläichzäiteg erfëllen, ginn dann als Chômeur bezeechent:

- an enger bestëmmter Woch, kenger bezuelter Aarbecht nogaange sinn (an och net an engem Congé oder Krankeschäi sinn);

- aktiv eng bezuelten Aarbecht sichen;

- prett sinn, fir an den nächsten zwou Woche eng Aarbecht unzetrieden.

Dëst ass eng Definitioun, déi vum Bureau international du travail (BIT) ausgeschafft gouf an um internationale Plang benotzt gëtt. Et ass wichteg ze ënnersträichen, datt ee Chômeur ass, onofhängeg vun der Tatsaach, ob ee bei der ADEM gemellt ass oder net. Et muss een och betounen, datt Schüler a Studenten net als Chômeur gezielt ginn.

Den Taux de Chômage, iwwert deen hei geschwat gëtt, ass d'Zuel vun de Chômeure gedeelt duerch d'Zuel vun der aktiver Bevëlkerung. Déi aktiv Bevëlkerung besteet aus de Leit, déi eng Aarbecht hunn an aus deenen, déi eng Aarbecht sichen. Dat bedeit ënner anerem, datt Schüler a Studenten net zu der aktiver Bevëlkerung zielen. Deemno kann een also net behaapten, datt ronn 26 % vun deene jonke Leit ënner 25 Joer zu Lëtzebuerg als aarbechtslos gemellt sinn.

D'ADEM veröffentlecht all Mount Zuelen zu dem Chômage, déi „chiffres-clés de l'ADEM" genannt ginn (https://adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/chiffres-cles-adem.html). Déi Zuele baséieren awer op de Leit, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn. Mat den Informatiounen, déi d'ADEM huet, ass et net méiglech, sech komplett un déi international Definitioun vum BIT ze halen. An de Statistiken, déi eemol de Mount publizéiert ginn, geet rieds vun den Demandeurs d'emploi résidents disponibles. Dat si Leit, déi um Stéchdatum (leschten Dag vum Mount) follgend Konditiounen erfëllen:

- bei der ADEM gemellt sinn;

- zu Lëtzebuerg wunnen;

- keng Aarbecht hunn an a kenger Beschäftegungsmoossnam sinn;

- net krank gemellt sinn.

Op den 31. Januar 2021 waren dat 19.882 Leit, dovunner waren der 1.923 manner wéi 25 Joer jonk, an 2.194 tëschent 25 an 29 Joer.

Op Basis vun dësen Zuele rechent de Statec e Chômagetaux. Dee gëtt et awer, entgéint deem vun Eurostat, net fir eenzel Alterskategorien, mee nëmme fir déi ganz aktiv Bevëlkerung.

ad 2. D'Froen 3, 4 a 5 ginn och op de Profill vu de Jonken an. Doriwwer eraus kann een nach Follgendes soen:

Bei de Jonken (< 30 Joer), déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, leien d'Problemer dacks anescht wéi bei den Eeleren. Gesondheetlech Problemer spille keng grouss Roll. Nëmme 5 % vun de Jonken hunn de Statut vum Salarié handicapé oder vum extern Reklasséierten. Bei den iwwer 30-Järege sinn dat 19 %.

Bei de Jonken (< 30 Joer) op der Sich no enger Aarbecht si 15 % zënter méi wéi engem Joer op der Sich no enger Aarbecht. Bei den iwwer 30-Järegen op der Sich no enger Aarbecht sinn et 40 %, déi zënter méi wéi engem Joer op der Sich no enger Aarbecht sinn. Op der Sich no enger Aarbecht heescht, bei der ADEM ageschriwwe sinn, woubäi d'Zäit, wärend där eng Persoun an enger Beschäftegungsmoossnam war, geschafft huet oder krank war, net matgerechent gëtt.

Vill Jonker hunn dacks keng oder net vill Beruffserfarung. Een Deel vun de Jonken huet och guer keen oder kee realistesche professionelle Projet, dat heescht si wëssen net richteg, wat si beruflech maache wëllen oder si hu Virstellungen, déi net realisabel sinn. Dat si wichteg Punkten, op deenen déi spezialiséiert Conseillere vun der ADEM mat de Jonke schaffen.

ad 3.

- Bei de manner wéi 25-Järege si 44 % Fraen a 56 % Männer.

- Bei de 25-29-Järege sinn 49 % Fraen an 51 % Männer.

Quell: ADEM, Situatioun um 31. Januar 2021

ad 4.

- Bei de manner wéi 25-Järegen hu 54 % déi Lëtzebuerger Nationalitéit.

- Bei de 25-29-Järegen hunn 39 % déi Lëtzebuerger Nationalitéit.

Quell: ADEM, Situatioun um 31. Januar 2021

ad 5.

- Bei de manner wéi 25-Järegen hunn 49 % héchstens déi ënnescht Stuf vum Secondaire erreecht, 45 % déi iewescht Stuf vum Secondaire a 6 % de Postsecondaire.

- Bei den 25-29-Järegen hu 36 % héchstens déi ënnescht Stuf vum Secondaire erreecht, 38 % déi iewescht Stuf vum Secondaire a 26 % de Postsecondaire.

Quell: ADEM, Situatioun um 31. Januar 2021

ad 6. Op den 31. Januar 2021 gouf et 19.882 Demandeurs d'emploi résidents disponibles, dovunner waren der 4.117 manner wéi 30 Joer al. D'Zuel vun den Demandeurs d'emploi résidents disponibles ass iwwert ee Joer gekuckt ëm 20,7 % gewuess, an d'Zuel vun deene Jonken ass ëm 23,9 % geklommen. Dat heescht, duerch d'Kris ass de Chômage an d'Luucht gaange fir déi Jonk an déi manner Jonk.

Am Joer 2020 hunn sech och manner Leit als Demandeurs d'emploi bei der ADEM ageschriwwe wéi nach am Joer 2019. Am Tableau hei ënne gesäit een, datt de Réckgang déi Jonk (16-29 Joer) ewéi och déi manner Jonk (30-64 Joer) betrëfft:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Dat bedeit, datt d'Hausse vum Chômage doduerch bedéngt ass, datt d'Leit keng Aarbecht fannen an net duerch eng méi héich Unzuel vun Entloossungen. Zënter Enn Mäerz 2020 dréit den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg, bedéngt duerch d'Coronakris, weesentlech méi lues wéi nach virdrun. Dat gesäit ee ganz gutt un den oppene Plazen, déi d'ADEM gemellt krut. Déi Zuel ass vun 39.008 am Joer 2019 op 33.264 am Joer 2020 gefall.

D'Zuele vun der Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) weisen, datt et vu Mäerz bis November 2020 däitlech manner Rekrutementer gouf wéi nach an der selwechter Period am Joer 2019. Mee et gesäit een awer och, datt et manner „fins de contrats" gi sinn, d. h. Leit, déi vun hirer Aarbecht fort gougen (Demissioun, Entloossung, Enn vun engem CDD). Am Tableau ënne gesäit een, datt dat fir déi Jonk (16-24 a 25-29 Joer al) wouer ass, ewéi och fir déi manner Jonk (30-54 Joer al):

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 7. 177 Jonker ware bis Enn vum Joer 2020 am Service d'orientation professionnelle vun der ADEM ageschriwwen a kruten approprïéiert Léierplazofferen ugebueden. Schlussendlech ass et hinnen net gelongen, e Léiervertrag ofzeschléissen. Den Tableau ënnendrënner weist, datt d'Zuel vun de Jonken, déi kee Léiervertrag am Joer 2020 konnten ofschléissen, eng vun deenen niddregsten an de leschte Joren ass.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Opgrond vum Lockdown am Fréijoer 2020 koum et zu Retarde bei de Léierplazdeklaratioune vun de Betriber. An deem Kontext ass ze erwänen, datt d'Gesetz vum 20. Juni 2020 gestëmmt ginn ass, fir d'Ofschlëss vu Léierverträg op den 31. Dezember 2020 (amplaz vum 1. November) ze verlängeren. Schlussendlech ass festzestellen, datt a kengem Aktivitéitsberäich d'Zuel vun de Léierplazofferen am Joer 2020 empfindlech erofgaange wier géigeniwwer vun de Jore virdrun.

ad 8. Wéi den honorabelen Deputéierte bestëmmt weess, schwätze mer am Kontext vun der Schoul vu Schouljoren an net vu Kalennerjoren, dofir géife mer fir 2019 d'Schouljoer 2018/2019 huelen a fir 2020 d'Schouljoer 2019/2020.

Fir d'Schouljoer 2018/2019 hate mer, opgedeelt pro Formatioun:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Fir d'Schouljoer 2019/2020 hate mer, opgedeelt pro Formatioun:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Am Schouljoer 2019/2020 war et duerch d'Pandemie nëmme méiglech, 43,08 % vun de Stagen aus dem Schouljoer 2018/2019 bäizebehalen. (1.071 par rapport zu 2.486)

ad 9 Am Schouljoer 2019/2020 konnten 1.071 Jonker e Stage suivéieren.

ad 10. cf. ad 8.

ad 11. Um Niveau Stage proprement dit, hunn déi Responsabel vum Office des stages aus der Hotelschoul zu Dikrech de Perimeter erweidert. Nieft der „klassescher" Restauratioun an Hotellerie, wou et jo net genuch Plaze ginn, ginn déi jonk Leit beispillsweis an Altersheemer, a Produktiounskichen, etc. hire Stage maachen. De Service vun der Beruffsausbildung huet sech mam Minister vum Mëttelstand a vum Tourismus iwwer de Punkt vun der Indemnité de stage ausgetosch a gekuckt, eng Léisung ze fannen, fir dem Secteur kënnen ënnert d'Äerm ze gräifen. D'Resultat vun där Entrevue fannen d'Betriber op:

https://guichet.public.lu/fr/entreprises/financement-aides/coronavirus/demande-aide-couts-non-couverts.html

ad 12. Zesumme mat de Chambres professionnelles gouf villes en place gesat, fir datt déi Jonk e Maximum vun de Programmer gesinn, dëst souwuel an der Schoul wéi och an de Betriber. Natierlech konnten d'Programmer net an der Integralitéit duerchgezu gi wéi an normalen Zäiten, mee déi Professionell vum Terrain hunn déi essenziell Elementer aus de Formatiounen erausgefiltert, sou datt dës konnten traitéiert ginn. Och wat d'Bewäertungen ugeet, esou konnten e groussen Deel vun de Kompetenze bewäert ginn, och wann deelweis Covid-19-Dispensen hu missen ausgeschwat ginn. Dës Covid-19-Dispensë sinn an enger Gesamtbewäertung vun engem Modüll am „pro rata" agerechent ginn, fir datt d'Notes finales esou no wéi méiglech d'Kompetenze vum Jonke reflektéieren.

Question 3797 (08.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **élèves non résidents :**

Här Schoulminister, an der Reegel ginn zu Lëtzebuerg just Kanner an d'Schoul, déi och zu Lëtzebuerg hire Wunnsëtz hunn. Allerdéngs ginn et och Ausnamen.

Duerfir hätt ech follgend Nofroen un Iech:

1. Wéi vill Schüler, déi zu Lëtzebuerg an d'Schoul ginn, hunn hire Wunnsëtz aktuell am Ausland?

2. a. Wéi eng Konditioune mussen erfëllt sinn, fir dass ee Kand, dat am Ausland säi Wunnsëtz huet, zu Lëtzebuerg an eng Schoul goe kann?

b. Wéi eng verschidde Fäll si méiglech? Wéi eng Fäll sinn am heefegsten?

3. Wéi ass den Trend iwwert déi lescht Joren, geet den Undeel vun esou Schüler an d'Luucht?

4. Wéi ass d'Opdeelung tëscht Grond- a Secondairesschoul, tëscht ëffentlechen, lëtzebuergesche Lycéeën, ëffentlechen internationale Lycéeën, den Europaschoulen a Privatschoulen?

5. Op wéi eng Hierkonftslänner verdeelen sech eis Schüler, déi hire Wunnsëtz am Ausland hunn?

6. Bei wéi ville Schüler handelt et sech ëm Kanner, deenen hir Elteren als Frontalieren op Lëtzebuerg schaffe kommen?

7. Wéi vill Schüler entfalen an absoluten Zuelen, souwéi a Prozent, op deen administrative Sonderfall vum Schengelycée?

Réponse (23.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1., 3., 4. + 5.

- Enseignement fondamental

Entwécklung vun den Zuele vu Schüler, déi hire Wunnsëtz am Ausland hunn (ëffentlech Grondschoulen: Lëtzebuerger an international Schouloffer):

Wunnsëtz	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Frankräich	132	142	166
Däitschland	99	135	121
Belsch	46	53	59
Total	277	330	346

Verdeelung op déi eenzel Offeren am Schouljoer 2020/2021 vun de Schüler, déi hire Wunnsëtz am Ausland hunn:

Wunnsëtz	Ëffentlech Lëtzebuerger Schouloffer[4]	Ëffentlech international Schouloffer[5]	Europaschoulen[6]	Privatschoulen[7]
Frankräich	61	105	38	5
Däitschland	76	45	89	0
Belsch	46	13	36	1
Total	183	163	163	6

- Enseignement secondaire[8]

Entwécklung vun den Zuele vu Schüler, déi hire Wunnsëtz am Ausland hunn (ëffentlech Lycéeën: Lëtzebuerger an international Schouloffer):

Wunnsëtz	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Frankräich	559	530	551
Däitschland	407	446	409
Belsch	168	172	162
Total	1.134	1.148	1.122

Verdeelung op déi eenzel Offeren am Schouljoer 2020/2021 vun de Schüler, déi hire Wunnsëtz am Ausland hunn:

Wunnsëtz	Ëffentlech Lëtzebuerger Schouloffer[9]	Ëffentlech international Schouloffer[10]	Europaschoulen[11]	Privatschoulen[12]
Frankräich	453	98	48	27
Däitschland	372	37	115	51
Belsch	140	22	71	9
Total	965	157	234	87

ad 2. b.

Fir den Enseignement fondamental fënnt den honorabelen Deputéierten d'Äntwert am Artikel 20 vum Règlement grand-ducal modifié du 14 mai 2009 déterminant les modalités suivant lesquelles un enfant peut être admis dans une école d'une commune autre que sa commune de résidence ainsi que le mode de calcul des frais de scolarité. Wéi do festgehalen ass, mussen Elteren, déi hir Kanner gär an eng Schoul wëllen aschreiwen, déi net d'Schoul vun hirer Wunngemeng ass, bis den 1. Mee vum Joer virun der Schoulrentrée, eng schrëftlech Demande mat enger Begrënnung un de Schäfferot vun der Gemeng, an där si hiert d'Kand an d'Schoul wëllen aschreiwen, schécken. De Schäfferot kann dës Demande dann akzeptéieren, wann d'Organisation scolaire dëst erlaabt an nodeems d'Motiver duerch déi kompetent Servicer kontrolléiert goufen.

Als Begrënnung kënne laut Règlement grand-ducal eenzeg follgend Motiver genannt ginn:

- d'Betreiung vum Kand duerch e Member vun der Famill bis drëtte Grad;

- d'Betreiung vum Kand duerch eng staatlech zougeloossen Drëttpersoun, déi eng Activité d'assistance parentale ausüübt;

- d'Betreiung vum Kand duerch eng staatlech zougeloossen Ariichtung aus dem sozial-pedagogesche Beräich;

- d'Lag vun der Aarbechtsplaz vun engem Elterendeel.

De Schäfferot huet op Basis vun der Demande bis de 15. Mee Zäit, fir seng Decisioun den interesséierten Eltere matzedeelen. Falls d'Demande akzeptéiert gëtt, informéieren d'Elteren d'Gemeng vun hirem Wunnsëtz an d'Kand gëtt vun der betraffener Administration communale fir dat kommend Schouljoer an der Gemeng ageschriwwen.

Fir den Enseignement secondaire fënnt den honorabelen Deputéierten d'Äntwert am Artikel 37 vun der Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées. Dësen Artikel erlaabt et de Lycéeën, d'Schüler „dans la limite des capacités d'accueil" anzeschreiwen, woubäi d'Proximitéit zum Wunnsëtz soll privilegiéiert ginn; ausserdeem preziséiert den Artikel: « L'élève bénéficie d'une priorité d'inscription dans un lycée où un autre enfant faisant partie du même ménage est inscrit. »

ad 2. b. + 6.

D'Grënn, aus deenen Elteren, déi hire Wunnsëtz am Ausland hunn, hir Kanner wëllen zu Lëtzebuerg beschoule loossen, ginn net erfaasst.

ad 7.

Wunnsëtz vun de Schüler vum Schengen-Lycée:

Wunnsëtz	2018/2019	2019/2020	2020/2021
Frankräich	51	44	51
Däitschland	497	504	501
Belsch	0	0	0
Lëtzebuerg	339	348	339

4 Schüler, déi an enger ëffentlecher Grondschoul den nationale Programm suivéieren
5 Schüler, déi an enger ëffentlecher Schoul de Programm vun den agreéierten Europaschoule suivéieren
6 Schüler, déi an den Europaschoule vum Kierchbierg a vu Marner ageschriwwe sinn
7 Schüler, déi a Privatschoulen ageschriwwe sinn, déi den nationale Programm applizéieren
8 D'Zuele fir den Enseignement secondaire ëmfaassen net d'Schüler vum Schengen-Lycée (cf. Fro 7)
9 Schüler, déi an engem ëffentleche Lycée den nationale Programm suivéieren
10 Schüler, déi an engem ëffentleche Lycée de Programm vum 18, vun den A-Levels, oder dee vun den agreéierten Europaschoule suivéieren
11 Schüler, déi an den Europaschoule vum Kierchbierg a vu Marner ageschriwwe sinn
12 Schüler, déi a Privatschoulen ageschriwwe sinn, déi den nationale Programm applizéieren

Question 3823 (10.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **vandalisme dans les transports publics :**

De Vandalismus ass eng net ze ënnerschätzend Tatsaach an eisem Land. Dovu bleift och den ëffentlechen Transport net verschount. Vill vun dëse Vandalismusaktioune ginn, wann den Täter net kann ermëttelt ginn, zulaaschte vun den ëffentleche Finanze korrigéiert.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung riichten:

1. Ginn Akte vu Vandalismus op Zuch- an RGTR-Linnen opgeläscht respektiv aktéiert?

2. Wann nee: Wär d'Regierung bereet, esou eng Enquête opzestellen?

3. Wa jo: Kann d'Regierung eis dës Opléschtung vu Vandalismusakten, opgeschlësselt no deene leschte fënnef Joer, matdeelen?

4. Wa jo: Huet d'Regierung Zuelen, wéi vill dëse Vandalismus bis elo kascht huet, opgeschlësselt no deene leschte fënnef Joer?

Réponse commune (27.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

D'Akte vu Vandalismus op Zuch- an RGTR-Linne gi vun de CFL opgeléscht a stelle sech wéi follegt op:

Op den Zuchlinne sinn an deene leschte fënnef Joer Käschten (hors main d'œuvre vun de CFL-Agenten) an enger Héicht vun insgesamt 173.503,96 Euro entstanen, déi op Vandalismus zeréckzeféiere sinn an net recuperéiert konnte ginn. Dës Käschten deele sech esou op déi verschidde Joren op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Bei de CFL-Busbetriber, déi fir den RGTR fueren, gouf et säit der Installatioun vu Kameraen an de Busser am Joer 2005 keng nennenswäert Vandalismusakte méi ze verzeechnen. Sporadesch gi klenger Graffitie gemaach, dës ginn awer vun de Botzekippen ewechgemaach a verursaachen doduerjer keng zousätzlech Onkäschten.

Wat d'Infrastruktur ugeet, sinn an de leschte fënnef Joer duerch Akte vu Vandalismus insgesamt 422.482,70 Euro u Käschten (hors main d'œuvre vun de CFL-Agenten) entstanen, déi op Vandalismus zeréckzeféiere sinn an net recuperéiert konnte ginn. Dës Käschten deele sech esou op déi verschidde Joren op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Am RGTR gëtt all Akt vu Vandalismus, dee vun de Busbetriber un den Transportdepartement gemellt gëtt, opgeléscht. Dofir gëtt et een dediéierte Formulaire, deen den Exploitant mat sengem betraffene Chauffeur ausfëllt. Op deem Formulaire sinn awer net nëmmen Vandalismusakten, déi kënnen opgeléscht ginn, mee och Incidente wéi Beleidegungen, Drounge, kierperlech Gewalt, Ugrëff asw. Et gëtt awer eng Donkelziffer an et ass leider net méiglech, déi gefroten Opléschtung detailléiert zur Verfügung ze stellen, well déi Donnéeën net deementspriechend rezenséiert ginn.

Am RGTR goufen néng Meldunge vu Vandalismus gemaach. Et handelt sech ëm futtis Sëtzer, futtis Drecksköschten, zerschréipsten oder futtis Fënsteren.

Wat de Schued, deen duerch all dës Incidenten entstanen ass, ugeet, huet de Ministère keng Informatioun, well dee vun der Busfirma respektiv hirer Versécherung gedroe gëtt.

Question 3838 (11.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **missions de rapatriement de demandeurs de protection internationale déboutés accomplies par la Police grand-ducale :**

Vertrieder vun der Regierung hunn de 17. Juni 2019 mat der CGFP an de Personalvertriedunge vun der groussherzoglecher Police en Ofkommes ënnerschriwwen. Dëst betrëfft d'Aarbechtszäitreegelung an der groussherzoglecher Police a verschidde Kompensatiounsmoossnamen. D'Signatairë vun dësem Ofkommes goufen sech eens, datt Leit, déi u Rapatriement- oder Extraditiounsmissiouen asw. deelhuelen, eng Indemnitéit vu 5,10 Punkte pro Dag kréie sollen, wann esou Missioune méi wéi 24 Stonnen daueren. Souwäit der ADR dat bekannt ass, huet d'Regierung dee Punkt vum Ofkommes bis elo net agehalen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Policeminister an un den Här Minister vun der ëffentlecher Funktioun:

1. Goufe säit der Ënnerschrëft vun dësem Ofkommes - 17. Juni 2019 - esou Rapatriements- oder Extraditiounsmissiouen asw. assuréiert?

2. Wa jo, wéi vill Leit ware wärend wéi vill Deeg bei esou Missiounen am Asaz?

3. Gouf de betraffene Leit d'Indemnitéit vu 5,10 Punkte pro Dag ausbezuelt?

4. Wann nee, firwat net?

5. Wéi héich ass de Gesamtbetrag vun deenen Indemnitéite fir esou Missiounen?

6. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir datt de betraffene Leit déi an Aussiicht gestallten Indemnitéit esou schnell wéi méiglech réckwierkend ausbezuelt ka ginn?

7. Wien ass verantwortlech fir de Retard vu geschwënn zwee Joer bei der Ëmsetzung vun dësem Punkt vum Ofkommes?

8. Stëmmt et, datt den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet virun etleche Méint schrëftlech vun enger Gewerkschaft op dëse Mëssel opmierksam gemaach gouf?

9. Stëmmt et weiderhin, datt den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet net op dëse Bréif reagéiert huet?

10. Wa jo, ass de Fakt, datt eng Personalvertriedung ignoréiert gëtt, wann si den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an engem Bréif schrëftlech op esou ee Mëssel hiweist, dat richtegt Zeeche fir dee vun him ëmmer erëm an d'Vitrinn gestallten Dialog mat de Personalvertriedungen?

11. Ass den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet net der Meenung, datt hien duerch esou Zeeche selwer Schold un der schlechter Kommunikatioun an der groussherzoglecher Police ass?

Réponse commune (15.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

Esou Rapatriementer an Extraditiounsmissioune goufe säit der Ënnerschrëft vum Ofkommes vum 17. Juni 2019 assuréiert.

Vum 17. Juni 2019 bis zum 17. Mäerz 2021 si 662 Policebeamte bei Rapatriementer matgereest, dat wärend insgesamt 1.147 individuelle Schaffdeeg.

Déi Indemnitéit vu 5,10 Points indiciaires kann nach net ausbezuelt ginn, well déi gesetzlech Basis dofir nach net besteet. De betreffende Gesetzesprojet Nr. 7644 gouf den 31. Juli 2020 vum Minister vun der ëffentlecher Funktioun bei der Chamber deposéiert.

Momentan sinn och d'Aarbechten amgaangen, fir e Règlement grand-ducal auszeschaffen op Basis vum Gesetzesprojet Nr. 7644. Am Kader vun dësen Aarbechte goufen d'Syndikater an d'Associations professionnelles vun der Police gebieden, hir Analys oder Virschléi zu dësem Text matzedeelen. Dës Analysen a Virschléi gi bei der Ausschaffung vum Règlement grand-ducal a Consideratioun geholl.

Question 3839 (11.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **postes à responsabilités particulières dans la Police grand-ducale :**

Laut Informatiounen, déi un den ADR erugedroe goufen, verléiert d'Personal vun den ënneschten (C1 an C2) an der mëttlerer Gehaltsgrupp (B1) vun der Police pro Joer zesumme wäit iwwer eng Millioun Euro an der Pai, well keen Organigramm festgeluecht ass, wou d'Poste mat spezieller Responsabilitéit definéiert sinn, respektiv duerch aner Indemnitéiten, déi hinnen net zougestane ginn. Am Hibléck op Poste mat spezieller Responsabilitéit ass gewosst, datt déi säit der Reform vum Staatsbeamtestatut, déi den 1. Oktober 2015 a Kraaft getrueden ass, fir all Gehaltsgrupp op maximal 15 % vum Effectif vun deem Gehaltsgrupp am Organigramm festgeluecht ginn ass. Laut dem Artikel 4 vum Staatsbeamtestatut ass et de Verwaltungschef, deen den Organigramm opstelle muss, fir e vum Ressortminister approuvéieren ze loossen.

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un den Här Policeminister an un den Här Minister vun der ëffentlecher Funktioun:

1. Gëtt et oder gouf et an der Police en Organigramm, an deem d'Poste mat spezieller Responsabilitéit fir all Gehaltsgruppe festgeluecht sinn?

2. Wéi vill Poste mat spezieller Responsabilitéit sinn oder ware säit dem 1. Oktober 2015 verdeelt ginn, all Kéier a Prozent vum Effectif an no Gehaltsgrupp opgeschlësselt an dëst zousätzlech opgeschlësselt fir d'Joren 2015, 2016, 2017, 2018, 2019 an 2020?

3. Stëmmt et, dass de Verwaltungschef vun der groussherzoglecher Police säit wäit méi wéi engem Joer un engem neien Organigramm schafft, ouni datt dëse bis elo fäerdeg gestallt wier?

4. Wa jo, firwat dauert et sou laang, bis dësen Organigramm opgestallt ass?

5. Stëmmt et, datt vill Leit aus de Gehaltsgruppe C2, C1 a B1 vum Policekader op hir Majoratioun vum Echelon fir Poste mat spezieller Responsabilitéit verzichte mussen, well deen Organigramm nach net vum Verwaltungschef opgestallt gouf, respektiv nach net vum Ressortminister validéiert gouf?

6. Stëmmt et weiderhin, datt kee Member vum Gehaltsgrupp A1 vum Policekader op eng Majoratioun vum Echelon fir Poste mat spezieller Responsabilitéit verzichte muss?

7. Wéi vill Sue ginn de Membere vun de verschiddene Gehaltsgruppe verluer, wa si déi Majoratioun vum Echelon net kréien, opgeschlësselt pro Persoun aus der jeeweileger Gehaltsgrupp a pro Mount?

8. Gëtt eng Majoratioun vum Echelon och op d'Pensiounsuspréch ugerechent?

9. Wéini gedenkt de Ressortminister den neien Organigramm ze approuvéieren?

10. Kréien d'Leit aus de Gehaltsgruppe C2, C1 a B1 déi respektiv Majoratioun vum Echelon fir Poste mat spezieller Responsabilitéit réckwierkend ausbezuelt?

11. Ass et an den Ae vun der Regierung legitim, vu Beamte vum Staatsdéngscht ze verlaangen, datt si Poste mat spezieller Responsabilitéit iwwerhuelen, ouni datt si dat mat der Majoratioun vum Echelon, déi dofir virgesinn ass, honoréiert kréien?

12. Gëtt et méi Verwaltungen oder Servicer beim Staat, wou den Organigramm nach net opgestallt ass a wou Leit aus de verschiddene Gehaltsgruppen dowéinst op d'Majoratioun vum Echelon fir Poste mat spezieller Responsabilitéit verzichte mussen?

13. Wa jo, wéi eng Verwaltungen oder Servicë sinn dat a firwat ass do keen Organigramm opgestallt?

14. Wie kënnt fir de finanzielle Schued op, deen eventuell fir d'Leit aus de Staatsverwaltungen an/oder Staatsservicer entstanen ass, well keen Organigramm opgestallt gouf a si dofir op eng Majoratioun vum Echelon fir Poste mat spezieller Responsabilitéit hu misse verzichten?

15. Wat gedenken déi Häre Ministeren ze maachen, datt déi respektiv Organigrammen aus de Staatsverwaltungen a Staatsservicer an Zukunft méi séier opgestallt an ugepasst kënne ginn?

16. Wann ee Verwaltungschef, wéi dee vun der groussherzoglecher Police, wäit iwwer ee Joer brauch, fir den Organigramm vu senger Verwaltung opzestellen oder unzepassen, ass dat net als disziplinaresch Verfeelung unzegesinn?

17. Kéint e Verwaltungschef vun der groussherzoglecher Police dofir disziplinaresch ubelaangt ginn, wann ee bedenkt, datt dësen deen Eenzegen ass, deen eng Disziplinarinstruktioun géint ee Member vum Policekader ausléise kann?

18. Wie kéint sou eng Disziplinarinstruktioun géint de Verwaltungschef aus der groussherzoglecher Police selwer ausléisen, an op wéi enger gesetzlecher Basis géif dat geschéien?

Réponse commune (23.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

ad 1. Aktuell gëtt et an der Police keen Organigramm, an deem sämtlech Poste mat spezieller Responsabilitéit fir sämtlech Karriären, sief et fir Fonctionnairen am Polizeikader an am Zivilkader, oder fir Employéen, opgeschlësselt op alle méiglechen Traitementsgruppen an Indemnitéitsgruppen, festgeluecht sinn.

ad 2. Sou wéi vum honorabelen Deputéierte gefrot, leien d'Donnéeën net vir, an dat aus verschiddene Grënn.

Sou goufe beispillsweis an der fréierer Karriär vum Inspekter, deem haitegen Traitementsgrupp C1 vum Polizeikader, keng Majoratioune vun den Echelonen op Basis vu Poste mat spezieller Responsabilitéit verdeelt. Am Kader vun engem Litige sectoriel tëschent dem SNPGL an der Regierung gouf nämlech den 23. September 2016 vun der Conciliatiounskommissioun festgehalen, datt déi entspriechend Majoratiounen der Ancienneté no sollte verdeelt ginn. Dësen Accord, dee vun de Vertrieder vum Ministère fir d'Fonction publique an d'administrativ Reform, dem Ministère fir bannenzeg Sécherheet, der CGFP an dem SNPGL getraff gouf, huet virgesinn, datt d'Lëscht vun de Poste mat spezieller Responsabilitéit am Traitementsgrupp C1 vum Polizeikader eréischt opgestallt géif, nodeems weider 128 Beamten hir Majoration d'échelon kruten oder an den Traitementsgrupp B1 wiessele konnten. Dat war Ufank 2020 de Fall, wéi iwwer 300 Polizisten duerch d'Voie expresse an den Traitementsgrupp B1 koumen an de Conciliatiounsaccord ofgeschloss konnt ginn. Bis 2020 koumen deemno 20 % vum Effectif vun der fréierer Karriär vum Inspekter, respektiv dem aktuellen Traitementsgrupp C1 vum Polizeikader, bei wäitem dee gréissten Deel vum Gesamteffectif vun de Polizisten ausmécht, an de Genoss vun der Majoratioun vum Echelon, déi am Artikel 16 vum Traitementsgesetz virgesinn ass.

Bei deenen anere Karriären, wou d'Majoratioun vum Echelon verdeelt gouf iwwer deen am Oktober 2015 agefouerte System vun de Poste mat spezieller Responsabilitéit, war dat ganz kloer net de Fall. Andeems d'Gesamtzuel vun dëse Posten awer och hei keng Roll spillt, gouf si statistesch net erfaasst.

Dat Eenzegt, wat reegelméisseg huet missen iwwerpréift ginn, war d'Unzuel vun den ausbezuelte Majoratiounen, déi op 15 % vum Effectif vum jeeweilegen Traitementsgrupp oder Indemnitéitsgrupp plafonéiert sinn, woubäi an enger Iwwergangsphas och 20 % erlaabt waren.

Wéi am Artikel 16 vum Traitementsgesetz virgesinn, dierfen dës Limitten net iwwerschratt ginn, a genee dorop ass opgepasst ginn. Eng statistesch Erfaassung ass och hei net geschitt.

ad 3. + 4. D'Bestëmmung vun de Poste mat spezieller Responsabilitéit am Organigramm ass e Prozess, an deem méi Acteuren impliziéiert sinn. D'Fonction publique réit deenen eenzele Verwaltungen, fir d'Personalvertriedunge mat anzebannen. Dëst ass och sou vum Generaldirekter vun der Police gemaach ginn, deen deene verschiddenen Associatiounen een Organigramm virgestallt huet an d'Prinzippie vun der enger méiglecher Bestëmmung vun de Poste mat spezieller Responsabilitéit zur Diskussioun gestallt huet. Am Uschloss un dës Entrevue, déi schonn am Laf vum Joer 2020 stattfonnt huet (trotz erschwéierenden Aarbechtsbedéngungen duerch d'Pandemie), koumen eng Rei Verbesserungsvirschléi op den Dësch, mee och eng Rëtsch Kritiken, déi souwäit gaange sinn, datt d'Grondprinzippie vun der Definitioun vun der Verdeelung vun de Poste mat spezieller Responsabilitéit komplett a Fro gestallt goufen. Dowéinst gouf drop verzicht, den initiale Virschlag ze validéieren, an d'Police an de Ministère fir bannenzeg Sécherheet sinn nach eemol un d'Fonction publique erugetrueden, fir all d'Froen, déi opgeworf goufen, ze klären.

ad 5. + 6. Mir verweisen op d'Äntwert op d'Fro 2.

ad 7. Fir datt eng Majoratioun vum Echelon kann ausbezuelt ginn, muss den entspriechende Poste fir d'alleréischt mol als Poste mat spezieller Responsabilitéit definéiert ginn. Soulaang dat net geschitt ass, besteet keen Urecht op eng Majoratioun.

Des Weidere sinn déi 15 % Majorations d'échelon e legale Maximum, dee fixéiert ass an net en Zil „en soi".

ad 8. Jo.

ad 9. Nieft dem Rekrutement ass d'Bestëmmung vun de Poste mat spezieller Responsabilitéit am Organigramm eng vun de gréisste Prioritéiten am Beräich vun der Gestioun vum Personal vun der Police. Am beschte Fall kann dës am Accord tëschent allen Acteuren opgestallt ginn. Mir sinn zouversiichtlech, dass den Organigramm vun dëse Posten an den nächste Méint ka validéiert ginn.

ad 10. + 11. D'Gehältergesetz vum 25. Mäerz 2015 preziséiert, dass bis zu 15 % vum Effectif vun all Groupe de traitement respektiv d'indemnité eng „majoration d'échelon pour postes à responsabilités particulières" kënne kréien. Am nämmlechte Gesetz steet weiderhin: « Les fonctionnaires (...) peuvent bénéficier d'une majoration d'échelon pour postes à responsabilités particulières. » Laut Gesetz huet d'Verwaltung also keng Obligatioun, fir Poste mat spezieller Responsabilitéit an hirem Organigramm virzegesinn. Do dernieft kann et virkommen, dass e Beamten op engem Poste mat enger spezieller Responsabilitéit ass, an awer net an de Benefice vun der Majoration d'échelon ka kommen, well de Kontingent vu 15 % a sengem Grupp schonn erreecht ass. Réischt wann dann de Effectif aus engem Groupe de traitement/indemnité erhéicht ginn ass an d'Unzuel u méigleche Majorations d'échelon deemno och eropgaangen ass, kann de Ressortminister en Arrêté de nomination ausstellen an et domat engem weidere Beamten op engem Poste mat spezieller Responsabilitéit erlaben, d'Majoration d'échelon ze kréien.

ad 12. - 15. Opgrond vun engem Organigramm, deen och per Arrêté ministériel approuvéiert muss sinn, kann de CGPO eng Majoration d'échelon fir Poste mat spezieller Responsabilitéit ausbezuelen. Praktesch all Verwaltung huet haut esou en Organigramm.

Generell bleift nach ze widderhuelen, dass Verwaltunge keng Obligatioun hunn, de Kontingent vu maximal 15 % an all Grupp opzebrauchen, d'Gesetz gesäit just ee Maximum vir.

ad 16. + 17. Neen. Sou wéi ënnert dem Punkt 4 beschriwwen, ass d'Opstelle vum Organigramm vun de Poste mat spezieller Responsabilitéit an der Police e Prozess, wou d'Direction générale, d'Vertriedunge vum Personal an de Ministère fir bannenzeg Sécherheet mat abezu sinn. Sou e Prozess dauert eng gewëssen Zäit.

ad 18. D'Nominatioun vum Verwaltungschef vun der Police gëtt vum Grand-Duc decidéiert. De Generaldirekter vun der Police huet doduerch d'Vertraue vun der Regierung, fir seng Aarbecht am Alldag ze

bewältegen an dofir ze suergen, datt d'Police esou opgestallt ass, datt se, mat deene Moyenen déi si zur Verfügung huet, déi beschtméiglech Sécherheet fir all Bierger gewäerleeschte kann. Amplaz vun enger Disziplinarinstruktioun kann de Verwaltungschef vun der Police duerch d'Regierung revoquéiert ginn ënnert de Konditiounen, wéi se am Gesetz iwwert d'Fonctions dirigeantes an den Administratiounen a Servicer beim Staat virgesi sinn.

Question 3842 (11.03.2021) de **Mme Simone Asselborn-Bintz** *(LSAP)* concernant l'**utilisation du QTrobot dans l'inclusion scolaire :**

Laut der WHO ass weltwäit eent vun 59 Kanner vun Autismus betraff. Den Autismussyndrom ass virun allem eng Stéierung vun der Wahrnehmungsverarbechtung. D'Zil soll sinn, dës Kanner, déi dacks Problemer hunn, sech richteg auszedrécken oder d'Emotioune vun Aneren ze verstoen, esou gutt ewéi méiglech an der Gesellschaft an och an der Schoul mat anzebezéien. Inklusioun ass hei d'Stéchwuert. Dësem Theema huet sech och eng Spin-off, déi aus der Uni.lu ervirgeet, ugeholl an de QTrobot entwéckelt. E Roboter, deen déi emotional a sozial Kompetenze vu Kanner mat Autismus soll férderen. Kanner mat Autismus sollen ëm 165 % méi opmierksam sinn, wann dëse klenge Roboter an hirer Bildung benotzt gëtt.

An deem Zesummenhang wëlle mir dem Här Minister fir Educatioun a Fuerschung dës Froe stellen:

- Gëtt de QTrobot schonn an der Lëtzebuerger Schoul oder an de Kompetenzzenteren agesat?

Wa jo, wou a wat sinn déi éischt Erfarungen?

- Kann de Minister sech virstellen, dëse klenge Roboter landeswäit a Schoulen zur Verfügung ze stellen, fir dass d'Inklusioun sou gutt ewéi méiglech gelénge kann?

- Kéint de QTrobot net och eng wichteg Ënnerstëtzung beim Homeschooling vu betraffene Kanner sinn? Wa jo, a wéi wäit kéint de jeeweilegen Eltere finanziell ënnert d'Äerm gegraff ginn?

- A wéi wäit wäert déi artifiziell Intelligenz d'Schoul, notamment a puncto Inklusioun, vu muer matgestalten?

Ginn et hei weider Projeten, un deenen den Educatiouns- a Fuerschungsministère schafft?

Réponse (23.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Fuerscher vun der Universitéit Lëtzebuerg hunn 2015 de Prototyp QTrobot entwéckelt, an dat am Kader vun engem Projet Proof of Concept vum Fonds national de la recherche. Dëse Roboter ka mat autistesche Kanner interagéieren a kann hinnen déi néideg Kompetenze fir hir spezifesch Besoine vermëttelen.

Am Abrëll 2016 hunn zwee Fuerscher vun der Universitéit Lëtzebuerg d'Spin-off LuxAI kreéiert an d'Produktioun vun de Robotere lancéiert. Bis elo goufen 200 Exemplaire vum QTrobot verkaaft, haaptsächlech an Nordamerika a virun allem u renomméiert Fuerschungsinstituter an international Schoulen.

2018 gouf eng Etüd duerch den Institut pour enfants autistes et psychotiques (IEAP) zu Lëtzebuerg gemaach, fir den Impakt vum QTrobot op d'Verbesserung vun den orthophonesche Kompetenze bei de Kanner mat Autismus ze evaluéieren. D'Resultater vun der Etüd ware ganz positiv an deem Sënn, datt d'QTrobots d'Konzentratioun vun de Kanner stimuléiert an de Léierprozess erliichtert hunn. Doropshin huet de Centre pour enfants et jeunes présentant un trouble du spectre de l'autisme (CTSA) zwee Prototyppe kaaft, déi am Kader vum Enseignement spécialisé benotzt ginn.

De Gebrauch vum QTrobot am Kader vum Homeschooling ass och méiglech. LuxAI huet kierzlech eng Versioun fir d'Eltere lancéiert, déi sech no den éischten Experienzen zefridde gewisen hunn. D'Universitéit Lëtzebuerg ass och ganz aktiv an der Fuerschung am Beräich Inklusioun am Allgemengen an Autismus am Speziellen. Ee Fuerschungsprojet soll hëllefen ze verstoen, firwat Kanner mat Autismus zu Lëtzebuerg Schwieregkeeten an hirem Schoulparcours empfannen, obwuel hir Intelligenz dacks iwwert der Moyenne läit.

D'Universitéit Lëtzebuerg preparéiert momentan och e Rapport iwwer eng national Ëmfro zum Autismus zu Lëtzebuerg. Persoune mat Autismus an hir Famille goufen iwwer verschidden Theeme wéi Inklusioun, Educatioun an Accès op Servicer befrot. Dëse Rapport soll de concernéierten Instanzen eng Orientatiounshëllef ginn, wat zukünfteg Piste fir d'Inklusioun vu Persoune mat Autismus zu Lëtzebuerg ubelaangt.

Ausser a ganz spezifesche Beräicher (wéi zum Beispill uewen ze liesen am Autismus, wou den Asaz vum Roboter selwer eng prezis Äntwert op en determinéierte Förderberäich ass), ass d'Zeréckgräifen op e Roboter wéi de QTrobot an deene meeschte Fäll als eng kompensatoresch Moossnam ze verstoen. Dës Moossnam verfollegt d'Zil, d'Deelhuele vum Schüler um Unterrecht a senger Klass ze erhéijen.

An der Uwennung vu Roboteren am Beräich vun der Educatioun kann een aus pedagogescher Siicht dräi verschidden Zilsetzunge verfollegen:

1. De Roboter an d'Programmatioun si selwer Léiergéigestand.

2. De Roboter gëtt als Fërdermedium agesat, fir an der Aarbecht mat Schüler mat spezifesche Besoinen un engem determinéierte Fërderberäich ze schaffen.

3. De Roboter gëtt als Facilitateur agesat, fir dem Schüler eng maximal Participatioun um Unterrecht ze erméiglechen.

An dësem Sënn ass et dem Educatiounsministère wichteg, d'Robotik an de Schoulen zilorientéiert a situatiounsgerecht zum Wuel vun de Schüler an hirer Entwécklung anzesetzen.

An dësem Kader gëtt um Niveau vun der Generaldirektioun fir Inklusioun vum Educatiounsministère aktuell un der Ausaarbechtung vu weideren differenzéierte Moyene fir d'Beschoulung vu Schüler mat spezifesche Besoine geschafft. Schüler, déi zum Beispill bis dato duerch hir gesondheetlech Situatioun net méi um Unterrecht deelhuele konnten, an de Choix gemaach hunn, op den Homeschooling zeréckzegräifen, sollen an Zukunft d'Méiglechkeet kréien, duerch den Asaz vu Robotere wéi ënnert anerem dem AV1-Telepresenzroboter vun No Isolation, enger norwegescher Startup, souwuel op sozialem wéi op schouleschem Niveau op Distanz un hirer Klass deelzehuelen. Den Homeschooling wier am eigentleche Sënn fir dës Schüler net méi néideg. Vun 2018 u bis haut konnte ronn 20 Schüler vun engem AV1 profitéieren.

Zanter 2020 handelt et sech heibäi ëm eng strukturell appliziéiert Mesure, déi vun der Commission nationale d'inclusion (CNI) op hir Adequatioun hin analyséiert, an dann dem Schüler an den Eltere proposéiert gëtt. Sechs Schüler profitéieren aktuell vun engem AV1 a weider véier Telepresenzrobotere sinn en commande, fir op déi steigend Demande kënnen ze äntweren.

Vu datt et sech heibäi ëm eng noutwenneg Äntwert op dem Schüler seng spezifesch Besoinen handelt, ass d'Zeréckgräifen op den AV1 fir all Concernéiert, also deemno och fir d'Elteren, gratis. D'Käschte ginn integral vum Educatiounsministère iwwerholl.

Fir sécherzestellen, datt den AV1 weiderhin déi adaptéiertsten Äntwert op dem Schüler seng schoulesch Besoine bleift, ginn d'Situatiounen all aacht Woche reevaluéiert.

Question 3855 (15.03.2021) de **MM. Max Hahn** et **André Bauler** *(DP)* concernant les **installations photovoltaïques :**

De Mouvement écologique an d'Lëtzebuerger Landjugend a Jongbaueren hu rezent an engem gemeinsame Pabeier drop opmierksam gemaach, datt Photovoltaikanlage prioritär op scho versigelte Fläche sollen installéiert ginn. Grondsätzlech soll d'Opstelle vun esou Installatiounen an der oppener Landschaft souwéi op landwirtschaftleche Flächen ageschränkt ginn, zumindest soulaang, bis all aner Méiglechkeeten ausgeschäffelt sinn.

Si fuerderen donieft, dass nëmme begrenzt Agrophotovoltaikanlagen an ënner ganz restriktive Konditiounen zougelooss an entspriechend Ofännerungen am iwwerschafften Naturschutzgesetz duerchgeféiert solle ginn. Och déi staatlech Ausschreiwunge fir grouss PV-Anlage sollten deementspriechend Krittäre virgesinn.

Aus all deene Grënn wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung an dem Här Minister fir Energie follgend Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech d'Madamm Ministesch an den Här Minister par rapport zu de Revendicatioune vun de genannten Organisatiounen?

2. No wat fir enge Krittäre kéinte Photovoltaikanlagen op fräie Flächen a Fro kommen, bzw. geneemegt ginn?

3. Sinn der Regierung konkreet Projete bekannt, wou sou Anlagen op fräie Flächen installéiert goufen oder installéiert solle ginn? Kann d'Regierung eis prezis Beispiller nennen? Wéi grouss ass déi mëttlerweil verplangte respektiv genotzte Fläch?

4. Vu dass et déi eng oder aner Plaz am Land gëtt, wou an der Gréngzon op Agrarflächen nach Reschter vun ale Solaranlage stinn, wéi vill Anlagen, déi a Wisen oder op Felder stoungen an net méi a Betrib sinn, si mëttlerweil demontéiert ginn?

Réponse commune (23.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

ad 1. D'Ministeren deelen déi grondsätzlech Zilsetzung vum Mouvement écologique an der Lëtzebuerger Landjugend an de Jongbaueren. Dofir sinn déi aktuell Fërderbedéngunge vun der Photovoltaik sou ausgeriicht, datt prioritär an souwäit wéi méiglech Anlagen op versigelten oder bebaute Fläche realiséiert ginn. Souwuel déi garantéiert Aspeisetariffer, wéi déi national järlech Ausschreiwunge setzen dëse Prinzip ëm.

D'Regierung concertéiert sech donieft och aktuell fir ze kucken, wéi ee Pilotprojet am Beräich vun der Fräifläch kann ausgesinn, deen souwuel dem Zil vun der Steigerung vun der nationaler Produktioun vun erneierbarer Energie, wéi der Verbesserung vun der Biodiversitéit an de Belaanger vun der Landwirtschaft Rechnung dréit. Am Ausland ginn et well esou Projeten, déi an allen dräi Beräicher den Ufuerderungen entspriechen. Ee Monitoring soll duerno iwwerwaachen, datt déi gesaten Ziler och erreecht ginn. Duerno kann een dann dorausser déi noutwendeg Schlussfolgerungen zéien.

ad 2. D'Geneemegunge ginn am Kader an no de Krittäre vum Naturschutzgesetz ausgestallt.

ad 3. Wéi virdrun erkläert, gi momentan just gréisser Photovoltaikprojeten op Fläche realiséiert, déi an enger Form schonns versigelt sinn oder op deenen eng Konstruktioun steet.

Iwwer déi national Ausschreiwunge si follgend Projete realiséiert ginn:

- Zu Jonglënster bei den RTL-Sendemasten. Do leien ënnerierdesch Kabelen op de besoten Terrainen, genee wéi bei de Radiomasten zu Beidweiler. Et handelt sech hei ëm Fläche vun 1,32 ha respektiv 2,92 ha.

- An der Planung sinn nach follgend zwou Anlagen, well se bei den nationalen Ausschreiwunge zeréckbehale goufen: zu Colmer-Bierg um Goodyear Circuit (2,30 ha) an eng Erweiderung vun der bestoender Anlag zu Beidweiler (1,55 ha).

Déi éischt gréisser PV-Anlag op enger Fräifläch ass am Joer 2002 zu Gréiwemaacher autoriséiert ginn. Deemools war et wärend enger kuerzer Zäit méiglech, een Aspeisetarif ze kréie fir Anlagen, déi um fräien Terrain installéiert goufen.

ad 4. Dem MEA an dem MECDD leien heizou keng Informatiounen vir.

Question 3858 (15.03.2021) de **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant les **unités de contrôle :**

Les inspections et contrôles sont essentiels dans la garantie du respect des exigences légales, réglementaires et administratives. En matière d'environnement, plusieurs structures de contrôle et d'intervention ont été mises en place au cours des dernières années en vue de veiller à une meilleure protection de l'environnement naturel et humain et afin d'accorder aux contrôles la priorité qu'ils méritent.

Depuis sa réorganisation, l'Administration de l'environnement dispose d'une « Unité contrôles et inspections », cette dernière étant devenue opérationnelle en 2017. L'Administration de la gestion de l'eau dispose d'un « Service inspection et contrôle » depuis 2016. L'Administration de la nature et des forêts quant à elle dispose de son entité mobile depuis 2002.

L'unité de contrôle du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural quant à lui dispose également d'une unité de contrôle qui veille au respect des dispositions prévues dans certains textes légaux ayant pour objet les exploitations agricoles.

Dans un rapport d'évaluation du Conseil de l'Union européenne de 2019 concernant la « mise en œuvre pratique et fonctionnement des politiques européennes en matière de prévention de la criminalité environnementale et de lutte contre celle-ci », l'équipe d'évaluation a recommandé au Luxembourg de développer de manière prioritaire « la force de recherche, de constat, d'enquête et de répression en matière de criminalité environnementale, (…) en augmentant de manière significative les ressources humaines affectées à ce domaine (…) ». Par ailleurs, elle encourage le Luxembourg « à développer une structure de formation spécifique qui s'adresserait à tous les niveaux d'intervenants concernés par la recherche, la constatation et la poursuite répressive des infractions environnementales ».

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Quelles sont les ressources qui sont actuellement attribuées à chaque service et quelle est leur évolution au cours des cinq dernières années, voire depuis leur mise en place ?

2) Madame et Monsieur les Ministres estiment-ils que les ressources humaines actuellement attribuées aux services respectifs sont suffisantes pour garantir la bonne application des lois et règlements en matière environnementale et agricole ? Dans la négative, quels sont les besoins identifiés et les actions prévues à cet égard ?

3) Quelles sont les réflexions du Gouvernement quant au développement d'une structure de formation spécifique pour les intervenants concernés par la recherche, la constatation et la poursuite répressive des infractions environnementales, tel que proposé par l'équipe d'évaluation précitée ?

Réponse commune (23.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

1) Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (MECDD) :

Administration de l'environnement (AEV) :

L'Unité contrôles et inspections (UCI) de l'Administration de l'environnement qui a été créée en 2016 dans le cadre de la réorganisation de l'Administration de l'environnement comptait en 2017 3 inspecteurs (3 ETP), dont le responsable de l'unité et une secrétaire mi-temps (0,5 ETP). En avril 2021, l'UCI se compose de 5 inspecteurs (4,5 ETP), dont le responsable d'unité, de 2 inspecteurs stagiaires (2 ETP) et d'une secrétaire (1 ETP).

Administration de la gestion de l'eau (AGE) :

L'Administration de la gestion de l'eau a créé fin 2016 son service « Inspection et contrôle ». L'effectif de ce service a évolué d'un agent (0,75 ETP) en 2016 à 7 agents (5,75 ETP) en 2021.

L'intervention au niveau des pollutions était assurée au sein de l'AGE par l'équipe « Pollution » dont l'effectif était d'un agent (1 ETP) en 2016 et de deux agents (2 ETP) en 2021.

Depuis janvier 2021, ces deux entités ont été fusionnées dans une nouvelle unité dénommée « Service Inspection, contrôle et gestion des pollutions (SICoPol) » dont l'effectif total est donc de 9 agents (7,75 ETP).

Administration de la nature et des forêts (ANF) :

Au sein de l'ANF, le contrôle et l'intervention en vue de la protection de l'environnement sont réalisés par différents services et à des degrés divers. D'une part les agents d'une cellule spécialisée (Entité mobile) qui réalisent cette mission à titre principal (100 %) et d'autre part les agents territoriaux (arrondissements et triages) qui réalisent cette mission à titre accessoire (5-10 %).

Depuis 2016, les missions confiées à l'Entité mobile ont été assumées par 6 fonctionnaires, 3 préposés de la nature et des forêts, dont un agit en sa fonction de chef de l'Entité mobile, et 3 agents des domaines. Le poste de secrétariat de l'Entité mobile est occupé depuis mars 2016 à mi-temps, mais cette personne effectue également d'autres tâches non liées à l'Entité mobile. En 2021 une demi-tâche de préposé de la nature et des forêts est venue s'ajouter à l'effectif du personnel (7 ETP, dont 0,5 ETP secrétariat).

Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

Lors de sa création en 2002, l'Unité de contrôle (UNICO) comptait en tout 12 inspecteurs, 4 gestionnaires administratifs et 0,5 femme de charge. Depuis lors, l'effectif de l'Unité de contrôle a régulièrement subi de légères variations du nombre de ses inspecteurs au cours des années. En 2017, l'effectif du service avait été renforcé par des CDD ce qui a mené à un taux de 15,75 ETP. Ce taux a depuis lors progressivement diminué pour atteindre actuellement un effectif de 13,75 ETP.

2) Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

Les agents référés dans la réponse précédente sont tenus de contrôler et d'intervenir dans le cadre de la législation environnementale et agricole relevant des domaines de compétence respectifs. Les évolutions des différentes législations font que le besoin en contrôles et inspections augmente. Il est donc indispensable de recruter des agents afin de s'investir davantage dans la recherche et la constatation des infractions en matière de l'environnement et de garantir ainsi une répression efficace en matière de criminalité environnementale.

Les trois administrations du MECDD ont mis en ligne sur guichet.lu une démarche en vue d'une plainte administrative dans leurs domaines respectifs. Il faut savoir que cette possibilité ainsi que la sensibilité accrue de la population par rapport à la criminalité environnementale ont mené à une augmentation considérable des observations parvenues de la part des citoyens.

Il est donc évident que les effectifs des unités de contrôle de l'AEV, de l'AGE et de l'ANF doivent augmenter afin de pouvoir assurer non seulement les inspections suite à des plaintes de citoyens et les inspections environnementales périodiques prévues par la législation afférente, mais aussi des contrôles sporadiques et non annoncés sur le terrain.

De manière générale, les missions sont très variées et une expertise approfondie dans la plupart des domaines doit déjà exister au niveau des contrôles. Il en résulte que des nouveaux agents doivent être formés afin d'acquérir les compétences techniques et législatives requises faisant l'objet des contrôles et inspections réalisés.

Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

Dans le cadre de la politique agricole commune (PAC), l'Unité de contrôle du Ministère de l'Agriculture est contrainte d'effectuer sur base d'échantillons des contrôles sur place afin de vérifier si les bénéficiaires respectent les conditions liées à l'octroi des aides reçues. Au cours des années, le nombre des contrôles sur place prévu par la réglementation européenne et à effectuer par l'Unité de contrôle est constamment en augmentation. Il s'y ajoute que bon nombre des mesures d'aides à contrôler sont devenues plus complexes et nécessitent le maniement d'équipement technique spécialisé et des formations ainsi que des supervisions assidues. Ainsi, on constate que depuis quelques années, les inspecteurs de l'Unité de contrôle ont davantage du mal à terminer les dossiers de contrôle dans les délais requis. Il y a donc lieu d'évaluer la situation actuelle pour parvenir à un renforcement des effectifs de l'Unité de contrôle. Ceci s'avère d'autant plus nécessaire si on considère qu'après leur embauche, les agents parcourent une période d'initiation d'une durée de deux ans afin de percevoir la nature des contrôles et des méthodes y relatifs. Le contexte ardu mentionné ci-dessus implique des contraintes très spécifiques lors du recrutement de nouveaux agents, tout en reconnaissant la rareté du profil recherché.

3) Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

Les critères de fonctions, de qualification et/ou de grades auxquels les agents devront satisfaire pour la recherche, la constatation et la poursuite sont définis dans les différentes lois. Certaines lois exigent une formation professionnelle spéciale préalable des agents avant de pouvoir être assermentés comme officiers de police judiciaire.

Depuis son avis du 3 juillet 2007 relatif au projet de la loi relative à l'eau, le Conseil d´État marque ses réserves à chaque projet de loi de conférer à des agents publics autres que les fonctionnaires de la Police grand-ducale des prérogatives d'officiers de police judiciaire.

Le Conseil d´État critiquait le foisonnement des prérogatives de puissance publique attribuées à toutes sortes de fonctionnaires qui a priori n'ont pas les connaissances requises pour procéder dans les formes de la loi à la recherche des infractions et au rassemblement des preuves. Le Conseil d´État considérait que la tendance de plus en plus présente, de confier par des lois spéciales aux fonctionnaires, de l'AEV, de l'AGE et de l´ANF, des fonctions de police judiciaire dans les matières les plus diverses, conduit à la longue à l'exercice concurrent par différents corps administratifs de missions identiques en matière de constatation des infractions, alors que les fonctions de police judiciaire incombent dans notre ordonnancement constitutionnel plutôt à la Police grand-ducale.

Afin d´éviter des problèmes, le Conseil d'État insiste, depuis lors, formellement à ce que les fonctionnaires susceptibles d'être assermentés comme officiers de police judiciaire justifient d'une qualification professionnelle à la hauteur de leur tâche qu'ils auront acquise grâce à une formation spéciale.

Dans son rapport annuel de 2012-2013, le Conseil d'État motive sa position :

D'abord, les personnes auxquelles des attributions de police judiciaire ont été confiées « ne sont guère familiarisées ni avec le droit pénal en général, ni surtout avec la procédure pénale en particulier. Or, il ne suffit pas de disposer de connaissances spécifiques, facilitant la recherche et la constatation d'infractions dans certaines matières : il faut également savoir selon quelles formes les infractions doivent être recherchées et les preuves assemblées ». Dans son avis du 23 septembre 2008 (doc. parl. n° 5819), le Conseil d'État souligne que ces fonctionnaires « a priori » n'ont pas les connaissances requises pour procéder dans les formes de la loi à la recherche des infractions et au rassemblement des preuves.

Étant donné que la saisie et la préservation de preuves sont souvent très complexes en matière environnementale et que les agents sont tenus d'apporter une preuve sans faille pour les tribunaux, il est primordial d'améliorer la formation spécifique des agents de l'unité en charge de ces recherches.

Ces fonctionnaires ont pour la plupart une formation scientifique, une formation spécifique plus complète et approfondie en matière des procédures pénales, dont notamment l'établissement d'un procès-verbal et le rassemblement de preuves qui pourraient être bénéfiques, voire indispensables pour garantir un travail correct et plus efficace des agents en question.

Si le principe de cette formation est prévu depuis 2008 dans les différentes lois formelles, ce n´est que en 2014 qu´un règlement grand-ducal a été pris afin de régler les modalités d'organisation de cette formation.

Le règlement grand-ducal modifié du 3 avril 2014 fixant le programme, la durée et les modalités de contrôle de connaissances de la formation professionnelle spéciale portant sur la recherche et la constatation des infractions ainsi que sur les dispositions pénales de certaines lois en matière environnementale vise « officier de police judiciaire » (OPJ) de disposer au moins des bases requises pour le rassemblement de preuves et l'établissement de procès-verbal.

La conception d'une structure n'est pas nécessaire, alors que les formations peuvent être intégralement assurées par des cours à l'Institut national d'administration publique.

Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

Les agents de l'Unité de contrôle du Ministère de l'Agriculture participent régulièrement à des formations spécifiques pour s'informer des règlements en vigueur et pour développer les compétences techniques requises. Une formation spécifique, telle que proposée par l'équipe d'évaluation sera certainement bénéfique pour le service.

L'Unité de contrôle entretient des échanges réguliers respectivement effectue des contrôles communs avec l'Administration de la nature et des forêts ainsi qu'avec l'Administration de la gestion de l'eau afin de traiter des cas de constatation d'une infraction issue du domaine du service concerné.

En effet, les dossiers de contrôle de biodiversité (Cross Compliance A1), sélectionnés selon les critères de l'analyse des risques de l'Administration de la nature et des forêts, sont effectués ensemble avec un agent de la brigade mobile qui participe au contrôle et rédige un rapport, ajouté au dossier final.

D'autre part, l'Unité de contrôle réalise un échange étroit avec le service inspection, contrôle et gestion des pollutions de l'Administration de la gestion de l'eau en ce qui concerne les méthodes et techniques de contrôles.

Question 3865 (16.03.2021) de **Mme Djuna Bernard** et **M. François Benoy** *(déi gréng)* concernant le **statut des chargés de cours dans l'enseignement musical :**

L'enseignement musical est organisé par les communes sous la tutelle du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour les aspects pédagogiques et du Ministère de l'Intérieur pour les aspects administratifs et financiers. La surveillance administrative et financière est assurée par une commission consultative interministérielle à l'enseignement musical.[13]

Le personnel intervenant dans l'enseignement musical est recruté selon différents statuts. Pour ce qui est des chargés de cours, l'article 14 de la loi modifiée du 28 avril 1998 portant entre autres harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal et modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail stipule que :

« Par dérogation à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail, les contrats à durée déterminée conclus entre les communes, les syndicats de communes ou les organismes privés, mentionnés à l'article 5 de la présente loi, d'une part, et un chargé de cours de l'enseignement musical, d'autre part, peuvent être renouvelés plus de deux fois, même pour une durée totale excédant 24 mois, sans être considérés comme contrats à durée indéterminée. »

Dans le commentaire des articles du rapport parlementaire de la loi susmentionnée, il est mentionné que cette disposition dérogatoire au droit du travail habituel servait à « légaliser les pratiques usuelles dictées par les fluctuations du nombre d'élèves inscrits aux différents cours théoriques et instrumentaux d'une année à l'autre ».[14] Or, il y est indiqué également que cette disposition faisait déjà à l'époque l'objet d'une discussion controversée au sein de la commission parlementaire compétente.

[13] https://men.public.lu/fr/themes-transversaux/enseignement-musical.html

[14] Doc. parl. 4113/6, p. 6.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Quel est le nombre total de chargés de cours actuellement embauchés sous contrat à durée déterminée dans l'enseignement musical ? En moyenne, quel est le nombre d'années de service parmi ces chargés de cours ?

2) Est-ce que, dans la pratique, tous les chargés de cours recrutés nouvellement à un poste sont embauchés sous CDD, ou y en a-t-il qui se voient offrir dès le début un CDI ? Monsieur et Madame les Ministres n'estiment-ils pas que le recours généralisé aux CDD puisse constituer une entrave à l'attractivité des postes de chargés de cours auprès de l'enseignement musical ?

3) Quelles sont les consignes que la commission interministérielle à l'enseignement musical a émises au sujet de :

a. la politique d'embauche et notamment les renouvellements successifs de CDD ;

b. l'offre de contrats à durée indéterminée aux chargés de cours ?

4) Vu l'insécurité voire la précarité qui peuvent découler pour les personnes concernées d'une succession de CDD sans perspective de CDI, Monsieur et Madame les Ministres jugent-ils toujours opportune la possibilité de renouvellement illimité de CDD ?

Le règlement grand-ducal du 25 septembre 1998 fixant les conditions de formation, d'admission aux emplois et de rémunération des chargés de cours des établissements d'enseignement musical du secteur communal stipule en son article 6 que :

« Les chargés de cours de l'enseignement musical ou les chargés de direction d'une école de musique sont considérés comme étant en service provisoire pendant les deux premières années de service. En cas d'une succession ininterrompue de contrats auprès d'une institution d'enseignement musical dans le secteur communal le chargé de cours de l'enseignement musical ou le chargé de direction d'une école de musique accomplira un seul service provisoire. »

5) Quelles sont, pour les chargés concernés, les conséquences pratiques de ce statut de « service provisoire » ?

Dans le rapport d'activités 2019 du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, il est indiqué que :

« Un groupe de réflexion du ministère réunissant tous les acteurs concernés de l'enseignement musical, à savoir les ministères de l'Éducation nationale, de l'Intérieur, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol) et les établissements d'enseignement musical, a été mis en place en vue de la révision de la loi modifiée de 1998 sur l'enseignement musical. Trois réunions ont eu lieu entre novembre et décembre, d'autres suivront en 2020. Dans la perspective de cette révision, le ministre a rencontré à de nombreuses reprises les différents acteurs. »[15]

6) Est-ce que le groupe de réflexion susvisé a continué de fonctionner au cours de l'année passée ? Monsieur et Madame les Ministres peuvent-ils nous indiquer le libellé exact de la mission conférée au groupe ?

7) Les questions relatives au statut du personnel et notamment celle de la nécessité voire l'opportunité de la succession de CDD pour chargés de cours dans l'enseignement musical ont-elles déjà fait l'objet des discussions au sein du groupe ? Dans la négative, Monsieur et Madame les Ministres sont-ils disposés à mettre la question à l'ordre du jour ?

8) Quel est l'état d'avancement des travaux du groupe de réflexion et dans quels délais Monsieur et Madame les Ministres comptent-ils être en mesure de déposer un projet de loi portant révision de la loi modifiée de 1998 sur l'enseignement musical ?

Réponse commune (04.05.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1) Selon les informations recueillies auprès des établissements d'enseignement musical communaux, 163 agents ont été engagés en tant que chargés de cours sous un contrat de travail à durée déterminée, ce qui représente 23 % de l'ensemble des chargés de cours. En moyenne, la durée totale d'engagement sous forme de contrat à durée déterminée d'un chargé de cours s'élève à quelque 52 mois.

ad 2) Les modalités d'engagement des chargés de cours diffèrent en fonction des différents établissements d'enseignement musical du secteur communal. En règle générale, les chargés de cours sont engagés sous un contrat à durée déterminée pendant leur service provisoire qui s'étend sur deux années. La grande majorité des agents se voit ensuite accorder un engagement à durée indéterminée. Dès lors, dans la mesure où les chargés de cours engagés initialement pour une durée déterminée bénéficient en règle générale d'un contrat à durée indéterminée à la fin de leur service provisoire, ce mode de recrutement ne saurait nuire à l'attractivité des postes de chargés de cours.

[15] Rapport d'activités 2019 du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, p. 91.

ad 3) L'article 8 du règlement grand-ducal modifié du 3 août 1998 ayant pour objet a) de définir les conditions-cadre de l'organisation de l'enseignement musical par les communes et b) d'instituer une commission consultative interministérielle à l'enseignement musical détermine que la commission précitée a pour mission de conseiller les ministres pour toutes les questions d'ordre administratif et financier relatives à l'enseignement musical.

Il en résulte que la politique d'embauche appliquée par les différents établissements d'enseignement musical communaux ne fait pas partie des missions confiées à la commission visée et n'a, par conséquent, pas fait l'objet de discussions au sein de celle-ci.

ad 4) En ce qui concerne la durée maximale d'une suite de contrats à durée déterminée d'un chargé de cours de l'enseignement musical, l'article L.122-5 du Code du travail dispose que le contrat de travail à durée déterminée d'un chargé de cours peut être renouvelé plus de deux fois, et ceci, même pour une durée totale dépassant 24 mois.

Cette mesure dérogatoire au régime commun en matière de contrat de travail, s'explique par la situation particulière de l'enseignement musical communal, qui constitue un ordre d'enseignement facultatif dans le chef des élèves, qui s'inscrivent à un cours auprès d'un établissement d'enseignement musical du secteur communal. Il s'en suit que l'établissement concerné ne peut pas définir au-delà d'une année scolaire le besoin en personnel enseignant dans des branches qui, traditionnellement, sont assujetties à de fortes variations quant au nombre d'inscriptions.

C'est pourquoi les autorités communales compétentes préfèrent occuper les postes de chargés de cours en question par des agents bénéficiant d'un engagement à durée déterminée afin de minimiser la charge financière lorsque les nombres d'inscriptions d'élèves intéressés et de désistements en cours d'année scolaire.

Considérant la réponse donnée à la question 2, il n'existe, à l'heure actuelle, pas de raisons justifiant l'abrogation de l'article L.122-5 du Code du travail.

ad 5) La rémunération pendant la durée du service provisoire d'un chargé de cours, salarié ou employé communal, ne diffère pas en fonction de la durée du contrat conclu. Le recours à un contrat à durée déterminée pendant le service provisoire n'a donc pas de conséquence pratique pour l'agent concerné.

ad 6) En janvier 2020 a eu lieu la dernière des quatre réunions projetées du groupe de réflexion.

Le groupe de réflexion a été mis en place par le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse pour permettre une large consultation de tous les acteurs concernés en vue de la révision de la loi modifiée de 1998 sur l'enseignement musical.

ad 7) Les modalités de recrutement des chargés de cours, et notamment le recours à des contrats à durée déterminée par les établissements d'enseignement musical, n'ont pas fait l'objet de discussions au sein du groupe de réflexion.

ad 8) Le groupe de réflexion s'est réuni en date du 19 mars 2021 et une première ébauche d'un avant-projet de loi portant sur l'enseignement musical a été présenté.

Des réunions individuelles ont par la suite été organisées entre les agents du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et les acteurs concernés pour discuter plus amplement sur l'avant-projet de loi visé. Le dépôt en est prévu au courant du mois de juin 2021.

Le saviez-vous ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

Question 3875 (18.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **parcs éoliens dans des zones de préservation de grands ensembles paysagers :**

Lëtzebuerg setzt beim Ausbau vun der ëmwandelbarer Energie staark op industriell Wandanlagen. Dës Technologie bréngt awer eng Rei Problemer mat sech. Si setzt grossflächeg industriell Amenagementer vum Terrain viraus (zum Beispill fir d'Bëtonsfundamenter) an ass eng Gefor fir gréisser Vugelsaarten (zum Beispill den Héngerdéif).

Duerfir hunn ech follgend Nofroen un den Här Energieminister an un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Wéi ass et méiglech, datt Wandmillen och a sougenannte „zones de préservation de grands ensembles paysagers" dierfe gebaut ginn?

2. Op wéi enge bautechnesche Krittäre berouen esou Geneemegungen?

3. Sinn dës Krittären och bei anere Bauprojeten, beispillsweis Datenzenteren oder Bürosgebaier an däraartegen Zonen applikabel?

4. Gesäit d'Regierung kee Widdersproch doran, am Numm vun der Ëmweltpolitik d'Natur ze zerstéieren?

5. Op wéi enger Basis ënnerscheet si tëschent Klima- an Ëmweltpolitik?

Réponse commune (23.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie :*

De Règlement grand-ducal du 10 février 2021 rendant obligatoire le plan directeur sectoriel paysages verbitt a sengem Artikel 6, datt an de Zones de préservation des grands ensembles paysagers nei Landschaftszerschneidungen duerch linear Installatiounen entstinn. Wandturbinne gehéieren net zu de „linearen Installatiounen" a bleiwen domadder prinzipiell an dëse Gebidder méiglech.

Wandturbinnen an der Gréngzon brauchen eng Geneemegung nom Naturschutzgesetz an nom Kommodo-Inkommodo-Gesetz. „Bautechnesch Krittäre" gehéieren zum Beräich vun den Normen, déi generell duerch esou Anlage mussen agehale ginn a sinn net vu Belang am Landschaftsschutz.

Nei Datenzenteren a Bürosgebaier sinn och keng linear Installatiounen" am Sënn vum Plan directeur sectoriel, mee se sinn net an der Gréngzon autorisabel.

An den Decisioune vun der Regierung steet generell d'Wuel vun der Gesellschaft a vun de Bierger am Mëttelpunkt. D'Ëmwelt- a Klimapolitik follegt dem Verfassungsoptrag aus dem Artikel 11bis vun eiser Constitutioun: « L'État garantit la protection de l'environnement humain et naturel, en œuvrant à l'établissement d'un équilibre durable entre la conservation de la nature, en particulier sa capacité de renouvellement, et la satisfaction des besoins des générations présentes et futures. »

Question 3877 (18.03.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant les **disparitions inquiétantes :**

À suivre les avis de recherche émis par la police et relayés ces dernières semaines par la presse, on peut avoir l'impression que le nombre de disparitions serait en augmentation ces derniers temps. Il semble aussi qu'il s'agit souvent de mineurs qui sont portés disparus.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous indiquer si les statistiques à leur disposition corroborent cette impression ? Y aurait-il éventuellement une relation causale avec la crise sanitaire actuelle ?

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous fournir un relevé statistique du nombre de disparitions au sens de l'article 43-1 du Code de procédure pénale depuis 2017 (en distinguant entre hommes et femmes, mineurs, majeurs et majeurs protégés) ? Les autorités ont-elles pu constater une hausse de disparitions pour des périodes précises (certains mois) au cours d'une même année ?

- Alors que d'après le prédit article 43-1 du Code de procédure pénale, la disparition d'un mineur (comme d'un majeur protégé) est par définition considérée comme inquiétante, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils préciser dans quels cas de figure le procureur d'État décide, s'il y a lieu de procéder à la publication d'un avis de recherche ? Ces instructions sont-elles systématiques en présence de mineurs ou majeurs protégés portés disparus ?

- Comment s'organise concrètement le suivi de ces personnes, une fois retrouvées ?

Réponse commune (23.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

1) Quant aux chiffres

Les statistiques de la Police grand-ducale ne permettent pas de différencier entre une disparition « simple » et une disparition « à caractère inquiétant ou suspect ».

L'article 43-1 du Code de procédure pénale permet en effet aux officiers de police judiciaire, sur instructions du procureur d'État, de procéder, dans certains cas, aux actes prévus par les articles 31 à 41 du même chapitre aux fins de découvrir la personne disparue. Ceci n'est toutefois pas recensé statistiquement. Il n'est ainsi pas possible de fournir les chiffres selon les critères de la question parlementaire.

Concernant les statistiques fournies par les autorités judiciaires, ces dernières permettent de retracer les disparitions inquiétantes de 2017 à 2020 en distinguant par sexe ainsi qu'entre majeurs et mineurs. Il n'est cependant pas possible de filtrer parmi les majeurs les personnes bénéficiant d'une mesure de protection, car ces informations ne sont pas enregistrées par l'outil informatique à disposition des autorités judiciaires (JUCHA).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En 2020, il y a eu 414 disparitions inquiétantes de personnes mineures et 182 disparitions inquiétantes de personnes majeures. Les chiffres de 2020 sont en baisse par rapport aux deux années précédentes. La pandémie de Covid-19 ne semble pas avoir provoqué une augmentation du phénomène.

Il est vrai que chaque année, il y a notablement plus de disparitions inquiétantes de mineurs que de majeurs. Ceci est dû au fait que la loi présume toute disparition d'un mineur d'âge comme étant inquiétante. Toute fugue, même si elle ne dure que quelques heures et si la police en est informée, est ainsi traitée obligatoirement comme disparition inquiétante.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Ce deuxième tableau retrace les disparitions par mois, par année, par sexe, tout en distinguant entre majeurs et mineurs.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Concernant les disparitions de personnes mineures, 15 % des disparitions en 2020 ont été signalées au mois de février (date d'émission du PV), alors que seulement 1 %, à savoir trois mineurs ont disparu en avril 2020 pendant la période du confinement. En moyenne, sur les quatre dernières années, la répartition du total des disparitions de mineurs fluctue entre 5 % et 11 % par mois.

Concernant les disparitions de personnes majeures, la répartition mensuelle des disparitions fluctue en moyenne entre 7 % et 9 % des personnes disparues sur une année. Les disparitions de majeurs se répartissent donc de façon relativement homogène sur les différents mois de l'année.

En moyenne, entre 2017 et 2020, en juin 11 % du total des disparitions de mineurs étaient enregistrées et 9 % du total des disparitions de personnes majeures.

2) Quant à la publication d'un avis de recherche

Le parquet territorialement compétent décide, de concert avec les policiers en charge de l'affaire, des moyens de recherche à mettre en œuvre dans un cas de disparition inquiétante, peu importe qu'il s'agisse d'un majeur ou d'un mineur.

La publication d'un avis de recherche dans les médias n'est en aucun cas systématique et elle est soumise à une décision formelle du parquet. Ce n'est que si les autres moyens d'enquête sont épuisés, si l'on estime que la personne disparue est potentiellement en danger et si la publication est susceptible d'apporter des informations utiles qu'une telle décision est prise.

Un recours excessif à des publications d'avis de recherche doit être évité, étant donné que le public risquerait de s'en lasser et de ne plus y prêter l'attention souhaitée.

3) Quant au suivi des personnes retrouvées

À cet égard encore, aucune manière de procéder systématique ne peut être prévue et il faut décider au cas par cas.

Concernant les mineurs, le parquet peut décider d'ouvrir un dossier de protection de la jeunesse et demander une mesure d'investigation, telle qu'une enquête sociale, afin de pouvoir apprécier si le mineur en cause est en danger dans son milieu de vie actuel. Si le mineur concerné fait déjà l'objet d'un suivi par le juge de la jeunesse, ce dernier est informé de la disparition et le rapport de disparition est joint au dossier. Il appartient alors au juge de la jeunesse de prendre les éventuelles mesures de protection qui s'imposent.

Pour les majeurs protégés, la situation demeure plus compliquée, dès lors que les mesures de protection judiciaires (curatelle, tutelle) ne concernent que les aspects patrimoniaux de la personne en cause. Le cas échéant, une enquête sociale peut être demandée au SCAS et les services sociaux territorialement compétents peuvent être informés de la situation. Toutefois, les autorités judiciaires ne sont pas compétentes pour ordonner un suivi social.

Question 3906 (22.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **avertissements taxés :**

A menger parlamentarescher Fro Nr. 0614 hat ech mech bei den zoustännege Ministeren informéiert, wéi vill Avertissements taxés zu Lëtzebuerg ausgestallt ginn. Aus der Äntwert goung ervir, dass d'Agents municipaux an d'Radaren dem Lëtzebuerger Staat 2019, ronn 2,7 Milliounen u Recetten abruecht hunn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministeren dës Froe stellen:

1. Wéi vill Avertissements taxés sinn 2020 dresséiert ginn? Wéi vill dovunner si bezuelt ginn a wéi vill sinn net bezuelt ginn?

2. Wéi vill Avertissements taxés si vun 2013 bis 2019 nëmme vun de Gemengenagenten ausgestallt ginn (opgelëscht no Gemeng an no Joer)?

3. Wéi héich war den Undeel u Recetten, dee bei vun de Gemengenagenten erstallten Avertissementer, un d'Gemenge verdeelt ginn ass (opgeschlësselt no Gemeng an no Joer)?

4. Wéi huet sech d'Gesamtzuel vun Agents municipaux an deene leschten 20 Joer (2000-2020) an de verschiddene Gemengen entwéckelt (opgelëscht no Gemeng an no Joer)?

Réponse commune (23.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

ad 1. An der Period vum 1. Januar 2020 bis den 31. Dezember 2020 goufen am Ganze 650.691 Avertissements taxés a sämtleche Kompetenzberäicher vun der Police an de Gemengenagenten ausgestallt. Dovunner sinn der 536.008 bezuelt, an 114.683 stinn nach op.

An där selwechter Period goufen a sämtleche Kompetenzberäicher vun der Douanesverwaltung am Ganze 5.674 Avertissements taxés ausgestallt. Dovunner goufe 5.333 Avertissements taxés mëttlerweil bezuelt, an 341 stinn nach op.

ad 2. De follgenden Tableau liwwert Informatiounen iwwert d'Unzuel un Avertissements taxés, déi vu Gemengenagenten ausgestallt gi sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 3. De follgenden Tableau lëscht d'Parte vun de Recetten (an Euro) op, déi duerch d'Avertissements taxés generéiert goufen an tëschent 2013 an 2019 un d'Gemengen ausbezuelt goufen. Dës Parte goufe souwéi et am modifizéierte Gesetz vum 14. Februar 1955 iwwert d'Circulation sur toutes les voies publiques an deenen entspriechende Règlements grand-ducaux, notamment dem Règlement grand-ducal modifié du 26 août 1993 relatif aux avertissements taxés, aux consignations pour contrevenants non-résidents ainsi qu'aux mesures d'exécution de la législation en matière de mise en fourrière des véhicules virgesinn ass, determinéiert. Eng reng Opdeelung op just déi vun de Gemengenagenten ausgestallten Avertissements taxés ass net méiglech:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4. De follgenden Tableau liwwert Informatiounen iwwert d'Unzuel un Engagementer vun Agents municipaux an der Period vun 2007 bis 2021, fir déi Gemengen, fir déi dës Zuelen disponibel sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

De follgenden Tableau liwwert Informatiounen iwwert d'Gesamtzuel vun Agents municipaux am Joer 2021, fir déi Gemengen, fir déi dës Zuelen disponibel sinn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 3915 (23.03.2021) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant l'**augmentation de l'efficacité de la chasse :**

Dans un récent reportage télévisé, le Mouvement écologique s'inquiète de la santé de nos arbres. Ainsi, il estime que la présence d'une quantité élevée de gibier nuirait considérablement à l'écosystème forestier. Il conclut que les chasseurs devraient davantage tirer de gibier afin que la forêt ait la possibilité de se régénérer. Concernant le rôle des chasseurs, Madame la Ministre a récemment affirmé dans plusieurs réponses à des questions parlementaires que la « chasse loisir » actuelle n'est pas à même de réduire les dégâts de gibier (« Global gesi muss een nach dobäi soen, dass quasi néierens op der Welt wou d'Wëllschwäi virkënnt, d'Fräizäitjuegd et fäerdeg bréngt, déi immens upassungsfäeg Déierenaart an de Gréff ze kréien. D'Populatioune klammen, de Wëldschued klëmmt, och mat der Fräizäitjuegd. »).

Dans ce contexte il est à remarquer que les chasseurs n'ont pas les mêmes moyens pour chasser efficacement au Luxembourg que les chasseurs de nos pays voisins. Ainsi, les chasseurs allemands et belges peuvent utiliser des dispositifs de visée nocturne. Même si la chasse n'est autorisée au Luxembourg que pendant le jour, cette période est définie comme période comprise entre une heure avant le lever officiel et une heure après le coucher officiel du soleil. Ainsi, avec l'utilisation de tels dispositifs, la chasse pourrait être optimisée pendant l'heure avant le lever et l'heure après le coucher du soleil, période lors de laquelle le gibier est particulièrement actif.

De plus, les chasseurs allemands, belges et français utilisent des carabines semi-automatiques avec une capacité maximale de trois tirs. Ces armes présentent l'avantage en battue de pouvoir doubler, voire tripler rapidement un tir et augmentent ainsi la chance d'atteindre sa cible. Au Luxembourg plus de 600 détentions d'armes pour des armes semi-automatiques sont accordées sachant que les propriétaires ne peuvent que les utiliser lorsqu'ils chassent dans un pays voisin.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Quelle est l'envergure des dégâts de gibier sur les arbres ? Est-il possible de chiffrer le montant des dégâts de gibier annuel durant les cinq dernières années ?

- Quels arbres souffrent le plus des dégâts de gibier ?

- L'Administration de la nature et des forêts réalise-t-elle des plantations dans les forêts publiques particulièrement endommagées par le gibier ? Dans l'affirmative, à quelle hauteur s'élèvent les coûts par an pendant les cinq dernières années pour cette mesure ?

- Sans devoir changer les heures de chasse, ne serait-il pas opportun d'autoriser l'utilisation de dispositifs de visée nocturne afin d'optimiser la chasse pendant la période de la journée où il fait encore très sombre ?

- Pour quelle raison les carabines semi-automatiques ne sont-elles pas autorisées pour chasser au Grand-Duché ?

- Est-ce que les plans de tirs ne pourraient pas être plus facilement atteints si de telles armes de chasse et les dispositifs de visée nocturne étaient autorisés pour la chasse ?

- Sachant que le Luxembourg dispose d'un plan d'action et de gestion pour le loup et le castor, pourquoi ne pas mettre en place des plans d'action et de gestion gibiers dans le but d'optimiser la régulation du gibier et les plans de tir ?

- Par quels autres moyens Madame la Ministre envisage-t-elle d'augmenter l'efficacité de la chasse dans le but de réguler la quantité de gibier et de réduire les dégâts de gibier aux arbres ?

Réponse (23.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

- Il faut distinguer entre plusieurs types de dégâts causés aux arbres par le gibier :

• l'abroutissement des jeunes arbres, c'est à dire de la régénération naturelle (dégâts économiques et écologiques, car souvent il s'agit de feuillus ; espèces : surtout le chevreuil et le cerf élaphe)

• l'écorçage des résineux (dégâts purement économiques) mais aussi des feuillus (dégâts économiques et écologiques ; espèces : surtout le cerf élaphe et le mouflon)

• la ségrégation (spécialement par le chevreuil cf. question suivante)

Vu qu'il n'existe actuellement pas de méthodologie uniforme pour chiffrer les dégâts causés aux arbres, l'envergure des dégâts de gibier sur les arbres n'est pas connue car non relevée systématiquement. Il existe cependant une estimation des dégâts économiques causés aux arbres dans une forêt communale dans l'est du pays, cette estimation a chiffré les dégâts à un montant de plus ou moins 32.000 euros sur 24 ha sur seulement quelques années. D'autres situations de dégâts dans des forêts publiques sont connues, mais les coûts ne sont pas chiffrés. Il n'est actuellement donc pas possible de chiffrer ce montant pour les cinq dernières années.

On peut d'ailleurs tout de même retenir que l'abroutissement de la régénération naturelle, s'il est trop massif, constitue un dégât écologique considérable, mettant en danger à long terme nos forêts feuillues indigènes. Tous les types de dégâts susmentionnés résultent par ailleurs dans des pertes économiques pour le propriétaire.

- Si on analyse de plus près l'impact du gibier sur la régénération on constate que le chevreuil peut avoir un effet de ségrégation sur la régénération. Ceci est dû au fait que le chevreuil sélectionne de préférence certaines essences feuillues comme par exemple le chêne, le merisier, l'érable, le frêne, le charme et autres. Cet abroutissement sélectif a très souvent lieu dès que les graines ont germé et que la régénération ne présente qu'une hauteur de quelques centimètres. Le hêtre par contre ne compte pas parmi ses essences préférées, il est donc moins souvent abrouti et par la suite il arrive à avoir une avance en hauteur sur les autres essences. En fin de compte la régénération est dominée par une ou deux essences moins préférées par le chevreuil (hêtre et épicéas). Ceci est observable par l'emplacement d'enclos témoins dans les peuplements à rajeunir.

L'ANF a débuté le projet « enclos témoins » (Weisergatter) avec la construction d'un enclos témoin par 100 ha de forêt publique. Ces enclos seront relevés régulièrement dans les quatre à six ans à venir. Les enclos vont visualiser la situation de la croissance et des dégâts du chevreuil et du cerf élaphe sur la régénération naturelle dans nos forêts publiques. Le principe est simple : Il y a deux surfaces l'une à côté de l'autre avec les mêmes conditions (sol, lumière, eau, …), dont une est clôturée (enclos) et une ne l'est pas (surface témoin). La situation à l'intérieur de la clôture se distingue le plus souvent très nettement de celle en dehors de l'enclos aussi bien en nombre d'essences qu'en hauteur des essences.

- L'ANF a réalisé durant les dernières années de moins en moins de plantations et a plutôt misé sur la régénération naturelle. Tout de même, environ 350 ha ont été plantés (feuillus) en tout de 2016 à 2019 (données 2020, non encore disponibles) et des travaux en vue d'une régénération naturelle sur une surface de 2.330 ha ont été réalisés pendant cette même période.

Pour compléter ces chiffres : De 2016 à 2019, 56 km de clôture en fil de fer (type Ursus) et 26.000 protections individuelles ont été mis en place en forêt publique !

Un autre type de protection qui est de plus en plus utilisé pour protéger les jeunes plantes est un lattis en bois (type « Hordengatter »).

- Les armes munies d'un dispositif de visée comportant un convertisseur d'image ou un amplificateur d'image électronique ou tout autre dispositif pour tir de nuit, ne sont actuellement pas autorisées pour la chasse (règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 concernant l'emploi des armes et munitions de chasse, les moyens autorisés pour l'exercice de la chasse ainsi que l'emploi du chien de chasse.)

Ces dispositifs peuvent être divisés en deux grandes catégories : l'imagerie thermique et la vision nocturne. Ceux-ci permettent de mieux détecter le gibier, de l'identifier et peuvent également assurer un meilleur tir.

Une modification de cette réglementation est possible pour permettre d'améliorer et de rendre plus efficace la chasse pendant les heures légales.

- L'utilisation des carabines de chasse semi-automatiques est interdite par le règlement grand-ducal du 16 décembre 2011 concernant l'emploi des armes et munitions de chasse, les moyens autorisés pour l'exercice de la chasse ainsi que l'emploi du chien de chasse.

Les carabines semi-automatiques présentent certains avantages pour la chasse. Surtout, le tir rapide peut s'avérer avantageux dans diverses situations, notamment lorsqu'un animal est blessé. Diverses armes déjà légales, telles que les carabines à répétition linéaire, permettent également des tirs très rapides. Ces armes sont généralement nettement plus chères et donc pas accessibles à tous les chasseurs. En outre, les carabines semi-automatiques ont un recul plus faible que les carabines à répétition du même calibre. En raison de ces avantages, de nombreux chasseurs qui chassent à l'étranger possèdent déjà des carabines semi-automatiques et sont habitués à les manipuler en toute sécurité.

Bien sûr, la manipulation d'une arme présente un certain danger, mais avec une capacité de chargeur limitée, ce danger n'est pas plus grand avec une carabine semi-automatique qu'avec, par exemple, un Drilling à balle. Avec ce type d'arme légale, il est également possible de tirer trois balles à la fois sans réarmer l'arme. Il convient de noter dans ce contexte que les fusils de chasse semi-automatiques sont autorisés pour l'exercice de la chasse, à condition qu'ils ne puissent contenir plus de deux cartouches.

Enfin il existe actuellement un problème de définition des différents types armes, et l'évaluation de la question de savoir si l'arme est considérée comme un semi-automatique est parfois discutable.

- Pour l'instant il n'est pas prouvé que l'utilisation d'armes semi-automatiques augmenterait le succès de la chasse.

En ce qui concerne l'utilisation des dispositifs de visée nocturne, il est probable qu'ils augmentent le succès de la chasse sous condition qu'il existe une volonté sérieuse chez les locataires de chasse de réduire les surpopulations de certaines espèces de gibier de manière substantielle, mais ils permettent surtout un tir plus sûr et plus précis.

- Des plans d'action et de gestion pour le loup et le castor d'Eurasie étaient nécessaires, étant donné qu'il n'existait absolument aucune procédure et mesures de gestion relatives à ces espèces pourtant emblématiques. Contrairement au loup et au castor, il existe pour les espèces de gibier visées par la question parlementaire des plans de gestion, à savoir les plans de tir ainsi que toute une législation relative à la chasse.

Ces plans de tir constituent donc l'instrument principal dans le domaine de la gestion de la faune sauvage. Par conséquent, différents acteurs de différents domaines sont actifs dans leur préparation, afin d'adapter au mieux les tir requis aux conditions locales et d'ainsi optimiser la régulation des populations de gibier. Comme la densité du gibier ou même l'occurrence d'une espèce de gibier varie fortement à travers le pays, l'établissement d'un plan de tir ou de gestion à l'échelle nationale n'a pas de sens. Les plans de tir individuels au niveau des lots de chasse sont en effet beaucoup plus précis. Comme ils sont de plus ajustés tous les trois ans, ils peuvent encore être utilisés pour traiter directement les problèmes potentiels.

- Les plans de tir sont un instrument direct et potentiellement très efficace de régulation des populations dans le domaine de la gestion de la faune sauvage. Toutefois, cela nécessite qu'ils soient appliqués et qu'il existe une volonté sérieuse chez les locataires de chasse de réduire les surpopulations de certaines espèces de gibier de manière substantielle. Pour cette raison, des contrôles plus stricts - notamment la preuve physique des animaux tirés -, des ajustements et, si nécessaire, des interventions pourraient être un moyen possible.

En outre, notamment en ce qui concerne les espèces chevreuil et cerf élaphe, les périodes de tir pourraient être reconsidérées. Celles-ci devraient être adaptées davantage à la biologie des différentes espèces et moins aux périodes de tir traditionnelles de la chasse du passé.

Question 3916 (24.03.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. André Bauler** *(DP)* concernant les **tests rapides de dépistage de la Covid-19 utilisés dans les hôpitaux :**

Les hôpitaux sont un lieu de convalescence et suivent des mesures d'hygiène strictes afin que les agents pathogènes ne se propagent pas au sein des structures.

Néanmoins, même aujourd'hui, en période de pandémie, les patients qui se rendent à l'hôpital pour une intervention chirurgicale peuvent y être infectés par la Covid-19.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Madame la Ministre dispose-t-elle de statistiques sur le nombre de patients ayant été infectés par la Covid-19 au sein d'un hôpital ? Dans la négative, Madame la Ministre ne pense-t-elle pas utile de collecter ces données ?

- Combien de tests rapides ont été utilisés jusqu'à présent dans les hôpitaux et les structures de soins du pays ? À quel moment les tests rapides sont-ils utilisés dans les hôpitaux et les structures de soins ? Combien de patients et combien de membres du personnel ont été testés jusqu'à présent ?

- Le personnel des hôpitaux et des structures de soins est-il testé quotidiennement avec des tests rapides ? Dans la négative, Madame la Ministre est-elle d'avis que le personnel devrait être soumis à des tests quotidiens pour protéger les patients et les personnes vulnérables ?

Réponse (27.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Dans le cadre du contact tracing, les données relatives aux personnes s'étant infectées au sein de l'hôpital sont recueillies, sur base d'affirmations des personnes concernées, sans qu'une distinction ne soit faite selon qu'il s'agit d'un patient, d'un professionnel de santé ou d'une autre personne. Sur base des données recensées par le contact tracing, la période entre le 15 mars et le 18 avril 2021 renseigne d'un taux d'infectiosité entre 0,25 % et 1,2 % pour le secteur hospitalier.

Fin octobre 2020, une offre pour une commande de 550.000 TAR (tests antigéniques rapides) à prélèvement nasopharyngé a été effectuée par la Direction de la santé. Livrés fin novembre 2020, ces tests ont pu être mis à disposition des hôpitaux et des structures de soins dès le 2 décembre. Ces tests sont à effectuer selon les mêmes modalités qu'un test PCR classique et le prélèvement doit donc être effectué par un professionnel de santé. Parallèlement à la mise à disposition des tests antigéniques, la Direction de la santé a émis des recommandations le 28 octobre 2020, respectivement le 10 novembre 2020 et le 26 mars 2021 détaillant l'usage qui doit être fait des tests antigéniques rapides Sars-Cov-2, notamment dans le secteur hospitalier et dans celui des soins.

Sur demande des hôpitaux, 29.400 tests antigéniques leur ont été livrés jusqu'à présent. À ce jour, l'on dénombre 53 tests antigéniques qui se sont révélés être positifs.

De même, sur demande de la COPAS, 33.750 tests antigéniques ont été mis à disposition de la COPAS. À ce jour, l'on dénombre 30 tests antigéniques qui se sont révélés être positifs.

Notons que le personnel du secteur de la santé et des soins a bénéficié d'un accès aux tests très régulier dans le cadre du large scale testing (LST). Ainsi, dans les phases 1, 2 et 3 du large scale testing, 626.432 invitations au large scale testing ont été envoyées au personnel du secteur des soins. 60.154 personnes se sont effectivement fait tester et 1.044 personnes se sont révélées positives. De même, dans le cadre du LST, depuis septembre 2020, des équipes mobiles ont effectué des tests des résidents (45.634) et du personnel (14.765) du secteur COPAS. Lors des 618 interventions effectuées à ce jour par ces équipes mobiles, un total de 847 cas positifs ont été détectés parmi les résidents et le personnel.

Plus récemment, une nouvelle génération de TAR avec vocation à être utilisée par une personne qui n'est pas un professionnel de santé (« autotest » ou « Selbsttest »), avec prélèvement au niveau nasal (moyen ou antérieur) a été introduite. Une première livraison de 53.760 TAR « autotest » a été acheminée aux quatre hôpitaux aigus en date du 13 avril. Les 1[er] et 15 avril, 350.000 TAR « autotests » ont été livrés à la COPAS. Les recommandations de la Direction de la santé du 26 mars 2021 et l'ordonnance de la Direction du 12 avril 2021 sont applicables quant à l'usage de ces autotests, notamment dans les maisons de soins.

Il est ainsi prévu que les établissements hospitaliers et structures de soins fassent utilisation de ces tests afin de tester régulièrement leur personnel de santé ainsi que le personnel qui est en contact direct avec le patient respectivement les résidents.

Comme ces autotests rapides viennent d'être livrés récemment aux établissements concernés, le Ministère de la Santé et la Direction de la santé ne disposent pas encore de statistiques sur l'utilisation de ces tests.

Question 3919 (24.03.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **changement de carrière au sein de la Police grand-ducale :**

Si la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ne prévoit pas de reclassement automatique des fonctionnaires du groupe de traitement C1 du cadre policier de la police détenteurs d'un diplôme de fin d'études secondaires dans le groupe de traitement B1, il existe cependant plusieurs mécanismes permettant ce changement de carrière sous certaines conditions.

Selon un article paru dans le « Luxemburger Wort » en date du 2 mars 2021, 21 policiers qui ont accédé à la carrière B1 par le biais du mécanisme « Out/In » en 2019 ont récemment reçu la proposition de se faire reclasser volontairement en carrière C1 pour par la suite réintégrer la carrière B1 par le mécanisme de la « voie expresse » prévu par l'article 94 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale. Ceci sans pour autant recevoir la garantie que leur reclassement à travers la voie expresse serait approuvé. Toujours selon l'article, les policiers en question auraient également dû repayer l'excédent salarial découlant de leur accession à la carrière B1 et auraient dû renoncer à leur droit de recours devant la Cour administrative.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure a-t-il connaissance des faits soulevés par l'article de presse mentionné ci-dessus ?

2) Dans l'affirmative, quelle en est son appréciation ? Quel est le fondement de ce reclassement volontaire proposé ?

3) Combien de policiers ont accepté la démarche proposée ? Ont-ils désormais été reclassés par le biais du mécanisme de la voie expresse ?

4) Messieurs les Ministres ne croient-ils pas que tout policier détenteur d'un diplôme de fin d'études secondaires devrait faire l'objet d'un reclassement d'office sans obstacles et inconvenances notables ?

5) Selon Monsieur le Ministre de la Fonction publique, cette procédure de reclassement volontaire aurait-elle une répercussion pour l'ensemble de la fonction publique ?

Réponse commune (23.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Marc Hansen,** *Ministre de la Fonction publique :*

ad 1) Oui.

ad 2) Suite à l'annonce en novembre 2020 de la nouvelle interprétation des dispositions relatives à la voie expresse prévue par l'article 94 de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, il s'est avéré qu'une vingtaine de policiers ayant préalablement à cette annonce fait un changement de carrière C1 vers B1 par le biais du mécanisme de changement de carrière dit « Out/In » auraient eu des perspectives de carrière plus avantageuses en profitant de cette nouvelle interprétation. Ce constat a été à l'origine de la faveur exceptionnelle qui a été proposée à ces agents.

ad 3) Une proposition définitive n'a pas encore été soumise aux intéressés et par conséquent aucun reclassement n'a encore été effectué.

ad 4) Pour rester dans la logique des réformes dans la fonction publique de 2015, qui ont notamment introduit le groupe de traitement A2, il n'est pas indiqué de reclasser les agents d'un groupe de traitement donné qui sont détenteurs d'un diplôme permettant en principe l'accès à un groupe de traitement supérieur.

ad 5) La situation en question est spécifique à certains agents du cadre policier de la Police grand-ducale, de sorte qu'elle n'est pas transposable à l'ensemble de la fonction publique.

Question 3921 (24.03.2021) de **Mme Semiray Ahmedova** *(déi gréng)* concernant le **guichet unique des demandeurs d'un logement social :**

Pour les personnes avec des revenus faibles, la situation sur le marché du logement est devenue très difficile. La stratégie du Gouvernement d'investir de manière ciblée dans le logement abordable, durable et public cherche à remédier au déséquilibre sur le marché du logement. Mais pour les ménages à la recherche d'un logement locatif abordable, l'offre des différents promoteurs sociaux peut parfois être difficile à cerner, notamment en ce qui concerne les délais d'attente auprès des différents promoteurs sociaux.

L'accord de coalition envisage d'ailleurs « la mise en place d'un guichet unique des demandeurs d'un logement social ». Un tel guichet pourrait faciliter la gestion des logements locatifs abordables, notamment en assurant plus de prévisibilité sur la disponibilité d'un logement parmi les logements du parc locatif public. Dans ce contexte, il convient de souligner l'importance de répartir les logements abordables de façon équitable afin de privilégier l'intégration et la mixité sociale.

Dans ce contexte, j'aimerais demander les renseignements suivants à Monsieur le Ministre du Logement :

1) Quel est l'état des travaux quant à l'éventuelle mise en place d'un guichet unique des demandeurs d'un logement social ?

2) Comment les gestionnaires des logements sociaux pourront-ils profiter de la mise en place de ce guichet ?

3) Est-ce que les gestionnaires seront obligés d'avoir recours à la liste des demandeurs inscrits sur cette liste pour attribuer leurs logements ?

4) Est-ce que les demandeurs auront la possibilité à travers un tel guichet unique d'indiquer une préfé-

rence géographique pour un logement, notamment en raison de leur situation familiale ?

Réponse (07.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

ad 1) Il est correct qu'à l'heure actuelle, les ménages à la recherche d'un logement locatif subventionné doivent remettre leur dossier de candidature auprès de chaque acteur individuellement (offices sociaux, Fonds du logement, SNHBM, communes, associations, etc.). En effet, il n'existe aucun point commun pour la collecte et le traitement des dossiers au niveau national.

À cela s'ajoute que le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs ne prévoit aucun plafond de revenu pour les candidats-locataires. Ainsi, tout ménage peut présenter sa candidature pour l'octroi d'un logement, quel que soit le niveau de son revenu, même s'il n'a manifestement aucune chance de se voir attribuer un logement à moyen ou à long terme.

Enfin, il n'existe à ce jour aucune base de données nationale dans laquelle serait répertorié l'ensemble des logements locatifs sociaux.

Cette situation induit un certain nombre de problèmes :

- les démarches administratives à entreprendre par des demandeurs sont inutilement complexes ;

- un même ménage peut apparaître plusieurs fois dans les listes d'attente des différents acteurs du secteur, d'où la difficulté d'évaluer les besoins réels en logements locatifs abordables ;

- il est très difficile, à l'heure actuelle, de se faire une idée de l'étendue du parc locatif social au niveau national ;

- l'absence de « filtre », à l'entrée, entraîne un allongement inutile des listes d'attente.

Dans ce contexte, le programme gouvernemental prévoit la « mise en place d'un guichet unique des demandeurs d'un logement social […], tout en respectant les exigences de la protection des données ». Les préparatifs nécessaires pour l'introduction d'un tel outil sont en cours, autant pour ce qui est de la base légale nécessaire que pour le volet informatique indispensable à une gestion simplifiée.

ad 2) Le nom de travail donné actuellement à ce « guichet unique » est celui de « Registre national des logements abordables » (RENLA). Il s'agira essentiellement d'une plateforme informatique qui sera développée et maintenue par le Ministère du Logement et qui a pour missions :

a. au niveau de la gestion des demandes de logement :

i. la collecte et l'instruction des dossiers des candidats-locataires ;

ii. la détermination de l'éligibilité d'une candidature ;

iii. le classement de ces candidatures selon les critères de priorité qui devront être mesurables et objectivement vérifiables ;

b. au niveau de la gestion des logements abordables (recueil des logements) :

i. la collecte des données relatives aux logements locatifs abordables pour lesquels le Ministère aura contribué via une aide à la pierre et qui sont attribués selon la règlementation applicable aux logements en location abordable ;

c. au niveau du suivi des locataires (plateforme de calcul du loyer abordable) :

i. la mise à disposition d'une plateforme de calcul du loyer pour les bailleurs sociaux à travers laquelle les bailleurs sociaux vont gérer les adaptations de loyer en fonction de l'évolution de la situation des ménages-locataires.

Les gestionnaires des logements, c'est-à-dire les bailleurs sociaux, profiteront dès lors de la mise en place du RENLA autant au niveau de la gestion des candidats-locataires que pour ce qui est de la facturation du loyer à payer par les ménages-occupants. Il est cependant important de noter que les informations recueillies par un bailleur social dans le cadre d'une enquête sociale ne seront dans aucun cas traitées par le RENLA. En effet, celui-ci se limite strictement aux informations nécessaires pour déterminer l'éligibilité d'un candidat-locataire et pour déterminer la hauteur du loyer à payer. En outre, il va de soi que les dispositions du RGPD seront respectées.

ad 3) Il est prévu que le recours au RENLA sera obligatoire pour tout bailleur social. Les logements concernés par l'outil seraient dès lors :

- pour les promoteurs publics : tous les logements dont la réalisation a été subventionnée par des aides à la pierre du Ministère du Logement ;

- pour les promoteurs associatifs et privés : tous les logements dont la convention réglant l'aide à la pierre est en cours.

ad 4) Il est actuellement prévu que les candidats-locataires auront la possibilité d'indiquer une région géographique préférentielle pour l'attribution d'un logement lors de l'introduction de leur demande. Il va de soi que ceci risque cependant de réduire leurs chances de se voir proposer un logement étant donné qu'ils réduisent ainsi le nombre de logements qui pourraient leur être attribués.

D'un autre côté, il est également prévu d'introduire parmi les critères d'attribution d'un logement, un critère d'adéquation géographique permettant d'attribuer en priorité des logements à des personnes qui sont soit résidentes d'une région, soit dont l'emploi se situe dans un rayon proche du logement vacant.

Question 3922 (24.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **matériel didactique pour l'enseignement du luxembourgeois :**

An Zesummenaarbecht mam Radio 100,7 huet de SCRIPT de 16. Mäerz e Webinaire zum Sujet „Lëtzebuergesch an der Schoul" organiséiert. D'Presidentin vun der Programmkommissioun vum Lëtzebuergeschen am Enseignement secondaire huet do matgedeelt, d'nächst Joer géif e Pilotprojet an engem Lycée ulafen, bei deem d'Schüler vun enger A-Sektioun nieft dem Italieneschen a Spueneschen och Lëtzebuergesch als Sprooch kënne wielen.

Weider nach soll op Quatrième classique a Quatrième générale eng Stonn Lëtzebuergeschcours d'Woch agefouert ginn. Op RTL heescht et de 17. Mäerz, d'Presidentin vun der Programmkommissioun vum Lëtzebuergeschen am Enseignement secondaire hätt gesot, d'Nofro no pedagogeschem Material wier immens grouss, mee et géif es net genuch ginn.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Educatiounsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi ass de Stand haut beim didaktesche Material fir de Lëtzebuergeschunterrecht jeeweils an der Grondschoul an am Enseignement secondaire? Kann den Här Minister eng Oplëschtung dovu maachen, wat dem Schoulunterrecht hei u Material zur Verfügung steet a wéini dat Material jeeweils ausgeschafft gouf?

2. Wat feelt hei un didakteschem Material? Wat dovun ass aktuell amgaangen, ausgeschafft ze ginn, an zënter wéini?

3. Wéi vill Leit sinn de Moment domat beoptraagt, didaktescht Material fir Lëtzebuergeschcoursen an de Schoulen auszeschaffen?

Réponse (27.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. An der Grondschoul

Am Kader vun der Strategie vun der multilingualer Fréikandförderung goufen an de leschte Joren ënnerschiddlech Materialien entwéckelt, déi zum engen a verschiddene Cyclen agesat kënne ginn an déi zum aneren esouwuel dem Besoin vum Print wéi och deem vum Digitalen nokommen.

Fir den éischte Cycle vun der Grondschoul ass 2018 e Konzept fir sproochlech Bildung publizéiert ginn, dat de Spezifissitéite vum éischte Cycle Rechnung dréit. D'Entwécklung vu mëndleche Kompetenzen am Lëtzebuergeschen, der Haaptsprooch am éischte Cycle, spillt hei eng wichteg Roll. D'Konzept ëmfaasst dräi Deeler (dräi Bänn):

- Deel 1 - Sprooch a Sproochen zu Lëtzebuerg: Hei gëtt de sproochleche Bildungsoptrag vum éischte Cycle an e gréissere gesellschaftleche Kontext gesat.

- Deel 2 - D'Kand a seng Sproochen: Hei steet déi sproochlech Entwécklung vu jonke Kanner am Mëttelpunkt.

- Deel 3 - Sprooch a Sproochen am éischte Cycle: Hei ginn d'Eckwäerter vum Sproochkonzept beschriwwen.

Tëschent 2017 an 2019 ass d'Konzept an e sëllege Formatioune virgestallt ginn; d'Réckmeldunge vun den Enseignantë sinn an d'Konzept mat agefloss.

Aktuell gëtt eng Sammlung vun Aktivitéiten zesummegestallt, déi zum Deel an de Formatiounen zesummegedroe gi sinn an déi ënner anerem weisen, wéi d'Lëtzebuergescht am éischte Cycle ka geléiert ginn.

Am Oktober 2020 huet de Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) d'Léiermaterialie „Phonologesch Bewosstheet mam Sila" virgestallt, déi et erlaben, d'Léiere vum Lëtzebuergeschen an den Iwwergang zum Léiere vum Däitschen am éischte Cycle vun der Grondschoul virzebereeden an ze ënnerstëtzen.

Am Laf vum Joer 2017 gouf e méisproochegt Konzept vum SCRIPT erschafft, wéi de Kanner, virun allem an de Cyclen 1 an 2, awer och doriwwer eraus, e Baziswuertschatz ka vermëttelt ginn. Et gouf eng Billerkëscht mat 555 wichtegen, kandgerechte Wierder erschafft, déi op siwe Sproochen de Vocabulaire erklärt, woubäi Lëtzebuergesch eng wichteg Roll anhëlt („Wéi? Wou? Wat? 555 méisproocheg Billerkaarte fir d'Sproochförderung").

Donieft gouf e Set vu Wimmelbiller konzipéiert, déi mat Sproochspiller Uläss ginn, fir ze kommunizéieren a sech auszetauschen („Komm mat op d'Sich! 10 grouss Wimmelpouster mat flotte Spiller"). Dëst Material ziilt virun allem op jonk Kanner am Cycle 1 of a kann deemno verstäerkt am Lëtzebuergeschen agesat ginn.

Eng Bréck tëscht dem Print an dem Digitale schléit de Projet „Meng éischt 300 Wierder", bei deem d'Kanner selwer op Entdeckungsrees kënne goen an an hirem Buch op ënnerschiddlechen zeenesche Biller neie Vocabulaire mat hirem Hörstift siche kënnen. Dëst Buch ass dräisproocheg (Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch) a riicht sech deemno un e grousse Public.

Am digitale Beräich gouf dunn och am Joer 2018 eng nei Léierapplikatioun entwéckelt: „babbelbubble". Dëst ass eng méisproocheg ausgeriichten App, d. h. d'Vermëttlung vun engem Wuertschatz gëtt et fir d'Zilsprooche Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch. Doriwwer eraus kann och sproochvergläichend geschafft ginn, dat bedeit och, datt keng kloer Zilgrupp vu Kanner existéiert - allgemeng kann ee soen, datt Kanner tëscht véier an eelef Joer mat dësem Programm hire Spaass kënnen hunn. Mee vu datt ganz ënnerschiddlech Aktivitéiten an der App ugebuede ginn, déi d'Kompetenze vu rezeptivem Héierverstoe bis hi bei aktiv Schreifkompetenzen ofdecken, kann op ënnerschiddlechen Niveauen a mat fräi definéierte Léierziler ausprobéiert ginn.

Nieft de Materialien, déi virun allem e Léiere vu sproochlechen Aspekter betrëfft, ginn an der Grondschoul awer och geziilt d'Lieskompetenze geférdert. Mat de béide Bänn „Lies a fléi 1 an 2" gi kandgerecht an ënnerschiddlech komplex Geschichten an Texter ugebueden, fir d'lëtzebuergescht Liesen an d'Liesverstoe weiderzeentwéckelen.

Nieft der Wichtegkeet vun der Liesförderung gouf 2019 och decidéiert, fir mat der Léierapplikatioun „Lucilin" e weidere Fokus op de Lëtzebuerger Patrimoine, seng Bräich an Traditiounen, seng Geschicht a seng Geografie ze leeën. A sechs grousse Kapitele mat insgesamt 25 Aufgabeberäicher kënnen d'Schülerinnen an d'Schüler vill wëssenswäert Informatiounen zu Lëtzebuerg entdecken.

D'Ausenanersetzung mam eegene Lëtzebuerger Patrimoine gëtt zanter 2019 och mam Entdeckungsrucksak „Eis gebaute Welt vu gëschter, haut a muer" erméiglecht. Mat dësem Rucksak kréien d'Kanner Missiounen a Form vun didaktesche Materialien, an deenen et dorëms geet, déi eege Gemeng ze entdecken an ze analyséieren.

D'Sprooch gëtt awer net nëmmen a Form vun Texter vermëttelt, mee doriwwer eraus ass Musek eng gutt Aart a Weis vu Sproochvermëttlung. Nieft dem bekannte Buch „Papageno" schafft de MENJE awer och schonn zanter fënnef Joer reegelméisseg nei Lidder aus, ganz vill dovun op Lëtzebuergesch, fir zesummen an der Klass ze sangen an ze musizéieren an heiriwwer d'Sproochen ze entdecken (www.mimamu.lu).

Am Enseignement secondaire

Am Enseignement secondaire muss een ënnerscheeden tëscht dem Fach „Lëtzebuergesch" an dem Fach „Lëtzebuergesch als Friemsprooch (LaF)". Am Fach „Lëtzebuergesch" gëtt vill Wäert op d'Lieskompetenze geluecht, woufir och fir d'Joer 2020 eng nei editéiert an zesummegesate Versioun vum Buch „Lies de bal" erauskoum, dat modern a flott Jugendtexter ubitt.

Donieft gëtt am Enseignement secondaire awer och vill Wäert op de Lëtzebuerger Patrimoine geluecht, wou reegelméisseg nei Kapitelen zu Schwéierpunkte vun der Lëtzebuerger Geschicht, den Traditiounen, der Gesellschaft, der Sprooch asw. op www.kulturgeschicht.lu publizéiert ginn. Esou fënnt een elo do (meeschtens a Lëtzebuerger Sprooch) Kapitelen zur Geschicht vu Lëtzebuerg, der Sproochegeschicht, der Mediegeschicht an deemnächst kommen nei Kapitelen, ë. a. zur Sportgeschicht, dobäi.

Weider Materialien, déi vum Ministère, an dësem Fall vum Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch (ZLS) ausgeschafft goufen an déi fir d'Schaffen/Léieren am Enseignement secondaire nëtzlech sinn, sinn:

- „D'Lëtzebuerger Orthografie"

Déi gëtt et um Pabeier an och online an och de komplette PDF ass als Download disponibel op zls.lu. Doru gouf jorelaang geschafft, zum Schluss hunn am Zenter néng Leit sech domat befaasst. (Antëscht goufe wäit iwwer 15.000 gedréckten Exemplairë verdeelt.)

- „D'Lëtzebuerger Verben"

Dat ass dat neit Verbebuch, dat et just als gedréckte Versioun gëtt. Et beinhalt eng gutt theoreetesch Introduktioun an och eng ganz Rëtsch Tabellen an iwwer 6.000 Verbe mat hire Stammzäiten dran.

- „Aläert, jauwen, Zockerboun"

De Band 1 vun der Serie „Lëtzebuerger Wuertschatz" geet op méi al Lëtzebuerger Wierder an.

Nieft dëse Printmaterialien huet den ZLS awer och vill nëtzlech Onlinetools opbereet, mat deenen an der Klass geschafft ka ginn:

- de Lëtzebueger Onlinedictionnaire: www.lod.lu;

- de Lëtzebuerger Verbesite: www.verben.lu;

- den Ortho-Trainer vum ZLS: ortho.lod.lu;

- d'Ortho-Mindmaps.

Donieft gëtt am Fach „Lëtzbuergesch als Friemsprooch" (LaF) virun allem mat zwee verschiddene Léiermaterialie geschafft:

- dem vum Ministère ausgeschaffte Léierwierk „Wat gelift?", dat sech thematesch un d'Jugend wennt an doduerch e ganz geziilt an interesséiert Schaffen an der Klass erméiglecht;

- d'Léierbicher vun der Serie „Schwätzt Dir Lëtzebuergesch?"

- déi vum INL konzipéiert Serie vu „Schwätzt Dir Lëtzebuergesch?" viséiert ganz strukturéiert en Opschaffe vu Léierinhalter a Kompetenzen un, esou wéi et am Gemeinsamen Europäischen Referenzrahmen (GER) festgeluecht ass. An dëser Serie gëtt et schonn den A1, A2 an de B1. Didaktescht Material fir de B2-Niveau ass amgaangen, ausgeschafft ze ginn.

Och op Basis vum GER huet en Aarbechtsgrupp am INL fir all Niveau Syllabien ausgeschafft, déi op der Homepage vum INL zougänglech sinn.

An der Beruffsausbildung

An der Formation professionnelle ass d'Zil, e praxisnot Lëtzebuergesch an der Schoul ze vermëttelen, an dowéinst gouf zanter 2018 e grousse Projet lancéiert, fir no an no gruppéierten Aarbechtssecteure Lëtzebuergeschkompetenzen ze vermëttelen. Dëse Projet ëmfaasst insgesamt sechs Bicher. Dat éischt ass schonn eraus an adresséiert sech un d'Klassen aus de Formatioune ronderëm d'Baubernuffer. Hei kritt de Schüler zu all Beräich beruffsspezifesche Vocabulaire op Lëtzebuergesch mat op de Wee.

Dat zweet adresséiert sech un d'Formatiounen aus dem Industrieberäich. Dat drëtt Buch ass ganz op Lëtzebuergesch an adresséiert sech un déi knapps 3.000 Leit an de Commerceformatiounen. Si kréien hei gewisen, wéi een z. B. e Motivatiounsschreiwes op Lëtzebuergesch mécht oder en Telefonsgespréich féiert. Dat zweet an drëtt Buch ass fir d'Enn vum Schouljoer 2020/2021 geplangt. Geplangt ass duerno nach eent fir d'Formatioune ronderëm den Akerbau an eent fir d'Restauratiouns- an Tourismusformatiounen. Dat lescht, wat erauskënnt, wäert fir d'Soin- an d'Esthétiqueformatioune sinn.

ad 2. Am Enseignement secondaire

Am bestoende Curriculum war d'Offer un didakteschem Material divers a gouf och duerch reegelméisseg Erweiderungen ëmmer nees aktualiséiert. Et gouf awer och festgestallt, datt verschidden Inhalter am bestoende Curriculum méi schwéier vermëttelt konnte ginn. Mat dem Aféiere vum Fach „Lëtzebuergesch" op 4C a 4G kann ab der Rentrée 2021/22 méi verdéift Wëssen zur Literatur, de gesellschaftlechen a sproochleche Wuerzele vum Lëtzebuergeschen, der Kulturwelt, zur Orthografie a villem méi vermëttelt ginn.

Fir awer doriwwer eraus eng Offer ze schafen, déi eng déif Expertis am Lëtzebuergeschen erméiglecht, gëtt vun der Rentrée 2021/22 un de Pilotprojet vum Lëtzebuergeschen op der A-Sektioun gestart, fir verdéift Wëssen an de Beräicher vun der Linguistik, der Literatur an der Soziolinguistik ze liwweren. Dëst Material a Form vu Reader kann zu all Moment de Besoine vun de Schülerinnen a Schüler ugepasst ginn.

Duerch déi rezent entstane schoulesch Offerte vun den ëffentlechen internationale Schoule sinn och nei Defie fir d'Fach Lëtzebuergesch entstanen. Hei ass et esou, datt en Aarbechtsgrupp opgestallt gouf, fir en duerchgoende Curriculum vu „LaF" op d'Been ze stellen, fir op Basis vun deenen Erkenntnisser ze decidéieren, wéi ee Material zoukënfteg hei kann ausgeschafft ginn.

An der Erwuessenebildung

Den INL huet divers Aarbechtsgruppen, déi sech mam Enseignéiere vum Lëtzebuergesche beschäftegen. Een Aarbechtsgrupp erschafft an iwwerschafft d'Serie vum „Schwätzt Dir Lëtzebuergesch?", des Weidere gëtt un enger Onlineléierplattform fir Lëtzebuergesch geschafft. Ausserdeem beschäftegt sech een interdepartementalen Innovatiounsgrupp mam Format vum Blended learning a schafft an deem Beräich Konzepter a Materialien aus.

Déi vum INL erschafft Materialie gi selbstverständlech och alle Prestatairë vu Lëtzebuergeschcoursen

zur Verfügung gestallt, déi iwwer Land aktiv sinn a mam Service de la formation des adultes eng Konventioun hunn.

ad 3. Et besti verschidde Gruppen a verschidde Servicer, déi permanent um Lëtzebuergeschdossier, wéi ë. a. u Materialien, schaffen:

Zum enge schafft déi ganz Ekipp vum ZLS konsequent un enger Erweiderung vun de Materialien, déi och an der Schoul agesat kënne ginn.

De SCRIPT regruppéiert momentan sechs Persounen, déi um Material ronderëm dat neit Fach „Lëtzebuergesch op Quatrième" respektiv dem Projet „Lëtzebuergesch op der A-Sektioun" schaffen.

Am INL schafft d'Departement vum Lëtzebuergesche weider un der Entwécklung vu méiglechen neie Materialien. Konkreet heescht dat, datt sechs Persoune konstant um Erschaffe vum SDL bedeelegt sinn, sechs Persounen entwéckelen d'Material vun der Onlineplattform, am Innovatiounsgrupp fir d'Format vum Blended learning sinn aktuell véier Lëtzebuergeschenseignanten involvéiert an um ganze Volet vun der Zertifikatioun schaffen am Moment zéng Persounen.

A reegelméissege Journées pédagogiques erschaffen d'Lëtzebuergeschenseignanten och nach Zousaz- an Evaluatiounsmaterial, fir an den LaF-Coursen anzesetzen.

Donieft huet de Ministère en neien Aarbechtsgrupp op d'Been gestallt, dee sech ëm d'Ausschaffe vun engem kohärenten nationale Curriculum fir ëffentlech international Klasse këmmert.

Question 3923 (24.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **hotline Covid-19 :**

Den 13. Mäerz gouf am „Luxemburger Wort" e Lieserbréif veröffentlecht, an deem e Mann op Problemer bei der Wiel vun der Kommunikatiounssprooch um Telefon vun der Santéshelpline higewisen huet. Wann een hei urifft, fir e Rendez-vous fir d'Covidimpfung ze huelen oder fir Froen dozou ze stellen, da kann den Uruffer d'Kommunikatiounssprooch bestëmmen. Et huet een d'Wiel tëscht Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch an Englesch.

De Mann huet am Lieserbréif erklärt, datt hie Lëtzebuergesch als Kommunikatiounssprooch gewielt hat, dunn awer eng Persoun op den Telefon krut, déi kee Lëtzebuergesch verstanen a geschwat huet, mee Franséisch.

An deem Kontext wéilt ech der Madamm Gesondheetsminister gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Leit schaffen insgesamt op där Santéshelpline, fir e Rendez-vous fir d'Covidimpfung ze huelen oder fir Froen dozou ze stellen?

2. Wéi vill vun deene Leit, déi bei dëser Helpline schaffen, schwätze fléissend Lëtzebuergesch, wéi vill Franséisch, wéi vill Däitsch a wéi vill Englesch?

3. Ass séchergestallt, datt ëmmer ka mat enger Persoun geschwat ginn, déi tatsächlech déi Sprooch schwätzt, déi den Uruffer gewielt huet? Wa jo, wéi kann et dann zu esou enger Situatioun, wéi si uewe beschriwwe gëtt, kommen?

Réponse (21.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Wann een d'Nummer vun der Hotline 247 65533 urifft, huet een dräi Optiounen:

1. fir Froen iwwert de Covid-19 an d'Gesondheet am Allgemengen;

2. fir Froen iwwert de Large-Scale-Testing;

3. fir Froen iwwert d'Impfungen.

Fir de Beräich „Impfungen", ëm deen et jo am honorabelen Deputéierte senger Fro geet, huet een dann d'Optioun tëschent Lëtzebuergesch, Däitsch, Franséisch an Englesch. D'Helpline funktionéiert vun 08.00-19.00 Auer all Dag (inklusiv de Weekend a Feierdeeg), dat heescht 77 Stonne pro Woch.

D'Ekipp vun der Helpline Impfunge besteet aus 84 Persounen. Dovu schwätzen der 93 % Lëtzebuergesch, 100 % Franséisch, 83 % Däitsch a 45 % Englesch. Am Ganze gi 17 verschidde Sprooche vun de 84 Mataarbechter geschwat, dorënner Portugisesch, Serbo-Kroatesch, Russesch, Spuenesch, Italienesch a vill méi.

Jee no Mount (Januar bis Abrëll) hunn tëschent 59 a 66 % vun den Uruffer Lëtzebuergesch als Sprooch gewielt, tëschent 22 an 31 % Franséisch, tëschent 7 an 11 % Däitsch an tëschent 2 an 3 % Englesch.

Falls d'Helpline emol iwwerlaf ass mat Uriff (am Mount Mäerz, wou de Lieserbréif an der Zäit war, huet d'Hotline méi wéi 80.000 Appeller traitéiert) a fir awer e Service um Client ze garantéieren an den Telefon net an d'Eidelt schellen ze loossen, hiewen déi 7 % vun de Mataarbechter, déi kee Lëtzebuergesch schwätzen, dann emol ee Lëtzebuerger Appell op a ginn dem Client de Choix:

a) ze waarden, bis eng Persoun disponibel ass, déi Lëtzebuergesch schwätzt, oder

b) den Appell an enger anerer Sprooch weiderzeféieren, fir net mussen ze waarden.

Den Uruffer behält de Choix, mee aus Erfarung wësse mir, dass iwwer 95 % vun de Leit da léiwer an enger anerer Sprooch weiderfuere wéi mussen ze waarden.

Question 3924 (24.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **espèces exotiques envahissantes :**

Am Artikel „Exotische Ameisen bedrohen die Artenvielfalt", deen den 23. Mäerz um däitschen Internetsite Spektrum.de publizéiert gouf, ass ze liesen, datt den onkontrolléierten Import vun exoteschen Déierenaarten a villen europäesche Länner eng grouss Gefor fir de Räichtum vun deenen eenheemeschen Déierenaarten duerstellt. Dës verbreeden sech net zulescht iwwert en onkontrolléierten Handel an duerch Noléissegkeet vu private Proprietären.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Wéi eng Douaneskontrolle si fir den Handel mat exoteschen Déieren aktuell zu Lëtzebuerg en place?

2. Muss virum Kaf vun engem exoteschen Déier en Noweis erbruecht ginn, datt déi betraffen Déieren net aus dem geplangte Liewensraum ausbriechen a sech onkontrolléiert reproduzéiere kënnen?

3. Wéi eng Assurance mussen de Keefer an de Verkeefer fir de privaten Handel mat exoteschen Déierenaarten zu Lëtzebuerg ofschléissen?

4. Huet d'Madamm Minister Kenntnis doriwwer, wéi eng invasiv Déierenaarten aktuell zu Lëtzebuerg verbreet sinn? Kéint si eng Opstellung vun deenen eenzelen Aarten an hire Verbreedungsgebidder presentéieren?

5. Wéi eng Mesurë sinn aktuell en place, fir d'Ausbreedung vun invasiven Aarten ze verhënnere respektiv drop ze reagéieren?

Réponse (27.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1. Generell muss ee bei „exoteschen Déiere" verschidden Zorten ënnerscheeden:

- exotesch Déieren, déi fräi dierfe verkaaft a gehale ginn, well se op der positiver Lëscht vun den Hausdéiere stinn, déi dierfe gehal ginn;

- exotesch Déieren, déi dierfe gehal ginn, nodeems de Besëtzer dofir eng Erlabnis krut;

- exotesch Déieren, déi duerch d'CITES-Reglementatioun geschützt sinn;

- exotesch Déieren, déi ënnert d'EU-Reglementatioun falen.

All liewegt Déier, wat aus engem Drëttland an d'EU importéiert soll ginn, gëtt op sengem éischten Entréespunkt kontrolléiert, ob et um sanitäre Niveau kee Risiko fir d'EU duerstellt an ob et an deem Sënn déi richteg Pabeieren huet an ob et net ënnert d'EU-Reglement 2014/1143 iwwert „espèces invasives" fält, déi net dierfen an d'EU importéiert ginn.

Als Beispill kéint een do de Findel nennen, wou Veterinairë vun der Veterinairesverwaltung (ASV) Déieren inspizéieren, déi iwwert de Loftwee an d'Land importéiert solle ginn.

Am Cargoberäich ginn Douaneskontrollen op Basis vun der „pre-arrival information" gemaach, déi am Fall vun engem Flug op Lëtzebuerg virun der Landung sollt disponibel sinn. Och Stéchprouwe ginn an dësem Beräich gemaach, dëst op Basis vun enger Risikoanalys vun der Fracht. Am Persounenberäich fannen d'Kontrolle stéchprouwenaarteg no der Landung statt.

ad 2. Den Artikel 5 vun dem Déiereschutzgesetz vum 27. Juni 2018 gesäit vir, dass all Persoun, déi een exotescht Déier hale wëllt, dofir eng Geneemegung vum Landwirtschaftsminister brauch. Den Artikel 6 gesäit vir, dass déi néideg Infrastrukture mussen en place sinn, fir dat concernéiert Déier kënnen ze halen. Dëst impliséiert och, dass verschidde Sécherheetsmesurë mussen agehal ginn, z. B. een Terrarium mat Schlass oder een ofgetrennte Raum, fir een Ausbroch vum Déier ze verhënneren.

ad 3. Eng speziell Assurance ass net virgesinn, allerdéngs ass zum Beispill d'Hale vun engem gëftegen Déier un d'Obligatioun gekoppelt, dass déi Persoun muss ageschriwwe si bei engem Depôt fir Antivenomen (Géigegëft).

ad 4. + 5. Zu der allgemenger Verbreedung vun invasiven Aarten zu Lëtzebuerg an de Mesuren, fir d'Ausbreedung ze verhënneren, hunn ech an der Äntwert vum 5. Mäerz 2021 op d'parlamentaresch Fro N° 3528 Stellung geholl. Och d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3706 vum 1. Abrëll 2021 behandelt dëst Theema. Eng Lëscht fënnt den éierewäerten Deputéierten op www.neobiota.lu.

Question 3925 (24.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **mesures sanitaires dans les écoles :**

Am internationale Lycée vun Déifferdeng (EIDE) gouf e Communiqué un d'Eltere verschéckt, datt si eng Geldstrof vun 1.000 bis 2.500 Euro riskéieren, wa si hir Kanner ënner bestëmmten Ëmstänn ouni negative Covidtest an d'Schoul schécken.

Duerfir hunn ech follgend dréngend Nofro un den Här Schoulminister, d'Madamm Gesondheetsminister an d'Madamm Justizminister:

1. Op wéi enger gesetzlecher Grondlag berout dës Geldstrof? A wéi enger strofrechtlecher Situatioun fält se un?

2. Wéi eng Schoulregimmer si betraff?

3. Verfügen d'Elteren an déi ëffentlech Primär- a Secondairesschoulen allgemeng iwwert eng verständlech an transparent Checklëscht, wou si kontrolléiere kënnen, wéi ee Covidprotokoll fir si applikabel ass a wéi eng Moossnamen/Prozedure fir si domat verbonne sinn?

4. U wéi kënne si sech wenden, wa si kuerzfristeg eng Nofro zu de Covidmesuren hunn, déi si bei hirem Kand musse kontrolléieren?

Réponse commune (27.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Froe vum honorabelen Deputéierte wëll ech mat zwou Informatioune beäntwerten.

ad 2. - 4. Zum engen huet d'Direktioun vun der École internationale Differdange et Esch-sur-Alzette (EIDE) den 2. Mäerz 2021 eng Kommunikatioun un d'Elteren erausgi mat allen néidegen Informatiounen zu de Prozeduren, déi am Fall vun enger Quarantän anzehale sinn, notamment wat d'Virleeë vun engem negativen Testresultat ubelaangt. An dësem offizielle Schreiwes steet näischt vun enger Geldstrof. Op dësem Wee kréien d'Elteren déi néideg Informatiounen zu de Moossnamen a Prozeduren, déi an deene verschiddene Schoulregimmer applikabel sinn; fir all Nofroe kënne si sech un d'Direktioun vun der Schoul adresséieren.

ad 1. Zum anere gouf et den 23. Februar eng Entrevue tëscht der Direktioun an dem Elterecomité, notamment zum Theema Covid-19; vun dëser Reunioun huet de Bureau vum Elterecomité ee Rapport verfaasst. Dëse Rapport gëtt traditionell als „outil de transparence" u sämtlech Eltere geschéckt, fir esou d'Diskussiounen tëscht Direktioun an Elterevertrieder ze dokumentéieren. A sengem Rapport hat de Bureau vum Elterecomité vermierkt, datt d'Elteren eng Geldstrof riskéieren, wann hiert Kand ouni Test aus der Quarantän zeréck an d'Schoul kënnt.

D'Äntwert op d'Fro no der gesetzlecher Grondlag vun dëser Strof fënnt den honorabelen Deputéierten am Covidgesetz (loi du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19). Den Artikel 7(1) vun dësem Gesetz fixéiert d'Dauer vun der Quarantän op siwen Deeg „à condition de se soumettre à un test diagnostique de l'infection au virus Sars-CoV-2 à partir du sixième jour". Da gëtt preziséiert: « En cas de test négatif, la mesure de quarantaine est levée d'office. En cas de refus de se soumettre à un test de dépistage à partir du sixième jour après le dernier contact avec la personne infectée, la mise en quarantaine est prolongée pour une durée maximale de sept jours. »

D'Netanhale vun de Bestëmmunge vun der Quarantän gëtt duerch den Artikel 12 vum Covidgesetz ënner Strof gestallt: « […] le non-respect par la personne concernée d'une mesure […] de mise en quarantaine prise sous forme d'ordonnance par le directeur de la santé ou son délégué en vertu de l'article 7 sont punies d'une amende de 500 à 1.000 euros ».

De Bureau vum Elterecomité hat iertemlecherweis e Betrag vun 1.000 bis 2.500 Euro uginn.

Question 3927 (24.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant les **animaux domestiques :**

A menger parlamentarescher Fro N° 3813 wollt ech op d'Situatioun vun Déierenhaler um soziale Wunnmarché opmierksam maachen, wou d'Lag oft esou ass, dass Locatairë vu Sozialwunnenge kënne verbuede kréien, een Hausdéier an dëser Wunneng ze halen.

Esou wéi verschidde Leit mir et zougedroen hunn, geschitt dëst awer och um private Wunnmarché. Bei enger Locatioun zum Beispill kann de Proprietär d'Hale vun engem Hausdéier a senger Wunneng am Mietkontrakt explizitt verbidden.

Wann ee Proprietär vu senger eegener Wunneng ass, ass d'Saach méi einfach, virausgesat, et wunnt een net an enger Residence, déi eng Kopropriëtéit vu verschiddene Leit ass, well och hei kann d'Assemblée vun dëser Residence d'Hale vun Hausdéieren an de Gemeinschaftsraim (parties communes) verbidden. Dëst Verbuet beschränkt sech allerdéngs op d'Gemeinschaftsraim. Am Privatraum vum Proprietär kann de Proprietär u sech een Hausdéier halen, virausgesat, dass d'Déier kee Kaméidi oder Knascht mécht an déi aner Bewunner stéiert.

Festzestellen ass, dass d'Situatioun fir vill Déierenhaler hei am Land net ëmmer kloer ass an a ville Situatiounen oft zum Nodeel vum Hausdéier entscheet gëtt. A verschiddene Fäll ass et souguer virkomm, dass Persoune mat Assistenzhënn virun de Choix komm sinn, hiren Hond, op Drock vun der Assemblée des propriétaires, mussen ewechzeginn oder aus der Residence ze plënneren.

Grad an Zäite vu Wunnengsnout dierft et net sinn, dass Persounen an hir Hausdéiere wéinst Diskriminéierung a Stereotyppe vis-à-vis vun den Déiere keng Wunneng hei am Land kréien.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Huet d'Regierung Kenntnis dovunner, dass Déierenhaler um Wunnengsmarché diskriminéiert ginn?

2. Wäert d'Regierung eppes ënnerhuelen, dass Leit mat Hausdéieren um Wunnmarché besser geschützt ginn, zum Beispill, andeems d'Vertragsklausel mam Déiereverbuet an Zukunft ongëlteg gemaach gëtt? Wéi eng Piste wäert d'Regierung hei aschloen?

Réponse (13.04.2021) de **M. Henri Kox,** *Ministre du Logement :*

Nom Gesetz vum 28. November 2006 iwwert de Prinzip vun der Gläichbehandlung ass all Form vun Diskriminatioun opgrond vun de siwe follgende Grënn verbueden:

- Nationalitéit,

- vun der tatsächlecher oder supposéierter Zougehéieregkeet oder Netzougehéieregkeet zu enger Rass oder enger Ethnie,

- vum Geschlecht

- vun der sexueller Orientéierung,

- vun der Relioun oder den Iwwerzeegungen,

- vum Handicap oder

- vum Alter.

Dës Antidiskriminéierungsreegele gëllen och am Kontext vum Zougang zu enger Wunneng.

Et ass der Regierung bekannt, datt Locatairen um Wunnengsmaart trotz dem Verbuet opgrond vun dëse Krittären diskriminéiert ginn.

Wéi schonn an der Äntwert ob déi parlamentaresch Fro N° 3813 ugekënnegt gouf, huet d'Regierung net wëlles, Vertragsklausele betreffend e generellt Déiereverbuet a Mietwunnenge speziell ze reegelen.

Question 3931 (24.03.2021) de **MM. Yves Cruchten** et **Claude Haagen** *(LSAP)* concernant le **transport scolaire :**

Afin d'assurer le transport des élèves de l'enseignement fondamental, nombreuses sont les communes qui mettent en place leur propre système de transport par bus scolaire. Cette pratique est particulièrement courante dans des communes rurales, dont les localités peuvent être éloignées du site scolaire visité par les élèves. Toutefois, la mise en place de bus scolaires représente aussi un certain coût pour ces communes.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que dans certaines communes, ce sont des bus de ligne, pourtant intégrés au réseau du RGTR, qui assurent le transport des élèves du fondamental jusqu'à l'école communale ?

- En principe, il nous semble tout à fait raisonnable que les courses du RGTR qui s'y prêtent, c'est-à-dire dans les cas où l'école se trouve sur le tracé de la ligne normale, puissent embarquer également des écoliers. Toutefois, Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer que dans certains cas de figure, des lignes RGTR ont été spécifiquement modifiées, de sorte à ce qu'elles puissent assurer le transport scolaire des élèves du fondamental au sein d'une commune ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer depuis quand cette pratique est de mise ?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une telle pratique, qui rallonge les lignes de bus, pourtant censées être à caractère régional, en les faisant passer par de multiples quartiers résidentiels, nuit à la qualité du transport en commun ?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il s'agit d'une manière détournée de financer le transport

scolaire de certaines communes au détriment d'autres municipalités ? Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès des acteurs concernés afin de mettre fin à cette pratique ?

Réponse (27.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Dans certaines communes du pays, en effet, des autobus RGTR couvrent les besoins en déplacement des élèves qui fréquentent l'enseignement fondamental.

Suite à des fusions de communes et la création de campus scolaires centralisés depuis les années 1990, le département des transports a adapté des itinéraires et horaires de ligne RGTR en vue d'assurer le transport des élèves du fondamental. Au cours des dernières années, seul le transport scolaire des enfants fréquentant des écoles internationales a été ajouté.

Les synergies entre le transport RGTR et celui d'une commune ou d'un syndicat de communes ont été couvertes par la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics (article 15), dans l'objectif d'une optimisation de l'offre et d'une organisation rationnelle des transports publics ; la loi du 5 février 2021 sur les transports publics, qui vient de remplacer la loi précitée en permet autant (article 13). Dans ce contexte, des services ont été organisés et spécifiquement adaptés dans l'un ou l'autre cas, de manière à assurer le transport scolaire d'élèves du fondamental.

Les services en question n'ont par ailleurs ni nui à la qualité du transport public ni été considérés comme un élément dissuasif par les citoyens ou autres usagers.

Au vu de la réorganisation du réseau régulier du RGTR, qui diffère de plus en plus des besoins davantage spécifiques des élèves et étudiants, j'ai pris la décision de séparer le transport scolaire du réseau régulier à partir du 1er janvier 2022.

Mes services vont analyser la situation avec le Syvicol. Je suis d'avis qu'il est nécessaire d'appliquer les mêmes règles pour chaque commune. C'est également une des raisons pourquoi le transport scolaire sera séparé du réseau RGTR.

Question 3933 (24.03.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3691 vum 12. Mäerz 2018 schreift d'Regierung Follgendes: „D'IHRA huet de 26. Mee 2016 op der Plenière vu Bukarest eng ‚non-legally binding working definition of antisemitism' ugeholl. Deen Text gouf vun engem Expertegrupp virbereet an am Konsens vun den 31 Delegatiounscheffen - dorënner Lëtzebuerg - ugeholl." Zousätzlech gouf den 10. Juli 2019 an der Chamber mat de Stëmme vun der ADR, der CSV, den Deputéierte vun de Regierungsparteien an nach aneren d'Motioun Nummer 2998 gestëmmt, déi d'Regierung invitéiert, sech d'Antisemitismusdefinitioun vun der IHRA, der „International Holocaust Remembrance Alliance" zu eegen ze maachen.

- Dowéinst wéilt ech den Här Staatsminister froen, wéi d'Regierung aktuell zu der zitéierter Motioun vun der Chamber steet? Ass d'Regierung bereet, dës Antisemitismusdefinitioun vun der IHRA mat hire Beispiller formell unzehuelen oder huet si dat vläicht scho gemaach? Wa jo, wéini an a wat fir enger Form? Wann nee, firwat net?

Réponse (20.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

D'Regierung huet de 24. Januar 2020, op Basis vun der Motioun vum 10. Juli 2019, d'Aarbechtsdefinitioun vun der IHRA ugeholl.

Dës Decisioun gouf deen nämmlechten Dag am Communiqué iwwert d'Aarbechte vum Regierungsrot och ëffentlech kommunizéiert.

Question 3934 (24.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant le **service de transport Adapto :**

Den Adapto-System gouf virun enger gewësser Zäit reforméiert. Et kann dofir interessant sinn, fir en éischten Iwwerbléck iwwert d'Applikatioun vun deenen neie Reegelen ze kréien.

Dowéinst wéilt ech dem Här Transportminister dës Froe stellen:

1. Den Adapto ass op 360 Faarten am Joer limitéiert. Ginn d'Hin- an d'Réckfaart op eng bestëmmte Plaz als eenzel oder zwou separat Faarte gerechent? Gëllt déi selwecht Reegel bei enger Faart op d'Aarbechtsplaz an zeréck?

2. Kéint den Här Minister sech virstellen, d'Verrechnung vu professionelle Faarte mam Adapto vun deene privaten ze trennen?

3. Leit, déi op den Adapto ugewise sinn, si vun Natur aus gesondheetlech oft méi vulnerabel wéi anerer. Wéi gouf der Covidkris bei der Zoudeelung vu Faarte mam Adapto zënter dem 1. Mäerz 2020 Rechnung gedroen? Gi Faarten an en Impfzentrum an de Contingent vun deenen 360 Faarte matagerechent oder net?

4. An der Äntwert op eng parlamentaresch Fro vun der ADR (Nr. 1890 vum 17. Februar 2020) hat den Här Transportminister geäntwert, datt de Ministère 284 vun deenen 1.356 Demanden, déi zu deem Zäitpunkt fir en neit Abonnement vum Adapto gestallt goufen, refuséiert hätt. Wéi vill Demandë goufe säit dem 1. Mäerz 2020 refuséiert? Wéi goufen dës Refuse generell begrënnt? Wéi vill berechtegt Beneficiairë vum Adapto-System gouf et virun der Reform a wéi vill gëtt et der nach zum aktuellen Zäitpunkt?

5. An der Äntwert op meng dréngend parlamentaresch Fro Nr. 1960 vum 2. Mäerz 2020 hutt Dir zu der Méiglechkeet vun enger Opstockung vum Personal vun der Mobilitéitszentral en vue vun der Gestioun vum Adapto geäntwert, datt dëse Besoin iwwert e längeren Zäitraum misst analyséiert ginn. Zu wéi enger Konklusioun kommt Dir elo, e Joer méi spéit?

Réponse (06.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Déi 360 Faarte sinn als Eenzelfaarten ze betruechten, spréch een Aller/Retour entsprécht zwou Faarten. D'Aarbechtsfaarte fléissen net mat an de Contingent vun deenen 360 Faarten an.

ad 2. Den Transportdepartement, neierdéngs d'Verwaltung fir ëffentlechen Transport, geréiert de Service an och d'Bezuelen un d'Busbetriber. Den Transport ass jo gratis fir déi betraffe Bierger. Virun der Reform, also Mäerz 2020, goufen déi professionell Faarte separat vun deenen anere verrechent. De Moment ass et mam Logiciel fir d'Gestioun net méi de Fall. Et soll awer erëm zukünfteg separat ofgerechent ginn.

ad 3. A Covidzäiten huet sech näischt un der Unzuel vun de Faarten, déi d'Leit zegutt hunn, geännert. D'Faarten an en Impfzentrum ginn, wéi all aner Privatfaarten, vum Quota ofgerechent.

ad 4. Tëschent Januar 2020 a Mäerz 2021 sinn insgesamt 7.211 Demanden agereecht ginn. Um Dag vum 24. Mäerz 2021 hu 5.641 Persounen eng Kaart. Déi Fro gouf schonn an der parlamentarescher Fro Nr. 3876 gestallt. Déi Persounen, déi den Adapto net kréien, erfëllen d'Konditiounen net. Et mécht aus villen Ursaachen net vill Sënn, fir d'Zuele mat deene vu virun der Reform ze vergläichen; de Mobilitéitszoustand vun de Leit kann änneren, a mäi Service huet keng Informatioun, ob fréier Beneficiairen nach liewen.

Hei referéieren ech mech op d'Äntwerten 1 an 2 vun der parlamentarescher Fro Nr. 3876 vum 18. Mäerz 2021 vum honorabelen Deputéierte Sven Clement.

ad 5. Wéi den honorabelen Deputéierte weess, ass eist Land an engem aussergewéinlechen Zoustand säit dem 16. Mäerz 2020. Eng Analys iwwert d'Personal vun der Mobilitéitszentral huet sech also eriwwregt. Bedéngt duerch déi sanitär Kris sti genuch Ressourcen zur Verfügung, soudass een Opstocke vum Personal den Ament net néideg ass.

Question 3935 (25.03.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **collecte de données des automobilistes :**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 3577 no enger Rei Modalitéite vun dem EU-Reglement 2019/631/UE schreift den Här Minister ënner anerem, datt zënter dem 1. Januar 2021 an Europa keng Autoe méi dierfen immatrikuléiert ginn, déi net mat der sougenannter „On-Board Fuel Consumption Monitoring"-Software equipéiert sinn. Dëst Instrument liest eng ganz Rei Donnéeën aus, déi an der Annex XXII, Kapitel 3 vun dem modifizéierte Reglement 2017/1151/UE, Punkt 3.1 a Punkt 3.2 gereegelt sinn.

Dozou wéilt ech dem Här Transportminister nach dës Froe stellen:

1. Wéi eng Informatiounsflicht besteet, am Bezuch op dëst Reglement, fir d'Garagiste vis-à-vis vum Keefer?

2. Ginn dës Donnéeë vun enger nationaler Autoritéit erfaasst a wa jo, vu wéi enger?

3. Bei wéi enger zouständeger (nationaler) Autoritéit ginn dës Donnéeë stockéiert a wou stinn déi entspriechend Serveren?

4. Wéi ginn dës Donnéeë viru potenziellen Hackerugrëff geschützt?

5. Iwwer wéi eng Rechter verfüügt de Proprietär vun engem Auto, fir sech kënnen iwwert seng entspriechend Donnéeën ze informéieren?

6. Wéi eng Ëmstänn féieren zum Läsche vun dësen Donnéeën?

7. Wéi kann e Proprietär vun engem Auto sech dogéint wieren, datt seng Donnéeën erfaasst ginn?

8. Fléissen dës Donnéeën an d'Berechnung vun der Autossteier mat an, déi zu Lëtzebuerg op Basis vum CO_2-Verbrauch erhuewe gëtt?

9. Mussen déi Donnéeë bei engem Weiderverkaf vum Auto mat renseignéiert ginn?

Réponse (27.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den honorabelen Deputéierte géif gäre weider Präzisiounen, bezunn op d'Äntwert zu der parlamentarescher Ufro N° 3577, iwwert d'„On-Board Fuel Consumption Monitoring"-Software (OBFCM), déi zënter dem 1. Januar 2021 an all neiem an Europa immatrikuléierten Auto verflichtend ass, kréien.

Wei an der Äntwert zu der parlamentarescher Ufro N° 3577 geschriwwen, war zum Zäitpunkt vun der Äntwert een Entworf vun der Kommissioun um Instanzewee (Ares(2020)6802128), an deem méi genau beschriwwe sollt ginn, wéi den Hiersteller souwéi och d'Autoritéiten (Memberstaaten) Donnéeën, déi am Kader vun dem OBFCM obligatoresch mussen der Kommissioun bereetgestallt ginn, sollen an dierfen enregistréiert ginn. Dësen Entworf ass de 4. Mäerz 2021 an een europäescht Reglement iwwerfouert ginn (règlement d'exécution (UE) 2021/392 de la Commission du 4 mars 2021 concernant la surveillance et la communication des données relatives aux émissions de CO_2 des voitures particulières et des véhicules utilitaires légers conformément au règlement (UE) 2019/631 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant les règlements d'exécution (UE) n° 1014/2010, (UE) n° 293/2012, (UE) 2017/1152 et (UE) 2017/1153 de la Commission), wat zënter dem 24. Mäerz applikabel ass.

Deemno muss all Hiersteller, am Aklang mat dem Artikel 9 aus dem europäesche Reglement, fir all neien Auto, deen ab dem 1. Januar 2021 immatrikuléiert gouf, d'Donnéeën, déi am Kader vum OBFCM solle gesammelt ginn, späicheren a jeeweils zum éischten Abréll vum Joer (ab 2022) der Kommissioun am definéierte Format vum Tablo 1 aus der Annex vum Reglement iwwermëttelen. Et sief hei allerdéngs dorobber higewisen, dass d'Hiersteller zwou verschidden Optiounen hunn, déi Informatiounen ze kréien an ze späicheren. Déi éischt Optioun besteet doranner, dass den Auto iwwert seng Connectivitéit (SIM-Karten) dës Informatiounen direkt un den Hiersteller iwwermëttelt, deen dann déi Donnéeë bei sech späichert a schlussendlech der Kommissioun iwwermëttelt. Déi zweet Optioun ass déi, dass den Hiersteller mat senge Concessionnairen am Kader vun enger Revisioun dës Donnéeën ausliest an dann der Kommissioun iwwermëttelt. Nieft dëser Obligatioun fir d'Hiersteller wäert, konform zum Artikel 10 vun dem benannte Reglement, ab dem 20. Mee 2023 och eng Obligatioun fir Memberstaaten agefouert ginn, wou dës musse sécherstellen, dat wärend der technescher Kontroll vum Auto d'Informatiounen zum OBFCM mussen iwwert den OBD (On-Board-Diagnose) ausgelies an der Kommissioun zum éischten Abréll vun all Joer, am beschriwwene Format, iwwermëttelt ginn.

Am Kader vun dëser Kollekt vun Donnéeë gi grondsätzlech just technesch Donnéeë gespäichert mat der Exceptioun vun der VIN, der Vehicle Identification Number (numéro d'identificaion du véhicule), déi, wéi an dem Considerant 11 vum Reglement beschriwwen, ab deem Moment, wou ee Gefier ugemellt ass, als perséinlech Donnée ze consideréieren ass. Et sief awer hei betount, dass et sech bei der VIN net ëm d'Immatrikulatiounsnummer handelt, mee ëm eng eendeiteg Nummer, déi all Auto bei der Konstruktioun zougedeelt kritt a méi geleefeg ënnert der Bezeechnung vun der Chassisnummer ass.

« (11) Les données relatives à la consommation de carburant et d'énergie en conditions d'utilisation réelles devraient être collectées en même temps que le numéro d'identification du véhicule (VIN - Vehicle Identification Number). À partir du moment où un véhicule est immatriculé, le VIN est considéré comme une donnée à caractère personnel et est donc soumis aux exigences relatives à la protection de ces données énoncées dans le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil (6). Le traitement des VIN aux fins du règlement (UE) 2019/631 devrait être considéré comme licite en vertu de l'article 6, paragraphe 1, point c), du règlement (UE) 2016/679. Il convient en outre de spécifier que les entités participant à la collecte, à la notification et au traitement des VIN doivent être considérées comme des responsables du traitement de ces données au sens de l'article 4, point 7), du règlement (UE) 2016/679 et, en ce qui concerne l'AEE et la Commission, au sens de l'article 3, paragraphe 8, du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil (7). Il y a également lieu de veiller à ce que les VIN soient obtenus par des moyens de communication sécurisés, et à ce que les personnes concernées, c'est-à-dire les propriétaires de véhicules, soient correctement informées conformément aux articles 13 et 14 du règlement (UE) 2016/679. »

D'Späicheren an d'Iwwermëttele vun der VIN ass onëmgänglech, fir dass d'Kommissioun zum jeeweilegen Typ vun Auto ee Réckschloss op den Hiersteller ka maachen an iwwerpréiwe kann, ob den Hiersteller seng Emissiounsziler erfëllt.

Den Hiersteller souwéi d'Memberstaate musse garantéieren, datt sämtlech Donnéeë sécher gespäichert ginn an datt all Kommunikatiounsweeër securiséiert sinn. Wat d'Hiersteller ubelaangt, ass et d'Aufgab vun dem jeeweilegen Hiersteller, dëser Obligatioun nozekommen. Wat d'Obligatioun vum Memberstaat ubelaangt, esou wäerten dës Informatiounen zu Lëtzebuerg warscheinlech ab dem 20. Mee 2023 am Kader vun der technescher Kontroll duerch déi jeeweileg Societéiten, déi eng Autorisatioun hunn, fir kënnen zu Lëtzebuerg déi technesch Kontroll duerchzeféieren, ausgelies an an der nationaler Datebank vun den immatrikuléierte Gefierer gespäichert ginn. Dës Datebank, déi aktuell amgaangen ass, un de leschte Stand vun der Technik ugepasst ze ginn, gëtt informatesch vum Centre des technologies de l'information de l'État verwalt an entsprécht sécherheetstechnesch sämtleche Bestëmmungen, déi de CTIE am ganze Staatsreseau applizéiert.

Am Kader vun der Kollekt vun den OBFCM-Donnéeën ass genau festgeluecht, wéi eng Informatiounen de Keefer bzw. de Besëtzer vun engem Auto muss kréien, wat d'Späicheren an d'Ausliese vun de besoten Informatiounen ubelaangt. Sou mécht den Artikel 11 vum genannte Reglement Bezuch op d'Artikelen 13 a 14 vum europäeschen Dateschutzreglement (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE). An dëse beiden Artikelen ass genau beschriwwen, wéi eng Informatiounen de betraffene Persoune mussen iwwermëttelt ginn. Zousätzlech dozou soll dorobber verwise ginn, dass bei dem Ausschaffe vun dem Reglement 2021/392 besonnesch Wäert op d'Protektioun vun de perséinlechen Donnéeë geluecht gouf. Esou gouf och den europäesche Kontroller zu der Protektioun vun Donnéeën am Aklang mat dem Paragraf 1 vum Artikel 42 vum Reglement 2018/1725 kontaktéiert an ëm Avis gefrot.

All Besëtzer vun engem Auto huet ausserdeem d'Méiglechkeet, am Aklang mat dem Artikel 9 souwéi dem Artikel 10, d'Kollekt vun de besoten Donnéeën ze ënnersoen. No Récksprooch mat den Hiersteller gesinn dës vir, dass all Keefer beim Kaf vun engem neien Auto, bei wellechem déi besoten Donnéeën iwwert d'Connectivitéit vum Auto un den Hiersteller iwwermëttelt ginn, doriwwer informéiert gëtt, dass d'OBFCM-Date gespäichert kënne ginn, an dass eng explizitt Méiglechkeet besteet, dëst net ze erlaben. Falls déi Donnéeën net duerch den Auto direkt un den Hiersteller weidergi ginn, esou gëtt de Besëtzer bei der Revisioun vum Auto doriwwer informéiert a kann och hei d'Iwwermëttele vun den Donnéeën ënnersoen. De selwechte Prinzip wäert och am Kader vun der technescher Kontroll applizéiert ginn.

Wat d'konkreet Utilisatioun bzw. d'Späichere vun de kollektionéierten Donnéeën ubelaangt, esou ass op de Paragraf 5 vum dem Artikel 11 vum europäesche Reglement ze verweisen:

« 5. Les VIN et les données en conditions d'utilisation réelles collectés conformément aux articles 9 et 10 ne peuvent être conservés que pendant la durée suivante:

a) en cas de collecte par les constructeurs, jusqu'à ce que ces données aient été communiquées conformément à l'article 9, paragraphe 3 ;

b) en cas de collecte par des concessionnaires et réparateurs agréés, jusqu'à ce que ces données aient été transmises au constructeur conformément à l'article 9, paragraphe 2 ;

c) en cas de collecte par des organismes et établissements chargés du contrôle technique, jusqu'à ce que ces données aient été transmises à l'AEE ou à l'autorité désignée par les États membres pour communiquer les données à l'AEE, conformément à l'article 10, paragraphe 2 ;

d) en cas de collecte par des autorités désignées par les États membres pour communiquer les données en conditions d'utilisation réelles à l'AEE, jusqu'à ce que ces données aient été communiquées conformément à l'article 10, paragraphe 2 ;

e) en cas de collecte par l'AEE, pendant 20 ans au maximum à compter de la date à laquelle les données ont été chargées pour la première fois dans le BDR conformément à l'article 9, paragraphe 3, ou dans le CDR conformément à l'article 10, paragraphe 2. »

Aus dësem Paragraf geet deemno ervir, dass et kloer Reegele ginn, wéi laang déi Donnéeë beim jeeweilegen Acteur dierfe gespäichert ginn.

Wann eng Persoun sech trotzdeem iwwert déi gespäichert Donneeën informéiere wëll, esou kann dëst konform zum Artikel 15 vum europäeschen Dateschutzreglement gemaach ginn.

Aus den opgeféierten Erklärungen ass ersiichtlech, dass déi kollektionéiert Donneeë just fir den Zweck vun der Iwwerpréiwung vum Anhale vun de Flottenziler an Ëmweltziler duerch d'Hiersteller kënne benotzt ginn. Esou ginn aus de gesammelten Donnéeën, déi der „Agence européenne pour l'environnement" iwwermëttelt ginn, an déi d'Europäesch Kommissioun an dësem Zesummenhang ënnerstëtzt, och all Joer Publikatiounen an enger anonymiséierter Form vun der Kommissioun gemaach, woubäi dëst am Aklang mat dem Artikel 12 vum europäesche Reglement erfollegt:

« Publication des données en conditions d'utilisation réelles

À partir de décembre 2022, la Commission publie chaque année des ensembles de données anonymisés et agrégés, ventilés entre les voitures particulières et véhicules utilitaires légers équipés de moteurs à combustion interne et les véhicules électriques hybrides rechargeables de l'extérieur (VHE-RE) des mêmes catégories, y compris les données suivantes par constructeur :

a) la consommation moyenne de carburant (l/100 km) sur la base des données communiquées conformément aux articles 9 et 10 ;

b) la consommation moyenne d'énergie électrique (kWh/100 km) sur la base des données communiquées conformément aux articles 9 et 10 ;

c) les émissions moyennes de CO_2 (g/km) calculées sur la base des données communiquées conformément aux articles 9 et 10 ;

d) la différence entre la consommation moyenne de carburant visée au point a) et la moyenne des valeurs de consommation de carburant consignées dans les certificats de conformité des mêmes véhicules que ceux pour lesquels des données en conditions d'utilisation réelles ont été communiquées ;

e) la différence entre la consommation moyenne d'énergie électrique visée au point b) et la moyenne des valeurs de consommation d'énergie électrique consignées dans les certificats de conformité des mêmes véhicules que ceux pour lesquels les données en conditions d'utilisation réelles ont été communiquées;

f) la différence entre les émissions moyennes de CO_2 (g/km) calculées conformément au point c) et la moyenne des valeurs d'émissions de CO_2 consignées dans les certificats de conformité des mêmes véhicules que ceux pour lesquels les données en conditions d'utilisation réelles ont été communiquées.

Les points b) et e) ne s'appliquent qu'aux VHE-RE. »

Eleng duerch de Prinzip, dass ee Besëtzer vun engem Auto kann op Späichere vun den OBFCM-Informatioune renoncéieren, wäerten dës Informatiounen net kënne genotzt ginn am Kader vun der Berechnung vun zum Beispill der Autosteier. Zousätzlech dozou ass de Paragraf 4 vum Artikel 11 vum europäesche Reglement ganz kloer op dem Punkt, zu wéi engem Zweck déi Donneeën dierfe benotzt ginn :

« 4. Les VIN et les données en conditions d'utilisation réelles collectés conformément aux articles 9 et 10 du présent règlement ne peuvent être utilisés à d'autres fins que celles précisées à l'article 12 du règlement (UE) 2019/631. »

Schlussendlech bleift ze soen, dass dës Donneeën, déi bei all Revisioun, bei all technescher Kontroll esouwéi am Fall vun Autoen, déi d'integréiert Connectivitéit benotzen, ëmmer erëm ausgelies ginn a keng Obligatioun am Fall vum Weiderverkaf besteet, fir dës Informatioune mat unzeginn.

Question 3938 (25.03.2021) de **Mme Carole Hartmann** et **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant les **contrôles dans le secteur Horeca :**

Depuis le début de la pandémie Covid-19, le secteur Horeca a particulièrement souffert des conséquences des mesures sanitaires imposées par l'État dans le but de combattre le virus. Sans les aides étatiques leur apportant un soutien financier, la survie de ce secteur serait en péril.

Il est évident que les établissements de ce secteur doivent se conformer aux obligations légales qui les concernent et que l'Inspection du travail et des mines (ci-dessous « ITM ») est l'instance étatique à laquelle incombe le contrôle de la conformité à ces obligations. Or, il nous a été rapporté que pendant la crise sanitaire les contrôles ont été fréquents et que plusieurs établissements, faute des liquidités nécessaires pour les travaux nécessaires, risquent de se voir dans l'impossibilité de se conformer aux exigences demandées. De plus, certains travaux (demander un devis, trouver une société spécialisée disponible) nécessitent le cas échéant plus de temps que les délais accordés aux établissements. Sachant que la non mise en norme est passible d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 251 à 125.000 euros ou d'une de ces peines seulement, le risque que certains établissements devront définitivement arrêter leur activité est réel.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Combien de contrôles relatifs à la conformité des autorisations commodo, notamment aux prescriptions incendie ITM-SST 1500.3 « définitions générales », ITM-SST 1502.4 « dispositions générales, bâtiments moyens » et ITM-SST 1509.3 « dispositions spécifiques, établissements d'hébergement » ont été réalisés depuis mars 2020 ?

2) Sans remettre en cause la nécessité des établissements accueillant du public à se conformer aux obligations légales, notamment en ce que concerne la protection en cas d'incendie, est-ce que Monsieur le Ministre juge adaptés et raisonnables les délais actuels pour la mise en conformité, notamment pendant la période de crise sanitaire actuelle ? Une adaptation de la loi en ce qui concerne les délais de mise en conformité peut-elle être envisagée ? Est-il par ailleurs possible de demander une extension des délais accordés aux établissements ?

3) Dans la négative, est-ce qu'une approche proactive qui consisterait à une auto-évaluation ou à un rappel des obligations en la matière, préalable à un contrôle sanctionnant les établissements concernés, pourrait être envisagée. Dans l'affirmative, des pourparlers avec la fédération concernée ont-ils déjà été entamés dans ce sens ?

4) Il nous a été rapporté que les établissements sanctionnés qui veulent obtenir des précisions concernant les détails des mises en conformité ont des difficultés à obtenir un rendez-vous auprès de l'ITM. Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces difficultés ? Dans quels délais des rendez-vous sont-ils généralement accordés aux concernés ?

5) Combien de contrôles de documents relatifs au travail du dimanche ont été réalisés auprès d'établissements issus du secteur Horeca depuis mars 2020 ?

6) Quelles sont les raisons qui ont amené des contrôles dans le secteur Horeca, sachant que l'article L.231-6. du Code du travail dispense de l'interdiction de travailler les dimanches les hôtels, restaurants, cantines, débits de boissons et autres établissements où sont servies des consommations ?

Réponse (22.04.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1) Depuis mars 2020, l'Inspection du travail et des mines (ci-après ITM) a effectué dix contrôles en matière d'établissements classés dans le secteur de l'hôtellerie où s'appliquent notamment les prescriptions de prévention incendie ITM-SST 1500.3 « définitions générales », ITM-SST 1502.4 « dispositions générales, bâtiments moyens » et ITM-SST 1509.3 « dispositions spécifiques, établissements d'hébergement ».

ad 2) Lors des contrôles qui ont été effectués depuis mars 2020 en matière d'établissements classés, et plus particulièrement en ce qui concerne la protection en cas d'incendie, il s'avère que pour certains de ces établissements la sécurité n'était assurée ni pour les clients ni pour le personnel en raison des non-conformités par rapport aux prescriptions applicables en la matière. De plus, il a été constaté que certains de ces établissements ont été exploités depuis de nombreuses années sans autorisation d'exploitation valable au titre de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

En ce qui concerne les délais qui sont, dans ces cas, imposés à l'exploitant pour se conformer aux obligations légales, il y a lieu de distinguer entre le délai imparti pour introduire une demande d'autorisation, le délai pour mettre en œuvre, le cas échéant, des mesures d'urgence et le délai pour la mise en sécurité qui est déterminé dans le cadre de l'arrêté d'autorisation fixant les conditions d'aménagement et d'exploitation définitives à mettre en place aux fins d'une mise en conformité par rapport aux règles applicables en la matière.

Pour déterminer la durée de ces délais, il est toujours tenu compte du type de mesure à réaliser, de l'envergure des mesures de sécurité à mettre en place et, le cas échéant, de la gravité des infractions constatées. Par ailleurs, il est à chaque fois veillé à ce qu'il s'agisse d'un délai suffisant et raisonnable endéans lequel l'exploitant puisse mettre en place ce qui est exigé.

À noter qu'il est loisible à l'exploitant, pour le cas, par exemple, où les plans d'architectes de l'immeuble n'auraient pas encore pu être finalisés en temps utile ou bien que les travaux nécessaires ne sauraient pas, pour certaines raisons, être réalisés endéans les délais initialement impartis, d'introduire une demande motivée en vue d'obtenir une prolongation de ces délais.

À noter également que ces mêmes délais ne sauraient être supérieurs à deux ans, conformément à l'article 27 de la même loi modifiée du 10 juin 1999 précitée.

Il n'est actuellement pas prévu d'adapter la loi modifiée du 10 juin 1999 précitée en ce qui concerne les délais de mise en conformité.

ad 3) L'obligation pour les hôteliers exploitant un hôtel d'une capacité d'au moins cinq chambres d'hôtes de disposer d'une autorisation d'exploitation (commodo/incommodo) existe depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 9 mai 1990 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes et il en est actuellement toujours de même selon les dispositions de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

En ce qui concerne l'approche proactive qui consisterait à une autoévaluation ou à un rappel des obligations en la matière, préalable à un contrôle sanctionnant les établissements concernés, il y a lieu de noter qu'il est loisible aux exploitants d'un hôtel de contacter à tout moment les services de l'ITM qui sont à leur disposition pour les conseiller, les assister et leur fournir des informations juridiques et techniques pratiques dans la mise en œuvre des dispositions légales, réglementaires et administratives dans les matières qui relèvent de la compétence de l'ITM.

À noter également que dans le cadre de leurs contrôles, les agents de l'ITM conseillent et assistent les exploitants notamment en matière d'établissements classés aux fins que les exploitants se régularisent par rapport aux règles applicables en la matière sans que des sanctions soient prononcées à leur encontre.

Par ailleurs, les informations en matière d'établissements classés sont disponibles sur le site Internet de l'ITM www.itm.lu et la Fédération nationale des hôteliers, restaurants et cafetiers du Grand-Duché de Luxembourg ASBL peut également relayer ces informations à leurs membres.

Aussi, il incombe à l'exploitant de tels établissements de veiller à assurer la sécurité et la santé de leurs salariés ainsi que la sécurité du public.

ad 4) Malgré la pandémie, la continuité des services de l'ITM a été maintenue. Il ne subsiste dès lors aucune difficulté pour obtenir un rendez-vous avec un agent de l'ITM.

À noter également que l'ITM peut également être contactée par téléphone (du lundi au vendredi de 08.30 à 12.00 heures et de 13.30 à 16.30 heures au numéro 247-76100, par mail contact@itm.etat.lu, par courrier et que le guichet de l'ITM 3, rue des Primeurs à L-2361 Strassen est ouvert au public sur rendez-vous.

ad 5) En 2020, l'ITM a effectué 171 contrôles en matière de conditions de travail et en matière de sécurité et santé au travail auprès d'entreprises du secteur de l'Horeca.

En 2021, l'ITM a pour l'instant effectué 48 contrôles en matière de conditions de travail et en matière de sécurité et santé au travail auprès d'entreprises du secteur de l'Horeca.

À noter que l'ITM a effectué 7.419 contrôles en 2020.

À noter également que les contrôles auprès des entreprises du secteur de l'Horeca ne se sont pas limités aux dispositions relatives au travail du dimanche, mais que les contrôles ont été effectués par rapport à l'ensemble des dispositions en matière des conditions de travail et en matière de sécurité et santé au travail.

ad 6) En ce qui concerne les raisons qui ont amené l'ITM à effectuer des contrôles dans le secteur de l'Horeca, il y a lieu de noter que les contrôles peuvent résulter d'une plainte ou bien qu'ils sont effectués de façon proactive.

À noter que les contrôles dans le secteur de l'Horeca n'ont pas été effectués en raison des dispositions prévues à l'article L. 231-6 du Code du travail qui dispose que : « (1) L'interdiction visée à l'article L. 231-1 [interdiction aux employeurs d'occuper des salariés les jours de dimanche] ne s'applique pas : 1. aux hôtels, restaurants, cantines, débits de boissons et autres établissements où sont servies des consommations ; […]. »

Question 3939 (25.03.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**électromobilité :**

Elektromobilitéit ass en Theema, wat eis zu Lëtzebuerg ëmmer méi beweegt. Dëse politesch forcéierte Paradigmewiessel vum Verbrennungs- op den Elektromotor stellt eis gesamtgesellschaftlech viru grouss Erausfuerderungen. Fir eis als ADR gehéiert et zum politesche Selbstverständnes, datt d'Regierung bei deem, wat se vun de Bierger verlaangt, selwer mat guddem Beispill virausgeet.

Duerfir hu mir follgend Nofro un den Här Transportminister:

1. Wéi vill elektresch Gefierer sinn aktuell beim Staat insgesamt am Asaz?

2. Wéi deele sech dës Gefierer op déi eenzel Institutiounen (Arméi, Police, Rettungsdéngschter, Déngschtween, Gemengen an ëffentlechen Transport asw.) op?

3. Wéi verdeelen déi Gefierer, déi säit dem Ufank vun dëser Legislaturperiod an den ëffentlechen Déngscht gestallt goufen, sech op d'Kategorië Verbrennungsmotor, Hybridmotor an Elektromotor?

4. Op wéi enge finanziellen an technologesche Krittären hunn déi Uschafunge baséiert?

5. Gëtt et scho Fäll, datt de Staat Elektrogefierer nees verkaf oder ausgemustert huet?

6. Wa jo, wéi waren dës Entscheedungen am Eenzele motivéiert?

7. Gëtt et Regierungsmemberen, déi am Déngscht ganz oder deelweis op Elektromobilitéit verzichten? Falls jo, wat sinn hir Grënn?

Réponse (27.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Wéi an der rezenter Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3746 vum 2. Mäerz 2021 prioriséiert de Staat säit 2018 verstäerkt d'Uschafung vun elektresche Gefierer beim eegene Fuerpark. Ufank 2021 waren insgesamt 158 elektresch Autoe beim Staat am Asaz (91 100 %-Elektroautoen a 67 Plug-in-Hybriden). An der Äntwert op déi selwecht parlamentaresch Ufro ass och de Fuerpark vun de Ministère mat hire Verwaltungen an anere staatlechen Instanzen opgeléscht an och d'Entwécklung vun dësem Fuerpark erkläert. Et sief heibäi nach bemierkt, datt prioritär Déngschtween sollen elektrifizéiert ginn. Dës Gefierer, déi an der Reegel fir reng administrativ Zwecker benotzt ginn, bidde sech generell besser un, fir elektrifizéiert ze ginn, wéi spezialiséiert Gefierer wéi zum Beispill Ambulanzen. Dës Approche ass och am Aklang mat der iwwerschaffter europäescher Direktiv 2009/33/CE fir d'Promotioun vu propperen an energieeffiziente Stroossegefierer vun der ëffentlecher Hand. En entspriechenden Avant-projet vun engem groussherzogleche Reglement fir d'Ëmsetzung vun där Direktiv ass ausgeschafft ginn an ass rezent vum Regierungsrot ugeholl ginn an op den Instanzewee gaangen.

Wat déi finanziell Krittäre fir d'Uschafung vu Gefierer beim Staat ubelaangt, ginn dës iwwert déi järlech Budgetscirculaire festgehalen. Déi technesch Spezifissitéite vun den elektresche Gefierer ginn am Laaschtenheft vun der zentraler Ausschreiwung festgeluecht, déi alljoers vum Ministère fir Mobilitéit an ëffentlech Bauten organiséiert gëtt. Dës finanziell an technesch Krittäre ginn alljoers aktualiséiert, fir der Entwécklung bei den elektresche Gefierer Rechnung ze droen.

Laut den Informatioune vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA goufe bis ewell nach keng Elektroautoe vum Staat verkaf oder ausgemustert.

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3746 vum 2. Mäerz 2021 erkläert, ass et weiderhin d'Zil, fir de gesamte Fuerpark vun de Regierungsmembere CO_2-emissiounsfräi ze kréien, esou dass prioritär Hybriden, Plug-in-Hybriden oder

Le saviez-vous ?

COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Pour faciliter, rationaliser et préparer les travaux parlementaires en séance publique, la Chambre forme des commissions permanentes et, en cas de besoin, spéciales. Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi ainsi que les amendements et motions que le Président leur renvoie. Elles ont également pour mission de préparer des débats ainsi que d'organiser des auditions et des visites.

100 %-Elektroautoe kaf ginn. Allerdéngs ass et aus operationellen a sécherheetstechnesche Grënn momentan nach net méiglech, op eng CO_2-emissiounsfräi Flott ze setzen. Zum aktuelle Stand an no der Livraisoun vun zwee weidere Plug-in-Hybriden, déi bestallt sinn an zwee thermesch Autoen ersetzen, wiere vun de 17 Autoen am Fuerpark vun der Regierung nach just ee reng thermesch. Do dernieft ginn et 13 Plug-in-Hybriden, zwee Hybrid-Bensinner an ee reng elektreschen Auto.

Question 3940 (25.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant le **service de transport Adapto :**

Virun engem Joer gouf de Service Adapto - grad wéi all aner Aart vun ëffentlechem Transport - gratis. No dëser Reform hu Persounen, déi bis dohi vum Adapto profitéiert hunn, missen eng nei Kaart beim Ministère ufroen. Esou goufen am Mäerz d'lescht Joer vun 1.356 Demandë fir eng Adapto-Kaart der 284 net accordéiert (Fro N° 1890).

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Mëtt Mäerz krute verschidde Persounen, déi Recht op den Adapto-Service hunn, ee Bréif vum Mobilitéitsministère, deen d'Iwwerpréiwung vun hiren Dossieren ukënnegt. An dësem Bréif ginn dës Persounen och deelweis hiren Aarbechtskontrakt gefrot.

- Firwat gouf decidéiert, dës Persounen no hirem Aarbechtskontrakt, deen och vill confidentiel Detailer enthält, ze froen, amplaz no enger einfacher Aarbechtsbescheinegung vum Patron?

- Op wéi enger legaler Basis gëtt d'Iwwerpréiwung vun den Dossiere gemaach? Gesäit dat Gesetz oder Reglement vir, wat fir Dokumenter de Ministère dierf froen?

2. An der Fro N° 1788 gouf no der Bezuelung vun de Busentreprisë fir den Adapto-Transport gefrot.

An der Äntwert sot de Minister:

„Déi zwou lescht Froe betreffen de Kontrakt tëschent dem Mobilitéitsministère an de Betriber. Déi gefroten Informatioune vum Bezuele vun den Trajeten an de Leerfaarte si confidentiel an onweesentlech fir de Public."

Ass de Minister bereet, konform zum Arrêt vun der Cour administrative vum 26. Januar 2021, den Deputéierten an enger Kommissiounssëtzung Accès zu dëse Verträg ze ginn?

3. Aus der Äntwert op déi parlamentaresch Fro N° 2552 un de Mobilitéitsminister geet ervir, dass nach keng Kommissioun, wéi och am Projet de loi N° 7490 virgesinn, en place gesat gouf.

- Wat fir Schrëtt huet de Minister tëschenzäitlech geholl, fir dës Kommissioun opzestellen?

- Kënne Persounen, déi eng Adapto-Kaart refuséiert kruten, scho bei dëser Kommissioun ee Recours aleeën?

Réponse (19.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

ad 1. Am Kader vun enger Demande, fir als Salarié handicapé mam Adapto op d'Aarbecht gefouert ze ginn, gëtt déi intresséiert Persoun gebieden, verschidden Dokumenter eranzereechen:

- Formulaire de demande d'accès au service Adapto, mam Certificat vum Dokter, aus deem sollt ervirgoen, dass et der Persoun net méiglech ass, mam Auto oder ëffentlechen Transport op hir Aarbechtsplaz ze kommen,

- Kopie vum Certificat de reconnaissance en tant que salarié handicapé (ADEM),

- Kopie vum Certificat de résidence,

- Aarbechtskontrakt oder Aarbechtsbescheinegung,

- Fiche personnelle mat Renseignementer zum Aarbechtsgeeber an de Schaffzäiten.

Dës Prozedur ass net nei, mee besteet säit der Aféierung vum Adapto an zanter dass den Transportdepartement dës Faarte bezilt. An engem rezente Courrier u verschidde Beneficiairë war effektiv iertemlech eng Kopie vum Aarbechtskontrakt gefrot ginn, duerno gouf preziséiert, dass eng Aarbechtsbescheinegung selbstverständlech duergeet.

Mäi Service geréiert de Regëster vun de Beneficiairë vum Adapto als Responsabele vum Traitement vun deenen Donnéeën. An deem Regëster stinn déi Persounen, déi Accès op den Adapto-Transport hunn an och ob se Urecht als „salarié handicapé" op déi spezifesch Aarbechtstrajeten hunn. Dëse Regëster regruppéiert déi perséinlech Donnéeë vun de Beneficiairen am Respekt vum Artikel 5 vum „Règlement général sur la protection des données (RGPD)". D'Finalitéit fir d'Sammele vun den Donnéeën ass néideg fir eng administrativ, finanziell an operationell Gestioun vum Adapto-Service.

Als responsabelen Acteur vun dësem Traitement ass et néideg, fir d'Genauegkeet vun den Donnéeë geleeëntlech ze iwwerpréiwen an à jour ze halen, fir déi Aarbechtstransporter vun de Beneficiairen ze organiséieren a fir d'Kontinuitéit vum Service weider assuréieren ze kënnen. Dëst fënnt sech erëm am Paragraf 1 Punkt d) vum uewendriwwer erwäänten Artikel 5 vum RGPD.

Déi aktuell gesetzlech Basis, déi dem Transportminister d'Kompetenz gëtt, fir e complementairen Transport zum ëffentlechen Transport unzebidden, besteet am Gesetz vum 5. Februar 2021 iwwert den ëffentlechen Transport. Déi entspriechend Passagë fënnt een am Artikel 4, Alinea 1, 4° an Artikel 6, 8°.

ad 2. An enger Kommissiounssëtzung kann ech op d'Froen zu den aktuelle Kontrakter zeréckkommen.

ad 3. Meng Servicer schaffen eng legal Basis fir déi versprache Kommissioun aus. Et ass ugeduecht, déi am Gesetz vum 5. Februar 2021 iwwert den ëffentlechen Transport ze integréieren. Déi zukünfteg Membere vun der Kommissioun si schonn determinéiert. Et handelt sech gréisstendeels ëm d'Membere vum interministeriellen Aarbechtsgrupp, dee fir d'Reform vum Adapto gegrënnt gouf, an déi concertéieren sech och haut bei der Evaluatioun vun Dossiere bei eenzele Fäll.

Wéi aus der Äntwert op d'parlamentaresch Fro 2552 ervirgeet, ka selbstverständlech all Persoun, déi keng Kaart krut, e Recours gracieux beim Minister aleeën, fir géint eng Decisioun virzegoen. An deem Fall gëtt den Dossier natierlech nach emol iwwerpréift.

Question 3941 (25.03.2021) de **M. Sven Clement** *(Piraten)* concernant l'**accord entre le Gouvernement et le Consistoire israélite de Luxembourg :**

De 27. Januar 2021 huet de Staat mam Consistoire israélite de Luxembourg en Accord ënnerschriwwen, dee sämtlech Froe beäntwere soll, déi sech nach am Kontext vun den net geléiste Problemer mat den Holocaust-Verméigenswäerter („Oustanding Holocaust Asset Issues") allgemeng a mat der Spoliatioun vu jüddeschem Besëtz wärend der Shoah am Besonnesche stellen.

Dëst Dokument, dat och nach vun der Weltorganisatioun fir jüddesch Entschiedegung („World Jewish Restitution Organization") an der lëtzebuergescher Stëftung fir d'Erënnerung un d'Shoah mat ënnerschriwwe gouf, geet vun enger kollektiver a globaler Indemnisatioun aus a gesäit vir, datt an Zukunft keng zousätzlech Entschiedegungsfuerderungen an -usprëch méi ugemellt däerfe ginn.

Den Accord gesäit eng ganz Rei vu Moossname vir:

Déi Iwwerliewend, egal, ob se zu Lëtzebuerg oder am Ausland liewen, an och déi, déi deemools zu Lëtzebuerg gelieft hunn, sollen eng forfaitaire Hëllef vun enger Millioun Euro kréien. D'Stëftung fir d'Erënnerung un d'Shoah soll wärend 30 Joer all Joer 120.000 Euro kréien, eng Persoun soll fir d'Generalsekretariat zur Verfügung gestallt ginn, d'Statute sollen iwwerschafft an ergänzt ginn, grad wéi och de Verwaltungsrot, deen zwee nei Membere kréie soll, vun deenen ee vum Staatsminister erausgesicht soll ginn. De Staat soll d'Klouschter vu Cinqfontaines kafen a renovéieren an doraus en edukativ-kommemorativen Zenter maachen, woubäi och d'Exploitatiounskäschten iwwerholl solle ginn. De Kommitee fir d'Erënnerung un den Zweete Weltkrich soll wärend zéng Joer 65.000 Euro pro Joer kréien.

Bis 2025 sollen zwou Milliounen Euro an d'Recherche iwwert den Zweete Weltkrich an d'Shoah fléissen. Schliisslech soll eng national Strategie géint den Antisemitismus an eiser Gesellschaft ausgeschafft ginn a verschidden Aarbechtsgruppe sollen sech mat Aspekter wéi rouend Bankkonten, onbezuelten Assurancen a beschlagnaamter Konscht beschäftegen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Cultes dës Froe stellen:

1. Firwat huet de Staat fir d'Verhandlung an d'Ënnerzeechnung vun dësem Accord just de Consistoire israélite de Luxembourg zeréckbehalen? Déi jüddesch Glawensgemeinschaft ass jo dat eent, dat jüddescht Vollek dat anert.

2. Wéi ass de Consistoire un d'Mandat komm, fir dësen Accord aushandelen ze kënnen?

Ass ni dru geduecht ginn, de Krees vun den interesséierten Uspriechpartner méi grouss ze maachen?

3. Gesäit d'Regierung net och d'Gefor, datt eng ganz Rei vu jüddesche Biergerinnen a Bierger zu Lëtzebuerg an am Ausland sech duerch dësen Accord weeder vertrueden nach gebonne fillen?

4. Laut dem Accord solle jo verschidde méi kleng an och méi grouss Geldzomme fléissen, zum Beispill un déi Iwwerliewend vun der Shoah. Een Aspekt, deen ausgeklammert gouf, ass dee vum Patrimoine immobilier a mobilier, deen deemools onrechtméisseg beschlagnaamt gouf. Mir denken hei un Haiser, Biller, Bijouen an aner Wäertsaachen.

Wat soll domat geschéien? Wat ass virgesinn, fir och an dësem Beräich zumindest ze versichen, eng gewësse Gerechtegkeet hierzestellen?

5. D'Stëftung fir d'Erënnerung un d'Shoah soll duerch eng järlech Dotatioun an och soss nach ënnert d'Äerm gegraff kréien. Et gëtt Stëmmen, déi soen, d'Gestioun vun dëser Stëftung wier net esou transparent, wéi se am Fong misst sinn. D'Statute solle jo ugepasst ginn, soll d'Weiderentwécklung och a Richtung méi Transparenz goen?

6. Ass de Fait, datt den Accord eng Erweiderung vum Verwaltungsrot virgesäit, a sech och schonn iwwert de Profil vun den neie Membere prononcéiert, kompatibel mam aktuelle Veräins- a Stëftungsrecht? Sinn net eleng de Verwaltungsrot an d'Generalversammlung vun der Stëftung fir dës Froen zoustänneg?

7. D'Fro vun de rouende Bankkonte konnt anscheinend méi wéi 75 Joer no dem Enn vum Zweete Weltkrich nach ëmmer net zefriddestellend geléist ginn. D'Banke waarden op eng Léisung, mee déi misst Prinzippie wéi „Know Your Customer (KYC)", „Anti-Money Laundering (AML)" a „Counter Terrorist Financing (CTF)" gerecht ginn.

Kéint een net eng Stëftung an d'Liewe ruffen, fir hei Ofhëllef ze schafen?

8. Vill Proprietäre sinn net méi do, mee hir Kanner an Enkelkanner hunn och d'Recht, gehéiert ze ginn, egal, ob se Member oder net Member vum Consistoire sinn.

Wat fir e Stellewäert hunn d'Iwwerlewend am Kader vun dësem Accord?

9. Wéi gëtt séchergestallt, datt och déi Iwwerliewend am an aus dem Ausland un hiert Recht komme kënnen?

Réponse (22.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. + 2. Fir der Spezifissitéit an der Komplexitéit vum Accord Rechnung ze droen, souwuel op engem nationale wéi och internationale Plang, sinn nieft dem Consistoire israélite de Luxembourg och d'Fondation luxembourgeoise pour la mémoire de la Shoah an d'World Jewish Restitution Organisation (WJRO) Cosignatairë vum Accord. Dës Organer hunn och allegueren aktiv un der Ausaarbechtung vum Accord matgeschafft.

ad 3. D'Regierung huet den Accord mat de kompetenten, representativen nationalen an internationale Partner verhandelt.

ad 4. De Staatsministère ass mat esou engem Fall befaasst ginn. Déifgräifend Recherchen hunn erlaabt, der betraffener Famill ze erklären, wat genee d'Geschicht vun hirem Bien wärend an nom Zweete Weltkrich war, ënner anerem och, datt de Staat schonns eng Indemnisatioun bezuelt huet.

ad 5. D'Regierung kann déi Aschätzung vun deene „Stëmmen" net deelen an ass och mat e puer Representanten am Conseil d'administration vun der Fondation luxembourgeoise pour la mémoire de la Shoah vertrueden.

D'Fondatioun huet am Oktober 2020 en Auditeur beoptraagt, fir d'Revisioun vun de Konten onofhängeg kontrolléieren ze loossen.

ad 6. D'Modalitéiten iwwert d'Erweiderung vum Conseil d'administration ginn am Aklang mat der applikabeler Legislatioun am Accord beschriwwen:

- l'ajout de deux nouveaux membres au Conseil d'administration de la Fondation, dont l'un est désigné par le Consistoire, sur proposition de la WJRO, et l'autre est désigné par le Premier Ministre, Ministre d'État.

ad 7. D'Modalitéiten iwwert de Fonctionnement vum Groupe de travail vun de „comptes dormants" ginn am Accord beschriwwen:

- Comptes bancaires dormants : le sous-groupe sur les comptes bancaires dormants continue ses travaux. La période du 1[er] janvier 1930 jusqu'au 31 décembre 1945 fera l'objet de ces recherches. Le sous-groupe se mettra d'accord sur la portée de l'audit et la mise en place d'un auditeur indépendant via un appel d'offres, conformément au document soumis par la WJRO et le Consistoire en mars 2020 intitulé "Discussion Document on Establishing an Audit Mandate". Tous les comptes bancaires dormants identifiés seront restitués aux propriétaires ou à leurs héritiers. En l'absence d'héritiers, la somme des avoirs retrouvés sera transférée à la Fondation.

- Toutes les recherches au sein des groupes de travail seront basées sur la liste actuelle et existante de la population juive au Grand-Duché de Luxembourg entre 1930 et 1945, ainsi que sur la liste des personnes juives identifiées qui ont amené des biens au Grand-Duché de Luxembourg. Les recherches seront continuées au plus tard jusqu'en 2025 sur base de noms supplémentaires ou d'informations supplémentaires provenant des archives.

De Groupe de travail huet 2020 seng Aarbecht ugefaangen an déi concernéiert Finanzinstituter sinn amgaangen, un deem Dossier ze schaffen.

ad 8. De Staatsministère an d'Fondation luxembourgeoise pour la mémoire de la Shoah gi reegelméisseg mat Demandë befaasst, souwuel vun Iwwerliewenden ewéi och vun Ierwen. Wéi schonns bei der Äntwert op d'Fro 4 beschriwwen, erlaben dann intern Recherchen, déi concernéiert Persounen am Kader vun hire Froen ze beroden an opzeklären.

ad 9. D'Claims Conference huet Kontakt mat nationalen an internationalen Iwwerliewende mat engem Bezuch zu Lëtzebuerg. Do dernieft wäert d'Claims Conference an d'WJRO déi Concernéiert op den Accord opmierksam maachen, sief dat iwwert hir eegen Internetpresenz oder duerch Annoncen an der spezialiséierter Press.

D'Fondation luxembourgeoise pour la mémoire de la Shoah hëlleft och do um nationale Plang.

Question 3942 (25.03.2021) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant les **aides pour le secteur agricole :**

Les modifications apportées le 5 février 2021 à la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales prévoient une majoration de 20 points de pourcentage du taux normal d'aide pour certains investissements qui contribuent à prévenir ou à réduire les nuisances pour l'environnement et constituent des mesures qui s'inscrivent dans la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable ou dans les objectifs climatiques fixés dans le Plan national intégré en matière d'énergie et de climat approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 20 mai 2020.

1) Étant donné qu'une première sélection a eu lieu au début du mois de mars, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural dispose-t-il d'un premier bilan concernant les demandes d'aide liées aux investissements nouvellement éligibles ?

2) Dans l'affirmative, quel type d'investissement a fait l'objet de la plus forte demande ?

Réponse (19.04.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) + 2) Les équipements d'épandage de lisier, nouvellement éligibles aux aides majorées, furent sujet de la plus forte demande pour les investissements en biens meubles. Ces investissements constituent 60 % du coût des investissements en biens meubles éligibles et 74,5 % du montant de l'aide approuvée. Les investissements en biens meubles bénéficiant de la nouvelle majoration d'aide de 20 % constituent 62,6 % du coût des investissements en biens meubles éligibles et 80,9 % du montant de l'aide approuvée.

L'abolition de la disposition réglementaire d'un agrandissement minimal de 25 % requis lors des travaux de remplacement et de rénovation, a fait l'objet d'une forte demande concernant les investissements en biens immeubles.

Investissements en biens meubles

Nombre total de demandes éligibles : 168

Nombre de demandes bénéficiant du nouveau taux majoré (+ 20 %) : 73

- Dont équipements d'épandage de lisier (nouvellement éligible) : 63

- Dont équipements de désherbage physique (majoration = nouvelle mesure) : 10

Montant investi dans les équipements d'épandage lisier : 8.119.895,11 €

Coût/demande (63) : 128.887,22 €

Montant des aides engagées y relatif : 2.867.828,24 €

Montant investi dans les équipements de désherbage physique : 310.700,92 €

Coût/demande (10) : 31.070,09 €

Montant des aides engagées y relatif : 123.836,26 €

Investissements en biens immeubles

Nombre total de demandes éligibles : 164

Nombre de demandes éligibles faisant abstraction de la condition d'un agrandissement de 25 % (rénovation/remplacement nouvellement éligible) : 26

Coût des investissements éligibles y relatif : 1.990.978,38 €

Montant des aides engagées y relatif : 883.213,42 €

Nombre de demandes bénéficiant du nouveau taux majoré de 20 points : 6

- Dont aires de stockage à fumier : 6

Coût des aires de stockage à fumier : 329.717,01 €

Majoration d'aide (20 %) engagée (nouvelle mesure) : 65.943,40 €

Question 3945 (25.03.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant l'**électromobilité dans le cadre des auto-écoles :**

Elektromobilitéit ass en Theema wat eis zu Lëtzebuerg ëmmer méi beweegt. Dëse politesch forcéierte Paradigmewiessel vum Verbrennungs- op den Elektromotor stellt eis gesamtgesellschaftlech viru grouss Erausfuerderungen, net zulescht och eis zukünfteg Farschüler.

Duerfir hu mir follgend Nofro un den Här Transportminister:

1. Wéi vill Farschoulgefierer ginn zu Lëtzebuerg aktuell elektresch bedriwwen?

2. Wéi deelen sech dës Gefierer an absolutten Zuelen esouwéi a Prozent op déi eenzel Kategorien Auto, Bus, Camion, a Motorrad op? Gëtt an enger vun dëse Kategorië schonn en Unhängersfürerschäin op Basis vun engem elektresche Gefier ugebueden?

3. Wéi presentéiert sech d'Kompatibilitéit vun de Fürerschäiner an deenen eenzele Kategorien? Wéini berechtegt e Fürerschäin op engem Gefier mat Verbrennungsmotor och d'Féiere vun engem Gefier mat Elektromotor an ëmgekéiert?

4. Op wéi engen techneschen Donnéeë baséiert gegeebenefalls d'Incompatibilitéit vun deenen zwou Fürerschäinskategorien?

5. Wéi eng theoreetesch Kompetenzen am Beräich Elektromobilitéit mussen d'Farschüler zukünfteg an deenen eenzele Kategorien erfëllen?

6. Wéi ginn dës Kompetenzen an déi eenzel Examen integréiert?

7. Wéi eng praktesch Kompetenzen am Beräich Elektromobilitéit mussen d'Farschüler zukünfteg an deenen eenzele Kategorien erfëllen?

8. Wéi ginn dës Kompetenzen an déi eenzel Examen integréiert?

9. Wéi eng Kompetenze mussen zukünfteg Farleerer am Beräich Elektromobilitéit opweisen?

10. Iwwer wéi eng Weiderbildungsméiglechkeete verfügen déi Leit, déi aktuell am Beräich vun der Ausbildung vun de Farschüler schaffen? Dës virun allem um Niveau vun de Farleerer an den Examinateuren?

Réponse (20.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

De Ministère féiert keng Statistiken iwwert d'Gefierer, déi an de Farschoulen agesat ginn, well dës net gesetzlech virgeschriwwe sinn. D'Gefierer musse just der jeeweileger Fürerschäinskategorie entspriechen.

De Fürerschäin, wéi en sech haut duerstellt, baséiert op der europäescher Fürerschäinsdirektiv 2006/126/CE. Dës Direktiv reegelt, wat fir Fürerschäinskategorien et gëtt, wat fir Krittären de Chauffer erfëlle muss, fir dës Kategorien ze kréien, a wat fir Gefierer hie mat dëse Kategorië fueren däerf. Dës Dispositioune sinn deemno och esou an de lëtzebuergesche Code de la route iwwerholl ginn.

Déi europäesch Direktiv mécht keen Ënnerscheed wat d'Energiequell vum Gefier ugeet. Dëst bedeit, datt wann een de Fürerschäin fir eng bestëmmt Kategorie gemaach huet, den Autosfürerschäin (Kategorie B) zum Beispill, dann däerf een all Gefier vun dëser Kategorie fueren, onofhängeg wéi en ugedriwwe gëtt.

Wat elo eventuell zukünfteg Ufuerderungen u Farschüler, Farschoulen oder Examinateuren ugeet, esou huet d'Europäesch Kommissioun ugekënnegt, d'Dispositioune vun der Fürerschäinsdirektiv ze iwwerschaffen, fir ënner anerem den Entwécklungen an der Elektromobilitéit Rechnung ze droen. Hei huet awer d'Consultatiounsphas grad eréischt ugefaangen, an et ass nach ze fréi fir kënnen ze soen, wat sech do elo genee wäert änneren. D'Kommissioun huet den Text fir dat 2. Semester 2022 ugekënnegt.

Question 3949 (25.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant **le port d'un masque lors de l'accouchement :**

Onsécherheet gëtt et am Ament iwwert d'Maskeflicht am Fall vun enger Gebuert. Och wann um Radio ze héiere war, datt dat net esou ass, soen eis betraffe schwanger Fraen, datt si an der Maternité, an der Klinik Bohler an zu Ettelbréck am Nordspidol beim Entbanne missten déi ganzen Zäit d'Mask unhalen, och mat engem negative Coronatest. Dofir wëll ech mir bei der Madamm Gesondheetsminister Kloerheet verschafen:

1. Ass et esou, datt schwanger Frae beim Entbanne forcéiert sinn, déi ganzen Zäit eng Coronamask ze droen?

2. Kënnt déi Direktiv aus dem Gesondheetsministère oder aus der Gesondheetsdirektioun, oder ass et eng Initiativ vun eenzele Spideeler?

3. Wann dat Zweet wouer ass, a wéi enge Spideeler gëtt dëst praktizéiert?

4. Ass net op d'mannst denkbar, datt héichschwanger Frae mat engem negativen Test kéinten normal entbannen?

5. Wat fir gesondheetlech Schiedegunge riskéiere Fraen, déi an där fir si kierperlech extreem ustrengender Situatioun och nach mussen duerch eng Mask ootmen?

6. Ass an deem Fall de Gesondheetsrisiko duerch d'Mask net méi grouss wéi den Ustiechungsrisiko?

7. Ass den Ustiechungsrisiko op enger Entbannungsstatioun méi grouss, wéi op engem Sportsterrain, wou d'Sportler bei Héichleeschtung jo och net forcéiert sinn, eng Mask unzedoen?

Réponse (22.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

D'Gebuert vun engem Kand ass sécher eng grouss kierperlech Ustrengung fir d'Mamm. Wärend dem Accouchement, otemt d'Mamm vill, schnell an déif, wat kloer eng Situatioun duerstellt, wou Aerosole produzéiert ginn, déi jo potenziell e gudde Vecteur vum Virus sinn, an sech besonnesch an zouene Raim accumuléieren.

An deem Sënn ass et effektiv logesch, fir de Fraen ze proposéieren, e Mask wärend dem Accouchement ze droen. D'Recommandatioun fir esou virzegoen, kënnt awer net vun der Gesondheetsdirektioun, mee et sinn hausintern Reegele vun de Spideeler an hire Responsabele fir d'Hygiène, déi hei spillen. All Spidol huet natierlech d'gesetzlech Flicht, d'Iwwerdroe vun Infektiounen ze vermeiden an och säi Personal optimal ze schützen.

D'Droe vun enger Mask ass sécher net ëmmer komfortabel, representéiert awer op kee Fall e Gesondheetsrisiko. Am Géigesaz zu enger gängeger, awer falscher Meenung geet nämlech de Sauerstoffgehalt net duerch eng Mask erof.

Et wäert warscheinlech an Zukunft do Méiglechkeete ginn, Adaptatioune vun dëser Reegel ze maachen. Et besteet elo effektiv d'Méiglechkeet, Schnelltester anzesetzen, an d'Majoritéit vum Gesondheetspersonal ass och geimpft. Op der anerer Säit recommandéiert de Gesondheetsministère säit kuerzem och d'Impfung fir d'schwanger Fraen. Den Europäeschen Zentrum fir d'Kontroll an d'Preventioun vu Krankheeten (ECDC) wäert och deemnächst Recommandatiounen erausginn, ënner wat fir Bedéngungen (z. B. Impfungen) een eventuell verschidde Barrièresmesuren (z. B. Mask) net méi muss uwennen.

Question 3950 (25.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **conditions de livraison des vaccins :**

Am Artikel „Buy more, vaccinate fast: why Malta beat Luxembourg", deen de 24. Mäerz 2021 um Site vun der „Luxembourg Times" veräffentlecht gouf, war ze liesen, datt zu Malta, mat enger änlecher Gréisst vun der Populatioun wéi zu Lëtzebuerg (502.000 zu 613.000), bis elo 32 op 100 Leit d'Méiglechkeet kruten sech impfen ze loossen, par rapport zu 11 op 100 zu Lëtzebuerg (EU-Duerchschnëtt 12 op 100). No den Informatioune vun der „Luxembourg Times" berout déi Diskrepanz tëscht Lëtzebuerg a Malta ënner anerem dorop, dass den Inselstaat zu Bréissel eng Rëtsch Dosen akaf hätt, déi vun anere Länner net ofgeruff gi wieren. Weider schreift d'„Luxembourg Times", datt Lëtzebuerg net vun der nämmlechter Méiglechkeet Gebrauch gemaach hätt, well no Ausso vum Gesondheetsministère net virauszegesi gewiescht wier, datt déi iwwreg bliwwen Dose méi séier géife geliwwert ginn ewéi déi, déi regulär bestallt goufen.

Am nämmlechte Kontext huet den Här Staatsminister d'Chamber wärend senger Ried vum 12. Mäerz 2021 doriwwer informéiert, datt an der 11. Kalennerwoch 2021 just 2.400 vun deenen accordéierte 5.030 Impfdose géife geliwwert ginn. An der 12. Kalennerwoch sollen esouguer just 1.500 vun deenen 12.221 accordéierten Impfdose vun AstraZeneca geliwwert ginn.

Duerfir hunn ech follgend Nofroen un den Här Staatsminister, un d'Madamm Gesondheetsministesch an un den Här Ausseminister:

1. Wéi vill Impfdosen huet d'EU bei wéi enge Fournisseure bestallt? Zu wéi enge Konditiounen a Modalitéiten?

2. Wéi vill Impfdose waren duerfir fir Lëtzebuerg virgesinn? Vu wéi engem Fournisseur an zu wéi enge Konditiounen a Modalitéiten?

3. Wéi eng Schuedensersazuspréch ka Lëtzebuerg fir déi net geliwwerten Impfdosen afuerderen?

4. Huet Lëtzebuerg entre-temps déi néideg Schrëtt ënnerholl, fir zukünfteg och vun iwwreg bliwwenen Impfdosen ze profitéieren?

Réponse commune (16.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. D'Europäesch Kommissioun huet Virverkafsverträg mat sechs Entwéckler vu Covid-19-Impfunge gemaach fir e Gesamtmontant vun 2,6 Milliarden Dosen, déi wéi follgend opgedeelt sinn:

- 600 Milliounen Dose vu Comirnaty (BioNTech/Pfizer),

- 460 Milliounen Dose vum Vaccin Moderna,

- 400 Milliounen Dose vum Vaccin AstraZeneca,

- 400 Milliounen Dose vum Vaccin Janssen (Johnson & Johnson),

- 405 Milliounen Dose vum Kandidat-vaccin vu CureVac,

- 300 Milliounen Dose vum Kandidat-vaccin vu Sanofi-GSK.

D'Europäesch Kommissioun ass och amgaangen, virleefeg Diskussioune mat Novavax a Valneva ze féieren, fir bis zu 200 Millioune respektiv 60 Milliounen Dose Covid-19-Impfung ze kafen. D'Kommissioun huet viru Kuerzem och annoncéiert, dass Verhandlungen ugefaangen hu mat BioNTech-Pfizer fir en zousätzleche Kontrakt, deen et géif erlaben, bis zu 1,8 Milliarden Dosen Impfstoff fir déi europäesch Länner sécherzestellen.

D'Konditiounen an d'Modalitéite fir d'Verdeelung vu Covid-19-Impfunge kënnen op der Websäit vun der Europäescher Kommissioun opgeruff ginn: Questions and answers on Covid-19 vaccination in the EU | European Commission (europa.eu).

ad 2. Bis haut huet de Lëtzebuerger Staat sech kontraktuell dozou engagéiert, 1.887.605 Dosen Impfstoff ze kafen, déi wéi follgend verdeelt sinn:

- 675.290 Dose vum Impfstoff vu BioNTech/Pfizer,

- 210.462 Dose vum Impfstoff vu Moderna,

- 415.048 Dose vum Impfstoff vun AstraZeneca,

- 276.156 Dose vum Impfstoff vun Johnson & Johnson,

- 310.649 Dose vum Impfstoff vu CureVac.

D'Konditiounen an d'Modalitéite fir d'Liwwerunge vun den Impfstoffer an den EU-Memberstaaten, Lëtzebuerg mat abegraff, sinn an den „accords d'achats anticipés" définéiert, déi ënnert follgendem Link opruffbar sinn: https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/coronavirus-response/public-health/eu-vaccines-strategy_en#documents

ad 3. Ofhängeg vum Kontrakt, am Fall vu Verspéidungen oder Feeler bei der Liwwerung, kann de Staat kontraktuell Bestellungen annuléieren, Bezuelungen erofsetzen oder recuperéieren, an an alle Fäll e Recours duerch d'Europäesch Kommissioun bei de belsche Geriichter maachen.

ad 4. De Staat wäert dofir suergen, datt zousätzlech Dose vu Covid-19 Impfunge kaf ginn, fir déi disponibel Quantitéiten un Impfstoff ze erhéijen.

Question 3951 (25.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant la **Charte européenne des langues régionales et minoritaires :**

De 25. Juni 2005 huet Lëtzebuerg d'Europäesch Charta fir Regional- a Minoritéitesprooche ratifizéiert. Dës Charta, déi mëttlerweil vu 25 Länner ënnerschriwwen an dovunner vu 17 ratifizéiert gouf, huet als Zil, déi regional a minoritär Sproochen als Bestanddeel vum kulturelle Räichtum vun Europa am ëffentleche Raum - also an de Schoulen, op de Geriichter, an der Verwaltung, an de Medien, an der Kultur an am wirtschaftlechen a soziale Liewen - unzëerkennen an ze schützen.

„Eine Minderheitensprache überlebt nur dann, wenn sie überall und nicht nur zu Hause verwendet wird." (Quell: Europäesch Charta fir Regional- a Minoritéitesproochen)

Och wa Lëtzebuerg net direkt vun dëser Charta betraff ass, well d'Land zënter 1839 seng sproochlech Eenheet huet (unité linguistique, Gilbert Trausch), sou ass si interessant virum Hannergrond vun de lëtzebuergeschsproochege Minoritéiten an Däitschland, an der Belsch an a Frankräich.

Den Artikel 14 vun der Charta gesäit vir, datt déi verschidde Vertragslänner mat deene Länner, an deenen déi selwecht oder eng änlech Sprooch geschwat gëtt, bilateral oder multilateral Accorden ofschléissen, fir esou d'Kontakter tëscht de Leit, déi déi selwecht Sprooch schwätzen, ze favoriséieren. Dëst gëllt fir d'Beräicher Kultur, Schoul, Informatioun a berufflech Ausbildung. Donieft muss d'grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht um regionalen a lokalen Niveau am Interessi vun de regionalen a minoritäre Sproochen erliichtert ginn.

Interessant ass och, datt d'Belsch a Frankräich d'Charta net ratifizéiert hunn. An dësen zwee Länner gëtt et haut nach eng kleng lëtzebuergeschsproocheg Gemeinschaft, déi awer lues a lues riskéiert ze verschwannen. Nach virun 100 Joer war Lëtzebuergesch d'Haaptëmgangssprooch am Areler an Diddenuewener Land. Dat ass haut net méi de Fall. Mir hunn awer vill Grenzgänger aus dëse Géigenden, déi zu Lëtzebuerg schaffen, wat e groussen Afloss op de Sproochgebrauch an eisem Land huet.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Schonn 2002 hat den deemolege Kulturminister an der Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum 1. Februar 2002 gesot, datt Lëtzebuerg d'Iwwerliewe vun der Lëtzebuerger Sprooch am Ausland géif ënnerstëtzen. Mécht dës Regierung dat och? Wa jo, wéi a mat wat fir Mëttel?

2. Huet Lëtzebuerg schonn an Diskussioune mat der Belsch a Frankräich de Sproochgebrauch vum Lëtzebuergeschen op hirem Territoire zur Sprooch bruecht? Ass d'Regierung gewëllt, dëst ze maachen?

3. Ass d'Regierung gewëllt, Frankräich an d'Belsch dozou ze beweegen, d'Europäesch Charta fir Regional- a Minoritéitesproochen ze ratifizéieren, wat och dem Lëtzebuergesche géif hëllefen?

4. Wéi huet de Lëtzebuerger Staat an de leschte fënnef Joer d'Lëtzebuerger Sprooch baussent eise Landesgrenzen ënnerstëtzt?

5. Weess d'Regierung nach vun anere Länner, an deene Gemeinschaften existéieren, déi Lëtzebuergesch oder e Lëtzebuerger Dialekt gebrauchen, z. B. a Brasilien oder a Rumänien? Wa jo, fërdert de Lëtzebuerger Staat eis Sprooch bei deene Gemeinschaften? Wann nee, firwat net?

6. Huet Lëtzebuerg scho bilateral oder multilateral Accorde mat den Nopeschlänner an deene Beräicher, wéi se am Artikel 14 vun der Charta virgeschriwwe ginn, fir de Kontakt tëscht Spriecher vum Lëtzebuergeschen aus verschiddene Länner hierzestellen? Wa jo, a wat fir enge Beräicher a mat wat fir Länner? Wann nee, gedenkt d'Regierung, der Opfuerderung vum Artikel 14 nozekommen? Wa jo, a wéi enger Form, a wéi enge Beräicher a mat wat fir Länner?

7. Wéi gedenkt d'Regierung, am Interessi vun der Lëtzebuerger Sprooch déi grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht um regionalen a lokalen Niveau ze gestalten? Sinn do schonn Initiative geplangt? Wa jo,wat fir eng?

8. Aner Länner wéi Frankräich investéiere vill Geld an Energie, fir hir Sprooch och am Ausland ze promouvéieren. Si suergen z. B.och derfir, datt am Ausland franséisch Schoulen entstinn, esou wéi och zu Lëtzebuerg. Ass de Lëtzebuerger Staat gewëllt, sech op deene Plazen am Ausland, wou Leit wunnen, déi Lëtzebuergesch schwätzen, oder Lëtzebuerger liewen, och esou ze engagéieren?

9. Huet Lëtzebuerg an de leschte Joren op iergendeng Aart a Weis Schoulen am Ausland gehollef, fir Lëtzebuergeschcoursen ze organiséieren? Wann nee, ass d'Regierung bereet, dat ze maachen, an ass si bereet, d'Initiativ derfir ze iwwerhuelen?

Réponse commune (27.04.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre à la Grande Région,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture :*

ad 1. Et ass net dacks, datt am Ausland expressis verbis dovunner rieds geet, datt Lëtzebuergesch geschwat géif ginn. A Frankräich schwätzt een an deem Kontext ëmmer vu Platt, Lëtzebuerger Platt oder Francique luxembourgeois, an der Belsch vun Areler Platt.

Och am rezente franséische Gesetz iwwert d'Langues régionales gëtt d'Bezeechnung Francique mosellan geholl.

Offiziell Demarchen, fir d'Roll vun der Lëtzebuerger Sprooch als minoritär Sprooch unzeerkennen, si mat Ausnam vun der belscher Gemeng Atert keng bekannt. Zu Atert schwätzen eng sëllegen Awunner Lëtzebuergesch; et ass déi éischt Gemeng, déi d'Charte vun den endogene Sproochen an der Fédération Wallonie-Bruxelles ugeholl an domat Lëtzebuergesch offiziell unerkannt huet.

Mat der Gemeng Atert ware Reunioune vu Servicer vum Kultur- a vum Educatiounsministère, fir iwwert eng Zesummenaarbecht ze schwätzen. Do ass och den Theema beschwat gi vun der Protectioun vum immaterielle Kulturierwen. Déi Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ass en Traité, deen am Kader vun der UNESCO de 17. Oktober 2003 ugeholl gouf. Lëtzebuerg huet dësen Traité mat der Loi du 23 décembre 2005 portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel ëmgesat.

D'Gemeng Atert ass staark un enger Ubannung an e regionale Reseau vu Gemengen op lëtzebuergeschem Territoire interesséiert an et besti schonns eng Rei Projeten zesumme mat de Gemengen op der lëtzebuergescher Säit.

ad 2. Am Kader vun der grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht mat Frankräich gëtt reegelméisseg de Punkt gemaach iwwert d'Offer u Lëtzebuergeschcoursen am franséische Grenzgebitt. Lëtzebuerg huet doriwwer eraus Kontakt mat verschiddenen Instanzen iwwert den Enseignement vum Lëtzebuergeschen als Friemsprooch, wéi z. B. de Ministerien für Bildung und Kultur am Saarland an a Rheinland-Pfalz, der Académie Nancy-Metz, dem Réseau langues an der Province de Luxembourg.

ad 3. Lëtzebuergesch fält net ënnert d'Definitioun vun enger regionaler oder Minoritéitesprooch, sou wéi se am Artikel 1 vun der Europäescher Charta fir Regional- a Minoritéitesproochen zeréckbehal gouf.

ad 4. Op verschiddenen Niveauen huet d'Lëtzebuerger Regierung Coursen ënnerstëtzt an der Formation des adultes, fir Lëtzebuergesch als Friemsprooch ze léieren. Och ginn op Nofro Lëtzebuergeschcoursen am Ausland mat der Ënnerstëtzung vun eisen Ambassaden ugebueden.

Um kulturellen Niveau kënnen déi reegelméisseg Presenz op de Bicherfoiren ernimmt ginn, d'Bicher, déi auslänneschen Universitéiten an Ambassaden zur Verfügung gestallt ginn, souwéi de European Union Prize for Literature.

ad 5. D'Regierung huet keng Kenntnis iwwert Gemeinschaften an anere Länner, wou haut nach déi lëtzebuergesch Sprooch am Alldag gebraucht an un d'Kanner virugi gëtt.

Zanter 2008 hu vill Persounen op der Welt vun enger Bestëmmung Gebrauch gemaach, déi et hinnen erlaabt, déi Lëtzebuerger Nationalitéit ze kréien, wa se kënnen noweisen, datt ee vun hire Virfaren am Joer 1900 Lëtzebuerger war.

Vun deene Lëtzebuerger sinn der eng Partie, notamment a Brasilien, mee och zum Beispill a Frankräich, déi sech wënschen, Lëtzebuergesch ze léieren oder hir Kompetenzen am Lëtzebuergeschen opzefrëschen. Den Educatiounsministère bitt dofir op Nofro a mat der Ënnerstëtzung vun eisen Ambassadë Lëtzebuergeschcoursen un.

Et ass opgrond vun der grousser Demande no Coursen, och hei zu Lëtzebuerg an an der Grossregioun, fir Lëtzebuergesch als Friemsprooch ze léieren, net méiglech, fir all deenen, déi et froen, Coursen unzebidden. D'Léisung ass e Cours iwwer Internet, un deem am Ablack zesumme mat eise Lëtzebuergeschproffe vum nationale Sproochenzenter (INL - Institut national des langues) geschafft gëtt. Do kann dann och an Zesummenaarbecht mat eisem Sproochenzenter an der Formation des adultes e Blended learning ugebuede ginn.

Och eng Certification à distance gëtt méiglech, ëmmer ënnert der Opsiicht vum INL. Fir deenen, déi dat wëllen, et via Computer ze erméiglechen, musse si op der Plaz d'Méiglechkeet hunn, ënner Opsiicht déi schrëftlech oder mëndlech Epreuven ze maachen. Opsiicht heescht, datt d'Identitéit kontrolléiert gëtt an datt d'Kandidaten hir Epreuve ouni Hëllef maachen. D'Zertifikatioun vum Lëtzebuergesche geschitt mat den Niveaue vum Gemeinsamen europäesche Referenzkader fir Sproochen.

Verschidden Initiative fir esou en Internetcours gouf et schonns, zum Beispill um Site www.quattropole.org vun de Stied Lëtzebuerg, Metz, Saarbrécken an Tréier.

ad 6. Et gëtt op d'Äntwert op de Punkt 3 verwisen.

ad 7. Nieft dem uewe genannten Zesummeschaffen um Niveau vun der Formation des adultes gëtt gekuckt, wéi Lëtzebuerg kann an der Formation initiale Initiativen ënnerstëtzen, fir Lëtzebuergesch als Friemsprooch ze enseignéieren.

Ausserdeem bitt Lëtzebuerg den Zertifikat Lëtzebuerger Sprooch a Kultur (ZLSK) am INL an op der Universitéit un, wou och auslännesch Enseignantë sech kënnen aschreiwen. Et gëtt eng Demande vum Réseau langues aus der Province de Luxembourg fir esou Formatiounen, déi och vu Lëtzebuerg aus unerkannt sinn.

Den Zenter fir d'Lëtzebuerger Sprooch ass a Kontakt mat Sproochespezialisten aus dem noen Ausland an huet och d'Archive vun der Section linguistique vum Institut grand-ducal iwwerholl, fir déi Forme vum Lëtzebuergeschen, dem Francique oder Platt luxembourgeois an dem Areler Platt ze dokumentéieren.

Onofhängeg vun den eenzele Punkte vun der Europäescher Charta fir Regional- a Minoritéitesproochen, mee am Sënn vun hirer kultureller Zilsetzung beméit sech Lëtzebuerg awer generell, fir d'Sprooche vum Land och baussent de Grenzen a grenziwwerschreidend op vill Aart a Weisen ze fërderen.

ad 8. Interessenten, déi wëlle Lëtzebuergesch léieren, sollen déi Méiglechkeet kréien iwwert eng informatesch Applikatioun, wou se kënne Lëtzebuergesch selwer an eegener Regie oder am Blended learning léieren, um Niveau, dee si wëllen, an dat och zertifiéiert kënne kréien, wa se dat wëllen.

ad 9. Lëtzebuerg huet an de leschte Joren op verschiddene Plaze gehollef, Lëtzebuergeschcoursen am noen Ausland ze organiséieren, dat och am Kader vun der Grossregioun a vun europäesche Programmer.

Wéi schonns am Juli 2019 an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 0926 vum Här Deputéierte Mars Di Bartolomeo preziséiert, organiséiert de Service de la formation des adultes Coursen an der Groussregioun, am Saarland, a Rheinland-Pfalz an a Loutrengen (haut Grand-Est).

Question 3952 (25.03.2021) de **Mme Diane Adehm** et **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **activités du RTL Group :**

Alors que le CEO de RTL Group, M. Thomas Rabe, a - lors de la présentation des résultats annuels du groupe audiovisuel luxembourgeois à la mi-mars - affiché ouvertement son intention de se retirer du marché français en expliquant étudier les possibilités entourant ses participations dans le groupe français M6, il semblerait que RTL Group cherche également à se séparer de RTL Belgium et se retirer du marché belge. C'est en effet ce qui ressort d'un article publié dans le quotidien belge « L'Écho », et repris par Paperjam.lu « RTL Belgique est à vendre ».

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre a-t-il été informé des plans de RTL Group en Belgique ? Quelle est son appréciation globale ?

- Monsieur le Ministre a-t-il été informé de la stratégie à long terme de RTL Group dans les pays dans lesquels le groupe audiovisuel luxembourgeois est actif ?

- Dans quelle mesure les activités de RTL Group au Luxembourg pourraient-elles être impactées ?

Réponse (09.04.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Le Gouvernement a été informé sur les pistes éventuelles de consolidation du groupe RTL dont aussi celles formulées par le Directeur général de RTL Group concernant la Belgique.

Il n'appartient pas au Gouvernement de se prononcer sur la stratégie globale et à long terme d'une entreprise privée.

Le Gouvernement ne s'exprime pas sur les activités futures du groupe au Luxembourg et ne commente pas des spéculations concernant la présence de RTL Group au Luxembourg. Néanmoins, le groupe RTL nous a confirmé que les réflexions en matière de consolidation de certaines de leurs activités n'auront pas d'impact sur les activités du groupe au Luxembourg.

Question 3953 (25.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant la **vaccination des éducateurs :**

D'Educateuren an de Crèchë fir Kanner bis dräi Joer kommen an hirem Beruffsalldag reegelméisseg an intensive Kierperkontakt mat de Kanner. D'Anhale vun enger Sécherheetsdistanz ass hei onméiglech.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Gesondheetsminister an un d'Madamm Familljeminister:

1. Kéinte si sech virstellen, d'Educateuren an de genannte Betreiungsinstitutioune prioritär ze impfen? Wann net, firwat net?

Réponse commune (27.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

De Gesondheetsministère an de Bildungsministère verweisen op d'Äntwert op d'Question parlementaire N° 3659, déi sech och op d'Educateuren aus de Crèchen applizéiert.

Question 3955 (25.03.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant le **service de transport Adapto :**

Dans le cadre de l'introduction du transport public gratuit, les transports spécifiques Adapto ont également connu une réforme avec effet au 1er mars 2020. Elle a entraîné une modification des conditions d'accès au transport et une redéfinition du droit d'accès.

À ma connaissance, il existe au moins un cas où un employé ayant le statut de salarié handicapé s'est vu refuser le renouvellement de sa carte d'utilisateur suite à la réforme en question.

Sachant que le service Adapto est destiné notamment aux citoyens avec un handicap irréversible ou une déficience physique, mentale, sensorielle ou psychique, à mobilité réduite, et aux personnes atteintes d'une maladie évolutive n'ayant pas d'autres possibilités de se déplacer, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'existence de cas où des utilisateurs du service Adapto reconnus officiellement comme salariés handicapés se sont vu retirer leur carte et en connaît-il la raison ?

- La réforme des transports spécifiques Adapto ayant pris effet le 1er mars 2020, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi des demandeurs se sont apparemment vu refuser le renouvellement de leur carte plus d'un an après la perte de validité de l'ancienne carte ?

- Sachant que certains détenteurs du statut de salarié handicapé ne pouvant pas avoir recours au service Adapto ne disposent pas de moyen pour se rendre à leur lieu de travail, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre compte mettre en place afin d'éviter aux gens concernés d'avoir des problèmes avec leur employeur respectif ?

Réponse (19.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

L'honorable Députée relève le sujet des transports Adapto et la réforme de ce service au 1er mars 2020, sujet qui a fait déjà l'objet d'un nombre non négligeable de questions parlementaires. Il m'importe de rappeler qu'il faut faire la distinction entre deux cas de figure différents en ce qui concerne les bénéficiaires du service Adapto. Les transports dont bénéficient des salariés disposant du statut de salarié handicapé et embauchés sur le marché ordinaire du travail, sont au nombre d'environ 90 personnes. Il faut les distinguer des bénéficiaires classiques du service Adapto (i. e. plus de 5.600 personnes), puisque seul les 90 personnes précitées bénéficient de transports journaliers et d'un allègement des conditions d'utilisation dans le cadre de ces transports professionnels.

- Le service en charge de la gestion du service de transport Adapto pour les salariés disposant du statut de salarié handicapé a procédé à une vérification et mise à jour des dossiers. Il s'ensuit qu'à ce jour, quatre personnes n'ont pas reçu de nouvelle carte en raison des critères non remplis pour bénéficier du transport journalier.

- Il ne ressort pas clairement de la question de l'honorable Députée sur le refus du renouvellement d'une carte « plus d'un an après la perte de validité de l'ancienne carte » si cette question concerne des détenteurs de cartes Adapto pour leurs trajets occasionnels ou si elle concerne les bénéficiaires des trajets professionnels.

Chaque personne, peu importe si elle bénéficie de l'accès aux transports occasionnels ou de celui aux trajets professionnels, est priée de procéder au renouvellement de sa carte en temps utile et d'introduire à cet effet une demande appuyée du certificat médical requis.

Il se peut que certaines personnes n'ont fait une demande de renouvellement que plusieurs mois après la fin de validité de leur carte. Ceci est d'ailleurs probable, considérant qu'au vu des mesures et restrictions liées à la crise sanitaire, beaucoup d'usagers ne se sont plus déplacés pendant un certain temps.

En début de l'année 2020, avant la réforme Adapto qui a mis le service compétent devant des défis d'organisation exceptionnels, les « salariés handicapés » bénéficiant des trajets journaliers ont été informés sur les changements imminents et leurs données ont été inscrites dans le nouveau registre de bénéficiaires pour la durée d'un an, donc ayant une fin de validité au 28 février 2021, sans que le MMTP n'ait insisté sur l'introduction immédiate de demandes, certificats ou autres pièces à l'appui, ou encore sur le consentement du traitement de leurs données dans ce nouveau registre. Cette approche avait été choisie afin d'assurer la continuité sans heurts du transport vers leur lieu de travail, dans l'esprit d'une simplification pour le citoyen. La plupart de ces personnes se sont mises en conformité au fur et à mesure, au cours des mois suivants. Ce n'est qu'à la revue des dossiers qu'il a été constaté que certains dossiers n'avaient pas été complétés par la suite et que l'introduction des pièces manquantes a en conséquence été demandée.

- Les dossiers des « salariés handicapés » en cause ont tous été réévalués. Certains cas ont été analysés avec le concours du médecin faisant partie du groupe de travail interministériel créé dans le cadre de la réforme Adapto, et qui a fourni son avis en toute objectivité. Le cas de la personne dont l'honorable Députée a eu connaissance et qui a fait objet d'un certain intérêt les derniers jours a longuement été discuté avant prise de décision. L'évaluation finale et la conclusion de ne pas renouveler le droit aux trajets professionnels se sont basées sur le fait que la personne concernée pouvait utiliser les transports publics et que, le cas échéant, sa « carte d'invalidité et de priorité » établie suivant la loi du 23 décembre 1978 concernant les cartes de priorité et d'invalidité lui assurait un « droit de priorité de passage ou de service, ainsi que d'une place assise en toutes circonstances ». L'utilisation des transports publics est un synonyme d'inclusion et d'autonomie et je rappelle dans ce contexte les efforts en matière d'accessibilité des transports publics, conformément à la Convention UN relative aux droits des personnes handicapées.

Question 3956 (26.03.2021) de **Mmes Stéphanie Empain** et **Djuna Bernard** *(déi gréng)* concernant les **sanctions de l'Union européenne contre la Chine :**

L'Union européenne (UE) a adopté, ce lundi 22 mars, des sanctions contre plusieurs pays. Parmi ceux-ci figure notamment la Chine pour de « graves atteintes aux droits de l'homme » par la répression de la minorité musulmane ouïgoure dans le territoire autonome du Xinjiang. Fait très inhabituel à l'égard de la Chine, les sanctions européennes prennent cette fois la forme de gels d'avoirs financiers et d'interdictions de voyager à l'égard de quatre responsables chinois et d'une entité locale, le Bureau de la sécurité publique du corps de production et de construction du Xinjiang.

La Chine a d'ailleurs déjà riposté en annonçant avoir pris des sanctions contre quatre entités et dix responsables européens, interdits de séjour en Chine continentale, à Hongkong et à Macao, et de faire des affaires en Chine.

Dans ce contexte et en complément à notre question parlementaire n° 3803 du 9 mars sur l'accord global sur les investissements entre l'UE et la Chine et les droits de l'homme en Chine, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Est-ce que les relations diplomatiques tendues entre l'UE et la Chine auront un impact sur la finalisation de l'accord UE-Chine sur les investissements, conclu le 30 décembre mais non encore signé ? Le Conseil des ministres de l'UE, respectivement la Présidence actuelle du Conseil, envisagent-ils une suspension de la procédure de finalisation de cet accord ?

Réponse (21.04.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes :*

Les sanctions prises par la République populaire de Chine à l'encontre d'entités et d'individus européens, en réaction aux mesures restrictives adoptées par l'Union européenne le 22 mars 2021 dans le cadre du régime mondial de sanctions de l'Union européenne en matière de droits de l'homme, constituent un développement regrettable qui pèse certes sur l'évolution des relations sino-européennes. Depuis l'annonce des sanctions par les autorités chinoises, l'Union européenne et ses États membres ont souligné à plusieurs reprises leur ferme détermination à défendre les droits humains et à répondre aux graves violations ou atteintes aux droits humains, quel que soit le lieu où elles sont commises, y compris au Xinjiang. L'Union européenne a indiqué cependant l'importance de poursuivre le dialogue avec les autorités chinoises, tant sur les points de convergence que sur les points de désaccord.

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 3803, il appartiendra à la Commission européenne et à la Présidence du Conseil de l'Union européenne d'identifier si et quand elles entendent proposer aux membres du Conseil de signer l'accord global UE-Chine sur les investissements.

Question 3958 (26.03.2021) de **Mme Martine Hansen** *(CSV)* concernant les **attaques de petits animaux par des renards :**

Et kënnt ëmmer erëm vir, dass bei Privatleit respektiv Ziichter Déiere wéi Hénger oder Inte vun ënner anerem dem Fuuss futti gemaach ginn. Dëst och am méi urbane Raum. Et gëtt och wuel Fäll, wou jonk Schof Affer vum Fuuss gi sinn.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gëtt Statistik iwwert de Fuuss gefouert?

2. Ass d'Unzuel vu Fuussattacken op Klengdéieren erop- oder erofgaangen? Wat sinn d'Grënn, wann d'Unzuel vu Fuussattacken op Klengdéieren eropgaange wier?

3. Wéi ginn déi Fäll opgeholl?

4. Wou kënne betraffe Leit sech mellen, wa se Problemer mam Fuuss hu respektiv haten?

5. Kréie betraffe Leit technesch respektiv finanziell gehollef, fir z. B. hir Volièrë besser géint d'Andrénge vum Fuuss ofzesécheren?

Laut mengen Informatiounen huet de Staat eng belsch Firma beoptraagt, Déierekadaver am Land anzesammelen an ze entsuergen.

6. Wéi vill Asätz ginn et am Duerchschnëtt pro Joer bei Klengdéierenziichter a wéi héich ass dee Käschtepunkt?

Réponse commune (27.04.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1. Wann der Cellule faune sauvage et chasse vum Service de la nature vun der Naturverwaltung (ANF) Fäll gemellt ginn, da ginn dës notéiert.

ad 2. An deene leschte Jore sinn dëser Cellule ganz wéineg Fäll gemellt ginn, soudatt een net vun engem Trend schwätze kann (2021: 1 Fall; 2020: 8 Fäll; 2019: 5 Fäll). Bei dëse Fäll ass et weiderhin och net ëmmer kloer, ob et sech wierklech ëm de Fuuss gehandelt huet.

ad 3. D'Informatioune ginn notéiert, wann ee Betraffene sech bei der Cellule faune sauvage et chasse mellt. Wann Onkloerheete sinn, gëtt d'Situatioun op der Plaz duerch Beamte vun der ANF analyséiert.

ad 4. Beim zoustännege Revéierfierschter oder bei der Cellule faune sauvage et chasse vun der ANF.

ad 5. Déi betraffe Leit kënne sech bei der ANF informéieren. Eng finanziell oder technesch Hëllef ass net virgesinn.

ad 6. An der Datebank vun der Firma ass keng spezifesch Kategorie „Klengdéierenziichter" virgesinn, esou datt et net méiglech ass, schnell a geziilt d'Asätz vun der Firma quantitativ ze bestëmmen.

Déi Zuel vu Kadaveren, déi eventuell bei Klengdéierenziichter agesammelt ginn, ass awer negligeabel.

Question 3960 (26.03.2021) de **Mme Lydia Mutsch** *(LSAP)* concernant le **premier microsatellite birman :**

En date du 22 mars 2021, le premier microsatellite birman, développé au Japon sur base d'un accord de coopération entre la « Myanmar Aerospace Engineering University » et l'université d'Hokkaido du Japon, et financé par le Gouvernement birman, fut mis en orbite. Si le contrat prévoit l'utilisation pacifique du satellite pour des objectifs spécifiques et l'université d'Hokkaido insiste qu'elle mettra tout en œuvre pour prévenir l'utilisation du satellite à des fins militaires, plusieurs défenseurs des droits de l'homme ont remis en question le lancement du satellite, pointant le risque que les images du satellite pourraient servir à la répression des manifestations de la population birmane par le militaire.

- Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes a-t-il suivi le dossier cité ci-dessus ? Ce sujet a-t-il été discuté au niveau européen ou international ?

Par ailleurs, d'après un article paru dans le « Tageblatt » en date du 24 mars 2021, l'entreprise américaine Intelsat, qui a son siège au Kirchberg, exploite un satellite qui continue à fournir ses services au Gouvernement birman. Ceci en dépit du fait que le militaire a pris le pouvoir lors d'un coup d'état et de la répression brutale des manifestations de la population par les forces de l'ordre birmanes. Selon l'ONG « Justice for Myanmar », l'entreprise n'aurait pas pris de mesures pour éviter l'utilisation militaire de leurs services. L'entreprise elle-même informe qu'elle n'est pas en mesure de préciser comment les capacités qu'elle met à disposition sont utilisées et qu'elle n'a aucun contrôle des contenus qui sont transmis.

- Monsieur le Ministre de l'Économie est-il en connaissance des faits cités ci-dessus ?

- Le cadre législatif actuel permet-il de forcer l'entreprise concernée à refuser un client violant les droits humains ? Le cas échéant, Monsieur le Ministre ne croit-il pas que cet exemple met en évidence la nécessité d'ajouter des conditions morales minimales au sein de la loi du 15 décembre 2020 portant sur les activités spatiales ?

Le Luxembourg prévoit le lancement d'un satellite militaire pour fin 2022. Le programme LUXEOSys mettra à disposition des images à des organisations internationales et potentiellement à d'autres acteurs.

- Monsieur le Ministre de la Défense peut-il m'indiquer s'il prévoit de mettre en place des critères pour éviter que les images ne soient utilisées à des fins contraires au droit international ?

Réponse commune (21.04.2021) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et européennes,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense,* et de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Nous sommes au fait du lancement le 22 mars 2021 du premier microsatellite du Myanmar développé au Japon. Le sujet n'a pas fait l'objet de discussions dans les enceintes européennes ou internationales dans lesquelles le Luxembourg est représenté.

La société Intelsat n'a aucun satellite ou autre objet spatial enregistré au Luxembourg, comme le montre le relevé national des objets spatiaux qui est publié et tenu à jour par la Luxembourg Space Agency (LSA) : https://space-agency.public.lu/dam-assets/publications/2021/LuxembourgRegistryofSpaceObjects-20210318.pdf.

Les images de LUXEOSys seront mises à disposition, après conclusion d'arrangements de coopération spécifiques, à nos alliés et aux institutions internationales, en particulier l'OTAN, l'UE et l'ONU.

Chaque arrangement de coopération spécifique détaillera notamment les modalités d'accès ainsi que les quantités d'images allouées. Ainsi, des dispositions spécifiques seront incluses afin d'assurer une utilisation des images en conformité avec le droit international.

Il convient également de noter qu'aucun partage des images ne sera autorisé sans l'accord explicite de la Défense luxembourgeoise.

Le Luxembourg pourra à tout moment à sa seule discrétion refuser la programmation d'une image sur le satellite ou le partage d'un produit de LUXEOSys avec un partenaire en cas de doute sur l'utilisation finale.

Question 3961 (26.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant l'**avion militaire luxembourgeois :**

D'Regierung huet an de leschte Jore verschidde Militärfligere fir Lëtzebuerg akaaft, dorënner een Airbus A330 MRTT (Multi-Role Tanker Transport), deen am Kader vun der NATO zesumme mat anere Länner finanzéiert a benotzt gëtt. Mam leschte Gesetz vum 21. August 2020 haten d'Majoritéitsparteien zougestëmmt, dass Lëtzebuerg säi Budget fir dëse Fligerprogramm däitlech erhéicht: d'Ausgaben ëmfaasse ronn 600 Millioune Euro, déi iwwer 30 Joer lafen. Wéi d'Rapportrice vum Gesetz deemools an der Chamber sot:

„Wichteg ze soen ass, dass mer eis de facto heimadder kee Fliger kafen, mee mir hunn eis akaaft an e Pooling-and-Sharing-Programm, un deem e puer Länner deelhuelen an am Kader vun deem eeben e gemeinsame Pool vu Maschinne geréiert gëtt. […] Duerch dës Erhéijung hätt Lëtzebuerg amplaz vun den aktuellen 200 elo 1.200 Fluchstonnen zegutt, wat 12 % vum Programm entspriécht. […] Als Beispill, wat mir och an der Kommissioun genannt kritt hunn a wat eebe grad aktuell ass, ass den Asaz vun esou engem Fliger wärend der Covidkris, well dës Fligeren et eeben, wéi gesot, erlaben, Rapatriementer virzehuelen oder medezinnesch Evakuatiounen ze assuréieren."

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Fir wéi vill Fluchstonnen a fir wéi eng Zwecker ass den A330 MRTT zënter dem Akraafttriede vum Gesetz genotzt ginn?

2. Wéi vill Fluchstonnen si fir d'Gestioun vun der Covid-19-Pandemie genotzt ginn, a fir wéi eng Zwecker?

3. Hunn och scho Regierungsmemberen op d'Transportméiglechkeete vun engem vun eise Militärfligeren (den A330 an den A400M) zeréckgegraff?

Falls jo, a wéi engem Kader?

Réponse (12.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Défense :*

ad 1. Am Kader vum multinationale „Multi-Role Tanker Transport"-Programm huet Lëtzebuerg bis 2025 Recht op 2,5 % vun de Fluchstonne vun der MRTT-Flott an no 2025 klëmmt dee Prozentsaz op 12,1 %.

Den éischte Fliger gouf am Juni 2020 geliwwert a momentan befënnt sech dee véierte vun insgesamt néng Fligeren an der Ausliwwerung. Vu dass et sech also ëm eng nei Flott handelt, déi nach am Opbau ass, ginn zur Zäit d'Majoritéit vun de Fluchstonne fir Trainingszwecker benotzt.

Am Joer 2020 huet d'Flott am Ganze 490 Fluchstonnen absolvéiert, dovunner ongeféier 410 fir Training, 60 Stonne fir Ravitaillement en vol an 20 fir Transportmissiounen.

Vu Januar bis Mäerz 2021 si 417 Fluchstonnen absolvéiert ginn, dovunner 199 Stonne fir Ravitaillement en vol an 218 Stonne fir Transportmissiounen.

Säit Mäerz 2021 ass ee Fliger fir „Medevac" (medezinnesch Evakuatioun) ëmkonfiguréiert ginn.

ad 2. Eng sechs Fluchstonnen si benotzt ginn, fir medezinnescht Material am Kader vun der „NATO's response to the Covid-19 pandemic" ze transportéieren.

ad 3. Nee, et huet nach kee Regierungsmember op d'Transportméiglechkeete vun engem vun eise Militärfligeren zeréckgegraff.

Question 3962 (26.03.2021) de **M. Max Hahn** *(DP)* concernant le **« Vëlosummer 2021 » :**

Fir déi héich Nofro un doucer Mobilitéit ze ënnerstëtzen, déi duerch d'Pandemie opkomm ass, gouf d'lescht Joer wärend de Summerméint de sougenannte „Vëlosummer" organiséiert, deen och e grousse Succès hat, quitt dass schlussendlech manner Gemenge matgemaach hunn, ewéi geplangt.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten an dem Här Minister fir Tourismus follgend Froe stellen:

- Ass virgesinn, d'Initiativ „Vëlosummer" dëst Joer ze widderhuelen?

- Sinn d'Ministere schonn a Gespréicher mat de Gemengen am Land, fir dëst Joer de Vëlosfuerer nach méi eng flott Offer kënnen ze presentéieren?

- Kënnen d'Häre Ministeren eventuell schonn éischt Detailer vum Vëlosummer 2021 nennen? Wann net, fir wéini kéint de Projet dem Public virgestallt ginn?

Réponse (27.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

No dem grousse Succès vun der éischter Editioun dat lescht Joer, wou insgesamt iwwer 40.000 Cyclisten deelgeholl hunn, louch et op der Hand, datt de „Vëlosummer" och dëst Joer widderholl gëtt an domadder vum 31. Juli bis zum 29. August stattfanne wäert.

Opgrond vun der relativ kuerzer Preparatiounszäit dat lescht Joer, haten déi zwee Ministèrë proaktiv verschidde Proposen ausgeschafft a jeeweils den eenzele Gemengen ënnerbreet. Vu datt mir dëst Joer awer méi Virlafszäit haten, war et eis méiglech, d'Gemenge vun Ufank un méi intensiv an d'Planung anzebannen. Sou haten all d'Gemengen d'Méiglechkeet, eis bis Ufank des Joers hir Proposen eranzereechen, déi mir doropshi mat den eenzelen Acteuren op hir Machbarkeet analyséiert hunn. Op Basis vun den eenzele Propose goufe schliisslech vun eise Servicer, an enker Zesummenaarbecht mat den ORTen, eng Partie touristesch Tier ausgeschafft, déi dëse Summer souwuel iwwert de ganze Mount, wéi och punktuell iwwer ee bestëmmte Weekend ugebuede ginn. Eis freet et ëmsou méi, datt sech net nëmmen déi Gemengen, déi schonns d'lescht Joer dobäi waren, aktiv mat abruecht hunn, mee och, datt ganz vill nei Gemengen dëst Joer um „Vëlosummer" deelhuele wäerten, wat eis och erlaabt, fir flott nei touristesch Circuite kënnen unzebidden.

Déi concernéiert Gemenge goufen elo vun eis ugeschriwwen an hunn doropshin d'Méiglechkeet, eis bis den 30. Abrëll hir Remarke matzedeelen. Am Kader vun enger Pressekonferenz de 7. Mee 2021 gi schliisslech déi eenzel Tier vum „Vëlosummer 2021", wéi och weider Detailer, virgestallt.

Question 3963 (26.03.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** et **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant la **prise en charge des ex-détenus :**

Den 23. Mäerz 2021 goung an engem RTL Reportage rieds vu Persounen, déi zanter Juni 2020 aus dem Prisong entlooss goufen, ouni dass si ee feste Wunnsëtz haten. Et heescht an deem Reportage weider, dass vun deenen 30 Persounen, sech der eelef illegal hei am Land opgehalen hunn an déi aner hätten d'Iwwernuechtungsoffere vum Service central d'assistance sociale respektiv dem Service psycho-éducatif vun der Prisongsverwaltung net akzeptéiert.

D'Madamm Justizministesch huet erkläert, dass geplangt wier, de Schraasseger Ex-Detenuen d'Méiglechkeet ze ginn, iwwergangsweis op Giwenech ze goen. Och géif um Projet vun de sougenannten Transitiounswunnenge geschafft ginn. An enger rezenter Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3698 huet d'Madamm Minister nach geäntwert, dass, entgéint dem Koalitiounsaccord vun 2018, 2019 decidéiert gi wier, zu Lëtzebuerg keng Transitiounshaiser ze schafen.

Mir wéilten duerfir follgend Froen un d'Madamm Justizministesch, d'Madamm Familljeministesch an den Här Immigratiounsminister stellen:

1. Kënnen d'Ministeren eis soen, wéi vill Persounen, déi déi lescht Joren aus dem Prisong vu Schraasseg entlooss goufen, eng Iwwernuechtungsoffer gemaach kritt hunn?

1.1. Wéi vill Persounen hunn dës Offer refuséiert?

1.2. Wat waren d'Grënn vun deenen Ofsoen (den Detenu hat schonn eng Méiglechkeet fir ze logéieren etc.)?

1.3. Wier et méiglech, dës Informatiounen opgelëscht op déi lescht fënnef Joer ze kréien?

2. Kënnen eis d'Ministeren erklären, ob dann elo Transitiounshaiser geplangt sinn oder net, wëssend dass ni gefuerdert gouf, dass esou Strukturen nëmmen Ex-Detenue solle reservéiert bleiwen?

3. Wéi gëtt am Allgemengen de Suivi vun den Ex-Detenue gemaach? Wéi mécht dee Suivi? Wéi leeft dee Suivi of?

4. Kënnen d'Ministere bestätegen, dass et an de leschte Jore just zu där enger, am Reportage beschriwwener, onvirbereeter Entloossung aus dem Prisong vu Schraasseg komm ass? Wéi konnt et dozou kommen?

5. Wat déi eelef Persounen, déi illegal am Land waren, ubelaangt, kënnen d'Ministeren eis soen, ob et sech hei exklusiv ëm Persounen aus Drëttlänner handelt?

6. Kënnen d'Ministeren eis erklären, wéi d'Prise en charge vun dëse Persoune konkreet no hirer Entloossung ofleeft?

6.1. Ginn dës Persounen, no hirer Entloossung, direkt am Centre de rétention ënnerbruecht, wou jo och e psychosozialen Encadrement séchergestallt ass, fir duerno ausgewisen/ausgeflunn ze ginn?

6.1.1. Wann net, wéi gëtt hir Ausweisung konkreet duerchgezunn?

6.1.2. Ginn et do Prozeduren? Wa jo, kënnen d'Ministeren déi am Detail beschreiwen?

6.2. Wann net, ginn déi Leit an deem Fall sech selwer iwwerlooss?

6.2.1. Sollt dat de Fall sinn, sinn d'Ministeren net der Meenung, dass den néidege Kader feelt fir ze verhënneren, dass si nees an de kriminelle Milieu erofrutschen? Hunn d'Ministeren dozou statistescht Material?

6.2.2. Sinn d'Ministeren der Meenung, dass Ännerungen un de gesetzleche/prozedurale Bestëmmungen néideg sinn?

Réponse commune (26.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1. Et sief am Virfeld bemierkt, dass d'Iwwernuechtungsoffere majoritär vum „Service central d'assistance sociale" (SCAS), dee vum Parquet général ofhängeg ass, proposéiert ginn.

De Service psycho-socio-éducatif (SPSE) vum Prisong vu Schraasseg mécht keng richteg Iwwernuechtungsofferen, mee falls e Gefaangene kuerzfristeg entlooss gëtt, kritt e vu sengem SPSE-Agent eng Lëscht mat Foyer-de-nuiten a Cafészëmmeren, wou e kéint ënnerkommen.

Wat de SCAS ubelaangt, si vun Ufank 2018 bis Mäerz 2021, 253 Gefaangener, déi de SCAS betreit huet, aus dem Prisong vu Schraasseg (CPL) op Ennstrof entlooss ginn. All Persoun, déi entlooss gëtt, kritt eng Hëllef ugebueden, mee wéi eng Hëllef konkreet ugebuede gëtt, hänkt vun de Persounen hirer perséinlecher a strofrechtlecher Situatioun of.

De follgenden Tableau faasst déi verschidden Zenarien no den Entloossungen, déi sech wärend där Zäitspan presentéiert hunn, ënner anerem fir Iwwernuechtungsofferen, zesummen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Vun deenen 253 Gefaangener haten der 114 keng Demande fir eng Iwwernuechtungs- oder Logementsoffer un de SCAS gemaach, well hir Wunnsituatioun gekläert war (si hunn eng eege Wunneng, si bei Famill oder Frënn wunne gaangen oder hate scho virun der Prisongsstrof eng Plaz an enger Struktur, wou si och duerno erëm zeréck konnte goen).

Sechs Persoune sinn op Ennstrof an eng stationär Therapie respektiv an e Spidol gaangen.

52 sinn an hiert Heemechtsland zeréckgaangen, respektiv goufen an de Centre de rétention iwwerwisen.

33 Persoune sinn an Urgencëstrukturen orientéiert ginn oder a Logementer, wou ee mëttelfristeg ka bleiwen, awer och méi laangfristeg Solutioune konnten ugebuede ginn. Dorënner falen d'Méiglechkeet, an enger Jugendherberg, engem Cafészëmmer oder engem Hotel ze iwwernuechten, oder an eng Wunneng iwwerwisen ze ginn, déi vun anere Servicer geréiert gëtt (ë. a. ONE, SLEMO, Croix-Rouge, Caritas).

Bei 48 vun deenen 253 Gefaangener konnt de SCAS keng konkreet Hëllef ubidden oder huet d'Persoun d'Hëllef refuséiert, respektiv hunn de Parcours an d'Attitüd vum Gefaangenen d'Zesummenaarbecht erschwéiert an och d'Offer vun den Hëllefen ageschränkt.

ad 1.1. Wat de SCAS ubelaangt, hunn 48 Persounen dës Offere refuséiert, wann een sech op déi Persoune beschränkt, déi op Hëllef ugewise gewiescht wieren, mee dës refuséiert, respektiv duerch hiert Verhale blockéiert hunn.

Wann een déi 114 Gefaangener, deenen hir Wunnengssituatioun scho vu virera geklärt war, mat

arechent, hunn 162 Persounen d'Hëllef net an Usproch geholl.

Wat de SPSE vum Prisong vu Schraasseg ubelaangt, ginn et keng genee Zuelen, mee de SPSE hat vereenzelt Fäll, wou en Agent engem Gefaangenen zum Beispill proposéiert huet, zesumme Kontakt mam CNDS-Wunnen („Comité national de défense sociale") opzehuelen, mee de Gefaangenen dat awer refuséiert huet (well en zum Beispill bei engem Kolleeg ënnerkomm ass). Et ass och scho virkomm, dass e Gefaangenen eng Plaz bei CNDS-Wunnen hat, mee schlussendlech awer net méi wollt dohinner goen.

ad 1.2. Wéi virdrun erwäänt, haten 114 Persounen, déi vum SCAS suivéiert goufen, schonn eng gekläerte Wunnsituatioun. Dëst ass och de Grond, wisou verschidde Persounen Offere vum CNDS-Wunnen, déi si zesumme mam SPSE ugefrot haten, schlussendlech awer ofgeleent hunn.

Bei den 48 Persounen, bei deenen de SCAS keng konkreet Hëllef konnt ubidden, waren d'Grënn dovu verschidden:

- d'Persoune wollte keng Zesummenaarbecht mam SCAS wärend der Detentioun;

- de Persounen hire Projet war onrealistesch an de SCAS konnt si doran net ënnerstëtzen;

- d'Persounen hunn sech net un Ofmaachunge gehalen, zum Beispill hu sech net op Rendez-vouse beim SCAS presentéiert oder d'Demarchen net realiséiert, déi vun hinne verlaangt goufen;

- Eng ganz Rei Persounen (41 vun deenen 48) waren och mindestens eemol wärend hirer Prisongsstrof am CPG a sinn erëm an de CPL retransferéiert ginn, wat net heescht, dass si duerno keng Hëllef méi ugebuede kritt hunn, mee d'Zesummenaarbecht sech méi schwiereg gestallt huet.

ad 1.3. Vu dass keng Statistike vum SCAS op deene Punkte virleien an all eenzelen Dossier misst vum SCAS nogekuckt ginn, konnten dës Informatiounen nëmmen op déi lescht dräi Joer gesammelt ginn.

Eng Opléschtung op déi lescht fënnef Joer huet de SPSE aus dem Prisong vu Schraasseg och net.

ad 2. Am Joer 2019 ass no der Analys, wéi d'Phas vun der Resozialiséierung vun de Gefaangenen an anere Länner ugaangen a gereegelt gëtt, decidéiert ginn, fir zu Lëtzebuerg keng Transitiounshaiser ze schafen, well et als eng ze grouss Gefor ugesi ginn ass, dass esou Haiser als „Prisong nom Prisong" ugesi gi wieren, an domat eng Stigmatisatioun entstane wier, déi enger reusséierter Resozialiséierung mat Sécherheet entgéintgewierkt hätt.

Och wann ni gefuerdert gouf, dass esou Strukturen nëmmen Ex-Gefaangener solle reservéiert bleiwen, läit den eigentlechen Interêt vun dësen Transitiounshaiser eebe grad doran, eng Transitioun tëschent dem Prisong an der Gesellschaft ze erméiglechen. D'Prise en charge an de Suivi sinn och op déi spezifesch Situatioun vun Ex-Gefaangener adaptéiert. An deene Länner, an deenen et Transitiounshaiser ginn, sinn dës Strukturen och fir Ex-Gefaangener reservéiert.

Eng Struktur, déi souwuel Ex-Gefaangener wéi aner Persounen, déi sech an enger prekärer Situatioun befannen, empfänke géif, muss net virgesinn a gebaut ginn, vu dass et aktuell Strukture ginn, déi déi néideg Logementsoffere kéinten ubidden.

Aus deene Grënn ass decidéiert ginn, e Konzept ze entwéckelen, dass deene Persounen no enger Entloossung aus dem Prisong ka gehollef ginn, haaptsächlech wann et direkt no der Entloossung ëm eng Plaz fir ze schlofen an aner primär Besoine geet, ouni dass déi ofgesate Prisongsstrof e Krittär ass. De Prinzip soll dee sinn, dass déi Leit d'selwecht gehollef kréie wéi aner Leit, déi vergläichbar Problemer hunn, onofhängeg vun der Fro, ob et sech ëm fréier Prisonéier handelt oder net.

ad 3. Beim Suivi vun den Ex-Gefaangener muss ee verschidde Cas-de-figuren ënnerscheeden:

- Gefaangener, déi fréizäiteg entlooss ginn ënner engem Amenagement vun der Strof mat Konditiounen (libération conditionnelle, suspension de l'exécution de la peine, placement sous surveillance électronique) an déi een Openthaltsrecht zu Lëtzebuerg hunn, gi prinzipiell vum SCAS suivéiert. Dee Suivi gëtt individuell ugepasst op de Probationnairen hir Situatioun an den Dispositif vun de Konditioune vum Amenagement vun der Strof, déi den Ex-Gefaangene muss wärend senger Entloossung respektéieren. Dee Moment sinn d'Probationnairen ënner „mandat judiciaire", an deem Sënn, dass den Ex-Gefaangene verflicht ass, mat sengem Bewährungshelfer vum SCAS zesummenzeschaffen.

- Persounen, déi op Ennstrof entlooss ginn, stinn net méi ënner „mandat judiciaire", a sinn deemno net méi verflicht, mam SCAS, respektiv hirem Bewährungshelfer, zesummenzeschaffen. All Persoun déi entlooss gëtt, kritt awer d'Offer, bei hirem Bewährungshelfer virstelleg ze ginn, woubäi dann zesumme gekuckt gëtt, wéi spezifesch Hëllefe kënnen ugebuede ginn a wouhin déi Persoun kann orientéiert ginn. Vu dass d'Bewärungshëllef a sech ënner „mandat judiciaire" schafft, kann an dëse Fäll kee laangfristege Suivi doraus entstoen, mee déi concernéiert Persoun gëtt un d'Institutiounen aus der Gesellschaft weidergeleet, fir do déi néideg Hëllef ze kréien. An deene Fäll kënnt et virun allem op eng konstruktiv Zesummenaarbecht un an dass déi concernéiert Persoun aktiv matschafft.

Gefaangener, déi eng „libération anticipée" accordéiert kruten, hunn och keen Openthaltsrecht méi zu Lëtzebuerg[16] a ginn deemno prinzipiell net vum SCAS suivéiert. Och wann de SCAS am Prinzip just Persoune betreit, déi virun hirer Strofdot schonn ee Lien mat Lëtzebuerg haten, respektiv wou eng Probatiounsmesure an hirem Land kann organiséiert ginn, kann de SCAS dëse Persounen, déi keen Openthaltsrecht hunn, och eng Orientatioun an Hëllefstellung ubidden, awer oft manner konkreet wéi bei Ex-Gefaangener, déi een Droit de séjour hunn.

Dobäi hänkt et dovun of, a wéi ee Land d'Persounen zeréckginn (zum Beispill bei enger Persoun, déi just iwwert d'Grenz wunnt, huet de SCAS oder de SPSE d'Méiglechkeet, d'Entloossung méi konkreet virzebereeden a scho mat enger Rei Servicer Kontakt opzehuelen).

Wann eng Persoun, déi ee Séjour irrégulier huet, no der Ennstrof beim SCAS no Hëllef freet, kann de SCAS, jee nodeem wéi hir Situatioun sech presentéiert, hir just ubidden, mat verschiddene Servicer am associative Milieu Kontakt opzehuelen.

Um Niveau vun der Untersuchungshaft an der provisorescher Fräiheet vun engem Gefaangenen huet de SCAS keng gesetzlech Kompetenzen, fir ze agéieren an e Suivi virzegesinn.

ad 4. Wärend enger Untersuchungshaft kënnt et dacks zu onvirbereeten Entloossungen, well d'Prisongen ni am Viraus wëssen, ob eng Demande vun engem Gefaangene fir eng provisoresch Fräiheet accordéiert oder refuséiert gëtt.

Och bei condamnéierte Gefaangener kann et theoreetesch virkommen, dass si onvirbereet entlooss ginn, zum Beispill wann d'Strof, déi geschwat gouf, immens kuerz ass an/oder no Ofzuch vun der Untersuchungshaft d'Strof (quasi) integral exekutéiert ass, oder och wa si kuerzfristeg vum CPG an de CPL zerécktransferéiert gi sinn.

Bei der onvirbereeter Entloossung vun der Persoun aus dem Reportage war et esou, dass déi Persoun zweemol an de Prisong vu Giwenech transferéiert gouf an zweemol aus disziplinaresche Grënn an de Prisong vu Schraasseg zerécktransferéiert ginn ass. D'Persoun hat theoreetesch nach e puer Woche Prisongsstrof ofzesëtzen no enger Verschmëlzung vun hire Strofen („confusion des peines"), déi als Resultat huet, dass just déi héchste vun e puer feste Prisongsstrofen exekutéiert gëtt an d'Untersuchungshaft vun de verschiddenen Affären ofgerechent gëtt.

Allerdéngs ass dunn an engem weideren Urteel keng Prisongsstrof gesprach ginn an nodeems d'Dauer vun der Untersuchungshaft an där Affär ofgezu ginn ass, ass d'Persoun den Dag vum Prononcé vum Urteel entlooss ginn.

Wéi schonns zum Zäitpunkt vum RTL-Reportage gesot ginn ass, gouf et just deen ee Fall, deen ee Resident betrëfft. Et gouf allerdéngs een zweete Fall, wou et och zu enger direkter Entloossung koum, do allerdéngs opgrond vun der „confusion des peines" mat engem auslänneschen Urteel.

Allgemeng gesinn ass esou eng onvirbereet Entloossung also ganz seelen.

ad 5. Vun deenen 11 Persoune waren der 7 aus der EU a 4 aus Drëttlänner. No hirer Entloossung hate verschidde Persounen eng Openthaltsgeneemegung zegutt.

Et sief bemierkt, dass dëse Chiffer net komplett ass, vu dass nieft dësen 11 Persounen nach 16 weider Persounen ouni Openthaltsgeneemegung (11 aus Drëttlänner a 5 aus der EU) zu Lëtzebuerg entlooss gi sinn.

Dobäi kommen dann nach déi Gefaangener, déi am Kader vun enger „libération anticipée" entlooss ginn, ënnert der Konditioun, dass si eng „interdiction d'entrée et de séjour" um lëtzebuergeschen Territoire kruten, fir op direktem Wee zeréck an hiert Heemechtsland ze goen. Dës Persoune kënnen also och an de Centre de rétention iwwerwise ginn.

ad 6. + 6.1. D'Gefaangener, déi „en séjour irrégulier" am Land sinn, ginn direkt no hirer Entloossung vum Prisong am Centre de rétention ënnerbruecht, dëst ënnert der Konditioun, dass et eng fräi Plaz gëtt, eng Fluchtgefor besteet an et eng Perspektiv gëtt, fir déi concernéiert Persoun zeréckzeféieren. E psycho-soziaalt Encadrement ass op der Plaz garantéiert. Wann dëst net méiglech ass, ginn et nach, konform zum Immigratiounsgesetz, Alternativen zur Retentioun.

[16] Eng „libération anticipée" kann nëmmen accordéiert gi bei engem auslännesche verurteelte Gefaangenen, deen ouni Openthaltstitel („en séjour irrégulier") um lëtzebuergeschen Territoire ass an e Verbuet, sech um lëtzebuergeschen Territoire opzehalen („interdiction du territoire"), huet.

Drëttstaatler, déi en Titre de séjour zegutt hunn, kënnen eng Demande beim Ausseministère no hirer Entloossung aus dem Prisong areechen.

6.1.1. + 6.1.2. Fir d'Ausweisunge gëtt et eng Prozedur, déi, wann néideg, mat der Identifizéierung vun der Persoun ufänkt, da mam Beschafe vun den néidege Reespabeiere weidergeet a mat der Ausféierung vun der Ausweisung ofgeschloss gëtt.

Dës Prozedur kann och schonn ugefaange gi wann eng Persoun nach am Prisong ass; esou kann et och gegeebenefalls zu enger „libération anticipée" kommen. Dem Concernéierten säin Accord, fir mat dem Hierkonftsland Kontakt opzehuelen, ass dofir awer néideg. Vun dëser Méiglechkeet gëtt awer net ëmmer vun de Persoune Gebrauch gemaach.

Wann d'Ausféierung aus diverse Grënn net méiglech ass, da gëtt déi concernéiert Persoun aus dem Centre de rétention entlooss. Dëst ass virun allem de Fall, wann d'Hierkonftsland net bei der Identifizéierung an dem Beschafe vun de Reespabeiere kooperéiert. Dëst kann och de Fall sinn, wann d'Persoun selwer net kooperéiert. Déi aktuell sanitär Kris huet d'Réckféierungen nach eng Kéier e Stéck méi schwéier gemaach. Falls déi Persoun, déi aus dem Centre de rétention entlooss gouf, nees spéider vun der Police interpelléiert gëtt, an nei Elementer zu hirer Identitéit virleien, fänkt d'Prozedur fir d'Ausweisung nees nei un.

An anere Fäll kann den Immigratiounsminister enger Persoun och e „report à l'éloignement" accordéieren. Dëst ass zum Beispill de Fall, wann et fir ee Moment administrativ oder logistesch net méiglech ass, an dat Land zeréckzegoen.

ad 6.2. + 6.2.1. Och wann dës Persounen, déi en séjour irrégulier am Land sinn an net am Centre de rétention ënnerkommen, nëmme bedéngt Hëllef vum SCAS a vum SPSE kënnen ugebuede kréien, ginn et aner Institutiounen, un déi dës Persoune weidergeleet ginn an sech kënne riichten, fir an hiren Demarchen, notamment wat hir administrativ Situatioun ubelaangt, ënnerstëtzt ze ginn.

Och mat engem Suivi an enger Prise en charge vun enger staatlecher oder privater Institutioun, kann een e Réckfall an de kriminelle Milieu ni verhënneren, mee et muss awer betount ginn, dass et schwiereg ass, deene Persounen en adequate Suivi unzebidden, virun allem wann se eng Interdiction du territoire hunn an deemno net censéiert sinn, am Land ze bleiwen.

ad 6.2.2. Vu dass den néidege Kader, fir dëse Persounen en Encadrement an eng Prise en charge unzebidden, existéiert, si grondleeënd Ännerungen net onbedéngt néideg, mee et kéint een eventuell Ännerungen um Niveau vun der Koordinatioun vun de verschiddene Servicer an um Niveau vun der Offer vu verschiddenen Institutiounen diskutéieren, fir dass een eng méi spezifesch Prise en charge vun dëse Persounen ubidde kann, déi speziell op d'Situatioun vun dëse Persounen ugepasst ass.

Question 3965 (29.03.2021) de **Mme Martine Hansen, MM. Laurent Mosar** et **Claude Wiseler** *(CSV)* concernant les **réseaux d'aides et de soins à domicile dans le cadre de la pandémie Covid-19 :**

D'après nos sources, bon nombre de personnes âgées et/ou vulnérables prises en charge à leur domicile de façon ponctuelle ou permanente par des collaborateurs d'un des 13 réseaux d'aides et de soins à domicile, voire par d'autres professionnels travaillant dans ledit secteur, sont ou ont été touchées par une infection Covid-19.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

- Madame la Ministre est-elle au courant de la situation décrite ?

- Dans l'affirmative, Madame la Ministre peut-elle fournir des statistiques concernant les personnes soignées à leur domicile qui souffrent ou qui ont souffert d'une infection Covid-19 depuis le début de la pandémie ? Combien de cas Covid-19 ont été répertoriés - nombre des infections et des décès - parmi ces gens depuis le début de la pandémie ?

- Madame la Ministre peut-elle nous renseigner sur le taux actuel des personnes soignées à leur domicile qui se sont déjà fait vacciner ?

- Quels sont les précautions mises en place par le Ministère de la Famille à la fois pour les réseaux d'aides et de soins à domicile et pour les professionnels indépendants opérant dans ledit secteur ?

- Madame la Ministre peut-elle nous renseigner sur le taux de vaccination parmi les professionnels du secteur des aides et des soins à domicile, salariés des réseaux et indépendants ?

- Dans le même contexte, à combien s'élève le nombre de cas Covid-19 connus à ce jour parmi les professionnels du secteur ?

Réponse commune (27.04.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

En ce qui concerne les personnes prises en charge par les réseaux d'aides et de soins (RAS) agréés par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, les chiffres depuis le début de la pandémie et jusqu'au 19 mars 2021 sont les suivants :

- nombre de personnes déclarées Covid-19 positives par les RAS : 927 clients ;

- nombre de décès dus à la Covid-19 ou avec la Covid-19 : 32 décès parmi leurs clients actifs ; dix de ces décès (31 %) ont eu lieu à domicile et 22 de ces décès (69 %) ont eu lieu à l'hôpital.

Le taux de vaccination des personnes soignées à leur domicile est de 55,66 %.

Le taux de vaccination des salariés des douze RAS agréés est de 46,23 %.

Le nombre de cas Covid-19 connus à ce jour parmi ces salariés est de 661, soit environ 12 % de l'effectif salarié.

Pour ce qui est des RAS agréés par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, des recommandations ont été émises ensemble avec le Ministère de la Santé aux dates suivantes : 13 mars 2020, 21 mars 2020, 14 avril 2020 ainsi qu'à la date du 11 mars 2021. Des ordonnances du Directeur de la santé ont été émises en date du 30 mars 2020 et en date du 12 avril 2021. Des communications de la part de Madame le Ministre de la Famille ont été transmises an date du 28 octobre et du 23 décembre 2020.

Question 3968 (29.03.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**apprentissage transfrontalier :**

Le Luxembourg est un moteur économique de la Grande Région surtout si on prend en considération le marché de l'emploi. Ainsi, le Grand-Duché n'a pas seulement besoin de simple main d'œuvre, mais surtout de salariés qualifiés. C'est dans cet ordre d'idée que depuis la mise en œuvre de la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle et plus particulièrement du règlement grand-ducal du 26 juillet 2010 portant organisation de l'apprentissage transfrontalier, l'apprentissage transfrontalier a reçu une base légale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Comment l'apprentissage transfrontalier a-t-il évolué, et plus spécifiquement dans quels professions/métiers ?

- Qui décide de la possibilité de mettre les différentes formations sur la liste des apprentissages transfrontaliers éligibles ? Est-ce que cette décision se fait en coopération et en accord avec les chambres professionnelles compétentes ?

- Combien de temps les professions/métiers restent-ils sur cette liste, même si aucun(e) candidat(e) ne postule pour une de ces formations ?

- Comment est réglé le financement de l'apprentissage transfrontalier surtout en matière des frais en relation avec la préparation à l'examen de fin d'apprentissage qui au Luxembourg sont pris en charge par l'État luxembourgeois ? Ces frais sont-ils pris en charge par les gouvernements dans nos pays voisins ? Si des frais incombent, quels sont les montants investis jusqu'à présent et pour quels métiers/professions ventilés par pays ?

Réponse (04.05.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

Concernant les apprentis sous contrat d'apprentissage transfrontalier, il existe un tableau récapitulatif par année et par pays éligible, à savoir l'Allemagne, la France et la Belgique, permettant de retracer l'évolution de l'apprentissage transfrontalier.

Au 9 mars 2021, et sur la période s'étendant de 2018 à 2021, 207 candidats sont scolarisés en Allemagne, 88 en France et 17 candidats fréquentent un établissement scolaire en Belgique.

Les formations offertes au Luxembourg figurent sur ces listes, mais ne donnent pas droit à une participation financière de la part du Service de la formation professionnelle (SFP).

Les formations choisies par les candidats et candidates en Allemagne sont :

- Anlagenmechaniker

- Winzer - 6

- Kaufmann für Spedition- und Logistikdienstleistungen - 48

- Industriekaufmann - 15

- Fachinformatiker für Anwendungsentwicklung - 6

- Kaufmann für Büromanagement - 13

- Fachkraft für Veranstaltungstechnik - 4

- Weintechnologe

- Zahnmedizinische Fachangestellter - 5

- Goldschmied

- Baugeräteführer - 6

- Straßenbauer - 18

- Brauer und Mälzer

- Beton- und Stahlbetonbauer - 5

- Maurer

- Verfahrensmechaniker für Kunststoff- und Kautschuktechnik ii

- Tierpfleger

- Glaser

- Pferdewirt - 11

- Musikinstrumentenbauer- und reparateur

- Informatikkaufmann - 2

- Technischer Systemplaner - 2

- Tiermedizinischer Fachangestellter - 6

- Mediengestalter - 2

- Fachinformatiker für Systemintegration - 4

- Kaufmann für Groß- und Außenhandel

- Automobilkaufmann

- Zimmerer - 3

- Kaufmann für Marketingkommunikation - 2

- Orthopädietechnik-Mechaniker - 3

- Land- und Baumaschinenmechatroniker - 6

- Fachkraft Gebäudetechnik

- KFZ-Mechatroniker - 3

- Damenschneider

- Sport- und Fitnesskaufmann

- Elektroniker für Maschinen- und Antriebstechnik

- Technischer Produktdesigner - 4

- Speditionskaufmann

- Sanitär-, Heizungs- und Klimainstallateur

- Maßschneider

- Kaufmann für Digitalisierungsmanagement - 2

- Tischler

- Elektroniker für Geräte und Systeme - 2

- Ofen- und Luftheizungsbauer

- Weintechnologe

- Charpentier

- Schlosser

Les formations choisies par les candidats et candidates en France sont :

- BTS Services informatiques aux organisations - 10

- BTS Négociation et relation client - 18

- BTS Lunetier - 2

- BTS Fluide, énergie, et domotique - 5

- BTS Systèmes numériques, option informatique et réseaux - 17

- Cordonnier

- Installateur d'équipement énergétique et technique de bâtiment

- BTS Management des unités commerciales

- Créateur de médias et imprimés

- BAC PRO Infographiste, changé en créateur de médias digitaux et imprimés

- BTS Maintenance des systèmes - 8

- BTS Électrotechnique - 6

- Maréchal-ferrant - 2

- BTS Melec - 5

- BTS Conception de processus de réalisation de produits - 4

- BAC MEI - 2

- Brevet Professionnel menuisier

- BAC PRO Mécanicien de poids-lourds

- BTS SP3S

- BTS Management commercial opérationnel

Les formations choisies par les candidats et candidates en Belgique sont :

- Speditionskaufmann - 4

- Kaufmann für Spedition und Logistikdienstleistungen - 2

- Ankerwickler

- Gärtner und Landschaftsbauer

- Agent commercial en assurances - 2

- Karosseriereparateur - 3

- Lagerfachkraft - 2

- Menuisier

- Opticien-lunetier

La liste des métiers et professions, publiée pour chaque année scolaire, est établie de commun accord avec les chambres patronales et la Chambre des salariés sur base de propositions émanant majoritairement des chambres professionnelles. La présence d'une profession/d'un métier sur la liste des apprentissages transfrontaliers n'est pas limitée dans le temps.

En ce qui concerne les frais engendrés par l'apprentissage transfrontalier, le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE) a mis en place un cofinancement en remboursant notamment les frais de formation, de déplacement, de logement, d'examens et d'inscription.

Ci-dessous, le total des dépenses couvertes par le MENJE au cours des trois dernières années dans le cadre de l'apprentissage transfrontalier ventilé par pays :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Question 3969 (29.03.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**apprentissage d'un métier dans le cadre de la Covid-19 :**

L'apprentissage d'un métier se fait par modules et non pas par disciplines. Chaque module vise le développement de plusieurs compétences et s'oriente vers des situations professionnelles concrètes. Ces cours se déroulent en partie dans des ateliers situés dans les lycées.

C'est à ce point que le système des classes alternantes dites A/B mis en place dans le cadre des mesures de lutte contre la propagation du virus Covid-19 touche apparemment à ses limites. D'après nos sources, les cours pratiques en atelier au lycée posent effectivement problème comme ce genre d'enseignement s'avère difficile à distance. Les élèves risquent de manquer une sur deux leçons pratiques au pire des cas.

C'est dans ce contexte que nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale est-il au courant de la situation décrite ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les expériences qui lui ont été remontées à ce sujet de la part d'enseignants et d'élèves ?

- Au cas où le système des classes A/B serait au détriment des élèves concernés, Monsieur le Ministre entend-il déroger aux modalités en vigueur en accordant une exception à ces classes leur permettant de suivre la totalité des cours pratiques en atelier au lycée en présentiel ?

- Dans l'affirmative, en quoi consisterait cette dérogation concrètement ?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre peut-il éclaircir son raisonnement l'ayant amené à ne pas admettre de dérogation pour les classes d'apprentissage ?

Réponse (04.05.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

En réponse à la question des honorables Députés, je tiens à préciser que pour la formation professionnelle, les cours pratiques en atelier sont en effet indispensables à l'apprentissage des différents métiers ; c'est pourquoi ils ont bien lieu dans leur intégralité.

Pour les formations à plein temps, la réduction du temps scolaire telle qu'elle est prévue par l'article 4ter de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 est donc réalisée sur la base des cours théoriques.

Pour les formations dispensées en régime concomitant, les apprentis ne sont présents au lycée qu'un ou deux jours par semaine, l'enseignement professionnel ayant lieu en organisme de formation. Pour ces apprentis, dont la formation scolaire est essentiellement pratique et ne peut que difficilement être dispensée à distance moyennant un outil électronique, la commission « formation professionnelle » du Collège des directeurs de l'enseignement secondaire a convenu, en accord avec le Service de la formation professionnelle, de maintenir l'enseignement en présentiel pour autant que le nombre total d'élèves présents sur le site puisse être réduit de moitié.

Question 3971 (29.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **statistiques sur les décès dans les structures pour personnes âgées :**

Hei am Land gëtt et am ganzen eelef Haiser fir betreit Wunnen, déi vum Familljeministère zougelooss sinn. An dëse Strukture wunnen an der Majoritéit eeler Leit. Änlech wéi an Altersheemer wunnen hei vulnerabel Persoune méi enk zesummen.

Duerfir hunn ech follgend Froen un d'Regierung:

1. Firwat ginn an der Covidkris d'Zuele vun de Stierffäll an dëse vum Ministère zougeloossene Strukture vum betreite Wunnen net an d'Statistik vun den Altersheemer mat agerechent?

2. Wéi vill Leit sinn zënter dem Ufank vun der Covidkris un oder mat dem Coronavirus gestuerwen, déi an enger Struktur fir betreit Wunne gelieft hunn, déi en Agrement vum Familljeministère hunn?

Réponse commune (12.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

Et war vun Ufank vun der sanitärer Kris un eng Decisioun vun der Regierung, fir déi zwielef vum Familljeministère zougeloosste Strukture fir betreit Wunnen an der Statistik zesumme mat den Hëllefs- a Fleegedéngschter opzelëschten. Dës Decisioun ass geholl ginn, well de groussen Deel vum Fleegepersonal, wat an dësen Haiser intervenéiert, aus dësen Hëllefs- a Fleegedéngschter an dës Haiser erakënnt.

Et ass dofir net méiglech ze soen, wéi vill Leit, déi an enger vun dëse Strukture gelieft hunn, un oder mam Coronavirus gestuerwe sinn.

Doriwwer eraus ginn d'Leit, déi an engem Haus fir betreit Wunne liewen an do eventuell u Covid-19 stierwen, als „décès au domicile" gezielt.

Et ass net aus dem Doudeschäin ersiichtlech, dass et sech do ëm eng speziell Struktur handelt, wou d'Leit gewunnt hunn. Dofir huet och d'Gesondheetsdirektioun do aktuell keng Statistiken.

Et sief awer bemierkt, datt d'Haiser fir betreit Wunnen an d'Enquête iwwert d'Alters- a Fleegeheemer ënnert der Leedung vum Här Waringo explizitt ageschloss gi sinn, a soumat am Kader vun deem Rapport och separat Zuele fir dës Strukture wäerten opgestallt ginn.

Question 3972 (30.03.2021) de **M. Paul Galles** *(CSV)* concernant l'**Action hiver :**

Tel qu'annoncé le 26 mars 2021, le Ministère de la Famille et son partenaire Dräieck ASBL ont décidé de prolonger l'Action hiver (Wanteraktioun) jusqu'au 30 juin 2021 en raison de la situation pandémique actuelle.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille :

1) Madame la Ministre peut-elle nous donner plus de détails sur le programme d'encadrement mis en place pour les bénéficiaires ?

2) Quelles en sont les heures d'ouverture ?

3) Combien de personnes ont jusqu' à maintenant profité de la « Wanteraktioun » ?

4) Quel est l'état de santé et l'état mental, sachant que la pandémie pèse aussi lourdement sur les personnes sans-abri ?

Réponse (30.04.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration :*

ad 1) + 2) Le Foyer de jour est ouvert tous les jours de 12.00 à 16.00 heures. Les bénéficiaires y sont informés sur les différents services de l'Action hiver et orientés vers des services sociaux spécialisés en cas de besoin. À côté de l'accueil et de l'orientation, les collaborateurs de la Dräieck ASBL servent un repas de midi en collaboration avec une équipe de bénévoles. Les bénéficiaires peuvent également profiter d'une salle de repos avec une télévision.

Le Foyer de nuit est ouvert tous les jours de 19.15 à 08.45 heures. Soutenus par des bénévoles, les collaborateurs de la Dräieck ASBL s'occupent de l'hébergement de nuit, de la collation du soir et du petit déjeuner. Des équipements sanitaires sont également à disposition des bénéficiaires.

Une navette est organisée afin de permettre aux personnes concernées de transiter entre la Ville de Luxembourg et les structures de l'Action hiver.

Une fois par semaine, une permanence médicale gratuite est organisée sur le site de l'Action hiver. En outre, le service mobile DIMPS, assuré par le service HIV Berodung de la Croix-Rouge, propose toutes les deux semaines un service de conseil et de dépistage rapide du VIH, de l'hépatite C et de la syphilis sur le site.

En cas d'urgence médicale, la personne concernée est immédiatement orientée, en fonction de la gravité de la situation et de l'heure, vers une maison médicale ou vers la polyclinique de service ou on appelle le 112.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus du Covid-19, un dispositif spécifique pour la prise en charge des personnes sans-abri en attente d'un résultat de test Covid-19 a été institué dans un des bâtiments de l'Action hiver. En cas de suspicion d'infection, les services œuvrant dans le domaine du sans-abrisme peuvent recourir au premier étage du bâtiment d'accueil d'urgence pour y isoler les personnes jusqu'à la réception du résultat. Le cas échéant, les personnes testées positives à la Covid-19 sont ensuite transférées vers d'autres structures spécifiquement instaurées pour leur prise en charge.

ad 3) Depuis le début anticipé de l'édition 2020-2021 de l'Action hiver en date du 16 novembre, 1.160 personnes différentes ont bénéficié de l'Action hiver (chiffres du 23 avril 2021).

À la fin de chaque édition, un bilan est publié qui fait état des associations, organismes et bénévoles associés à l'Action hiver, du déroulement et de données chiffrées.

ad 4) Depuis le début de l'Action hiver 2020-2021, 17 cas positifs à la Covid-19 ont été détectés grâce au dispositif spécifiquement institué.

Quant à l'état de santé mental, il a été constaté que la pandémie a déstructuré la journée de certains bénéficiaires, ce qui peut amplifier les états d'anxiété, de détresse, d'oisiveté, etc. En cas de besoin, ces derniers peuvent être orientés vers un service spécialisé de prise en charge psychosociale et de santé mentale.

Question 3973 (30.03.2021) de **M. Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant les **condamnations suite à une infraction routière :**

En 2018, un nombre de 947 accidents corporels a été dénombré sur les routes du Luxembourg. En 2019, ce chiffre était de 988. À ma connaissance, les chiffres de 2020 n'ont pas encore été communiqués. Parmi les principales causes présumées de ces accidents de la route figurent une vitesse excessive, la consommation d'alcool et de stupéfiants ainsi qu'un comportement jugé dangereux de la part des conducteurs. Autant de comportements qui, s'ils sont constatés par les autorités judiciaires, peuvent donner lieu à une amende, voire à une peine d'emprisonnement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice, à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Madame la Ministre et Messieurs les Ministres peuvent-ils m'indiquer quel est le nombre d'infractions au Code de la route qui ont été constatées par les autorités compétentes pour les années 2018, 2019 et 2020 ?

- Pourriez-vous m'indiquer combien de ces infractions constatées durant ces trois années ont donné lieu à un avertissement taxé et combien ont donné lieu à un procès-verbal, respectivement à une citation au tribunal ? Combien de condamnations s'en sont suivies et quelle a été la nature des peines prononcées pour chacune de ces trois années ?

- Quel est le nombre de retraits de permis prononcés endéans ces trois années ?

- Quel est le nombre de chauffeurs sanctionnés qui ont dû par la suite se rendre au Centre de formation pour conducteurs de Colmar-Berg pour y suivre une formation en 2018, en 2019 et en 2020 ?

Réponse commune (03.05.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure :*

En ce qui concerne les infractions au Code de la route constatées par la police pour les années 2018, 2019 et 2020, il y a lieu de distinguer entre les délits qui donnent lieu à un procès-verbal (désigné ci-après comme « PV ») et les contraventions qui sont sanctionnées par un avertissement taxé (désigné ci-après comme « AT »).

De façon générale, il y a lieu de préciser que le nombre d'infractions prévues par les différents textes légaux en matière de circulation routière dépassent le nombre de mille.

Nous nous limitons ainsi aux infractions en matière d'excès de vitesse, de consommation excessive d'alcool et de stupéfiants ainsi que de comportements jugés dangereux (p. ex. défaut de maîtrise, utilisation illicite d'un équipement téléphonique, etc.) pour l'établissement des statistiques suivantes :

- Contraventions avec AT :

2018	2019	2020
281.512	311.968	261.393

- Délits avec PV :

2018	2019	2020
8.499	9.741	7.732

- Nombre d'affaires en matière de circulation routière ouvertes aux parquets :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Nombre de condamnations (casier judiciaire) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Condamnations avec interdiction de conduire :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Condamnations avec prison :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Nombre d'affaires avec retrait immédiat du permis de conduire :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

- Nombre d'interdictions de conduire provisoires prononcées par le juge d'instruction :

	2018	2019	2020
Diekirch	243	193	138
Luxembourg	857	920	830

En ce qui concerne le nombre de personnes ayant dû suivre le cours obligatoire à Colmar-Berg suite à la perte de l'ensemble des douze points, le nombre de suspensions du droit de conduire se présente comme suit :

- Suspensions :

2018	2019	2020
380	385	450

Dans ce contexte, il y a toutefois lieu de noter que les retraits de points ne proviennent pas exclusivement de condamnations en justice, mais peuvent également provenir d'avertissements taxés.

Question 3975 (30.03.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** *(ADR)* concernant les **tests Covid-19 à l'École internationale :**

Wéi eis vum Terrain zougedroe ginn ass, sollen d'Schüler an der internationaler Schoul Esch-Déifferdeng (EIDE) an der Woch virun der Ouschtervakanz flächendeckend op Covid-19 getest ginn. Dës Decisioun gouf no eisen Informatioune vun der Santé a Kooperatioun mam Schoulministère geholl.

Duerfir hu mir follgend dréngend Nofro un d'Madamm Gesondheetsminister an un den Här Schoulminister:

1. Op Basis vu wéi enge Modalitéiten ass ausgerechent dës Schoul an de Genoss vun deem uewen zitéierten Testprivileeg komm? Wéi eng Krittären hu géint déi aner Schoule geschwat?

2. Kënnen d'Schüler vun engem negativen Testresultat profitéieren, fir an d'Ausland ze reesen? Falls jo, firwat ginn d'Elteren net matgetest a stellt dës Decisioun net eng Diskriminatioun vun all deene Schüler duer, déi net an de Genoss vum nämmlechten Testprivileeg kommen?

3. Wier et am Sënn vun der Preventioun vu Covid-infektiounen an der Schoul net méi zilféierend, fir déi Tester direkt no, anstatt just virun der Vakanz duerchzeféieren?

Réponse commune (04.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. Am Kader vum Large-Scale-Testing (LST) gouf ee Pilotprojet vun der Santé a Kollaboratioun mam Schoulministère Enn Mäerz organiséiert, fir all Schüler an der Gemeng Déifferdeng vun der Équipe mobile vum LST ze testen. Deen éischte Krittär fir de Choix vun der Gemeng Déifferdeng war d'Inzidenz an der genereller Bevëlkerung, déi an der Gemeng Déifferdeng zu deem Zäitpunkt zu deenen héchste gezielt huet par rapport zu anere grousse Gemengen. Deen zweete Krittär war, fir eng Gemeng ze fannen, wou een déi Campagne zur gläicher Zäit am Enseignement fondamental, am Secondaire an an engem Centre de compétences kéint maachen a vergläichen.

Et waren net just d'Schüler an d'Personal vun der EIDE, déi cibléiert goufen, mee och all Schüler a Personal vum Enseignement fondamental an engem Centre de compétences. Ee But vum Pilotprojet war, d'Faisabilitéit ze iwwerpréiwen, fir esouvill Schüler a Kanner an engem klengen Zäitraum vun de mobillen Ekippe vum LST ze testen. Virdru sinn d'Équipes mobiles virun allem an Altersheemer agesat ginn, wou d'Konditioune fir d'Prelevementer ze maachen an d'Zilgrupp ganz aneschters sinn.

ad 2. Negativ Testresultater kéinten effektiv dofir benotzt ginn, fir an d'Ausland ze reesen. De But vum Pilotprojet war et awer net, Auslandsreesen ze erméiglechen, mee d'Faisabilitéit vum LST am Enseignement ze ënnersichen. Et gouf dowéinst och direkt eng speziell Reunioun mat den Acteuren um Terrain organiséiert, fir ee Feedback ze kréien, wéi d'Campagne gelaf ass an op wat ee soll oppassen, respektiv kann aneschters maachen.

ad 3. Well et zu deem Zäitpunkt net kloer war, wéini Schnelltester kéinten agesat ginn, war et wichteg, dee Pilotprojet virun der Ouschtervakanz ze maachen, fir Lektiounen aus dem Pilotprojet kënnen ze zéien, falls déi mobill Ekippen am 3. Trimester sollten an aner Schoule goen. D'Schüler an d'Enseignanten an all deenen anere Gemenge goufen och net vergiess, well si all eng Invitatioun kruten, fir an den Drive-in vum LST ze goe wärend der Ouschtervakanz.

Question 3977 (30.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**immunité collective Covid-19 au Luxembourg :**

Ee Begrëff, deen ëmmer erëm optaucht an den Diskussiounen iwwert d'Bekämpfung vu Covid-19, ass dee vun der „Herdenimmunitéit". Verschidde Länner hu schonns ugekënnegt, wéini si gedenken, dës Herdenimmunitéit ze erreechen, hunn also ganz kloer Virstellungen, wat deen uviséierte Succès vun hirem Kampf géint de Virus ugeet. Herdenimmunitéit ass d'Zil vun all Impfcampagne. Trotzdeem gëtt et nach e puer Onkloerheeten a Bezuch op dee Begrëff.

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Bei wat fir engem Zilwäert, a Prozenter ausgedréckt, geet d'Lëtzebuerger Regierung vun enger Herdenimmunitéit vun der Lëtzebuerger Populatioun aus?

2. Ginn d'Frontaliere matgerechent, wann et drëms geet auszerechnen, wéini Lëtzebuerg dës Herdenimmunitéit erreecht wäert hunn?

3. Wann dat net de Fall sollt sinn: Op wat fir enger epidemiologescher Basis rechent d'Regierung aus, wéini dës Herdenimmunitéit vun der Lëtzebuerger Populatioun erreecht wäert sinn?

4. Fir de Fall, wou d'Frontaliere matabezu ginn an dës Berechnungen: Wéi soll d'Impfung vun de Frontalieren technesch organiséiert sinn? Sollen d'Frontaliere geimpft ginn op Basis vun hirer jeeweileger Alterskategorie an op Basis vun hirem Vulnerabilitéitsgrad?

5. Gëtt et een Accord transfrontalier mat eisen dräi Nopeschlänner, fir eng duebel Vaccinatioun vun de Frontalieren ze verhënneren? Kritt d'Regierung elo schonns Donnéeë betreffend d'Impfung vu Frontalière vun den zoustännegen Autoritéiten an eisen Nopeschlänner iwwermëttelt?

6. Wéi gëtt d'Zil „Herdenimmunitéit" abezunn an d'Prioritéitelëscht fir d'Ëmsetzung vum „Grénge Pass"?

Réponse (12.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Et gëtt dovunner ausgaangen, dass, wa 70 % vun der Bevëlkerung duerch eng Impfung géint de Virus geschützt wieren, mer dann eng Herdenimmunitéit erreechen, wat heescht, dass de Virus net méi fräi an der Bevëlkerung zirkuléiert. Et ass méiglech, dass een eventuell ee méi héije Prozentsaz misst erreechen, doduerch, dass verschidde Virusvariante méi ustiechend sinn.

ad 2. De Prozentsaz vu 70 %, deen d'Herdenimmunitéit ausmécht, reflektéiert de Prozentsaz vu Leit, déi scho komplett geimpft sinn. Dobäi handelt et sech gréisstendeels ëm Leit, déi hei am Land wunnen. Trotzdeem muss een dem Fakt Rechnung droen, dass d'Frontalieren och zum Infektiounsgeschéie bäidroen an e Groussdeel vum Dag hei am Land sinn. Lëtzebuerg ass an deem Sënn an enger ganz spezieller Situatioun an Europa. Et ass also wichteg, dass dës Grupp vu Persounen, déi ëmmerhin 200.000 Leit ausmaachen, och geimpft ass. Dëst geschitt, nom Prinzip vun der Verdeelung vum Impfstoff no der Bevëlkerung, an de respektiven Nopeschlänner.

ad 3. Non-applicabel, well mer d'Frontaliere fir d'Berechnung vun der Herdenimmunitéit musse consideréieren.

ad 4. D'Nopeschlänner impfen hir Awunner méi oder wéineger am selwechte Rhythmus wéi Lëtzebuerg. D'Frontaliere wäerten deemno zu der Herdenimmunitéit zu Lëtzebuerg bäidroen.

ad 5. D'Regierung echangéiert minimum eemol d'Woch mat de Länner aus der Grossregioun. Dobäi ginn d'Fortschrëtter vun de jeeweilegen Impfcampagnen allkéiers beschwat. Sou huet sech erausgestallt, dass och Frankräich, d'Belsch an Däitschland prioritär hir Awunner impfen. Domat gi méiglech Doublone verhënnert an eng Iwwermëttlung vun esou Donnéeën ass dowéinst net en place gesat ginn. Et wier doriwwer eraus och schwéier virstellbar, aus wéi enge Grënn eng Persoun d'accord wier, sech zweemol impfen ze loossen.

ad 6. Et sief dorop higewisen, datt et sech hei net ëm en digitalen „Impfpass" handelt, mee ëm en digitalen Zertifikat, deen noweist, datt ee geimpft ass. Dëse gréngen digitalen Impfzertifikat wäert am Prinzip am Juni/Juli en place gesat ginn, onofhängeg dovunner, ob eng Herdenimmunitéit erreecht gouf oder net.

Question 3979 (31.03.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant le **Comité pour une paix juste au Proche-Orient (CPJPO) :**

Wéi aus der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 3678 vum 7. Mäerz 2018 ervirgeet, huet de „Comité pour une paix juste au Proche-Orient" (CPJPO) vum 1. Januar 2013 bis zum 26. Mäerz 2018 am Ganzen 351.753,94 € aus dem „Fonds de la coopération au développement" erhal.

Den 3. Mäerz 2021 hat déi Organisatioun e Riedner zum Theema „Crimes contre Gaza et Cour pénale internationale" an d'Chambre des Salariés agelueden, dee sech wärend engem Virtrag am Joer 2013 follgendermoosse geäussert hat:

« Israël se dit un "état juif". Un état réservé à un groupe constitué à titres divers sur les bases d'une religion, d'une philosophie, d'un sentiment d'appartenance. Je refuse pour ma part la constitution d'un groupe sur une base matri-linéaire, génétique. Les races humaines n'existent pas. La race juive n'existe pas. L'ethnie, version actualisée de la race, n'existe pas non plus. Alors l'État d'Israël est le produit d'un Lobby. Et un lobby, par définition, on ne le convainc pas. La "négociation", ça ne sert à rien. On n'oppose pas une diplomatie honnête au mensonge diplomatique. Israël n'est donc pas, stricto sensu, un état colonial, c'est un état tribal, qui utilise des moyens illégaux, c'est un état mafieux. »

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Här Kooperatiounsminister dës Froe stellen:

1. Ass déi uewe genannten Ausso an den Ae vun der Regierung als antisemitesch ze beurteelen no där internationaler Definitioun, déi 2016 mat de Stëmme vun der Lëtzebuerger Delegatioun vun der „International Holocaust Remembrance Alliance" ugeholl gouf? („Antisemitism is a certain perception of Jews, which may be expressed as hatred toward Jews. Rhetorical and physical manifestations of antisemitism are directed toward Jewish or non-Jewish individuals and/or their property, toward Jewish community institutions and religious facilities." An deenen entspriechende Beispiller gëtt preziséiert: „Denying the Jewish people their right to self-determination, e. g., by claiming that the existence of a State of Israel is a racist endeavor".)

2. Huet den CPJPO nom 26. Mäerz 2018 weider Zouwendungen aus deem uewen zitéierte Fong erhal? Falls jo, wéi vill a mat wéi engem Verwendungszweck?

3. Gouf d'Verwendung vun deenen 351.753,94 € auditéiert? Wa jo, vu wiem a wéini? Ass den Text vun dem integralen Audit (also net nëmmen d'Zesummefaassung) disponibel?

4. Hält den Här Minister et fir politesch vertrietbar, no deene genannte Faite weiderhi mam CPJPO zesummenzeschaffen?

Réponse (30.04.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire :*

Als Äntwert op d'Froe vum honorabelen Deputéierte kann ee follgend Elementer uginn.

D'Regierung huet net wëlles, sech zu engem méiglechen Zitat ze äusseren, dat e Riedner, vun deem net preziséiert gëtt, ob en der ONG zougehéiert oder fir déi ONG schwätzt, déi duerch d'parlamentaresch Ufro viséiert ass, 2013 an engem och net weider preziséierte Kontext soll gemaach hunn.

Wat déi viséiert ONG ubelaangt, kann ee festhalen, dass dës ONG als sougenannten „ONG Développement" („ONGD") am Sënn vum Artikel 7 vum ofgeännerte Gesetz vum 6. Januar 1996 iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht vum Ausseministère agreéiert ass. Als ONGD kann dës ONG finanziell Ënnerstëtzung vum Ministère ufroe fir Aktiounen am Beräich Sensibilisatioun an Entwécklungspedagogik souwéi fir Projete fir Entwécklungszesummenaarbecht a fir humanitär Hëllef. Sou ONGDe kënnen och verschidden administrativ Ausgabe rembourséiert kréien.

Konform mat de Prozeduren an de Konditiounen, déi d'finanziell Relatiounen tëscht dem Ministère an den ONGDe reegelen, huet dës ONG e finanzielle Bäitrag an Héicht vun 1.263.593,18 € am Zäitraum vum 26. Mäerz 2018 bis de 7. Abrëll 2021 kritt, fir eng Rei Projeten ëmzesetzen.

Dës global Zomm fir dee genannten Zäitraum beinhalt engersäits d'Kofinanzéierung vun dräi méijärege Kooperatiounsprojeten an zwee verschiddene Secteuren (Bildung fir eng besser Liewensqualitéit a Kreditvermëttlung am formellen a semiformelle Beräich) fir insgesamt 992.699,46 € souwéi administrativ Ausgaben an Héicht vun 31.482,16 €, déi op de Fonds de la coopération au développement verbucht ginn. Op där anerer Säit beinhalt de globale Montant och Aktivitéiten am Beräich Sensibilisatioun an Entwécklungspedagogik vun 2018 bis 2021 (mat engem Total vun 239.411,56 € fir dësen Zäitraum), déi dem Budgetsartikel 01.7.33.000 - „Participation aux frais d'organisations non gouvernementales (ONGDen) pour la réalisation d'actions de sensibilisation de l'opinion publique luxembourgeoise concernant la coopération au développement et autres mesures à cet effet" zougeschriwwe ginn.

Wat déi 351.753,94 € ugeet, déi an der Fro viséiert sinn, gouf en Audit vun der zweeter Phas vum Projet fir d'psychosozial Ënnerstëtzung vu Kanner a bewaffnete Konfliktsituatiounen am Lager vu Jenin am Westjordanland, déi vun dësem Bäitrag finanzéiert ginn ass, vun Dahbour Auditing Establishment duerchgefouert. Dësen Audit ass datéiert op den 28. Oktober 2017.

Doriwwer eraus ass och nach ze bemierken, dass op der Basis vum Artikel 12 vum ofgeännerte Gesetz vum 6. Januar 1996 iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht all ONGDen, déi gläich vill oder méi wéi 100.000 € pro Joer als finanzielle Bäitrag kritt, hir järlech Konte muss kontrolléiere loossen, op der Basis vun internationalen Normen, déi heifir gëllen. D'järlech Konte vun deenen ONGDen, déi méi wéi 500.000 € als finanzielle Bäitrag am Joer kréien, mussen no den internationalen Auditnormen, déi vun der Commission de surveillance du secteur financier festgehale sinn, kontrolléiert ginn. Dësen Artikel gëllt fir all ONGDen. Wéi och bei den aneren ONGDen ass et net virgesinn, dës Auditen a Rapporten, déi d'ONGD un de Ministère ofginn huet, ze publizéieren.

Question 3980 (30.03.2021) de **Mme Viviane Reding** *(CSV)* concernant le **traitement des données collectées par Amazon :**

Dans deux sujets publiés sur Politico.eu intitulés « "Millions of people's data is at risk" - Amazon insiders sound alarm over security » et « Luxembourg data watchdog : "Big penalties not the aim" », il est question du géant du web américain Amazon et du traitement que cette entreprise réserve aux données collectées ainsi que de la situation du régulateur luxembourgeois chargé de la protection des données personnelles. D'après ces articles, Amazon se serait rendu coupable de plusieurs violations relevant de la protection des données personnelles - notamment de dispositions prévues par le Règlement général sur la protection des données (RGPD). Il est par ailleurs précisé que plus de deux ans après l'entrée en vigueur du RGPD, l'autorité luxembourgeoise chargée de contrôler l'application de la législation relative à la protection des données, la Commission nationale pour la protection des données (CNPD), n'a pas encore infligé d'amendes, ce qui soulève des doutes quant au travail effectif fourni par la Commission. Une situation délicate quand on sait que plusieurs grandes entreprises de technologie, dont Amazon, se trouvent sous la juridiction de la CNPD, leur siège européen étant au Luxembourg.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des soupçons qui pèsent sur Amazon ? Quelle est son appréciation globale ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que les accusations formulées devraient faire l'objet d'une enquête de la CNPD ?

- Compte tenu du fait que d'après l'article, certaines questions sensibles relevant des activités de l'entreprise en Europe seraient traitées au siège social d'Amazon à Seattle, Monsieur le Ministre est-il d'avis que le Luxembourg est « l'établissement principal » d'Amazon en Europe, au sens prévu par le RGPD ?

- Dans la mesure où une autorité de protection des données nationale dans l'incapacité d'agir pleinement entraînerait une perte de crédibilité à l'échelle internationale, Monsieur le Ministre est-il d'avis que la CNPD dispose des ressources suffisantes pour effectuer correctement ses fonctions ?

Réponse (04.05.2021) de **M. Xavier Bettel,** *Ministre des Communications et des Médias :*

Les citoyens européens bénéficient d'un niveau de protection des données personnelles renforcé par le Règlement général sur la protection des données (RGPD). Dans l'esprit du principe de responsabilité du responsable du traitement, il lui appartient de garantir le niveau de sécurité du traitement adapté aux risques en matière de protection des données personnelles. Il lui appartient ensuite d'agir si une violation de données à caractère personnel survient néanmoins, c'est-à-dire si une violation de la sécurité entraîne notamment la divulgation ou l'accès non autorisés à des données personnelles qu'il traite.

De plus, le RGPD a renforcé les missions et les pouvoirs échus aux autorités de contrôle indépendantes et défini de nouveaux mécanismes de coopération entre elles au niveau de l'UE, notamment quand il s'agit d'enquêter sur d'éventuelles violations de données personnelles. Il s'applique directement au niveau national et il a été accompagné par la loi du 1er août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) et du régime général sur la protection des données qui met en mesure la CNPD de veiller au respect du cadre juridique affermi de la protection des données. Par ailleurs, la CNPD s'est dotée d'un règlement d'ordre intérieur et d'un règlement relatif à la procédure d'enquête, au début de l'année 2020.

La Commission européenne a présenté l'été dernier une évaluation du RGPD après deux ans de mise en application, dans laquelle elle fait état des dotations que les États membres ont attribué aux autorités de contrôle depuis l'adoption du RGPD. Le Luxembourg se trouve en première position de l'UE à la fois si l'on rapporte l'augmentation en personnel de l'autorité de contrôle par million d'habitants, et si l'on rapporte l'augmentation budgétaire de celle-ci par millions d'euros du PIB (sur les chiffres de 2019). Par ailleurs, dans cette évaluation, la Commission européenne constate « qu'il est encore trop tôt pour évaluer pleinement le fonctionnement des nouveaux mécanismes de coopération et de contrôle de la cohérence ». Or, il est possible d'y constater la charge qui échoit à la CNPD dans le cadre de la coopération transfrontière : elle s'est trouvée en troisième position par rapport à ses homologues en terme du nombre d'affaires où elle agit comme autorité chef de file entre mai 2018 et fin 2019.

Il convient de rappeler que la CNPD bénéficie de l'opportunité d'action. Elle a ainsi un pouvoir discrétionnaire pour apprécier si elle instruit un dossier ou non, en fonction du degré de gravité des faits allégués ou de la violation alléguée, du degré d'impact sur les droits et libertés fondamentaux, du degré de priorité par rapport au nombre de dossiers dont elle est saisie ainsi que des ressources disponibles. Dans le contexte des dossiers transfrontières, la CNPD peut recourir à l'assistance mutuelle entre autorités européennes ainsi qu'au vivier d'experts récemment mis en place par le Comité européen de la protection des données (EDPB).

Dans le cadre de son pouvoir de lancer des enquêtes de sa propre initiative, la CNPD nous informe qu'elle adopte une double approche : d'un côté, elle mène des enquêtes réactives, largement dirigées par les réclamations, et de l'autre côté, elle ouvre des enquêtes proactives effectuées auprès d'un échantillon d'organisations sélectionnées sur base des critères de risque, comme par exemple la nature ou le volume des données traitées, le secteur d'activité ou la taille de l'organisation. La réponse à la question parlementaire n° 2657 du 12 août 2020 « Commission nationale pour la protection des données » fournit des précisions à ce sujet.

La CNPD ajoute qu'elle n'est pas en mesure, conformément à la loi précitée, de répondre aux questions concernant un responsable de traitement en particulier, sur lequel elle enquêterait. En effet, les personnes exerçant ou ayant exercé une activité pour la CNPD sont tenues au secret professionnel et passibles des peines prévues à l'article 458 du Code pénal en cas de violation de ce secret. Elle ne serait susceptible de partager que des informations sous forme sommaire ou agrégée, de forme à ne pas permettre l'identification des personnes sur lesquelles pèse une enquête, sans préjudice des cas relevant du droit pénal en cas de violation de ce secret.

Enfin, la CNPD a indiqué que, siégeant dans sa formation restreinte, elle a adopté jusqu'à ce jour 14 décisions sur l'issue d'une enquête, conformément à l'article 41 de la loi précitée et de l'article 12 de son règlement d'ordre intérieur, y inclus l'adoption de deux amendes administratives. Ces décisions seront disponibles sous forme anonymisée dans les meilleurs délais sur le site Internet de la CNPD.

Question 3982 (31.03.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant la **coopération entre le Comité pour une paix juste au Proche-Orient (CPJPO) et** les **écoles luxembourgeoises :**

Den 3. Mäerz 2021 hat de Comité pour une paix juste au Proche-Orient (CPJPO) e Riedner agelueden, deen an der Vergaangenheet déi follgend Ausso zum Staat Israel gemaach huet:

«Israël se dit un "État juif". Un État réservé à un groupe constitué à titres divers sur les bases d'une religion, d'une philosophie, d'un sentiment d'appartenance. Je refuse pour ma part la constitution d'un groupe sur une base matrilinéaire, génétique. Les races humaines n'existent pas. La race juive n'existe pas. L'ethnie, version actualisée de la race, n'existe pas non plus. Alors l'État d'Israël est le produit d'un lobby. Et un lobby, par définition, on ne le convainc pas.

La "négociation", ça ne sert à rien. On n'oppose pas une diplomatie honnête au mensonge diplomatique. Israël n'est donc pas, stricto sensu, un État colonial, c'est un État tribal, qui utilise des moyens illégaux, c'est un État mafieux. »

An der ëffentlecher Diskussioun ginn dës Aussoe vu ville Leit als kloer antisemittesch ugesinn, dëst ënner anerem och op Basis vun der Antisemitismus-Definitioun vun der IHRA, déi Lëtzebuerg mat ugeholl huet.

Eegenen Aussoen no schafft de CPJPO och ganz aktiv mat de Schoulen zesummen. Dowéinst hätt ech follgend Nofro un den Här Schoulminister:

1. Wéi oft war de CPJPO säit 2018 zu Gaascht an ëffentleche Lëtzebuerger Schoulen?

2. Wéi eng Theeme goufe bei dëse Projete respektiv Virträg behandelt?

3. Kontrolléiert de Ministère, datt dobäi keng antisemittesch Akte geschéien, wéi se an der Definitioun iwwert den Antisemitismus vun der IHRA beschriwwe sinn? Wa jo, wie kontrolléiert dat?

4. Wéi eng Mesurë goufe geholl, fir ze kontrolléieren, datt (potenziell) antisemittesch Aussoen, wéi déi méi wäit uewen zitéiert, net un d'Kanner erugedroe kënne ginn?

5. Hält de Minister et nach fir vertrietbar, datt de CPJPO no deenen uewen zitéierte Faite weiderhi mat de Schoulen zesummeschafft a jonk Leit ka beaflossen?

Réponse (05.05.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :*

ad 1. + 2. Wärend de Schouljoren 2018/2019, 2019/2020 an 2020/2021 goufe follgend Konferenzen oder Evenementer vu Lycéeën organiséiert, bei deenen e Member oder en Invité vum Comité pour une paix juste au Proche-Orient (CPJPO) present war:

2018/2019: Reesbericht aus dem Westjordanland (Lycée des Arts et Métiers)

Projektioun vum Documentaire Within the Eye of the Storm (Lycée Nic-Biever)

2019/2020: Konferenz „La Palestine contemporaine" (Lycée Ermesinde)

2020/2021: Konferenz vum Dokter Abuelaish (Lënster Lycée)

ad 3. + 4. Laut dem Artikel 40bis vum Schoulgesetz vun 2004 (Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) kritt een externen Intervenant nëmme mat der Autorisatioun vum Direkter Zougang zur Schoul. Op dësem Niveau fënnt also een ëischte Contrôle statt.

Ausserdeem ass den Direkter laut Artikel 24 vun deem selwechte Gesetz fir de Contrôle vun den Inhalter zoustänneg, déi de Schüler vermëttelt ginn: « En tant que responsable pédagogique, il inspecte les cours et contrôle la mise en œuvre des programmes d'études. Il évalue les résultats des enseignements [...] et en informe le ministre. »

Als Vertrieder vum Minister spillt den Direkter also hei eng zentral Roll. Et sief och gesot, datt een externen Intervenant ni eleng bei de Schüler ass, mee datt ëmmer och den Titulaire vun der Klass bei esou enger Interventioun present ass.

ad 5. Aus der Fro vum honorabelen Deputéierte geet d'Quell vun deem zitéierte Passage net ervir; ech enthale mech dofir enger Bewäertung. Ech stellen awer fest, datt de CPJPO eng Organisation non gouvernementale ass, déi vum Lëtzebuerger Ausseministère agreéiert ass. Ech géif an dësem Kontext och meng Äntwert op d'Question parlementaire Nr. 3678 vum honorabelen Deputéierte widderhuelen: « La société civile doit pouvoir s'exprimer librement dans le respect de la loi. Les positions exprimées par des ONG [...] n'engagent que les organisations qui les ont affirmées. »

Question 3983 (30.03.2021) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **service de transport Adapto :**

Wéi et gëschter laut dem Radio 100,7 geheescht huet, wier ee Joer no der Reform vum Adapto-Service nach net alles en place. An der Adapto-Reform war eng onofhängeg Kommissioun virgesinn, déi sollt tranchéieren, wann et bei Leit net evident wier, ob si eng Adapto-Kaart bräichten oder net. Dës Kommissioun wier bis den Ament nach net do. Dem OGB-L no wier d'Feele vun der Kommissioun, déi an Zweifelsfäll soll decidéieren, ob eng Persoun eligibel ass fir den Transportservice fir Leit mat enger Behënnerung, ee Problem. Dës Kommissioun sollt aus verschiddene Leit zesummegestallt ginn, déi am Behënnerteberäich Kompetenzen hunn. Dem OGB-L no dierfte keng Decisioune betreffend der Eligibilitéit vun enger Persoun, fir eng Adapto-Kaart ze kréien, geholl ginn, soulaang et déi Kommissioun net géif ginn.

Den OGB-L hätt des Weideren e Coach gefuerdert, deen de betraffene Leit soll hëllefen, sech vum Adapto op den ëffentlechen Transport ëmzegewinnen. Dee géif et bis ewell och nach net ginn.

Nieft de prozedurale Problemer géif een och e schlechten Dialog mam Ministère bedaueren an och d'Accessibilitéit vun den Donnéeë wier net fir jiddweree garantéiert.

An dësem Kontext wëll ech follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Aus wéi engem Grond ass déi onofhängeg Kommissioun, déi sollt tranchéieren, wann et bei Leit net evident wier, ob si eng Adapto-Kaart bräichten oder net, nach net en place?

- Gesäit d'Regierung vir, esou eng Kommissioun ze grënnen a wat sollen d'Membere sinn?

- Ass d'Regierung och der Meenung, datt en absence vun esou enger Kommissioun keng Entscheedung betreffend d'Eligibilitéit vun enger Persoun, fir eng Adapto-Kaart ze kréien, getraff soll ginn?

- Gesäit d'Regierung vir, e Coach, deen de betraffene Leit soll hëllefen, sech vum Adapto op den ëffentlechen Transport ëmzegewinnen, ze engagéieren?

- Gesäit d'Regierung vir, den Dialog mam Adapto ze verbesseren an d'Accessibilitéit vun den Donnéeë fir d'Leit ze garantéieren?

Réponse (19.04.2021) de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :*

Den honorabelen Deputéierte gräift de Sujet vum Adapto-Service an notamment engem Medienartikel op, wou et ëm eng Persoun geet, déi net méi kéint op den Adapto-Transport zeréckgräifen. Och huet den OGB-L am zoustännege Service interveneiert.

- Déi Kommissioun fir den Adapto ass effektiv nach net en place. Dat neit Gesetz iwwert den ëffentlechen Transport gouf de 5. Februar 2021 gestëmmt, den Adapto fält laut Artikel 4, éischten Abschnitt Punkt 4 ënnert déi spezifesch Transporter, déi sollen deene Leit zeguttkommen, déi wéinst engem sozialen, mentalen oder physeschen Handicap oder enger medezinnescher Affektioun net kënnen op den ëffentlechen Transport zeréckgräifen. Déi legal Basis fir déi versprache Kommissioun géif an dat Gesetz passen.

- Déi zukünfteg Membere vun der Kommissioun si scho bekannt. Et handelt sech ëm Vertrieder aus:

• Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région, Service personnes handicapées;

• Verwaltung fir ëffentlechen Transport/MMTP;

• Dokter aus dem Minstère de la Santé;

• CSPH (Conseil supérieur des personnes handicapées);

• Dokter, spezialiséiert an der Réadaptation fonctionnelle.

- Fir d'Zäit bis zum offizielle Fonctionéiere vun der Kommissioun ze iwwerbrécken, gouf am interministeriellen Aarbechtsgrupp schonn decidéiert, sech punktuell an informell ze concertéieren, wann et sech als néideg erweist.

- E Projet, fir e Coaching ze maachen, misst an Zesummenaarbecht mat deene verschiddene Ministèren ausgeschafft ginn. Am Moment gëtt et keng Pläng, fir esou ee Projet an d'Liewen ze ruffen. Wann do awer eng grouss Demande sollt sinn, misst een sech natierlech concertéieren, dat an Zesummenaarbecht mat deenen anere Partner an deem Dossier an de concernéierte Leit.

- Den Dialog mat eise Clienten ass gutt, och wann et a vereenzelte Fäll net esou empfonnt gëtt. Weeder ech selwer nach den zoustännege Service hunn eis jeemols de Leit oder den Associatioune géintiwwer verschloss, et ginn och reegelméisseg Entrevuë mat deene Vertrieder, wann de Besoin besteet. Den Traitement an d'Accessibilitéit vun den Donnéeën ass konform zur Reglementatioun vum RGPD.

Question 3984 (30.03.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant les **écoles de danse dans le cadre de la pandémie Covid-19 :**

Danzschoulen organiséiere momentan Danzcourse per Videokonferenz. D'Kapitel 2, Artikel 4bis vum Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19 gesäit follgend Oplage fir d'Sportsaktivitéite vir:

« Un maximum de dix personnes peut se rassembler pour pratiquer simultanément une activité sportive ou de culture physique à condition de respecter, de manière permanente, une distanciation physique d'au moins deux mètres entre les différents acteurs sportifs.

Les installations sportives doivent disposer d'une superficie minimale de quinze mètres carrés pour les activités sportives exercées individuellement, d'au moins cinquante mètres carrés pour les activités exercées par deux personnes au maximum et d'au moins trente mètres carrés par personne pour les activités exercées par trois à dix personnes au maximum. »

An deem Kontext hat den Här Sportsminister am Februar 2021 an engem Communiqué informéiert; datt d'Danzen oder all anere Sport dobannen ausgeüübt ka ginn, een eebe just déi am Gesetz verankert Mesurë misst respektéieren. Et géif een awer recommandéieren, kee Sport dobannen ze maachen, mee dësen no baussen ze verlageren, an dëst fir en ligne ze si mat de Mesuren, déi an der Educatioun an an der Santé virgesi sinn.

Ausserdeem hätt de Conservatoire dierfen Danzcoursen organiséieren, mat der Begrënnung, datt dëst ënner „éducation physique" géif falen, wärend d'Coursen an den Danzschoulen ënner „culture physique" géife falen, obschonn dës Coursen an der Realitéit d'selwecht géife n oflafen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Kann d'Regierung mech informéieren, ob d'Danzschoule mussen zou hunn oder ob dës ënnert deenen am Gesetz virgesinnen Oplagen dierfe Presenzcoursen organiséieren?

- Gëllen d'Recommandatioune vum Här Sportsminister, datt all Sportscoursen dobausse sollen oflafen, nach ëmmer?

- Ass dat momentan och nach ëmmer esou, datt en Ënnerscheed tëschent den Danzcoursen am Conservatoire an deenen an de privaten Danzschoule gemaach gëtt?

- Wa jo, aus wéi engem Grond, wëssend, datt déi privat Danzschoule finanziell extreem leiden an datt se duerchaus kapabel sinn, d'Coursen ënnert deene selwechte Konditiounen ofzehalen, mam Respekt vu sämtlechen Hygiènesmesuren?

Réponse commune (05.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

Laut dem aktuelle Covidgesetz ënnerleien déi privat Danzschoulen de generelle Reegele vum Rassemblement cumuléiert mat de spezifesche Reegele vun de „mesures concernant les activités sportives et de culture physique" aus den Artikele 4 respektiv 4bis vun de sougenannte Covidgesetzer.

Déi sougenannte privat Danzschoulen, déi och net ënnert d'Reegele vun den „activités péri- et parascolaires" falen, sinn dem aktuelle Covidgesetz no also als activités de culture physique ze consideréieren. Deemno kënnen d'Danzschoulen dann elo säit dem 26. Abrëll 2021 Coursë mat bis zu 100 Persounen ofhalen, ënnert de Bedéngungen, datt ab dräi Leit eng permanent Distanciatioun vun zwee Meter zwëschent all Persoun garantéiert ass an datt all Persoun 10 m² u Surface zur Verfügung huet. Dës Dispositioune gëlle souwuel fir bannen ewéi fir baussen.

Et sief och nach eng Kéier drun erënnert, datt och virun der Gesetzesofännerung, déi de 26. Abrëll 2021 a Kraaft getrueden ass, d'Danzschoulen hiren Aktivitéiten nogoe konnten an dëst zum Deel ënnert deenen erlaabte Konditiounen an an enger hybrider Form, am presentiel an am digital, och gemaach hunn. Zu deem Zäitpunkt konnten ee Maximum vun zéng Persoune wärend engem Cours present sinn an och dunn huet eng Mindestfläch pro Persoun missten zur Verfügung stoen an zwar 15 m² fir eng Persoun, 50 m² fir zwou Persounen an da jee 30 m² pro Persoun ab dräi Persounen an eng Distanz vun zwee Meter huet ab dräi Persoune missen zwëschent all Persoun agehale ginn.

Wat d'Conservatoiren ugeet, sief gesot, dass d'Recommandatiounen un d'Conservatoiren am Kader vum „enseignement musical" identesch waren a si mat deene fir d'Danzcoursen, mat de jeeweilegen Dispositiounen, déi fir d'„activités de culture phy-

sique" gegollt hunn an dann haut elo gëllen. Dës Recommandatioune sinn am Februar an am Abrëll per Circulaire vum Educatiounsministère de Conservatoirë matgedeelt ginn. De Conservatoiren ass domadder recommandéiert ginn, sech un déi selwecht Mesuren ze hale wéi déi, déi och fir déi privat Danzschoule gegollt hunn an nach gëllen.

Question 3985 (30.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant le **nouveau hall sportif à Echternach :**

Zu Iechternach entsteet déi nei Sportshal vum Lycée op engem ganz ëmstriddene Site. Am Haff vun der eemoleger Primärschoul, direkt hannert dem historesche Gebai vun der Orangerie a ganz no un der Sauer.

Duerfir hunn ech follgend Nofroen un d'Madamm Kulturminister an un den Här Schoulminister:

1. Ass de Bau vun dëser Sportshal landschaftsbildlech mam Denkmalschutz kompatibel?

2. Gouf dozou en Avis vum Service des sites et monuments ageholl? Wann net, firwat net?

3. Kann den Héichwaasserschutz op dëser Plaz garantéiert ginn?

4. Wéi eng aner Sitte goufe consideréiert? Wéi eng Krittären hunn dogéint geschwat?

Réponse commune (06.05.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Culture,* de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

Den honorabelen Deputéierte saiséiert eis mat enger Fro iwwert de Bau vun enger neier Sportshal vum Iechternacher Lycée. De Bau vun dëser Sportshal ass landschaftsbildlech mam Denkmalschutz kompatibel. D'Parzell hannert der Orangerie ass net klasséiert a vum urbanistesche Standpunkt hier gouf fir d'Implantatioun vun der neier Sportshal festgeleecht, dass d'Mëttelachs vun der Sportshal d'Mëttelachs vun der Orangerie ophuele muss. Den neie Baukierper dierf dobäi keng negativ Auswierkung op d'Promenad laanscht d'Sauer hunn. Duerch d'Uplanze vu Beem am direkten Ëmfeld vun der Sportshal soll de begréngten Hannergrond vun der Orangerie nees hiergestallt an eng Integratioun an d'Landschaftsbild vum Park garantéiert ginn.

De Service des sites et monuments nationaux war bei der Bestëmmung vum gëeegente Site matagebonnen, well den Ensembel vun der Abtei als nationaalt Monument klasséiert ass. Zanter dem 20. Februar 1965 ass de Site mam Park bis bei d'Promenad national geschützt.

Zum Volet Héichwaasserschutz gouf et am Kader vum Gesamtprojet „Campus Echternach" eng Etüd (Plan directeur eau), déi vun engem lëtzebuergeschen Ingenieursbüro ausgeschafft gouf. An dëser Etüd ass festgeleecht ginn, wéi den Ëmbau vum Site héichwaasserneutral ka realiséiert ginn, an dat wärend der Bauphas vun deenen eenzele Gebaier an Infrastrukture wéi och no der Fäerdegstellung vum Gesamtprojet.

Konkreet zu der Sportshal war 2019 eng waasserrechtlech Geneemegung vun der Administration des batiments publics bei der Administration de la gestion de l'eau ugefrot ginn. An dëser ass ënner anerem den Héichwaasservolet gekuckt an den Dossier autoriséiert ginn. Deementspriechend entsprécht d'Planung vun der Sportshal den aktuelle gesetzlechen Ufuerderunge vum Waassergesetz an den Ziler vum Héichwaasserrisikomanagement.

Et goufe fënnef verschidde Plazen zu Iechternach fir de Bau vun der Sportshal consideréiert: den Terrain hannert dem Lycée, den Terrain „a Kack", den neie Komplex vun der Primärschoul, den Terrain nieft der Orangerie an de Site hannert der Orangerie, dee schlussendlech zeréckbehale gouf. Déi véier aner Sitte goufen net zeréckbehalen, well eng Sportshal op deene Plazen entweeder den architektoneschen Ensembel vun der Abtei oder d'Bild vun der Orangerie gestéiert hätt, respektiv well d'Weeër têschent dem Lycée an der Sportshal ze wäit wieren oder den Terrain aus archeologesche Grënn schwéier bebaubar wier.

Question 3986 (30.03.2021) de **M. Marc Lies** *(CSV)* concernant le **littering sur les routes et places publiques :**

Wéi all Joer ëm dës Zäit ginn uechter d'ganzt Land Botzaktiounen an eise Gemengen organiséiert. Vill Fräiwëlleger stelle sech an den Déngscht vum Ëmweltschutz op dëse Botzdeeg. Niewent den negativen Auswierkungen op d'Ëmwelt huet de Littering och en ekonomeschen a sozialen Impakt: et muss zum Beispill extra gebotzt ginn, verschmotzte Plaze gi manner oft frequentéiert, wat da rëm zu anere Problemer wéi Vandalismus féiere kann. 2008 an 2015 gouf et jeeweils eng Ënnersichung vum Ëmweltministère zu dem Problem vum Littering laanscht d'national Stroosse bzw. d'Autobunnen. Den Ëmweltministère huet an deene leschte Jore mat zwou Sensibiliséierungscampagnë wéi „Petis déchets - grande pollution" oder „Offall kann déidlech sinn - gehei näischt an d'Natur" probéiert, dësem Phenomeen entgéintzewierken. Trotzdeem hëlt de Knascht gefillsméisseg op den Uränner vun eise Stroossen, besonnesch de Staatsstroossen, vu Joer zu Joer zou.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Gouf et zënter 2008 bzw. 2015 weider Enquêten, déi de Problem vum Littering erfaassen?

2. Kann d'Madamm Ëmweltministesch soen, wéi vill Tonne Knascht iwwert d'lescht Joer op den ëffentleche Stroossen agesammelt gi sinn? Gëtt et eng Statistik, wéi sech dësen Tonnage iwwert déi lescht dräi Joer entwéckelt huet?

3. Ginn niewent de genannte Campagnen zousätzlech Moossname geholl, wat d'Sensibiliséierung ugeet?

4. Kann d'Madamm Inneminister eis soen, ob envisagéiert ass, fir dem Bannpréiter (garde champêtre) an Zukunft iwwert d'Gesetz eventuell méi Responsabilitéite bei der Kontroll an der Verbalisatioun vun Ëmweltdelikter ze ginn?

Réponse commune (05.05.2021) de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Intérieur :*

ad 1. Zënter 2015 ass keng weider Enquête iwwert de Littering gemaach ginn. Et hätt sollen eng d'lescht Joer stattfannen, mee leider huet Situatioun et net erlaabt.

ad 2. Ewéi scho bei der Fro 1 geschriwwen, goufen déi lescht Studien zum Theema Littering an de Joren 2008 an 2015 gemaach.

2015 sinn am Duerchschnëtt 103 kg Offall pro km laanscht Nationalstroossen agesammelt ginn (89 kg pro km am Joer 2008).

2015 sinn am Duerchschnëtt 216 kg Offall pro km laanscht d'Autobunnen agesammelt ginn (309 kg pro km am Joer 2008). Dës Quantitéite variéieren awer staark vu Joer zu Joer.

Et gëtt geschat, dass de Staat pro Joer Käschte vun 1,2 Milliounen Euro fir d'Botze laanscht Nationalstroossen an Autobunnen (inklusiv Botzen duerch Gemengeservicer) huet, vun deenen 90 % Personalkäschte sinn, 4,8 % Sammel- an Transportkäschten a 5,2 % Entsuergungskäschte sinn.

Dousen, Glas- a Plastiksfläsche maachen, op d'Gewiicht gekuckt, 58 % vum Littering aus. Déi detailléiert Resultater vun den Etüd stinn op www.emwelt.lu. Weider Statistike leien den Ament net vir.

ad 3. De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung (MECDD) an d'Ëmweltverwaltung (AEV) organiséiere reegelméisseg Sensibiliséierungscampagnen, fir d'Leit iwwert den Impakt vum Ewechgeheie vun Offall am ëffentleche Raum (Littering) opzeklären.

D'Campagne „Klengen Offall, grousse Problem" ass 2017 gemaach ginn an 2018 widderholl ginn. 2019 ass eng Campagne „Offall kann déidlech sinn" lancéiert ginn an 2020 widderholl ginn. Hei goufen nieft de Problemer vun der Ëmweltverschmotzung och d'Auswierkungen op d'Déieren thematiséiert.

Ganz rezent gouf dës Campagne vun de Ministere fir Landwirtschaft an Ëmwelt an enger ugepasster Form nei presentéiert. Zesumme mam Service jeunesse vun der Centrale paysanne luxembourgeoise ass ënnert dem Motto „Däin Offall mécht mech doudkrank - gehei näischt an d'Natur" d'Campagne un de spezifeschen Impakt vum Littering op de Véibestand laanscht d'Stroossen an d'Weeër adaptéiert ginn.

D'Ëmweltverwaltung lancéiert och reegelméisseg Bäiträg op hirem Facebooksite, fir op d'Problematik vum Littering hinzeweisen. Dëst ass ganz besonnesch de Fall am Kontext vun der Covid-19-Pandemie, wou vill Eeweemasken op de Buedem gehäit ginn.

Esou Sensibiliséierungscampagnë gi sécher net duer, fir de Littering ganz ze vermeiden. Engersäits musse se reegelméisseg widderholl ginn, soudatt de Message sech am Bewosstsi vun de Bierger festsetze kann, anerersäits muss awer och op engem aneren Niveau geschafft ginn.

Den Offall- a Ressourcëwirtschaftsplang vun 2018 gesäit eng Rei vun Ziler a Mesurë vir, fir Offall ze vermeiden oder ze reduzéieren. Donieft gëtt et d'Null-Offall-Strategie, déi ënner anerem d'Zil huet, Eeweeverpackungen ze vermeiden oder ze reduzéieren.

Duerch eng Rei nei europäesch Direktiven am Offallberäich, déi aktuell an nationaalt Recht ëmgesat ginn, mussen déi eenzel Memberstaate Mesuren huelen, fir Eeweeartikelen ze vermeiden oder, wéi dat z. B. de Fall bei de Plastiksfläschen ass, sécherzestellen, datt en héije Prozentsaz nees agesammelt gëtt. Duerch déi nei Direktive ginn d'Produzente vu verschiddene Produkter, wéi zum Beispill Zigaretten, mat an d'Responsabilitéit geholl, fir de Littering ze bekämpfen. Dozou gehéiert och d'Verflichtung, d'Verbraucher ze sensibiliséieren, fir kee Littering vun deene Produkter ze maachen.

Nieft all deene Mesurë gouf de Katalog vun den Avertissement-taxéen am Fall vun illegaler Offallentsuergung 2015 ugeholl. De 15. Januar 2021 sinn och d'Sanktiounen am Fall vu Littering eropgesat ginn. D'Geldstrofe fir d'Ewechgeheie vun Offäll op ëffentleche Plazen oder an der Natur si vun 49-145 Euro op 145-250 Euro ugehuewe ginn. Am modifizéierte groussherzogleche Reglement vum 18. Dezember 2015 ass de Katalog vun de Sanktiounen opgelëscht.

ad 4. De Gesetzesprojet N° 7126 iwwert d'administrativ Sanktiounen an d'Erweiderung vun de Kompetenze vun den Agents municipaux gesäit a senger aktueller Fassung vir, dass d'Funktioun vum Garde champêtre ofgeschaaft gëtt an den Agent municipal an Zukunft säi Rôle iwwerhëlt an als Agent de police judiciaire Infractioune géint d'„propriétés forestières et rurales" feststellt souwéi och géint Policereglementer vun de Gemengen. An der Lëscht vun den Infractiounen, déi mat administrative Sanktioune bestrooft ginn, ass de Littering net zeréckbehale ginn, fir de Prinzip „non bis in idem"[17] ze respektéieren an deemno ze vermeiden, dass administrativ Strofe parallell zu de bestoende penale Strofe fir déi selwecht Faiten agefouert ginn.

Question 3987 (30.03.2021) de **M. Marc Goergen** *(Piraten)* concernant le **mariage forcé :**

Ëmmer nach kënnt et vir, dass jonk Meedercher oder Jongen an anere Länner géint hire Wëlle bestuet ginn. Ee Bäitrag op der Websäit vun Amnesty International beschreift dëse Phenomeen esou:

„Obwohl Zwangsverheiratung durchaus auch Männer betreffen kann, sind es doch weit überwiegend Mädchen und Frauen, die darunter zu leiden haben. Denn zwangsverheiratet wird gerade in jenen Ländern, in denen Frauen im Bezug auf Bildung und Durchsetzung ihrer Rechte schwer benachteiligt sind. Wenn Frauen sich weigern, die für sie bestimmte Heirat einzugehen, sind sie Repressionen durch eigene Familienmitglieder ausgesetzt, die von Beschimpfungen und Drohungen über Prügel bis hin zum Ehrenmord reichen. Zudem bringt eine erzwungene Ehe die ständige Furcht vor sexueller Gewalt und ungewollten Schwangerschaften mit sich. […] Zwangsvereiratet wird in weiten Teilen der Welt praktiziert. Trotz nationaler und internationaler Verbote sind weltweit Millionen von Mädchen betroffen. Die Vereinten Nationen bezeichnen die Zwangsheirat als eine ‚moderne Form der Sklaverei'. Genaue Statistiken liegen hierzu jedoch nicht vor. […] Nach internationalem Recht sind Zwangsheiraten verboten, die freie Wahl der EhepartnerIn ist ein Menschenrecht. In Artikel 16, Abs. 2 der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte von 1948 heißt es: ‚Eine Ehe darf nur im freien und vollen Einverständnis der künftigen Ehegatten geschlossen werden.'" (Source: https://amnesty-frauen.de/themen/zwangsheirat/)

Déi wichtegst Konditioun ass deemno fräit Averständnes vu béide Partner. Oft ass et awer esou, dass d'Averständnes net fräi ass, mee d'Affer sech wéinst der Traditioun, der Relioun oder de Finanzen net wiere kann oder wëll: ze grouss ass den Drock vu Familljememberen, déi d'Affer direkt an indirekt zum Averständnes zwéngen.

Et ass wichteg ze ënnerstraichen, dass et zu Lëtzebuerg aktuell nach net genuch Méiglechkeete ginn, fir Mënsche virun Zwangs- a Kannerbestietnesser ze schützen. Soubal eng Hochzäit d'Traditioun, d'Sitten an d'Rechtslag an engem anere Land respektéiert, hënnert duerno näischt d'Koppel, hiert d'Bestietnes hei um État civil androen ze loossen.

Wéi mer zougedroe gouf, ass et bei Kannerbestietnesser eng gängeg Praxis, dass Flüchtlingsfamillen hei am Land esou verfueren, dass si soen, si géife mam Mineur am Concubinage liewen a soubal d'Kand erwuesse gëtt, et da bestueden. De Risiko ass also konkreet fir Kanner, déi zu Lëtzebuerg opwuessen, an een Zwangsbestietnes verwéckelt ze sinn oder et ze ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Bildung, fir Famill an Integratioun, fir Gläichheet têscht Fraen a Männer, a fir Justiz dës Froe stellen:

1. Gëtt et zu Lëtzebuerg iergendee Kontrollmechanismus, fir ze verhënneren, dass Zwangs- oder Kannerbestietnesser hei unerkannt ginn?

2. Ass et scho virkomm oder ass et theoreetesch méiglech, dass eng Koppel, déi sech am Ausland am Joer N bestuet huet, woubäi eng Persoun mannerjäreg war, am Joer N + X d'Volljäregkeet erreecht, an dës Hochzäit hei zu Lëtzebuerg unerkannt gëtt?

3. Wéi eng Méiglechkeeten existéiere fir Persounen, déi sech no jorelaangem Waarden entscheeden, hiert Zwangsbestietnes ze denoncéieren? Wéi vill Fäll vun Zwangsbestietnesser goufen an deene leschte Joren denoncéiert?

Wéi eng staatlech Ënnerstëtzung kréien d'Affer hei am Land, speziell wat d'Wunnen an d'Schafe vun Zukunftsperspektiven (Bildung an Aarbecht) betrëfft?

4. Wéi kläert den Educatiounsministère generell d'Kanner an d'Elteren iwwert d'Risike vun der Zwangsheirat op? Wéi eng Ulafstellen a wéi eng Hëllefen existéieren hei am Land, fir d'Leit opzeklären, besonnesch fir Flüchtlingen?

5. Huet den Educatiounsminister Kenntnis vu Fäll, an deene Meedercher hire Schoulparcours ofgebrach hunn, well si sech entscheet hunn, sech fräizäiteg wëllen ze bestueden a mat hirem Mann zesummenzeliewen?

Réponse commune (05.05.2021) de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse,* de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* et de **Mme Taina Bofferding,** *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :*

ad 1. De Prinzip zu Lëtzebuerg ass dee vun der automatescher Unerkennung vun den auslännesche Bestietnesser. Dee Prinzip fousst um Artikel 47 vum zivile Gesetzbuch. Dëst betrëfft souwuel en Auslänner, deen sech als Mannerjäregen zu Lëtzebuerg oder am Ausland bestuet huet, ewéi och Lëtzebuerger, déi sech am Ausland bestuet hunn.

Lëtzebuerger, déi sech am Ausland bestuet hunn, mussen allerdéngs virdrun eng Publikatioun vun hirem Bestietnesprojet gemaach hunn. Dat schreift den Artikel 170 aus dem zivile Gesetzbuch vir. Wann si dat verpasst hunn, da kënnen si allerdéngs nodréiglech beweisen, datt déi zwee bestuete Leit zum Moment vum Bestietnes allebéid d'Konditiounen erfëllt hunn, fir sech ze bestueden. Do gehéiert och d'Alterskonditioun derzou. E Lëtzebuerger kann sech och bestueden, wann e mannerjäreg ass. Allerdéngs muss hien eng Autorisatioun vum Familljeriichter anhuelen. Déi Autorisatioun gëtt nëmmen am Fall vun aussergewéinlechen Ëmstänn erdeelt.

All Auslänner, deen sech als Mannerjäregen zu Lëtzebuerg oder am Ausland bestuet huet, muss beweisen, datt en déi speziell Konditiounen, déi vun senger nationaler Gesetzgebung gefrot sinn, erfëllt huet. Op kee Fall kann awer e Bestietnes hei zu Lëtzebuerg unerkannt ginn, wann ee vun de bestuete Leit manner wéi 16 Joer um Moment vum Bestietnis hat, onofhängeg vun der jeeweileger nationaler Gesetzgebung. Déi sexuell Mündegkeet läit zu Lëtzebuerg nämlech, am Aklang mat de Bestëmmunge vum Schutz vun de Kanner a Jugendlechen, a souwéi et och duerch den Artikel 375 vum Strofgesetzbuch zeréckgehale gëtt, bei 16 Joer. E Bestietnes, bei deem ee vun de Partner méi jonk ass ewéi 16 Joer, verstéisst dee Moment ganz kloer géint de Lëtzebuerger internationalen Ordre public.

Et gëtt kee spezifesche Kontrollmechanismus, mee duerch d'Aféieren am Joer 2013 vum „Nationale Regëster fir natierlech Persounen" (genannt RNPP) ass d'Gefor relativ kleng, datt esou Bestietnisser onentdeckt bleiwen. Dee Regëster erfaasst den Awunner hiren Zivilstand an all aner perséinlech Donnéeën, déi den Administratiounen et erlaben, déi mat den Donnéeë schaffen, Onreegelméissegkeeten opzedecken.

ad 2. Laut Lëtzebuerger Rechtsspriechung gëtt d'Vitalitéit vun engem Bestietnes um Moment vun senger Zelebratioun gekuckt, och am Ëmgang mat auslännesche Bestietnesser, sou datt d'Erreeche vun der Majoritéit vum mannerjärege Conjoint d'Bestietnes net nodréiglech validéiere kann, ausser wann d'Bestietnes an engem Land zelebréiert ginn ass, dat ënnert dem Regimm vun der Convention du 14 mars 1978 sur la célébration et la reconnaissance de la validité des mariages, déi Lëtzebuerg per Gesetz 1990 ratifizéiert huet, behandelt gëtt. Et sinn dëst Holland an Australien.

ad 3. Fir kënne géint Zwangsbestietnesser virzegoen, ass 2014 de Code civil komplettéiert ginn. Laut dem neien Artikel 180 kann déi betraffe Persoun an och de Procureur d'État d'Annulatioun vum Bestietnes beim Gericht ufroen, wann d'Bestietnes ouni d'Averständnes vun enger oder vun deenen zwou Persounen zelebréiert gouf.

D'Persounen, déi eng Zwangshochzäit denoncéieren, kënnen op déi selwecht Ënnerstëtzung zeréckgräifen, wéi Persounen, déi no enger Scheedung manner gutt do stinn ewéi wärend dem Bestietnes. D'Regierung huet keng Kenntnis, datt esou eng Annulatioun schonn eemol ugefrot oder accordéiert gi wier.

ad 4. Lëtzebuerg huet d'Istanbuler Konventioun ratifizéiert an sech dozou verflicht, fir Gewalt géint Fraen a Meedercher an all hire Formen ze ënnerban-

[17] « nul ne peut être poursuivi ou puni pénalement à raison des mêmes faits »

nen. Dëst ass festgehalen am follgende Gesetz: Loi du 20 juillet 2018 portant approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique, signée à Istanbul le 11 mai 2011 et modifiant 1) le Code pénal; 2) le Code de procédure pénale; 3) la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique; 4) la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

An dem interministerielle Kommitee vun der „Santé affective et sexuelle", an deem de Gesondheetsministère, de Ministère fir Bildung, Kanner a Jugend, de Familljeministère an de Ministère fir Gläichheet tëschent Fraen a Männer vertruede sinn, gëtt aktuell um Theema vun de Mutilations génitales bei Fraen a Meedercher geschafft, am Kontext vun der Ëmsetzung vun der Konventioun. Hei gëtt och de Sujet Zwangsbestietnes opgegraff, well et eng vu ville Forme vu Gewalt géint Fraen a Meedercher ass, och wann dëst Theema net explizitt an der Konventioun viséiert ass. An deem Kader wäert en Aarbechtsgrupp lancéiert ginn, an deem déi véier bedeelegt Ministèrë vertruede sinn, awer och Acteuren aus der Zivilgesellschaft, déi sech mat Gender- a Gewalttheemen auserneesetzen. D'Zil ass, fir Preventiounsaarbecht ze leeschten, an éischter Linn duerch d'Formatioun vu Professionellen am sozialen an edukative Secteur, déi kéinte mat dësem Sujet konfrontéiert ginn, an awer och iwwer Informatioun vun Elterevertrieder, fir och een direkte Lien zu der wichtegster Zilgrupp ze hunn. Déi Persounen, déi am meeschte kéinten exposéiert sinn, solle sensibiliséiert an opgekläert ginn iwwer d'Dispositioune vum Gesetz hei zu Lëtzebuerg.

D'Gestionnairen, déi mam Ministère fir Gläichstellung tëschent Fraen a Männer konventionéiert sinn, organiséieren och reegelméisseg Formatioune fir Professioneller, esou wéi Sensibiliséierungsaktiounen entre autres bei de Schüler, iwwer déi verschidde Forme vun der Gendergewalt, wéi se vun der Istanbuler Konventioun virgesi sinn.

Am September 2017 huet den Educatiounsministère een Accord mat der ASBL ECPAT Lëtzebuerg ënnerschriwwen iwwer d'Promotioun vun de Kannerrechter, mam Schwéierpunkt op de Schutz géint sexuell Ausbeutung a Gewalt. D'Missioun vun där Associatioun ass, zu Lëtzebuerg an an de Länner wou se aktiv ass, mat alle legale Mëttele géint déi sexuell Ausbeutung vu Kanner ze kämpfen, wéi och d'Sensibiliséierung, an d'ëffentlech Meenung iwwer d'Kannerrechter an dësem Beräich ze informéieren. D'ONG bekämpft:

1. sexuell Ausbeutung vu Kanner an der Prostitutioun;

2. online sexuell Ausbeutung vu Kanner;

3. Handel mat Kanner fir sexuell Zwecker;

4. fréi a gezwongen Hochzäiten.

An deem Kontext gouf ënnert anerem de Kannerrechtsdag (2018 a 2019) am Beetebuerger Park organiséiert. Den Zweck vun dësem Dag war et, d'Visiteuren, besonnesch Elteren an hir Kanner, iwwer d'Fro vun de Kannerrechter ze informéieren. E Kannerechtswee souwéi verschidde Kannerschutzassociatiounen hu Visiteuren invitéiert, e puer vun dëse Rechter duerch lëschteg an informativ Aktivitéiten ze entdecken.

Eng aner Achs vun dëser Konventioun ass d'Ausbildung vun Erzéiungs- a Jugendberuffer zum Theema sexuell Ausbeutung a Gewalt géint Kanner. De 26. September 2019 gouf e Studiendag ronderëm d'Theema „Éléments d'une culture d'entreprise qui protège les enfants contre l'abus sexuel dans le cadre professionnel" organiséiert.

Eng vun den Haaptmoossname vum Educatiounsministère géint de sexuelle Mëssbrauch vu Mannerjäregen ass d'Sensibiliséierung vum Personal zu dësem Theema. Fir dës Zwecker bitt den Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) verschidde Formatiounen zu dësem Theema un. Dës bestinn engersäits aus Formatiounen, fir d'Enseignanten op Zeeche vu sexuellem Mëssbrauch opmierksam ze maachen, souwéi d'Berichterstattungsprozeduren. Anerersäits gëtt d'Personal och forméiert, wéi et allgemeng dat Theema vu Sexualitéit (inklusiv d'Fro vum sexuelle Mëssbrauch) mat de Schüler ugoe soll, wéi d'Formatioune „Les droits de l'enfant", „Mon corps est à moi" a „Workshop zur Prävention vor sexuellem Missbrauch - Kinder stark machen!".

Ee Flüchtling, deen an d'Lëtzebuerger Schoul kënnt, ka vun de selwechten Hëllefe profitéiere wéi all déi aner Schüler. D'Services psycho-social et d'accompagnement scolaires (SePAS) an de Schoulen, déi aus Psychologe bestinn, kënnen do eng wäertvoll Hëllef si fir Schüler, déi sou enger Situatioun ausgeliwwert sinn, respektiv kënne ginn. Aner Ulafstelle sinn ënnert anerem den Office national de l'enfance (ONE), deen ee Guichet fir Kanner a Jugendlecher ass.

An de Lycéeë ginn déi Theemen am Kader vum Tutorat, an de Course Vie et société, Sciences sociales a Sciences naturelles thematiséiert. D'Ulafstelle sinn awer och de SePAS, de Service socio-éducatif (SSE) an de Jugendtreff (Personnel socio-éducatif). D'Lycéeë schaffen awer och mat Externen zesummen an dem Kader „santé affective" ewéi Planning Familial oder Femmes en détresse.

An de Schoule gëtt garantéiert, datt e Mineur, dee bestuet oder schwanger ass, keng Fiche de départ kritt, esou datt den Décrochage scolaire verhënnert gëtt. Eng Prise en charge geschitt an enker Zesummenaarbecht mat de SePAS vun der Schoul an Organismen ewéi Planning Familial oder Femmes en détresse.

Am Kader vun de Course vum Parcours d'intégration accompagnée (PIA) an op den Integratiounsklasse fir Erwuessener, ginn am Kader vum Liewen hei zu Lëtzebuerg och d'Valeuren an d'Rechter thematiséiert. Bei de Course „Vivre ensemble au GDL", déi ee muss maache fir d'Nationalitéit ze kréien, sinn am Modüll 1 d'Grondrechter hei zu Lëtzebuerg d'Haaptheema. Duerch déi zwou Offere ginn esouwuel Flüchtlingen ewéi Leit, déi d'Nationalitéit wëlle kréien, iwwert d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg informéiert.

ad 5. D'Schoulflicht geet zu Lëtzebuerg bis 16 Joer. Wa Jugendlecher d'Schoul fréizäiteg ofbriechen, gëtt hinne systematesch iwwert de Service „Antenne locale pour jeunes" vum Service national de la jeunesse (SNJ), an Zesummenaarbecht mat de Lycéeën, e Gespréich an och e Suivi ugebueden, fir d'Circonstancen, déi zum Schoulofbroch gefouert hunn, zesumme mam Jonken ze analyséieren, ze thematiséieren an och nei Perspektiven opzeweisen. Dëse Service baséiert op der Fräiwëllegkeet vum Jonken.

Dem Ministère fir Educatioun, Kanner a Jugend ass bis dato kee Fall bekannt, wou eng Persoun, an dësem Fall eng jonk Fra, d'Schoul fréizäiteg ofgebrach hätt, fir sech ze bestueden. Selbstverständlech soll jidder Persoun, déi Kenntnis vun esou enger Situatioun huet, dat signaliséieren.

Question 3988 (31.03.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant l'**accompagnement lors de l'échographie de grossesse dans le cadre de la pandémie Covid-19 :**

Wéi mir zougedroe gouf, dierfen zukünfteg Pappen hir Partnerin wéinst de Covidrestriktiounen aktuell net an den Ultraschall begleeden. Den emotionale Wäert vu sou Momenter ass allerdéngs net ze ersetzen a kënnt och net méi erëm.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Op wéi enge gesondheetspoliteschen Iwwerleeunge baséiert dës Entscheedung? Wéi eng Plusvalue entsteet duerch dës Entscheedung, wann ee kann dovun ausgoen, datt béid Elteren an engem Stot liewen?

2. Wéi goufen déi potenziell Schied vun der psychologescher an der physescher Gesondheet hei géinteneen ofgewien?

3. Kéint d'Madamm Gesondheetsminister sech virstellen, eng däraarteg Begleedung ënnert der Oplag ze erlaben, datt déi zukünfteg Pappen sech just zur Zäit vum Rendez-vous selwer an der Praxis ophalen?

Réponse (09.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Vu Säite vun der Gesondheetsdirektioun gëtt et keng Recommandatioun, dass zukünfteg Pappen net beim Ultraschall dierfen dobäi sinn.

Et ass natierlech a Covid-19-Zäite generell esou, dass een d'Zuel vun de Leit an den Dokteschpraxe soll limitéieren. D'Decisioun läit eleng beim behandelnden Dokter.

Mat minimalen hygienesche Mesurë misst et awer méiglech sinn, dass den zukünftege Papp bei wichtege Momenter derbäi ass, och wann dës Zäit dann op e Minimum begrenzt gëtt.

Question 3989 (31.03.2021) de **M. Fernand Kartheiser** *(ADR)* concernant l'**accès aux messages cryptés :**

Wéi verschiddenen däitsche Medieberichter ze entnuele war, goufen an de leschte Méint queesch duerch Europa erfollegräich eng Rei gréisser Policeoperatioune géint déi organiséiert Drogekriminalitéit duerchgefouert. No deenen zitéierte Medieberichter waren dës Erfolleger virun allem dorop zeréckzeféieren, datt et der franséischer Police gelonge war, an de kryptéierte Kuerznoriichtendéngscht „EncroChat" anzedréngen an d'Messagen ze dechiffréieren a justiziell ze exploitéieren.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Justizminister an un den Här Policeminister:

1. Däerfen d'Police respektiv de SRE op kryptéiert Messagen op Handyen zougräifen? Wa jo, ënnert wéi enge Konditiounen a mat wéi enge Prozeduren? Wann net, ass un eng Gesetzesännerung geduecht?

2. Verfüge si iwwert déi néideg personell Moyenen an technesch Equipementer, fir kënne modern Verschlësselungen, wéi se och an der organiséierter Kriminalitéit benotzt ginn, ze dechiffréieren? Wann net, ass dru geduecht, fir hir Ressourcen an nächster Zäit opzestocken an ze moderniséieren?

3. Kënnen d'Lëtzebuerger Autoritéiten doriwwer eraus kuerzfristeg op d'Ressource vun auslännesche Partner zeréckgräifen, wa si am Eenzelfall net iwwert dat noutwendegt Personal oder deen néidegen technesche Equipement verfügen? Falls jo, op wéi enger rechtlecher Basis?

4. Op wéi enger rechtlecher Basis kënne potenziell strofrechtlech relevant Donnéeën, déi kryptéiert waren a vun de Lëtzebuerger Sécherheetsdéngschter selwer entschlësselt goufen oder de Lëtzebuerger Enquêteure vun auslännesche Partner iwwermëttelt goufen, zu Lëtzebuerg viru Geriicht benotzt ginn?

Réponse commune (30.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice,* de **M. Henri Kox,** *Ministre de la Sécurité intérieure,* et de **M. Xavier Bettel,** *Premier Ministre, Ministre d'État :*

ad 1. D'Police an den SRE däerfen a verschiddene Fäll an ënner verschiddene Konditiounen op kryptéiert Messagen zougräifen. De Code de procédure pénale gesäit d'Reegelen an d'Prozedure vir betreffend d'Moyenen, déi d'Enquêteuren hunn an déi se kënne benotzen am Kader vun enger Enquête (Artikelen 33-38, 47, 65 ss. an 88-1). Weesentlech ass ze preziséieren, dass déi selwecht Reegelen ewéi fir d'Perquisitioun sech uwennen.

Betreffend den SRE befanne sech d'Moyene, déi däerfen agesat ginn, an d'Prozeduren, déi mussen agehale ginn, an den Artikele 5-8 vum ofgeännerte Gesetz vum Service de renseignement vum 5. Juli 2016.

Dës Moyene ginn agesat am Kader vun de Missioune vum SRE, also am Fall vun enger potenzieller Bedroung duerch Spionage, gewaltbereeten Extremismus, Terrorismus, Verbreedung vu Massevernichtungswaffen oder verteidegungsrelevante Gidder zesumme mat den entspriechenden Technologien an organiséiert Kriminalitéit oder Cyberbedroung, souwäit dës mat deene virgenanntenen Aktivitéiten zesummenhänken.

Den Asaz vun de Moyene muss déi dräi weesentlech Prinzippie vu Legitimitéit, Proportionalitéit a Subsidiaritéit respektéieren.

ad 2. D'Police huet Spezialisten am Beräich vun de moderne Verschlësslungstechniken (asymmetresch kryptografesch Verfaren). Well an der digitaler Welt déi Kriminell ëmmer méi oft esou Techniké benotzen, fir sech dem Zougréff vun der Police a der Justiz ze entzéien, ass et, am Kader vum Rekrutement renforcéiert, deen d'Regierung der Police accordéiert huet, virgesinn, och weider Spezialisten an dësem Beräich anzestellen.

Betreffend den SRE kann iwwert déi personell Moyene an technesch Equipementer aus sécherheetsrelevanten an ermëttlungstechnesche Grënn net kommunizéiert ginn.

ad 3. No Récksprooch mam - an der Erlabnes vum Untersuchungsriichter kann d'Police op déi spezialiséiert Servicer vun Europol/Interpol zeréckgräifen oder bei Europol/Interpol-Memberen nofroen, ob scho Léisunge bekannt sinn. Et besteet och d'Méiglechkeet, op en externen Expert zeréckzegräifen, wann dëst néideg ass.

Den SRE erfëllt seng Missiounen am Kader vun enger kontinuéierlecher Kooperatioun mat nationalen an internationale Partner, esou wéi am Artikel 9 vum ofgeännerte Gesetz vum Service de renseignement vum 5. Juli 2016 festgehalen.

ad 4. Am Kader vun enger Prozedur kann een d'Entschlësslung vun den Donnéeë mat enger Perquisitioun vergläichen, wou et doréms geet, d'Wouerecht erauszefannen. An deem Sënn ënnersteet d'Entschlësslung de selwechte Reegelen ewéi d'Perquisitioun. Wa Schwieregkeete beim Entschlësselen entstinn, kann den Untersuchungsriichter enger Persoun ordonéieren, déi déi néideg Kompetenzen am Beräich „Schutz- oder Verschlësselungssystem" huet, fir dem Untersuchungsriichter den Accès op de System an op déi saiséiert Donnéeën ze ginn, déi sech an deem System befannen oder duerch dee System accessibel sinn (Artikel 66 (4) vum Code de procédure pénale). Déi saiséiert Donnéeë kënnen an deem Fall fir d'Poursuite benotzt ginn.

Wann d'Lëtzebuerger Enquêteuren entschlësselt Donnéeë vun auslännesche Partner iwwermëttelt kréien, kënnen dës als Beweismëttel benotzt ginn, wann déi auslännesch Partner d'Donnéeën a similäre Konditiounen a Garantië wéi am nationale Recht kritt hunn.

Et ass ze erwänen, dass a verschiddene Länner eng Differenz gemaach gëtt tëschent Beweismëttel vum Typ „intelligence" a vum Typ „evidence". D'Beweismëttel vum Typ „intelligence" gi vu verschiddenen Acteuren agesammelt, wéi z. B. dem SRE oder der CRF. Dës Beweismëttel ginn den Autoritéiten transferéiert, déi dann op där Basis hir Verifikatioune maachen, déi zu Beweismëttel vum Typ „evidence" kënne féieren. Aleng dësen Typ vu Beweismëttel befënnt sech am Ermëttlungsdossier a ka viru Geriicht benotzt ginn.

Dësen „Ermëttlungswee" ass an onsem juristesche System nach net unerkannt. Als Konsequenz kënnen d'Informatiounen, déi als „intelligence" vun den auslänneschen Autoritéite klasséiert ginn, net un ons Autoritéiten iwwermëttelt ginn. Tatsächlech kënnen ons Autoritéiten dem Traitement vun deenen Donnéeën net déi selwecht Garantien accordéieren a kënnen dës och net virun engem Geriicht benotzen.

Question 3990 (31.03.2021) de **Mme Francine Closener** *(LSAP)* concernant le **congé payé en cas de fausse couche :**

An Neuseeland huet d'Parlament eestëmmeg een neit Gesetz gestëmmt, dat den Elteren no enger Feelgebuert d'Recht op dräi Deeg Congé gëtt, fir ëm de Verloscht vun hirem ongebuerene Kand ze traueren. Zu Lëtzebuerg gëtt et esou eng Zort Congé net an dat, obwuel, Estimatiounen no, eng vu sechs Fraen an hirem Liewen eng fausse Couche erleit. Déi Mammen a Pappe kënnen nëmmen Zäit fir ze trauere kréien, wann se e Congé de maladie kréien. Allerdéngs ass esou ee Verloscht keng Krankheet.

An deem Sënn erlaben ech mir, dës Froen un den Här Aarbechtsminister ze stellen:

- Huet den Här Minister Kenntnis vun der neier gesetzlecher Reegelung an Neuseeland, déi weltwäit als besonnesch progressiv gëllt?

- Wat ass dem Minister seng Aschätzung zu deem Gesetz?

- Wëll de Minister sou eng Reegelung, déi an engems och d'Tabutheema Feelgebuert géif briechen, an déi Lëtzebuerger Gesetzgeebung iwwerhuelen?

Réponse (20.04.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

Den Aarbechtsminister huet Kenntnis geholl vun der neier gesetzlecher Reegelung an Neuseeland, déi den Elteren no enger Feelgebuert d'Recht op dräi Deeg Congé gëtt, fir de Verloscht vun hirem ongebuerene Kand ze betraueren.

Grondsätzlech verschléisst sech d'Regierung net der Iddi, fir mat de Sozialpartner d'Diskussioun, fir eng änlech Reegelung och zu Lëtzebuerg anzeféieren, ze lancéieren.

Et sief awer dorop opmierksam gemaach, dass de Koalitiounsaccord 2018-2023 d'Aféierung vun esou engem spezielle Congé an de Code du travail net virgesäit.

Question 3991 (31.03.2021) de **M. Fred Keup** *(ADR)* concernant les **trains à hydrogène :**

Zënter enger Rei Jore gëtt un der Entwécklung vun Zich, déi mat Waasserstoff ugedriwwe ginn, geschafft. An Däitschland fueren esou Zich schonn op vereenzelte Strecken. Och an anere Beräicher kéint an Zukunft de Waasserstoff eng méi grouss Roll spillen.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un den Här Energieminister an un den Här Transportminister:

1. Wéi een Undeel kéint de Waasserstoff no de Pläng vun der Regierung, zwëschent 2025 an 2050 an eisem Energiemix anhuelen?

2. A wéi enge Beräicher soll oder kéint dës Technologie wärend der genannter Period prioritär agesat ginn?

3. Kéint d'Regierung sech virstellen, Waasserstoff an dësem Beräich als drëtt Alternativ zu elektresch a mat Diesel bedriwwene Lokomotiven anzesetzen?

4. Wéi ee Montant gëtt d'Regierung aktuell alljoers fir d'Erfuerschung vu Waasserstofftechnologie aus?

Réponse commune (30.04.2021) de **M. Claude Turmes,** *Ministre de l'Énergie,* de **M. François Bausch,** *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics,* et de **M. Claude Meisch,** *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :*

Den honorabelen Deputéierten adresséiert betreffend de Waasserstoff wichteg Punkten a senger Fro, mat deene sech d'Regierung aktuell intensiv, am Kader vun der Finalisatioun vun enger Waasserstoffstrategie fir Lëtzebuerg, beschäftegt.

Engersäits gëtt schonn zënter Laangem u Waasserstofftechnologië gefuerscht, wouduerch reegelméisseg Innovatiounen entstane sinn, déi sech duerchsetze konnten (z. B. der industrieller Produktioun vun Ammoniak aus net erneierbarem Waas-

serstoff a Stéckstoff aus der Loft oder Brennstofzellen am Space-Shuttle-Programm vun der NASA etc.). Aktuell sinn Innovatiounen am Beräich vum Waasserstoff a follgende Secteuren ze erwaarden:

(i) méi energieeffizient Produktioun vun erneierbarem „gréngem" Waasserstoff,

(ii) direkt Reduktioun vun Eisen ouni Kuelekoks souwéi der direkter Notzung vum Waasserstoff an aneren Industrieprozesser, déi keng aner Alternativ hätten, hir CO_2-Emissiounen ze reduzéieren,

(iii) d'Produktioun vu syntheeteschen nohaltege Brennstoffer fir d'Aviatioun an d'Schëfffaart a

(iv) méiglecherweis d'direkt Notzung vun erneierbarem Waasserstoff a Brennstoffzellen am Beräich vum schwéieren Transport, do wou eng méi energieeffizient direkt Elektrifizéierung duerch Batterien oder Catenairen net méiglech wier, also och vereenzelt op verschiddene Strecken an Europa bei Zich.

Anerersäits, wéi duerch d'Opzielung hei uewe kloer gëtt, sinn et effektiv „aner Beräicher", an deenen de Waasserstoff an Zukunft eng méi grouss Roll, am Sënn vun Käregasvermeidung, wäert spillen. Aktuell Pilotprojeten, déi d'Notzung vum Waasserstoff an Zich sollen demonstréieren, lafen am Norde vun Däitschland oder a Frankräich, an dat haaptsächlech op Strecken, déi net elektrifizéiert sinn (also ouni Catenairen). Lëtzebuerg huet all Strecken, déi fir de Persounenzuchverkéier genotzt ginn, schonn elektrifizéiert, dofir bidde sech esou Pilotprojeten zu Lëtzebuerg éischter am Gidderverkéier un.

ad 1. De méiglechen zukünftegen Undeel vu Waasserstoff am Energiemix vun 2025 bis 2050 ass een Aspekt, dee souwuel op europäeschem Niveau wéi och op nationalem Niveau analyséiert gëtt. D'Prognosen hänken hei natierlech vun de verschiddene Parameter a Premisse vun de jeeweilege Studien of. Kuerz- a mëttelfristeg wäert de Progrès bei den uewen opgezielten Innovatioune weisen, wéi séier déi éischt Prozesser duerch den Asaz vum Waasserstoff dekarboniséiert kënne ginn. Lëtzebuerg geet dovunner aus, datt réischt no 2030 relevant Prozentsätz vun erneierbarem Waasserstoff am Energiemix anhuele wäerten, och mat Bléck op déi uviséiert Klimaneutralitéit am Joer 2050.

ad 2. Generell soll een de Stroum wa méiglech ëmmer besser direkt notzen an net ëmständlech ëmwandelen an doduerch un Energieeffizienz verléieren. Als Prioritéit gesäit d'Regierung den Asaz vum Waasserstoff an der Industrie bei Prozesser, déi keng Alternativen hunn fir ze dekarboniséieren. Dobäi kann de Waasserstoff zwou Rolle spillen: (i) ee Reduktiounsmëttel fir d'Produktioun vu Stol oder Ammoniak oder (ii) een dekarboniséierte Brennstoff, doduerch eng Alternativ zum Äerdgas fir Héichtemperaturprozesser.

Duerno ass et och wichteg, d'Produktioun vun nohaltegen erneierbare Kraaftstoffer fir d'Aviatioun an d'Schëfffaart ze garantéieren.

D'Notzung vum Waasserstoff als Energievecteur ass haaptsächlech interessant, wann dës der Secteurekopplung déngt, also wann den Asaz vun der Waasserstofftechnologie et erméiglecht, méi energieeffizient de Stroumsecteur mam Wäermtsecteur an dem Mobilitéitssecteur ze kombinéieren.

ad 3. Dat komplett Rullmaterial vun den CFL, dat fir de Reestrafic agesat gëtt, ass exklusiv zesummegesat aus elektresche Lokomotiven an Automotricen. Zënter 2007 fueren d'Reeszich vun den CFL mat elektrescher Undriffsenergie aus 100 % erneierbare Quellen, also mat Null CO_2-Emissiounen.

Och de Wuerentrafic op mëttel- a laangen Distanzen iwwer d'Schinn gëtt eebefalls komplett vun elektreschen interoperabele Lokomotiven assuréiert. Kuerz Distanzen esou wéi Rangéierbeweegungen op de Site gi vun den CFL cargo mat Diesellokomotiven duerchgefouert, déi mam Sécherheetssystem ETCS ausgestatt sinn. Ausserdeem ass e groussen Deel vun den Diesellokomotiven a méi Länner (Lëtzebuerg, Däitschland, Frankräich) homologéiert, fir den interoperabelen Trafick ze bedéngen, dee vun de Clientë vum Schinnewuerentransport zu Lëtzebuerg gefrot gëtt.

CFL cargo verfollegt stänneg déi technologesch Entwécklungen um Maart vun de Lokomotivbauer a -verpächter.

ad 4. Fir d'Period 2020-2025 huet de Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST) ee Portefeuille vu Fuerschungsprojeten iwwer Waasserstofftechnologië fir en totale Budget vu 7,5 Milliounen Euro, wouvu 5,3 Milliounen Euro vun externe Mëttele finanzéiert ginn an 2,2 Milliounen Euro vun der Basisdotatioun vum LIST.

D'Universitéit Lëtzebuerg huet am Mäerz 2021 mat der Firma Paul Wurth SA eng Konventioun fir eng Durée vu fënnef Joer ënnerschriwwen, déi d'Schafung vun enger Chaire „Paul Wurth Chair in Energy Process Engineering" am Département d'ingénierie vun der Faculté des sciences, de la technologie et de la médecine virgesäit. Am Kader vun der Chaire soll d'Fuerschung am Domän Waasserstoff an den industrielle Prozesser gefërdert ginn. De Rekrutement vun engem Professer, deen Titulaire vun dëser Chaire wäert sinn, gouf lancéiert. Nieft der Chaire gi verschidde Fuerschungsprojeten am Beräich Waasserstoff preparéiert.

Question 3992 (31.03.2021) de **MM. Fred Keup** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant les **personnes sous tutelle dans les structures pour personnes âgées :**

A Strukturen ewéi Alters- a Fleegeheemer leeft d'Impfcampagne elo scho méi wéi e Mount. D'Onsécherheet géintiwwer dem Impfstoff ass grouss an net jiddwereen ass bereet, sech impfen ze loossen. Och ënnert de Leit am héijen Alter, déi als besonnesch vulnerabel gëllen, ginn et Leit, déi et virzéien, sech net impfen ze loossen. Bis elo gëllt, datt d'Impfung fir keen obligatoresch ass. Wann eng Persoun geimpft gëtt, ass also hir Awëllegung néideg.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi vill Leit wunnen zu Lëtzebuerg an enger Struktur ewéi engem Alters- oder Fleegeheem? Wéi vill vun deene Leit stinn ënner Tutelle a wéi vill vun deene stinn ënner staatlecher Tutelle?

2. Ginn d'Bewunner vun esou Strukturen an/oder hir Tutelle iwwert d'Fräiwëllegkeet a méiglech Nieweweirkunge vun der Impfung genee informéiert, esou datt si wëssen, wat eventuell op si duerkomme kéint, an datt si d'Impfung och ofleene kënnen, wa si net bereet dozou sinn?

3. Wie këmmert sech ëm dës Kommunikatioun? Iwwert wat fir e Wee an a wéi enger Form geschitt déi? A mat wiem?

4. Mussen esou Strukturen d'Awëllegung vum Bewunner an/oder senger Tutelle froen, ier si de Bewunner impfen? Wa jo, a wat fir enger Form?

5. Wat geschitt am Fall, an deem e Bewunner vun esou enger Struktur, deen ënner Tutelle steet, geimpft gëtt, ouni datt d'Awëllegung vun der Tutelle gefrot gouf an d'Tutelle och net domat averstanen ass?

6. Sinn esou Fäll bis elo bekannt? Wat wieren déi juristesch Konsequenzen an esou engem Fall a wien dréit hei d'Verantwortung? Wat wieren hei der Tutelle hir Handlungsméiglechkeeten, wa si dëst Virgoen net akzeptéiere wéilt?

Réponse commune (04.05.2021) de **Mme Corinne Cahen,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration,* et de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

ad 1. Op den Datum vum 31. Dezember 2020 waren insgesamt 4.453 Leit ënner Tutelle (dovunner 3.618 am Arrondissement judiciaire vu Lëtzebuerg an 835 am Arrondissement judiciaire vun Dikrech. Mir hunn awer keng Informatiounen iwwert d'Unzuel vu Persounen ënner Tutelle, déi an Alters- oder Fleegeheemer liewen.

Et ass ze preziséieren, datt et d'staatlech Tutelle nëmme fir Mineure gëtt, mee net fir Erwuessener.

ad 2. - 4. All Bewunner aus den Alters- a Fleegeheemer sinn iwwert d'Fräiwëllegkeet vun der Impfung, den Oflaf an hir eventuell Niewewierkungen informéiert ginn. D'Informatioun ass vum Dokter a vum Fleegepersonal, déi d'Leit kennen, gemaach ginn. Generell sinn d'Famillje vun de Bewunner aus den Alters- a Fleegeheemer och iwwert d'Impfcampagne an den Haiser informéiert ginn.

Mir erlaben eis och, op d'Äntwert vun der Ministesch fir Famill an Integratioun op d'parlamentaresch Fro N° 3359 vun den Deputéierte Gilles Roth a Claude Wiseler ze verweisen.

ad 5. + 6. Et ass kee Fall bekannt, wou eng eeler Persoun, déi ënner Tutelle steet, ouni hiren Accord oder den Accord vum Tuteur geimpft ginn ass.

D'Handlungsméiglechkeete vum Tuteur hänke vun der Tutellesform of. Et gëtt zwou Tutellesformen: „tutelle sous forme d'administration légale" an „tutelle en gérance" (article 500 Code civil).

Wat déi éischt Kategorie betrëfft, ginn d'Pouvoire vum Tuteur méi wäit: den „administrateur légal" kann net nëmme finanziell Entscheedungen, awer och Entscheedunge vu perséinlecher Natur fir d'Persoun, déi ënner Tutelle ass, huelen, an dat ouni den Accord vum Tutellesriichter.

An der zweeter Kategorie sinn d'Pouvoire vum Tuteur op Representatioun an d'Handlungen am Biergerliewen an d'finanziell „gestion vum patrimoine" limitéiert. Fir d'Handlungen, déi iwwert de Pouvoir eraus ginn, brauch de „gérant de tutelle" eng Autorisatioun vum Tutellesriichter.

An enger Relatioun Dokter/Patient vertrëtt den Tuteur d'Interesse vum Patient ënner Tutelle. D'Ausféierung vu Rechter betreffend d'Gesondheet vun der Persoun ënner Tutelle gëtt vun engem spezifesche Vertrieder ausgeüübt, dee vum Tutellesriichter ernannt gëtt (article 14 (1) de la loi du 24 juillet 2014 relative aux droits et obligations du patient).

Question 3993 (31.03.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Roy Reding** *(ADR)* concernant la **vaccination forcée par l'employeur :**

D'Covid-19-Impfcampagne zu Lëtzebuerg ass am Januar ugelaf. Et ass awer net jiddereen am Land bereet, sech impfen ze loossen, Dat ass jo scho méi dacks ugeschwat ginn a bis haut gouf ëmmer gesot a festgehalen, datt d'Impfen op Fräiwëllegkeet berout an net duerf erzwonge ginn.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung gär follgend Froe stellen:

1. Wéi weist sech déi rechtlech Situatioun, wann eng ONG oder e Privatpatron seng Ugestallte wëllt obligéieren, sech impfen ze loossen?

2. Wat fir e rechtleche Spillraum huet de Patron an enger Entreprise, fir seng Ugestallten op aner Aarbechten anzedeelen ewéi déi, fir déi hien ursprénglech agestallt gouf an op deenen hie bis dohi geschafft huet, wann den Ugestallten sech net wëllt impfe loossen?

3. Gi bei béide Froen Differenzen tëscht deenen ënnerschiddlechen Aarbechtssecteure gemaach? Wa jo, wat fir eng a wat ass jeeweils d'Begrënnung?

Réponse (04.05.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :*

ad 1. Den Ament besteet keng Obligatioun fir eng Privatpersoun fir sech impfen ze loossen.

ad 2. De Patron huet eng Obligatioun, fir d'Gesondheet an d'Sécherheet vun senge Salariéen an allen Aspekter vun der Aarbecht ze garantéieren, souwéi dat och am Artikel L. 312-1 vum Aarbechtsgesetzbuch festgehalen ass. Fir dat ze garantéieren, muss de Patron a sengem Betrib all Mesure huelen, fir senger Obligatioun nozekommen.

Par contre, eng Obligatioun fir d'Salariéë fir sech impfen ze loossen, besteet aktuell net. De Salarié muss awer all aner Mesure, déi vum Patron virgeschriwwen ass, respektéieren a suivéieren, fir seng eege Gesondheet an och déi vun senge Mataarbechter net a Gefor ze bréngen.

ad 3. Neen, et gi keng Differenzen tëscht deenen ënnerschiddlechen Aarbechtssecteure gemaach.

Question 3994 (31.03.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** *(LSAP)* concernant le **blocage au canal de Suez :**

Le canal de Suez, l'une des voies navigables les plus importantes et les plus fréquentées du monde, a été obstrué par l'un des plus grands porte-conteneurs pendant plusieurs jours, bloquant des centaines de navires.

Le coût de ce blocage est exorbitant étant donné que des marchandises d'un équivalant de plusieurs milliards d'euros se sont vues bloquées.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie combien de navires navigant sous pavillon luxembourgeois ont été bloqués pendant plusieurs jours et le cas échéant quelle est leur cargaison ?

- Quelles sont les pertes causées par cet incident ?

- Quelles sont les possibilités de recours contre l'armateur du porte-conteneurs responsable de ce blocage ?

- Le Gouvernement luxembourgeois a-t-il été sollicité pour un quelconque soutien ?

Réponse (22.04.2021) de **M. Franz Fayot,** *Ministre de l'Économie :*

Le Ministère de l'Économie n'a eu connaissance d'aucun navire sous pavillon luxembourgeois qui aurait été bloqué en raison de l'obstruction du canal de Suez par le Ever Given du 23 au 29 mars dernier.

Ceci a été confirmé par les services du Commissariat aux affaires maritimes après consultation des positions et des trajets des navires sous pavillon luxembourgeois grâce à l'outil IMS (Integrated Maritime Services) de l'Agence européenne pour la sécurité maritime (EMSA).

Il n'y a donc pas eu de pertes directes causées aux armateurs opérant des navires sous pavillon luxembourgeois. On ne peut toutefois pas exclure d'éventuelles pertes indirectes dues par exemple à des retards de livraison de certains biens transportés par ces navires. Ces pertes sont cependant difficiles à évaluer par le commissariat. À ce jour, ni le Commissariat aux affaires maritimes, ni le Ministère de l'Économie n'ont été sollicités pour une quelconque aide ou soutien financier.

L'incident du Ever Given a nécessairement eu des répercussions pour les armateurs des navires bloqués dans le canal de Suez et pour ceux qui ont eu à changer leur route pour contourner le canal. Ces derniers peuvent avoir subi des pertes d'exploitation. Par ailleurs, ils pourraient éventuellement se voir engagé leur propre responsabilité pour les dommages subis par la cargaison ou retards, etc.

En ce qui concerne les pertes d'exploitation, l'UK P&I Club, l'assureur responsabilité du Ever Given, a déclaré que les demandes valides seraient prises en considération par l'armateur, l'assureur et leurs conseillers juridiques en temps voulu[18]. Cette réserve provient du fait que la cause de l'incident n'est pas encore déterminée avec certitude. Plusieurs théories sont avancées : risque de mer (vents violents), faute des pilotes ou encore défaillance technique ou faute du capitaine. La conclusion de l'enquête aura des répercussions sur la mise en cause des responsabilités et sur le jeu des exonérations. Néanmoins, il faudra aussi considérer la loi applicable à la demande de dédommagement. En effet, selon la jurisprudence anglaise, il est possible que les dommages soient considérés comme trop éloignés pour être indemnisables. Les pertes seraient réparties entre propriétaires des navires et affréteurs.

Pour ce qui est de la mise en cause de la responsabilité des armateurs bloqués ou déroutés, deux cas peuvent se présenter :

1) Si le contrat de transport est soumis aux règles de La Haye-Visby, la responsabilité du transporteur pour dommages causés à la marchandise transportée ne devrait pas être engagée. Les règles de La Haye-Visby prévoient en effet des exemptions de responsabilité en l'absence de faute du transporteur ou de ses préposés. Les chargeurs auront certainement souscrit une assurance sur facultés.

2) Si les règles de La Haye-Visby ne sont pas applicables, les transporteurs devraient pouvoir faire jouer leur propre assurance P&I (Protection & Indemnity) qui devrait, en fonction des termes et conditions conclus, indemniser les chargeurs.

Question 3996 (01.04.2021) de **Mme Semiray Ahmedova** *(déi gréng)* concernant la **protection des consommateurs lors de l'achat de biens immobiliers :**

L'achat d'un bien immobilier engendre un certain nombre de coûts pour l'acquéreur qui s'ajoutent au prix d'achat du bien. Il s'agit notamment des coûts de notaire et des droits d'enregistrement. Dans le cas où l'achat est financé par un crédit immobilier, s'ajoutent encore les coûts liés au prêt, dont notamment les intérêts, les frais de tenue de compte, les frais de dossier et les frais pour inscrire l'hypothèque.

Afin de mettre en place une certaine transparence en ce qui concerne les frais liés aux prêts immobiliers et pour permettre au consommateur de comparer facilement différentes offres, le législateur européen a introduit la « fiche d'information standardisée européenne (FISE) » dont la forme et le contenu sont définis à l'article R. 226-1 du Code de la consommation.

Cependant, la FISE ne renseigne pas tous les détails concernant ces frais, notamment en ce qui concerne les frais de renouvellement de l'hypothèque, qui, conformément à l'article 2154 du Code civil, interviennent tous les dix ans. Cela étant, il me revient que de nombreux acquéreurs ne découvrent qu'au moment du renouvellement de l'hypothèque que ces frais devront être acquittés.

En effet, bien que le site guichet.lu ainsi que plusieurs sites d'établissements de crédit ou de portails de recherche mettent à disposition des informations concernant l'achat d'un bien immobilier, selon mes informations, il n'y a cependant pas de guide exhaustif en ligne qui permette au consommateur de trouver toutes les informations facilement à un seul endroit.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Madame la Ministre de la Protection des consommateurs :

1) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'il conviendrait de préciser au niveau de la FISE tous les détails concernant les frais engendrés par un prêt immobilier, dont notamment le fait que les frais de renouvellement de l'hypothèque interviennent tous les dix ans ainsi que leur montant estimatif ?

2) Tenant en compte la complexité des frais y relatifs, y a-t-il des efforts de la part du Gouvernement en vue de sensibiliser et d'informer les acquéreurs potentiels en ce qui concerne les différents coûts engendrés par l'achat d'un bien immobilier à des fins d'habitation personnelle ? Dans ce contexte, Madame la Ministre est-elle favorable à la mise en place d'un guide exhaustif en ligne qui permette au consommateur d'identifier et de calculer facilement les coûts liés à l'achat d'un bien immobilier ?

3) Dans le rapport d'activité de l'année 2020 du Ministère de la Protection des consommateurs, il

[18] https://www.ukpandi.com/news-and-resources/press-release-articles/2021/ever-given-grounding-in-suez-canal/).

est indiqué que le ministère a reçu plus de 400 demandes d'information et de réclamation de la part de consommateurs. Combien de ces demandes étaient liées au secteur immobilier ?

4) Selon son rapport d'activité de l'année 2019, l'Union luxembourgeoise des consommateurs a enregistré 53 litiges liés aux crédits hypothécaires en 2019, ce qui constitue une augmentation de 65 % par rapport à 2018. Madame la Ministre dispose-t-elle d'informations plus détaillées sur la nature de ces litiges ? Par ailleurs, dispose-t-elle déjà de chiffres pour l'année 2020 ?

Réponse commune (06.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Protection des consommateurs,* et de **M. Pierre Gramegna,** *Ministre des Finances :*

Le consommateur a intérêt à avoir une vue claire, concise et compréhensible des conditions d'un contrat de crédit immobilier proposé par un prêteur. À cet effet, le législateur européen a pris une approche d'harmonisation maximale en ce qui concerne la communication d'informations précontractuelles de base liées aux crédits immobiliers au moyen du format normalisé de la fiche d'information standardisée européenne (FISE).

La FISE, visée à l'article R. 226-1 du Code de la consommation, correspond au formulaire d'information uniformisé à l'échelle de l'Union européenne et répond aux conditions de formes strictes définies à l'annexe II de la directive 2014/17/UE sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage résidentiel. Il n'appartient dès lors pas aux États membres de modifier et d'adapter le contenu ou la forme de la FISE, dont le modèle de texte est à reproduire tel quel dans la législation nationale.

Par souci de permettre aux consommateurs de mieux appréhender les caractéristiques essentielles du crédit immobilier proposé et de simplifier la comparaison de plusieurs offres, la FISE informe le consommateur notamment sur le taux d'intérêt et autres frais payables en lien avec le crédit immobilier. Si l'inscription de l'hypothèque ou d'une autre sûreté comparable donne lieu au paiement de frais, l'information doit figurer dans la FISE avec le montant, s'il est connu, ou, si ce n'est pas possible, la base de détermination de ce montant. Le consommateur est ainsi averti de devoir acquitter des frais pour l'(ré)inscription de l'hypothèque, conformément à la section 4 de la FISE visée à l'article R. 226-1 du Code de la consommation.

Dans le cadre de sa mission de protection des consommateurs, la Commission de surveillance du secteur financier a, en concertation avec d'autres acteurs dont le Ministère de la Protection des consommateurs, lancé plusieurs outils destinés à promouvoir l'éducation financière au Luxembourg et à permettre aux consommateurs de prendre des décisions financières avisées et responsables, y compris en ce qui concerne les contrats de crédit immobilier. Les associations professionnelles et établissements de crédit offrent par ailleurs une panoplie de documents et guides relatifs aux crédits immobiliers dans le but de sensibiliser et d'informer au mieux les consommateurs, et notamment ceux qui souscrivent un contrat de crédit immobilier pour la première fois.

En 2020, le Ministère de la Protection des consommateurs a reçu 29 demandes d'information ou de réclamation concernant le secteur immobilier. Celles-ci concernaient principalement les pratiques commerciales dans le cadre de la vente et de la construction de biens immobiliers. Deux demandes de renseignement étaient liées aux crédits immobiliers.

Selon les informations communiquées par l'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC), 51 demandes d'information et d'assistance en matière de crédit hypothécaire ont été traitées en 2020. Les demandes soumises à l'ULC s'avéraient variées et portaient, entre autres, sur les modalités liées au taux variable, la restructuration de crédits ou encore sur l'indemnité de résiliation.

Question 3997 (01.04.2021) de **M. Guy Arendt** *(DP)* concernant la **maladie de Carré sur des cadavres de renards :**

Dans un communiqué du 31 mars 2021, le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural informe que dans le cadre de la surveillance des maladies animales, l'Administration des services vétérinaires a détecté ces dernières semaines plusieurs cas de maladie de Carré (Staupe) sur des cadavres de renards.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Combien de cas de maladie de Carré ont été détectés sur des cadavres de renards ?

2) Combien de renards ont été testés depuis 2013 dans le cadre de la surveillance des maladies animales ?

3) Quelles autres maladies ont été détectées ? Quelle est notamment l'évolution de cas d'échinococcose constatés chez les renards ?

4) Est-ce que des cas de maladie de Carré sur des chiens ont été signalés à l'Administration des services vétérinaires ?

5) Hormis le conseil de vacciner les chiens, existe-t-il d'autres moyens pour combattre efficacement ce virus ? Est-ce qu'une réduction de la population des renards pourrait être envisagée dans le but de limiter la propagation de ce virus ?

Réponse commune (05.05.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural,* et de **Mme Carole Dieschbourg,** *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :*

ad 1) Suite à la détection d'un 1er cas de la maladie de Carré au début de l'année 2021, 35 échantillons ont été testés et 18 se sont révélés positifs pour le virus de la maladie de Carré. Dans les années 2018-2020, aucun renard n'avait été testé positif.

ad 2) Depuis 2013, 794 renards ont été analysés dans le cadre de la surveillance des maladies animales par le Laboratoire de médecine vétérinaire de l'État avec un focus sur les zoonoses (maladies transmissibles à l'homme) : échinococcose, trichinose et rage.

ad 3) Alors que toutes les analyses étaient négatives pour la rage et la trichinose, plusieurs cas d'échinococcose ont été détectés ces dernières années.

Le pourcentage de cas positifs pour l'échinococcose varie suivant les années entre 15 et 30 %. Environ 10 % des renards examinés présentaient des signes de gale (parasitose externe).

(Graphiques à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) À l'heure actuelle, aucun cas de maladie de Carré chez un chien n'a été déclaré à l'Administration des services vétérinaires.

ad 5) Le moyen le plus efficace pour prévenir cette maladie virale est la vaccination qui est normalement prévue lors des protocoles de vaccination des chiens établis par les vétérinaires.

Puisque le virus est transmissible du renard au chien, il est conseillé lors de promenades en pleine nature de garder le chien en laisse ou au moins de le tenir sous contrôle sur les chemins au niveau des forêts.

Question 3998 (01.04.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Dan Biancalana** *(LSAP)* concernant le **droit d'être entendu de l'enfant mineur en cas de divorce :**

Depuis la loi du 27 juin 2018 portant réforme du divorce et instaurant un juge aux affaires familiales, l'enfant commun a le droit d'être entendu en ce qui concerne l'exercice de l'autorité parentale.

L'actuel article 378-2 du Code civil prévoit que l'enfant mineur, capable de discernement, peut lui-même informer le juge aux affaires familiales de son envie de voir l'exercice de l'autorité parentale modifié. En d'autres mots, l'enfant peut saisir personnellement le juge concerné à ce sujet.

Le tribunal doit, dès lors, procéder conformément aux dispositions relatives du nouveau Code de la procédure civile.

D'ailleurs, la même initiative peut émaner d'un enfant mineur en ce qui concerne le droit de visite et d'hébergement.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Le droit d'être entendu de l'enfant mineur a-t-il déjà été exercé ? Si oui, combien de fois ? Qu'en est-il du droit de visite et d'hébergement ?

- Quelles ont été, le cas échéant, les suites données à ces saisines ?

Réponse (30.04.2021) de **Mme Sam Tanson,** *Ministre de la Justice :*

Le droit de l'enfant mineur d'être entendu est un droit fondamental, dont le principe est fixé dans la Convention de l'ONU relative aux droits de l'enfant (CDE), adoptée le 20 novembre 1989 (article 12).

Au Luxembourg l'audition est de droit lorsque le mineur en fait la demande ; elle ne peut pas être refusée à l'enfant capable de discernement. Ce principe est consacré par l'article 388-1 du Code civil (loi du 20 décembre 1993 portant approbation de la CDE et loi du 5 juin 2009 relative à l'audition de l'enfant en justice) et complété par l'article 378-2 du même Code (loi du 27 juin 2018 portant réforme du divorce et instaurant un juge aux affaires familiales).

Suivant l'article 388-1 du Code civil, dans toute procédure le concernant, y compris dans une procédure relative au droit de visite et d'hébergement, le mineur capable de discernement peut être entendu par le juge ou, lorsque son intérêt le commande, la personne désignée par le juge à cet effet. En pratique, si un enfant capable de discernement demande à être entendu pour exprimer son opinion, ses sentiments et ses prétentions, il l'est : soit personnellement, soit assisté ou non d'une personne ou même d'un avocat.

L'article 378-2, (2) du Code civil constitue une possibilité supplémentaire. Désormais le mineur peut de sa propre initiative solliciter l'intervention du juge aux affaires familiales (ci-après JAF) pour voir les modalités d'exercice de l'autorité parentale le concernant modifiées. Le mineur initie la procédure en s'adressant au juge. Son avocat, une fois nommé, a pour mission d'introduire une requête en modification de l'autorité parentale, respectivement du droit de visite et d'hébergement. En pratique, il est toujours donné suite aux demandes initiées par un mineur, en ce sens que le JAF nomme un avocat. Selon les statistiques communiquées, il a été recouru à ladite procédure à 24 reprises en 2019 et à 42 reprises en 2020. Par comparaison, il est intéressant de noter qu'en 2019, 1.926 jugements ont été pris dans le cadre des affaires de divorce et 1.978 jugements en 2020.

Finalement, les statistiques montrent qu'en 2019, 20 jugements ont été prononcés dans le cadre de demandes initiées par un mineur en application de l'article 378-2, (2) du Code civil et 26 jugements en 2020. La différence entre le nombre de demandes basées sur la procédure prévue à cet article et le nombre de jugements, trouve deux explications :

- L'avocat nommé suite à la demande du mineur n'a pas introduit de requête en modification de l'exercice de l'autorité parentale/du droit de visite, mais a pu résoudre le problème de son client d'une autre façon. Ainsi, le JAF, après avoir nommé un avocat, n'a pas été saisi d'une requête et n'a pas dû rendre de jugement.

- La demande du mineur est parvenue au JAF en 2020, mais la requête de son avocat n'a été introduite que fin 2020, sinon en 2021, de sorte que le jugement n'a pas été ou ne sera rendu qu'en 2021.

Les statistiques fournies n'indiquent cependant pas dans combien d'affaires il s'agissait de modifier l'exercice de l'autorité parentale et dans combien d'affaires le droit de visite était visé.

Question 3999 (01.04.2021) de **M. Jeff Engelen** *(ADR)* concernant les **effets à long terme de la pandémie Covid-19 :**

Am Artikel „Was man nicht sieht" an der Editioun vun der „Süddeutsche Zeitung" vum 27. an 28. Mäerz 2021, goufen d'Problemer vun de Laangzäitfollge vun enger Covidinfektioun, dem sougenannte Postcovidsyndrom, diskutéiert.

Den Artikel geet ënner anerem op eng Etüd an, déi am italieenesche Fachmagasinn „Plos" publizéiert gouf. Deemno hätt de Grad vum Krankheetsverlaf keen direkten Afloss op de Grad vun de Laangzäitfollgen. Och Leit, déi wärend der Infektiounsphas just liicht Symptomer opweisen, kënne vu schwéiere Laangzäitfollge getraff ginn. En däitsche Rehazenter, deen op d'Behandlung vu Covidlaangzäitpatiente spezialiséiert ass, betount, datt et eng ganz komplex Erausfuerderung duerstellt, adequat Therapien ze entwéckelen, well déi eenzel Symptomer sech opgrond vu feelenden Donnéeën ursächlech nach kengem spezifesche „biologesche Mechanismus" zouuerdne loossen. Heefeg Symptomer si Konzentratiouns-, Otem-, Schlof- a beruflech Leeschtungsstéierungen.

Duerfir hunn ech follgend Nofro un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Wéi vill Patiente mat engem Postcovidsyndrom sinn aktuell zu Lëtzebuerg enregistréiert?

2. Wéi eng medezinnesch Institutioune betreien déi Leit?

3. Op Basis vu wéi enge Symptomer kann den Hausdokter zu Lëtzebuerg e Postcovidsyndrom als Krankheetsursaach consideréieren an u wéi eng zoustänneg Instanze kann hien de Patient fir weider Ënnersichunge verweisen?

4. Kënnen déi Donnéeën aus dem uewendriwwer genannte Fall mam Accord vum Patient anonymiséiert an der Recherche zur Verfügung gestallt ginn?

5. Wéi kënne generell weiderféierend Donnéeën iwwert d'Krankheetsbild vun engem Covidinfizéierte gesammelt ginn, wann de Patient wärend senger Infektioun doheem isoléiert ass?

6. Wéi eng weiderféierend Blutttester, Röntgebiller a soss Donnéeë gi bei Patienten erhuewen, déi opgrond vun engem schwéiere Krankheetsverlaf an d'Spidol ageliwwert ginn? Kënnen dës Donnéeë mam Accord vum Patient anonymiséiert an der Recherche zur Verfügung gestallt ginn?

7. Wéi wäit kënnen d'Lëtzebuerger Doktere bis elo op d'Resultater vun der internationaler Recherche zeréckgräifen?

8. Op wéi engen aktuelle Modalitéite baséiert d'Gestioun vum Postcovidsyndrom bei der Gesondheetskeess? Wéi eng Medikamenter an Traitementer gi remboursséiert?

9. Kann de Postcovidsyndrom am Eenzelfall bei der Decisioun vun engem Accord op Usproch vun der Invaliderent mat consideréiert ginn?

Question 4114 (19.04.2021) de **Mme Josée Lorsché** *(déi gréng)* concernant le **« Long-Covid » :**

Le terme « Long-Covid » désigne tous les symptômes dont les patients peuvent souffrir pendant les semaines et mois après une infection au Sars-CoV-2. Les symptômes à long terme les plus fréquents sont le syndrome de fatigue, les maux de tête, l'essoufflement, la perte de cheveux, le manque d'énergie, des problèmes neurologiques, les problèmes de concentration. Dans la plupart des cas, les patients sont concernés par plus d'un de ces symptômes.

L'OMS estime qu'un patient sur dix sera concerné par le Long-Covid, en majorité des femmes et des patients plus jeunes dont l'épisode de Covid-19 était caractérisé par des symptômes légers ou modérés. L'OMS a déclaré vouloir se concentrer sur les séquelles à moyen et à long terme de la Covid-19 et à élaborer un concept international de collecte systématique des données relatives au Long-Covid.

Partant, le Long-Covid peut mener à des périodes prolongées d'incapacité de travail et nécessite également un concept de prise en charge des patients pour garantir un suivi médical ou le cas échéant, des offres de rééducation pour les personnes gravement touchées. De plus, l'anamnèse chez le médecin devrait dès à présent tenir compte d'une infection documentée au Sars-CoV-2.

Pour ces raisons, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité Sociale :

1) Les cas de Long-Covid sont-ils d'ores et déjà recensés de manière systématique ? Dans l'affirmative, de quelle façon ce recensement est-il effectué ? Un code spécifique de nomenclature a-t-il été créé à cet effet ou sera créé prochainement ?

2) Combien de personnes souffrent actuellement de Long-Covid et quelle est la durée moyenne de la maladie ?

3) Quelles sont les offres thérapeutiques en place pour les personnes souffrant de Long-Covid ?

4) Il est probable que le nombre de patients sous Long-Covid au Luxembourg continue à augmenter. Le système de santé luxembourgeois dispose-t-il de ressources suffisantes pour fournir un traitement adéquat à tous les patients concernés ?

5) Est-il possible d'estimer le coût que les effets du Long-Covid généreront à long terme pour la sécurité sociale ?

Réponse commune (05.05.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé,* et de **M. Romain Schneider,** *Ministre de la Sécurité sociale :*

Déi honorabel Deputéiert stellen eng Rei Froen iwwert d'Laangzäitkonsequenze vun der Covid-19, oder och nach „Long-Covid" oder „Postcovidsyndrom" genannt, déi sech iwwerlappen, an dofir erlabe mir eis, eng gemeinsam Äntwert op déi zwou Froen ze ginn.

Fir d'éischt muss een drop hiweisen, dass et an der medezinnescher Literatur (Referenzen 1-3) keng eenheetlech Definitioun vum Long-Covid gëtt, an et domat schwéier bis onméiglech ass, Studien ze maachen a Resultater ze vergläichen. Eist Wëssen iwwert dës Konditioun ass also nach limitéiert. An Amerika huet awer elo den National Institute of Health (NIH) den 23. Februar 2021 annoncéiert, eng grouss Etüd iwwert Long-Covid wëllen ze maachen. An Europa ginn et eng Rei Studien, déi ufänken dës Problemer ze analyséieren z. B. a Groussbritannien d'Etüd „PHOSP-COVID" (Referenz 4) oder verschidden Etüde vum Grupp ISARIC (International Severe Acute Respiratory and Emerging Infections Consortium).

Et handelt sech beim Long-Covid ëm een Ensembel vu klinesche Manifestatiounen, déi multisysteemesch sinn an de Beräicher vun der Longefunktioun, dem Bluttbild, dem kardiovaskuläre Secteur, dem Stoffwiessel, der Neuropsychiatrie, der Nierefunktioun, dem Daarm- a Verdauungstrakt, der Haut an der allgemenger Entzündung optrieden, oft a verschiddenen, iwwert d'Zäit variabelen, Kombinatiounen. Am heefegste kloen d'Patienten iwwert Otemproblemer, Middegkeet, Gelenkschmerz, an eng staark Reduktioun vun der Liewensqualitéit. Esou ee Long-Covid trëtt bei 10-20 % vun de Leit no enger liichter bis mëttelschwéierer akuter Infektioun op, a ka vill méi heefeg si bei ganz schwéieren Infektiounen. D'Symptomer daueren iwwert Wochen a Méint an hunn inevitabel och Repercussiounen op déi mental Gesondheet (Depressioun, Angschtzoustänn, posttraumatesch Stress-Krankheet etc.).

Well d'Symptomer esou heterogeen sinn, an och an anere Situatiounen ausserhalb dem Covid-19 virkomme kënnen, ass et net méiglech, z. B. aus den Donnéeë vun den Hospitalisatiounen (z. B. am Programm vun der „Documentation hospitalière") erauszefannen, ob si spezifesch mat enger Covid-19-Erkrankung zesummenhänken. Zousätzlech gëtt

et am Moment kee spezifesche Code fir de Long-Covid an der Nomenklatur vum ICD-10 (International Classification of Diseases, Versioun 10), déi fir de Codage vun den Diagnosen an de Spideeler benotzt gëtt. Esou ee Code (proposéiert ass de Code: U09.0 post-Covid condition, unspecified) soll awer elo vun der Weltgesondheetsorganisatioun kreéiert ginn, a soll dann den 1. Oktober 2021 an Applikatioun sinn, wat dann d'statistesch Analyse vereinfache géif. Et muss een och drop hiweisen, dass mir zu Lëtzebuerg wuel e systematesche Codage vun den Diagnosen an de Spideeler hunn, awer net am Secteur „extra-hospitalier". Dëst limitéiert weider eis Analyskapazitéite ganz staark, a mir hunn effektiv keng genee Donnéeën iwwert d'Zuel an d'Frequenz vum Long-Covid an eisem Land.

D'Leit, déi ënnert engem Long-Covid leiden, gi vun den Doktere suivéiert, déi e bestëmmte Grupp vu Symptomer traitéieren. Zum Beispill wa Longeproblemer a Kuerzootmegkeet bleiwen, gëtt de Patient haaptsächlech vun engem Longespezialist (Pneumolog) suivéiert. Den Hausdokter huet hei eng zentral Roll, a referéiert an deem Sënn d'Patiente bei déi néideg Spezialisten.

Klinesch Donnéeë kënnen ëmmer an anonymiséierter oder pseudonymiséierter Form fir d'Fuerschung zur Verfügung gestallt ginn. Dëst setzt awer viraus, dass de Patient averstanen ass an dëst och idealerweis schrëftlech ausgedréckt huet (Informed Consent), an dass e formelle „protocole de recherche" virläit, dee vum „Comité national d'éthique de recherche" (CNER) an der Direktioun vun der Santé aviséiert ass, a vum Gesondheetsminister autoriséiert ass. Dëst ass net anescht fir de Covid-19 wéi fir all aner Krankheet. Weiderféierend Donnéeën, esou wéi speziell Tester (Blutt, Röntgen, etc.) kënnen am Kader vun de Limitte vun esou engem Fuerschungsprotokoll erhuewe ginn. Eis ass awer am Moment net bekannt, dass esou e Protokoll zu Lëtzebuerg amgaange wär. Idealerweis géif e klengt Land sech do un eng europäesch oder international Demarche uschléissen, fir kënnen zu relevante Resultater a Konklusioune bäizedroen.

All Dokter huet haut Zougang iwwer den Internet op spezialiséiert Sitten, déi d'wëssenschaftlech-medezinnesch Publikatioune regruppéieren. De Bekanntsten ass sécherlech de Site „PubMed" vun der amerikanescher National Library of Medicine, wou aktuell (Stand 28. Abrëll 2021) 89.185 wëssenschaftlech Artikelen iwwert Covid-19 ze consultéiere sinn, de Gros dovun ass gratis zougänglech. Wann een d'Auswiel reduzéiert mam Stéchwuert „Covid-19 long term", kritt een hei nach ëmmerhin 2.481 Artikele proposéiert.

Et ass aktuell schwéier ze evaluéieren, ob d'Zuele vu Long-Covid weider wäerte klammen. Bei de meeschte Leit gesäit een awer eng Besserung iwwert e puer Méint. Et ass an deem Sënn och onméiglech, d'Käschte fir déi sozial Sécherheet ofzeschätzen, déi domat verbonne sinn.

D'Prise en charge vun de Medikamenter an den Traitementer vun de Long-Covidpatienten ass déi selwecht ewéi fir déi aner Patienten och. Ewéi uewen am Beispill ervirgeholl gouf, wann e Patient zum Beispill Longeproblemer huet a muss bei e Longespezialist iwwerwise ginn, ginn dës Fraise vun der sozialer Sécherheet natierlech en charge geholl esouwéi de Code vun der sozialer Sécherheet et virgesäit. Esou ass et och fir déi jeeweileg Medikamenter, déi de Patient brauch an déi op der positiver Lëscht vun de Medikamenter stinn.[19]

Question 4002 (01.04.2021) de **Mme Tess Burton** *(LSAP)* concernant les **aides pour le secteur porcin :**

Le 17 février 2021, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a annoncé des aides visant à indemniser les éleveurs de porcs qui ont subi des pertes substantielles suite à l'érosion des prix sur le marché de la viande porcine depuis le début de la pandémie Sars-CoV-2. Cette aide peut être accordée pour le quatrième trimestre 2020 et le premier trimestre 2021.

1) Combien de demandes d'aides ont été adressées à ce jour au Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural par les éleveurs porcins ?

2) Comment Monsieur le Ministre entend-il soutenir ce secteur en difficulté au-delà du premier trimestre 2021 ?

Réponse (29.04.2021) de **M. Romain Schneider,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :*

ad 1) Le délai pour les demandes d'aide concernant la période du 4e trimestre 2020 (octobre-décembre 2020) est le 1er juillet 2021. À ce jour (le 26.04.), onze demandes d'aide ont été adressées par les éleveurs porcins au Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. D'autres éleveurs porcins se sont également renseignés par téléphone sur les modalités, mais une demande d'aide fait encore défaut. Il est à noter que les demandes d'aide doivent être soumises au plus tard le 1er octobre 2021 inclus pour les demandes en relation avec le 1er trimestre 2021.

ad 2) Depuis le début de l'année, le prix du porcelet s'est nettement redressé. Alors que le prix moyen pour la cotation de référence allemande « Nord-West » (Nord-West DE 25 kg) - référence utilisée par les éleveurs porcins luxembourgeois - était encore à 23 euros par porcelet au mois de janvier 2021, jusqu'à la mi-avril le prix moyen a plus que doublé et se situe actuellement à 53 euros par porcelet. Ce prix est nettement au-dessus de la moyenne des cinq dernières années.

Source : Varkensprijzen | VAEX Varkens- en Veehandel B.V. (thelivestocktraders.nl)

Le redressement des prix des porcs d'engraissement a commencé plus tard que celui des porcelets. Alors que le prix moyen pour les catégories S et E (environ 95 % de tous les porcs abattus) était encore à 1,23 € par kg abattu pour porcins indigènes début de l'année, jusqu'à la mi-avril, le prix moyen est passé à 1,55 € par kg abattu. Donc la tendance des prix est positive, néanmoins le prix actuel est encore légèrement inférieur au prix moyen sur trois ans. Nous continuerons à observer ce marché encore très fragile de très près.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 4005 (01.04.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** *(CSV)* concernant le **cabinet de conseil dans le cadre de la campagne de vaccination :**

Laut engem Post op de soziale Medie vun engem Journalist huet d'Santé confirméiert, datt eng gréisser Lëtzebuerger Consulting-Firma fir d'Koordinatioun vun der Covidimpfcampagne zoustänneg ass.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Gesondheetsministesch stellen:

1. Kann d'Madamm Minister dës Informatioune confirméieren?

2. Wa jo, wat sinn d'Modalitéiten an de genauen Objet vum Kontrakt mat der Consulting-Firma?

3. Wéi eng Missiounen huet déi besote Firma genau an Optrag kritt a wat ass de Käschtepunkt vum Optrag?

4. No wéi enge Krittären ass déi Consulting-Firma ausgesicht ginn?

5. Aus wéi enge Grënn huet d'Regierung decidéiert, dës wichteg Etapp am Kampf géint d'Pandemie un eng extern Firma ze outsourcen?

Réponse (09.04.2021) de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

ad 1. Mir confirméieren, datt eng Lëtzebuerger Consulting-Firma de Comité de pilotage, dee fir d'Impfcampagne zoustänneg ass an dee Representantë vum Gesondheetsministère, vum Haut-Commissariat à la protection nationale, vun der Direction de la santé, vum Centre des technologies de l'information de l'État a vun der Inspection générale de la sécurité sociale regroupéiert, begleet bei der Ëmsetzung vum operationelle Volet vun der Impfcampagne. Et handelt sech heibäi ëm d'Firma Arendt Business Advisory SA.

ad 2. De Marché public mam Intitulé „Marché public de fournitures et services pour la coordination des campagnes de vaccinations contre la Covid-19 et l'administration d'une plateforme d'assistance ‚helpline'" gouf de 6. Dezember 2020 um Portail des marchés publics publizéiert. Dëse Marché public ass an zwee Loten opgedeelt. Déi eenzel Lote sinn an der Äntwert op d'Fro 3 beschriwwen.

De Lot 1 betrëfft d'Ekipp „coordination", déi dem Comité de pilotage national assistéiert. D'Ekipp „coordination" huet de Rôle vun engem Secrétariat général an exekutéiert a suivéiert Decisiounen, déi vum Comité de pilotage getraff ginn. Den Intitulé „coordination générale" ass als „secrétariat général" redefinéiert ginn.

ad 3. D'Équipe de coordination huet follgend Missiounen: support de gouvernance, support méthodologique, operationell an administrativ, dëst an enker Kollaboratioun an ënnert der Opsiicht vum Comité de pilotage „vaccins". Wat de Käschtepunkt ugeet, verweise mir op d'Äntwert op d'Fro N° 3723 (Fro 2) vum 26. Februar 2021.

ad 4. Mir verweisen och hei op d'Äntwert op d'Fro N° 3723 (Fro 1) vum 26. Februar 2021. Mir wëllen drop hiweisen, datt d'Modalitéiten, de genauen Objet vum Kontrakt, Missiounen an och Krittären am Cahier des charges nozeliese sinn. Dëse Cahier des charges, wéi all aneren, ass public a kann um Portail des marchés publics consultéiert ginn.

Question urgente 5120 (19.10.2021) de **Mme Martine Hansen** et **M. Georges Mischo** *(CSV)* concernant l'**application des mesures contre la Covid-19 dans le secteur sportif :**

An engem Communiqué vun haut (19.10.2021) bedauert d'Fussballsfederatioun (FLF), dass si opgrond vun den neien Dispositiounen am Covidgesetz all hir Matcher fir den 19., 20. an 21. Oktober ofsoe muss. De Grond soll laut FLF dora bestoen, dass ab haut keng Tester, déi selwer vun de Sportler bzw. de Benevollen oder Begleeder duerchgefouert goufen, méi unerkannt ginn an dass dëst eng Iwwerraschung fir d'FLF gewiescht wier, vu dass den Datum vum Akraafttrieden am Sport vun deenen anere Secteuren ofwäicht.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend dréngend Froen un d'Regierung stellen:

1. War de Sportsminister mat de concernéierte Federatiounen zu den neien Dispositiounen am Covidgesetz am Austausch?

2. Huet d'Fussballsfederatioun d'Gesetz richteg interpretéiert a stëmmt déi am Communiqué geäusserte Kritik?

Réponse (20.10.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports :*

D'Froe vun den honorabelen Deputéierten, déi selwer Member si vun der parlamentarescher Gesondheets- an Sportskommissioun, déi am Kontext vun de parlamentareschen Aarbechte vun deem neie Covidgesetz, am Ganzen dräimol zesummekomm ass, bezéien sech op den Artikel 8 vum neie Covidgesetz (loi du 18 octobre 2021), deen de Paragraf 6 vum Artikel 4 bis follgenderweis ofännert:

« La participation aux compétitions sportives n'est ouverte qu'aux sportifs et encadrants qui présentent un certificat tel que visé aux articles 3 bis, 3 ter ou 3 quater. Les sportifs de moins de douze ans et deux mois participant à une compétition sportive sont exemptés de produire de tels certificats. »

Geméiss dem Artikel 15 vun dem neie Covidgesetz, ass dës Ännerung den 19. Oktober a Kraaft getrueden, genau wéi och aner Bestëmmungen am Sportsberäich, déi awer op hirer Säit villes méi einfach maachen. Och dat soll een hei erwänen.

Doraus ergëtt sech, dass d'Interpretatioun vum Gesetzestext, wéi se vun der Fussballsfederatioun gemaach gëtt, wat d'Mise en vigueur vun den neien Dispositiounen am Sportsberäich ugeet, richteg ass, souwéi et de Federatioune per Circulaire och nom Vott vum Gesetz (18.10.2021 - 17.18 Auer) matgedeelt ginn ass.

Ze erwänen ass och, dass den Datum vun der Mise en vigueur zu kengem Zäitpunkt Géigestand vun engem Ännerungsantrag an der Chamberskommissioun war, weeder vun engem Majoritéitsdeputéierten nach vun engem Oppositiounsdeputéierten.

Déi zwee honorabel Membere vun der zoustänneger Chamberskommissioun missten also wëssen, dass et an dësem Fall guer keng Interpretatioun vum Gesetzestext brauch.

An dësem Kontext ass et wichteg, d'Chronologie vun der Ausaarbechtung vun dësem neien Text ze skizzéieren:

De 6. Oktober 2021 um 16.00 Auer, also zwee Deeg ier de Regierungsrot den 8. Oktober dann de Gesetzesprojet vum neie Covidgesetz ugeholl huet, hat ech iwwer Videokonferenz een Austausch mat Vertrieder vun der Fussballsfederatioun, an absënns dem President an dem Generalsekretär, der Basketballsfederatioun, der Volleyballsfederatioun an der Handballsfederatioun, wou déi ugeduechten Ännerungsvirschléi diskutéiert gi sinn, déi iwweregens och alleguer tels quels esou an d'Gesetz agefloss sinn. Do ass et natierlech och ëm d'Autotester gaangen, wou festgestallt gouf, dass wann déi ofgeschaaft ginn, zwar engersäits et méi kompliziéiert gëtt, well nëmmen nach Professionnels de la santé zertifiéiert Schnelltester dierfe maachen, mee anerersäits awer grouss administrativ Obligatiounen ewechfalen. Et ass och an dëser digitaler Reunioun festgehale ginn, dass de Sportsministère weiderhi gratis Schnelltester un d'Verbänn respektiv hir Veräiner géif ausdeelen. D'Propos, dass d'Federatiounen d'Verdeelung un d'Veräiner géifen iwwerhuelen, huet kee groussen Uklang fonnt.

Dee selwechten Dag, respektiv den Dag duerno, hat ech iwweregens och een Austausch mat de Presidente vun der Dëschtennisfederatioun, der Schwammfederatioun an dem Generalsekretär vum Turnverband, déi also op dem selwechten Informatiounsstand waren.

Et kann een erwänen, dass d'Presidente vun der Liichtathletiksfederatioun a vun der Tennisfederatioun an der zoustänneger Chamberskommissioun sinn an och fréistméiglech informéiert waren.

Den Inhalt vun der Circulaire kann een dofir net als nei Bestëmmunge vum Sportsministère definéieren, wéi et fälschlecherweis duergestallt ginn ass, mee als vereinfacht Duerstellung vun deenen Dispositiounen, déi d'Chamber decidéiert huet.

Question urgente 5128 (20.10.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** *(CSV)* concernant l'**application des mesures contre la Covid-19 dans le secteur sportif :**

Déi nei CovidCheck-Dispositioune bréngen eng Rei Froe mat sech an der Praxis.

An engem Communiqué vum 19. Oktober 2021 bedauert d'Fussballfederatioun (FLF), dass schonn ab gëschter am Sportssecteur keng Schnelltester sur place méi kënne gemaach ginn. Laut dem neie Covidgesetz falen d'Schnelltester sur place an anere Beräicher, wéi dem Horeca-Secteur, awer eréischt den 1. November 2021 ewech.

Des Weideren ass d'Gesondheetspersonal, mengen Informatiounen no, nach net informéiert ginn, wéi et d'Tester sur place an de Clibb a wärend de Matcher kann zertifiéieren, an notamment iwwert de Fonctionnement vum QR-Code.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Wëssend, datt an anere Beräicher wéi dem Horeca-Secteur d'Schnelltester sur place eréischt ab dem 1. November 2021 ewechfalen, aus wéi engem Grond geschitt dëst schonn ab dem 19. Oktober 2021 am Sport an net eréischt och den 1. November?

- Mengt d'Regierung net och, datt wann een d'Reegelen am Sport un déi am Horeca ugepasst hätt, een de Clibb d'Méiglechkeet ginn hätt, sech ze organiséieren?

- Wéini kritt d'Gesondheetspersonal, dat déi zertifiéiert Tester sur place an de Clibb a wärend de Matcher mécht, déi néideg Informatioune betreffend de Fonctionnement vum QR-Code, deen et den Negativgetesten aushännege muss? Kréien déi de QR-Code iwwer guichet.lu?

Réponse commune (21.10.2021) de **M. Dan Kersch,** *Ministre des Sports,* et de **Mme Paulette Lenert,** *Ministre de la Santé :*

Virop wollte mir déi honorabel Deputéiert, déi och selwer Member ass vun der parlamentarescher Gesondheets- a Sportskommissioun, déi am Kontext vun de parlamentareschen Aarbechte vun deem neie Covidgesetz, am Ganzen dräimol zesummekomm ass, op dem Sportsminister seng Äntwert vu gëschter op déi dringend parlamentaresch Fro N° 5120 vun hire Parteikolleegen, verweisen.

Konkreet betrëfft een Deel vun der Fro den Artikel 8 vum neie Covidgesetz (loi du 18 octobre 2021), deen de Paragraf 6 vum Artikel 4 bis follgenderweis ofännert:

« La participation aux compétitions sportives n'est ouverte qu'aux sportifs et encadrants qui présentent un certificat tel que visé aux articles 3 bis, 3 ter ou 3 quater. Les sportifs de moins de douze ans et deux mois participant à une compétition sportive sont exemptés de produire de tels certificats. »

Gemäss dem Artikel 15 vun deem neie Covidgesetz, ass dës Ännerung, an där jo net vum Regimm CovidCheck riets geet, mee vill méi ëm d'Virweise vun engem 3G-Zertifikat, schonn den 19. Oktober a Kraaft getrueden.

Anescht ewéi am Horeca-Beräich, wou de Covid-Check-Regimm vum 1. November un obligatoresch ass, fält am Sportsberäich, am Beräich vun de Kompetitiounen, just de Schnelltest ewech, deen op der Plaz konnt realiséiert ginn.

Och déi honorabel Deputéiert huet dozou am Kader vun de parlamentareschen Aarbechte keen Ännerungsantrag presentéiert oder eng konkreet Fro gestallt, respektiv sech dës Fro gestallt.

D'Prozedur vun de CovidCheck-Zertifikater ass den 10. Juni 2021 vun der Gesondheetsministesch an dem Digitaliséierungsminister op enger Pressekonferenz virgestallt ginn, a steet och säit dem 14. Juni 2021 um Site guichet.lu. D'Demarche, fir een « EU Digital Covid Certificate » mat QR-Code fir een Antigeenschnelltest ze maachen, ass deemno net nei an existéiert schonn zanter dem Akraafttriede vun deem deemolege Covidgesetz am Juni 2021. Dës Prozedur dierft deemno de Gesondheetsberuffer net méi onbekannt sinn.

Fir awer sécherzestellen, dass d'Demarche verstanen a korrekt ausgeféiert gëtt, huet d'Santé nach emol eng schrëftlech Instruktioun erausginn, déi um Site covid19.lu publizéiert gëtt an dann och via de Sportsministère diffuséiert gëtt.

[19] Referenzen:

- Rando H.M. et al. Challenges in defining Long Covid: striking differences across literature, Electronic Health Records, an patient-reported information. medRxiv preprint doi: https://doi.org/10.1101/2021.03.20.2153896 (version posted March 26, 2021)

- Nalbandian A. Et al. Post-acute Covid-19 syndrome. Nature Medicine, Focus/Review article. https://doi.org/10.1038/s41591-021-021-01283-z. March 22, 2021

- Maxwell E. Living with Covid19: a dynamic review of evidence around ongoing Covid19 symptoms (often called Long Covid). National Institute for Health Research. September 30, 2020

- PHOSP-Covid: Physical, cognitive and mental health impacts of Covid-19 following hospitalization - a multi-centre prospective cohort study. medRxiv preprint. https://doi.org/10.1101/2021.03.22.21254057 (version posted March 23, 2021)